évry-courcouronnes

Plan Local d'Urbanisme

de la commune déléguée d'Evry

2. Rapport de présentation

PLU révisé, approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2019

Espace Ville SCOP

évry-courcouronnes

Plan Local d'Urbanisme

de la commune déléguée d'Evry

2.1. Diagnostic et état initial de l'environnement

PLU révisé, approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2019

Espace Ville SCOP

Sommaire

Préambule
5

Diagnostic territorial
7

A/ L'analyse du tissu urbain 9
B/ Le fonctionnement urbain 59

Diagnostic socio-économique
95

A/ Les habitants 97
B/ Les logements 109
C/ Les activités économiques 123

Etat initial de l'environnement
153

A/ Les caractéristiques physiques du territoire 155
B/ Les espaces naturels et protections 169
C/ Le diagnostic de vulnérabilité : les risques et nuisances 183
D/ Les réseaux techniques urbains 195

Préambule

Dans la démarche de révision du PLU, le rôle du diagnostic est de dresser un état des lieux et de faire un bilan des évolutions observées au cours des dix à quinze dernières années dans de nombreux domaines : l'organisation de la ville et des quartiers, l'habitat, l'activité économique, les mobilités, les équipements, la vie sociale et culturelle, le cadre de vie, le patrimoine, l'environnement…
Selon le Code de l'urbanisme, le diagnostic doit être établi au regard des perspectives économiques et démographiques retenues. Le présent document devra donc être complété en tenant compte des perspectives économiques et démographiques retenues lors de l'élaboration du projet d'aménagement et de développement durables.

L'objectif du diagnostic n'est pas de faire une monographie descriptive détaillée de ce qu'est la ville aujourd'hui mais de dresser un état des lieux et surtout de s'appuyer sur les évolutions observées au cours des dernières années, pour faire apparaître les atouts, les points faibles, les besoins, les dysfonctionnements.
Le diagnostic a été conçu comme un document synthétique et dynamique permettant de faire émerger les grands enjeux du territoire pour les années à venir, enjeux qui constitueront le socle de réflexion pour l'élaboration du PADD. Il a été élaboré en concertation avec les services de la Ville et avec les services de l'Agglomération. Il s'appuie aussi largement sur les enseignements issus de la concertation avec les habitants qui a eu lieu au cours des derniers mois. La concertation, menée par CS Conseils sous différentes formes (questionnaires, réunions publiques, site internet, etc.) a permis aux habitants de s'exprimer sur la manière dont ils perçoivent la ville et leur quartier, et de faire ressortir les atouts, les points faibles et les besoins actuels et futurs.

Le diagnostic du PLU est élaboré à l'échelle communale mais, compte tenu des particularités d'Evry, ont également été prises en compte l'échelle du grand territoire et l'échelle des quartiers.

Diagnostic territorial

A/ L'analyse urbaine

1/ Evry à l'échelle du territoire et prescriptions supra communales
2/ Evry : une ville issue d'une évolution historique particulière qui a généré un patrimoine riche et diversifié
3/ Evry, l'histoire récente
4/ Analyse des formes urbaines
5/ Diagnostic foncier et projets connus pour l'avenir

B/ Le fonctionnement urbain

1/ Mobilités, déplacements
2/ Niveau de services et d'équipements
3/ Synthèse du fonctionnement urbain

Synthèse enseignements, enjeux

Diagnostic territorial

A/ L’analyse urbaine

Présentation générale

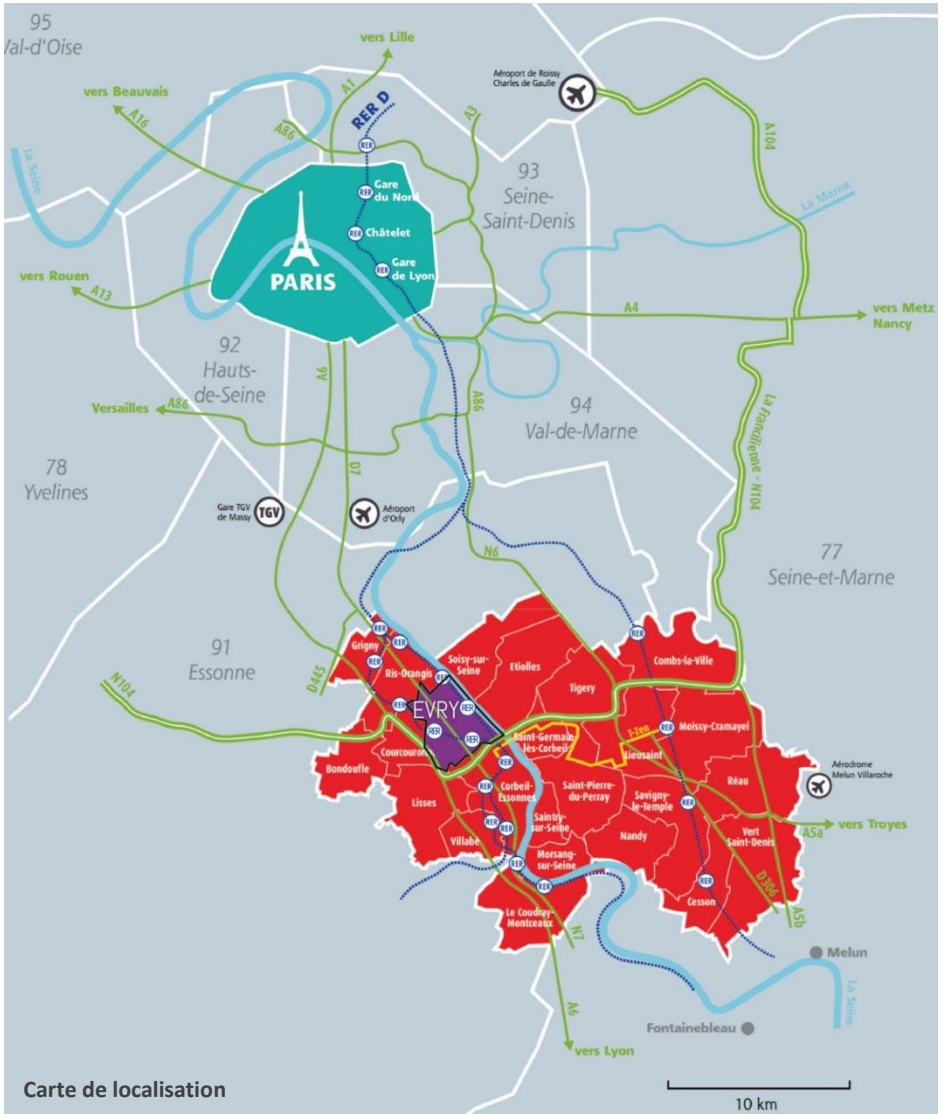
Evry, ville préfecture du département de l'Essonne est située à une trentaine de kilomètres au sud de Paris, le long de la Seine.

La ville, telle qu'on la connaît aujourd'hui, s'est développée à partir des années 1970 avec la création de la ville nouvelle. Aujourd'hui, ce territoire de 858 ha, urbanisé en quasi-totalité, accueille plus de 53 000 habitants (source INSEE 2014), ce qui en fait la ville la plus importante du département.

Desservie par d'importantes infrastructures de transport (A6, RER D), Evry constitue également un pôle administratif, économique et d'enseignement majeur à l'échelle de la Région. Ville préfecture, Evry regroupe de grands services publics d'envergure ainsi que des équipements au large rayonnement dans plusieurs domaines que ce soit sur le plan médical (centre hospitalier), culturel (théâtre de l'Agora, scène nationale) ou encore de l'enseignement. Enfin, la présence du centre commercial régional Evry 2, confère à Evry une attractivité commerciale importante à l'échelle du sud-est de l'Essonne.

Par le nombre d'emplois qu'elle offre et la notoriété des entreprises qu'elle accueille sur son territoire (et sur les territoires contigus), Evry constitue un pôle économique de premier plan et un moteur privilégié du développement du Sud francilien. Evry s'est notamment affirmée depuis plusieurs années comme un pôle de recherche et d'enseignement supérieur majeur.

La ville compte désormais parmi les grands centres scientifiques français, sa spécialisation dans le domaine de la génomique, des biotechnologies et des technologies de l'information est un véritable atout. Le Genopole est en effet devenu un enjeu national à la tête d'un réseau français et international de recherche qui fait d'Evry le pôle européen du Génome Humain.



Carte de localisation

1/ Evry à l'échelle du territoire et les prescriptions supra communales

Le contexte intercommunal

Depuis le 1er janvier 2016, Evry fait partie de la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart. Elle est issue de la fusion des communautés d'agglomération Évry Centre Essonne (91), Seine-Essonne (91), Sénart en Essonne (91), et Sénart (77) et intègre également la commune de Grigny (91).
Au total, cette nouvelle intercommunalité regroupe 24 communes sur deux départements (Essonne et Seine-et-Marne) et accueille 342 697 habitants sur son territoire ce qui fait de Grand Paris Sud le 5e territoire francilien en nombre d'habitants.

La Communauté d'agglomération exerce depuis le 1er janvier 2016 toutes les compétences obligatoires et optionnelles fixées par la loi NOTRe (nouvelle organisation territoriale de la République), à savoir :

- L'équilibre social de l'habitat
- La gestion des milieux aquatiques
- L'économie
- L'eau
- La collecte et le traitement des déchets
- L'aménagement de l'espace
- La politique de la ville
- L'assainissement
- Les aires d'accueil des gens du voyage

Mais aussi, comme compétences optionnelles :

- Les relations internationales et européennes
- Les ressources : chiffres clés, photos, nouveaux habitants
- Le tourisme
- La culture
- L'échange local de services
- Les transports
- L'enseignement supérieur
- Le sport

Grand Paris Sud, avec 138 000 emplois et 18 500 entreprises, constitue un pôle économique majeur de la région francilienne. Y sont implantés, de nombreux sièges sociaux de grands groupes, des industries de pointe ou encore 5 centres commerciaux à notoriété régionale.
La Communauté d'agglomération est aussi un pôle culturel et d'enseignement supérieur doté d'équipements de qualité, de proximité ou à rayonnement régional, et qui accueille environ 20 000 étudiants.
Enfin, Grand Paris Sud bénéficie d'un environnement naturel avec la Seine et ses 51% d'espaces agricoles, forestiers et naturels.

Carte de la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud



À ce jour, la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud ne dispose pas de SCoT ou de PLH. Ces deux documents sont en cours d'élaboration.

Débuté en mai 2016, un projet de territoire à l'échelle de la Communauté d'agglomération a été élaboré. Il se décline autour de trois grands principes et grandes idées, qui sont :

« *Un territoire des possibles :*

- ***territoire d'audace***

Grand Paris Sud s'empare d'enjeux urbains majeurs. Forces comme faiblesses sont l'objet d'une action volontariste, pour transformer les atouts en excellence et pour apporter des solutions aux problématiques locales, métropolitaines et régionales.
1. Transformer les atouts économiques en locomotive d'excellence.
2. Avec des solutions innovantes et ambitieuses en matière de rénovation urbaine et d'égalité des chances.
3. Dans une logique d'éco-polis qui répond aux défis économiques, sociaux, écologiques et citoyens.
4. Et une collaboration avec les autres acteurs publics.

- ***territoire apprenant***

Les mutations du monde moderne, les transformations rapides des technologies et l'explosion des savoirs, la nécessité pour chacun de devoir en permanence s'ouvrir à de nouvelles connaissances et compétences obligent à penser en termes de formation tout au long de la vie, de recherche du sens, d'intelligence collective.
1. La formation pour tous et tout au long de la vie.
2. La culture pour retrouver le sens.
3. La participation démocratique pour mobiliser notre intelligence collective.

- ***territoire à économie positive***

Pour créer dans la durée de la valeur humaine et économique, Grand Paris Sud génère de l'emploi, s'appuie sur la transition écologique, accompagne les filières et les initiatives. Ce nouveau modèle de développement pense la ville comme un service, dans une logique d'économie de la fonctionnalité, enrichissant l'usage du territoire, sa créativité et ses processus coopératifs.
1. Des filières en mouvement
- *d'excellence : aéronautique-aéroportuaire, robotique, santé, biotechnologies*
- *En émergence/devenir : éco-activités, agriculture péri-urbaine et biologique, numérique, innovation logistique, sports*

2. La transition écologique
3. L'énergie citoyenne »

Les documents supra communaux

En l'absence de SCoT, le PLU de la ville d'Evry doit être compatible avec le Schéma Directeur de la Région Île-de-France (SDRIF).

Ce document d'urbanisme d'échelle régionale a été approuvé par l'État par décret du 27 décembre 2013. Il a notamment pour objectif de maîtriser la croissance urbaine et démographique, l'utilisation de l'espace tout en garantissant le rayonnement international de la région Île-de-France. Il précise les moyens à mettre en œuvre pour corriger les disparités spatiales, sociales et économiques de la région, pour coordonner l'offre de déplacement et préserver les zones rurales et naturelles afin d'assurer les conditions d'un développement durable de la région.

Pour la ville d'Evry, le SDRIF donne plusieurs orientations :

- **Les espaces à préserver et valoriser**

Plusieurs espaces verts et de loisirs sont repérés sur le territoire comme étant des espaces à préserver et valoriser. Sont notamment repérés, les parcs des Loges, des Coquibus, ou encore le parc de Petit Bourg. Le SDRIF indique qu'il convient de « *pérenniser la vocation des espaces verts publics existants, de valoriser les espaces ouverts privés insérés dans la ville dense, d'optimiser l'ensemble des fonctions ou des services que rendent ces espaces* ».

- **Les espaces à polariser et équilibrer**

Plusieurs quartiers sont identifiés comme des espaces urbanisés à optimiser. Il s'agit essentiellement des quartiers du Bois Sauvage, des Pyramides, du Champtier du Coq et des Aunettes.

Pour ces espaces le SDRIF indique que : « *À l'horizon 2030, à l'échelle communale, les documents d'urbanisme locaux doivent permettre une augmentation minimale de 10% de la densité humaine et de la densité moyenne des espaces d'habitat* ».

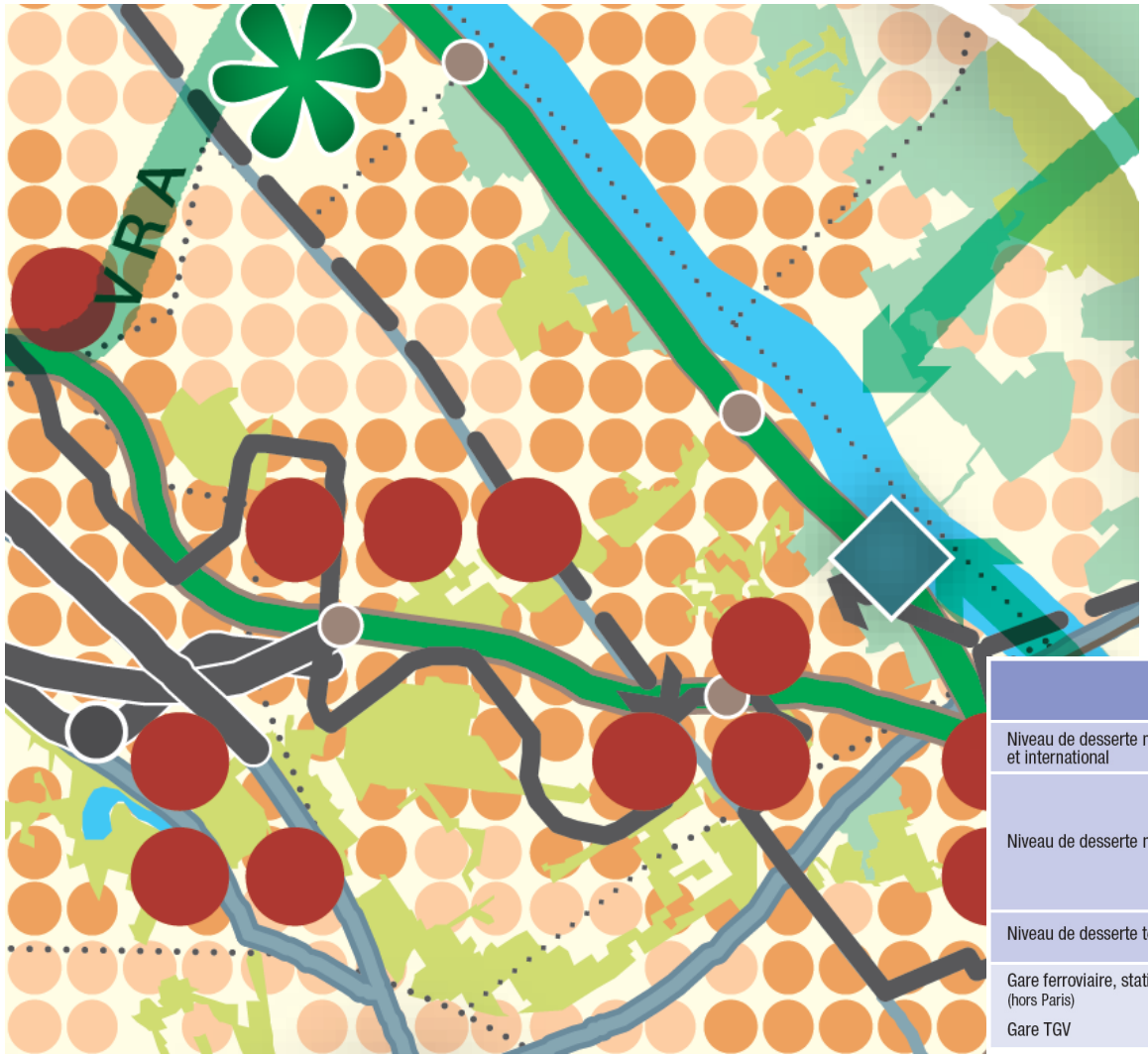
D'autres quartiers sont identifiés comme à densifier à proximité d'une gare. On retrouve dans ce classement les quartiers Grand Bourg, Evry village, Le Mousseau, Parc aux Lièvres, Bras de Fer ou encore Les Epinettes.
Le SDRIF y définit l'orientation suivante : « *À l'horizon 2030, à l'échelle communale, les documents d'urbanisme locaux doivent permettre une augmentation minimale de 15% de la densité humaine et de la densité moyenne des espaces d'habitat* ».

Enfin, quelques pastilles correspondant aux secteurs à fort potentiel de densification ont été inscrites. On retrouve ainsi trois pastilles sur Evry Centre et trois autres autour de la gare RER de Bras de Fer.
Ces secteurs offrent un potentiel de mutation majeur qui ne doit pas être compromis. Ils doivent être le lieu d'efforts accrus en matière de densification du tissu urbain, tant dans les secteurs réservés aux activités que dans les secteurs d'habitat, ces derniers devant contribuer de façon significative à l'augmentation et la diversification de l'offre de logements pour répondre aux besoins locaux et participer à la satisfaction des besoins régionaux.

- **Les espaces à relier et structurer**

Dans ce volet, le SDRIF identifie les infrastructures de transport existantes mais également les projets connus, à l'image du Tram Express 12. Par ailleurs, un principe de nouvelle liaison est inscrit au niveau de la RN7.

Carte du SDRIF



Préserver et valoriser

- Les espaces verts et les espaces de loisirs
- Le fleuve et les espaces en eau

Polariser et équilibrer

Les espaces urbanisés

- Espace urbanisé à optimiser
- Quartier à densifier à proximité d'une gare
- Secteur à fort potentiel de densification

Relier et structurer

L'armature logistique

- Site multimodal d'enjeux nationaux
- Site multimodal d'enjeux métropolitains
- Site multimodal d'enjeux territoriaux

	Existant	Projet (tracé)	Projet (Principe de liaison)
Niveau de desserte national et international			
Niveau de desserte métropolitain	Réseau RER : RER A, RER B, RER C, RER D, RER E	Nouveau Grand Paris : tracé de référence	
Niveau de desserte territorial			
Gare ferroviaire, station de métro (hors Paris)			
Gare TGV			

2/ Evry : une ville issue d'une évolution historique particulière qui a généré un patrimoine riche et diversifié

A/ Une histoire ancienne

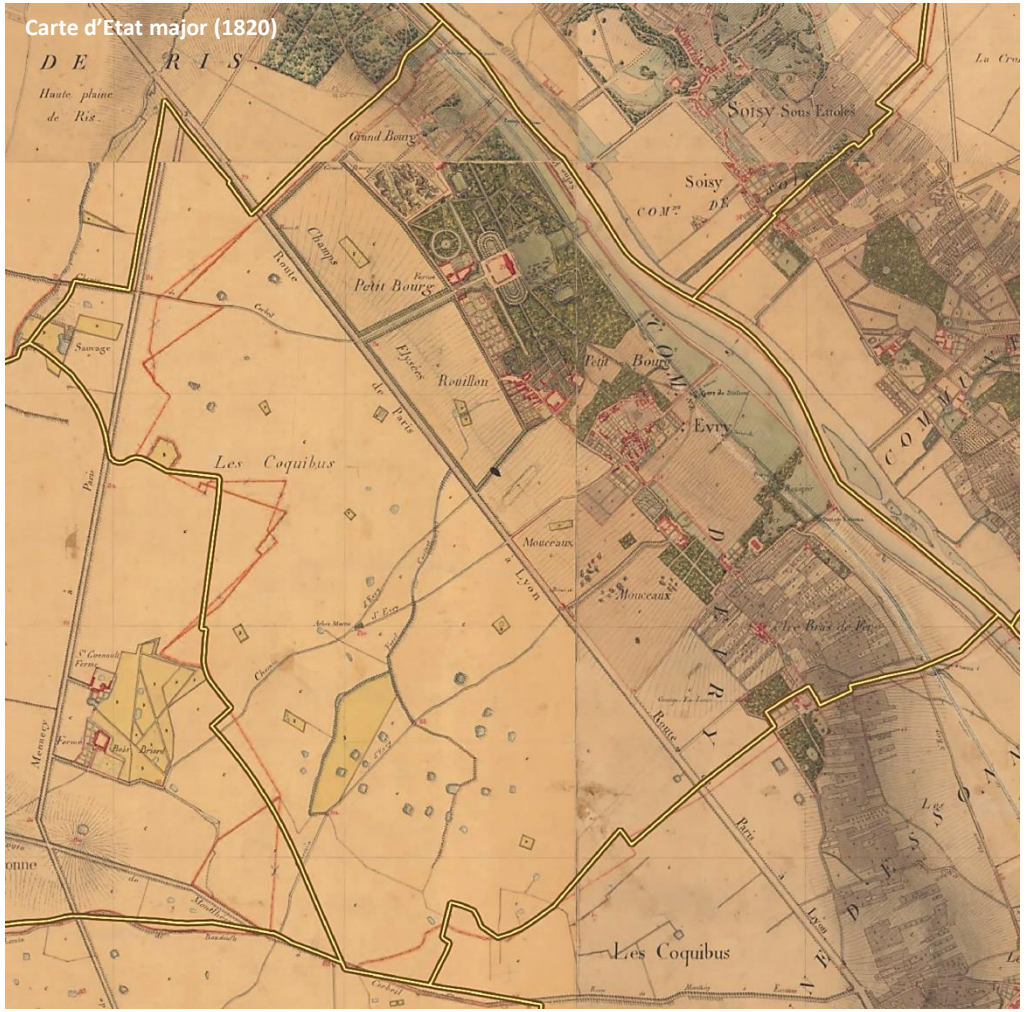
L'histoire d'Evry remonte au site antique d'Eburiacos. Depuis cette époque la ville a porté 8 noms différents jusqu'en 1326, où elle devint Evry-sur-Seine. A la fin du 18ème siècle, la ville s'étendait sur 833 hectares (858 aujourd'hui), comportant moins de 1 000 habitants. Il était alors d'usage de parler de deux seigneuries : Grand-Bourg et Petit-Bourg, appellations d'origine celte signifiant bois profond et bois élevé.
Certaines traces de cette histoire et du patrimoine qui y est lié sont toujours perceptibles dans la ville actuelle.

Un site de villégiature

A partir du 18ème siècle, le site d'Evry fut célèbre pour ses châteaux qui ont étés implantés sur les coteaux et les berges de Seine. Evry et, d'une manière générale, les rives de Seine en amont de Paris sont devenus des sites de villégiature pour des familles parisiennes aisées.

Un territoire traversé ou bordé par de grands axes de communication

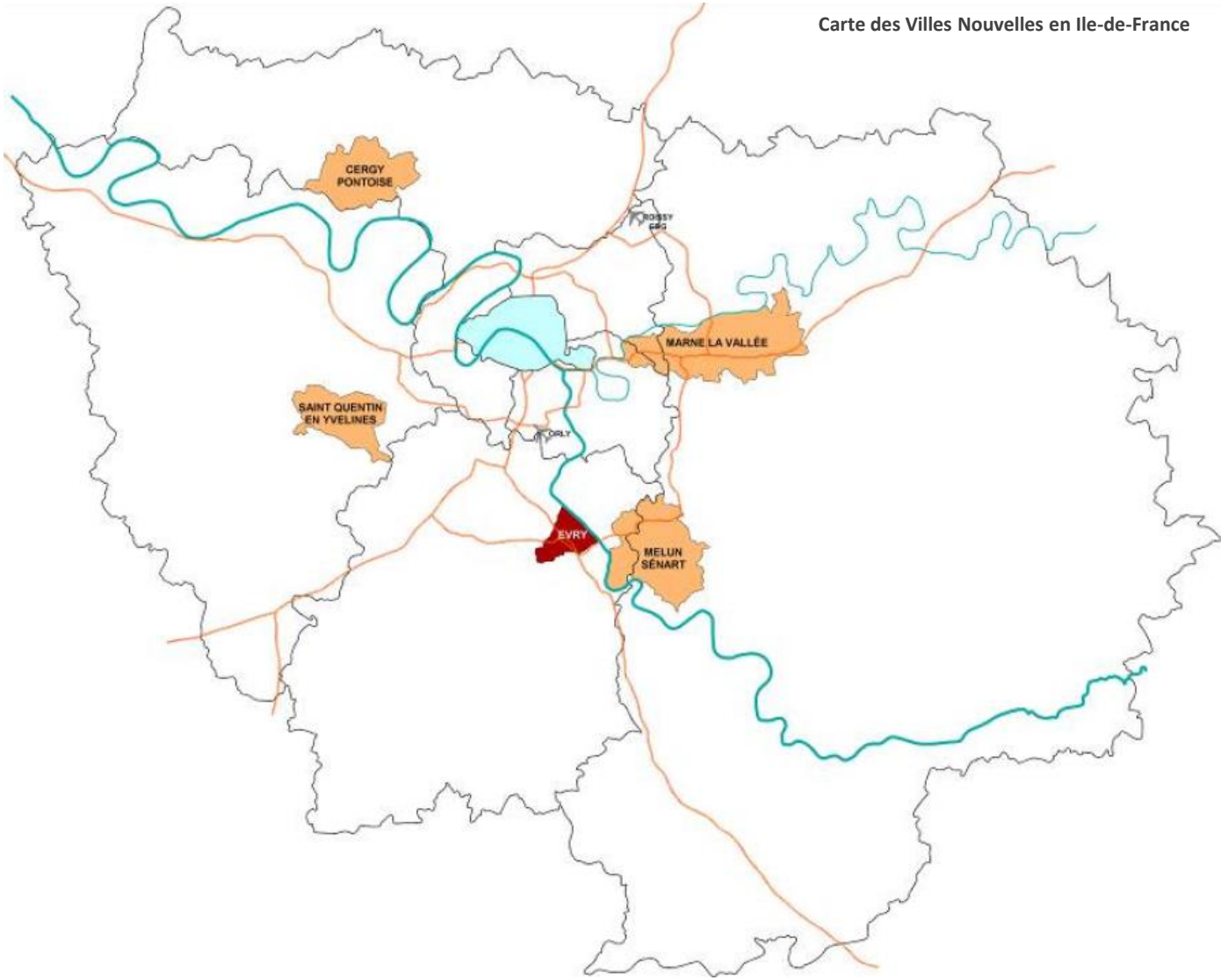
Plusieurs grandes infrastructures ont été réalisées sur le territoire, ou en bordure, qui constituent des atouts en termes de liaison et desserte mais aussi des coupures urbaines qui ont marqué l'histoire de la ville :
- La route Paris Lyon Sud de la France, devenue RN7
- Les voies ferrées
- L'A6



B/ La ville nouvelle

Pour organiser le développement démographique et urbain de la région parisienne le Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Parisienne (SDAURP) de 1965 prévoyait la réalisation de cinq villes nouvelles autour de Paris. La présence d'un vaste plateau agricole et de grandes disponibilités foncières permettant un démarrage rapide des travaux, a conduit à faire d'Evry le site d'implantation de l'une des villes nouvelles.

Le schéma directeur de 1968 prévoyait la création du centre de la ville nouvelle sur la commune d'Evry, organisé autour de la croisée de deux axes majeurs (Champs Elysées et Europe) disposés en diagonale entre la RN7 et l'autoroute A6. Les quartiers d'habitations et de vastes espaces verts sont aménagés entre ces grands axes.
La ville nouvelle est officiellement créée le 12 avril 1969. L'EPEVRY (aménageur public) est chargé de réaliser la viabilisation du site en équipant les routes d'égouts, d'eau et d'électricité. Le Syndicat Communautaire d'Aménagement (SCA), composé des différentes communes, a été créé en 1970 pour administrer le territoire.



Carte des Villes Nouvelles en Ile-de-France

Le bâtiment de la Préfecture, construction symbolique sur le plan politique et architectural, est inauguré en 1971 par le Président de la République, Georges Pompidou.
Les premiers habitants arrivent en 1972 dans les quartiers du Parc aux Lièvres et du Champtier du Coq. En 1974 ce sont les quartiers Aguado, Champs Elysées et Pyramides qui accueillent leurs premiers habitants. Le centre commercial et l'Agora sont ouverts en 1975 et les gares SNCF d'Evry-Courcouronnes et du Bras de Fer sont inaugurées la même année. Le développement se poursuit avec la création des différents quartiers. En 1983, les quartiers du Bois Sauvage et du Bois Guillaume achèvent de dessiner les contours définitifs de la commune.


La RN7


La préfecture, l'Agora

En 1984, le SCA est remplacé par le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) chargé d'assurer la cohérence du développement urbain sur l'ensemble du territoire de la ville nouvelle, désormais réduit à 4 communes : Évry, Courcouronnes, Bondoufle et Lisses.
Ouverte en 1991, l'université d'Evry-Val d'Essonne est une des quatre universités nouvelles créées dans le cadre du développement de l'enseignement supérieur dans la région Île-de-France et de la déconcentration des universités parisiennes. En 1995, la cathédrale d'Evry « de la Résurrection Saint Corbinien» , conçue par l'architecte Mario Botta, est construite en centre-ville, à côté de l'Hôtel de Ville, de la Chambre de Commerce et de l'Université. C'est la première cathédrale construite en France depuis plus d'un siècle. En 1998, la naissance du Genopole donne une nouvelle orientation économique en affirmant la position de pôle majeur de la ville nouvelle tant en termes d'emplois qu'en termes d'image.

Le retour au droit commun

Le 7 février 2001, la signature de la convention de sortie de l'Opération d'Intérêt National de la ville nouvelle d'Evry met officiellement fin au statut de ville nouvelle. Le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) d'Evry devient alors la Communauté d'Agglomération d'Evry-Courcouronnes-Bondoufle-Lisses. Le 1er janvier 2004, la commune de Ris-Orangis intègre la structure intercommunale qui devient la Communauté d'Agglomération d'Evry Centre Essonne qui fusionnera, au 1er janvier 2016, avec les communautés d'agglomération de Seine-Essonne (91), Sénart en Essonne (91), et Sénart (77), ainsi que la commune de Grigny, pour former la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart.

C/ Un patrimoine riche et diversifié, hérité de l'histoire ancienne et contemporaine de la ville

Le village

Le village d'origine « Evry-Petit-Bourg » regroupe des constructions en pierre et plusieurs bâtiments anciens qui témoignent du passé de la commune, comme l'église Saint-Pierre et Saint-Paul, une maison à tourelles, une statue d'Atlas du 17ème siècle, un ancien lavoir et les vestiges de plusieurs châteaux.

- **L'église Saint-Pierre et Saint-Paul**

L'église date en grande partie du 18ème siècle. Les nervures ogivales attestent de l'ancienneté du bâtiment et laissent à penser que le plan primitif était différent du plan actuel. Le cimetière qui entourait l'église a été déplacé en bordure de la route nationale à la suite de l'épidémie de choléra de 1832.

- **Le presbytère**

Construit en face de l'église Saint-Pierre et Saint-Paul, ce bâtiment a abrité la première « maison école » d'Evry. D'une architecture robuste, épaulé par de solides contreforts en meulière, il a servi pendant longtemps de presbytère pour les curés de la paroisse. L'extension de la ville nouvelle, la création de nouveaux lieux de culte et la volonté du clergé local de s'insérer pleinement dans le centre-ville lui ont fait perdre son affectation primitive. C'est aujourd'hui un lieu d'accueil pour les religieux de passage.

- **L'ancienne mairie-école**

La réalisation de la première mairie, qui abrite également la première école publique de la commune, est une initiative d'Alexandre Aguado, maire d'Evry de 1831 à 1840.
Les classes occupaient le rez-de-chaussée, à côté de la partie réservée aux affaires municipales. L'instituteur était en général secrétaire de mairie. Le premier étage était affecté à son logement.

Avec l'augmentation de la population, le bâtiment ne remplit plus le rôle d'école depuis les années 1950. La mairie a été transférée en 1961 dans des locaux plus spacieux au cœur du village.

Les grandes fermes

Jusqu'au milieu du 20ème siècle, Evry était une commune rurale et agricole qui regroupait à peine plus de 1 000 habitants. L'activité agricole était organisée autour de trois grandes fermes :

- La ferme de Petit-Bourg
- La ferme du Bras de Fer
- La ferme du Mousseau

Aujourd'hui, les bâtiments des fermes du Bras de Fer et de Petit Bourg sont toujours présents dans le tissu urbain.
La ferme de Petit Bourg accueille les entreprises Delbard et une maison de retraite.


Eglise Saint-Pierre et Saint-Paul


Ancienne mairie-école


Ferme de Petit-Bourg

La RN7

Le tracé de l'axe Paris-Lyon remonte à l'Antiquité galloromaine.
Dès son origine et au fil des siècles, cette route importante a contribué au développement des échanges, des marchés et des foires à l'image de celle de Corbeil, et donc au développement des bourgs.
Goudronnée au début du XXème siècle, la RN7 était considérée comme la meilleure route entre Paris et Lyon avant la création de l'autoroute A6 dans les années 1960.

La ligne Paris-Corbeil

Créée en 1840, cette ligne était la 3ème ligne de chemin de fer de France. À Evry, son tracé est venu couper en deux le parc du château de Petit Bourg et séparer définitivement le bâtiment de la Seine. C'est à cette époque que le domaine a commencé à être divisé pour être vendu à des lotisseurs.
Aujourd'hui, la ligne de chemin de fer est devenue une branche du RER D. Elle constitue toujours un élément de coupure entre la ville et les berges de Seine.

- **La gare d'Evry-Val-de-Seine**

Cette gare est l'une des plus anciennes du territoire national. Restaurée à de nombreuses reprises, la gare garde toutefois l'aspect caractéristique des premières gares qui bordaient la ligne de chemin de fer de la Compagnie Paris-Orléans.

Les maisons bourgeoises

Au XIXème siècle, les qualités paysagères du site, liées à la présence de la Seine et à son caractère boisé, ainsi que son accessibilité par la nouvelle voie ferrée, ont attiré une population bourgeoise qui venait séjourner à Evry Petit Bourg.
Les coteaux accueillaient de nombreuses maisons de villégiature dont certaines sont encore présentes actuellement.


Gare d'Evry-Val-de-Seine


Maison bourgeoise


Maison bourgeoise


Maison bourgeoise

Les anciens châteaux

Au 18ème siècle, le site d'Evry fut célèbre pour ses châteaux qui se sont implantés sur les coteaux et les berges de Seine.

- **Le château de Petit Bourg**

Le château de Petit bourg, construit au 18ème siècle par André Courtin, chanoine de Notre-Dame de Paris, était le plus important.
Le château et ses jardins connurent plusieurs transformations, notamment celle initiée par Madame de Montespan à la fin du 18ème siècle. Le château eut ensuite de nombreux propriétaires, avant son acquisition en 1827 par Alexandre Aguado, un riche homme d'affaire espagnol qui sera élu maire d'Evry-sur-Seine en 1831. En 1840, l'arrivée de la ligne de chemin de fer Paris-Corbeil marque le début du démantèlement du parc.
Dans les années 60, la résidence du « Parc de Petit-Bourg » a été construite à l'emplacement du château, détruit en 1945.

- **Le château Bataille**

Construit par des familles anoblies au 18ème siècle, ce château, entouré d'un parc de 8 hectares, était une étape du roi lorsqu'il se rendait en forêt de Fontainebleau pour chasser. Le bâtiment, fortement endommagé, a fait l'objet d'une rénovation en 2011.

- **Le château La Grange Feu de Louis**

Ce château construit en 1830 est aujourd'hui la propriété de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne.

- **Le château de Beauvoir**

De toutes les résidences seigneuriales ou bourgeoises qui ponctuaient la Seine sur sa rive gauche, le château de Beauvoir est le seul à demeurer intact.
Le château avec son parc de 9 hectares était une ancienne propriété de la famille Ravenaz Pastré. Il fut vendu à la Sécurité Sociale en 1949 pour être transformé en centre de réadaptation professionnelle, activité qui existe toujours aujourd'hui.

- **Le château des Tourelles**

Construit en 1862, le château fut la propriété des Decauville. Son parc de 11 hectares a été reboisé, aménagé et ouvert au public en 2009. Il peut faire l'objet de visites pédagogiques.

- **Le château de Grand-Bourg**

Construit en 1860, ce château et son parc ont été offerts aux religieuses de Notre-Dame de Sion pour qu'elles y établissent une école. Il est aujourd'hui occupé par un collège et un lycée privés.



château de Petit Bourg


château Bataille


château des Tourelles


château de Beauvoir

L'urbanisation de la ville nouvelle a été l'occasion de développer une architecture caractéristique de la fin du 20ème siècle. Au cours des années 1970 Evry est devenu l'un des sites emblématiques en termes de création et d'innovation architecturale et de démarches innovantes associant les habitants, les associations, à la conception des quartiers et de certains immeubles d'habitation. En résulte un patrimoine architectural hérité de la Ville Nouvelle.

La préfecture

Le bâtiment de la préfecture d'Evry témoigne des premières structures architecturales du début des années 1970. L'architecte Lagneau a conçu un système de barres rectilignes. Le choix du béton, brut de décoffrage, comme matériau de construction correspond aux tendances architecturales de l'époque.
La rigueur de l'ensemble est toutefois adoucie par le plan d'eau décoratif, ouvrant vers l'ouest sur ce qui allait devenir le centre-ville d'Evry.

Les Pyramides

Après la construction de la préfecture, premier bâtiment du centre-ville, la ville nouvelle se dote très rapidement d'un premier quartier d'habitation, dont le chantier démarre en 1974. L'originalité de l'opération réside dans le fait que les habitants sont associés au projet afin qu'ils puissent eux-mêmes choisir leur cadre de vie. Un concours d'urbanisme pour ce premier quartier dit « Evry 1 » est lancé et génère près de 10 projets d'architectes.
Le projet de l'équipe Andraud-Parat l'emporte. Il privilégie un urbanisme de dalle, très à la mode à l'époque, avec circulation automobile et lignes de transport en commun en voies souterraines ainsi qu'une architecture audacieuse. Des blocs pyramidaux fortement colorés sont teintés de nuances. Le projet prévoit également des appartements pourvus de terrasses, des aménagements intérieurs très élaborés et des petits commerces.

La courée Sarfati

Les immeubles élaborés à la fin des années 1970, tentent d'échapper à l'architecture intégrée du début de la ville nouvelle. C'est dans cette mouvance que s'inscrivent les immeubles de la Villa Charles-Delescluze : sorte de courée urbaine, où des volumes d'escaliers en colimaçon sont surplombés de marquises aux effets aériens.
Ces immeubles sont un exemple parmi tant d'autres de ce qu'a été, à Evry, le bouillonnement d'un véritable laboratoire d'urbanisme évolutif en fonction des tendances et des aspirations du moment.


Les Pyramides


La courée Sarfati


La Préfecture

Ces dernières années, la ville s'est engagée dans une démarche de valorisation de ce patrimoine spécifique via notamment la labellisation « architecture contemporaine remarquable ».

La place des Droits de l'Homme et du Citoyen

- **La Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne**

Le bâtiment de la CCI est le premier à avoir été réalisé autour de la place des Droits de l'Homme. Situé dans le prolongement de l'Ecole Nationale de Musique et de Danse, il présente une structure en brique, de la même manière que les nouveaux quartiers de la ville nouvelle. L'immeuble regroupe 10 000 m² de bureaux et de salles de réunion. Des verrières circulaires, familières à l'architecture Deslandes, marquent le haut du bâtiment. La Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne occupe ces locaux depuis 1990, date à laquelle elle a quitté Corbeil-Essonnes pour la ville préfecture.

- **L'Hôtel de Ville**

Dans le courant des années 1980, la municipalité d'Evry décide la construction d'une mairie digne d'une ville de 40 000 habitants. Conçu par l'architecte Jacques Lévy, le bâtiment s'ouvre sur un vaste hall sous verrière. Le choix de la brique, qui commence à l'époque à s'imposer de plus en plus dans l'agglomération, donne le ton à l'ensemble de la place. L'édifice est inauguré en 1991. La partie arrière, occupée par la salle des mariages et du conseil, s'ouvre sur les promenades du bois des Coquibus. La façade surplombe la place des Droits de l'Homme et du Citoyen, structure triangulaire de 2 500 m² de granit celtique, qui accueille des jets d'eau.

- **La Cathédrale de la Résurection Saint-Corbinien**

Il s'agit de la seule cathédrale construite en France au XXème siècle. Elle abrite un lieu d'exposition et un centre de recherche sur l'art sacré. Elle se présente sous la forme d'un double cylindre tronqué de 37 mètres de hauteur, couvert d'un toit transparent laissant passer une lumière zénithale. Coiffée d'une couronne de 24 tilleuls argentés, selon une tradition chère à Mario Botta, elle est entièrement revêtue, à l'intérieur et à l'extérieur, de briques rouges.

Conçue pour s'harmoniser avec l'Hôtel de Ville et la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne, elle a également été édifiée dans le but de donner un véritable centre-ville à Evry.


Place des Droits de l'Homme et du Citoyen


Cathédrale de la Résurection Saint-Corbinien



Hôtel de Ville

3/ Evry, l'histoire récente

Les années 1990 / 2000 ont été marquées par la sortie du statut de ville nouvelle, et ont permis de faire un bilan de la situation d'Evry à l'issue de 30 années d'expansion et de développement intenses. Ce bilan est apparu comme mitigé.

Le bilan urbain

En dehors d'Evry village qui a gardé ses particularités de village ancien, la ville est fortement marquée par l'urbanisme des années 1960 / 1970 qui a inspiré les concepteurs de la ville nouvelle avec ses atouts et des dysfonctionnements qui se sont peu a peu révélés et parfois accentués.

- ***Ses atouts :***

Le parc de logements est à l'origine moderne et confortable avec une mixité sociale marquée. Il se caractérise par une part importante de logements sociaux, de copropriétés et de logements intermédiaires destinés à l'accueil de classes moyennes. Le résidentiel est accompagné par un très bon niveau d'équipements à l'échelle de la ville et des quartiers. Évry n'est pas seulement une ville dortoir, elle est une centralité dans l'agglomération parisienne. Le réseau de transports est marqué par la séparation des fonctions avec une place importante donnée aux transports en commun et aux liaisons piétonnes.
Les quartiers sont bien structurés et agréables à vivre. Ils ont été conçu de manière à ce que les habitants aient leur propre vie de quartier avec des équipements, espaces publics, commerces et services de proximité adéquats. De plus, la ville est agrémentée de grands parcs et de nombreux espaces verts dans les résidences et les squares de ces quartiers.

- ***Ses points faibles :***

Les quartiers sont assez introvertis, et il existe une réelle difficulté à unifier la ville et à s'affranchir des coupures (RN 7, voie ferrée). Il y n'y a que peu d'ouvertures vers la Seine, et le centre-ville a du mal à affirmer son rôle de pôle de convivialité fédérateur à l'échelle de la ville.

Par ailleurs la ville nouvelle n'a jamais été vraiment achevée : il reste de grands espaces en friches formant des coupures entre les quartiers. Des espaces publics parfois assez peu fonctionnels et qui se sont assez vite dégradés.

Le bilan économique et social

- ***Points faibles :***

Après la période « pionnière » de la création de la ville nouvelle, est apparue une tendance à la dévalorisation de la ville, plus accentuée dans certains quartiers : vieillissement des logements et apparition d'un certain nombre de dysfonctionnements (problème des parkings, de coursives, etc.), paupérisation de certaines copropriétés, obsolescence de certains équipements qui se sont vite dégradés (équipements scolaires et sportifs, l'Agora, etc.). Cette tendance s'est accompagnée d'un départ des classes moyennes attirées notamment par l'habitat individuel qui s'est développé en zone rurale périphérique, de difficultés à attirer les nouvelles classes moyennes ou supérieures, d'une tendance au repli de la mixité sociale dans l'habitat, de difficultés des commerces à se maintenir, d'un départ des commerces de proximité, de difficultés d'intégration des nouveaux arrivants, ou encore de problèmes de sécurité, d'incivilité. On remarque également un manque d'emplois correspondant au profil des demandeurs d'emplois, et notamment des jeunes qui entrent sur le marché du travail. D'une manière générale, des difficultés à faire vivre Evry comme une vraie ville sont apparues.

- ***Atouts :***

Un esprit « pionnier » et créatif, qui a marqué les premières années de la ville nouvelle avec une population jeune, une mixité culturelle, un dynamisme en termes de création, de vie sociale, culturelle, etc. Le développement des activités scientifiques (Genopole), de l'Université, des pôles de formation sont également une réussite. Enfin, une image forte de ville, jeune, dynamique, multiculturelle, citoyenne.

A/ L'urbanisation au cours des 10 dernières années

À la fin des années 2000, lorsque le PLU a été approuvé, la ville était largement urbanisée. Seules deux zones AU, à urbaniser dans le futur, avaient été identifiées, à savoir :

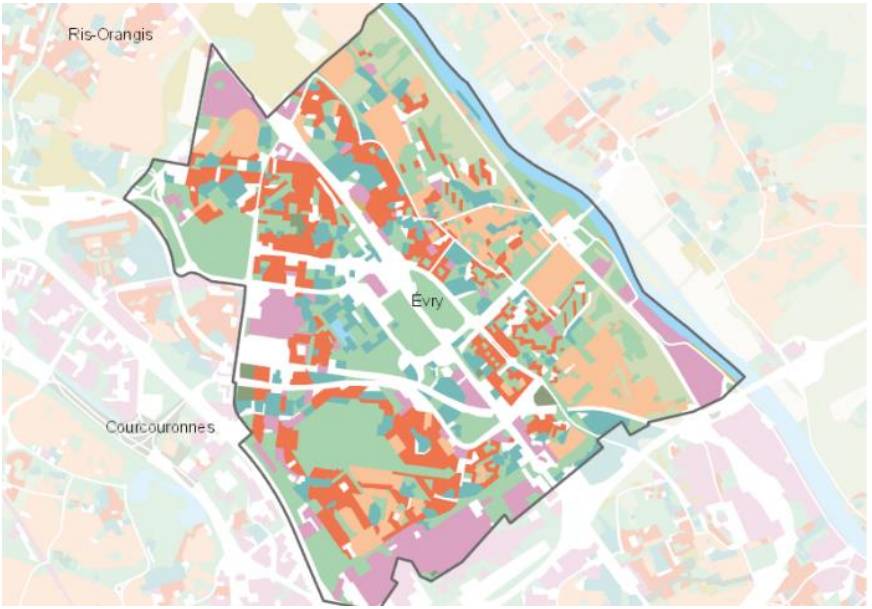
- Une zone AU en limite avec Courcouronnes, entre le boulevard de l'Europe et la voie ferrée,
- Une zone AU sur le site du Rouillon.

Ces deux secteurs n'ont pas été urbanisés à ce jour. La ville s'est donc peu étendue au cours des dernières années. Les constructions et les programmes qui ont vu le jour au cours des 10 à 15 dernières années ont été réalisés au sein de friches ou espaces libres à l'intérieur des quartiers et non en consommant des espaces agricoles ou naturels (cf. carte page suivante).

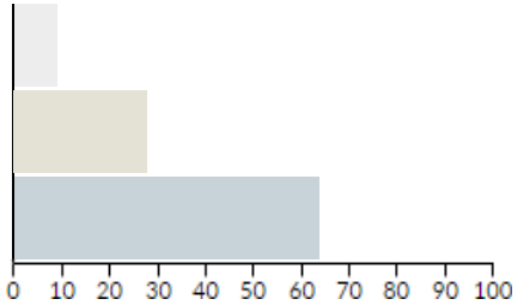
Le bilan du dernier mode d'occupation du sol (MOS) de 2017, élaboré par l'IAU (Institut d'Aménagement et d'Urbanisme) et son évolution au cours des dix dernières années indiquent que :

- près des deux tiers (63,2%) de la superficie communale sont occupés par des espaces construits artificialisés, soit 15,5 ha de plus qu'en 2008.
- légèrement plus d'un quart (27,67%) de la superficie est occupé par des espaces ouverts artificialisés (jardins, espaces verts, etc.), soit 14,86 ha de moins qu'en 2008.
- les espaces agricoles, forestiers ou naturels représentent 9,13% du territoire. L'IAU indique que ces espaces ont été réduits de 0,64 ha depuis 2008. La consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers de ces dix dernières années à donc été de 0,64 ha.

Mode d'Occupation du Sol (MOS), IAU Ile-de-France, 2017



CHIFFRES CLÉS



9.13 % Espaces agricoles, forestiers et naturels

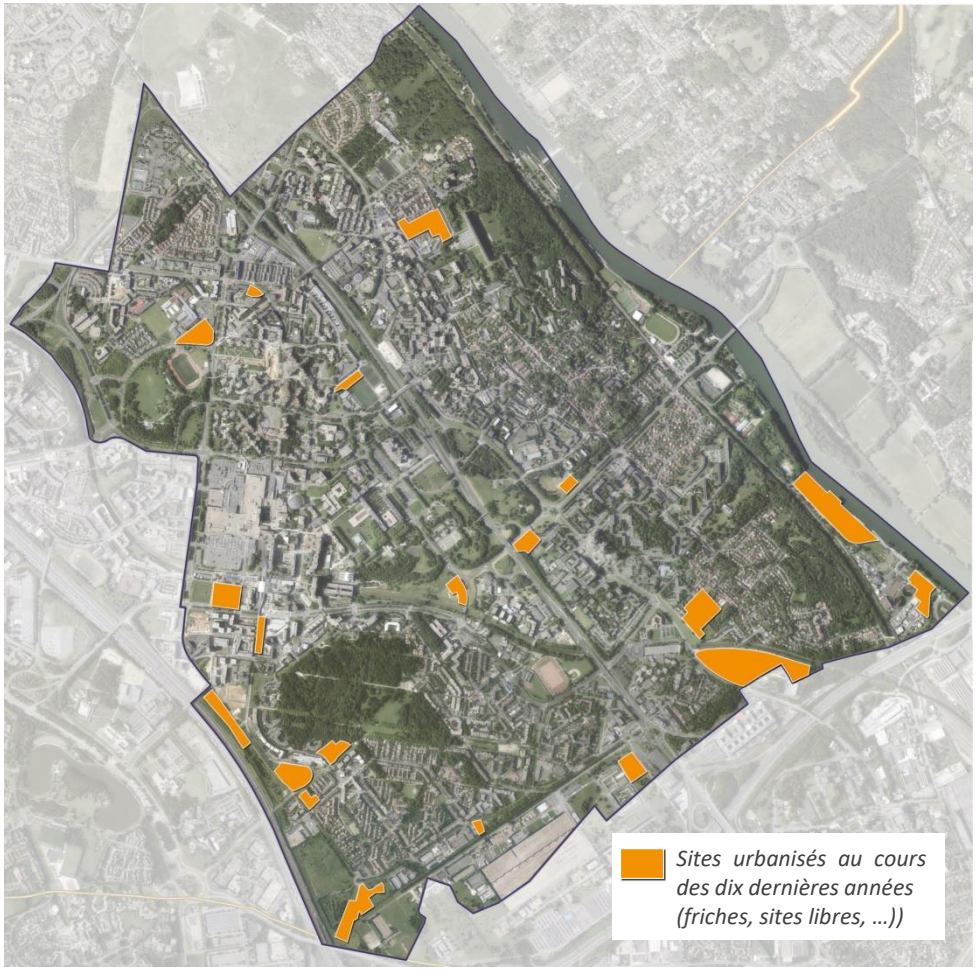
27.67 % Espaces ouverts artificialisés

63.2 % Espaces construits artificialisés

Photographie aérienne, 2003



Photographie aérienne, 2016



B/ Les principales évolutions urbaines au cours de la période récente des 15 dernières années

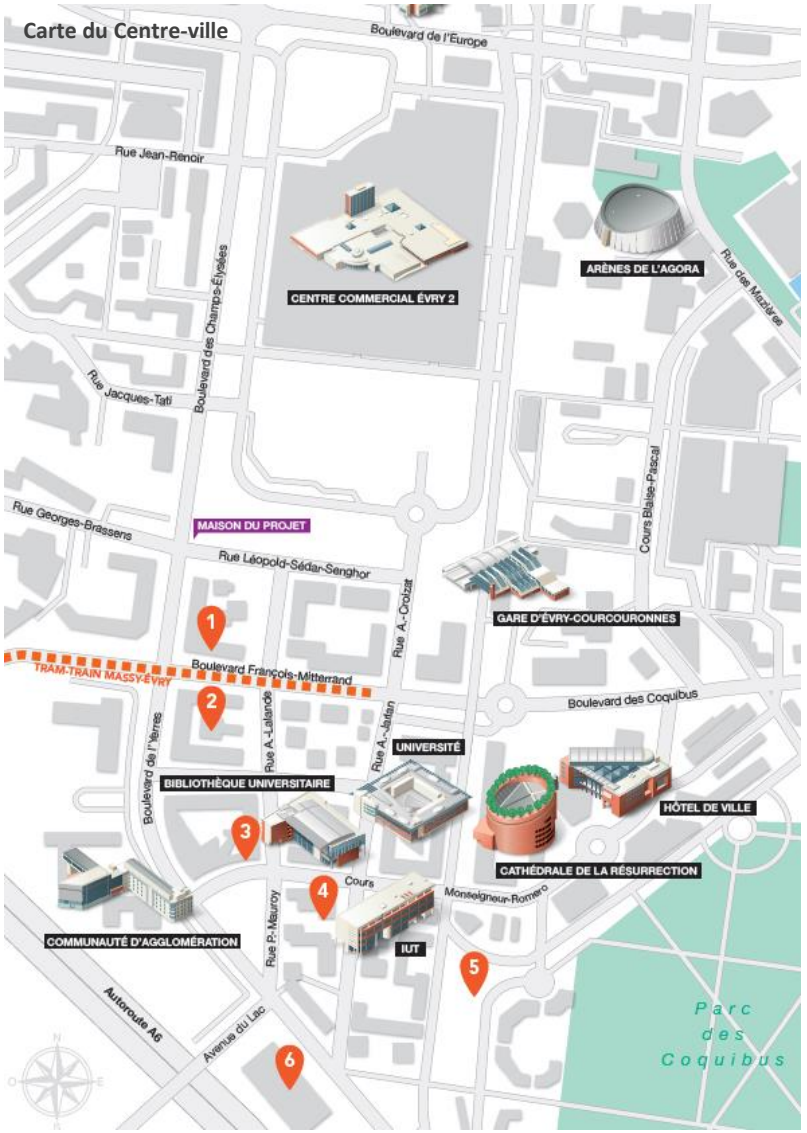
La ville nouvelle a été achevée à la fin des années 1990. Au début des années 2000 le territoire est quasiment urbanisé en totalité. Le développement de la ville s'est donc logiquement ralenti au cours des dernières années et seuls quelques programmes ont vu le jour sur des friches ou terrains libres qui étaient restés sur le territoire.
Pour autant, des projets urbains ambitieux ont vu le jour ou ont été engagés ces dernières années et la ville a connu une période de rénovation qui avait pour objectif de revaloriser la ville et ses quartiers dans de nombreux domaines et lutter contre une certaine tendance à la paupérisation.
Cette phase de rénovation engagé dans les années 2000 visait essentiellement deux objectifs :

- Faire émerger un réel centre-ville,
- Requalifier et rénover les quartiers

Le centre-ville

Il s'agissait d'un quartier qui, dans le cadre de la réalisation de la ville nouvelle, n'avait été « finalisé ». En effet, d'une part il restait de nombreuses friches et, d'autre part, il s'agissait essentiellement d'un quartier administratif peu habité et peu animé.
L'un des objectifs forts du dernier PLU, dans la continuité de l'étude urbaine menée par Christian Devillers, était de créer un véritable centre-ville à Evry. Ainsi, depuis une dizaine d'années de nombreux projets ont été construits ou sont en cours de réalisation ou à l'étude afin d'atteindre cet objectif.
Ces projets ont, en tout premier lieu, permis la création de logements. Au total, ce sont plus de 1000 logements particuliers qui ont été réalisés :

- 600 en accession à la propriété, avec notamment le projet Horizon Sud, habité depuis 2012 mais aussi le programme Symphonie.
- 455 logements étudiants.
- ou encore 104 logements pour les séniors, avec la Résidence Marianne.



La production de logements se poursuit notamment le long des Champs-Elysées avec le projet Altarea-Cogedim (260 logements). À terme, d'ici 5 ans, ce sont plus de 1000 nouveaux logements qui seront réalisés.

Cependant, l'émergence de ce centre-ville ne s'est pas fait qu'à travers la production de logements. Celle-ci s'est accompagnée d'autres projets.

Ainsi, concernant les Transports, le quartier a bénéficié de la rénovation de la gare d'Evry Courcouronnes qui a eu lieu de mai 2007 à décembre 2008. Le nouveau pôle intermodal d'Évry - Courcouronnes a été inauguré le 23 mars 2009. Ce dernier accueillera, à l'avenir, le Tram Express 12 qui permettra de relier Massy en 39 minutes.
Par ailleurs, le secteur a connu un renforcement de l'offre en équipements. En effet, la création de ces nombreux logements a été accompagnée de la réalisation d'un nouveau groupe scolaire : l'école Aimé Césaire. Celle-ci se compose de 10 classes au total (6 classes maternelles et 4 élémentaires), mais aussi d'un préau, d'une cour, d'un espace restauration, ou encore d'espaces de vie qui s'ouvrent sur des patios intérieurs végétalisés et arborés.
D'autres services ont également été créés en pied d'immeuble pour accompagner le développement de ce centre-ville. Nous pouvons notamment citer la Fabrik', pour les jeunes ou encore Dynamique Emploi.
Au sujet des commerces, des locaux commerciaux ont été créés en pied d'immeuble. Ils viennent compléter une offre commerciale diversifiée avec la tenue du marché deux fois par semaine (mercredi et samedi) sur la place Léopold Sédar Senghor, la présence de food-trucks ou encore du centre commercial Evry 2. La réflexion sur le devenir du centre commercial, et notamment son ouverture sur le centre d'Evry, est actuellement un enjeu majeur de réflexion pour la dynamique commerciale du centre-ville.

Enfin, l'achèvement du centre-ville s'accompagne d'une réorganisation viaire du quartier et d'un aménagement qualitatif des espaces publics, visant à donner une place conséquente aux liaisons douces.

Les réalisations récentes en centre-ville











La rénovation des quartiers

Plusieurs quartiers de la ville nouvelle s'étaient dégradés au fil des années. Un autre enjeu fort était donc d'entamer une phase de rénovation et de requalification ambitieuse de ces quartiers. La ville s'est engagée dans cette démarche pour plusieurs quartiers.

- **Les Pyramides**

Sur ce quartier, la ville s'est engagée dès 2001, avec la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud et l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU), dans un programme de rénovation urbaine.

Cette démarche a permis d'intervenir dans de nombreux domaines sur le quartier, comme les équipements, les espaces publics ou le logement.
Le collège des Pyramides a fait l'objet d'une rénovation complète en 2007 et de nouveaux équipements sont venus compléter l'offre avec un complexe sportif et l'installation d'une maison des sports.
Concernant les espaces publics, la place Jules Vallès et le mail Jules Ferry (de même que l'allée Jules Vallès, avec l'aménagement d'aires de jeux pour les enfants et les préadolescents), ont fait l'objet d'une restructuration. Les passerelles du Quai aux Fleurs et du Dragon ont été rénovées et l'allée et le square du Dragon ont été entièrement réaménagés. En 2015, la voie de bus a été remise à niveau et une nouvelle place, la place Salvador Allende, a été créée.
Enfin, sur la question des logements dégradés ou vieillissants, le programme de rénovation urbaine a permis la réhabilitation du patrimoine de nombreux bailleurs sociaux du quartier mais aussi des copropriétés, notamment grâce au soutien de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat. En 2015 a aussi eu lieu la résidentialisation de la rue des Pyramides et sa complète réfection. Enfin, l'immeuble de la Caravelle, devenu insalubre, a été démoli et a laissé place à des espaces verts et parcs pour enfants.

La rénovation et la transformation du quartier vont se poursuivre dans les années à venir dans le cadre du NPNRU.
Par ailleurs, grâce aux fonds accordés par l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU), le secteur des Miroirs va aussi bénéficier d'une rénovation avec la démolition du Foyer Adoma et des bureaux afin de transformer la dalle des Miroirs en une passerelle piétonne. La station de bus Les Miroirs sera restructurée pour accueillir le futur T Zen 4.

Les aménagements aux Pyramides







- **Bois Sauvage**

Ce quartier est également concerné par le projet de rénovation urbaine porté par la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud, et a donc bénéficié d'un fonds de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU).

L'intervention porte essentiellement sur le secteur Camille Guérin. Avec le soutien du bailleur Essonne Habitat, de la Région Île-de-France et du Département de l'Essonne, la démolition de la copropriété du Pavois et de l'aile Ouest de l'immeuble Camille Guérin a ainsi été permise. En juin 2016, a été lancée la réalisation de nouveaux logements avec le programme Respir'. Au total 200 nouveaux logements répartis sur quatre îlots sont en cours de réalisation en vue de développer l'accession à la propriété dans le quartier. Par ailleurs, 157 logements ont été réhabilités dans les résidences Bois Sauvage (Logement Francilien) et Camille Guérin (Essonne Habitat).

À propos des espaces publics, l'intervention sur le quartier va se poursuivre avec l'aménagement de la place Camille Guérin et du square, la création de deux nouvelles rues et la poursuite de la requalification des espaces publics, pris en charge par la Communauté d'Agglomération (réhabilitation de la place Camille Guérin et de la rue Émile-Roux, réaménagement du square devant le bâtiment du Logement Francilien).

Des commerces (dépôt de pain et petite épicerie) et services (point information médiation multi-services) sont également prévus pour poursuivre et affirmer ce renouveau.

Les réalisations Bois Sauvage







- **Champtier du Coq**

Au Champtier du Coq la rénovation urbaine a essentiellement porté sur le bâti, avec la rénovation des logements, et les espaces publics.

Le travail avec les bailleurs a ainsi permis de restructurer les parties communes et d'améliorer l'habitat que ce soit en termes de confort, d'isolation, de performance énergétique ou encore d'aspect extérieur des façades.
Par ailleurs, quelques logements ont été détruits afin d'ouvrir davantage le quartier et l'ensemble a fait l'objet d'une résidentialisation ce qui a sécurisé la résidence.

Au sujet des espaces publics, plusieurs interventions ont eu lieu pour élargir les trottoirs, redéfinir les espaces, créer des aires de jeux, ou encore refaire l'éclairage public. Enfin, une nouvelle place a été aménagée, la place du Coq.

Les résidentialisations Champtier du Coq



4/ Analyse des formes urbaines

A/ Les typologies bâties

L'analyse des formes urbaines montre la présence de différentes typologies sur le territoire d'Evry.

- **L'habitat collectif**

Cette catégorie regroupe les immeubles d'habitat collectif, à la fois sur rue et en cœur d'îlot.

- **L'habitat individuel :**

Il regroupe les logements individuels groupés, organisés, spontanés et les grandes propriétés.

- **Les activités**

Ce sont les zones d'activités présentes sur le territoire industrielles, commerciales, ou de bureaux. Par souci de lisibilité, les commerces en rez-de-chaussée ne sont pas inclus dans cette catégorie.

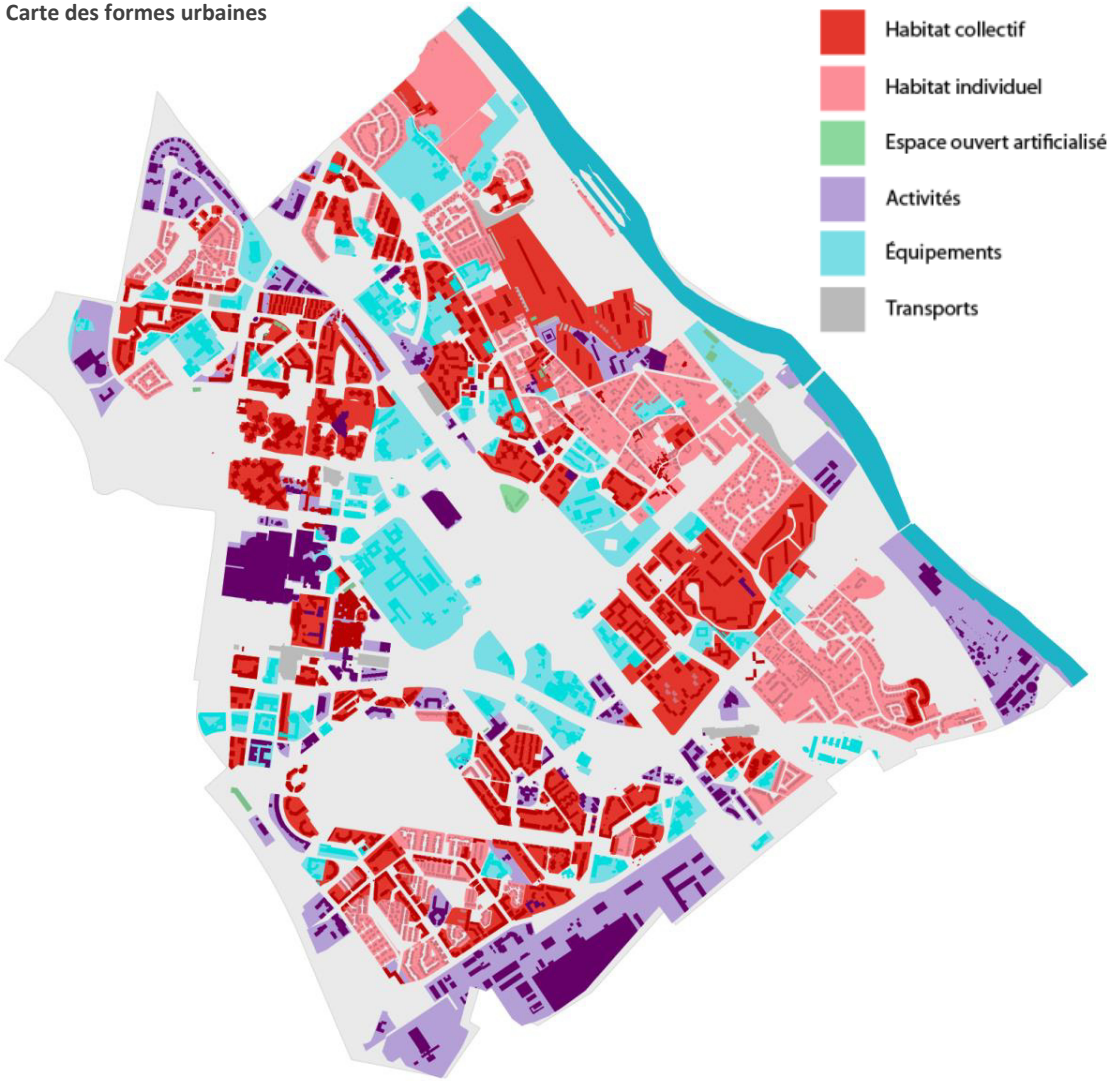
- **Les équipements :**

Tous les bâtiments qui sont à vocation publique et d'intérêt général. Cette catégorie comprend les équipements scolaires, les équipements de loisirs etc.

- **Les transports :**

Dans cette catégorie sont localisés la gare et des équipements de transport collectif ou privé comme des places de stationnement.

Carte des formes urbaines



B/ Les typologies détaillées

Une analyse plus fine des formes urbaines permet de décomposer les catégories logements individuels et logements collectifs en plusieurs sous catégories.

Les logements individuels :

- Le bâti de village traditionnel
- L'individuel spontané
- L'individuel groupé
- Les grandes propriétés

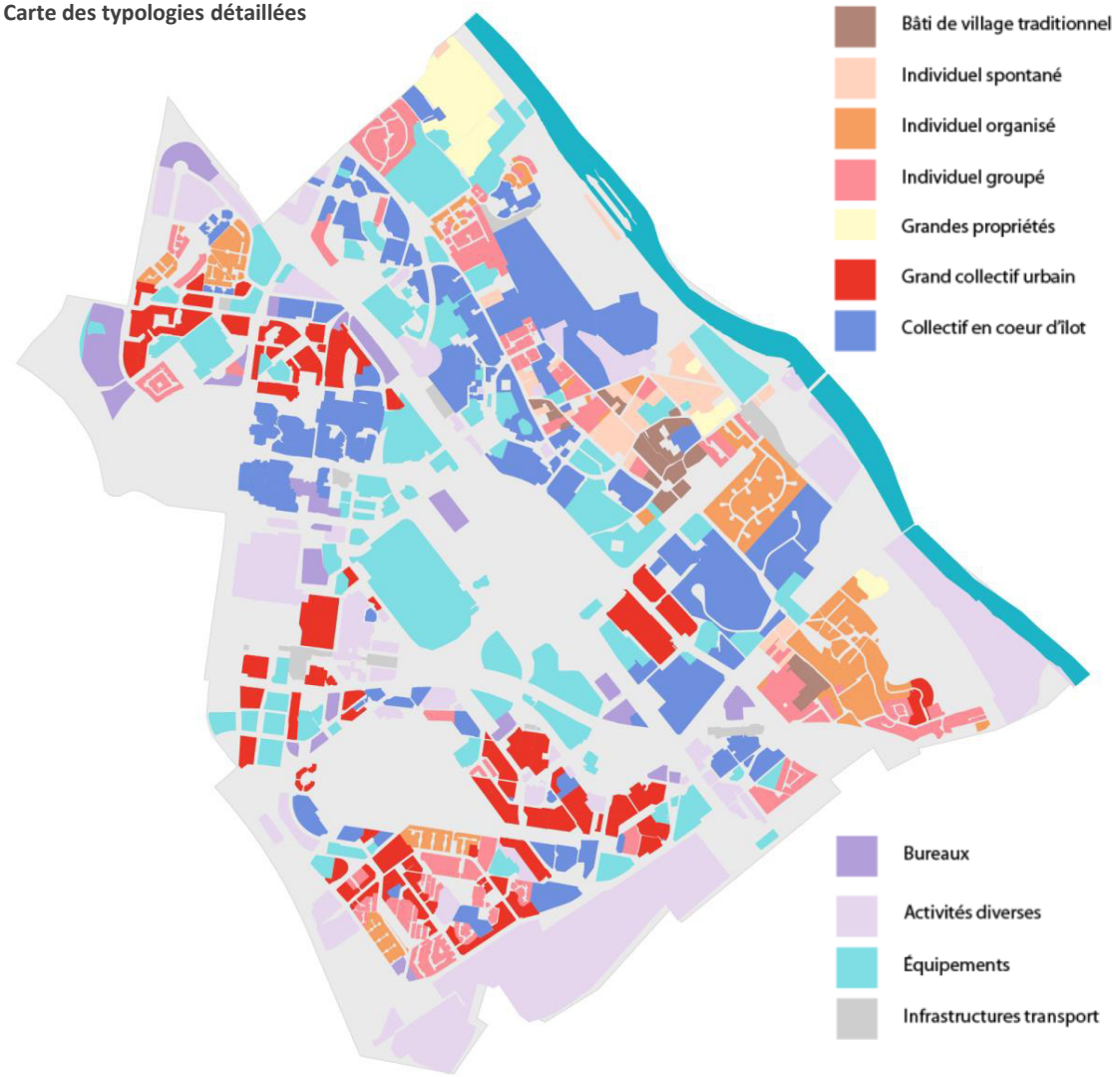
Les logements collectifs :

- Le grand collectif urbain
- Le collectif en cœur d'îlot

De plus, les bureaux qui étaient rattachés aux activités ont été séparés de cette catégorie. Ces derniers peuvent en effet, à moyen ou long terme, changer de fonction pour devenir des ensembles de logements collectifs.

Il existe une mixité de formes urbaines importante sur le territoire d'Evry. Elles vont du grand collectif urbain à de l'habitat spontané. Les équipements et les activités sont répartis équitablement sur le périmètre communal.

Carte des typologies détaillées



Typologies des logements individuels

L'habitat individuel est surtout présent entre la N7 et la Seine. Si on retrouve tous les types d'habitat individuel, une prédominance de l'habitat individuel groupé et organisé est toutefois constatée.

- **Les caractéristiques de chaque typologie :**

	Superficie moyenne des parcelles :	Emprise au sol moyenne des constructions :	Implantation des constructions par rapport aux limites du terrain:	Hauteur moyenne des constructions :
		%		
	< 300 m²	> 50%	Alignement Limites séparatives	R+1+c
	400 – 800 m²	environ 20%	En retrait des voies et des limites séparatives	R+c – R+1+c
	400 - 600 m²	environ 30%	En retrait des voies En retrait ou sur les limites séparatives.	R+c – R+1+c
	200 - 400 m²	environ 40%	En retrait des voies Sur une ou deux limite séparative	R+c - R+1
	> 3 000 m²	< 10%	En retrait des voies et des limites séparatives	R+1+c – R+2+c

Carte des typologies détaillées



Le bâti de village traditionnel

Organisation urbaine



Cette forme bâtie se développe selon une organisation urbaine traditionnelle le long d'une voirie étroite. Les espaces publics sont réduits à la voie roulante et à d'étroits trottoirs.

Organisation parcellaire



Le parcellaire, souvent issu de l'activité agricole, a été recomposé à de nombreuses reprises. Les parcelles sont généralement de petite taille, et se présentent sous des formes très diverses.

Organisation bâtie



Le bâti s'implante à l'alignement des voies. De faible hauteur (majoritairement du R+1+c), il forme un front urbain continu. Il développe par ailleurs une emprise au sol importante.

Localisation

Le bâti de village traditionnel, est celui qui existait avant la ville nouvelle entre la N7 et la Seine. On le retrouve principalement le long de la rue Mathilde, rue Emmanuel Pastré, rue du Puits Jamet et avenue de la République. On retrouve également ce type de bâti rue du Bras de Fer.







Carte des typologies détaillées



Le bâti de village traditionnel est une forme urbaine qui présente déjà une certaine forme de densité. De plus, ces ensembles ont une valeur patrimoniale qui mérite d'être conservée. Le potentiel d'évolution ou de densification est donc limité.

L'individuel groupé

Organisation urbaine



Assez similaire à celle de l'habitat individuel organisé, l'organisation urbaine de l'habitat groupé se singularise par un front continu le long des voies de desserte, lui donnant une atmosphère plus urbaine et plus dense.

Organisation parcellaire



Les parcelles sont étroites et de petite taille (300 m²). Elles accueillent souvent en front de rue un espace ouvert qui peut être dédié au stationnement. A l'arrière se développe un petit jardin.

Organisation bâtie



Le bâti s'implante en retrait des voies et sur les deux limites séparatives.
Généralement peu hautes (R+1+c au maximum), les constructions adoptent une homogénéité de style architectural.

Localisation

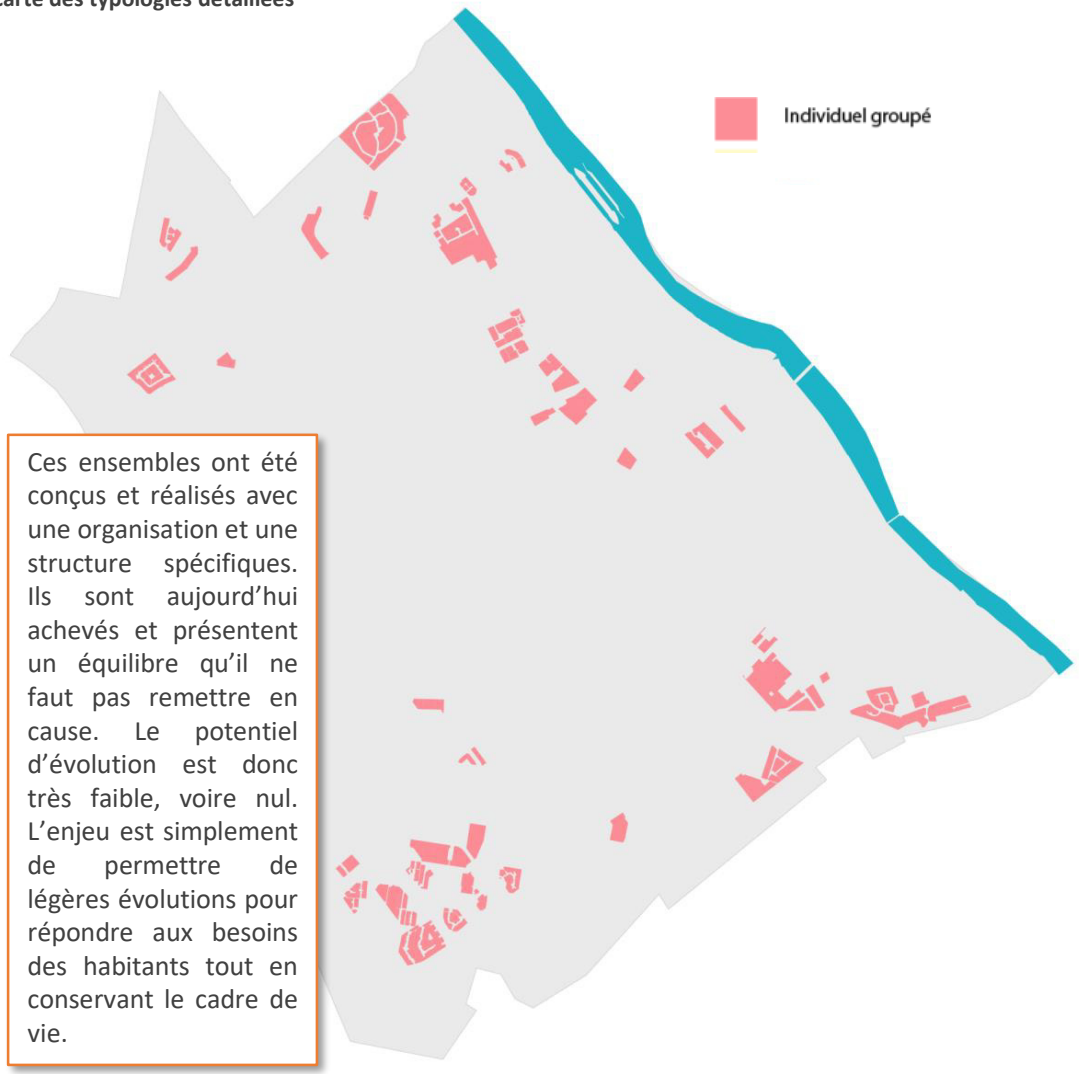
L'habitat de type individuel groupé des années 70/80 vient dans le prolongement de l'ancien village entre la N7 et la Seine. Il a également été localisé à proximité du centre de la ville nouvelle, au sud du Parc des Coquibus.







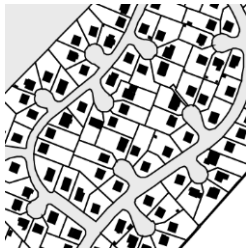
Carte des typologies détaillées



Ces ensembles ont été conçus et réalisés avec une organisation et une structure spécifiques. Ils sont aujourd'hui achevés et présentent un équilibre qu'il ne faut pas remettre en cause. Le potentiel d'évolution est donc très faible, voire nul. L'enjeu est simplement de permettre de légères évolutions pour répondre aux besoins des habitants tout en conservant le cadre de vie.

L'individuel organisé

Organisation urbaine



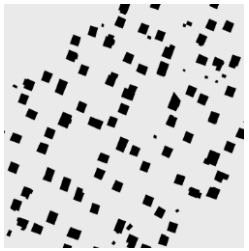
Peu tournés vers le reste de la ville, ces quartiers ont une organisation qui se fait autour de voies de desserte se terminant souvent en impasse. Les voies sont largement dimensionnées avec une forte présence végétale.

Organisation parcellaire



Le parcellaire, organisé à partir des voiries, présente une forme très géométrique. Les parcelles sont généralement de petite taille (300- 500 m²).

Organisation bâtie



Le bâti s'implante en retrait de l'alignement par rapport aux voies et aux limites séparatives. La maison se développe sur deux niveaux avec des combles parfois aménagés. L'emprise au sol de la construction avoisine les 40%.

Localisation

Tout comme l'habitat individuel groupé, cette typologie se localise principalement entre la N7 et la Seine. On la retrouve également dans le quartier du Bois Sauvage.







Carte des typologies détaillées



Ces ensembles, bien que légèrement moins denses que les ensembles d'individuel groupé, présentent le même type d'organisation et un équilibre bâti / non bâti qu'il convient de conserver. Le potentiel d'évolution est donc là aussi très limité. L'enjeu est également de permettre de légères évolutions pour répondre aux besoins des habitants tout en conservant le cadre de vie.

L'individuel spontané

Organisation urbaine



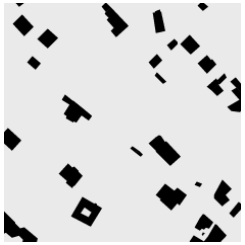
Cette forme urbaine se développe par îlot autour de voies de desserte. Elle présente généralement une couverture végétale importante.

Organisation parcellaire



Le parcellaire suit des formes géométriques mais de tailles diverses. La plupart des parcelles ne dépassent pas les 500 m².

Organisation bâtie



Le bâti, peu dense, s'implante généralement en retrait des voies et des limites séparatives. Il présente une qualité diverse. L'emprise au so dépasse rarement les 30% de la surface du terrain.

Localisation

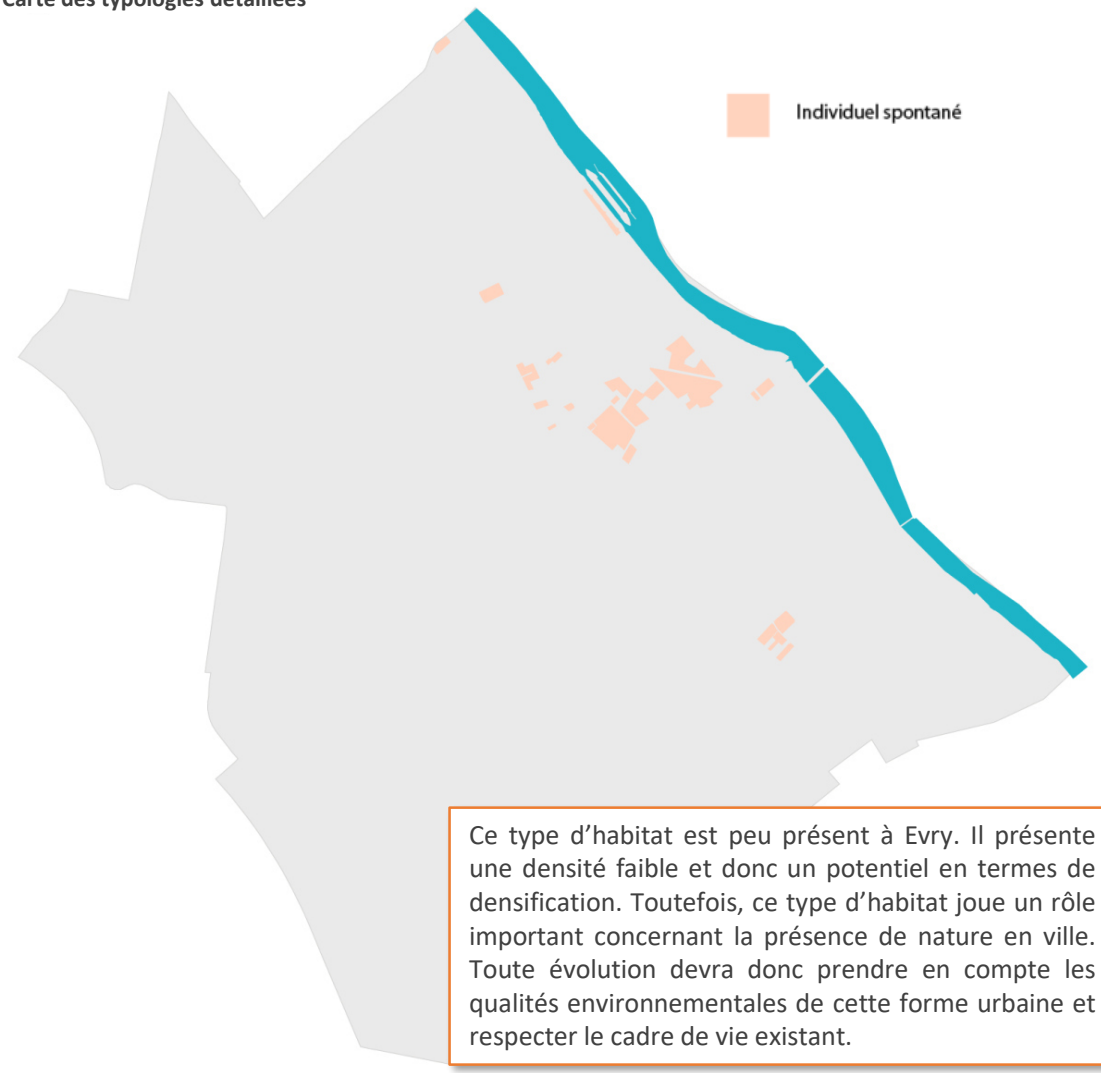
L'habitat individuel spontané est principalement situé dans la continuité de l'ancien village.







Carte des typologies détaillées



Ce type d'habitat est peu présent à Evry. Il présente une densité faible et donc un potentiel en termes de densification. Toutefois, ce type d'habitat joue un rôle important concernant la présence de nature en ville. Toute évolution devra donc prendre en compte les qualités environnementales de cette forme urbaine et respecter le cadre de vie existant.

Les grandes propriétés

Organisation urbaine



Protégées par de hauts murs et au sein de parcs, les grandes propriétés sont, grâce à la qualité de leur couverture végétale, un atout paysager majeur pour la commune.

Organisation parcellaire



Les parcelles sont de très grande taille (plus de 1000m²) et majoritairement occupées par des parcs boisés.

Organisation bâtie



Le bâti se compose de maisons bourgeoises et de petits châteaux. Généralement peu haut et implanté très en retrait des limites du terrain, il n'en occupe qu'une petite partie.

Localisation

Les grandes propriétés se situent entre la N7 et la Seine. Elles ne sont que peu perceptibles depuis l'espace public et bénéficient d'une couverture végétale exceptionnelle liée à la présence de grands arbres.





Carte des typologies détaillées



Les grandes propriétés se caractérisent par une faible emprise bâtie et donc un potentiel d'accueil de nouvelles constructions important. Toutefois, leur valeur environnementale et patrimoniale doit être préservée. Si des projets peuvent donc être envisagés, ils devront respecter le site et les qualités paysagères des coteaux de Seine.

Typologies de logements collectifs

L'habitat collectif est majoritaire à Évry. Cette typologie est principalement apparue lors de la construction de la ville nouvelle.

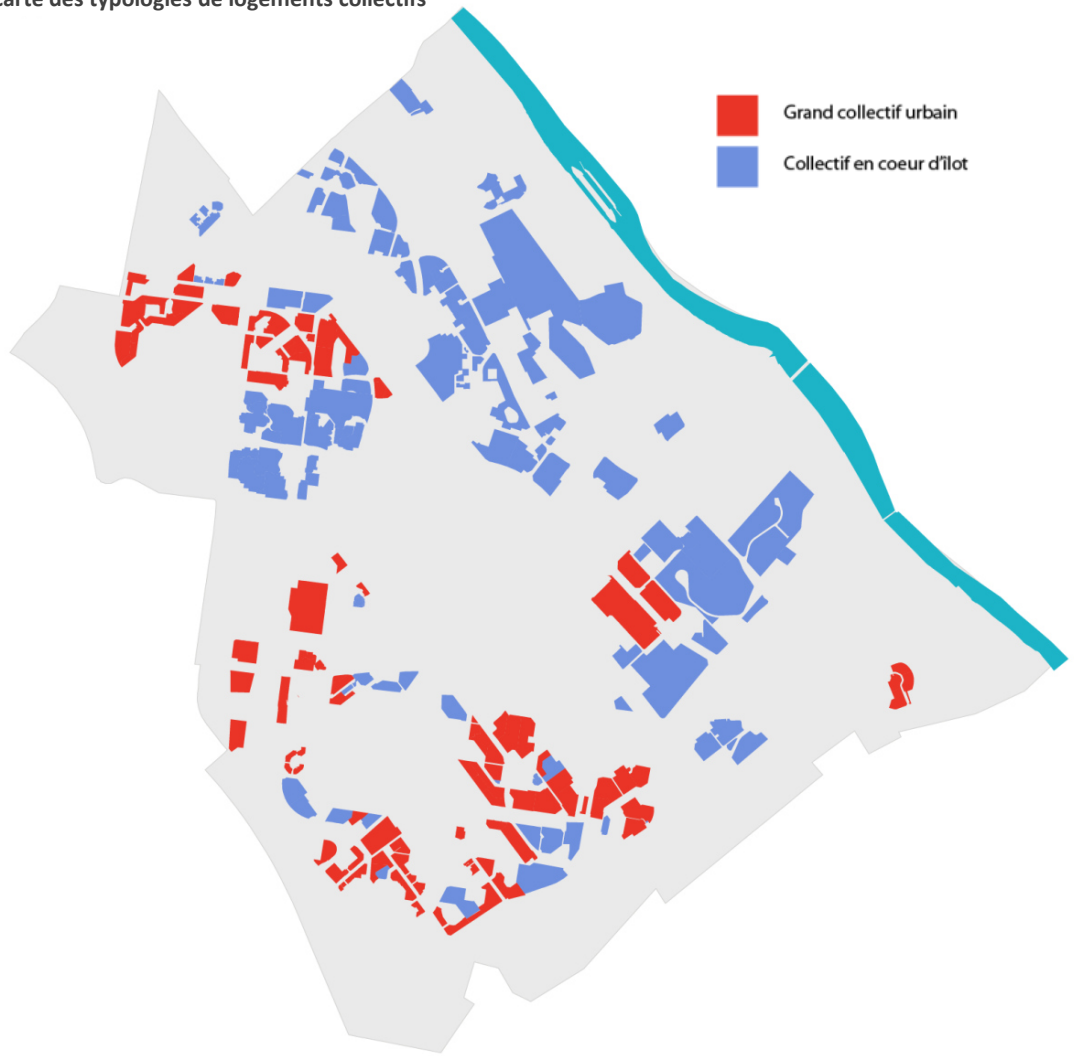
Les collectifs en cœur d'îlot sont les traits caractéristiques de la ville Nouvelle, et sont généralement les bâtiments collectifs les plus anciens. Ils sont majoritairement localisés à proximité de l'ancien village et sur la frange entre la N7 et la Seine.

Les grands collectifs urbains donnant sur rue sont plus récents, construits à partir des années 80-90.

- **Les caractéristiques de chaque typologie :**

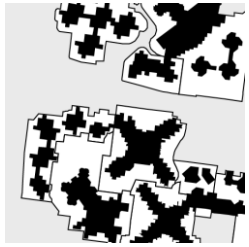
	Superficie moyenne des parcelles :	Emprise au sol moyenne des constructions :	Implantation des constructions par rapport aux limites du terrain :	Hauteur moyenne des constructions :
	Opération d'ensemble	Opération d'ensemble	À l'alignement et en retrait de la voirie	R+4
	> 2 000 m²	>30%	En retrait des voies et des limites séparatives	R+4

Carte des typologies de logements collectifs



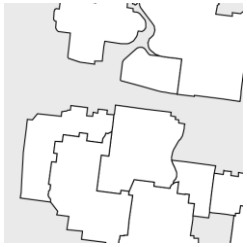
Le collectif en cœur d'ilot

Organisation urbaine



Se détachant de la trame viaire traditionnelle, cette typologie s'implante au cœur de vastes îlots paysagers qui accueillent également d'importants espaces de stationnement.

Organisation parcellaire



Les immeubles s'implantent sur des parcelles très étendues qui forment parfois des quartiers à part entière au sein de la Ville.

Organisation bâtie



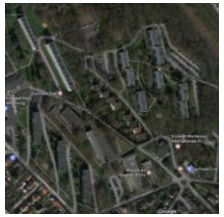
Le bâti recouvre des formes architecturales très diverses, mais très souvent une hauteur importante (supérieure à R+8). Certaines résidences nécessitent aujourd'hui une rénovation.

Localisation

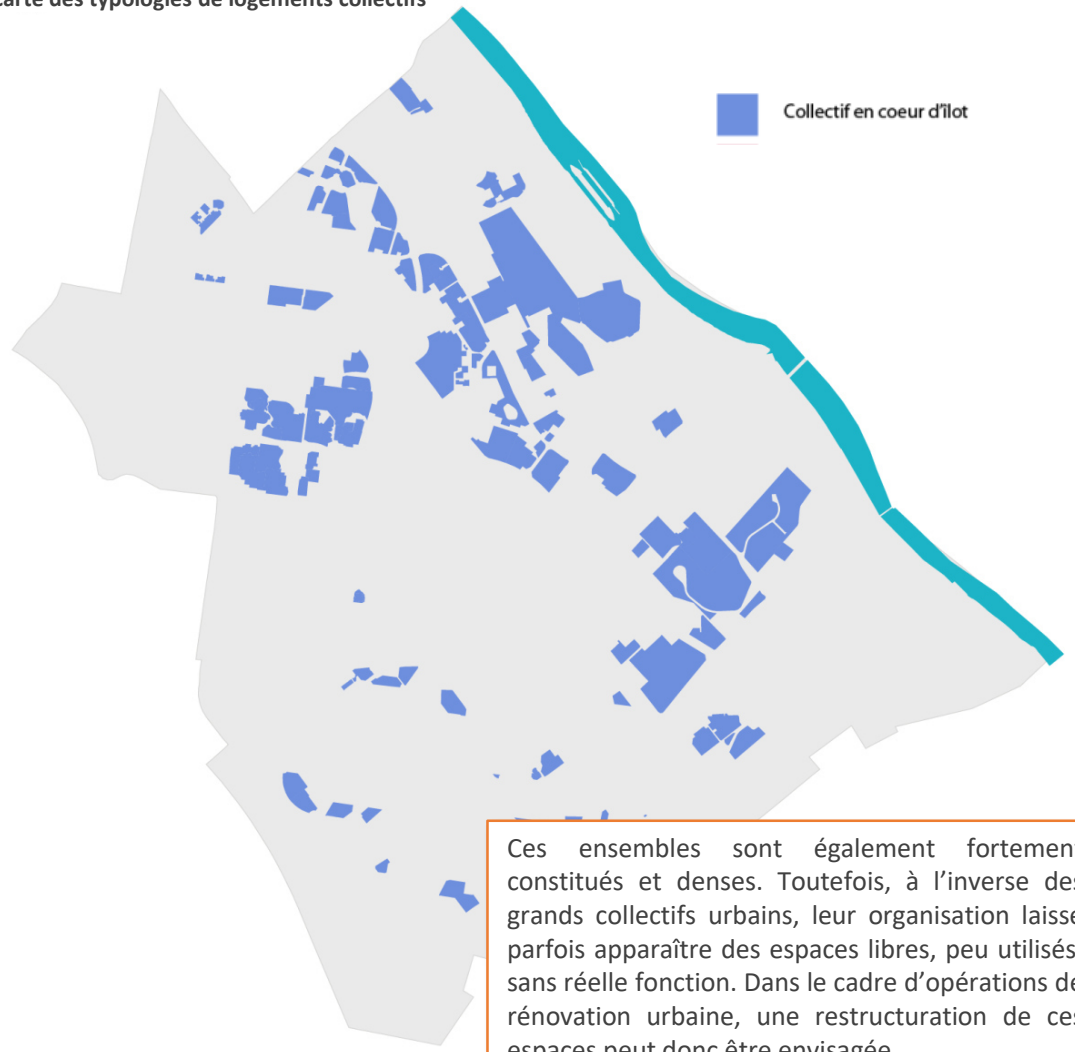
C'est la forme urbaine la plus caractéristique de l'époque de la Ville Nouvelle. Elle se localise sur l'ensemble du territoire d'Evry.







Carte des typologies de logements collectifs



Ces ensembles sont également fortement constitués et denses. Toutefois, à l'inverse des grands collectifs urbains, leur organisation laisse parfois apparaître des espaces libres, peu utilisés, sans réelle fonction. Dans le cadre d'opérations de rénovation urbaine, une restructuration de ces espaces peut donc être envisagée.

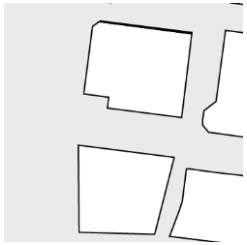
Le grand collectif urbain

Organisation urbaine



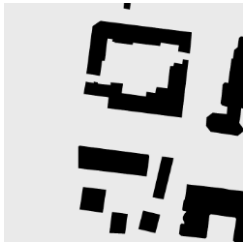
Placé à l'alignement des voies, le bâti participe pleinement à la structuration de l'espace public et à l'atmosphère urbaine du quartier.

Organisation parcellaire



Cette typologie s'implante sur de larges parcelles de formes plutôt géométriques encadrées par des voies de desserte.

Organisation bâtie



Si la hauteur des constructions varie, elle dépasse régulièrement le R+5. L'architecture permet la présence de larges espaces extérieurs. Les derniers niveaux sont souvent traités en attique.

Localisation

Les grands collectifs urbains sont localisés principalement au-delà de la N7 jusqu'à l'Autoroute. Il existe 3 grands secteurs, celui au sud du parc des Coquibus, au centre de la ville nouvelle et dans les quartiers Pyramides et Bois Sauvage.







Carte des typologies de logements collectifs



Ces ensembles sont constitués et denses. Ils présentent donc un potentiel de densification extrêmement limité. Toutefois, ils peuvent évoluer, notamment dans le cadre d'opérations de rénovation urbaine, que ce soit en densification ou en dédensification.

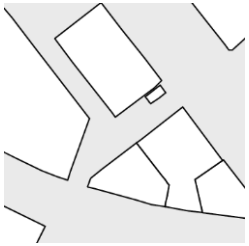
Les bureaux

Organisation urbaine



Ces secteurs occupent généralement de vastes espaces disposant d'une voirie de desserte dédiée. Ils sont connectés à un axe structurant de la commune qui assure leur desserte.

Organisation parcellaire



Le parcellaire est constitué de vastes parcelles, souvent paysagées, de formes très géométriques.

Organisation bâtie



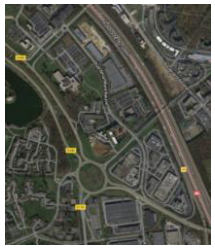
Si l'on trouve des constructions dépassant les 10 étages dans le quartier Grand Centre, la plupart des immeubles de bureaux ne dépassent pas le R+4 R+5. Ils occupent une emprise au sol importante.

Localisation

Les bureaux à Evry sont présents sur l'ensemble du territoire communal, principalement à l'ouest de la N7 et souvent au sein des zones d'activités.







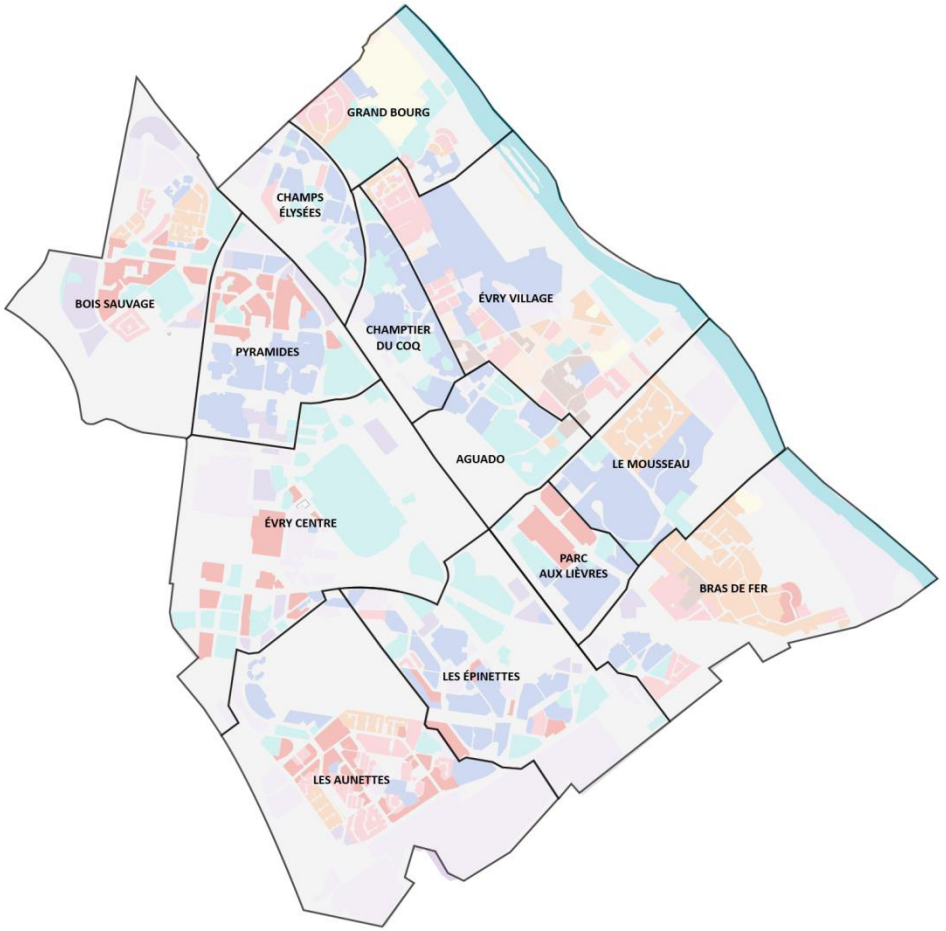
Carte des bureaux



La situation de ce type de construction peut être variée (emprise, hauteur, etc.). Aussi, dans certains cas, des mutations, évolutions, peuvent être envisagées afin d'aller vers une certaine densification de ces espaces.

Analyse détaillée des lotissements et opérations d'ensemble

Evry est composé de 13 quartiers différents dont certains accueillent des lotissements et opérations d'ensemble qui leur donnent une certaine homogénéité. Afin d'avoir une vision plus fine sur les éléments qui participent de cet homogénéité et de l'ambiance de chaque quartier, une analyse plus détaillée de ces lotissements ou opérations d'ensemble a été réalisée.



Quartier Evry Village

Dans le quartier Evry Village, dans la partie nord ouest, comme dans le quartier Grand Bourg, les formes urbaines sont majoritairement composées d'habitat individuel groupé. Quelques opérations d'habitat individuel organisé sont également présentes. Le bâti est majoritairement de hauteur R+1+combles avec des lucarnes en toiture. Les toitures sont à deux pans, en tuile ou aspect tuile (rouge ou noire). Les façades sont généralement de coloris beige ou rose.











Dans la partie centre et sud du quartier, la forme urbaine prédominante est également l'habitat individuel groupé avec la présence d'habitat individuel organisé. On retrouve de nombreux lotissements avec chacun leur caractéristiques.
On note ainsi des lotissements en R+1+Combles et d'autres en R+Combles. Certains avec des toitures à pans et d'autres des toitures terrasses. De la même manière les matériaux (béton, pierre…) et couleurs utilisés sont variés.



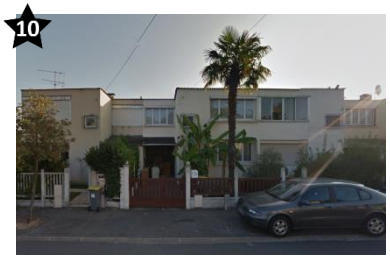
















Quartier Le Mousseau

L'habitat individuel organisé est l'unique forme d'habitat dans ce quartier. Il se présente sous la forme de bâtiments en R+Combles généralement avec un sous-sol semi enterré qui accueille des garages et un rez-de-chaussée surélevé. Les tons de couleur sont blancs avec une toiture à 4 pans. Les limites du terrain avec la voie sont démarquées par des murets surmontés d'un barreaudage ajouré.







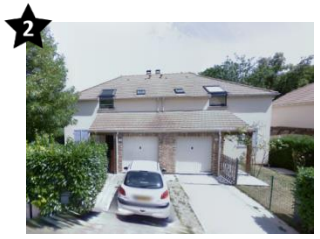
Quartier Grand Bourg

On dénombre trois lotissements ou opérations d'ensemble dans le quartier du Grand Bourg. Il s'agit essentiellement de maisons de hauteur R+Combles ou R+1+Combles. Les toitures sont à 2 pans ou 4 pans pour un lotissement. Les façades sont en crépi de coloris blanc ou beige, avec parfois la présence de briques.







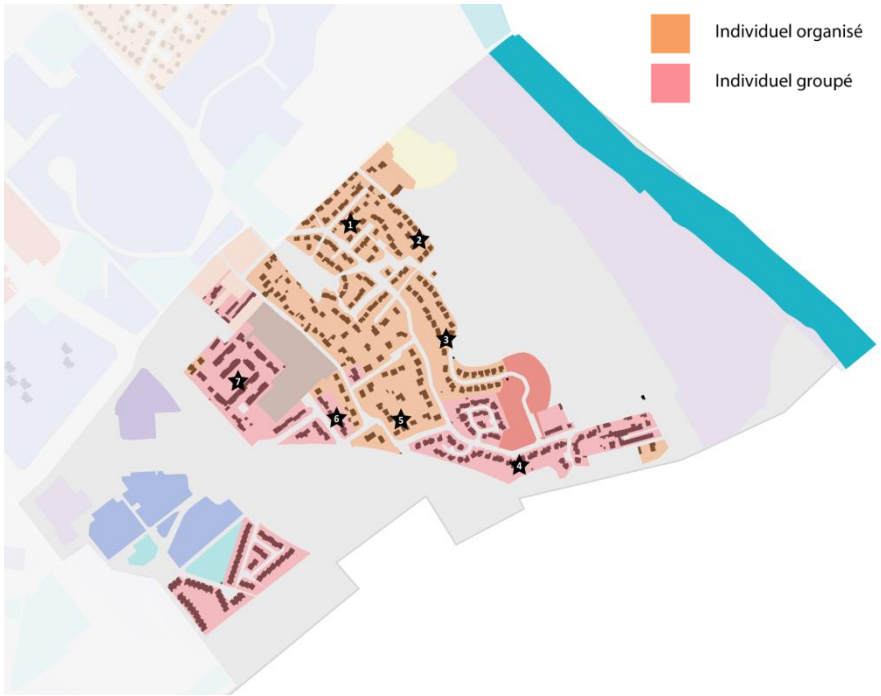






Quartier Bras de Fer

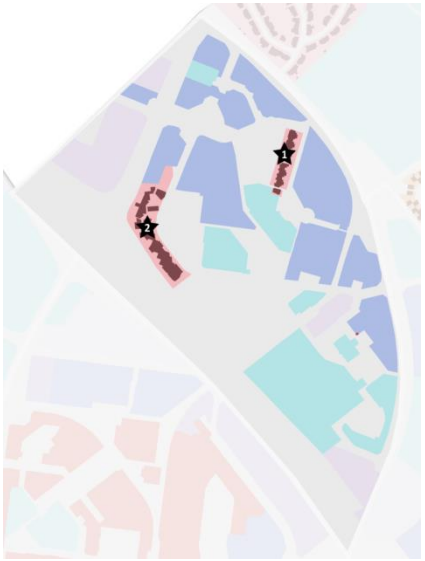
Ce quartier a une forme urbaine partagée entre l'individuel organisé et l'individuel groupé. Il se compose de nombreux lotissements qui présentent une réelle homogénéité. Les constructions sont essentiellement de hauteur R+Combles avec parfois, la présence d'un niveau supplémentaire sur une partie de la construction. Les garages sont généralement intégrés à la construction. Les tons de couleur sont clairs avec des toitures à deux pans. Des éléments ponctuels d'architecture peuvent être en brique ou en bois.





Quartier Champs Élysées

Deux lotissements sont visibles dans ce quartier. Ils se distinguent par une architecture et des formes contemporaines avec des toitures terrasses ou avec de multiples pans déstructurés. Le gabarit des constructions correspond à du R+1. Les façades sont traitées avec des coloris blancs ou beiges ou avec un aspect brique.





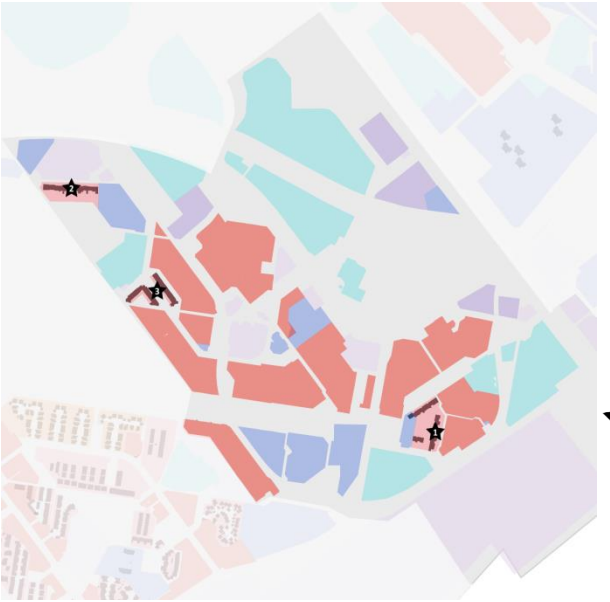






Quartier Les Epinettes

Concernant l'habitat individuel, l'unique forme urbaine de ce quartier est celle de l'individuel groupé. Les hauteurs des constructions varient de R+Combles à R+2. Les toitures sont soit à deux pans, soit plates. Les façades sont toutes traitées en brique et les volets sont colorés dans les mêmes tons (bleu, cyan…) ce qui donne une homogénéité et une identité au quartier.







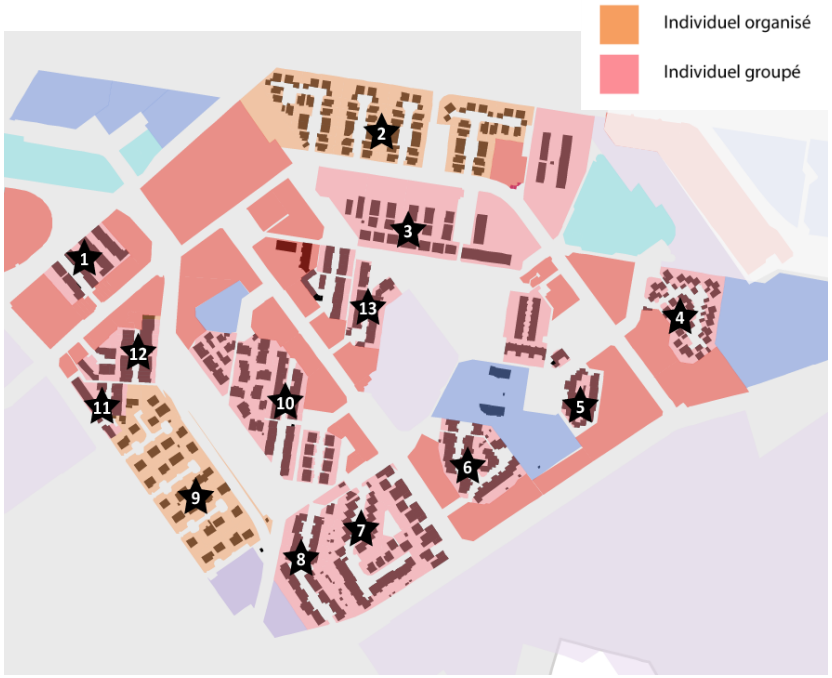






Quartier Les Aunettes

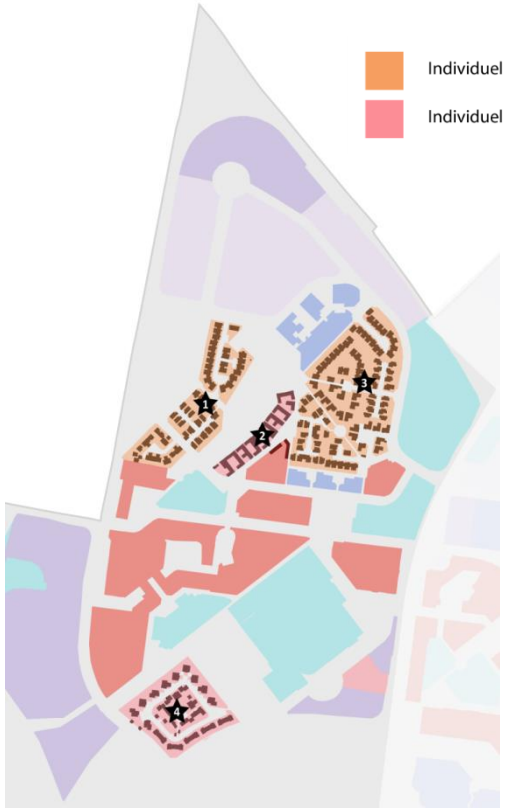
Dans ce quartier, de nombreux lotissements existent où se développe habitat individuel organisé et groupé. Le style architectural et les gabarits sont relativement homogènes avec des constructions en R+1+Combles, des toitures à deux pans et des façades claires (dans les tons blancs ou beiges).





Quartier Bois Sauvage

Les lotissements quartier Bois Sauvage sont majoritairement composés de maisons individuelles connectées entre elles par un garage ou une annexe. Les gabarits sont le plus souvent de type R+1+Combles avec quelques lotissements en R+Combles. Les toitures sont à pentes, avec généralement des toitures à deux pans. Les façades sont dans des tons clairs.





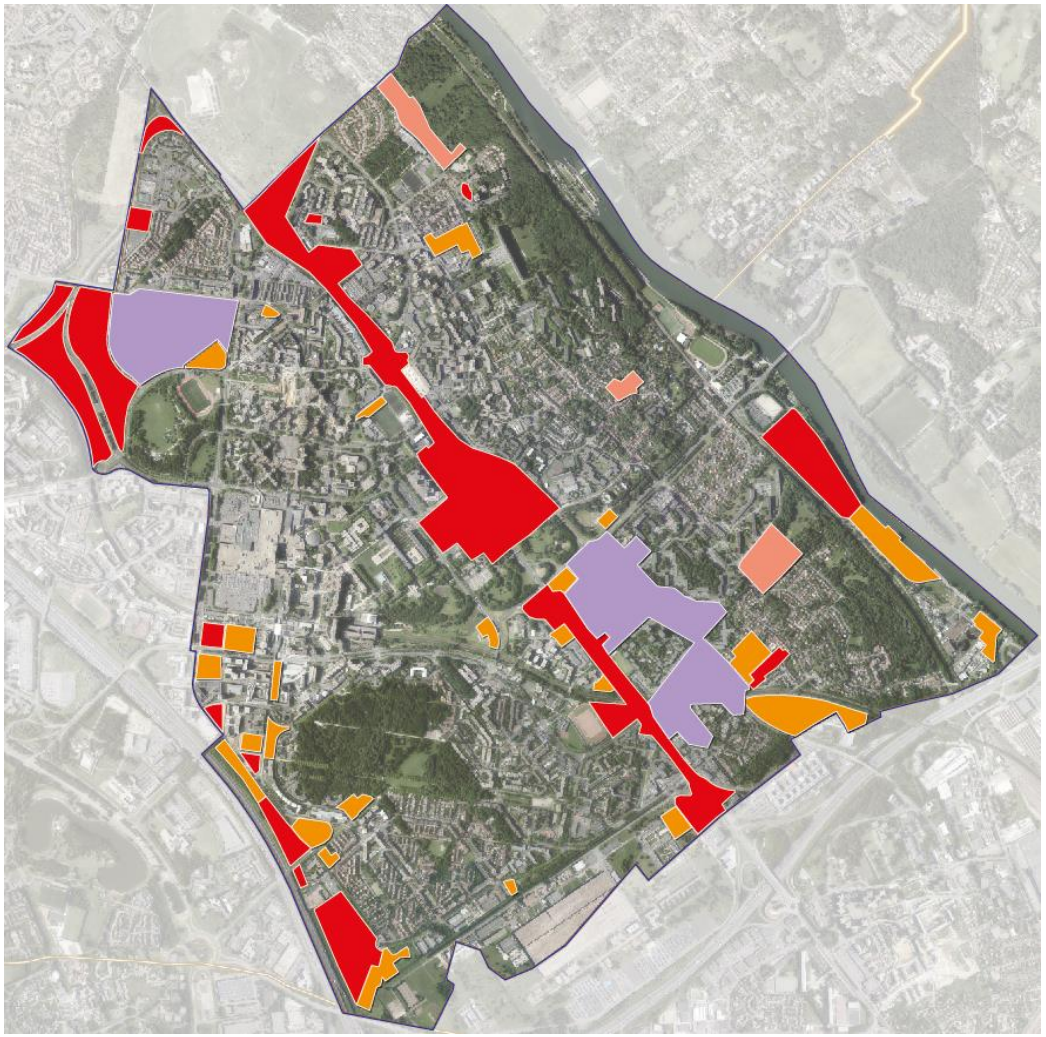


5/ Diagnostic foncier et projets connus pour l'avenir

Le territoire d'Evry a été urbanisé dans le cadre de la réalisation de la ville nouvelle, et sur un temps court. Aujourd'hui le territoire est en majorité urbanisé (à hauteur de 62,2% du territoire) et les différents quartiers de la ville présentent un potentiel de densification fortement limité au regard du type d'urbanisme qui s'y est développé.

Pour autant, des friches, des terrains nus, subsistent encore sur le territoire et constituent un potentiel pour les années à venir. Par ailleurs, la municipalité entend poursuivre son action au sein des quartiers de rénovation urbaine et profiter de cette réflexion pour développer une offre nouvelle en logements.

Sites de friches ou d'évolution urbaine identifiés



- *Anciens sites libres, en friche, urbanisés depuis 2003 ou en cours d'urbanisation.*
- *Sites libres, en friche, ou disposant d'un potentiel de valorisation dans le futur*
- *Sites de projet identifiés sur les coteaux de Seine*
- *Site de projet de rénovation urbaine identifié*

Les friches et terrains nus à travers la ville

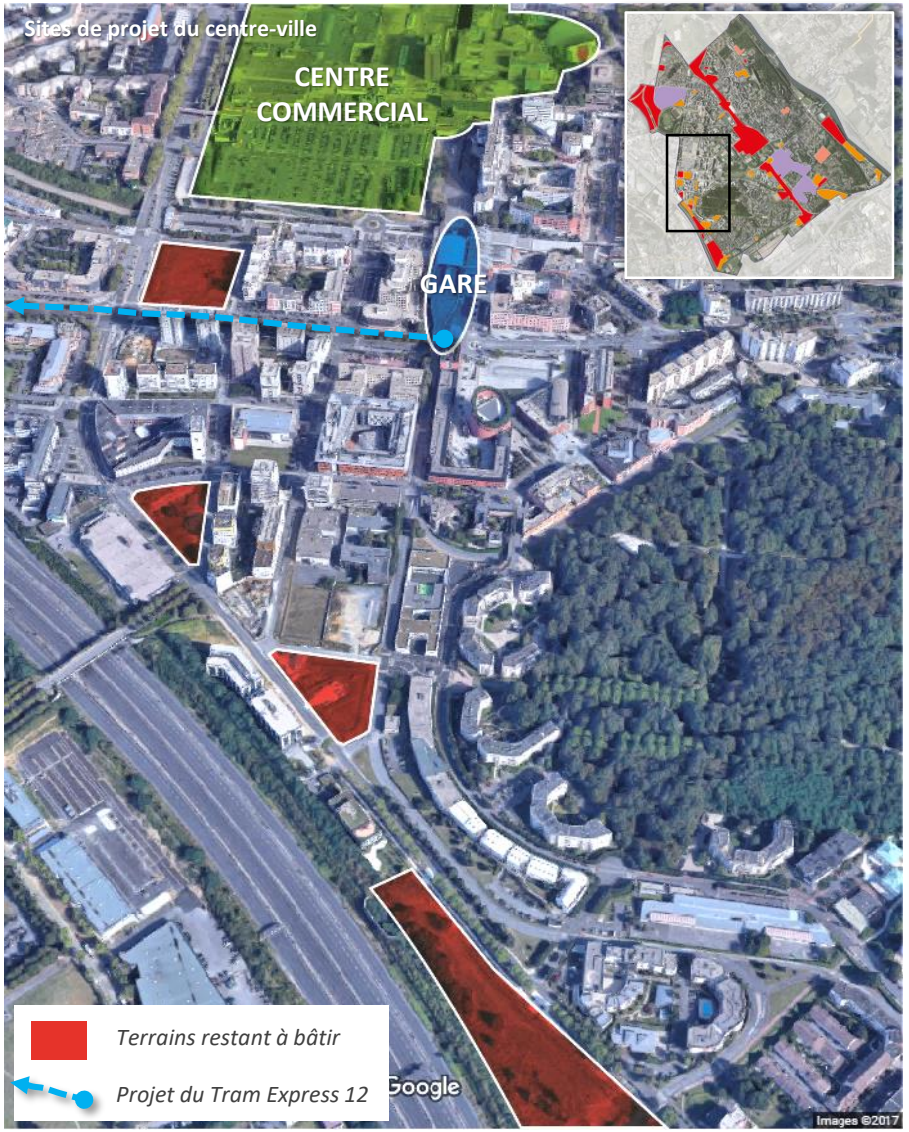
- **Le centre-ville**

L'émergence d'un véritable centre-ville à Evry constitue l'une des principales évolutions du territoire au cours des 10 dernières années. Pour autant, le projet n'est pas encore finalisé à ce jour.

En effet, quelques friches et terrains nus subsistent encore dans ce quartier. Ils feront l'objet, dans les mois et années à venir, d'une urbanisation. A terme, d'ici 5 ans, ce sont plus de 1000 nouveaux logements qui seront réalisés sur ces terrains disponibles.

Cette « finalisation » du centre-ville s'accompagnera de l'arrivée du Tram Express 12 qui complétera le pôle intermodal d'Évry - Courcouronnes.

Le centre-ville est également concerné par la réflexion menée sur le devenir du centre commercial, et notamment son ouverture sur le centre-ville. En effet, le centre commercial s'est engagé, depuis 2015, dans des travaux d'embellissement qui se poursuivront dans les années à venir.
Parallèlement aux travaux sur le centre commercial en lui-même, un projet de rénovation de la place des Terrasses et de démolition de l'immeuble du Crédit Foncier est à l'étude. Un espace restauration ouvert sera également créé. Enfin, dans ce secteur, la rénovation des Arènes de l'Agora est également prévue.



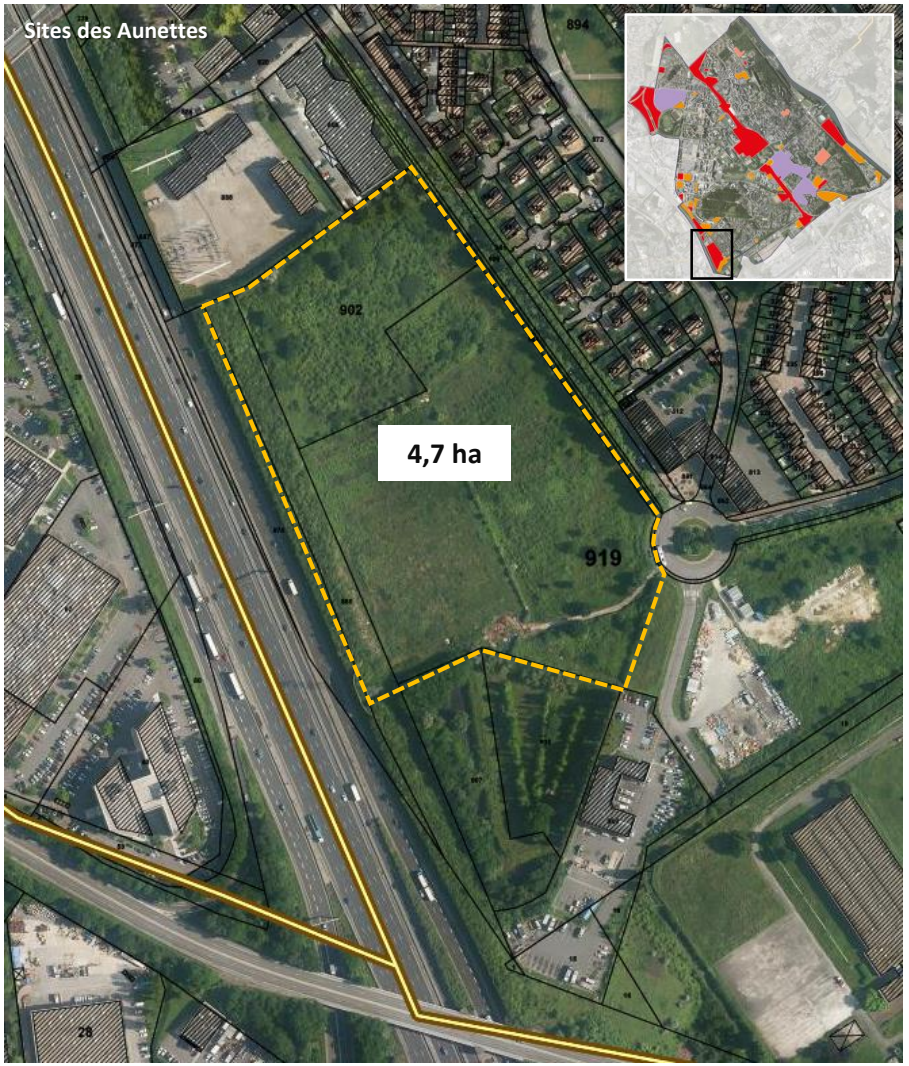
Les friches et terrains nus à travers la ville

- **Les Aunettes**

Dans la continuité de la finalisation du projet centre urbain, émerge la question du potentiel de développement sur le secteur des Aunettes, site de près de 5ha.
Ces terrains en friches, situés le long de l'autoroute A6 font partie du périmètre de la ZAC centre ville Aunettes depuis sa création. Il s'agit du prolongement naturel du centre urbain.

En parallèle de la finalisation du centre urbain, la réflexion est donc relancée sur ce potentiel mobilisable pour le développement de l'offre résidentielle mais aussi sur le plan économique, des services ou encore en terme d'équipements.

Si ce site pourra être support à l'émergence, entre autre, d'une nouvelle offre résidentielle, il sera nécessaire d'intégrer plusieurs enjeux et / ou contraintes comme la proximité de l'autoroute, l'insertion dans le quartier, le traitement de la frange avec le secteur d'activité économique, ou UPS s'est récemment implanté, etc.



- **L'éco quartier Canal Europe**

Ce projet de création d'un éco quartier constitue l'un des grands projets de l'Agglomération en matière de développement durable et de réhabilitation innovante.
L'objectif est de réaliser un quartier 100% durable qui sera traversé par le bus à haut niveau de service T-Zen 4.

Le futur quartier, qui s'étendra sur les communes d'Evry et de Courcouronnes, se situera au nord-est du quartier du Canal de Courcouronnes, et à proximité du quartier du Bois Sauvage d'Evry. Le site de projet s'étend sur une superficie d'environ 16,4 ha et correspond, pour partie, à l'emprise foncière de l'ancien hôpital Louise Michel qui a été transféré en 2012.

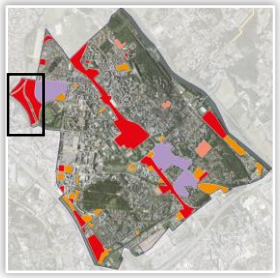
À Évry, le programme de l'opération prévoit la création :
- De 430 logements allant de R+3 à R+6

À Courcouronnes, le programme de l'opération prévoit la création :
- De 1 000 logements allant de R+3 à R+6
- d'un groupe scolaire de 17 à 19 classes
- d'une résidence pour séniors
- de locaux pour des services municipaux
- d'une médiathèque
- d'une crèche de 1 400 m².

Le projet prévoit également la réhabilitation d'une partie des bâtiments situés sur le site hospitalier, dont la tour H de 11 étages.

Dans la continuité de ce projet, et sous réserve de restructurer le boulevard de l'Europe à ce niveau la, émerge un potentiel de développement en limite avec Ris-Orangis et de l'autre coté du boulevard. Il s'agit d'un potentiel de réflexion à plus long terme qui permettra notamment de faire le lien entre le futur quartier Canal Europe et le quartier Bois Sauvage.







Le futur quartier Canal Europe

- **La RN7**

La route nationale 7 constitue une coupure importante dans le tissu urbain d'Evry et dans son fonctionnement.
L'emprise de cette infrastructure est importante. Il s'agit d'une voie large, composée de deux fois deux voies, avec un terre-plein central enherbé ainsi que des délaissés importants sur les cotés. De plus, par endroits, des terrains libres, des friches, ou des sites mutables, donnent directement sur cette voie.

Le STIF et la Région réfléchissent à un projet de TCSP (Transport en Commun en Site Propre) le long de la RN7, entre Orly et Evry / Corbeil-Essonnes.
Ce projet de TCSP pourrait s'accompagner d'une requalification de la RN7 en boulevard urbain afin de passer d'une « autoroute » à une voie de circulation plus urbaine, comprenant également des circulations douces. Cela permettrait d'améliorer le fonctionnement de la ville, les liaisons internes et d'atténuer cette coupure.
L'autre enjeu concerne le potentiel de développement et de densification qui accompagnerait cette restructuration. Une nouvelle offre résidentielle pourrait voir le jour le long de la RN7 transformée en boulevard urbain.

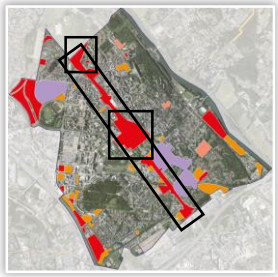
- **Le site du Rouillon**

Le long de la RN7 se trouve également le site du Rouillon. D'une superficie de près de 18ha, ce site, localisé de part et d'autre de la RN7, constitue un important espace libre de toute construction. Il s'agit, au regard de sa localisation, de sa position sur le territoire, ou encore de son niveau de desserte d'un potentiel majeur pour l'avenir.

- **Le terrain dit « du Républicain »**

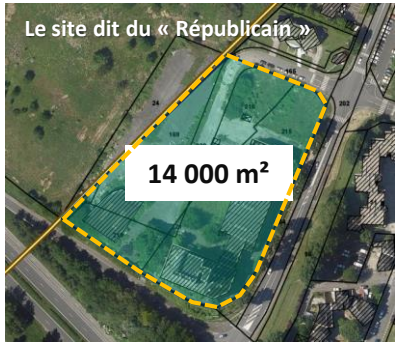
Un autre secteur de projet est identifié le long de la RN7. Il s'agit du site dit du « Républicain », situé dans le quartier des Champs-Élysées. La démolition de ce bâtiment a permis de libérer un terrain pour un futur projet.





La RN7







- **Le pôle de vie**

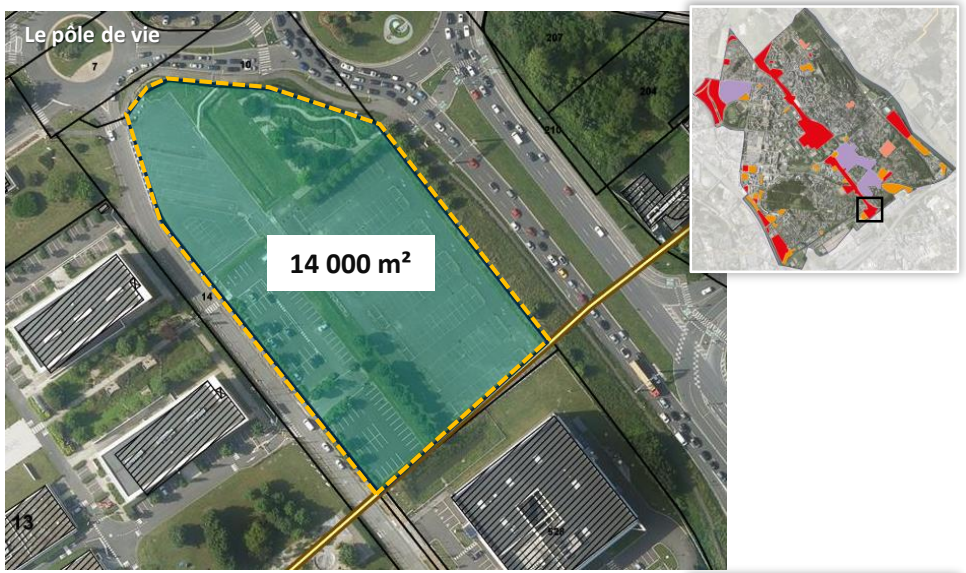
Toujours le long de la RN7, en entrée de ville, un autre terrain libre, situé au cœur de Genopole, fait l'objet d'un projet.

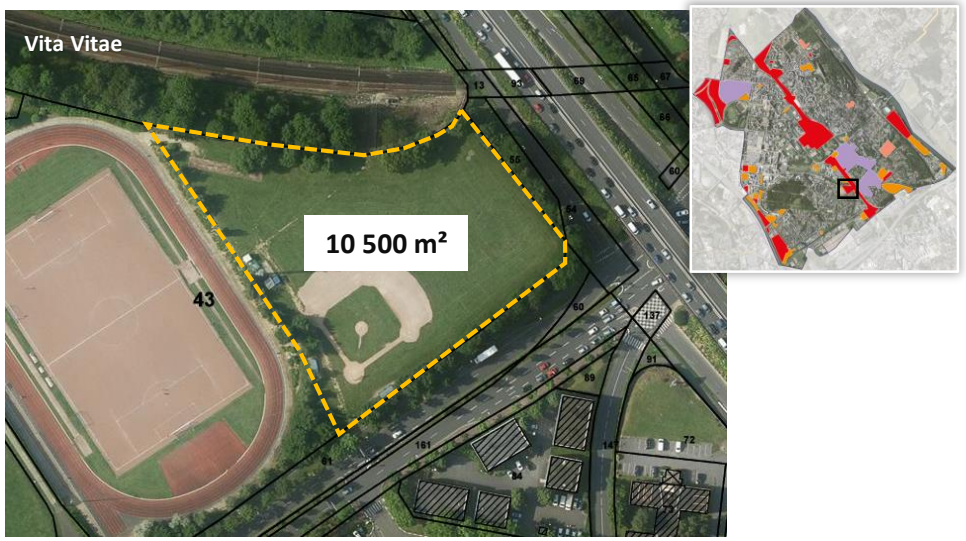
Sur cette friche de près de 14 000 m², est envisagé un complexe de plus de 20 000 m², dénommé Pôle de vie. Il abritera divers commerces de proximité et services à destination des salariés du site.
Le pôle de vie sera constitué d'un ensemble de sept bâtiments autour d'une place arborée. Le premier bâtiment abritera une résidence étudiante, un espace convivial d'animation et une partie du restaurant interentreprises actuellement en cours de travaux. Une nouvelle crèche interentreprises et la résidence des chercheurs sont d'ores et déjà ouverte. Le deuxième bâtiment accueillera à terme les salariés du Groupement d'intérêt public Genopole et de la Société d'Économie Mixte (SEM).
Le pôle de vie comprendra également deux tours où s'installeront des professionnels des domaines médical et paramédical. Un hôtel, une salle fitness, un restaurant, du snacking et divers commerces de service prendront place dans un autre édifice, le long de la RN7. La réalisation de places de parking est également prévue en souterrain (environ 200 places).

- **Le projet Vita Vitae**

Enfin, un dernier site de projet est identifié sur ce secteur des abords de la RN7, en lien avec le Genopole. Il s'agit des terrains non bâtis situés à l'angle de la RN7 et de l'avenue des Coquibus, d'une superficie d'environ 10 500 m².

Ce potentiel foncier fait l'objet de l'appel à projet « Inventons la Métropole du Grand Paris ». Ainsi, s'y développera un campus de bureaux et de laboratoires visant à accompagner le parcours immobilier des entreprises et des startups biotechnologiques du secteur génopolitain.



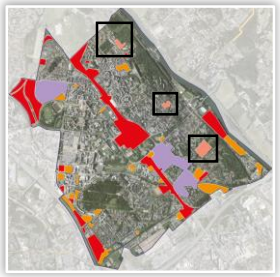


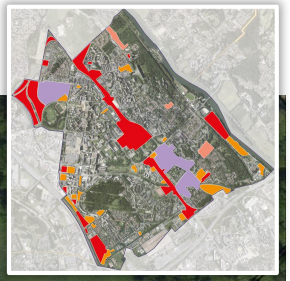
Les potentialités repérées dans le village

- **Rue Emmanuel Pastré**

La Ville est propriétaire d'une parcelle de 8 800 m², au centre du quartier, qui accueille actuellement une école élémentaire, le groupe scolaire Maréchal Leclerc, un bâtiment dédié à la restauration scolaire, un ancien conservatoire et le bâtiment de l'ancienne inspection du travail ainsi que des espaces verts.
Ce terrain est peu bâti aujourd'hui et présente un potentiel important en termes de valorisation. Un projet de création de 21 logements y est envisagé sur une partie.







Rue
Emmanuel Pastré

- **Parc Beauvoir**

Ce site spécifique présente un enjeu important. En effet, un potentiel d'évolution certain existe sur ce terrain mais doit être vu au regard de la qualité patrimoniale et paysagère du site. Le site est actuellement privé et non ouvert au public. L'objectif du projet en cours de réflexion est de mettre en valeur le site, et de l'ouvrir à l'ensemble du territoire. Il tend à évoluer pour permettre aux habitants du quartier de réinvestir le site en lui trouvant une vocation d'intérêt général (ferme pédagogique).
Aussi, il est envisagé la réalisation d'une nouvelle offre immobilière à travers l'aménagement de bâtiments existants (les anciennes écuries) mais aussi la réalisation de constructions neuves sur une partie du site. Sur l'autre partie, un projet de ferme pédagogique, dans le respect du site, est à l'étude.



Parc Beauvoir

- **Avenue Ratisbonne**

Ce secteur, qui accueille notamment la Solitude, ensemble de bâtiments datant du XIXe siècle, propriété actuelle de la congrégation Notre Dame de Sion, le château Bataille, ou encore l'ensemble Sainte-Geneviève, présente également un potentiel d'évolution.
Pour autant, tout comme le Parc Beauvoir, le site a une valeur patrimoniale importante. L'objectif est donc de conserver et valoriser ce patrimoine.

Avenue Ratisbonne

La poursuite de la rénovation des quartiers

- **Evry Sud : Parc aux lièvres et Bras de fer**

Outre les friches, terrains libres, situés à l'intérieur des espaces urbanisés, un potentiel d'évolution du tissu urbain est également présent au sein de quartiers faisant l'objet d'opérations de rénovation urbaine.

Ces dernières années, les quartiers Pyramides, Bois Sauvage, Champtier du Coq ont connu des évolutions avec par exemple des opérations de démolition / reconstruction, l'accueil de nouveaux logements ou encore la restructuration des espaces publics.

Dans les années à venir, le potentiel d'évolution sous cette forme de rénovation urbaine sera centré sur Evry Sud. En effet, la Ville d'Évry, la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud et leurs partenaires envisagent une profonde métamorphose de ce quartier.

Secteur Bras de Fer, la première étape de ce vaste projet de rénovation urbaine passe par la réalisation de 397 nouveaux logements. Localisée sur le site de la Caisse d'Épargne, cette opération immobilière se compose majoritairement de petits immeubles traditionnels et de maisons de ville. Sa réalisation se fera en deux temps :

- Une première phase de 217 logements intégrant 81 logements sociaux, 46 logements en locatif privé ainsi que la relocalisation de la crèche du Bras de Fer (60 berceaux) en pied d'immeuble qui pourra accueillir jusqu'à 90 enfants. Cette phase est prévue pour le printemps 2019.
- Une deuxième phase de 180 logements en accession à la propriété. Les premières livraisons sont prévues pour le printemps 2020.

Secteur Parc aux Lièvres, le projet concerne la rénovation du parc de logements, la démolition de 277 logements situés sur la dalle et la création de nouveaux équipements publics.

Les principaux projets sont :

- La reconstruction du gymnase François Mauriac sur l'espace situé à l'arrière du gymnase actuel. Le plateau d'activités sportives réservé aux scolaires sera transféré à proximité.
- La création d'une Maison de services publics, sur l'emplacement de l'ancien gymnase. Elle réunira la Mairie annexe, la Maison de quartier, un multi-accueil de 36 places, le Relais Assistantes Maternelles (RAM) et la PMI.
- La restructuration des écoles la Fontaine-Mauriac, Mousseau et Marco Polo afin d'optimiser leur capacité d'accueil. La restauration scolaire et les accueils de loisirs sont également concernés.



Diagnostic territorial

B/ Le fonctionnement urbain

1/ Les mobilités, déplacements

Les grands objectifs du PDU Île-de-France

Le Plan de Déplacements Urbains d'Île-de-France (PDUIF), élaboré par le Syndicat des transports d'Île-de-France (STIF), fixe les objectifs et le cadre des politiques de déplacement à l'échelle de la région à horizon 2020. Un PDUIF a été approuvé le 19 juin 2014. Il définit trois grands objectifs et fixe neuf défis à relever pour y arriver :
Les trois grands objectifs définis par le PDUIF :

- Une croissance de 20 % des déplacements en transports collectifs.
- Une croissance de 10 % des déplacements en modes actifs (marche et vélo)
- Une diminution de 2 % des déplacements en voiture et deux-roues motorisés.

Les neuf défis à relever fixés par le PDUIF :

- Défi 1 : Construire une ville plus favorable aux déplacements à pied, à vélo et en transports collectifs
- Défi 2 : Rendre les transports collectifs plus attractifs
- Défi 3 et 4 : Redonner à la marche de l'importance dans la chaîne de déplacement et donner un nouveau souffle à la pratique du vélo
- Défi 5 : Agir sur les conditions d'usage des modes individuels motorisés
- Défi 6 : Rendre accessible l'ensemble de la chaîne de déplacement
- Défi 7 : Rationaliser l'organisation des flux de marchandises et favoriser l'usage de la voie d'eau et du train
- Défi 8 : Mobiliser tous les acteurs des politiques de déplacement.
- Défi 9 : Faire des Franciliens des acteurs responsables de leurs déplacements

Certaines actions et prescriptions du PDUIF s'imposent aux documents d'urbanisme et doivent être prisent en compte dans le PLU. Certaines d'entre elles figurent parmi les orientations de la feuille de route 2017-2020 en cours de finalisation :

Le stationnement vélo sur l'espace public :
Sur le domaine public, une partie des places de stationnement sera réservée au stationnement des vélos dans les zones urbaines et à urbaniser des PLU (zones U et AU), et dans un rayon de 800 m autour des pôles d'échanges multimodaux

- Evry compte 4 pôles d'échanges multimodaux, aux abords desquels cette prescription doit être appliquée : Evry Courcouronnes Centre, Le Bras de Fer Evry Genopole, Grand Bourg, Evry Val de Seine
- En agglomération centrale, à laquelle appartient la commune d'Evry, le ratio à respecter est de 1 place de stationnement voiture sur 50 à réserver aux vélos.

Stationnement vélo privé.
Le PDUIF prévoit l'introduction de normes plancher concernant la réalisation de places de stationnement vélo dans l'article 12 du règlement des PLU. Il s'agit d'une mesure prescriptive du PDUIF, qui doit obligatoirement être traduite dans le PLU.

<u>Les normes minimales de surface de stationnement vélo pour les différents types de construction :</u>
La commune doit appliquer les normes minimales du PDUIF et relatives au décret n° 2016-968 du 13 juillet 2016. La commune a la possibilité de se doter d'un PLU plus contraignant en la matière. dans la commune.

1/ Les mobilités, déplacements

Méthode – calcul de la norme plancher recommandée par le PDUIF dans les opérations de logements pour les véhicules motorisés :

La norme de devrait pas exiger la création d'un nombre de places de stationnement supérieur à 1,5 fois le niveau moyen de motorisation des ménages constaté dans la commune.

Le taux de motorisation dans une commune est calculé de la manière suivante :

$$\frac{\text{Nombre de ménages avec 1 voiture + (nombre de ménages multimotorisés * nombre moyen de voitures de ces ménages)}}{\text{Nombre total des ménages}}$$

Pour la commune d'Evry, les données INSEE de 2015 sont les suivantes :

Nombre total des ménages	20 133
Nombre de ménages ayant 1 voiture	10 883
Nombre de ménages ayant 2 voitures ou plus	3 710

Le nombre moyen de voitures des ménages multimotorisés dans une commune de l'agglomération centrale est de 2,2 (source : EGT 2010, Île-de-France Mobilités, Omnil, DRIEA).
Le taux moyen de motorisation de la commune s'établit ainsi à 0,95 voiture par ménage.
La norme plancher recommandée par le PDUIF pour la commune d'Evry est donc de 1,42 place par logement (soit 0,95*1,5).

Normes plafond de stationnement automobile pour les opérations de bureaux :

A moins de 500 mètres de la gare, ne pas construire plus d'une place pour 45 m² de surface de plancher.
Et à plus de 500 mètres de la gare, ne pas exiger la création de plus d'une place pour 55 m² de surface de plancher.

A/ Le réseau routier

La ville d'Evry dispose d'une très bonne connexion au réseau routier supra communal que ce soit le réseau national (A6), régional (N7, Francilienne), ou départemental, ainsi que d'un réseau de voirie interne propice aux déplacements en voiture.

- **La desserte par le réseau supra communal :**

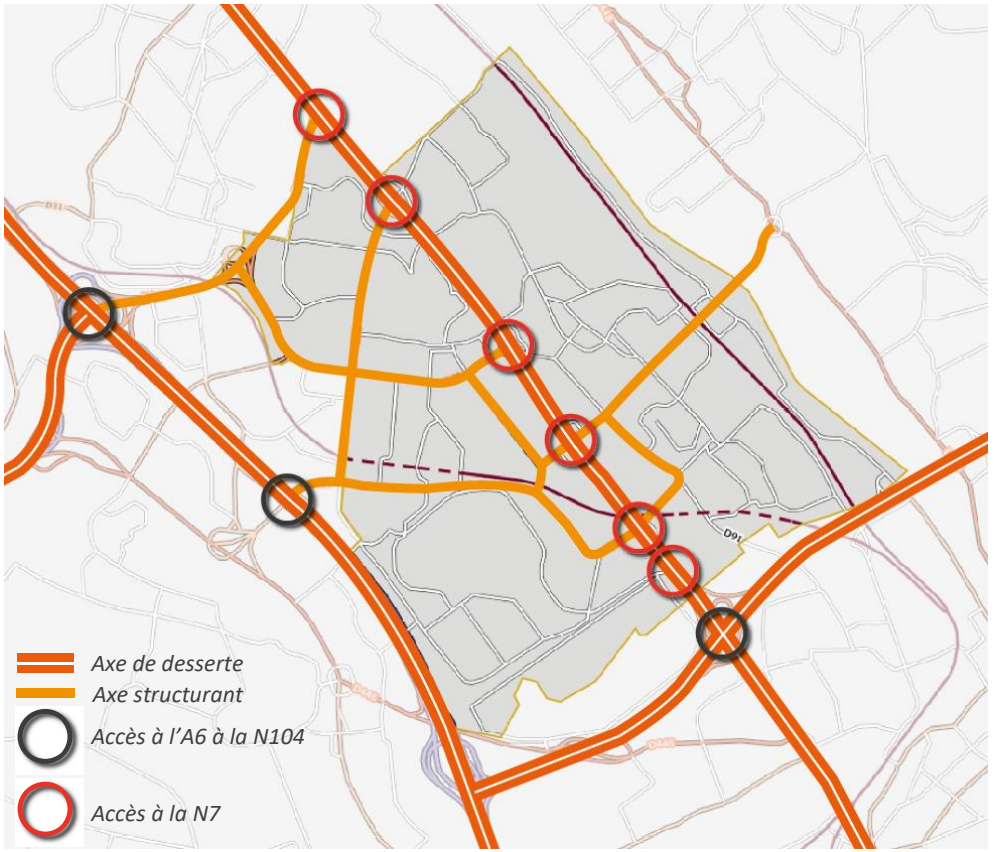
La commune est accessible par l'autoroute du Soleil (A6) qui la borde à l'Ouest, ainsi que la Francilienne (N104). L'A6 constitue une liaison directe avec Paris mais aussi avec le Sud de la France. La N104 constitue la troisième boucle de Paris après le Périphérique et l'A86. Elle permet de relier facilement d'autres pôles de région parisienne. Ces deux infrastructures ne sont pas accessibles directement depuis Evry mais via des échangeurs situés sur les communes voisines de Ris-Orangis, Courcouronnes ou Corbeil-Essonnes.
Outre l'autoroute A6 et la N104, la N7 est également un axe majeur de desserte de la commune qu'il est possible de rejoindre en de nombreux points sur le territoire. Toutefois, cette infrastructure scinde le périmètre communal en deux et rend plus difficiles les déplacements internes. Néanmoins, le gestionnaire, soit le département, est engagé à court terme dans un programme de résorption des points durs de circulation.
La ville bénéficie donc d'un réseau efficace de voies rapides en radiales (RN7 et A6) et en rocade (la Francilienne). Ces infrastructures routières régionales assurent une bonne desserte et une bonne accessibilité à Evry et à l'intercommunalité, notamment depuis Paris. Cependant, ce bon niveau de desserte est atténué par le fait que ces axes sont très empruntés et saturés aux heures de pointe, de même que les sorties.

- **Les principaux axes qui structurent le réseau interne :**

Plusieurs voies rapides et structurantes, largement dimensionnées, structurent le territoire. Il s'agit principalement de routes départementales. Parmi elles, trois axes principaux franchissent la RN7. Ils assurent les liaisons inter-quartiers et permettent de relier les deux grandes parties du territoire.

Il s'agit:
- du boulevard des Champs Elysées à l'ouest,
- de l'avenue du Maréchal Juin/boulevard de France au centre,
- du boulevard des Coquibus au sud.

Axes de desserte et axes structurants :



- **Autres trames constituant le maillage viaire :**

Le reste de la commune est constitué d'un réseau secondaire ou tertiaire permettant de desservir les différents quartiers et ilots.

Ce réseau se caractérise par :

- la présence de plusieurs carrefours avec une organisation complexe (échangeur en trèfle, carrefours dénivelés),
- de nombreuses inflexions de voies et des changements de direction parfois peu compréhensibles,
- un réseau secondaire et tertiaire souvent constitué de voies en impasse
- un principe de séparation des différents flux : véhicules, transports en commun, piétons.

Les caractéristiques du réseau viaire d'Evry rendent les déplacements vers l'extérieur faciles et efficaces mais les déplacements internes, et les liaisons entre les différents quartiers, peu aisés. En effet, outre les coupures liées à des infrastructures qui fracturent le territoire et séparent les différents quartiers, la perception de la hiérarchie des voies et, d'une façon plus générale, la lecture de la ville sont parfois rendues difficiles.

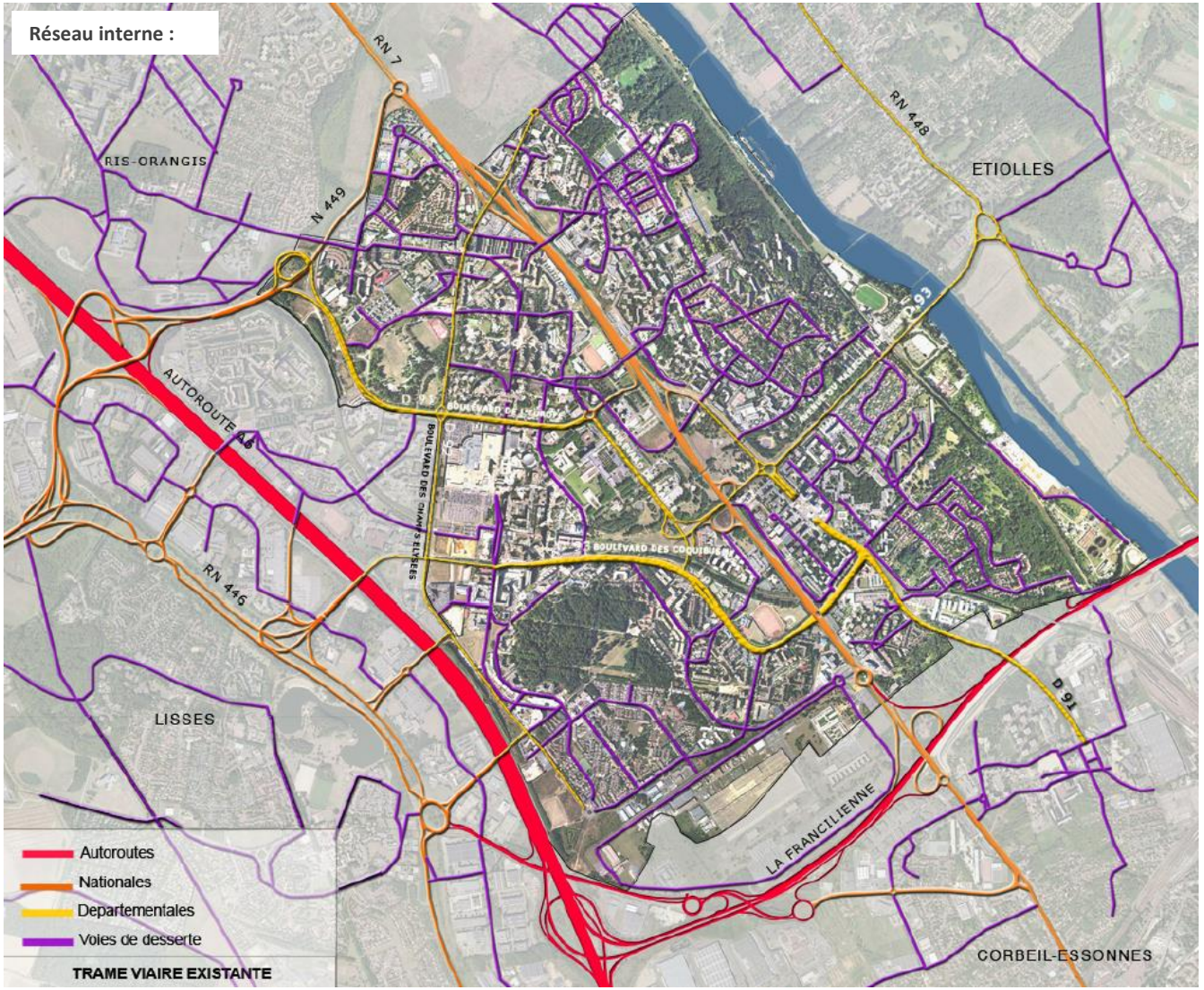


Illustration du réseau viaire :











Le stationnement

Le stationnement public, à Evry, s'organise de la manière suivante :

- Sur les voies dites « mixtes », le stationnement est payant de 9h à 19h, du lundi au vendredi et gratuit les week-ends, jours fériés et au mois d'août. Le stationnement visiteur est limité à la durée maximum indiquée en fonction de la couleur de la zone affichée.
- Sur les voies rotatives, qui sont des axes très commerçants, le stationnement est payant de 9h à 19h, du lundi au vendredi, de 9h à 12h le samedi et gratuit les dimanches, jours fériés et au mois d'août. Le stationnement résidentiel n'est autorisé que pour les titulaires d'un titre de stationnement résidentiel et d'un forfait prépayé, en cours de validité. Le stationnement résidentiel est limité à 7 jours consécutifs hors jours fériés incluant la gratuité du dimanche, au même emplacement.

Par ailleurs, outre le stationnement le long des avenues et différentes voies, la commune est bien dotée en parkings publics, avec :

- **Les parkings avec stationnement horaire et abonnement :**
- Parking des Terrasses : entrées boulevard de l'Europe et cours Blaise Pascal
- Parking de la Patinoire : entrée boulevard de l'Europe
- Parking Sabatier (Gare RER) : entrée desserte des Passages d'Évry-Courcouronnes-Centre
- Parking de l'Hôtel d'Agglomération : entrée boulevard de l'Yerres
- Parking Hôtel de Ville – Cathédrale : entrée boulevard des Coquibus
- Parking Léopold Sédar-Senghor: entrée boulevard de l'Yerres (en dehors des jours de marché, les mercredis et samedis)

- **Les parkings ouverts uniquement aux abonnés :**
- Parkings des Passages : entrées cours Blaise Pascal, desserte Sabatier et desserte des Passages
- Parking du Bras de Fer (Gare RER, Génopôle) : entrée rue du Bel Air

Principaux parkings de la ville :



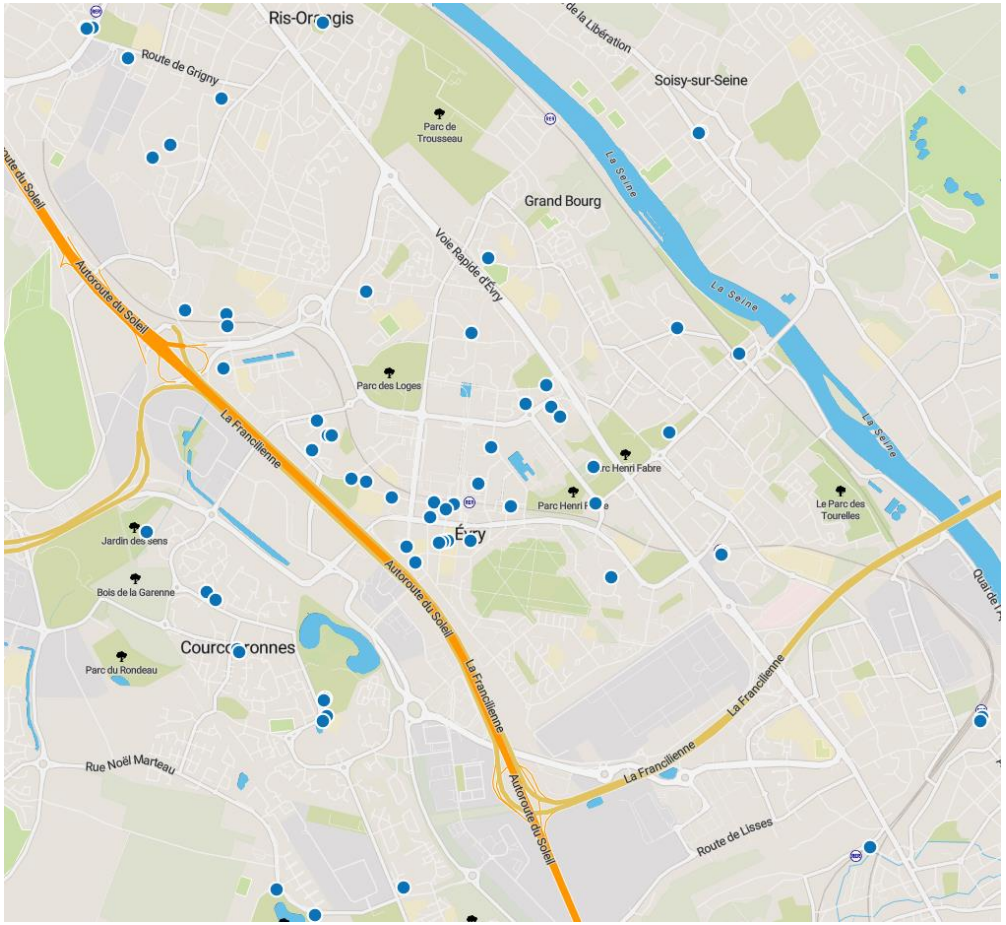
Le stationnement

En 2019, il est recensé un total de 409 places de stationnement pour vélo localisées dans toute la ville.

Le stationnement vélo, à Evry, s'organise de la manière suivante :

- Principalement localisé dans le centre-ville, à proximité de l'université, des différents équipements et gares du territoire (hors Grand Bourg). Le développement du stationnement vélo à proximité des infrastructures de transport en commun permet de faciliter le report modal et ainsi éventuellement diminuer l'utilisation de la voiture en ville.
- Dessert également le parc de Henri Fabre avec une soixantaine de places à proximité immédiate.

Places de stationnement pour vélo dans la ville :



Ile-de-France mobilités

Par ailleurs, le parc de logements, du fait de la présence de logements relativement récents construits avec la Ville Nouvelle à partir des années 1970, bénéficie d'un parc de stationnement important.
Toutefois, le taux d'occupation des places de stationnement du parc de logements est faible à Evry. Ce phénomène peut s'expliquer par diverses raisons comme le prix de location des places ou encore l'insécurité. Les conséquences directes sont notamment une saturation des places publiques aériennes alors que des places privées et en sous-terrain ne sont pas utilisées.

La ville travaille sur ces questions de manière à trouver des solutions, notamment avec les bailleurs. Par ailleurs, des besoins se font ressentir, notamment aux abords des grands équipements ou encore des gares.

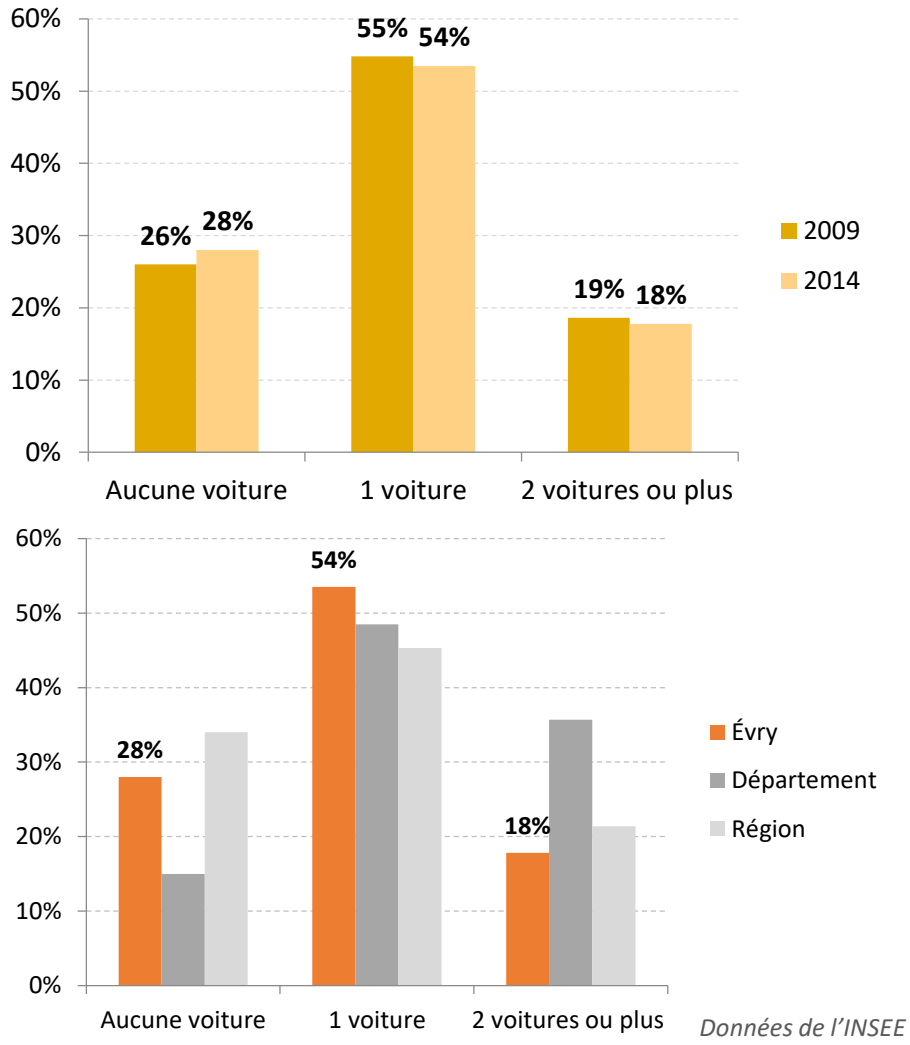
Le taux de motorisation des ménages

Selon une étude de l'INSEE, « *cadre de vie dans les bassins de vie urbains franciliens : six profils-types de territoires* » parue en octobre 2016, Evry fait partie des espaces intermédiaires entre l'urbain et le périurbain. Dans ces espaces près de 40% des actifs utilisent les transports publics pour effectuer leurs déplacements domicile-travail.

Le taux de motorisation des ménages en 2014 est de 72%, un chiffre légèrement en baisse depuis 2009 (74%). Cette baisse relative peut s'expliquer soit par une part plus grande du budget qui doit être consacrée à l'automobile et de ce fait un désintéressement progressif pour ce moyen de transport, soit par une offre plus attractive de transports en commun voire des modes actifs (pistes cyclables, piétonisations) qui incitent les automobilistes à effectuer un report modal.

De plus, si l'on compare avec les autres échelles, la part des ménages Évryens qui n'ont pas de voiture est supérieure comparée à la moyenne départementale (-13 points) et inférieure par rapport à la moyenne régionale (+6 points). En revanche, la représentativité des ménages ayant une voiture est plus importante à Évry que dans le reste du département (+5 points) et de la région (+9 points)

Évolution du taux de motorisation des ménages Évryens :



Données de l'INSEE

B/ Les transports en commun

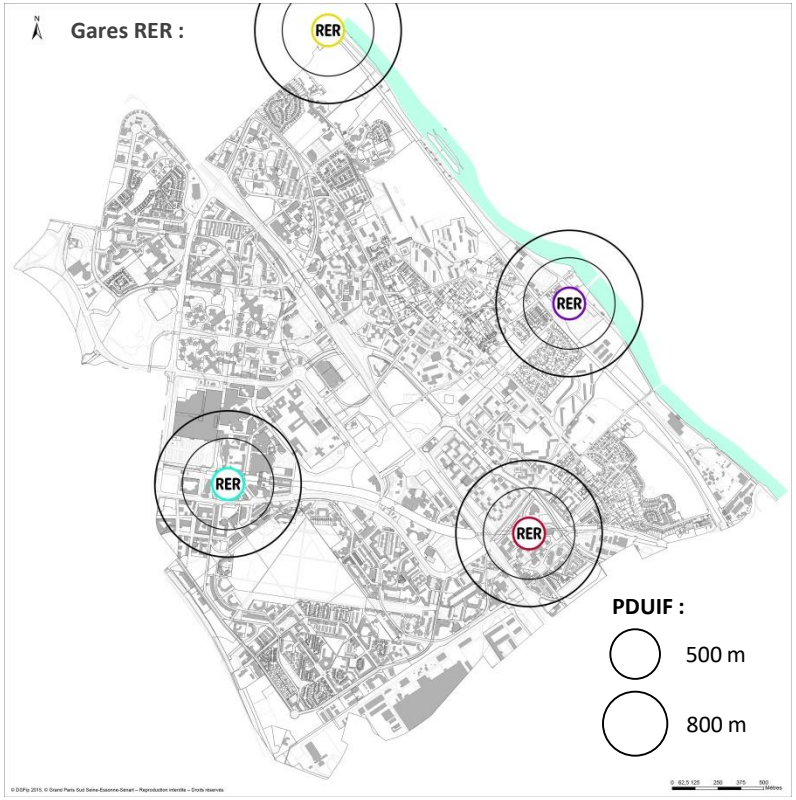
Le réseau ferré

La commune est desservie par deux branches du RER D, l'une en bord de Seine, l'autre sur le plateau, au niveau du centre urbain. La commune d'Evry compte 4 gares desservies par le Transilien :

- Evry –Courcouronnes dans le centre ville,
- Le Bras de Fer située dans le quartier du même nom, au sud-est de la commune,
- Evry qui se trouve en bord de Seine,
- Grand-Bourg, Orangis-Bois de l'Epine, sur la commune de Ris-Orangis au nord.

La ligne de RER D traverse la région Île-de-France du nord au sud, elle va de Creil, dans le Nord de Paris à Melun en Seine-et-Marne et Malsherbes dans le Loiret. Dans Paris, elle dessert la gare de Lyon, la station Châtelet-les-Halles et la gare du Nord. Elle offre des interconnexions avec les lignes, A, B, C et E du RER.
La ligne du RER D est un axe de desserte et de liaison important pour la commune. Cependant, elle connaît de nombreux dysfonctionnements (retards et annulations de trains) qui nuisent à sa fiabilité et au niveau de service rendu.

Depuis le 9 décembre 2018, le service annuel 2019 est mis en place sur le RER D. Ce dernier est modifié dans sa partie Sud et permet de proposer plus de trains à destination des gares d'Evry-Courcouronnes et du Bras-de-Fer. Le nouveau service annuel a pour objectif de limiter les reports des incidents sur la ligne, permettant, à terme, une amélioration de la régularité du service RER proposé.



Ligne D du RER :



Le projet du Tram 12 express

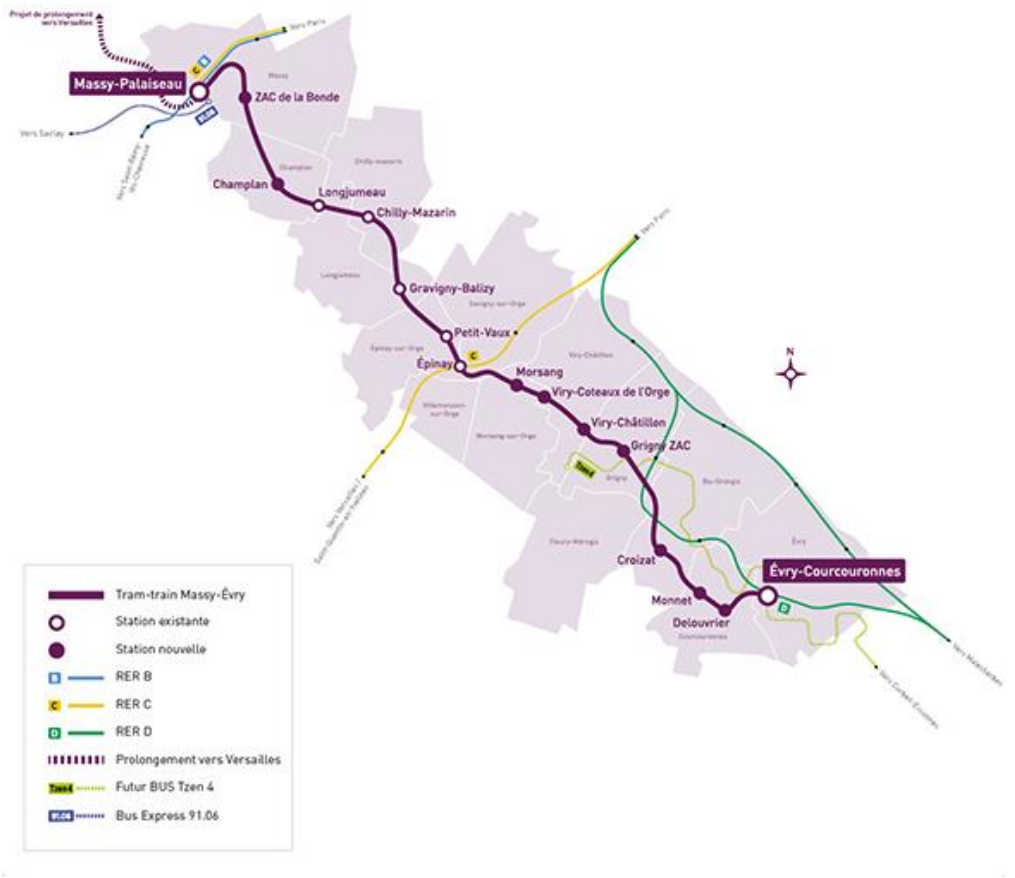
Le Tram 12 Express vise la création d'une liaison directe entre Massy-Palaiseau et Evry Courcouronnes en 39 minutes via les communes de Champlan, Longjumeau, Chilly-Mazarin, Epinay-sur-Orge, Morsang-sur-Orge, Viry-Châtillon, Grigny, Ris-Orangis et Courcouronnes.
L'opération du Tram 12 Express s'étend sur 20,7 km et compte 16 stations (dont 11 nouvelles). Elle consiste d'une part en la création d'une voie nouvelle sur le tronçon Epinay-sur-Orge / Evry-Courcouronnes (10,6 km) et d'autre part en l'aménagement d'une voie ferroviaire existante sur le tronçon Massy-Palaiseau / Epinay-sur-Orge (10,1 km), en substitution de l'actuelle mission Z6 du RER C. Le Tram 12 Express roulera à l'horizon 2022.
L'opération comprend :

- la réalisation de l'infrastructure
- la création de 11 nouvelles stations (2 sur le Réseau Ferré National et 9 sur la nouvelle infrastructure urbaine)
- la réalisation d'un atelier-garage sur les communes de Massy et Palaiseau
- la réalisation des équipements nécessaires à l'exploitation de la ligne.

Les objectifs de ce projet sont de favoriser les déplacements de banlieue à banlieue, d'améliorer le maillage du réseau de transports en commun et de relier deux pôles économiques majeurs Massy et Evry. Il s'agit également de proposer une alternative à l'utilisation de la voiture particulière, d'améliorer la desserte du territoire et de favoriser l'attractivité du territoire.

Parallèlement au chantier du Tram, la Communauté d'agglomération de Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart lance un vaste chantier de requalification des espaces publics, à partir de mars 2017, le long de la RD446. Cette opération qui concerne en majorité Courcouronnes, poursuit quatre principaux objectifs : libérer des terrains pour réaliser un nouveau projet urbain, transformer la RD 446 en boulevard urbain, réunifier le parc du lac et la ferme du Bois Briard, favoriser de nouvelles liaisons douces.

Tracé du futur Tram 12 express :



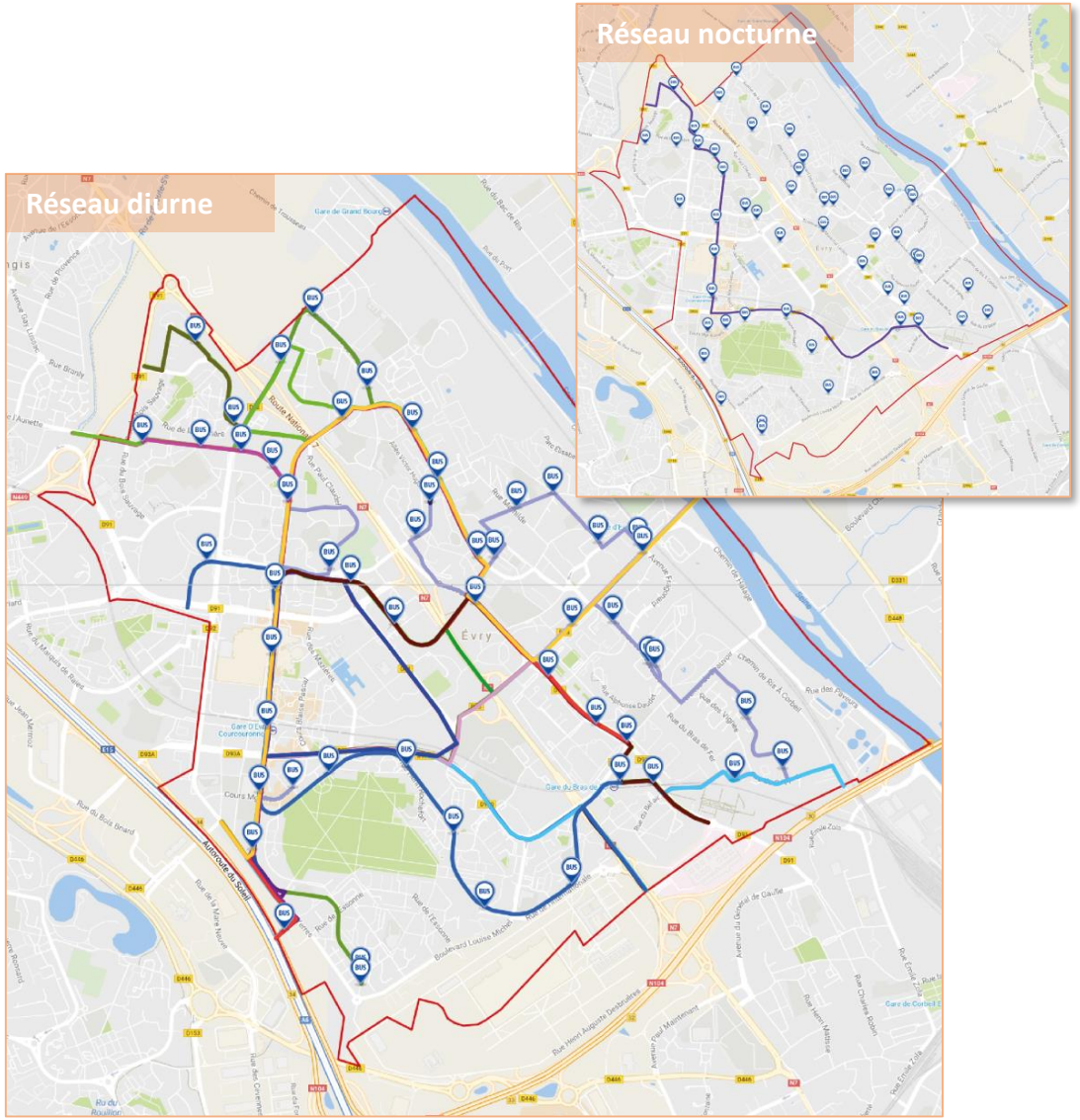
Le réseau de bus

Evry bénéficie d'un important maillage de bus notamment composé par :

- le réseau de ligne express interdépartemental exploité par Albatrans
- le réseau TICE qui assure la desserte locale du territoire Centre Essonne
- les lignes Noctilien assurant une liaison vers Paris en dehors des heures de fonctionnement des RER.

Le réseau est constitué par des voies en site propre au niveau du centre urbain, qui se prolongent sur les voiries banalisées sur le reste de la commune et les communes environnantes.

Le réseau de bus est exploité par les entreprises TICE et KEOLIS. La cohérence des déplacements à l'échelle d'un territoire de 3 Communautés d'Agglomération soit 13 communes étaient assurée par le SMITEC (Syndicat Mixte de Transport Essonne Centre) depuis 2003. Depuis 2016, c'est désormais Grand Paris Sud qui coordonne et harmonise l'offre de déplacements collectifs. Île-de-France Mobilités (anciennement STIF) demeure l'Autorité Organisatrice des Transports à l'échelle régionale.



Le réseau de bus

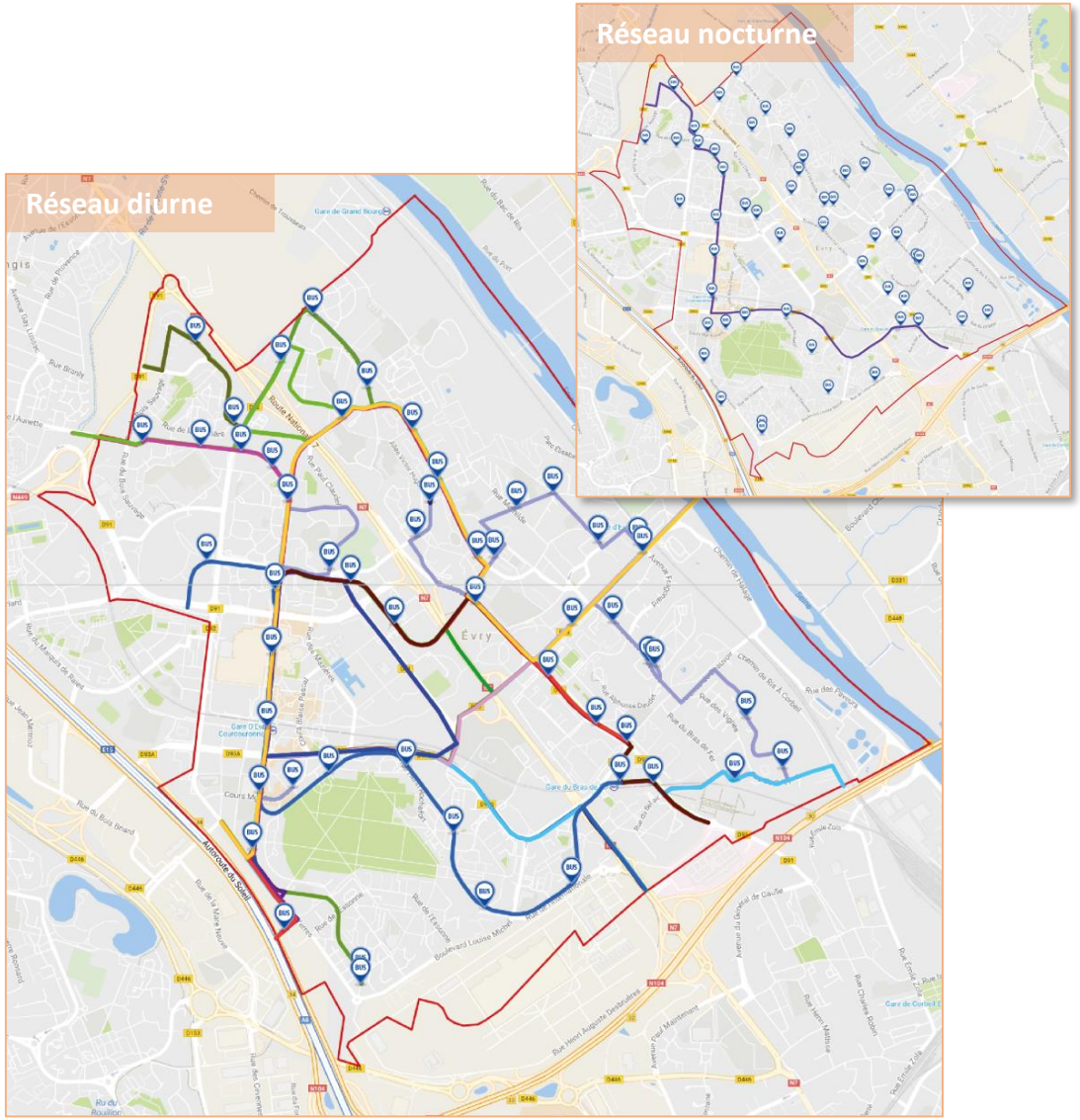
Au total, le réseau se compose de 23 lignes de bus, à savoir les lignes ci-dessous.

Les dessertes locales et structurantes pour le territoire :
- Ligne 407
- Ligne 408 (circulaire)

Les autres lignes de bus qui desservent Évry :

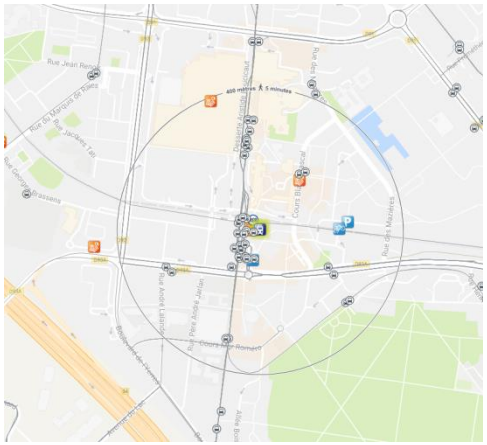
- Ligne 70-01 urbain
- Ligne 70-02
- Ligne 401
- Ligne 402
- Ligne 403
- Ligne 404
- Ligne 405
- Ligne 414
- Ligne 414D
- Ligne 415
- Ligne 416
- Ligne 453
- Ligne 50
- Ligne 24-06
- Ligne 24-11
- Ligne 24-12
- Ligne 70-01 scolaire
- Ligne 91-01
- Ligne 91-04
- Ligne 91-05
- Ligne 91-09
- 284-006

La ligne 402 est la plus fréquentée de la grande couronne, et atteint des limites en capacité, vitesse commerciale et régularité.



L'interconnexion et les correspondances entre les 4 gares RER du territoire et les bus sont relativement efficaces. En effet, les gares d'Evry-Coucouronnes, Evry-Val-de-Seine et du Bras de Fer sont respectivement desservies par 21, 5 et 7 lignes de bus. Seule la gare Grand-Bourg dispose de connexions limitées avec le réseau de bus, puisque seule la ligne 419 dessert cette gare.

Gare d'Évry - Courcouronnes



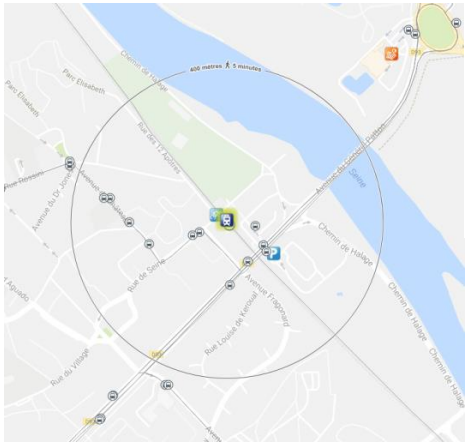
L'offre à 5 minutes

RER D

BUS 24-11 24-12 284-006 401 402 403 404 405 407 408 414 415 416 453 50 7001 7002 91-01 91-04 91-05 91-09

N N135 N144

Gare d'Evry-Val-de-Seine

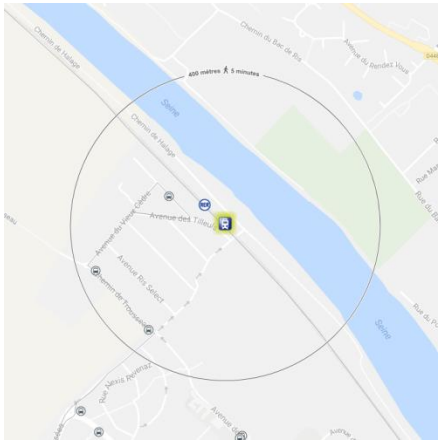


L'offre à 5 minutes

RER D

BUS 284-006 403 408 453 7002

Gare Grand-Bourg

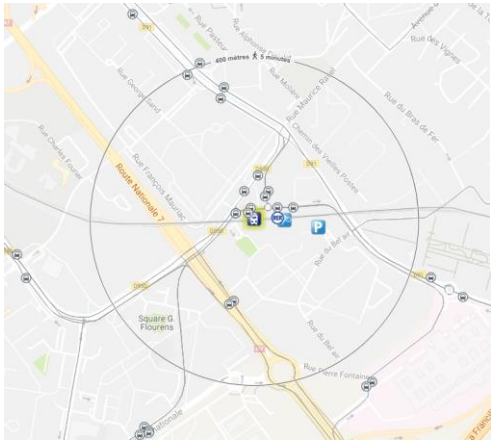


L'offre à 5 minutes

RER D

BUS 419

Gare Le Bras de Fer Evry Génopôle



L'offre à 5 minutes

RER D

BUS 284-006 401 402 404 408 50 7001

N N135 N144

La carte dévoile une bonne répartition des arrêts de bus sur le territoire communal. La plupart des quartiers bénéficient d'une desserte de proximité. En effet, la majorité du tissu urbain se trouve dans un périmètre de 200m autour d'un arrêt de bus.
Le réseau en site propre est très développé sur le territoire, il s'agit de l'un des acquis importants hérité de la ville nouvelle.
Cependant, certaines lignes montrent des dysfonctionnements qui peuvent se révéler contraignant pour l'utilisateur comme une fréquence de bus qui n'est pas suffisante ou des trajets qui sont longs au pro rata de la distance réelle (par exemple, la seule ligne directe entre la gare d'Évry Courcouronnes et Évry Val de Seine comporte un détour jusqu'au Champtier du Coq, ce qui crée un temps de trajet démesuré). De plus, d'une manière générale, le réseau de bus n'est pas considéré comme très efficient par les habitants, hors site propre.



Photos du réseau TICE à Evry


Bus en sites propres

Densité d'arrêts de bus :



Le projet du TZen4

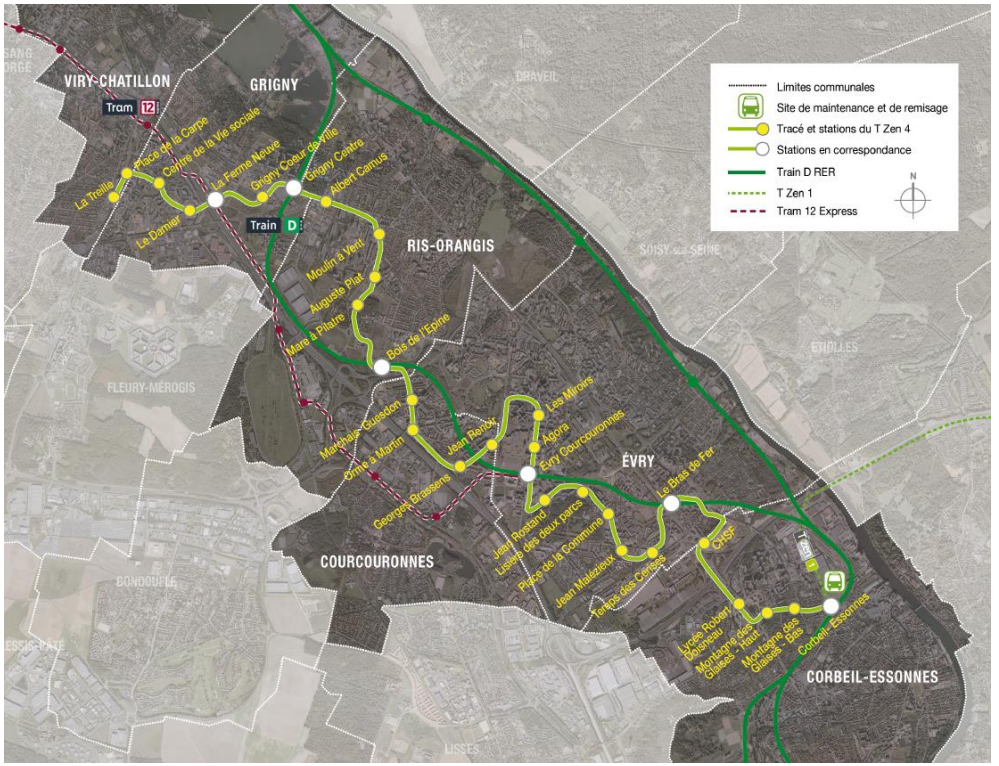
Face à la forte fréquentation de certaines lignes de bus dont la ligne 402, le TZen4 a comme objectif d'offrir une plus grande régularité, et un meilleur confort, aux usagers.
Le T Zen est un mode de transport à part entière, de performances analogues à celles d'un tramway. Le TZen4, sera quasi exclusivement en site propre. Une partie de cette voie est déjà réalisée (utilisée par le bus 402), d'autres tronçons sont en cours d'achèvement dans le cadre de grands projets de rénovation urbaine
Il desservira 30 stations distantes de 500 m en moyenne, dans 6 communes, pour un parcours de 14,3 km. La fréquence sera de 4 mn en heures de pointe et 8 mn en heures creuses, avec une amplitude horaire de 5 h à 1 h tous les jours. 47 000 voyageurs sont attendus par jour.
Afin d'anticiper les évolutions ultérieures de fréquentation voyageurs, le projet sera conçu de manière à ne pas prévoir d'aménagements qui seraient incompatibles avec une évolution vers un mode de tramway.

Plusieurs correspondances sont prévues, à savoir avec :
- Le RER D (dans la commune, aux stations Evry Courcouronnes Centre et le Bras de Fer)
- Le T Zen 1 à la station Corbeil-Essonnes
- Le futur Tram 12 Express
- 37 lignes de bus

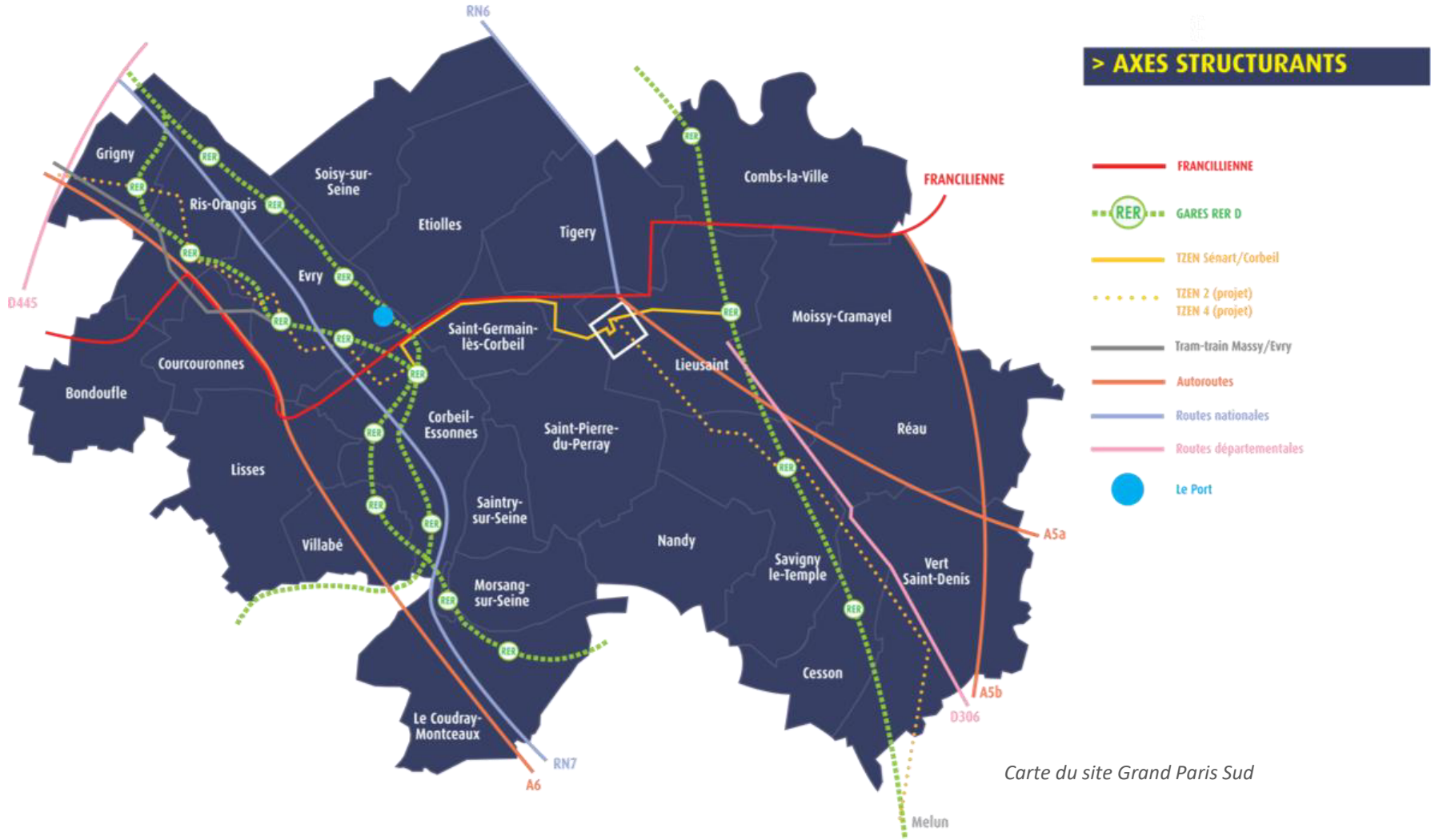
Par ailleurs, des espaces de stationnement pour les vélos seront aménagés à proximité de chaque station du Tzen4.

Les travaux devraient avoir lieu en 2019 et 2020 pour une mise en service prévue en 2022.

Tracé du Tzen 4 :



Carte des infrastructures de transport à l'échelle de l'agglomération



Carte du site Grand Paris Sud

Les mobilités douces

La Ville d'Évry dispose de 10 zones piétonnes dont l'accès est strictement réglementé pour les véhicules :

- le cours Blaise Pascal
- la rue Bonaparte
- les abords de l'école Alexandre Dumas
- la place de la Commune
- la rue du Dragon
- la place des Droits de l'Homme et du Citoyen
- la place Mendès-France
- la rue Montespan
- la place des Terrasses
- la rue Rosenberg
- Les berges de Seine
- Chemin de Halage



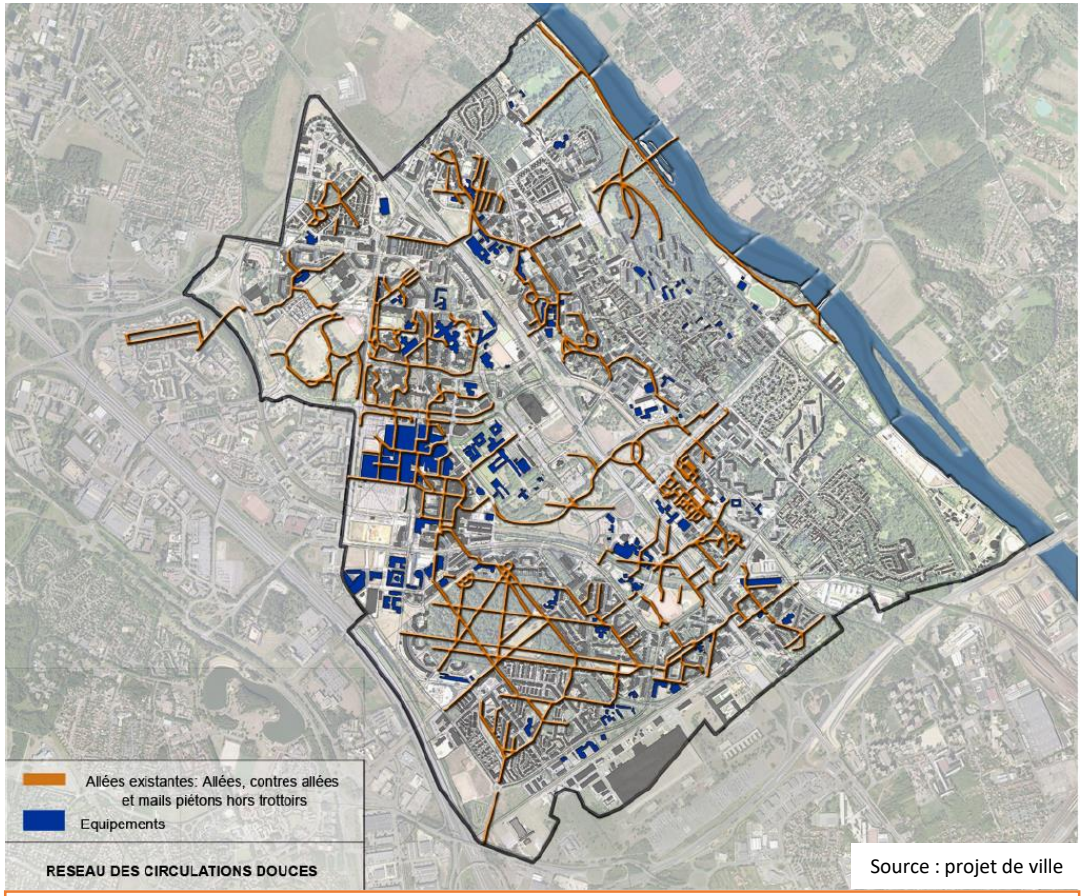
Boulevard de l'Europe, rue où est appliqué le principe de séparation des flux et où coexistent cyclistes, piétons et automobilistes.

Les circulations douces pour piétons et vélos sont importantes pour la ville d'Evry, notamment dans la conception des quartiers de la ville nouvelle (principe de séparation des flux). La trame des circulations douces d'Evry a été pensée comme un lieu de convivialité, protégée de la circulation automobile et adaptée aux activités de proximité. Elle assure la continuité entre les quartiers, l'accessibilité aux équipements publics et la desserte des logements.

L'organisation et la conception du réseau de circulations douces diffèrent selon les quartiers :

- Dans le village, les circulations douces présentent une conception traditionnelle. Les circulations piétonnes se font sur les trottoirs le long des voies, les différents modes de déplacement se partagent les mêmes espaces.

Carte des circulations douces :



Source : projet de ville

Les grands axes du Plan de Déplacements Inter Entreprises/Administrations (PDIEA) du quartier Evry Courcouronnes sur les modes actifs :

- *Communiquer sur le réseau existant*
- *Sécuriser le réseau existant*
- *Mailler le réseau cyclable*
- *Prévoir des aires de stationnement*
- *Pôle multi-services vélo*

- Dans les quartiers construits dans le cadre de la ville nouvelle, beaucoup de routes sont dépourvues de trottoirs, les piétons et les cyclistes circulent sur un réseau à part, aménagé au niveau du sol, sur dalle ou en galerie. Ce sont les espaces de circulation piétonne réalisés en galerie ou sous forme de coursives qui présentent les plus grands dysfonctionnements en terme de fréquentation et de sécurité.
- Dans les quartiers récents, le réseau de circulations douces est réalisé selon une organisation traditionnelle. Les flux routiers, piétons et cyclistes sont séparés, mais ils se partagent un même espace, aménagé sur un même niveau.

Cependant, ce réseau manque parfois d'entretien ce qui rend peu agréable l'utilisation de certains chemins et passages. La séparation des flux de déplacements permet de sécuriser les déplacements des piétons et des cyclistes. Cependant, elle pose parfois des problèmes de perception et de fluidité du réseau de circulations douces. Ainsi, en raison d'un manque de lisibilité des points de connexion entre les différents niveaux, le passage de l'un à l'autre n'est pas toujours clair et aisé.

Les déplacements piétons sont parfois difficiles au niveau du sol car plusieurs voies importantes sont dépourvues de trottoir. La continuité des pistes cyclables est également un point à prendre en compte pour de futures améliorations. Le développement de parcs de stationnement sécurisés devrait permettre une plus forte utilisation du vélo par les évryens.

Ces dernières années, plusieurs réalisations et aménagements ont eu pour objectif d'améliorer et de compléter le maillage existant ou encore de connecter les différents quartiers entre eux, comme ce fut par exemple le cas aux Pyramides et au quartier Bois Sauvage. Le mail Jules Ferry fait ainsi figure d'exemple.

Par ailleurs, les grands projets urbains ont mis en avant les déplacements doux. Ce fut le cas dans le cadre du projet centre-ville avec des aménagements piétons importants.

La reconquête des bords de Seine a également permis de développer les circulations douces avec l'aménagement d'un chemin « au fil de l'eau ».

Le réseau de circulations douces d'Evry s'inscrit dans le cadre plus large du réseau de circulations douces d'intérêt communautaire.

Le plan vélo de Grand Paris Sud, initié en 2018, proposera une stratégie déployée sur 6 ans permettant de sécuriser et d'encourager les déplacements des cyclistes au quotidien. Le plan d'actions permettra d'engager notamment des travaux de création d'aménagements cyclables, de pose de stationnement vélo et de signalisation directionnelle.

Le département de l'Essonne a adopté son plan vélo le 28 mai 2018. La priorité de ce plan vélo est donnée aux déplacements de proximité en favorisant la desserte des gares, grands équipements départementaux et principaux pôles d'emploi et d'éducation. De plus, ces dernières années, il a engagé plusieurs initiatives pour la promotion et le développement des modes doux et alternatifs : le Schéma Directeur Départemental des Circulations Douces (SCDDCD) et complété en 2009 par une Charte départementale des circulations douces. Le SCDDCD présente un caractère diversifié et complexe, parfois enchevêtré, notamment en raison des dénivelés et des passages sur dalles. Cette complexité est une richesse qui permet une grande liberté dans les pratiques et les usages.

Enfin, au niveau régional, un plan vélo a été lancé. Approuvé par l'Assemblée régionale le 18 mai 2017, il se concentre sur la pratique utilitaire du quotidien et l'apport de réponses concrètes aux attentes des usagers. Les aides de la Région se concentreront sur les territoires dotés d'un document définissant leur stratégie cyclable (ou souhaitant l'élaborer), afin de disposer d'une vision d'ensemble du territoire sur les enjeux d'aménagement (liaisons cyclables et infrastructures), d'équipement (stationnement, jalonnement), de services et de promotion du vélo.

2/ Les équipements

Les équipements administratifs

Evry, commune centre de près de 52 500 habitants et préfecture de l'Essonne, dispose de nombreux équipements sur son territoire, dont des équipements à vocation intercommunale, au rayonnement départemental voire régional.
Évry accueille un grand nombre de services administratifs :

- La préfecture de l'Essonne et les nombreux services qui y sont rattachés
- Le Conseil Départemental de l'Essonne
- Le siège de la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud

Le centre urbain accueille la part la plus importante de ces grands équipements. S'y ajoutent :

- **Les directions départementales :**

- Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,
- Direction départementale des services vétérinaires,
- Direction départementale des affaires sanitaires et sociales,
- Direction départementale de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, Immeuble Aguado,
- Direction départementale des Territoires,
- Direction départementale de la sécurité publique,
- Direction départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes,

- **Les équipements dédiés à la justice :**

- Le tribunal de Grande Instance d'Evry,
- Le tribunal d'Instance d'Evry,
- Conseil de Prud'hommes d'Evry,
- Le greffe du tribunal de commerce,

Equipements administratifs d'échelle supra communal :



Plusieurs services et équipements d'échelle supra communale concernant la santé, la famille, l'emploi sont également implantés à Evry, à savoir :
- La Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM),
- La Caisse d'Allocations Familiales d'Essonne (CAF),
- L'URSSAF - Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales,
- Pôle Emploi,

Dans le domaine de l'éducation et de la culture, Évry est également dotée d'équipements au rayonnement intercommunal comme le Centre départemental de documentation pédagogique situé place de l'Agora.

Si le centre urbain concentre la plupart de ces grands équipements, d'autres administrations sont implantées dans différents quartiers afin d'assurer un service de proximité. Parmi les équipements administratifs à l'échelle communale ou de quartier, peuvent être cités :

- **Dans le domaine de la sécurité et justice :**
- Une police municipale située place du Parc aux lièvres,
- Une gendarmerie nationale, rue Jean Malézieux,
- Un hôtel de police qui se trouve boulevard de France

- **La mairie principale et les mairies annexes :**

La mairie principale se situe dans le centre administratif de la ville, place des Droits de l'homme et du citoyen. Elle est complétée de trois mairies annexes, à savoir :
- Une mairie annexe Parc aux Lièvres, située place du Parc aux Lièvres
- Une mairie annexe Evry-village qui se trouve place du général de Gaulle
- Une mairie annexe des Pyramides, square Jacques Prévert

Un centre technique municipal est également présent, boulevard Louise Michel.

Equipements supra communaux :


Siège Grand Paris Sud


TGI d'Evry


Préfecture de l'Essonne

- **Les bureaux de poste :**

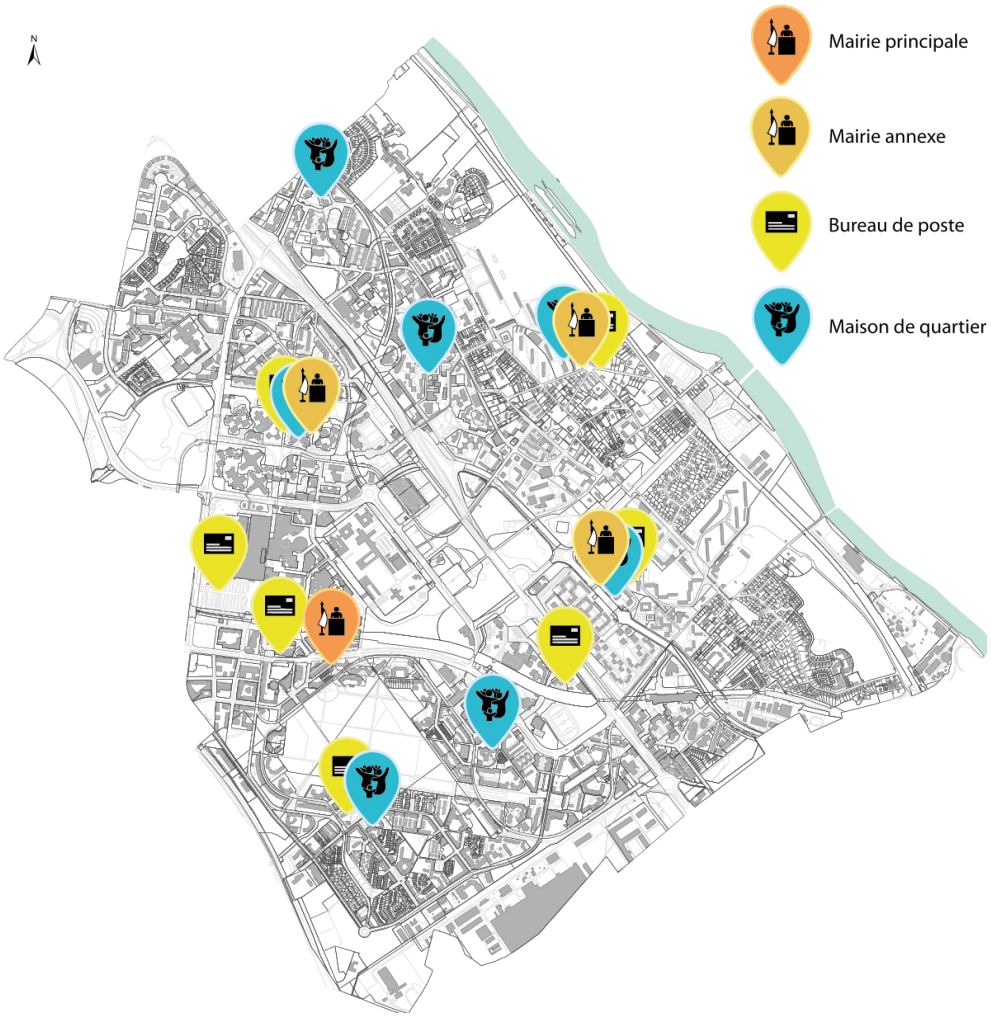
Cinq bureaux de poste sont implantés sur le territoire :
- Un bureau de poste dans le centre, boulevard des Coquibus
- Un bureau de poste à Evry Village, place du Général de Gaulle
- Un bureau de poste quartier des Aunettes, place des Aunettes
- Un bureau de poste au Parc aux Lièvres, place du Parc aux Lièvres
- Le bureau de poste (Recette principale), place des Terrasses de l'Agora

À ces équipements administratifs de proximité s'ajoutent les maisons de quartier. Il s'agit de structures municipales de proximité qui sont des lieux d'échange et de découverte, ouvertes aux Évryens de tous les âges et de tous les quartiers. Animées par des équipes professionnelles, elles offrent des services dans différents domaines. Ces maisons de quartier sont au nombre de huit sur le territoire :
- La Maison de quartier des Aunettes
- La Maison de quartier du centre-ville
- La Maison de quartier des Épinettes
- La Maison de quartier Bois Sauvage – Bois Guillaume
- La Maison de quartier Évry Sud
- La Maison de quartier Champs-Élysées
- La Maison de quartier Village – Aguado – Petit Bourg et Champtier du Coq
- La Maison de quartier Jacques Prévert – Pyramides

Mairie d'Evry



Equipements administratifs de proximité :



Les équipements de petite enfance

À Evry, l'offre en équipements petite enfance est diversifiée, avec des structures variées, et répartie de manière homogène sur le territoire. Elle se compose :

- d'une crèche départementale, située avenue de la Préfecture
- d'un relais assistantes maternelles, place du Parc aux Lièvres
- de deux crèches familiales pour une capacité d'accueil totale de 160 places. Il s'agit de :
    - la crèche familiale Aguado (80 enfants), située rue Eugène Delacroix,
    - la crèche familiale du Parc aux Lièvres, 80 enfants, rue François Mauriac.
- de crèches parentales associatives avec :
    - la crèche parentale associative les Pit'chounes, située impasse de la Chalouette, qui accueille 14 enfants,
    - la crèche parentale associative les Bout'Choux, square Camille Langevin, qui accueille également 14 enfants.
- de crèches collectives. Au total, on dénombre 5 crèches collectives sur le territoire pour une capacité d'accueil de 232 enfants :
    - la crèche collective des Pyramides (30 places), située place Salvador Allende
    - la crèche collective du Bras de Fer, impasse Christophe Colomb, qui accueille 65 enfants. Celle-ci sera transférée, courant 2019, dans des locaux neufs au sein d'un programme en cours de réalisation en face de la gare.
    - La crèche collective des Champs Elysées qui propose 65 places
    - la crèche collective de l'Agora (42 places)
    - la crèche collective de La Coccinelle, située avenue de la Préfecture qui accueille 60 enfants
- de haltes-garderies pour un total de 42 places :
    - Halte-garderie Beb Essonne, 12 places, située rue Jean Mermoz
    - Halte-garderie Les Galipettes, place de la Commune, de 15 places
    - Halte-garderie Les Diablotins, 15 places, rue François Mauriac

Equipements petite enfance :



Les équipements scolaires

Les équipements scolaires sont nombreux et répartis dans les différents quartiers de la ville. Au total, Evry compte :
- 21 écoles maternelles
- 22 écoles élémentaires
- 6 collèges
- 6 lycées

Les groupes scolaires :
- Groupe scolaire Aimé Césaire, inauguré en 2016.
- Groupe scolaire Marco Polo, allée Marco Polo
- Groupe scolaire du Mousseau, rue Pasteur
- Groupe scolaire Georges Lapierre, impasse de la Juine
- Groupe scolaire Condorcet, chemin des 2 Prés
- Groupe scolaire Nicolas Jacques Conté, rue de l'École
- Groupe scolaire la Communale, rue Henri Rochefort
- Groupe scolaire la Lanterne, rue Henri Rochefort
- Groupe scolaire le Temps des Cerises, mail du Temps des Cerises
- Groupe scolaire du Bois Guillaume, allée du Roi Arthur
- Groupe scolaire Françoise Dolto, allée Jacques Monod
- Groupe scolaire les Coquibus, allée Jean Rostand
- Groupe scolaire Champs Elysées, rue de Sion
- Groupe scolaire Maurice Genevoix, allée Jules Vallès
- Groupe scolaire Levasseur, rue Mathilde
- Groupe scolaire du Parc aux Biches, avenue du Parc aux Biches

Les écoles maternelles :
- Ecole maternelle La Fontaine, rue François Mauriac
- Ecole maternelle Lamartine, square Lamartine
- Ecole maternelle Petit Dragon, square du Dragon
- Ecole maternelle Poule Rousse, rue de la Poule Rousse
- Ecole maternelle Aguado, allée Paul Gauguin

Les écoles élémentaires :
- Ecole élémentaire François Mauriac, rue François Mauriac
- Ecole élémentaire Jacques Cartier, rue Montespan
- Ecole élémentaire Alexandre Dumas, rue Bonaparte
- Ecole élémentaire Jules Verne, rue Champollion
- Ecole élémentaire Maréchal Leclerc, rue du Château
- Ecole privée élémentaire Maria Montessori
- Ecole privée élémentaire Sainte Mathilde, boulevard Aguado

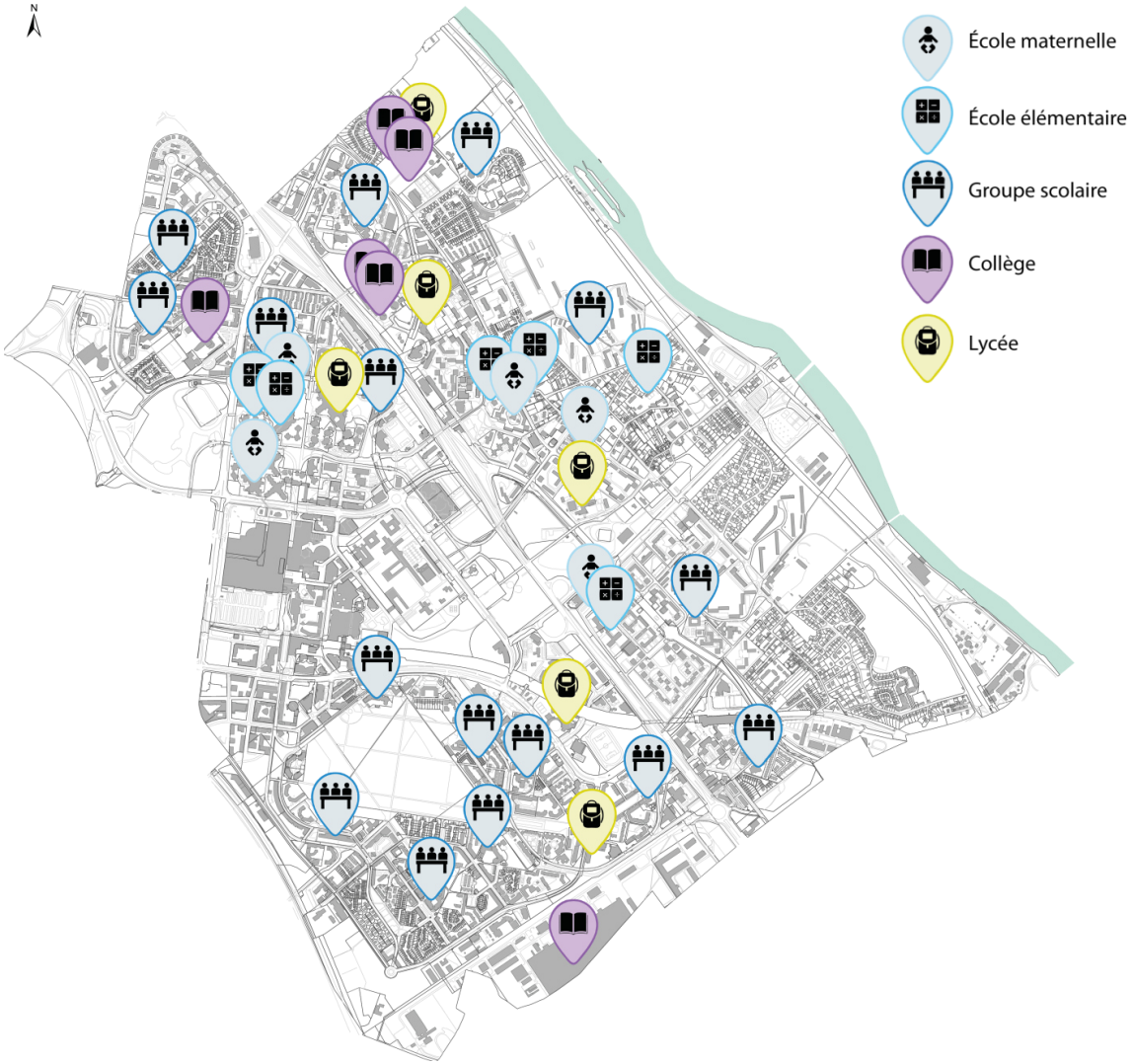
Les collèges :
- Collège Paul Eluard, rue Charles Fourier
- Collège Montesquieu, allée Montesquieu
- Collège Le Village, rue du Village
- Collège des Pyramides, place Aristide Briand
- Collège Galilée, 6-7 boulevard Louise Michel
- Collège privé Notre Dame de Sion, avenue de la Liberté

Les lycées :
- Lycée du Parc des Loges, rue Jean Anouilh
- Lycée privé Notre Dame de Sion, avenue de Ratisbonne
- Lycée professionnel Auguste Perret,
- Lycée professionnel Charles Baudelaire,
- Lycée privé professionnel Saint Jean, avenue de Ratisbonne
- Ecole technique SNECMA, route privée Eglise de Jésus Christ des Saints des Derniers Jours

De nombreux établissements scolaires ont été réalisés lors de la création de la Ville Nouvelle et la ville doit aujourd'hui faire face à un vieillissement de ces structures. Des travaux de réhabilitation et de rénovation, notamment dans le cadre de programmes ANRU, ont eu lieu ces dernières années. Cet effort doit être poursuivi dans les années à venir.

Diagnostic territorial

Equipements scolaires:









En plus des structures primaires et secondaires allant de la maternelle aux lycées, Évry accueille sur son territoire une université : l'Université d'Évry-Val-d'Essonne .

Cette université fait partie des 4 universités nouvelles créées en 1991 en Île-de-France. Elle accueille aujourd'hui environ 10 000 étudiants.

L'université emploie :
- 426 enseignants et enseignants-chercheurs
- 45 enseignants professionnels associés (université-entreprise)
- 420 personnels administratifs et techniques

Elle est composée de 5 Unités de Formation et de Recherche (UFR) :
- UFR de « Droit et de Science Politique» (DSP)
- UFR de « Sciences de l'Homme et de la Société » (SHS)
    - gestion - administration économique et sociale
    - histoire
    - sociologie
    - économie
- UFR de « Langues, Arts et Musique » (LAM)
    - arts - musique
    - langues étrangères appliquées
- UFR de « Sciences Fondamentales et Appliquées » (SFA)
    - biologie
    - chimie
    - informatique
    - mathématiques
    - physique
    - sciences et techniques des activités physiques et sportives
- UFR de « Sciences et Technologies » (ST)
    - sciences et technologies
    - sciences pour l'ingénieur

En plus de ces UFR, vient s'ajouter une école d'ingénieurs spécialisée dans l'informatique, l'industrie et l'entreprise : l'ENSIIE (Ecole Nationale Supérieure d'Informatique pour l'Industrie et l'Entreprise).

Ces UFR proposent un total de :
- 14 mentions de Licence
- 8 DUT
- 2 DEUST
- 40 Licences professionnelles
- 14 mentions de Master

Concernant la recherche, l'Université d'Évry a un nombre de laboratoires conséquent. En effet, 18 laboratoires de recherche labellisés sont implantés sur la commune et sont impliqués dans 7 école doctorales partagées avec la COMUE Paris-Saclay. De plus, l'université est membre du pôle scientifique Évry Val-de-Seine (PSEVS) et de plusieurs pôles de compétitivité nationaux et mondiaux tels qu'ASTech, Medicen santé, System@tic, Finance Innovation et Cap Digital. Elle développe aussi de nombreux partenariats dans le cadre des domaines d'intérêt majeur (DIM) de la région Île-de-France.



Les équipements périscolaires

L'accueil périscolaire s'effectue dans les différents groupes scolaires de la ville avant et après la classe ainsi que, les mercredis et vacances scolaires, au sein des centres de loisirs. Au total, 12 centres de loisirs répartis dans les différents quartiers de la ville permettent l'accueil des enfants de la commune, à savoir :

- Le centre de loisirs Bois Guillaume (maternelle et primaire), rue Emile Roux
- Le centre de loisirs Victor Hugo (maternelle), rue Descartes
- Le centre de loisirs Queneau (maternelle), allée Raymond Queneau
- Le centre de loisirs Perrault (maternelle), rue François Mauriac
- Le centre de loisirs Malezieux (maternelle), allée de la Butte Rouge
- Le centre de loisirs La Lanterne (maternelle), rue Henri Rochefort
- Le centre de loisirs Parc aux Biches (primaire), avenue du Parc aux Biches
- Le centre de loisirs Océane (primaire), rue Bonaparte
- Le centre de loisirs Mousseau (primaire), rue Molière
- Le centre de loisirs Lapierre (primaire), allée de la Butte Rouge
- Le centre de loisirs Berlioz (primaire), rue Agnès de la Barre de Nanteuil
- Le centre de loisirs Savary (primaire), rue Pierre et Marie Curie

Equipements périscolaires :



Les équipements sportifs

La ville d'Evry dispose de structures permettant la pratique de nombreuses activités sportives ou de loisirs. Les équipements sportifs de la ville sont nombreux et répondent à différents besoins avec des équipements au rayonnement intercommunal et des équipements de proximité, mais aussi des équipements utilisés par les scolaires ou encore les associations sportives. L'offre en équipements sportifs se compose :

- **de salles omnisports et gymnases :**

9 gymnases, ou salles omnisports :

- L'espace Omnisports aux arènes de l'Agora
- Le gymnase Piat, allée Eugène Piat. *Activités : Football de table (baby foot) - Gymnastique volontaire, Yoga*
- Le gymnase André Thoison, Rue Charles Fourier. *Activités : Football - Base ball - Athlétisme - Musculation - Trampoline - Judo - Ju jitsu - Handball - Speedminton*
- Le gymnase les Écrins, allée de l'Ami du peuple. *Activités : Basket-ball - Escalade*
- Le gymnase du Champtier du Coq (Descartes), place Victor Hugo. *Activités : Baseball - Volley ball*
- Le gymnase Le Village, boulevard Decauville. *Activités : Cricket - Handball - Athlétisme - Tennis de table*
- Le gymnase Bonaparte – Bonaparte, 206 rue Bonaparte. *Activités : Base ball - Speedminton*
- Le gymnase Carpentier - Champs Elysées, Allée Victor Hugo/rue Baudelaire. *Activités : Full contact - Kickboxing - Karaté - Viet vo dao - Basket - Danse Hip hop*
- Le gymnase du Parc aux Lièvres (François Mauriac), rue Georges Sand. *Activités : Handball - Kung-fu - Capoeira - Danse de société - Art du déplacement*

- **de stades et complexes sportifs :**

4 stades ou complexes sportifs :

- Le stade Jacques Desroys du Roure, rue Pissonnier. *Activités : Football - Tennis*
- Le complexe sportif André Toison, rue Charles Fourier
- Le complexe sportif du Parc des Loges, parc des Loges qui récemment été réaménagé. *Activités : Handisport tennis de table - Handifootsal - Futsall - Taekwondo - Aïkido - Viet vo dao - Football américain - Krav-maga - Retraite sportive*
- Le complexe sportif Jean-Louis Moulin, rue Montespan. *Activités : Boxe française - Gymnastique rythmique - Aérobic - Pétanque - Football - Danse Hip Hop*

Ce dernier a été réalisé récemment, dans le cadre du programme de rénovation urbaine du quartier des Pyramides. Il est complété d'une maison des sports.

- **de piscines :**

Evry dispose de 2 piscines sur son territoire :

- La piscine Jean Taris, rue Alexandre Soljenitsyne. *Activités : Grand bassin - Pataugeoire - Aire de repos extérieure - Tennis de table*
- La piscine espace forme, place de l'Agora. *Activités : Toboggan - Grand bassin - Piscine d'initiation*

Par ailleurs des locaux et aménagements le long de la Seine permettent au Cercle Nautique d'Evry de pratiquer la navigation fluviale.

- **d'une patinoire :**

Il s'agit de la patinoire François Le Comte, située place de l'Agora.

Diagnostic territorial

Equipements sportifs :




Le complexe sportif Jean-Louis Moulin


La piscine de l'Agora


La patinoire

Les équipements culturels

La ville d'Evry accueille un nombre important d'équipements culturels, dont des équipements au rayonnement intercommunal. L'offre en équipements culturels d'Evry se compose :

- **Des équipements à vocation intercommunal de l'Agora**,

L'Agora accueille une certaine concentration d'équipements culturels au large rayonnement avec :

- Les Arènes de l'Agora qui est un équipement de la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud. Cette salle polyvalente, inaugurée en 1975, située dans le centre commercial de l'Agora a une capacité totale de 2 800 places.
- Le Théâtre de l'Agora. Scène nationale d'Évry et de l'Essonne, elle présente des spectacles au sein du théâtre, dans l'espace public ou en itinérance sur toute l'Essonne. À proximité du Centre commercial Evry 2, inclus dans un ensemble d'équipements dédiés aux sports et loisirs (cinéma, Arènes, piscine, patinoire…), le Théâtre de l'Agora regroupe deux salles (654 et 240 places), une galerie d'exposition, deux studios de répétition, un restaurant. Le Théâtre de l'Agora propose une programmation de théâtre actuel dans toute sa diversité ; de musiques et danses du monde ; de formes populaires de cirque ou marionnettes ; à destination du public jeune et adolescent ; de projets participatifs.
- La médiathèque de l'Agora. Située à l'entrée du centre commercial de l'Agora, à proximité du cinéma, du théâtre et de la gare, la médiathèque propose, en accès libre et à l'emprunt, un large éventail de romans, de BD et mangas, de journaux et revues, de documents notamment en langues étrangères, de CD et partitions, de DVD et Blu-Ray, de jeux vidéo pour tout public, au sein d'espaces dédiés. L'offre, enrichie régulièrement, est complétée par des espaces et postes de travail donnant accès gratuitement à Internet et à la Wifi.

Cet espace permet aux évryens :

- de participer à de nombreux événements : heures des bébés et des maternelles, projections de vidéos, rencontres avec des auteurs, conférences, initiations numériques, game party. L'animation de la médiathèque donne lieu à des spectacles à l'espace jeunesse et les show cases à l'espace musique.
- De disposer d'un cinéma. Il s'agit d'un cinéma CGR, composé de dix salles, d'une capacité totale de 2 000 places qui se trouve au cœur du centre commercial Evry 2.

L'Agora, et en particulier le théâtre, vont faire l'objet de travaux de rénovation et de modernisation dans les prochains mois.


Les arènes de l'Agora


La médiathèque de l'Agora



Le Théâtre de l'Agora

D'autres équipements culturels, et notamment quelques équipements novateurs :

- **La Halle du Rock,**

La Halle du Rock, concept novateur à sa création en 1989, fonctionne comme un label ou une maison de disques à dimension intercommunale. C'est un espace adapté aux besoins des musiciens avec 4 salles de répétition, un studio d'enregistrement et un accueil administratif situé à la Communauté d'agglomération. Des concerts à thème sont régulièrement organisés pour les groupes de la Halle du Rock.

- **L'Ecole nationale de musique et de danse (ENMD)**

Créé en 1979, cet établissement au rayonnement départemental fait aujourd'hui partie du réseau des conservatoires de l'agglomération. Il propose un apprentissage de la musique, de la danse et de l'art dramatique ainsi que l'opportunité de développer sa pratique ponctuelle. Ouvert à tous, le conservatoire donne accès à un répertoire varié et à un grand choix d'apprentissage et de pratiques artistiques.

Par ailleurs, des dispositifs de promotion de la culture ont été mis en place, à l'image de :

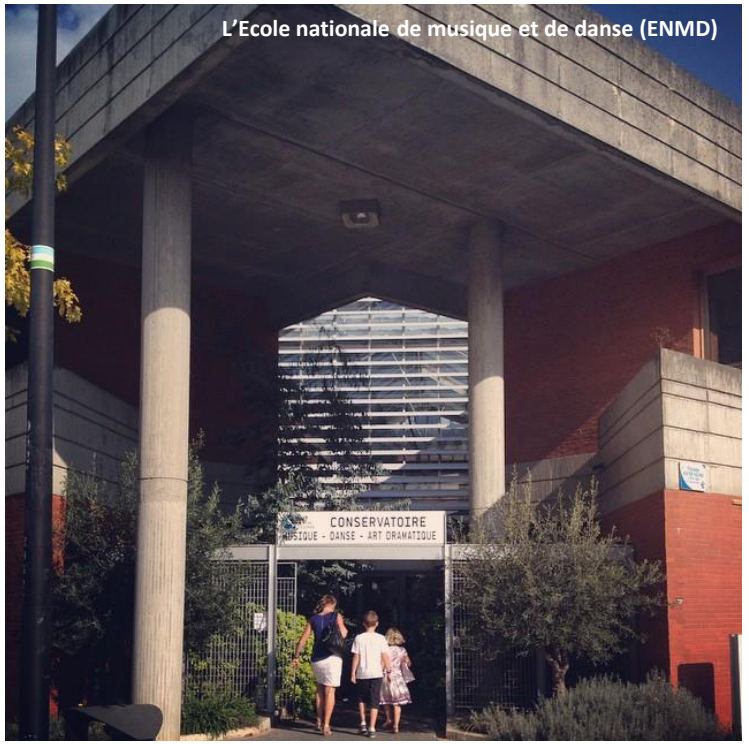
- **L'Université du temps libre**

L'Université du Temps Libre Essonne a été créée en 1999. Elle a pour objet de « favoriser l'accès des personnes de tous âges, en particulier celles qui ont réduit ou cessé leurs activités professionnelles, aux activités culturelles et artistiques, à l'enseignement, à la recherche, à la formation permanente », en liaison avec les centres de formation supérieure, les établissements d'enseignement supérieur et notamment, l'Université d'Evry (UEVE), avec laquelle elle est liée depuis sa création par une convention de partenariat. L'UTL-Essonne propose aujourd'hui à plus de 2 800 adhérents environ 1 300 séances d'activités par an : conférences, cours, langues et visites dont une très grande partie est organisée au sein même de l'UEVE.

- **L'École des Arts**

Destinée aux 8-11 ans, l'École des Arts propose un premier éveil aux pratiques artistiques.

Enfin, la Ville d'Évry organise de nombreux événements culturels tout au long de l'année, comme le carnaval, la fête de la musique ou encore la semaine bleue.



L'Ecole nationale de musique et de danse (ENMD)

Enfin, d'autres équipements de proximité viennent compléter cette offre avec :

- **L'atelier d'arts plastiques**
- **Le conservatoire municipal de musique**
- **La salle polyvalente Victor SCHOELCHER**
- **2 bibliothèques :** la Bibliothèque du CLAE, située rue de la Poule Rousse et la bibliothèque des Aunettes, Impasse de la juine.

Par ailleurs, Evry offre de nombreux équipements à destination des jeunes, à savoir :

- **La M.J.C,** située place du général de Gaulle
- **Plusieurs espaces ados,** répartis dans les différents quartiers de la ville :

- L'espace ados du centre ville, allée Jean Rostand
- L'espace ados du Bois sauvage, allée Jacques Monod
- L'espace ados des Pyramides, place Salvador Allendé
- L'espace ados de Champtier du Coq, rue Montespan
- Le centre social et culturel du parc aux lièvres avec un espace ados
- Le centre social des Epinettes qui comprend également un espace ados
- Le centre social Jacques Prévert, situé square Jacques Prévert

Les maisons de quartier sont également des équipements supports de l'activité culturelle de la ville.

Autre équipement culturel plus spécifique, Evry accueille le Musée Paul-Delouvrier. Il est implanté au sein de la cathédrale de la Résurrection. Inauguré en 2007, le musée est organisé sur trois niveaux de galeries auxquels s'ajoutent des espaces d'exposition en sous-sol. Il accueille des collections d'art contemporain, d'art africain, ainsi que d'art sacré.

Equipements culturels :



Les équipements sociaux et santé

De par son statut de ville centre et préfecture, Evry accueille de nombreux équipements et services dans le domaine social ou de la santé.

Dans le domaine de la santé, la ville bénéficie de la proximité du centre hospitalier Sud Francilien. Cet établissement est né de la fusion en 1999 des hôpitaux « Louise Michel » (Evry/Courcouronnes) et « Gilles de Corbeil » (Corbeil-Essonnes). Depuis 2012, ses principaux services de soins en médecine, chirurgie obstétrique, psychiatrie et soins de suite ainsi que la réadaptation sont regroupés dans un bâtiment neuf implanté à la jonction de Corbeil-Essonnes et Evry.
Il s'agit du premier groupe hospitalier public du département de l'Essonne qui assure la couverture sanitaire d'une population de près de 600 000 habitants de la grande couronne.
Le groupement hospitalier Sud Francilien se structure autour :

- de l'hôpital Sud Francilien d'une capacité d'un millier de lits et de places à la jonction de Corbeil-Essonnes et d'Evry,
- d'un Établissement d'Hébergement Pour Personnes Agées Dépendantes,
- d'unités d'accueil de jour en psychiatrie et en psychiatrie infanto-juvénile implantées en ville (Hôpitaux de jour, Centres Médico-Psychologiques et Centres d'Accueil Thérapeutiques à Temps Partiel),
- de deux services de médecine pénitentiaire assurant la prise en charge médicale, psychologique et psychiatrique des détenus de la Maison d'Arrêt de Fleury-Mérogis.

Il assure également la formation initiale et continue de professionnels de santé dans ses quatre instituts de formation.

Sur le territoire, on dénombre aussi la présence de 3 cliniques :

- La clinique du Mousseau, située avenue de Mousseau
- La clinique de l'Essonne, boulevard des Champs Elysées
- La polyclinique de l'Essonne (service cardio vasculaire), rue de la Clairière

Outre ces structures, de nombreux centres médicaux existent :

- Le CCAA - Centre de Cure Ambulatoire en Alcoologie, situé allée Jean Rostand
- Le Centre de santé des Epinettes
- Le Centre dentaire mutualiste, qui se trouve place des Miroirs
- Les consultations médico-psychologiques, allée Jean Rostand
- Les consultations médico-psychologiques - infanto juvéniles, situées place de l'Agora
- Les consultations psychologiques, boulevard Decauville
- Le Centre dentaire mutualiste, place des Miroirs



Le centre hospitalier Sud Francilien



La clinique du Mousseau

La ville compte également 4 centres de Protection Infantile ou de Protection Maternelle et Infantile (P.I et P.M.I) :
- Le Centre de P.I des Pyramides, situé place Salvador Allende
- Le Centre de P.I. du Champtier du Coq, allée Victor Hugo
- Le Centre de P.I. du Parc aux Lièvres, Place du Parc aux Lièvres
- Le Centre de P.M.I. Agora, Terrasses de l'Agora

Par ailleurs, plusieurs services et équipements sociaux-médicaux, sont répartis sur le territoire :
- Le Foyer ADEP, cours Monseigneur Roméro
- La CPAM (centres 101 et 114), rue du Facteur Cheval
- La Protection civile de l'Essonne, qui se trouve boulevard Aguado

Certaines associations viennent compléter les équipements sociaux et de santé et participent à la diversification de l'offre dans ce domaine, parmi lesquelles :
- L'Association de Soins et d'Aide Ménagère, avenue du Chemin de Fer
- L'Association pour l'Accueil et l'Aide aux Femmes en Difficulté, square Gutenberg
- L'Association Vaincre les Maladies Lysosomales
- Essonne Accueil
- La Croix-Rouge, située rue Alphonse Daudet
- Le Secours Catholique, qui se trouve place de l'Agora
- Aides 91, allée Jean Rostand
- HIV 91, allée Jacquard
- Pause, 509 patio Terrasses Agora
- L'Épicerie Sociale, rue cours Blaise Pascal

De plus, à proximité d'Evry se trouve la Caisse d'Allocations Familiales de l'Essonne, située à Courcouronnes

Equipements sociaux et santé :



3/ Synthèse du fonctionnement urbain

- **Un territoire compartimenté : une forte difficulté à unifier la ville.**

La vie de quartier et le sentiment d'appartenance à son quartier sont très présents mais, a il y une difficulté à faire vivre la ville dans son ensemble, à créer des liens, des porosités. Cela tient à plusieurs raisons :

- La présence d'infrastructures qui constituent des ruptures : la RN 7 qui traverse le territoire du nord au sud, la voie ferrée qui isole la ville par rapport à la Seine.
- La présence de quartiers conçus de manière introvertie et peut être à une volonté ou à une aspiration des habitants de se positionner à l'échelle de leur quartier, échelle considérée plus comme «à taille humaine» que celle de la grande ville.
- Cette identité de quartier est profonde, que ce soit à Évry village avec ses spécificités ou dans les quartiers de la ville nouvelle comme par exemple les Aunettes, Epinettes, Bois Sauvage, les Pyramides qui à l'origine ont été conçus comme des petits pôles de vie autonomes avec leurs équipements (maison de quartier) leur centre commercial, leurs espaces publics. Ce fort sentiment d'appartenance à son quartier fait partie de « l'ADN » de la ville d'Évry et cela mérite d'être pris en compte et respecté, ce qui n'est pas incompatible avec l'objectif d'accentuer les actions en vue de renforcer l'unité de la ville en jouant notamment sur :
    - Le renforcement du centre-ville dans son rôle de vrai centre-ville unificateur et fédérateur à l'échelle de l'ensemble du territoire
    - Le développement ou le réaménagement des liaisons entre les quartiers, entre le centre-ville et les quartiers, vers la Seine : liaisons piétonnes s'appuyant sur le réseau existant important.
    - La question de l'emprise de la RN 7 avec un enjeu de lutte contre l'effet coupure qui peut se traduire jusqu'à la transformation de cette voie en futur boulevard urbain.
    - La confortation de l'axe Est-Ouest, depuis le centre-ville et le parc des Coquibus et vers la Seine.

- **Un manque de synergies entre les grands pôles d'activités, de formation ou de recherche installés sur le territoire et la ville.**

Évry accueille sur son territoire de grands pôles ou établissements qui fonctionnent de manière assez introvertie : la cité administrative, l'université, certains établissements ou centres de recherche. Davantage de synergies pourraient être créées entre ces pôles qui accueillent un nombre important d'actifs, d'enseignants, d'étudiants, et la ville : en jouant sur l'attractivité du centre-ville et l'aménagement de certaines grandes voies de liaison comme le boulevard des Coquibus par exemple. Ce manque de synergie se fait aussi fortement ressentir entre le lieu de travail des actifs résidant à Evry et le lieu d'habitation des actifs travaillant à Evry. De nombreux actifs travaillant à Evry résident à l'extérieur alors qu'à l'inverse de nombreux actifs résidents travaillent à l'extérieur, ce qui entraine des flux importants entrants et sortants le matin et le soir et n'est pas favorable au développement d'une vie urbaine dense et dynamique.

- **Une difficulté à faire vivre le centre-ville comme véritable pôle de vie, d'animation urbaine à l'échelle de la ville et des quartiers**

Malgré les efforts entrepris au cours des dernières années, des difficultés à attirer des ménages, des familles, notamment des actifs travaillant à Evry, persistent. De même malgré les efforts faits en termes de revalorisation et d'animation des espaces publics (place des Droits de l'Homme et du Citoyen, quartier des Passages) il reste difficile de créer de véritables lieux d'animation urbaine et de convivialité dans la journée et le soir, attractifs pour l'ensemble des Evryens et des habitants des communes voisines.

- **La poursuite de la requalification urbaine engagée.**

Plusieurs projets sont déjà engagés ou à l'étude, à l'image des ambitions portées sur Evry Sud. Pour les dix à quinze prochaines années, la révision du PLU doit être aussi l'occasion de s'interroger sur les futures opérations de requalification ou de rénovation urbaine à engager à court ou moyen terme. Parallèlement à cela, des opportunités foncières s'offrent à la ville (Canal

Europe, le site du Rouillon, etc.). Elles doivent être mises à profit pour répondre aux enjeux de demain et participer au dynamisme et à la revalorisation de la ville.

- **La recherche d'une meilleure fluidité entre circulations automobiles et mobilités douces.**

La ville bénéficie d'une desserte importante que ce soit en termes d'infrastructures routières ou de dessertes en transports en commun. L'enjeu pour demain sera de trouver un bon équilibre et une continuité entre ce niveau de desserte et les circulations internes, inter quartiers, notamment à travers un maillage complet en cheminements doux.
Par ailleurs, des solutions face aux problèmes de stationnement dans le centre-ville et dans les quartiers seront à trouver. Une réflexion à engager sur les normes de places de stationnement à fixer dans les nouvelles opérations qui seront engagées, en tenant compte des prescriptions du PDUIF.



Diagnostic socio-économique

A/ Les habitants

1/ L'évolution de la population
2/ Structure par âge de la population
3/ La structure familiale des ménages
4/ Le nombre moyen d'occupants par résidence principale
5/ Les caractéristiques socio-économiques de la population

B/ Les logements

1/ L'évolution du parc de logements
2/ La taille des logements
3/ La forme de l'habitat
4/ Le statut d'occupation des résidences principales
5/ L'ancienneté d'emménagement dans les résidences principales
6/ Le parc de logement social
7/ L'ancienneté du logement
8/ La rénovation de l'habitat
9/ Le logement spécifique
10/ Les enjeux pour l'avenir

C/ Les activités économiques

1/ Le modèle de développement économique de la CA Grand Paris Sud
2/ Les emplois existants sur le territoire
3/ Les entreprises
4/ Les secteurs d'activités
5/ Les initiatives pour catalyser le développement économique d'Évry
6/ Les zones d'activités
7/ Les activités commerciales

Diagnostic socio-économique

A/ Les habitants

1/ L'évolution de la population

Le dernier chiffre officiel indique une population communale de 53 237 habitants en 2013 *(donnée INSEE au 1er janvier 2017)*. D'après une estimation de la Direction de la prospective et de l'Observation Territoriale, la population évryenne atteindrait en 2017, environ 54 500 habitants, soit une augmentation d'environ 2,4% entre 2013 et 2017.

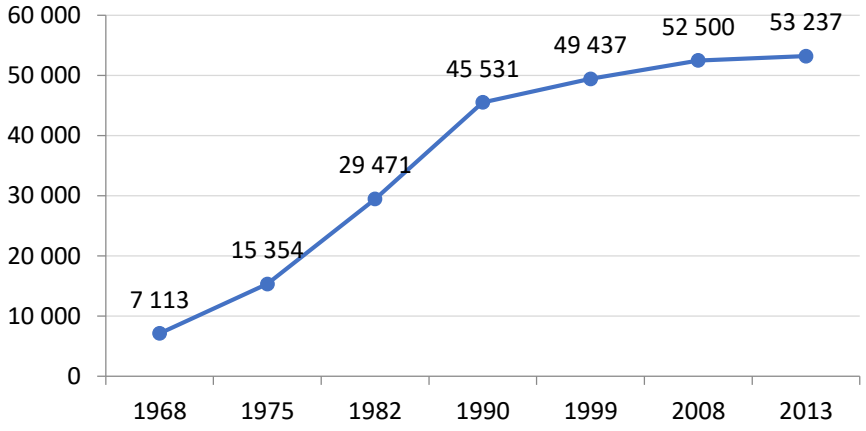
L'évolution de la population est marquée par deux tendances successives, qui sont caractéristiques des évolutions démographiques constatées au sein des différentes Villes Nouvelles :

- De 1968 à 1990, la croissance démographique est très intense, sous l'effet de la création de la Ville Nouvelle : la population s'accroît, sur cette période, de 38418 habitants (la population municipale est ainsi multipliée par 6,4 en 22 ans, soit une croissance annuelle de la population en moyenne de 24,6%). Pour comparaison, la croissance annuelle moyenne sur cette période est de +2,8% par an à l'échelle départementale et de +0,7% par an à l'échelle régionale.
- À partir des années 1990 et la fin de la construction de la Ville Nouvelle, la population tend à se stabiliser progressivement : elle ne croît plus qu'à un rythme de 0,8% par an entre 1990 et 2008, puis à un rythme annuel de 0,2% entre 2008 et 2013, ce qui est plus faible qu'aux échelles départementale (+0,7% par an) et régionale (+0,5% par an).

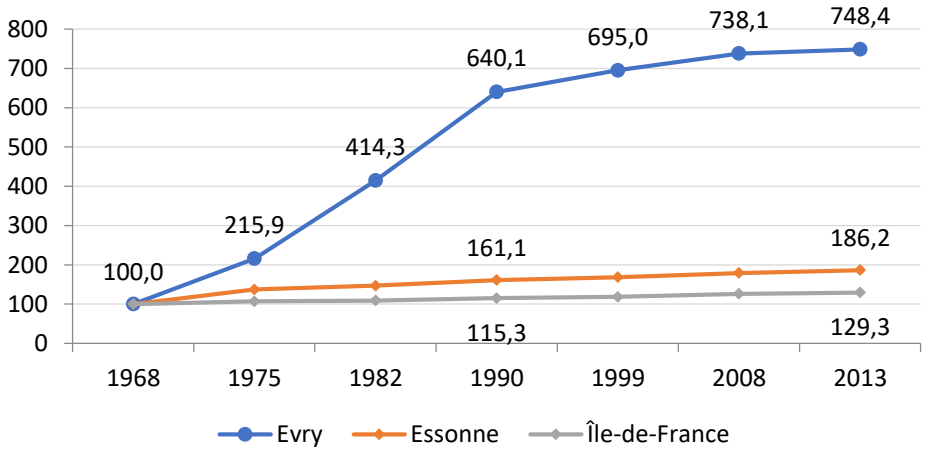
La tendance à la stabilisation du nombre d'habitants depuis le début du XXIème siècle tient principalement à deux facteurs :

- Le ralentissement très net du rythme de construction de nouveaux logements, qui entretient un solde migratoire négatif ;
- La baisse du nombre moyen de personnes par résidence principale.

Evolution de la population d'Evry entre 1968 et 2013



Evolution de la population, comparaison avec les échelles départementale et régionale (indice base 100 en 1968)



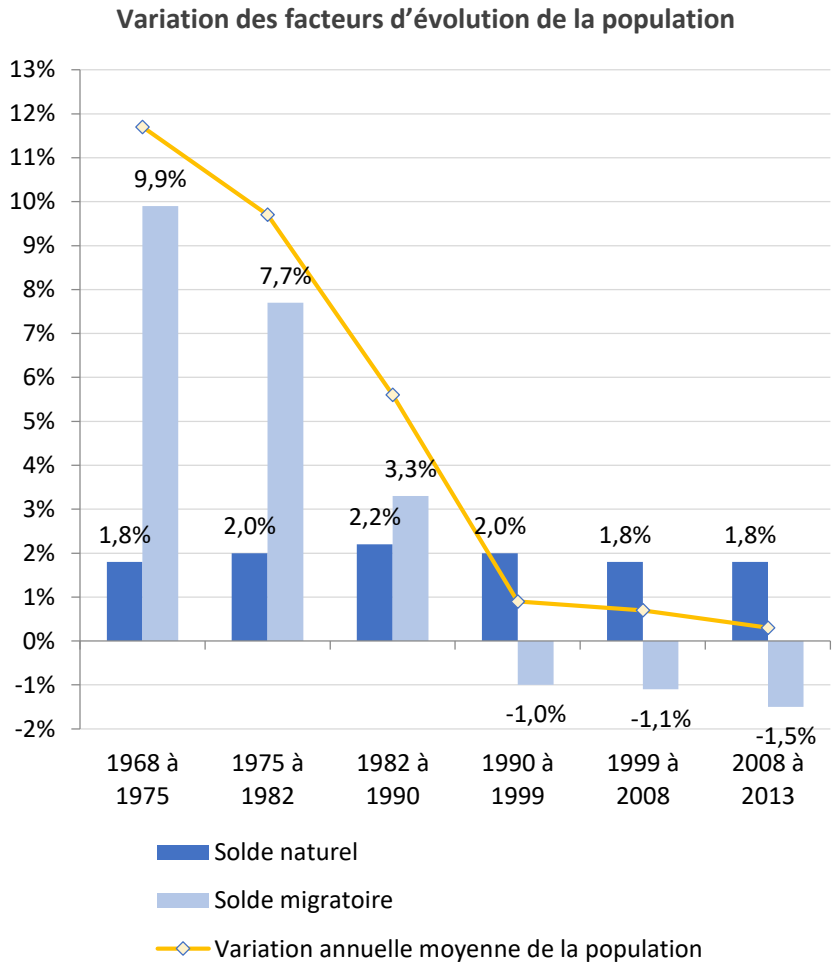
L'évolution de la population est liée à deux facteurs : le solde naturel[1] et le solde migratoire[2].

Le solde naturel a toujours été très élevé à Évry. Il est de plus relativement stable, entre +1,8% et +2,2% par an (sur la période 1982-1990). Sa légère fluctuation est due au surcroît de naissances durant ces périodes, avec annuellement 26,1 naissances pour 1000 habitants sur cette période (pour comparaison, le taux de natalité était sur la même période de 15,6 ‰ sur la même période à l'échelle régionale). De plus, le taux de natalité s'est maintenu particulièrement haut jusqu'à aujourd'hui (21,4 ‰), tandis que le taux de mortalité est toujours resté inférieur à 4 ‰ (il est aujourd'hui de 3,7 ‰, contre 6 ‰ à l'échelle régionale).

L'analyse de la courbe de la variation annuelle de la population montre que le solde naturel, particulièrement stable sur l'ensemble de la période, a eu peu d'impact sur l'évolution de la population à Évry, qui reste essentiellement due aux mouvements migratoires.

En effet, le solde migratoire, très élevé sur les périodes 1968-1975 (+9,9% par an en moyenne) et 1975-1982 (+7,7% par an en moyenne) chute régulièrement à mesure que la construction ralentit. Le solde migratoire devient même négatif dans les années 1990, et ne cesse de régresser, jusqu'à -1,5% par an sur la période 2008-2013. Si la ville ne perd pas d'habitants sur cette dernière période, c'est simplement du fait d'un solde naturel très largement positif.

La baisse du solde migratoire peut être expliquée par le phénomène de décohabitation (le départ des enfants de ménages venus s'installer avec le développement de la Ville Nouvelle).



1 Le solde naturel : différence entre le nombre de naissances et de décès
2 Le solde migratoire : différence entre le nombre d'arrivées et le nombre de départs du territoire communal

2/ Structure par âge de la population

Evry est une commune particulièrement jeune : la classe d'âge la plus représentée est celle des 15-29 ans (25,1%), suivie par celle des moins de 15 ans (24%) et celle des 30-44 ans (22,1%). Au total, légèrement moins de la moitié (49,1%) des habitants de la commune ont moins de 30 ans et plus de 7 habitants sur 10 ont moins de 45 ans (71,2%).

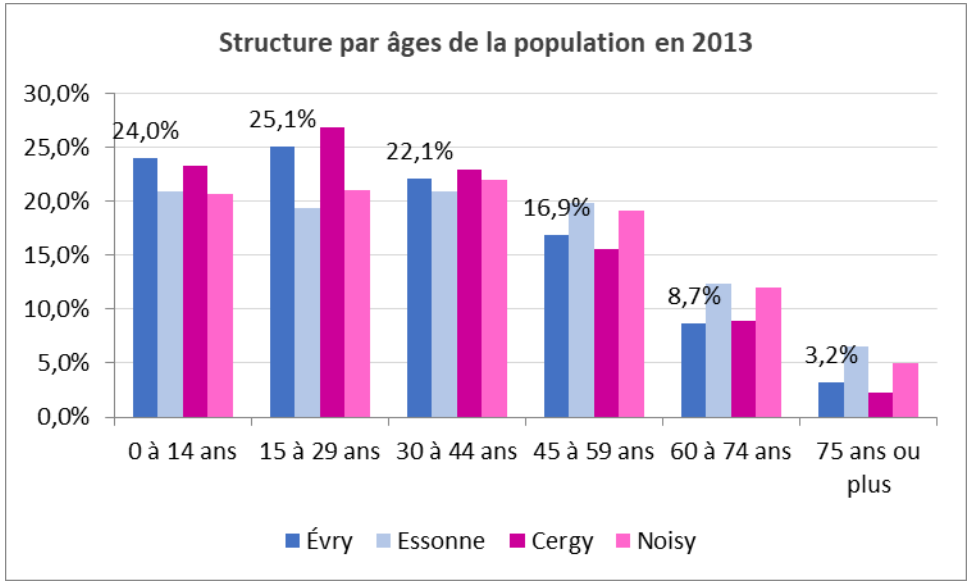
Parallèlement, la population de 60 ans et plus représente seulement 11,9% de la population totale dont 3,2% qui ont 75 ans et plus.

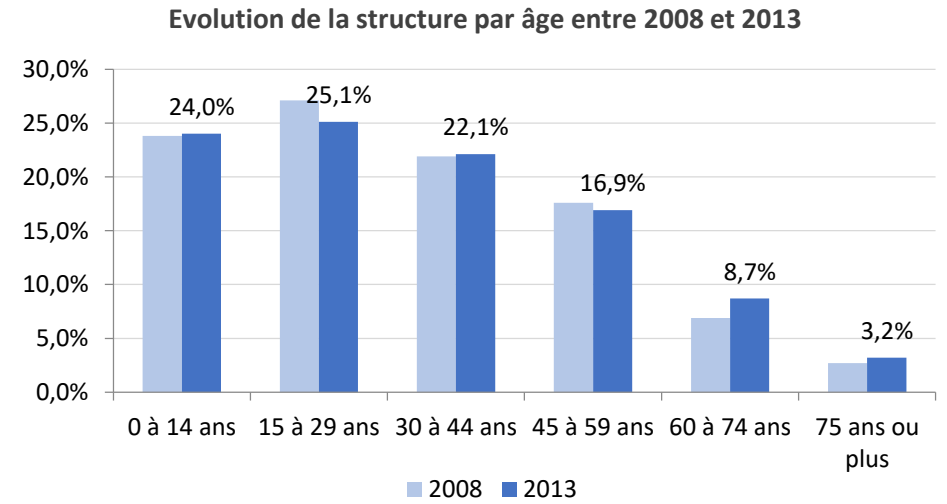
La comparaison avec les chiffres à l'échelle du département de l'Essonne permet de mettre en avant deux caractéristiques importantes de la structure par âge :

- Une part très importante des moins de 30 ans comparée à la moyenne départementale (40,3%).
- Une nette sous représentation des 45-59 ans (-2,9 points par rapport à l'échelle départementale) et des 60 ans et plus (11,9% contre 18,5% à l'échelle du Département).

Cette part importante de jeunes est caractéristique des villes nouvelles d'Ile-de-France, à l'image de Cergy ou Noisy-le-Grand par exemple qui présentent une structure par âge de la population proche de celle d'Evry.

Néanmoins, la tendance globale constatée depuis une quinzaine d'années est au vieillissement de la population. En effet, entre 2008 et 2013, la part de la population de 60 ans et plus a augmenté de manière significative (+2,4 points) alors que celle des moins de 30 ans a diminué de 1,8 point (celle des 15-29 ans reculant de 2 points).





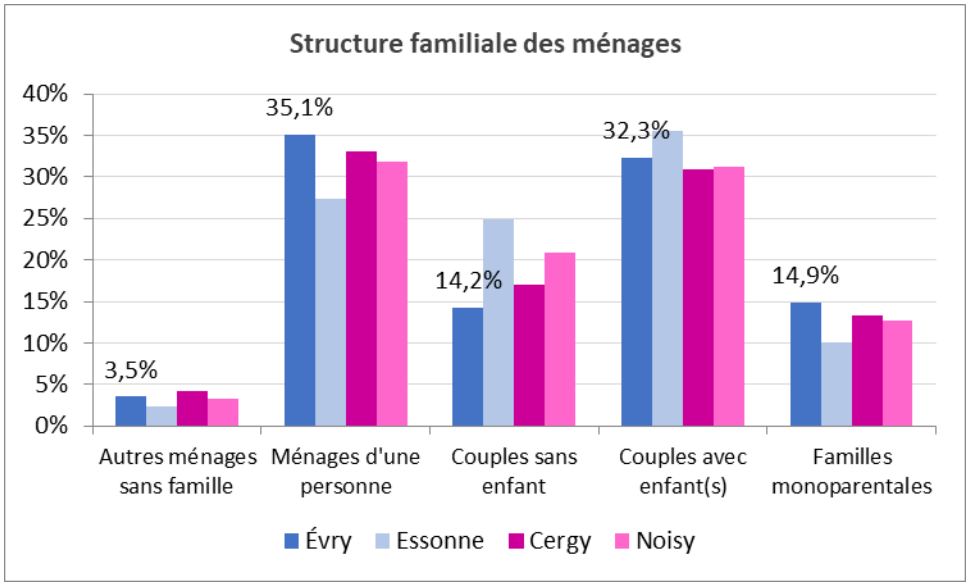
3/ La structure familiale des ménages

Les personnes seules sont la forme de ménage la plus représentée (35,1%). Viennent ensuite les couples avec enfant(s) qui représentent 32,3% des ménages de la commune. Les familles monoparentales et couples sans enfant(s) représentent quant à eux un peu moins de 15% des ménages (respectivement 14,9% et 14,2%). Ainsi, environ un tiers des ménages sont des personnes seules, un tiers sont des couples avec enfant(s) et un tiers des couples sans enfant et familles monoparentales.

La structure familiale des ménages de la commune est assez différente de celle qui apparaît à l'échelle du Département. Au regard de cette comparaison, se dégagent les tendances suivantes :

- Une nette surreprésentation des ménages d'une personne (+7,7 points par rapport à la moyenne départementale).
- Une surreprésentation des familles monoparentales (+4,9 points par rapport à l'échelle départementale) et autres ménages sans famille (+1,2 point).
- Inversement, la part des couples sans enfants est nettement plus faible qu'à l'échelle départementale (-10,7 points), de même que la part des couples avec enfant(s), qui est inférieure de 3,2 points par rapport à l'échelle départementale.

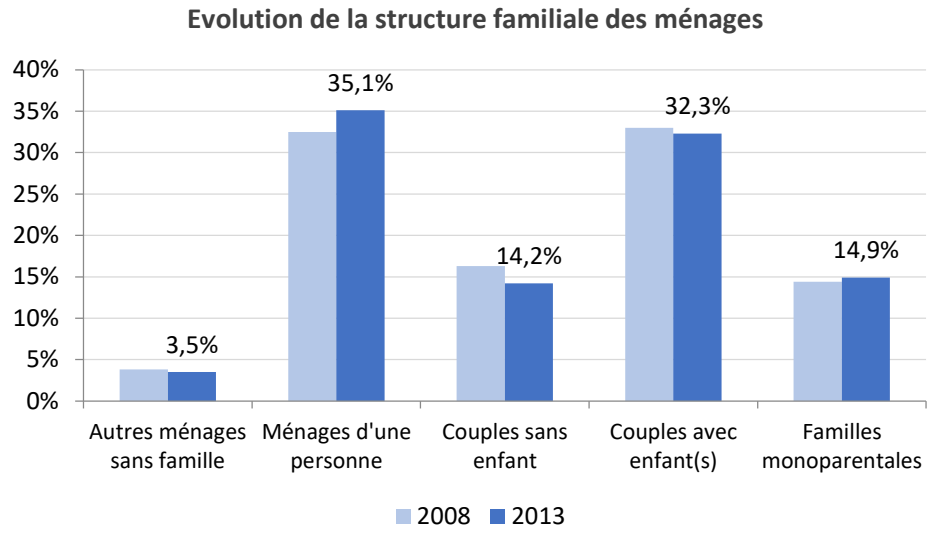
Ces particularités d'Évry par rapport aux échelles supra-communales, qui se retrouvent dans les autres villes nouvelles d'Ile-de-France (cf. graphique ci-contre), s'explique notamment par la structure du parc de logements qui, en tant que ville-centre, connaît une présence marquée de petits logements, de logements sociaux et de logements spécifiques.



3/ La structure familiale des ménages

Entre 2008 et 2013, les tendances se dégageant à propos des évolutions de la structure familiale des ménages à l'échelle de la commune, accentuent les spécificités constatées précédemment. En effet, la part des couples, avec et sans enfant(s), a diminué au profit des ménages d'une personne :

- La part des couples avec enfant(s) est ainsi passée de 33% à 32,3% entre 2008 et 2013 (-0,7 points) et celle des couples sans enfants de 16,3% à 14,2% (-2,1 points).
- En revanche, la part des ménages d'une personne est elle passée de 32,5% à 35,1% (plus 2,6 points). Cela peut être une conséquence du vieillissement de la population.



4/ Le nombre moyen d'occupants par résidence principale

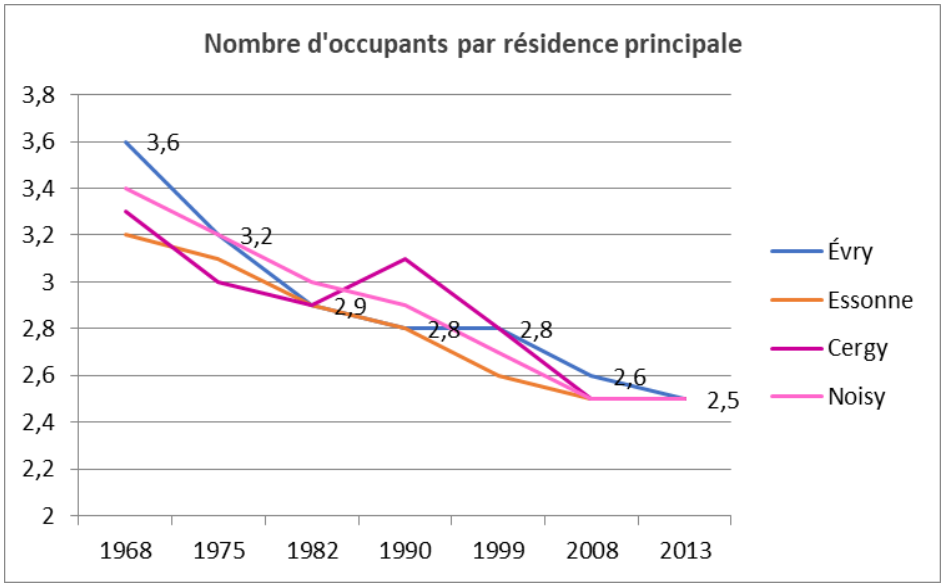
Le nombre moyen d'occupants par résidence principale (ou taille des ménages) est de 2,5 en 2013. Celui-ci a diminué de manière significative depuis 1968 où il était de 3,6 personnes par résidence principale. La diminution s'est faite de manière régulière, sauf au cours des années 1990-2000 qui ont été marquées par une stabilisation du nombre moyen d'occupants par résidence principale.

De plus, si d'autres communes de la Ville Nouvelle ont connu une croissance de leur taille moyenne des ménages durant la constitution de celle-ci (par exemple, elle est passée à Courcouronnes de 3 à 3,7 personnes par résidence principale entre 1968 et 1975 et de 2,9 à 3,1 à Cergy dans les années 1980), ce ne fut pas le cas d'Évry.

En comparaison avec les chiffres à l'échelle départementale, on peut noter la particularité d'une stabilité du nombre moyen d'occupants par résidence principale durant les années 1990. Cependant, il est à noter que le nombre de personnes par ménage décroit plus vite depuis 1999 à Évry qu'aux échelles intercommunale et départementale, la taille des ménages y demeurant stable entre 2008 et 2013.

La diminution du nombre moyen d'occupants par logement peut s'expliquer de plusieurs manières :

- L'avancée en âge de ménages arrivés jeunes dans les années 1970-1980, entraînant le départ des enfants arrivés à l'âge adulte, sans que ne se soit encore opéré un renouvellement de générations. Lorsque ces ménages quitteront leur logement, ils seront probablement remplacés par des ménages plus jeunes et avec des enfants, ce qui fera remonter le taux moyen d'occupation des logements.
- Le fait que les logements construits au cours des 20 dernières années sont pour une part importante de petits logements, accueillant de manière privilégiée des ménages de petite taille.



5/ Les caractéristiques socio-économiques de la population

La population active[1] d'Évry

Le nombre d'actifs est de 36 414 en 2013 à Évry, soit 71,5% de la population en âge de travailler (15-64 ans selon la définition de l'INSEE). Ce taux est inférieur à celui du Département (75,6%).

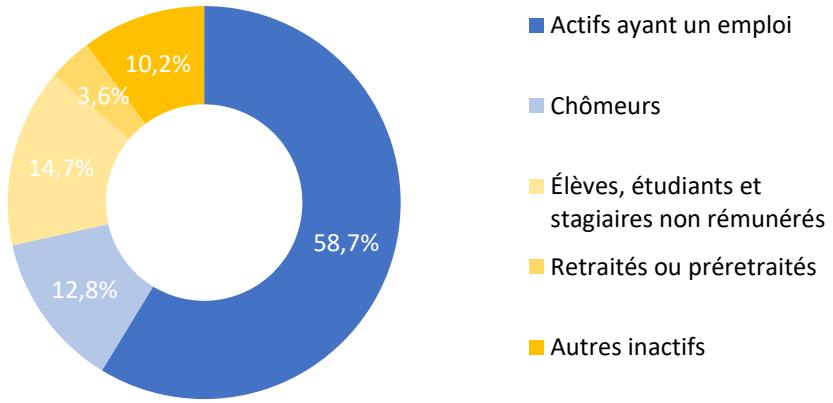
28,5% de la population d'Évry ayant entre 15-64 ans, sont considérés comme inactifs au sens de l'INSEE. Il s'agit notamment d'étudiants (à hauteur de 51,6%) ou de retraités (12,6%). La catégorie « autres inactifs », regroupant notamment les parents au foyer, est particulièrement élevée à Évry : 35,8% de la population inactive est classée dans cette catégorie (29,9% à l'échelle du Département). Elle est de surcroît en progression sur la période 2008-2013, inversement à la part des élèves et étudiants.

Le taux d'emploi[2] à Évry

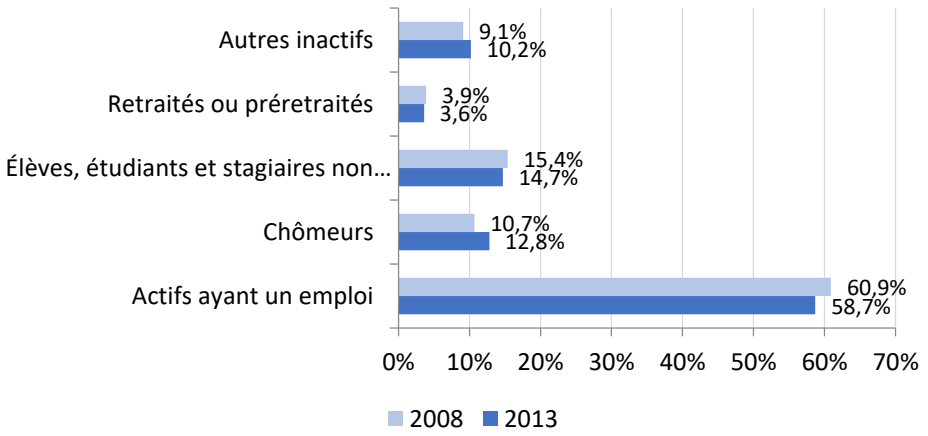
Le taux d'emploi, qui correspond aux actifs ayant un emploi, est de 58,7%. C'est-à-dire que 6 habitants de 15 à 64 ans sur 10 sont des actifs ayant un emploi. Ce taux est bien en dessous de la moyenne départementale (67,5%).

La différence entre les taux d'activité (71,5%) et d'emploi (58,7%) correspond au taux de chômage. Celui-ci est donc de 12,8% (au sens de l'INSEE) à Évry en 2013. Il s'agit d'un taux élevé, nettement plus que celui du Département (8,1%). Il est à noter qu'il est en forte progression entre 2008 et 2013 (+ 2,1 points), de manière plus forte que la tendance départementale (+1,5 point).

Répartition des 15-64 ans par type d'activité en 2013



Evolution de la répartition des 15-64 ans par type d'activité entre 2008 et 2013



1 La population active regroupe la population active occupée (appelée aussi « population active ayant un emploi ») et les chômeurs.

2 Le taux d'emploi d'une classe d'individus est calculé en rapportant le nombre d'individus de la classe ayant un emploi au nombre total d'individus dans la classe.

Les catégories socio-professionnelles

La catégorie socioprofessionnelle la plus représentée à Évry est celle des employés avec environ 1 actif sur 3 habitant la commune (33,9%), devant les professions intermédiaires (26,5%). Les ouvriers sont la troisième CSP la plus représentée (20,1% soit 1 actif sur 5). Les cadres et professions intellectuelles supérieures représentent 14,1% des actifs et les artisans, commerçants, chefs d'entreprises, 2,5%. Il est à noter qu'on compte en 2013 4 agriculteurs exploitants à Évry, alors qu'ils n'y en avait aucun en 2008.

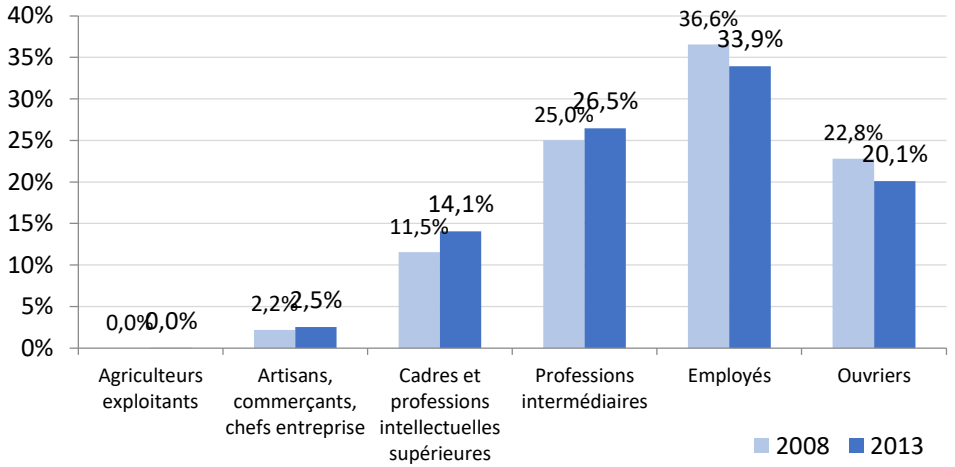
La répartition de la population active de Évry selon les CSP met en évidence d'importantes disparités avec les chiffres départementaux :

- Une part importante des actifs appartenant aux CSP employés et ouvriers (54% des actifs à Évry contre 44,7% des actifs à l'échelle de l'Essonne).
- Une nette sous-représentation des cadres et professions intellectuelles supérieures (14,1% seulement des actifs habitant à Évry contre 21,3% à l'échelle du département).

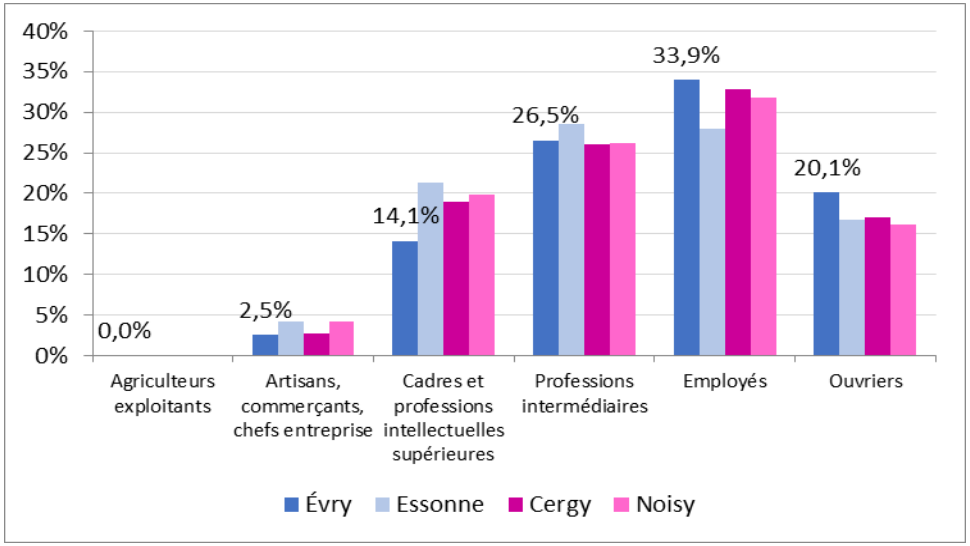
Ces caractéristiques se retrouvent dans d'autres villes nouvelles mais sont souvent, comme à Cergy ou Noisy-le-Grand par exemple, moins marquées (cf. graphique ci-contre).

Néanmoins, sur la période 2008-2013, on peut remarquer une progression des catégories Cadres et professions intellectuelles supérieures (+2,6 points) et Professions intermédiaires (+1,5 point), engendrant notamment la régression de la part des employés (-2,7 points) et ouvriers (2,7 points). On remarque enfin une légère progression de la part des artisans, commerçants et chefs d'entreprise (+0,3 point).

Evolution de la part des CSP dans la population active de 15 à 64 ans



Part des CSP dans la population active de 15 à 64 ans



Les déplacements domicile/travail

29,3% des actifs résidant à Évry exercent leur emploi sur le territoire communal. Ainsi, 70,7% des actifs résidents travaillent en-dehors du territoire communal. Ces actifs exercent leur emploi principalement dans les autres pôles d'emploi départementaux et régionaux, notamment Paris.

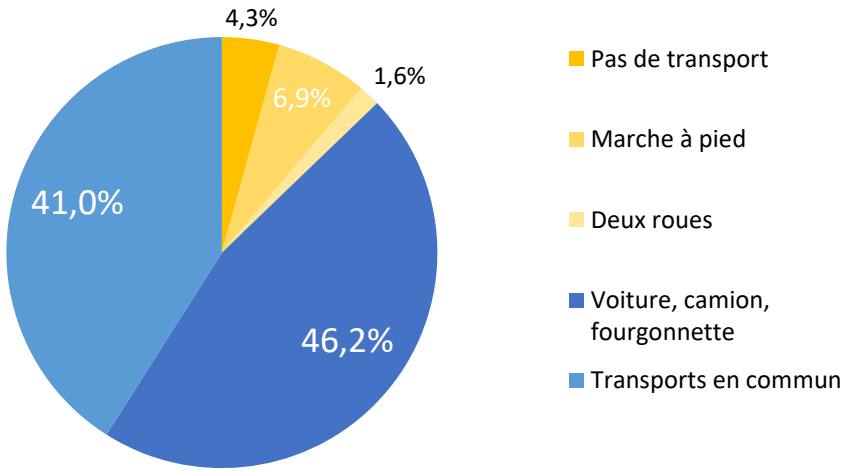
Le moyen de transport le plus utilisé par les actifs d'Évry est la voiture. 46,2% empruntent leur véhicule pour rejoindre leur lieu de travail ce qui est facilité par une bonne desserte routière. Cependant, il peut apparaître, dans certains quartiers, un manque de stationnements.

2 actifs évryens sur 5 utilisent les transports en commun pour se rendre à leur travail, notamment grâce à un réseau de bus assez complet à l'échelle locale, et une bonne desserte en transports ferrés régionaux avec le RER D. La part des actifs utilisant les transports en commun est ainsi assez élevée. Pour comparaison, elle est de 28% à l'échelle départementale, mettant en évidence un usage important des transports en commun dans les mobilités des évryens.

Les transports doux (marche à pied, vélo) constituent le mode de déplacement de 8,5% des actifs résidant à Évry (cette part est de 8% à l'échelle départementale). Cette part est également assez importante et peut être expliquée à la fois par la présence de nombreux emplois à Évry, permettant aux Évryens de bénéficier d'une certaine proximité entre leur lieu de résidence et leur lieu de travail, mais aussi par la place privilégiée qu'avait la marche à pied dans la conception des espaces publics lors de la constitution de la Ville Nouvelle.

Enfin, le fait que 4,3% des actifs résidant à Évry n'utilisent pas de transport pour se rendre à leur travail est également assez important (+1,2 point par rapport à l'échelle départementale).

Modes de déplacement utilisés pour les trajets domicile-travail des actifs en 2013



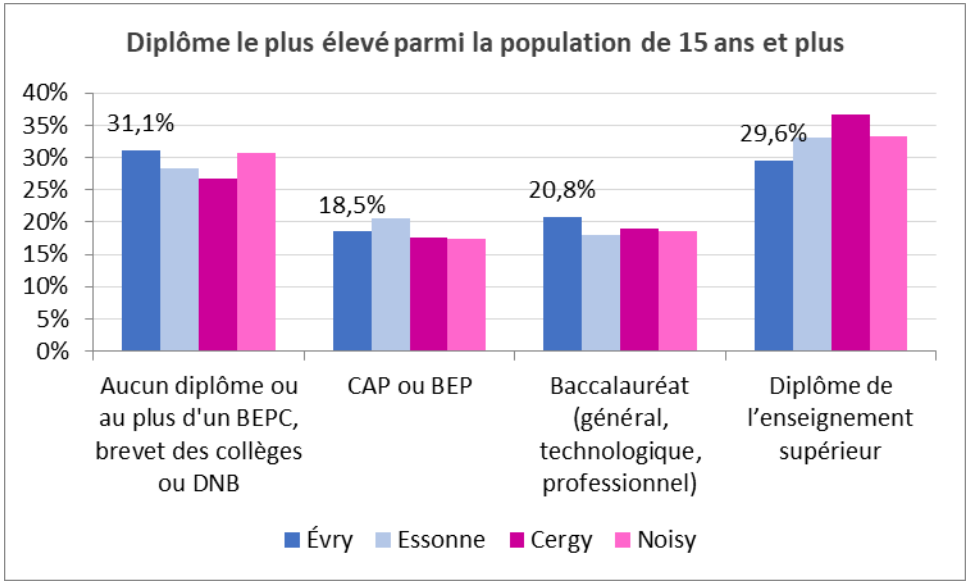
Le niveau d'études et de formation

Le taux de scolarisation des jeunes de 18 à 24 ans à Évry est de 64,2% en 2013, ce qui est nettement supérieur à la moyenne départementale (54,7%).

Le niveau de diplôme moyen est légèrement moins élevé que celui constaté à l'échelle du Département. En effet, si presque un tiers de la population n'a aucun diplôme (31,1%, soit 2,7 points de plus qu'à l'échelle départementale), la part de la population ayant un baccalauréat et/ou un diplôme de l'enseignement supérieur équivaut à 50,4%, part légèrement plus faible que celle constatée à l'échelle départementale (51,1%).

La proportion des titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur (29,6% de BAC+2 et plus) est nettement en deçà de la moyenne départementale (33,1%). *A contrario*, les titulaires d'un CAP ou d'un BEP (18,5%) sont nettement sous-représentés par rapport à l'échelle départementale (-2 points).

On remarque ainsi à Évry une hétérogénéité assez forte au sujet du niveau de diplôme de la population, avec une forte part de personnes sans diplôme, une assez faible part de personnes avec un CAP ou un BEP, et une proportion de titulaires d'au moins un baccalauréat située globalement au niveau de la moyenne départementale, mais avec une part plus importante de personnes titulaires d'un baccalauréat, mais non diplômées du supérieur.



Les niveaux de revenus

La médiane du revenu médian disponible par unité de consommation[1] est, en 2013, de 16 500 €. Ce montant est bien en-deçà du revenu médian disponible par unité de consommation à l'échelle départementale (22 819 €). Si l'écart est moins important avec d'autres villes nouvelles comme Cergy (18 411 €) ou Noisy-le-Grand (20 446 €) par exemple, il reste encore inférieur.

La part des foyers fiscaux non imposables est de 47,2 % en 2013 à Évry. Ce taux est assez nettement supérieur à la moyenne à l'échelle départementale (29%). La aussi l'écart avec des villes nouvelles comme Cergy (40%) ou Noisy-le-Grand (33,8%) est plus faible. Pour autant, ce taux reste bien supérieur également.

Évry est ainsi une commune accueillant en moyenne des populations moins aisées qu'à l'échelle départementale. Et si les villes nouvelles accueillent de manière générale des catégories sociales moins favorisés, les indicateurs à Evry font ressortir des difficultés spécifiques.

[1] unité de consommation : Système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes.

Diagnostic socio-économique

B/ Les logements

1/ L'évolution du parc de logements

A/ les chiffres INSEE

Le dernier chiffre officiel de 2013 indique un parc de 21 609 logements au sein de la commune. Parmi ces logements il y a :

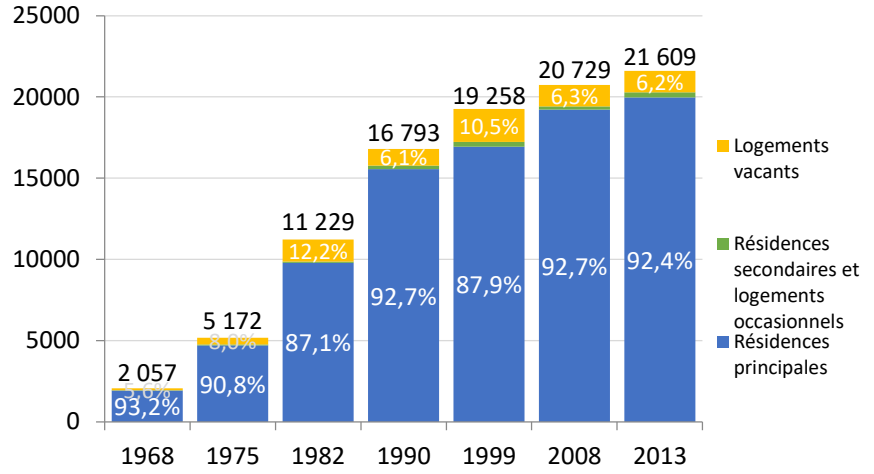
- 19 961 résidences principales (soit 92,4% du parc)
- 317 résidences secondaires ou logements occasionnels (soit 1,5% du parc)
- 1 330 logements vacants (soit 6,2% du parc).

Le parc de logements a été multiplié par plus de 10 entre 1968 et 2013. Le rythme de construction a connu un pic sur la période 1975-1982 (865 nouveaux logements en moyenne par an). Il a baissé depuis, pour atteindre 176 nouveaux logements en moyenne par an sur la période 2008-2013, chiffre stable depuis les années 2000.

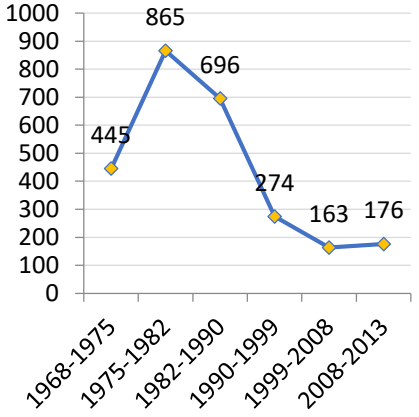
Il est à noter que la courbe de croissance du parc de logements est plus forte que celle de la progression du nombre d'habitants : alors que la population a été multipliée par 6,4 entre 1968 et 1990, le parc de logements a quant à lui été multiplié par 8,2. Ceci tient principalement à la diminution du nombre d'occupants par résidence principale sur la période. Aujourd'hui, l'écart s'accroit encore davantage, indiquant l'existence d'un point mort : chaque logement construit n'engendre pas de fait la croissance du nombre des habitants.

La part de logements vacants n'est pas significative : elle correspond au taux normal de rotation dans l'occupation des logements et reste proche de la moyenne du département (5,8%) ou du taux de logements vacants d'autres villes nouvelles (6,8% à Cergy par exemple). Cependant, elle a connu deux pics : en 1982 et 1990. En effet, les logements construits avec la constitution de la Ville Nouvelle étaient pour certains d'entre eux vacants au moment du recensement, ceux-ci n'étant occupés que dans un second temps. Ainsi, la période 1975-1982 correspond à la période durant laquelle le rythme de construction a été le plus intense, avec une moyenne de 865 nouveaux logements chaque année. De même, pour ce qui est de la part de logements vacants en 1990 (10,5%), le rythme de construction était de presque 700 logements entre 1982 et 1990 et chuta à moins de 300 logements durant les années 1990, annonçant la fin des constructions liées à la constitution de la Ville Nouvelle.

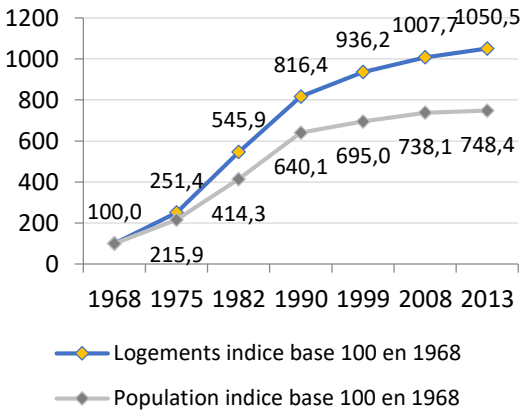
Evolution du parc de logements, répartition entre résidences principales, résidences secondaires et logements vacants



Rythme de constrution annuel moyen, évolution entre 1968 et 2013



Evolution du parc de logements et de la population entre 1968 et 2013, indice base 100 en 1968



B/ Une forte production de logements ces 10 dernières années

La ville d'Évry est actuellement marquée par d'importantes évolutions avec la construction de nouvelles opérations de logements dans le cadre du renouvellement urbain de la Ville Nouvelle.

Durant la période 2001-2008, ce sont près de 776 logements construits. Depuis 2008, 2 grandes opérations ont été réalisées dans leur quasi-totalité et ont largement contribué à l'effort de densification de la ville.

La ZAC Centre Urbain

Actuellement en cours de finalisation, ce sont environ **2 150 logements** qui ont d'ores et déjà été livrés depuis 2008. Le secteur du centre-ville manquait de visibilité et disposait de dents creuses ; les récents programmes de logements ont ainsi eu pour objet principal de proposer une forme de densification raisonnée à proximité des principaux équipements et des infrastructures de transport. Ainsi, la construction de logements s'est faite de manière diversifiée : en accession à la propriété, avec notamment le programme Symphonie et le projet Horizon Sud ; des logements étudiants, ou encore pour les séniors, avec la Résidence Marianne.

Le PRU Pyramides et Bois Sauvage

Le Projet de Rénovation Urbaine (PRU) Pyramides et Bois Sauvage est en cours de réalisation. À l'heure actuelle, ce sont environ **200 logements** qui ont été livrés. Ce projet intervient dans le contexte où il devient nécessaire de désenclaver et restructurer le premier quartier construit de la ville nouvelle.

Les autres opérations isolées

En plus des deux projets présentés, d'autres opérations ponctuelles et isolées ont été réalisées. La somme de ces opérations sont conséquentes, elles représentent un total d'environ **1 100 logements** supplémentaires soit près de 130 logements par an.

Ainsi, ce sont environ 3 450 logements qui ont été livrés ces 10 dernières années dans l'espace urbain.

Les réalisations récentes en centre-ville







Opération	ZAC Centre Urbain	PRU Pyramides et Bois Sauvage	Opérations isolées
Nombre de logements livrés depuis 2008	2 150	200	1 100
TOTAL	3 450 logements		

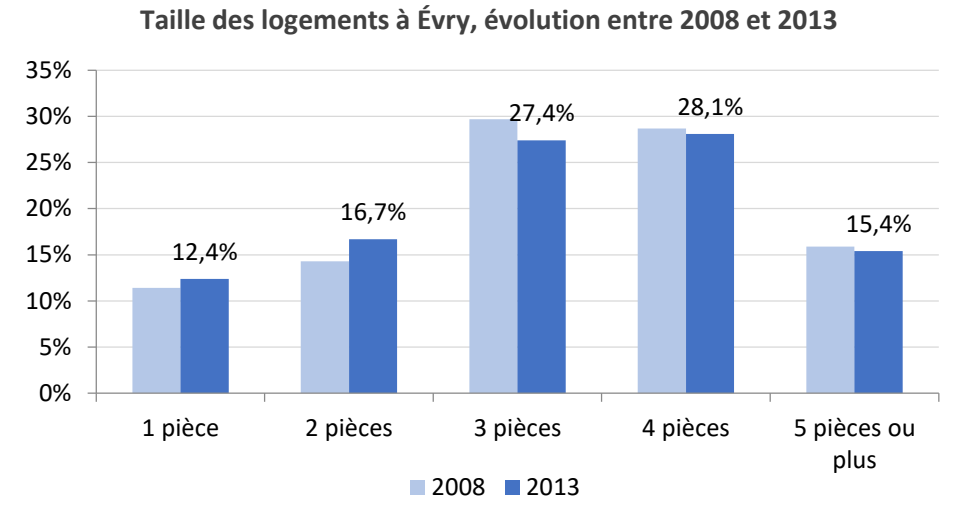
2/ La taille des logements

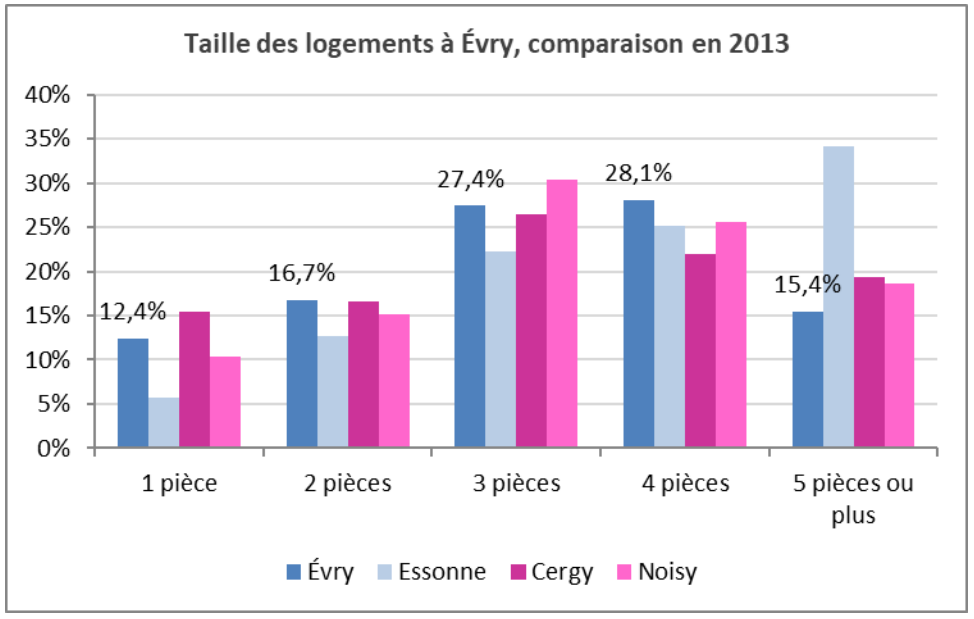
Le parc de logements d'Évry est marqué par une surreprésentation des logements de 3 et 4 pièces :

- les petits logements (1 à 2 pièces) représentent entre 1 logement sur 4 et 1 logement sur 3 (29,1% du parc de logements). Cette part est en nette progression entre 2008 et 2013 (+3,4 points).
- Les logements intermédiaires (3 et 4 pièces), représentent plus d'1 logement sur 2 (55,5%). Il s'agit des logements les plus représentés au sein de la commune, mais dont la part dans le parc global de la commune diminue (-4 points entre 2008 et 2013).
- Les grands logements (5 pièces et plus) sont quant à eux nettement sous-représentés, correspondant à 15,4% des logements de la commune. Cependant, leur part demeure stable entre 2008 et 2013 (-0,5 point).

La comparaison avec les chiffres à l'échelle du Département permet de constater que le parc de logements d'Évry est composé de petits logements. En effet, on peut mettre en évidence la forte surreprésentation des logements de petite et moyenne taille, les 1 et 2 pièces représentant 29,1% des logements, soit 10,7 points de plus qu'à l'échelle départementale. Les 3 pièces sont également surreprésentés (respectivement +1,6 point et +5,1 points), de même que les 4 pièces (respectivement +0,2 point et +3 points). En conséquence, les grands logements de 5 pièces et plus présentent une part nettement plus faible qu'à l'échelle du Département (-18,7 points).

Ce constat tient notamment à la forme du logement (principalement des appartements), renforcée par la centralité que représente Évry à l'échelle départementale. Cette structure spécifique du parc de logement se retrouve dans les autres villes nouvelles de la même époque en Ile-de-France qui accueillent également une part importante de petits et moyens logements, sous forme d'appartements, et peu de grands logements (cf. graphique ci-contre).





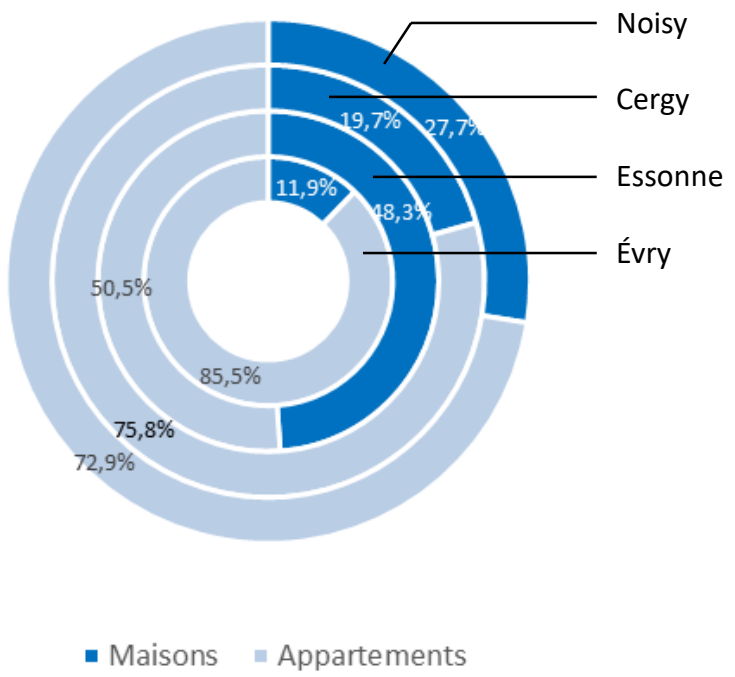
3/ La forme de l'habitat

Le parc de logements de la commune se compose à 85,5% d'appartements et 11,9% de maisons. Il y a donc une large prédominance des logements collectifs, forme privilégiée du développement de la Ville Nouvelle, en tant que ville-centre du département, plus dense que les autres communes.

En 2013, la commune d'Évry présente une part de logements collectifs nettement supérieure à la moyenne du Département (50,5%). À l'inverse, la part de logements individuels est logiquement plus faible qu'à l'échelle départementale.

Cette prédominance de l'habitat collectif se constate dans l'ensemble des villes nouvelles d'Ile-de-France, à l'image de Cergy ou Noisy-le-Grand (cf. graphique ci-contre). Pour autant, la part de collectifs est particulièrement élevée à Evry.

Forme de l'habitat en 2013



4/ Le statut d'occupation des résidences principales

À Évry, on compte environ 2 propriétaires pour 3 locataires.

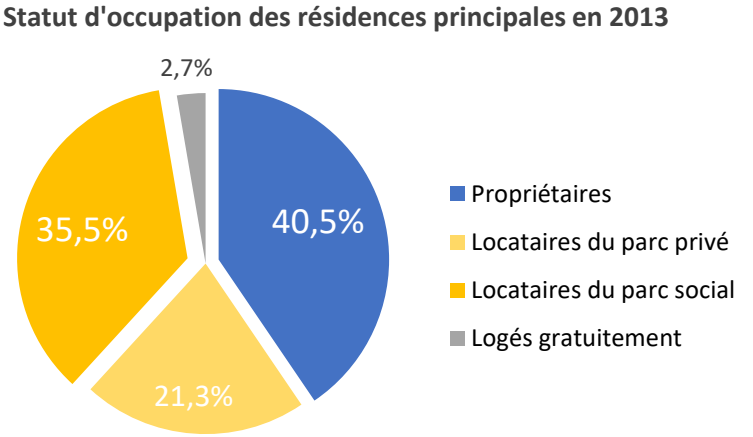
En effet, 40,5% des ménages de la commune sont propriétaires de leur logement et 56,8% sont locataires. Notons qu'il y a 2,7% de ménages logés gratuitement, part très importante, notamment comparativement à l'échelle départementale (+0,9 point).

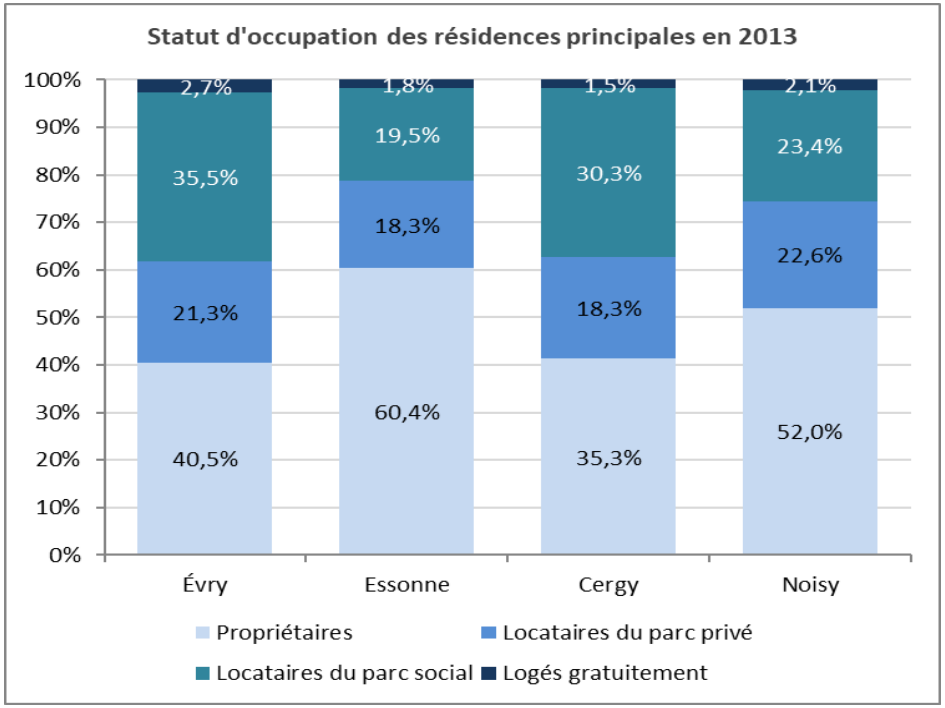
Parmi les 56,8% de locataires, une majorité sont locataires d'un logement du parc social (35,5%). 21,3% des ménages de la commune occupent donc un logement du parc privé.

La part des logements occupés par des locataires est importante en comparaison avec l'échelle départementale (56,8% contre 37,8%). C'est notamment la part de locataires du parc social qui est très importante (35,5% à Évry et 19,5% en Essonne). À l'inverse, la part des propriétaires est moins élevée (40,5%) de presque 20 points par rapport à l'échelle départementale.

Cette répartition s'explique en grande partie par la nature même de la structure du parc de logement (part importante de logements sociaux, de collectifs, etc.) et se rapproche donc logiquement de ce qu'on constate dans d'autres villes nouvelles réalisés sur le même modèle (cf. graphique ci-contre).

Pour autant, il est à noter qu'entre 2008 et 2013, la part des locataires du parc social est en net repli à Évry (-5,5 points), principalement au profit de la part des locataires du parc privé (+2,7 points) et des propriétaires (+2,5 points) ce qui s'explique notamment par le fait que les programmes de logements qui ont été récemment réalisés sont des programmes de logements à l'accession.





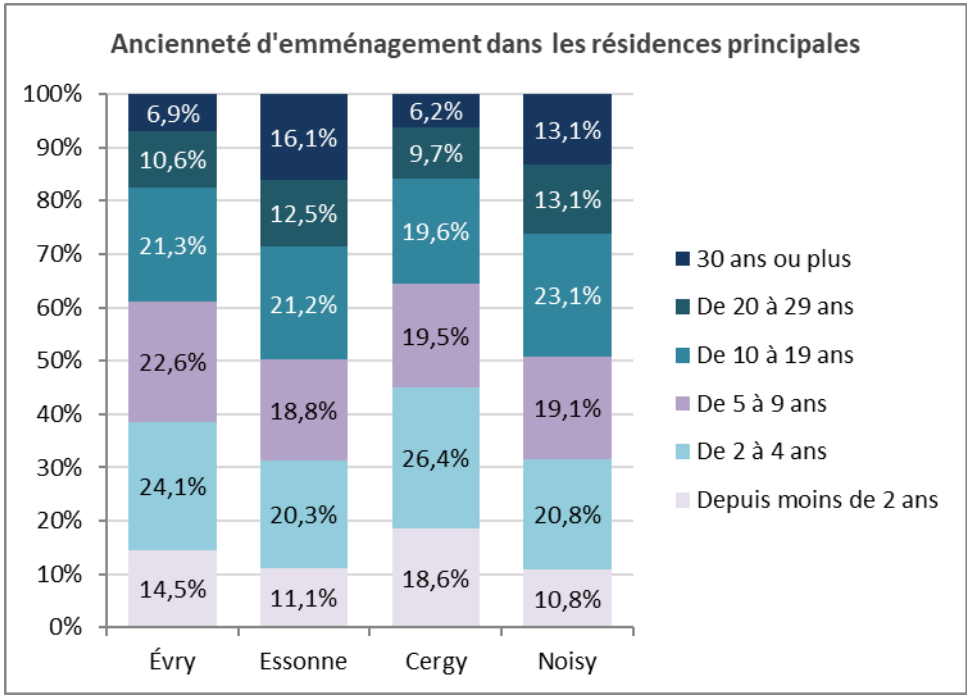
5/ L'ancienneté d'emménagement dans les résidences principales

Les habitants d'Évry résident globalement depuis peu de temps dans leur logement. En effet, 6 ménages de la commune sur 10 ont emménagé depuis moins de 10 ans (61,2%) dont une grande partie depuis moins de 5 ans (38,6% des ménages habitant au sein de la commune).

Les ménages qui sont installés depuis une longue période (20 ans ou plus) représentent légèrement moins d'un ménage sur six. 10,6% des ménages ont emménagé dans leur résidence principale depuis 20 à 29 ans et 6,9% depuis 30 ans ou plus.

Des différences importantes apparaissent avec les chiffres à l'échelle du département de l'Essonne. En effet, Évry compte peu de ménages durablement installés comparativement à cette échelle : 49,8% des ménages à l'échelle départementale sont installés depuis au moins 10 ans, contre seulement 38,8% pour Évry. De même, les ménages installés depuis moins de 5 ans représentent 31,4% des ménages à l'échelle départementale (-7,2 points par rapport à Évry). Il apparaît de surcroît que les ménages installés depuis moins de 2 ans sont également nettement surreprésentés (+3,4 points par rapport à l'échelle départementale).

Ainsi, on peut déduire à Évry à la fois une certaine rotation des ménages et une fluidité du parcours résidentiel local. Ce constat est également visible dans les autres villes nouvelles d'Ile-de-France et s'explique en grande partie par la nature même du parc de logement. En effet, Il apparaît notamment que la part très importante de logements de petite taille encourage à la mobilité résidentielle des habitants, de même que la surreprésentation de logements occupés par des locataires.



6/ Le parc de logement social

La Ville d'Évry comptait, au 1er janvier 2015, 8 248 logements sociaux sur son territoire, soit environ 38% du parc de logements de la commune.

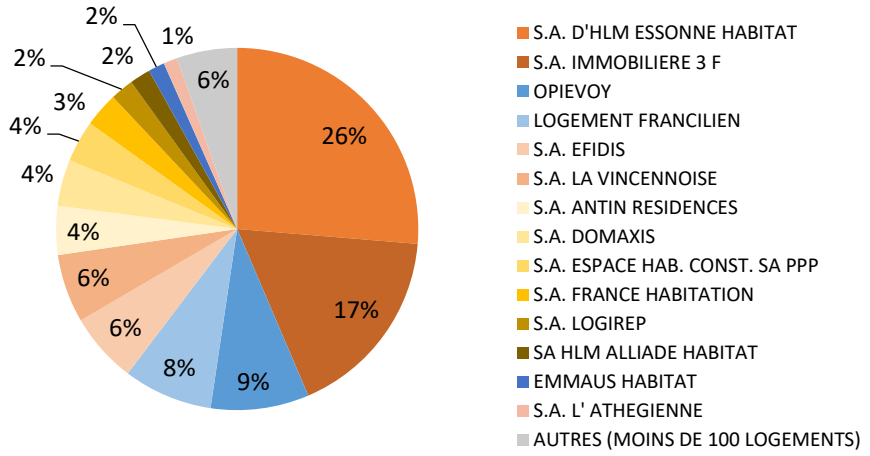
Au total, 24 bailleurs sociaux différents sont présents, mais leur répartition est assez déséquilibrée. En effet, le premier bailleur en nombre de logements représente plus du quart du parc social sur la commune (26%), le second presque 1 logement sur 6 (17%) et le total des trois principaux représente plus de la moitié (52%) des logements sociaux à Évry. Les principaux bailleurs (plus de 500 logements sociaux à Évry) sont, par ordre d'importance : S.A. d'HLM Essonne Habitat (qui représente plus d'1 logement social sur 4 à Évry), S.A. Immobilière 3F, Résidences Yvelines Essonne (RYE), Logement Francilien, S.A. Efidis et S.A. Domaxis. Il est à noter que la plupart des bailleurs sociaux présents à Évry sont des bailleurs privés et qu'un regroupement a été signé.

Le parc social est composé principalement de logements de taille intermédiaire, de 3 à 4 pièces : 4 logements sur 10 sont des T3 (39%) et plus d'1 sur 4 (27%) est un T4. Les T1 et T2 représentent également 1 logement sur 4 (26%) à Évry. Les grands logements (T5 et T6) représentent quant à eux 8% du parc.

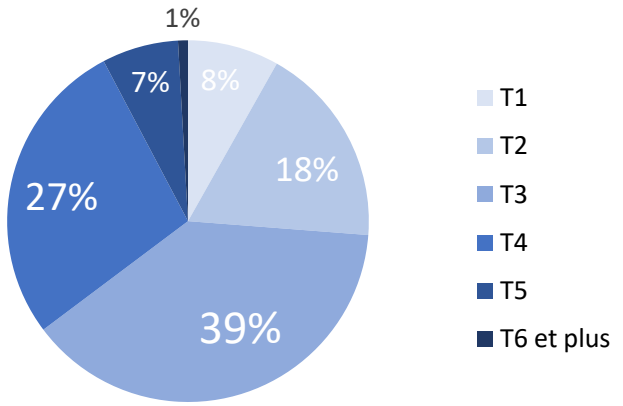
Dans le parc social, en 2015, moins d'un ménage sur 10 (8,7%) a emménagé dans son logement depuis moins d'un an.

La Municipalité a engagé depuis plusieurs années une action en concertation avec l'ensemble des partenaires concernés par les attributions de logements afin de maintenir voire conforter une certaine mixité sociale dans les quartiers accueillant une part importante de logements sociaux. Par ailleurs, la restructuration des quartiers en lien avec les programmes de rénovation urbaine portés par l'ANRU ont également pour objectif une plus grande mixité sociale dans les quartiers concernés, avec notamment une part de l'offre nouvelle en accession à la propriété et une diversification des formes urbaines.

Les bailleurs sociaux à Évry en fonction de la part des logements dans le parc social total au 1er janvier 2015



Répartition des logements sociaux en fonction de la taille au 1er janvier 2015



7/ L'ancienneté du logement

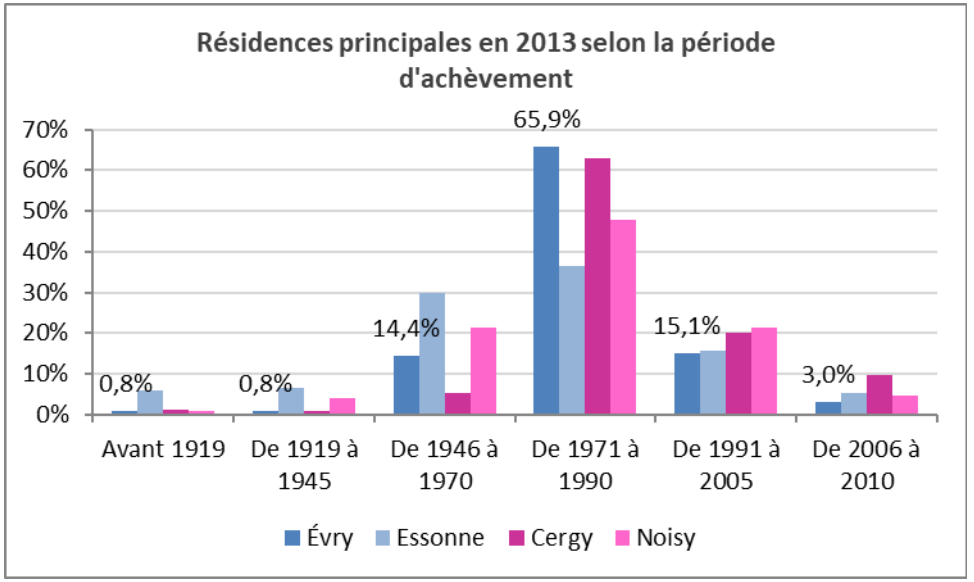
Le parc de logements évryen date principalement de l'époque de constitution de la Ville Nouvelle. En effet, les deux tiers des logements (65,9% du parc) ont été construits entre 1971 et 1990.

Cette part est particulièrement importante comparativement à l'échelle départementale (+29,4 points). La part des logements anciens (construits avant 1945) est en revanche particulièrement basse (1,6%), mettant en évidence qu'avant les travaux de construction de la Ville Nouvelle, Évry n'était qu'un petit village rural. Par ailleurs, il est à noter que le développement d'Évry a été moins progressif qu'à l'échelle départementale où la part de logements construits entre 1946 et 1970 est de 29,9% (contre 14,4% à Évry). De même, on remarque une faible part de logements construits depuis 1991 : seuls 18,1% du parc ont été construits depuis cette date, dont seulement 3% entre 2006 et 2010 (-2,4 points par rapport à la moyenne départementale).

La plupart des logements ont donc été construits durant une période assez restreinte, avec de surcroît une volonté de rationalisation et d'économie dans le processus de construction. Aujourd'hui, nombre des logements construits durant cette période suivant des normes moins exigeantes qu'aujourd'hui peuvent rencontrer des dysfonctionnement, notamment pour ce qui est de l'isolation thermique et phonique, qui peut être parfois déficiente, ou des problèmes de copropriétés dégradées qu'il s'agit de réhabiliter.

De ce fait, la municipalité met en œuvre, en collaboration avec l'État et l'Agence nationale d'amélioration de l'habitat des Opérations programmées d'amélioration de l'habitat afin de lutter contre la précarité énergétique, l'habitat indigne, ou encore contribuer au redressement financier de copropriétés. Ces programmes concernent notamment le quartier des Pyramides ou encore la résidence « Parc de petit bourg ».

En parallèle, des programmes de rénovation urbaine portés par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine sont en cours sur les secteurs Bois Sauvage-Pyramides et Parc aux Lièvres.



8/ La rénovation de l'habitat

Le secteur Bois Sauvage-Pyramides

Les quartiers des Pyramides et du Bois Sauvage, situés à l'interface entre le quartier du Canal et le centre-ville d'Évry, ont été les premiers quartiers de la Ville Nouvelle. Ils ont été imaginés et réalisés originellement comme des quartiers innovants et exemplaires sur le plan de l'urbanisme et de la construction : logements modernes, confortables et accessibles (forte proportion de logements sociaux) systèmes de dalles avec des parkings souterrains, terrasses, coursives, parties communes avec squares, jeux d'enfants, commerces de proximité, …

Cependant, sont apparus progressivement de nombreux dysfonctionnements qui ont nuit à l'attractivité de ces quartiers et ont entrainé une forte dévalorisation. Ainsi, s'ils occupent une position stratégique, ils souffrent d'une forme de déqualification spatiale, ce qui a conduit dès les années 1980 la ville d'Evry et l'ensemble des partenaires concernés (l'État par l'intermédiaire de l'ANRU, le Département, les bailleurs, …) à engager d'importantes opérations de rénovation urbaine.

Pour le quartier du Bois Sauvage, l'essentiel de l'opération de renouvellement urbain, soutenue par le bailleur Essonne Habitat (principal bailleur au sein de la ville), la Région Île-de-France et le département de l'Essonne, a porté sur la réfection des espaces publics et des immeubles autour de la Place Camille Guérin. Ainsi, il a été mis en place une déconstruction de l'immeuble à l'ouest de la place Camille Guérin afin de permettre la création de l'avenue Camille Guérin et la construction, à partir de juin 2016, de deux cents nouveaux logements répartis sur quatre îlots et vendus en accession à la propriété, dans le cadre du programme intitulé « Respir' ». Enfin, plusieurs espaces publics (place Camille Guérin, square, …) vont être réhabilités et deux nouvelles rues seront créées, avec une volonté d'implanter de nouveaux commerces. La réhabilitation du quartier de Bois Sauvage est actuellement en cours de finalisation.

Les réalisations Bois Sauvage







8/ La rénovation de l'habitat

Le quartier des Pyramides a quant à lui fait l'objet d'une réhabilitation plus intense. L'enjeu de l'opération de renouvellement urbain consistait d'abord dans la réhabilitation des immeubles d'habitation (notamment en procédant à des résidentialisations), le réaménagement et la restructuration des espaces publics et des équipements du quartier. Ainsi, en parallèle de la réhabilitation du patrimoine des bailleurs sociaux, le programme a notamment permis la rénovation complète du collège, la restructuration de la place Jules Vallès et du mail Jules Ferry (de même que l'allée Jules Vallès, avec l'aménagement d'aires de jeux pour les enfants et les préadolescents), la démolition de la Caravelle et la rénovation des passerelles du Quai aux Fleurs et du Dragon, le réaménagement de l'allée et du square du Dragon, la création de la place Salvador Allende, ou encore la réfection de la rue des Pyramides.

La rénovation urbaine mise en œuvre sur la quartier des Pyramides n'est cependant pas achevée. En effet, le protocole de préfiguration du programme NPNRU national prévoit les objectifs suivants pour le secteur Pyramides/Bois Sauvage :

- Achever et hiérarchiser le réseau viaire existant pour recréer de l'urbanité : mise à niveau des voiries (rue des Galants Courts), amélioration de l'insertion urbaine du site propre, reprise des espaces publics et des cheminements piétons afin d'ouvrir le quartier (nouvelle avenue Camille Guérin),
- Recréer de l'urbanité grâce à des aménagements qualitatifs assurant une mixité des fonctions et des résidentialisations marquant la limite entre espaces privés et publics (rue nouvelle Desaix, avenue de l'Europe, bassins des Miroirs, square Richet…),
- Densifier l'offre de logement grâce à des constructions neuves de typologies diversifiées sur l'ilot Desaix (création de 75 logements),
- Requalifier les équipements scolaires selon les afflux de nouvelles populations prévisibles avec les constructions neuves et la démolition de l'école Dolto.
- Accompagner la rénovation du bâti du parc social non traité et celui des copropriétés du quartier dans le cadre des OPAH et Plans de sauvegarde relancés pour le quartier des Pyramides et dans le cadre d'un dispositif de veille pour le quartier du Bois Sauvage.

Les premières opérations concerneront le secteur des Miroirs, avec notamment la démolition du Foyer Adoma et des bureaux afin de transformer la dalle des Miroirs en une passerelle piétonne ; la station de bus Les Miroirs sera restructurée pour accueillir le futur T Zen 4.

Les aménagements aux Pyramides







8/ La rénovation de l'habitat

Le quartier du Parc aux Lièvres

Le quartier du Parc aux Lièvres n'a pas pu faire l'objet d'une contractualisation dans le cadre du premier programme de Rénovation urbaine. Ce quartier souffre d'un renforcement des phénomènes de paupérisation, de ségrégation socio-spatiale et de dégradation, accentué par comparaison avec la rénovation urbaine ayant eu lieu sur le secteur Pyramides-Bois Sauvage. Le quartier du Parc aux Lièvres a ainsi perdu nettement en attractivité et souffre d'un manque de mixité sociale, avec une part de logements sociaux atteignant les 75%.

Un très important programme de rénovation urbaine est ainsi engagé. Les objectifs poursuivis pas le NPNRU national pour le quartier du Parc aux Lièvres sont les suivants :

- Intégrer le PRU du quartier du Parc aux Lièvres dans le projet de renouvellement urbain du sud d'Evry, dont la première phase de réalisation s'opèrera par le biais d'une opération d'aménagement, conçue à l'échelle des quartiers du Parc aux Lièvres et du Bras de Fer, et mise en œuvre au travers de la ZAC Parc Aux Lièvres/Bras de Fer,
- Restructuration de l'ensemble immobilier de la dalle du Parc aux Lièvres, au travers principalement de la démolition de la dalle et de 277 logements sociaux, de la réhabilitation de 480 logements sociaux, et de la reconstruction de logements en accession à la propriété, sur le foncier libéré par la démolition, dans un objectif d'amélioration des équilibres de peuplement, et selon une morphologie urbaine empreinte d'urbanité et conçue autour des codes de la ville traditionnelle,
- Création d'une offre nouvelle de logements en accession à la propriété : 36783 m² de surface de plancher au sein du PRU du quartier du Parc aux Lièvres, soit environ 566 logements, pour un total de 130 000 m² de surface de plancher, soit environ 2 000 logements, dans le cadre de la ZAC Parc Aux Lièvres/Bras de Fer.
- Restructuration de l'offre en équipements publics afin d'accroître la qualité des services publics,
- Restructuration de l'armature commerciale, par le biais notamment de la création d'un « pôle de proximité élargie » de 4 350 m² de surface de plancher, partie prenante de la future centralité urbaine du Bras de Fer, développée dans le cadre de l'opération d'aménagement Parc Aux Lièvres/Bras de Fer, et d'un « pôle d'hyper-proximité », de 1 100 m² SDP, sur le quartier du Parc aux Lièvres,
- Reconstitution de 277 logements sociaux : 109 logements sociaux dans le cadre de l'opération d'aménagement Parc aux Lièvres / Bras de Fer (dont 76 logements sociaux sur le secteur du Bras de Fer, afin de déconcentrer le parc social à l'échelle du sud d'Evry, et 33 logements sociaux dans le cadre de la restructuration des rez-de-chaussée du parc social conservé et réhabilité),
- Restructuration de la trame viaire du quartier afin de la redimensionner à son juste usage, restaurer sa lisibilité, la compléter pour accroître la perméabilité du tissu urbain, et la requalifier,
- Valorisation et développement de la trame végétale existante, dans le cadre d'une urbanisation durable,
- Amélioration de l'offre en transports en commun, pour le quartier du Parc aux Lièvres, au travers du projet de restructuration du pôle d'échanges multimodal du Bras de Fer (gare RER, gare routière, arrivée T Zen 4, modes doux, taxis et stationnement véhicules individuels), mené dans le cadre de l'opération d'aménagement Parc Aux Lièvres/Bras de Fer.

Ainsi, la programmation sur ce secteur vise une rénovation urbaine avec notamment la démolition de 7 bâtiments, mais aussi la création d'une offre nouvelle de logements en accession, alliée à un désenclavement du quartier et un réaménagement des espaces publics, restructurés et végétalisés.

9/ Le logement spécifique

Évry accueille plusieurs logements « spécifiques » à destination des personnes âgées, des gens du voyage ou encore des personnes handicapées.

Les logements personnes âgées

On compte quatre structures de logements pour personnes âgées à Évry :

- deux résidences médicalisées pour les personnes en situation de dépendance (Les Tisserins, maison de retraite associative qui comporte 82 places, et la Résidence Médicis, maison de retraite privée qui peut accueillir 73 personnes),
- un foyer logement pour personnes âgées autonomes (Logement foyer Rameau, de 71 places),
- une résidence sociale gérée par le bailleur social RYE, la Résidence Marianne, qui comprend 104 appartements aménagés pour personnes à autonomie réduite.

Les logements pour personnes handicapées

Évry dispose de divers ensembles de logements à destination des personnes handicapées. Ainsi, on recense :

- une Maison d'Accueil Spécialisée (MAS) disposant de 20 places en internat et de 34 en accueil de jour à destination de personnes atteintes d'affection respiratoire;
- un Foyer d'Hébergement en Résidence, le Foyer Coquibus qui dispose de 37 places à destination de travailleurs handicapés, actifs et retraités,
- un centre d'habitat pour adultes handicapés mentaux, psychiques ou cognitif de 18 à 60 ans pouvant accueillir 80 personnes.

Diagnostic socio-économique

Diagnostic socio-économique

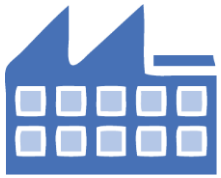
C/ Les activités économiques

1/ Le développement économique de la CA Grand Paris Sud

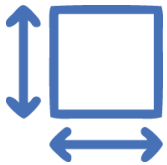
Les chiffres clés :



138 000 emplois



18 000 entreprises
62 parcs d'activités



425 hectares de foncier disponibles

Evry et le territoire de Grand Paris Sud accueillent plusieurs filières d'excellence

- L'aéronautique / Astronautique avec SAFRAN Aircraft Engines, motoriste aéronautique de premier rang mondial et Arianespace, leader mondial de lancement de satellites
- Le Biotechnologie / Génomique avec le Genopole, 1er biocluster français dédié à la recherche en génomique, génétique et aux biotechnologies.
- Les éco-activités, avec un site dédié l'Ecopôle de Sénart, inscrit dans la politique d'Ecorégion, présence d'un écosystème facilitant l'implantation et le développement des écoentreprises (club éco-activités, éco-pépinière…)
- L'innovation logistique : Présence de nombreux acteurs de la logistique (ProLogis, XPO Logistics, nouveau hub d'UPS à Evry-Corbeil…), un parc d'activités A5 Sénart (132 ha cessibles) dédié à ce secteur et une offre de services spécifique réunissant les acteurs de la filière.
- La Technologies de l'Information et de la Communication, filière s'appuyant sur un réseau de TPE / PME dynamiques et un pôle d'enseignement supérieur et de recherche reconnu (Campus Télécom, ENSIIE, UEVE, ICAM Paris-Sénart…), des incubateurs et des réalisations d'envergure dont ETOILE (Espaces et Technologies Ouverts pour l'Innovation des Laboratoires et des Entreprises).

Avec ses 14 établissements d'enseignement supérieur dont 4 grandes écoles attirant au total plus de 19 000 étudiants, la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud, peut compter sur ces structures de recherche et d'innovation pour renforcer les passerelles existantes entre le monde du travail et le milieu universitaire dans un objectif de développement de filières.

Outre ces filières d'excellence, il existe d'autres initiatives en faveur du développement économique de ce territoire :

Le projet de territoire Grand Paris Sud qui est en réflexion au sein du conseil communautaire et dans les 24 conseils municipaux. Les élus travaillent sur 12 thématiques dont le développement économique. Ces réflexions ont donné lieu à 16 défis à relever à court et moyen termes.

Créé en mai 2016, le conseil de développement de Grand Paris Sud est une instance de démocratie participative, composée de volontaires qui a pour vocation d'apporter le regard de la société civile sur tout sujet d'intérêt communautaire. Le conseil de développement travaille déjà sur le projet de territoire Grand Paris Sud. Les 50 membres constituant ce conseil, pourront faire remonter les attentes des habitants aux élus, en amont des prises de décisions politiques.

Enfin, il existe sur ce territoire des initiatives innovantes en faveur de l'emploi comme l'éco-pépinière d'entreprises, le développement des réseaux d'acteurs et d'autres outils pour aider à la création d'entreprises. À l'échelle du département, l'Économie Sociale et Solidaire est soutenue par des structures comme Essonne Active ou URSCOP. Il existe également des dispositifs concrets portés par le département comme « L'Essonne en mouvement ».

2/ Les emplois

Les chiffres clés :

36 172 emplois
(en 2013 selon l'INSEE)

21 562 actifs ont un emploi et résident à Évry
(en 2013 selon INSEE)

17,9 % de chômage
(en 2013 selon l'INSEE)

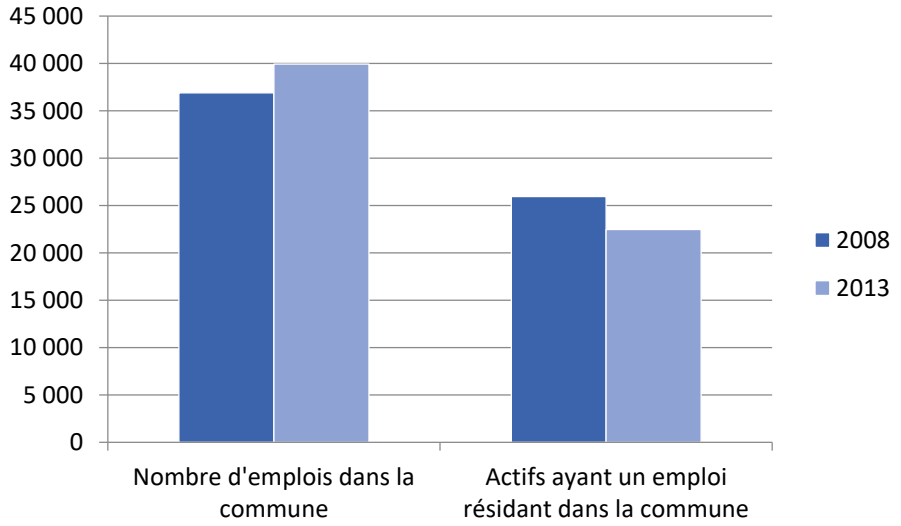
Le nombre d'emplois existants sur le territoire communal d'Evry est d'un peu plus de 36 000 (36 172 en 2013 selon l'INSEE). Cela représente un peu plus d'un quart des emplois totaux de la Communauté d'Agglomération de Grand Paris Sud. Parmi ces 36 172 emplois, il y a 33 929 salariés (soit 93,8 % des emplois totaux) et 2 243 non salariés. Même si le nombre d'emplois reste important, il est en légère baisse depuis 2008 avec une variation de -2%.

En 2013, l'indicateur de concentration d'emploi est de 167,8 et en légère baisse par rapport en 2008 (-10 points). Cet indicateur reste très élevé, il existe 168 emplois pour 100 actifs occupés résidant au sein de la commune, c'est, par exemple, bien plus que Cergy qui est une ville au contexte similaire (106 emplois pour 100 actifs occupés en 2011).

Cette donnée prend d'autant plus d'importance, quand on la met en relation avec le nombre d'actifs résidant dans la commune. À Évry, sur les 36 414 personnes en âge de travailler, il y a 26 033 actifs dont 21 562 actifs ayant un emploi. Il y donc sur le territoire plus d'emplois que d'actifs résidents. Cela signifie que le potentiel économique d'Évry est important et que la ville attire des actifs résidant à l'extérieur.

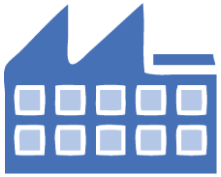
Malgré un nombre d'emplois qui augmente, et un nombre d'actifs qui est relativement stable (-266 actifs depuis 2008), le taux de chômage est de 17,9 % en 2013. Il est en augmentation par rapport à l'année 2008 où il était à 14,9 % (+ 3 %).

Cela s'explique notamment par un déséquilibre entre les niveaux de qualification des actifs potentiels et ceux des emplois proposés.



3/ Les entreprises

Les chiffres clés :



3 247 entreprises
(au 1er janvier 2015 selon l'INSEE).

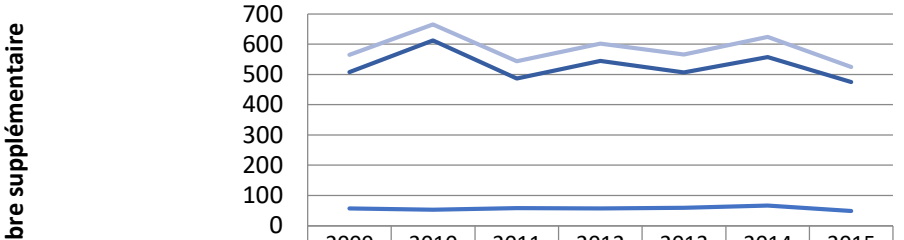


+ 475 entreprises
(en 2015 selon INSEE)



24 474 salariés
dans 2% des établissements actifs

Créations d'établissements à Évry



	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Créations d'entreprises	508	612	486	545	507	557	475
Créations d'établissements non entrepreneuriaux	57	53	58	57	59	67	49
Ensemble	565	665	544	602	566	624	524

Pour l'année 2015, il existait 3 729 établissements dont un total de 3 247 entreprises. Cette même année, 475 entreprises ont été créées à Évry, un chiffre qui est en baisse par rapport à l'année 2014 mais qui reste néanmoins stable si l'on regarde la fluctuation depuis 2009.

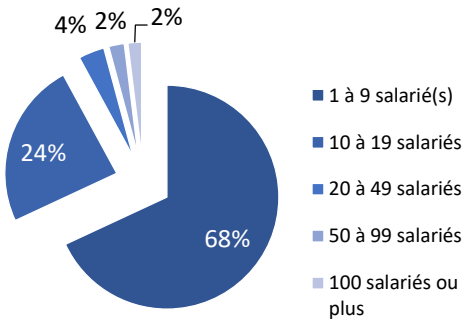
En 2013, la création d'établissements est particulièrement dynamique, notamment dans le secteur de la construction (25,2%). Outre le secteur de la construction, le secteur de l'industrie est également en croissance, avec un taux de création d'entreprises de 22,8%. Quant à l'année 2015, selon l'INSEE, la création d'entreprises dans l'industrie est faible (2,7 %), alors que les services aux entreprises (35,4 %) et le secteur du commerce, transport, hébergement et restaurant (32,4 %) présentent des taux élevés.

La création d'entreprises individuelles suit la tendance de la création d'entreprises. En 2015, 287 entreprises individuelles ont été créées, ce qui représente 60,4 % de l'ensemble de la création d'entreprises.

En 2019, les plus importants employeurs du territoire sont :

- SAFRAN (4070 emplois)
- UPS (600 emplois)
- Samsic (570 emplois)

Lors du recensement INSEE du 31 décembre 2014, Évry comptait 4 479 établissements actifs, dont 3 049 qui n'ont aucun salarié. 355 établissements ont plus de 10 salariés.
Les 2 % d'établissements qui ont plus de 50 salariés, emploient 24 474 salariés sur les 35 563 du territoire soit 69 % du total. L'emploi sur le territoire communal est donc dépendant de quelques employeurs majeurs.



4/ Les secteurs d'activités

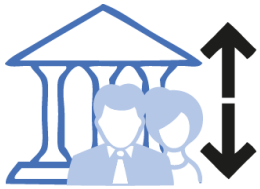
Les chiffres clés :



51 % des postes salariés sont dans le secteur service public *(en 2014 selon l'INSEE)*



71 % des établissements actifs sont dans le secteur commerce, transports *(en 2014 selon INSEE)*



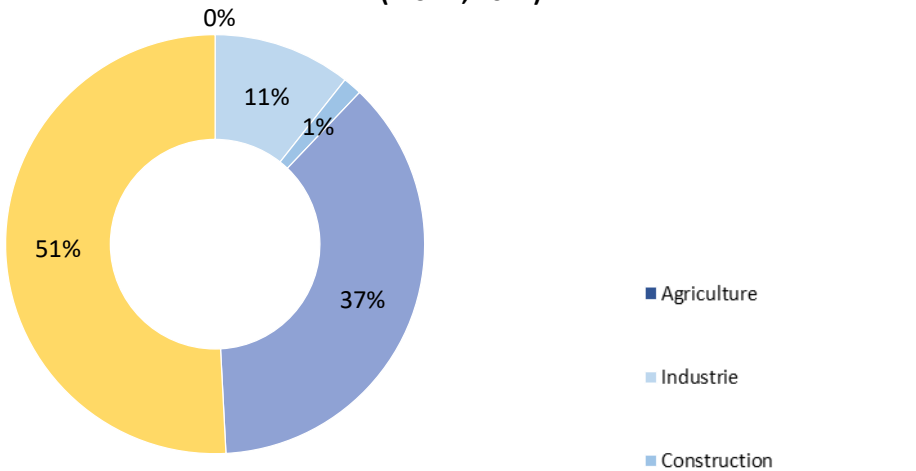
Les plus grands établissements actifs sont ceux à vocation de service public

51 % des emplois font partie du secteur des administrations publiques, de l'éducation, et du domaine médical et paramédical soit environ 17 724 sur les 36 172 d'Évry. Le deuxième secteur le plus important, avec 37 % des emplois totaux est celui du commerce, des transports et des services divers. L'agriculture et la construction ont une part des emplois faible voire inexistante (aucun emploi salarié pour l'agriculture).

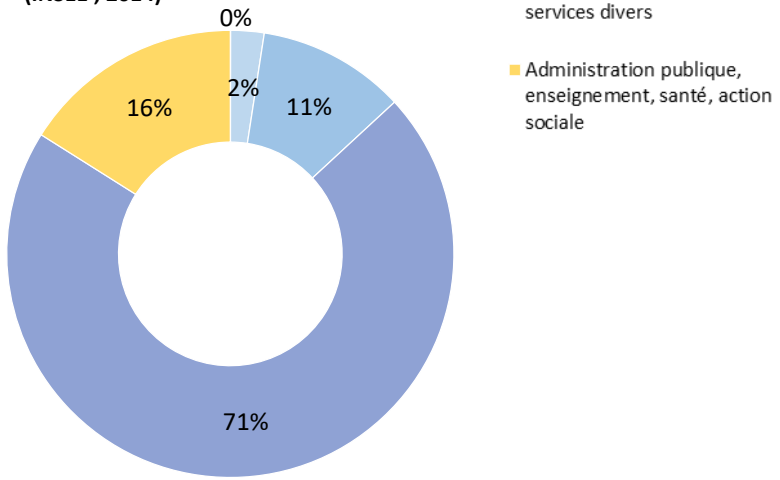
16 % des établissements actifs sont à vocation de service public, alors qu'ils pourvoient 51 % des postes salariés. A contrario, 71 % sont des établissements actifs dans les secteurs du commerce, transports et services divers pour 37% des postes salariés totaux. Ceci s'explique par la taille des établissements, où 13% dans le service public ont plus de 20 salariés alors que dans le secteur commerce, transports et services divers le taux s'approche des 2,6%.

Cela traduit bien le statut d'Évry de préfecture et d'accueil de grandes administrations et services publics (hôpitaux, grandes écoles…).

Répartition des postes salariés selon le secteur d'activités (INSEE ; 2014)

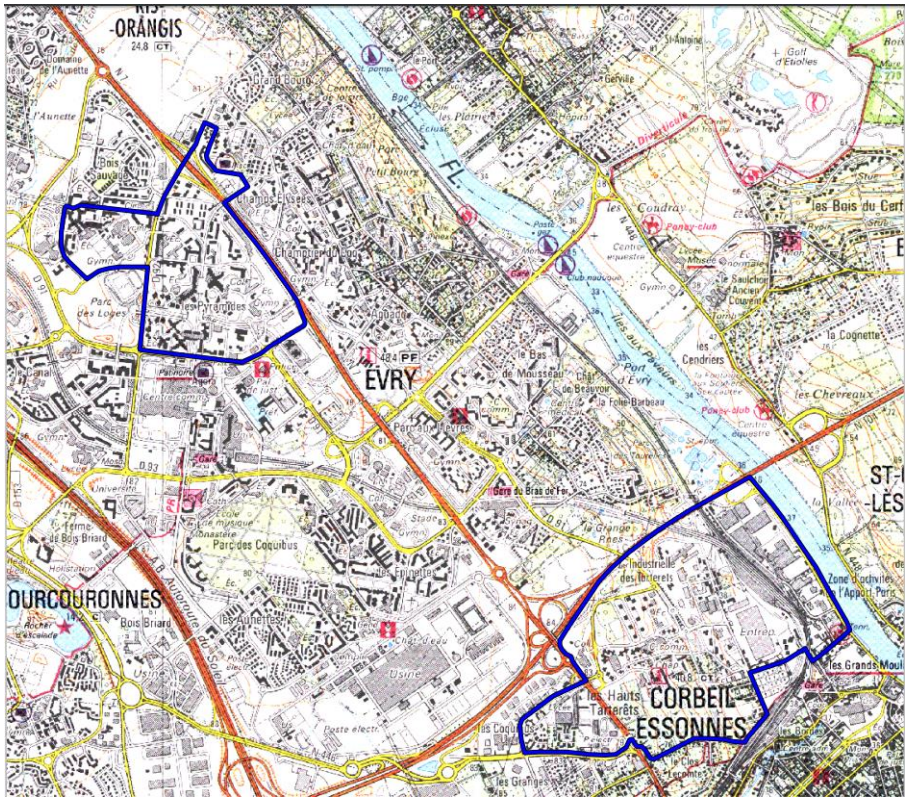


Répartition des établissements actifs selon le secteur d'activités (INSEE ; 2014)



5/ Les initiatives pour catalyser le développement économique d'Évry

La Zone Franche Urbaine de Corbeil-Essonnes – Evry :



Source : i.ville.gouv.fr

La Zone Franche Urbaine qui permet d'obtenir des exonérations de taxe professionnelle sur 5 ans et des avantages sur d'autres taxes et charges a été renouvelée en 2014 sous le nouveau nom de « territoire entrepreneurs ». La ZFU du quartier des Pyramides est encore d'actualité, au moins jusqu'en 2020.

La pépinière d'entreprises Le Magellan

Le Magellan est inclus dans le périmètre de la Zone Franche Urbaine (ZFU) permettant aux entreprises de bénéficier d'avantages fiscaux et sociaux significatifs.

Cette zone franche est devenue un pôle d'innovation. Le principe est de connecter les porteurs de projets, les start-ups, les étudiants, les chercheurs, les experts et les financeurs pour soutenir et promouvoir le développement de jeunes sociétés innovantes. Elle permet, au travers d'évènements, de rassembler les acteurs et de constituer un véritable effet « réseau ».

La pépinière compte un total de 78 locaux, 75 bureaux, 7 ateliers 7 salles de conférence et 2 parkings. Il existe de multiples équipements à proximité dont : un centre de congrès de 700 places

6/ Les zones d'activités

Snecma - Genopole

79 entreprises
58 (en 2013)

5 145 emplois
4 770 (en 2013)

91 ha

Les entreprises Global Bioénergies, Novagali Pharm, Texcell, YPOSKESI… sont implantés sur le parc Snecma-Genopole. Elles bénéficient d'un environnement exceptionnel. Par ailleurs, le site de production du groupe Safran Engineering Aircraft occupe près de 60 hectares.

Le Genopole, premier biocluster français, accueille des entreprises, des laboratoires et plates-formes technologiques. Le Centre Hospitalier Sud-Francilien (CHSF) est situé à proximité

Le Genopole fait partie des 3 sites de La Communauté d'agglomération de Grand Paris Sud proposés et retenus pour l'appel à projets "Inventons la Métropole du Grand Paris". Premier cluster français dédié aux biotechnologies et biothérapies, il est compris dans le périmètre de l'Opération d'Intérêt National La Porte Sud du Grand Paris.







Les Aunettes

60 entreprises
43 (en 2013)

492 emplois
332 (en 2013)

18 ha

Situé dans le centre urbain d'Évry, le parc d'activités des Aunettes dispose à proximité de restaurants, d'hôtels et de résidences universitaires. Il accueille des sièges sociaux et les bureaux de Carré Haussmann

Le Bois Sauvage / Le Bois Guillaume

91 entreprises
75 (en 2013)

3 538 emplois
2730 (en 2013)

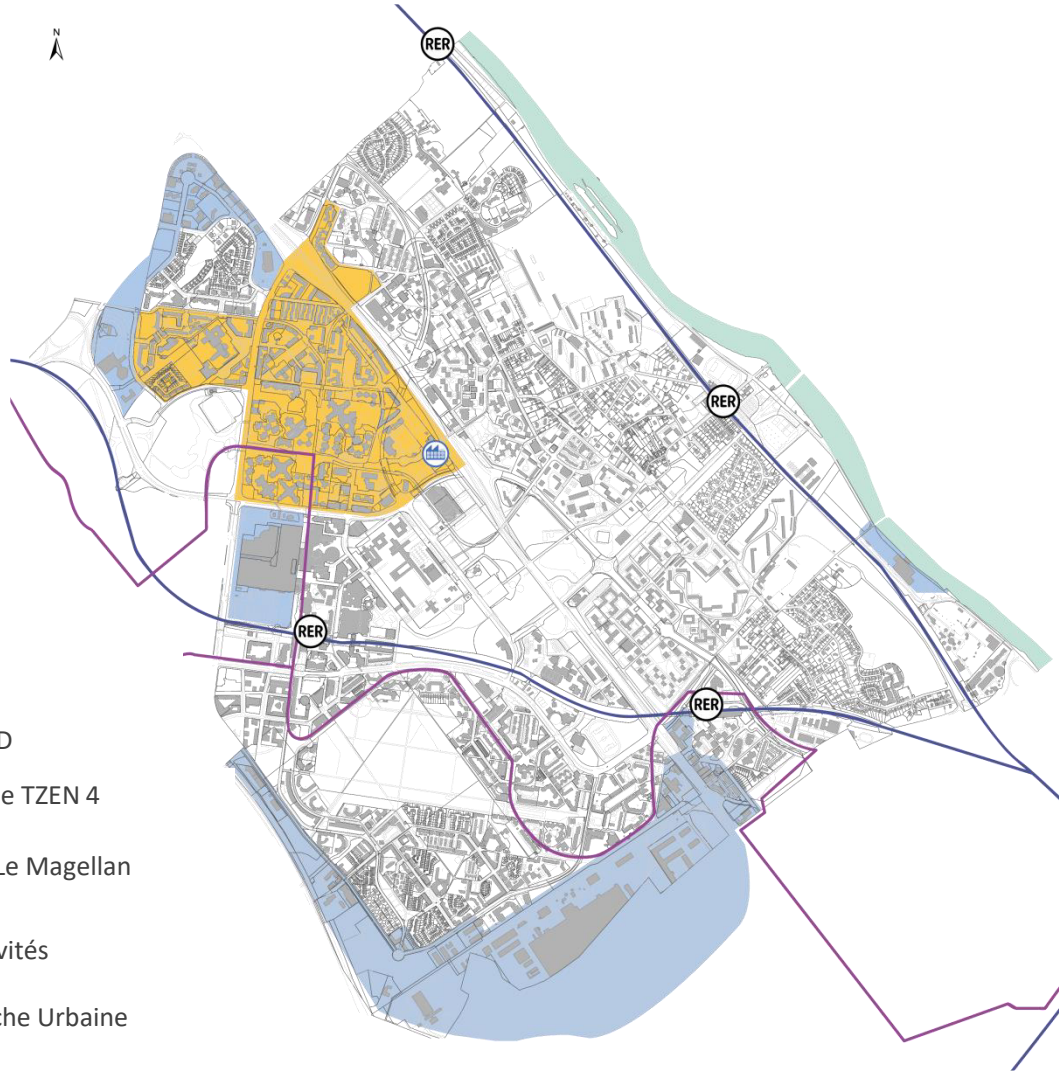
19 ha

Ce parc d'activités accueille principalement : Europcar, Bodyguard, Missler Software… et la maison de l'Emploi Corbeil-Essonnes/Évry. Il est directement relié à la RN7 et à l'échangeur entre l'A6 et la Francilienne N104.

Le port d'Évry

3 entreprises	43 emplois	4 ha
4 (en 2013)	*15 (en 2013)*	

Unitol SAS et Cemex Betons IDF sont implantés sur cette plate-forme multimodale liée au transport fluvial. Située à l'intersection de la Francilienne N104 et de la Seine. De nombreuses zones logistiques se sont développées autour des villes nouvelles d'Évry et de Sénart. Ce secteur offre ainsi un potentiel de développement intéressant : le port est équipé d'un terminal à conteneurs.



7/ Les activités commerciales

Selon l'INSEE, au 1er janvier 2015, Évry compte 973 entreprises dans le secteur du commerce, transport, hébergement et restauration. Ce secteur est le plus important en termes de postes pourvus avec 17 124 emplois soit 47,8 % des emplois de la commune. Même si la part de ces emplois reste très importante pour le dynamisme économique d'Évry, elle est en légère baisse par rapport à l'année 2008, où les emplois de ce secteur représentaient 50,6 % du total pour 19 926 postes pourvus.

La partie du diagnostic commercial s'appuie sur différentes études qui ont été réalisées au cours de la dernière décennie :

- Étude préalable à une opération collective urbaine et commerciale (phase 1 de diagnostic) mai 2010
- Étude de potentiel et de programmation sur les quartiers du Parc aux lièvres et du Bras de Fer à Évry – janvier 2015
- Villes d'Évry et de Courcouronnes ZAC Centre Urbain : étude de marché et de programmation économique et commerciale (phase 1 de diagnostic) – mars 2015

La structure commerciale de la ville s'organise autour :

- de l'offre commerciale du Centre-ville d'Évry
- d'un centre commercial, élément structurant à l'échelle de ville et qui rayonne plus largement
- d'un marché
- de pôles commerciaux de quartier

Quelques commerces isolés, moyennes surfaces alimentaires, ou encore commerces plus spécifiques (garages, etc.) complètent l'offre.

Il est à noter que la ville d'Evry mène une politique volontariste concernant le maintien du commerce de proximité, à travers notamment la mise en place de son droit de préemption sur les fonds commerciaux et artisanaux.

Eléments issus de la concertation :

Lors des **ateliers** sur la thématique commerce, des constats, enjeux, projets et études ont été définis.

Constat :

- Il existe des ressources pour la création d'entreprises sur le territoire : Magellan, Pépinière spécialisée sur Genopole, etc.
- Il existe également des ressources ville préfecture.
- Pas d'espace de co-working aujourd'hui
- Le marché tertiaire est à bout de souffle avec beaucoup de m² vides, non utilisés.

Enjeux :

- Ouvrir davantage Evry 2 sur la ville

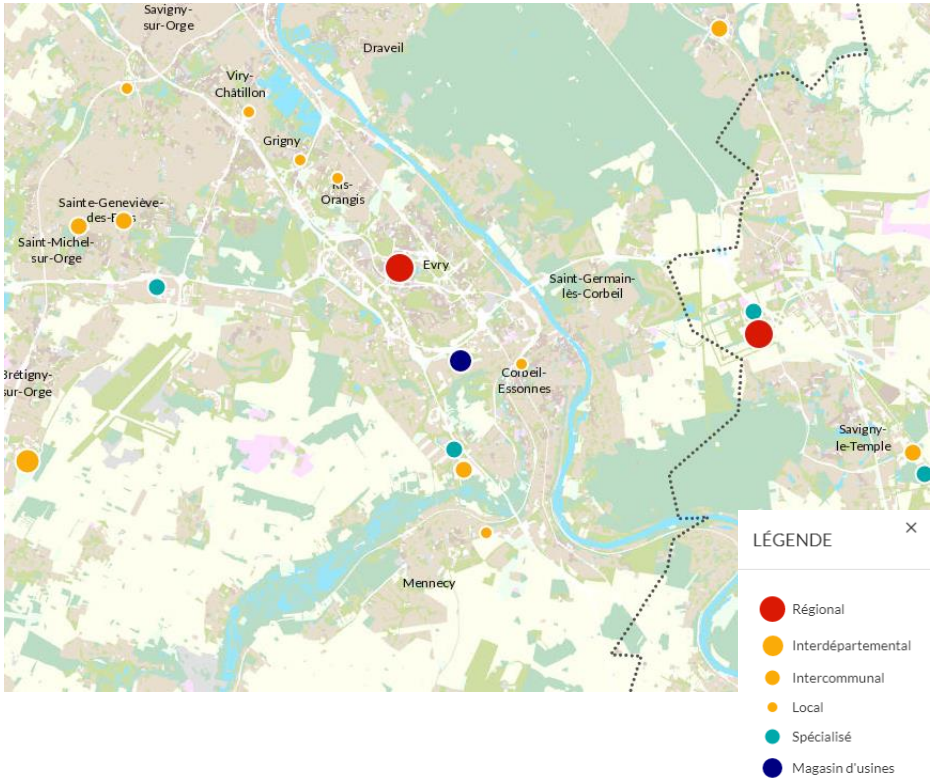
Projets, études :

- Des discussions ont lieu avec des opérateurs pour mailler le territoire autour des gares avec des espaces de co-working.
- Ex ZFU : référent sur entreprenariat.

Le contexte concurrentiel intercommunal

L'offre commerciale d'Évry est complémentaire à celle qui est proposée à l'échelle de l'intercommunalité. En effet, il n'existe que 2 pôles commerciaux majeurs, le centre commercial Évry 2 et le centre commercial Carré Sénart. Dans le reste de l'intercommunalité, l'offre commerciale est soit à rayonnement intercommunal, soit locale. Deux pôles spécialisés et un magasin d'usine viennent compléter cette offre.

Évry est un pôle économique et un pôle d'emplois majeurs du Sud de la Région Île-de-France. C'est également le pôle économique principal du département de l'Essonne.

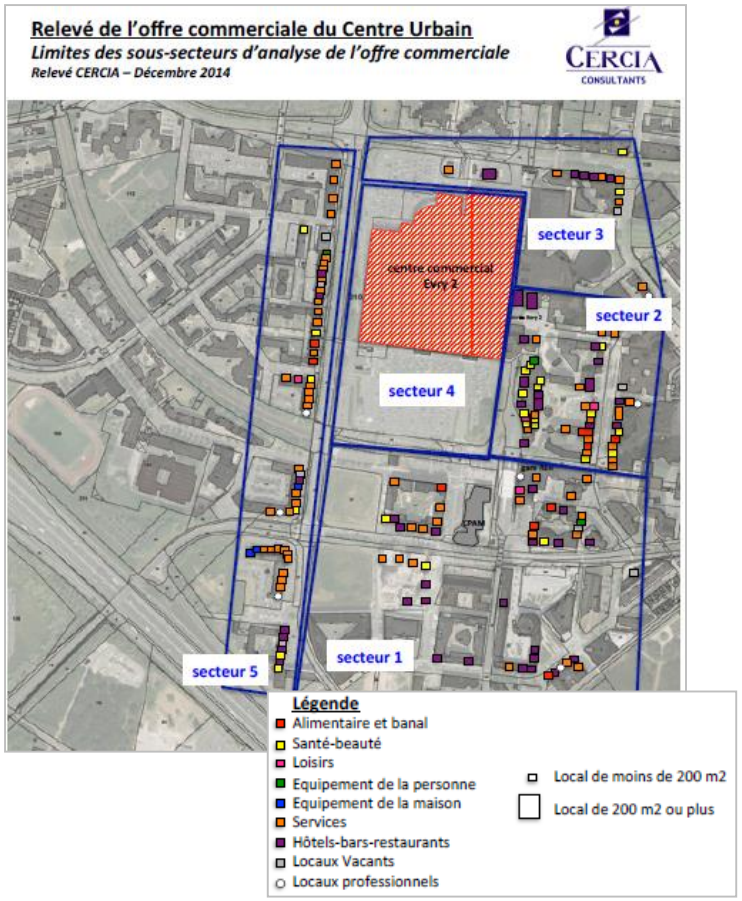


L'offre commerciale du Centre-ville d'Évry

Dans l'offre du Centre Urbain, le centre commercial Evry 2 a un poids économique prépondérant tant par le nombre d'établissements (223/400), que par le poids des surfaces développées (98.000 m² contre 7.000 m² pour le centre-ville) ou encore par le poids des enseignes de notoriété présentes.

L'analyse thématique de l'offre par poste de dépenses révèle que l'offre alimentaire représente seulement 2% de l'offre du Centre Urbain et met en exergue des faiblesses ou des manques flagrants dans de nombreux domaines (boulangerie, boucherie, fruits et légumes, poissonnerie etc.). Concernant sa localisation, elle est concentrée sur le CC Evry 2 malgré la présence d'un DIA sur le cours Blaise Pascal et d'un marché de plein air sur l'esplanade Léopold Sedar Senghor. Il est nécessaire d'entamer une réflexion sur les besoins des nouveaux arrivants et la réalisation de plusieurs programmes résidentiels au cœur de la ZAC du Centre Urbain. D'autres types de commerces sont à l'heure actuelle satisfaisants (Santé-beauté, presse, tabac, dépenses courantes etc.). Les activités d'hôtellerie, de bars et de restauration le sont également par le niveau de densité et de diversité cependant, ils présentent des faiblesses (dispersion spatiale excessive, absence d'accroche visuelle, horaires d'ouverture fortement adaptés aux actifs etc.). Concernant les commerces de biens d'équipement de la personne, et de loisirs, le CC Evry 2 a le quasi-monopole et de ce fait la diffusion de la clientèle ne se fait que très peu dans les rues commerçantes. À l'inverse, les prestations de service et locaux professionnels (qui représentent 1/5 des établissements) sont fortement implantées sur les linéaires commerciaux extérieurs au CC Evry 2. Cependant, il y a une perte d'intérêt et d'attractivité d'axes commerçants qui limite toute tentative d'organisation de véritables circuits commerciaux au cœur du centre-ville. Enfin, les autres activités professionnelles (station-service, service de lavage etc.) ont une offre quasi-inexistante dans le Centre Urbain.

Pour conclure, il est nécessaire d'adapter une nouvelle stratégie de consolidation, de restructuration et de redynamisation de l'offre en place, tout en prenant en compte les faiblesses actuelles des emprises foncières et des ensembles immobiliers commercialisables ou mutables au cœur du Centre Urbain.



	Nombre	%
centre-ville d'Evry	118	29,5
SECTEUR 1	51	12,8
SECTEUR 2	52	13,0
SECTEUR 3	15	3,8
SECTEUR 4 : CC Evry 2	223	55,8
SECTEUR 5 : Courcouronnes Est	59	14,8
TOTAL	**400**	**100,0**

L'une des **contraintes** majeures des commerces localisés en dehors du centre commercial Evry 2, réside dans les mauvaises conditions de dimensionnement et de gestion de l'offre de stationnement au contact des linéaires commerciaux. D'autres difficultés existent :

- une concurrence permanente avec les autres pôles commerciaux de proximité
- l'éclatement spatial et les ruptures induites par un urbanisme sur dalle
- l'absence de véritables locomotives commerciales à l'extérieur d'Evry 2
- l'isolement de certains linéaires par rapports aux circuits habituels des usagers
- Le relatif décalage de l'offre par rapport aux attentes de certaines catégories d'habitants (de condition modeste)
- l'absence de stratégie de maillage commercial d'ensemble et d'outils adaptés
- un montage opérationnel inadapté
- l'absence d'implication initiale de certaines sociétés foncières au stade de l'étude architecturale initiale des projets
- une perception d'un climat d'insécurité en soirée et le week-end (forte baisse de l'animation des espaces urbains centraux).

Concernant les **opportunités**, elles sont de plusieurs ordres :

Des îlots d'urbanisation bénéficiant d'une localisation centrale en entrée de centre-ville et d'une excellente accessibilité

Un renforcement significatif de la population résidante et des marchés captifs

Un déséquilibre structurel flagrant de l'offre commerciale et de services de proximité sur le centre-ville

La localisation et le rayonnement du marché de plein air de l'esplanade Senghor

La proximité du site avec le CC Evry 2, la gare RER, l'offre tertiaire et l'université.

L 'impact futur lié à la mise en service en 2019 de la ligne TTME et de l'implantation de la gare terminale à l'Est du boulevard François Mitterrand.

Le Centre Commercial Régional Évry 2

155 entreprises
192 (en 2013)

1 508 emplois
1 929 (en 2013)

13 ha

Inauguré en 1975, Evry 2 est le premier centre commercial régional. Environ 225 enseignes y sont implantées. De nombreuses activités de loisirs à proximité accompagnent les commerces : cinémas CGR, théâtre et Arênes de l'Agora, patinoire, piscine. Il dispose d'un parking de 5,331 places.

Il est en concurrence frontale et en substitution de tout centre-ville commercial. Malgré son rayonnement à l'échelle régionale, il y a un développement de la vacance au sein de la galerie qui peut être perçu comme un échec et une réelle inquiétude pour l'avenir. De plus, dans le contexte intercommunal existe l'émergence de nouvelles concurrences (Carré Sénart, Ris Orangis).

Ces dernières années plusieurs interventions ont eu lieu :

- De 2001 à 2003, d'importants travaux de rénovation et d'extension ont été entrepris. La surface a été agrandie de 15 000 m² et le centre est passé de 160 à 235 boutiques.
- En 2015, de nouveaux travaux de modernisation sont effectués (sol, verrières, etc.).



Activités commerciales du centre commercial Evry 2	Nombre d'établissements	%
Alimentaire	9	4,0
Banal et divers	1	0,4
Santé-beauté	23	10,3
Equipement de la personne	89	39,9
Equipement de la maison	5	2,2
Anomal et divers	24	10,8
Services marchands	8	3,6
Automobile et moto	-	-
Hôtel-bar et restaurant	18	8,1
Autres activités	-	-
Vacance	46	20,6
TOTAL	223	100,0

Source : Cercia

Le marché :

Une quarantaine de commerçants
(en 2017)

2 jours
Par semaine
(en 2017)

Depuis 2014, le marché de plein air de l'esplanade Léopold Sedar Senghor est le principal site de marché forain de la ville. Il se déroule deux fois par semaine.

<u>Les horaires :</u>

Mercredi : de 11h à 18h

Samedi : de 8h30 à 13h30

Il rassemble une quarantaine de commerçants. Sa capacité est comprise entre 60 et 80 exposants. L'offre y est mixte avec 40% d'étals alimentaires et 60% de produits manufacturés divers. Il est géré en DSP par la société Nouveaux Marchés de France. De plus, il est très bien localisé, rue Léopold Sedar Senghor (à proximité de la gare RER et au sud du parking d'Evry 2).





Les pôles commerciaux de quartier :

300 commerces
Hors Centre-commercial (en 2017)

19 pôles de proximité
(en 2010)

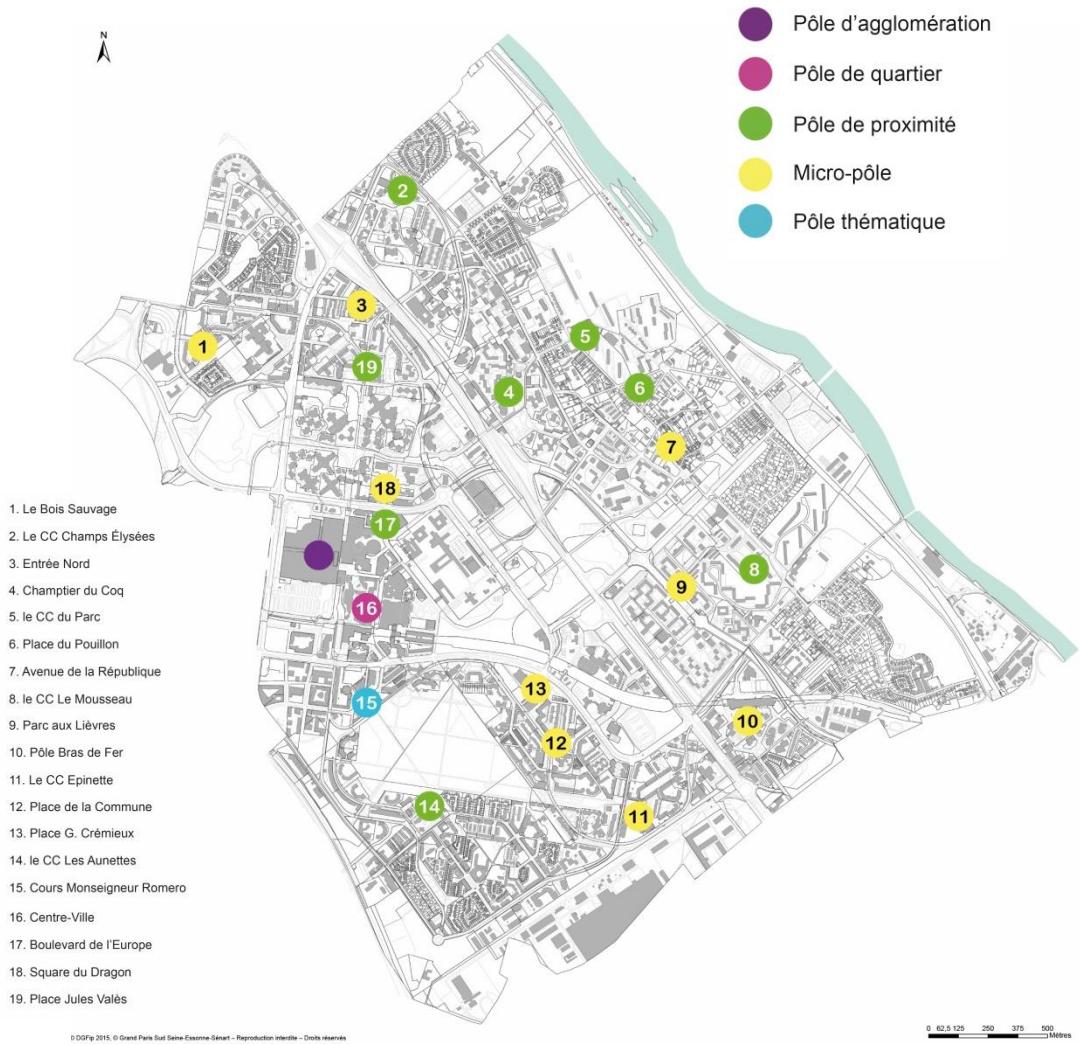
- ***Les chiffres clés des commerces de proximité :***

Evry, outre les commerces du centre commercial, compte environ 300 commerces repartis dans environ 19 pôles de proximité. Ils présentent des visages et des niveaux de dynamisme variables et certains sont parfois défaillants.

En 2015, le diagnostic de la ZAC Centre Urbain réalise une étude sur le contexte concurrentiel local. Il permet une hiérarchisation du centre commercial Évry 2 et des 19 pôles de proximité. L'offre commerciale de proximité se présente ainsi :

- 1 pôle de quartier
- 8 pôles de proximité
- 9 micro-pôles
- 1 pôle thématique

Les études de l'offre commerciale de la commune permettent une approche plus fine du pôle du centre-ville et des micro-pôles Parc aux Lièvres et Bras de Fer.



L'étude préalable à une opération collective urbaine et commerciale de mai 2010, a permis d'établir un état des lieux sur les 19 pôles commerciaux disséminés sur tout le territoire communal. Ces pôles sont hétérogènes, avec une offre et une taille différentes.

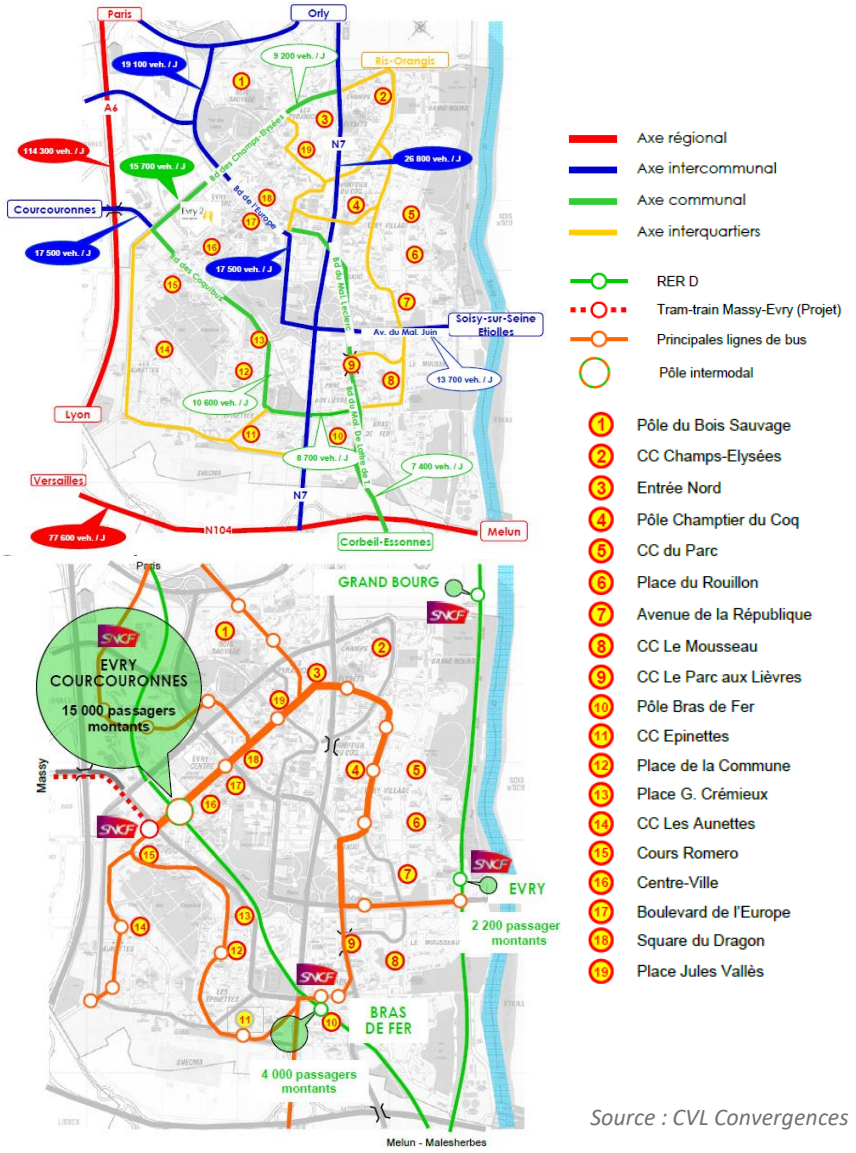
- ***Desserte des pôles commerciaux de proximité***

En 2010, le diagnostic fonctionnel et commercial à l'échelle de la commune a permis de mettre en corrélation les données sur les transports et leur infrastructure avec l'offre commerciale proposée sur le territoire.

Il s'est avéré que les polarités commerciales ne se trouvent pas en contact avec les axes routiers les plus importants. De plus, les flux principaux se concentrent sur le nord de la commune.

Concernant les transports en commun, la gare d'Évry-Courcouronnes sera renforcée comme principal point d'entrée vers Évry par l'arrivée du Tram-Train Massy-Évry qui devrait entrer en fonction en 2020. De plus, le Tzen4 viendra compléter le maillage du réseau de transport et va permettre de renforcer la desserte de certains pôles de proximité.

La conclusion du diagnostic qui a été mené en 2010, met en exergue le fait que le réseau routier et le réseau de transports en commun ne desservent que rarement les polarités commerciales de façon immédiate.



Source : CVL Convergences

- ***L'offre commerciale des quartiers Parc aux Lièvres et Bras de Fer***

Les quartiers se situent en zone primaire (à moins de 5-7 minutes en voiture) du Carrefour Evry 2, qui limite toute implantation de grands formats alimentaires (grand supermarché de plus de 2.000 m² SP). **L'environnement commercial** proche est composé de deux pôles de proximité relativement complets : Le Mousseau, 13 commerces en activité dont G20, et le pôle des Epinettes, 12 commerces en activité dont Diagonal.

Les deux pôles du Bras de Fer et du Parc aux Lièvres sont des pôles incomplets. Le Bras de Fer ne possède pas de commerces alimentaires qualitatifs : il s'agit de commerces positionnés sur les flux et/ou spécialisés (épicerie communautaire). Le Parc aux Lièvres possède deux locomotives (pharmacie et poste) mais est dans un état de déqualification avancé.

Les enjeux identifiés :

- Une nouvelle polarité commerciale viendra concurrencer les pôles du Mousseau et des Epinettes : l'objectif est de limiter cet impact pour éviter la déqualification de ces deux pôles.
- Le projet est peut-être l'occasion de réfléchir à l'avenir du Pôle du Mousseau, qui fonctionne correctement mais est aujourd'hui déqualifié…

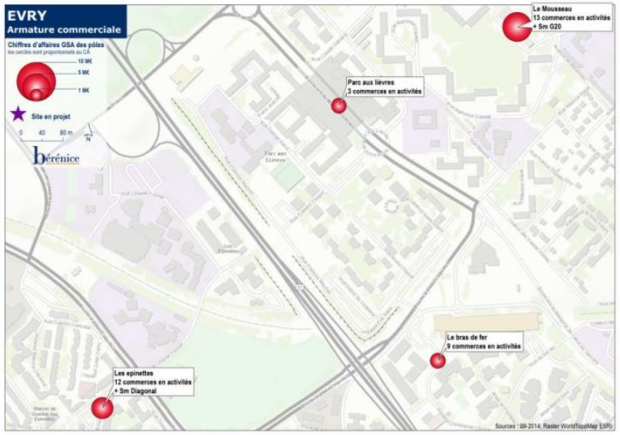
La **zone de chalandise** actuelle des deux pôles est estimée à 4.940 habitants, arrondis à 5.000 habitants. Aujourd'hui, ce potentiel est trop faible pour densifier l'offre commerciale et créer une polarité dynamique.

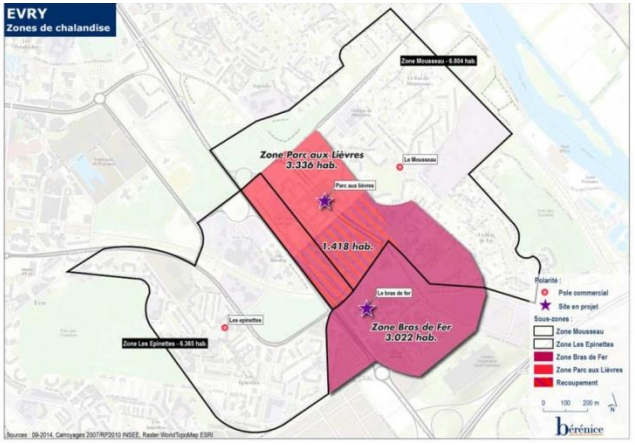
Il s'agit d'une zone avec deux profils sociologiques distincts : un profil jeune, populaire, en forte croissance démographique sur le quartier du Parc aux Lièvres / un profil jeune avec dominante CSP+, des revenus médians élevés et une faible croissance démographique sur le quartier du Bras de Fer. Les taux de motorisation sur la zone sont très élevés.

Après projet, à horizon 2022, le potentiel d'habitants de la zone de chalandise est estimé à 8.640 habitants. Il s'agit d'un potentiel suffisant pour implanter un seul pôle de proximité élargie.

Les enjeux identifiés :

- Adapter les ambitions commerciales du territoire aux caractéristiques de la zone de chalandise
- Ne pas surcalibrer l'offre tout en proposant aux habitants présents une offre proche/accessible en TC et de qualité
- Hiérarchiser les polarités : un pôle leader et un pôle relais d'hyper-proximité





Source : bérénice

Diagnostic socio-économique

L'étude de potentiel et de programmation sur les quartiers du Parc aux Lièvres et du Bras de Fer a croisé trois méthodes d'étude de marché :

- Une méthode par l'aire de chalandise : à une taille de zone de chalandise correspond une typologie et une taille de polarité commerciale.
- Une méthode par les densités commerciales à l'échelle de la zone de chalandise qui révèle les manques marchands du territoire ou au contraire les phénomènes de saturation
- Une étude de marché « classique » pour l'implantation d'un supermarché

Ces trois méthodes débouchent sur une même conclusion : il est envisageable de créer un pôle de proximité « élargie » de plus de 3.000 m² surfaces de vente et un pôle de grande proximité (600-800 m² surfaces de vente)

Le type d'activités implantables sont des activités classiques d'un pôle de proximité (boulangerie, tabac/Presse, coiffeur, café) qui fonctionnent sur de petites zones de chalandise, un petit supermarché (surface possible estimée à 700m² SV, CAD 1200 m² SP) et des activités complémentaires liées au contexte urbain (flux de passage, accessibilité…)

Les enjeux identifiés :

- Un potentiel total de 4.000 m² de création de surfaces commerciales
- Dont un pôle leader de plus 3.000 m² SV avec un petit supermarché de 700 m² SV
- Un pôle relais d'hyper-proximité de 600-800 m² SV

Type d'Activités	Activité	Chalandise nécessaire
Alimentaire	Supermarché	4.000 habitants
	Boulangerie	3.000 habitants
	Tabac Presse	3.000 habitants (+ flux)
	Boucherie/Traiteur	6.000 habitants
Services	Pressing	3.000 habitants ou 5.000 actifs
	Multiservices	10.000 habitants (+actifs et flux)
	Agence bancaire	3.000 habitants
	Agence postale	5.000 habitants
	Agence immobilière	5.000 habitants
	Auto Ecole	10.000 habitants
	Assurances	10.000 habitants
Restauration	Bar/Café	3.000 habitants
	Restauration assise	10.000 habitants ou 1.000 actifs
	Restauration à emporter	5.000 habitants ou 1.000 actifs
Hygiène Beauté Santé	Pharmacie	3.000 habitants
	Coiffeur	5.000 habitants
	Institut de beauté	6.000 habitants
	Opticien/Audition	10.000 habitants
Activités complémentaires	Fleuriste	10.000 habitants (+flux)
	Salle de sport	5.000 habitants ou 5.000 actifs
	Services à la personne	10.000 habitants
	Papeterie-Reprographie	5.000 actifs
	Services aux entreprises/conciergerie	5.000 actifs
	Cabinet médical	6.000 habitants
	Laboratoire d'analyse	10.000 habitants
Potentiel trop juste pour ces activités	Epicerie Bio	20.000 habitants
	Primeurs	20.000 habitants
	Poissonnier	20.000 habitants
	Caviste	20.000 habitants

Source : bérénice

- ***Diagnostic des pôles commerciaux de proximité***

L'étude préalable à une opération collective urbaine et commerciale de Mai 2010 a débouché sur un diagnostic de chaque pôles commerciaux. Il identifie également les enjeux déclinés ci-dessous :

Pôle du Bois Sauvage

Diagnostic fonctionnel :

- Le pôle du Bois Sauvage souffre à ce jour de son enclavement et de son manque de lisibilité depuis le reste du quartier et les axes de flux. Les arcades faces aux vitrines ne favorisent pas l'exposition commerciale.
- La reconfiguration de la place Camille Guérin et la création d'une voie permettront une meilleure exposition des cellules commerciales depuis l'entrée nord du quartier.

Diagnostic commercial :

- Le pôle du Bois Sauvage est une polarité de proximité, exclusivement tenue par des indépendants, sans véritable cohérence commerciale et qui souffre aujourd'hui d'une forte vacance. L'offre présente est vieillissante et peu qualitative,
- Le projet urbain aura pour effet de désenclaver le commerce en lui donnant notamment une meilleure visibilité et par conséquent un meilleur rayonnement. Seule la pharmacie sera maintenue.

Centre Commercial Champs-Elysées

Diagnostic fonctionnel

- Malgré une visibilité limitée depuis la rue (pôle situé en contrebas), le pôle commercial est bien situé sur l'entrée du quartier. L'exposition et la forme du linéaire commercial (ovale face à la place Troisdorf) est propice à la lisibilité de l'offre.
- L'offre de stationnement (dont arrêt minute non réglementé) est convenable. En revanche, l'offre commerciale n'est pas visible depuis l'arrêt de transport en commun.

Diagnostic commercial :

- Une offre relativement diversifiée et cohérente pour un pôle de proximité centré autour d'une locomotive alimentaire, toutefois sans enseigne nationale.
- Les cellules commerciales sont relativement bien tenues, avec un linéaire homogène et un agencement cohérent (continuité commerciale), leur rayonnement se fait essentiellement sur le mode piéton.

Entrée Nord

Diagnostic fonctionnel :

- Une polarité sans vacance et qui est dotée d'une locomotive alimentaire, récemment rénovée sous enseigne Franprix. En complément, on trouve un linéaire commercial à proximité disposant de façades correctes, mais une offre peu diversifiée.
- La configuration du magasin Franprix et la rupture de la continuité commerciale ne favorisent pas la synergie entre ces 2 parties.

Diagnostic commercial :

- La qualité de la desserte voiture du site permet d'envisager un rayonnement voiture qui dépasse toutefois peu la zone de chalandise piétonne.

Pôle Champtier du Coq

Diagnostic fonctionnel :

- Les flux depuis les arrêts de transport en commun ne transitent pas par le centre commercial.
- Une grande partie du linéaire commercial, masqué le bâtiment de l'Atelier des Citoyens, n'est pas visible depuis la rue Montespan.
- Le supermarché Lidl, dont la façade tourne le dos au quartier, n'a pas, dans ces conditions, d'effet d'entrainement sur le commerce de proximité.

Diagnostic commercial :

- polarité dotée d'une locomotive alimentaire et d'activités de proximité qui viennent en complément. Les commerces, services et activités artisanales, majoritairement des indépendants, sont peu qualitatifs et la vacance limite leur dynamisme.
- Deux séquences commerciales distinctes qui ne fonctionnent pas ensemble : la locomotive Lidl qui est tournée vers la Nationale 7 et au sein du quartier, une polarité de proximité.
- Une polarité qui rayonne en voiture grâce à la locomotive Lidl et à sa bonne desserte, avec en complément une couverture piétonne.

Centre Commercial du Parc

Diagnostic fonctionnel :

- Le centre commercial du Parc profite d'une bonne visibilité en entrée de quartier. Son offre de stationnement (même si elle n'est pas réglementée) est bien configurée, face aux vitrines des commerces.
- Le centre commercial n'est toutefois pas desservi directement par les transports en commun, l'arrêt étant situé Bld Decauville, à 70 mètres du centre.
- En termes de configuration, deux des façades du bâtiment sud sont peu visibles depuis les zones de flux du quartier.

Diagnostic commercial :

- Une polarité qui dispose d'une offre cohérente et relativement diversifiée en termes d'activités majoritairement tenues par des indépendants. Cependant, une offre qui tend à vieillir et une forte vacance qui nuit au dynamisme du pôle.
- Une configuration du pôle qui doit être optimisée en particulier pour le bâtiment Coccimarket dont les rez- de-chaussée commerciaux situés à l'arrière (façades Sud et Est) restent isolés des flux et de l'animation.
- Malgré la présence d'une enseigne nationale en alimentaire (CocciMarket), cette polarité ne rayonne que sur le mode piéton, avec une zone à 5 minutes maximum.

Place du Rouillon

Diagnostic fonctionnel :

- Le pôle commercial n'est pas visible depuis le Bld. Decauville, le principal axe de circulation du quartier. Il s'ouvre sur l'Avenue Novy Targ, axe local.

Diagnostic commercial :

- Une polarité concentrée autour de la Place du Rouillon et proposant une offre peu diversifiée, vieillissante composée exclusivement d'indépendants. Un pôle peu dynamique et qui souffre de la vacance notamment sur l'angle en face de l'auto-école, un angle stratégique visible depuis le Bd Decauville et qui pourrait servir d'accroche commerciale.
- L'absence d'une locomotive alimentaire réduit l'attractivité du pôle dont le rayonnement se limite au mode piéton

Avenue de la République

Diagnostic fonctionnel :

- Le pôle se trouve en pied d'immeubles. Il ne dispose pas de desserte en transport en commun. Sa visibilité est bonne, mais l'avenue de la République n'est qu'un axe local.
- Les autres commerces, rue Emmanuel Pastre, sont vacants en partie et se trouvent également sur des axes secondaires non desservis par les TC.

Diagnostic commercial :

- Une polarité commerciale composé d'un linéaire de 3 activités, exclusivement tenues par des indépendants et qui tend à vieillir.
- Une relative dynamique liée à la continuité commerciale entre ces 3 cellules, et qui doit être maintenue.
- La faible taille du pôle et l'absence d'une locomotive limitent sa capacité d'attraction.

Centre Commercial Le Mousseau

Diagnostic fonctionnel :

- Le pôle commercial, qui surplombe l'Av. du Mousseau, dispose d'une bonne visibilité depuis l'axe d'entrée dans le quartier et l'arrêt de TC (1 ligne).
- Son offre de stationnement, masquée à l'arrière du centre, n'est pas visible depuis l'avenue.

Diagnostic commercial :

- Une offre commerciale cohérente pour un pôle de proximité, autour d'une locomotive alimentaire sous enseigne nationale et d'activités d'accompagnement diversifiées tenues par des indépendants. Des façades homogènes mais peu qualitatives.
- Un agencement commercial qui assure la lisibilité du pôle, cependant le salon de coiffure situé derrière reste isolé. Une vacance peu développée ce qui conforte l'animation du pôle.
- La locomotive assure l'attractivité du pôle qui peut ainsi rayonner en voiture et en mode piéton.

Centre Commercial Le Parc aux Lièvres

Diagnostic fonctionnel :

- Le pôle commercial ne dispose d'aucune visibilité depuis l'Avenue du Général Leclerc. Les accès piétons depuis les environs se font par des escaliers, ce qui ne favorise pas l'attractivité du site vis-à-vis de l'extérieur.
- Le projet de suppression de la dalle permettra de tirer parti d'un environnement urbain porteur, grâce à la forte densité de population à proximité immédiate, et aux flux voiture de l'avenue.

Diagnostic commercial :

- Un pôle commercial vieillissant, sans locomotive et sans offre d'accompagnement cohérente.
- Un pôle dominé par la vacance.
- Un projet est à l'étude sur cette polarité afin d'optimiser sa configuration en supprimant notamment la dalle et en aménageant des rez-de-chaussée commerciaux à hauteur de la D91. Sans véritable locomotive alimentaire, cette polarité ne peut rayonner au-delà de 5 minutes piéton.

Pôle Bras de Fer

Diagnostic fonctionnel :

- Le pôle du Bras de Fer n'est pas visible depuis le Bld des Coquibus. L'offre de stationnement est non réglementée et occupée par les usagers de la gare de RER. Un projet de réglementer l'offre de stationnement en la rendant payante est en cours sur le secteur Bel Air et Bras de Fer.
- Le linéaire est en lien avec la sortie de RER opposée à la gare de bus, ce qui ne favorise pas sa fréquentation.

Diagnostic commercial :

- Une polarité relativement diversifiée exclusivement tenue par des indépendants, mais peu dense et vieillissante.
- Un linéaire commercial constitué ce qui conforte la lisibilité du pôle.
- Une polarité confidentielle qui ne joue qu'un rôle d'hyper proximité aujourd'hui.

Centre Commercial Epinettes

Diagnostic fonctionnel :

- Le centre commercial de la Place des Fédérés, en contrebas du Boulevard Louise Michel dispose d'une visibilité limitée depuis cet axe.
- La station de TC, située rue de l'Internationale, ne favorise pas l'irrigation du pôle commercial par les flux piétons entrant vers le quartier.

Diagnostic commercial :

- Une polarité peu dense et peu qualitative, sans cohérence commerciale et sans locomotive.
- Des commerces sous des arcades qui ne favorisent pas leur visibilité et donc limitent leur dynamisme.
- Un pôle confidentiel dont le rayonnement ne peut dépasser les 5 minutes piéton.

Place de la Commune

Diagnostic fonctionnel :

- Le pôle commercial se décompose en deux linéaires distincts répartis de part et d'autre de la rue Henri Rochefort. Une partie du linéaire, située face à la Place de la Commune, est peu visible depuis la rue, et uniquement accessible à pied.
- Le stationnement se fait long de la rue et en contre-allée. Il n'est pas réglementé.
- Ce pôle profite toutefois d'une bonne animation de quartier et de la présence de nombreux équipements publics à proximité. Le projet de restructuration de la place permettra d'offrir une meilleure lisibilité des équipements en contrebas.

Diagnostic commercial :

- Une polarité qui accueille une moyenne surface alimentaire, sans enseigne nationale, avec un complément des activités relativement diversifiées et cohérentes pour un pôle de proximité. Néanmoins, une offre vieillissante et qui souffre de la forte vacance.
- Une lisibilité du pôle qui n'est pas optimisée en raison des ruptures de linéaires commerciaux et de l'éclatement de l'offre.
- Malgré la présence d'une moyenne surface alimentaire, le rayonnement du pôle se limite à une zone piétonne en raison de la mauvaise accessibilité voiture du pôle depuis des aces structurants.

Place G. Crémieux

Diagnostic fonctionnel :

- Ce pôle, composé d'un seul commerce, dispose d'une visibilité limitée depuis le Boulevard des Coquibus. Il n'est pas accessible directement en transports en commun.
- Il dispose d'une offre de stationnement importante et non réglementée.

Diagnostic commercial :

- Une polarité uniquement dotée d'une moyenne surface de surgelés, sous l'enseigne Picard, qui plus est vieillissante. Picard est propriétaire de ses murs.
- Une offre en retrait de l'axe structurant, n'optimisant donc pas cette desserte et qui tourne le dos au quartier.
- Malgré la notoriété de l'enseigne et la faible concurrence de spécialistes sur ce créneau, son rayonnement se limite à 5 minutes voiture en raison de la mauvaise visibilité depuis l'axe structurant D 93.

Centre Commercial Les Aunettes

Diagnostic fonctionnel :

- Ce pôle commercial, situé en cœur du quartier, dispose d'une bonne visibilité depuis la rue de l'Essonne qu'il surplombe.
- Son offre en stationnement se trouve face aux vitrines et la répartition des espaces piétons/voiture est satisfaisante (espaces piétons amples, fonctionnement du parking lisible).

Diagnostic commercial :

- Une polarité dotée d'une moyenne surface alimentaire, sous l'enseigne Franprix, et d'activités d'accompagnement cohérentes avec le positionnement du pôle.
- Un agencement qui assure la lisibilité de l'offre, cependant des ruptures dans la continuité commerciale, liées aux cellules vacantes, qui nuisent à son dynamisme.
- Malgré la présence d'une moyenne surface alimentaire, le rayonnement du pôle se limite à une zone piétonne en raison de sa desserte qui n'est que locale.

Cours Romero

Diagnostic fonctionnel :

- Ce pôle de pied d'immeuble d'articule autour du Cours Roméro. Il est visible depuis cet axe local et profite de la présence de populations étudiantes qui résident dans le secteur.
- La proximité du parc des Coquibus, frontière naturelle importante, ne favorise pas le rayonnement commercial du pôle.

Diagnostic commercial :

- Une offre commerciale à dominante restauration, majoritairement tenue par des indépendants, et quelques activités d'accompagnement, cohérente avec le positionnement du pôle.
- Une concentration de l'offre avec un travail sur la continuité commerciale et le vis-à-vis qui assure le dynamisme du pôle, néanmoins celui-ci reste confidentiel et tourne le dos à l'animation autour du pôle multimodal de la gare.
- Cette polarité s'adresse aux salariés et étudiants présents à proximité et son rayonnement se limite à 5 minutes piéton.

Square du Dragon

Diagnostic fonctionnel :

- Ce pôle profite d'une bonne exposition aux flux voitures du Boulevard de l'Europe. Toutefois, son offre de stationnement est peu pratique.
- Les liaisons avec les quartiers d'habitation environnants se fait par des passerelles, ce qui ne favorise pas l'exposition des linéaires commerciaux vis-à-vis des piétons.

Diagnostic commercial :

- Une offre commerciale relativement récente, à dominante services, avec une forte présence de restaurants et plusieurs enseignes nationales, cohérente avec le positionnement du pôle (pôle de flux).
- Un linéaire commercial constitué qui favorise la commercialité du site.
- Malgré une bonne desserte voiture du site, celui-ci compte tenu de la typologie de l'offre rayonne essentiellement en mode piéton, ciblant les salariés environnants, avec un bon hors-zone en complément.

Boulevard de l'Europe :

Diagnostic fonctionnel :

- Ce pôle, dont l'accessibilité est exclusivement piétonne, ne dispose d'aucune visibilité depuis les grands axes de circulation automobile.
- L'accès depuis le Boulevard de l'Europe se fait par des escaliers. Les commerces ne sont pas indiqués au niveau de la rue.

Diagnostic commercial :

- Une polarité commerciale peu dense, vieillissante avec des activités pas toujours cohérentes (taxiphone) avec le rôle que devrait tenir cette offre à savoir une offre d'appoint pour les besoins quotidiens.
- Un éclatement de l'offre qui ne favorise pas la commercialité du pôle et une vacance qui nuit à son dynamisme.
- Son emplacement en cœur de quartier ne favorise pas son rayonnement qui se limite au quartier.

Synthèse de l'offre commerciale des pôles tirée de l'étude :

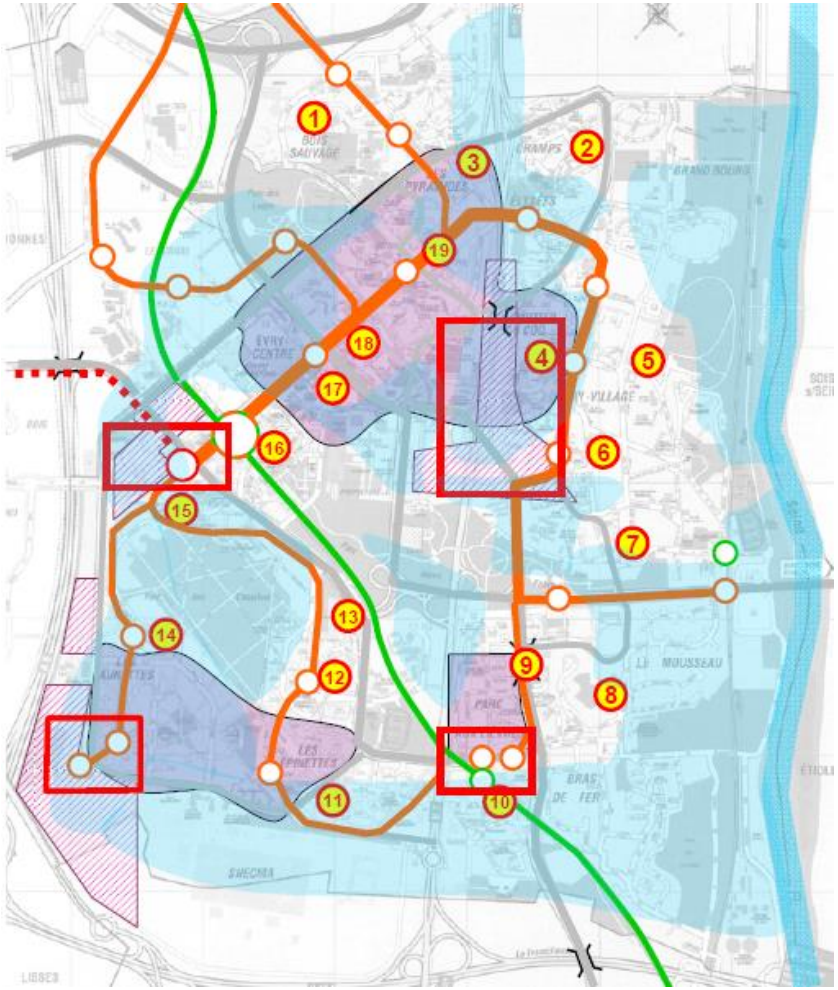
Constat : en dehors du Centre Commercial régional Evry 2, l'offre en équipement de la personne et de la maison est quasi inexistante sur le reste de la commune d'Evry.

Offre commerciale des pôles

	Alimentaire				Non alimentaire			Services					
	Locomotive alimentaire	Supérette sous enseigne nationale	Supérette indépendante	Commerces de bouche	Equipement de la personne	Equipement de la maison	Culture-loisirs	Services à la personne	Services financiers	Services médicaux	Autres services	Restauration	Vacance
1. Bois Sauvage (état futur)										√			
2. CC Champs Elysées			√	√			√	√		√	√	√	√
3. Entrée Nord	√			√				√			√	√	
4. Champtier du Coq	√		√	√			√	√	√	√	√	√	√
5. CC du Parc		√		√				√	√	√	√	√	√
6. Place du Rouillon			√	√		√	√	√		√	√	√	√
7. Avenue de la République			√							√		√	√
8. CC Le Mousseau	√			√		√	√	√		√	√	√	√
9. CC Parc aux Lièvres				√			√	√	√	√			√
10. Bras de Fer			√	√			√	√				√	√
11. CC Epinettes			√					√				√	√
12. Place de la Commune	√		√	√			√	√		√		√	√
13. Place G. Crémieux	√												
14. CC Les Aunettes	√			√	√		√	√	√	√		√	√
15. Cours Romero	√		√	√				√			√	√	
16. Centre-ville	√		√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√
17. Bd de l'Europe								√	√	√	√	√	√
18. Square du Dragon				√			√			√		√	√
19. Place Jules Vallès (état futur)			√	√			√	√	√	√	√	√	√

Source : Cercia

Synthèse de l'offre commerciale des pôles tirée de l'étude :



- Plusieurs secteurs cumulent densité de population, bonne desserte en transport en commun et une faible pression concurrentielle: l'extension du centre-ville, la gare Bras de Fer, le sud du quartier des Aunettes et le secteur du Rouillon.
- Certains de ces sites se trouvent concernés par des opérations urbaines d'ampleur.

Source : Cercia

État initial de l'environnement

A/ Les caractéristiques physiques du territoire

1/ Le site et les paysages
2/ La topographie
3/ La géologie et l'hydrogéologie
4/ L'hydrographie
5/ Le climat

B/ Les espaces naturels et protections

1/ La trame verte et bleue
2/ Les espaces verts
3/ La faune et la flore
4/ Les recensements et protections du patrimoine naturel

C/ Le diagnostic de vulnérabilité : les risques et nuisances

1/ Les nuisances sonores
2/ La qualité de l'air
3/ Les risques naturels
4/ Les risques d'origine anthropique

D/ Les réseaux techniques urbains

1/ L'eau potable
2/ L'assainissement
3/ La gestion des déchets
4/ Le réseau de chaleur

E/ Les énergies renouvelables et le développement durable

1/ Les documents supra-communaux
2/ Les potentiels sur le territoire

Synthèse enseignements, enjeux

État initial de l'environnement

A/ Les caractéristiques physiques du territoire

1/ Le site et les paysages

A l'échelle de l'Essonne, Evry se situe à la charnière entre le secteur très urbanisé du nord du département – dans la continuité de l'agglomération parisienne - et un secteur actuellement en mutation qui comprend la frange périurbaine de la région Ile-de-France.

Le site de la ville nouvelle d'Evry se trouve sur un vaste plateau bordé par les vallées de l'Orge à l'ouest, de l'Essonne au sud et de la Seine à l'est. La ville d'Evry se situe sur l'ancien plateau agricole, La présence de la Seine et de plusieurs espaces boisés hérités des parcs des anciens châteaux offre un cadre de qualité.

Le site est fortement marqué par la présence de la Seine qui définit 3 entités paysagères :

- La vallée de la Seine
- Les coteaux
- Le plateau

La vallée de la Seine

La Seine est une coupure naturelle importante qui constitue la limite nord-est du territoire. Le fleuve, ainsi que ses berges, sont des éléments remarquables du paysage qui font l'objet d'une protection au titre des sites pittoresques. Les qualités paysagères du site sont liées à l'élargissement du lit du fleuve, à la présence d'une île – située sur le territoire d'Etiolles - et au caractère boisé des berges.

La partie nord-est des berges est concernée par une ZNIEFF de type 2, c'est-à-dire un secteur de grand intérêt biologique ou écologique dans lequel les grands équilibres écologiques doivent être respectés. Un recensement fait état de 223 espèces floristiques protégées dont 6 espèces patrimoniales telles que la Fumeterre grimpante, espèce rare et déterminante pour la ZNIEFF.

Dans leur partie nord, les berges de Seine sont aménagées en parc urbain. Elles accueillent une promenade et des jeux pour enfants.

Les coteaux

Orientés au nord-est, les coteaux s'élèvent en pente douce depuis les berges de Seine.

Dès le Moyen-Age, ils ont accueilli les premières implantations (village, châteaux). Les éléments de paysage (parcellaires, réseau routier, massifs boisés…) présentent une organisation perpendiculaire caractéristique de l'urbanisation des coteaux.

Les coteaux présentent encore aujourd'hui un caractère boisé grâce à la présence de plusieurs massifs, vestiges des parcs des anciens châteaux.

Le plateau

Voué entièrement à l'agriculture jusque dans les années 1960, le plateau a ensuite été choisi pour accueillir les opérations de construction de la ville nouvelle, notamment le centre urbain.

Il accueille aujourd'hui une urbanisation parfois dense et plusieurs grands parcs urbains.

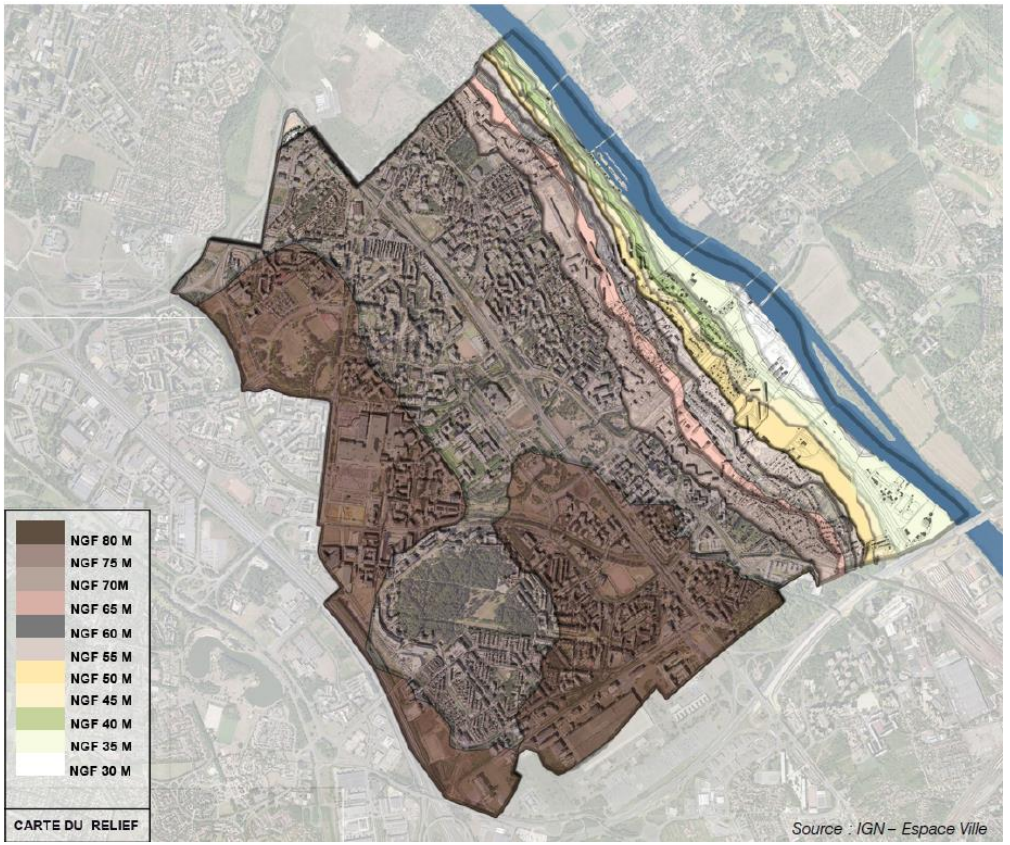
2/ La topographie

La commune est implantée à l'est du plateau du Hurepoix. L'altitude moyenne de la commune est d'environ 50 m. Le relief du territoire d'Evry est prononcé, entre le niveau des bords de la Seine (alt. 35m) et le plateau qui culmine à 85m.

Le fond de la vallée de la Seine est large d'environ 600-800m.

Le coteau a une orientation nord-est et la commune se situe en rive gauche de la Seine.

Topographie du territoire d'Évry



3/ La géologie et l'hydrogéologie

Le sous-sol de la commune d'Evry se constitue de couches géologiques issues d'aires géologiques plutôt récentes (aires quaternaire et tertiaire).

On trouve en surface un niveau quaternaire d'environ 3 mètres d'épaisseur constitué généralement de remblais, limons, colluvions, éboulis de pente, etc…

Plus précisément, cette couche de terrains superficiels affleurante et subaffleurante regroupe le coteau, avec la formation du versant, d'éboulis et de colluvions (EC) et le fond de la vallée de la Seine, avec des alluvions récentes (FZ).

Une partie de ces terrains classés « EC (Eboulis et Colluvions) » se retrouvent dans la vallée de la Seine qui passent sur le territoire de la commune d'Evry. Ils forment des placages continus. Etalés au pied du calcaire de Brie, ils sont formés d'argile grise ou brune avec fragments de calcaires et de meulières, de limons de pentes, de paquets d'argile verte. Leur puissance est variable, de 1 à 10 mètres. Ils masquent les niveaux sous-jacents, marnes supragypseuses et calcaire de Champigny.

Les alluvions modernes (FZ) sont des dépôts limoneux et sableux, à graviers fins pouvant présenter des niveaux tourbeux. Dans la vallée, elles sont activement exploitées, ainsi que les alluvions anciennes sous-jacentes. Leur épaisseur atteint jusqu'à 9 m dans la vallée.

Ensuite les terrains issus de l'aire tertiaire regroupent deux principaux horizons

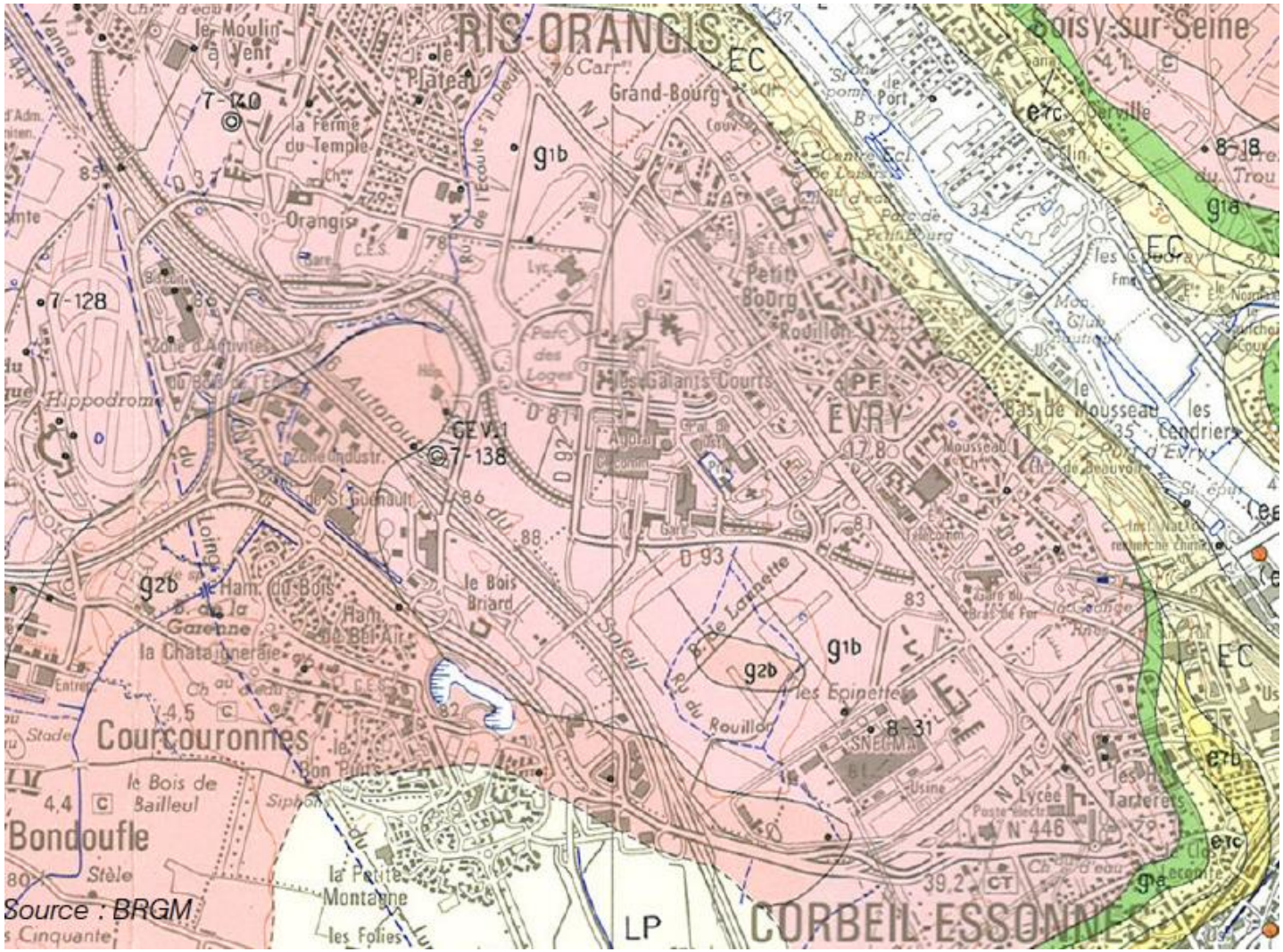
géologiques : la majorité du territoire communal se trouve sur le calcaire de Brie et l'argile à meulière de Brie (g1b). Les sables et grès de Fontainebleau (g2b) se sont déposés sur les hauteurs de la commune.

L'horizon appartenant au Stampien inférieur (ou Sanoisien supérieur, g1b) représenté ici par le calcaire de brie dont l'épaisseur peut atteindre 10m, est composé de marnes calcareuses blanches, tendres, farineuses et calcaires plus ou moins marneux, blancs passant à des calcaires blanc grisâtre, souvent siliceux, meuliérisés en surface. A la base du Brie, on trouve fréquemment un niveau de marnes brun chocolat qui peut représenter les caillasses, mais elles sont souvent confondues avec le reste du calcaire. En affleurement, on observe souvent cette succession. Au sommet, les blocs de meulières caverneuses, excessivement dures, blanc-gris à roux, sont souvent de très grande taille, pris dans une argile grisâtre. C'est cette argile à meulière qui s'étend sur la majorité du territoire de la commune.

La couche géologique de sables et de grès de Fontainebleau (g2b) appartient à l'aire du Stampien supérieur. Ces sables forment des « buttes témoins » sur environ 5 mètres. Ce sont des sables siliceux (95 à 99% de silice), légèrement micacés, fins (médiane de 0,10 à 0,15 mm) bien classés. Ils sont de couleurs blanc pur à grisâtre, mais le plus souvent ocre à roux, teinte due semble-t-il à une contamination par les eaux pluviales ou des nappes alluviales. Les grès y abondent. On les rencontre en sondages, on les observe en affleurement, soit en gros blocs disloqués pouvant avoir glissé sur les pentes, soit en formations tabulaires, épaisses de 2 à 3mètres. L'ensemble sables et grès présente une paléotopographie en chenaux allongés. Très fluants, les sables masquent souvent les niveaux sous-jacents sur les flancs de vallées.

État initial de

Géologie du territoire d'Évry



Le Schéma Départemental des Carrières (SDC)

Le schéma départemental des carrières (SDC) de l'Essonne en vigueur a été approuvé par arrêté préfectoral du 12 mai 2014. Il identifie les matériaux disponibles à l'échelle du Département, ainsi que les zones dans lesquelles l'exploitation de ces matériaux est possible.

On distingue trois catégories de zones où l'on peut installer des carrières :

les zones de type 1 dans lesquelles l'exploitation des carrières est interdite ;

les zones de type 1 bis peu propices à l'exploitation des carrières dans lesquelles l'autorisation d'une carrière relève d'un régime dérogatoire lorsque l'impact est jugé acceptable au regard de dispositions compensatoires particulières;

les zones de type 2 dans lesquelles une attention particulière doit être apportée à la compatibilité de l'exploitation de carrière avec les enjeux en présence.

Quel que soit l'emplacement envisagé en zone de type 1 bis ou 2, en application de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, il appartient au porteur d'un projet de démontrer la compatibilité de son projet avec les enjeux en présence. Le tableau suivant récapitule les divers types de protections environnementales en fonction de leur catégorie (1, 1 bis ou 2).

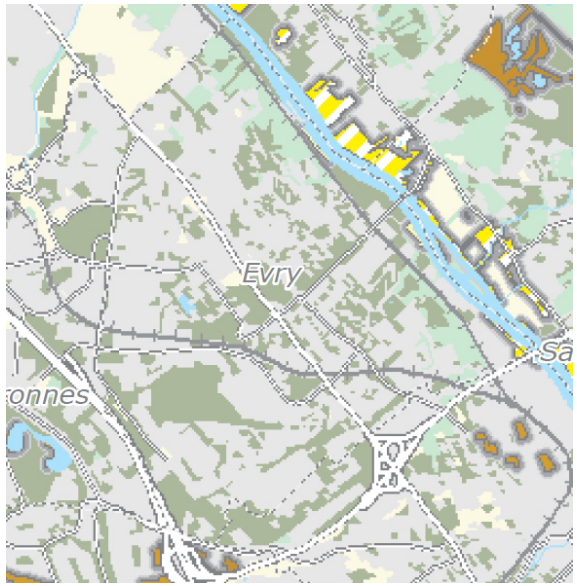
Classification des contraintes environnementales

Protection des milieux naturels	
Arrêté de protection de biotope (sauf si règlement APB permet l'exploitation des carrières)	1
Réserves naturelles nationales ou régionales	1
Forêt de protection	1
Forêt domaniale ou soumise au régime forestier	2
Espaces naturels sensibles (ENS) zones acquises	1
Espaces naturels sensibles zones de préemption	2
Zone spéciale de conservation (ZSC)	1 bis
Zone de protection spéciale (ZPS)	2
Zone d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1	2
ZNIEFF de type 2	2
ZHIEP et des ZHSGE, en application des orientations du SDAGE et après information de la CDNPS (section spécialisée carrières)	1
Vallées des rivières classées en première catégorie piscicole	2
Vallées des rivières de têtes de bassin et des affluents mineurs en raison de leur haute qualité ou de leur faible débit, qui en font des milieux particulièrement sensibles (ces vallées concernent en général des gisements alluvionnaires faibles)	2
Protection du patrimoine historique / architectural	
Site classé	1 bis renouvellement : 2
Site inscrit	2
Périmètre de protection des monuments historiques classés	1 bis
Périmètre de protection des monuments historiques inscrits	2
Zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager	2
Protection de la ressource en eau	
Périmètre de protection immédiat de captage AEP	1
Périmètre de protection rapproché des captages AEP avec DUP	SI carrières non réglementées dans la DUP : 1 bis Application du règlement de la DUP dans le cas contraire
Périmètre de protection rapproché des captages AEP sans DUP	1 bis
Périmètre de protection éloigné des captages AEP	2
Aire d'alimentation de captages AEP*	2
Protection de la nappe alluviale de la Bassée : emprises des terrains à réserver pour l'AEP	1
Zone de préservation stratégique de l'alimentation en eau potable dans la Bassée	2
Zone de répartition des eaux	2
Lit mineur des fleuves ou des rivières	1
Fuseaux de mobilité	1
Lit majeur/ Zone atteinte par les PHEC (plus hautes eaux connues)	2
Politique de protection et de gestion du territoire	
PNR du Gâtinais français	2
PNR du Gâtinais français : secteurs d'intérêt écologique prioritaire, les secteurs à enjeux paysagers prioritaires et les périmètres de protection des monuments et des sites naturels, culturels et paysagers identifiés par la charte	Voir table OP1/1bis-PNR
PNR de Chevreuse	2
PNR de Chevreuse : espaces d'intérêt écologique	1 cf charte PNR pour la définition des espaces d'intérêt écologique
Zones agricoles protégées (ZAP)	1
Périmètres de protection des espaces agricoles et naturels périurbains (PPEANP)	2

Source : schéma départemental des carrières de l'Essonne

Sur le territoire d'Évry, aucun secteur de gisements de matériaux de carrières n'est identifié (cf. cartes ci-contre).

Gisements de matériaux de carrières, hors contraintes de fait et de type 1 et 1bis



Gisements de matériaux de carrières, hors contraintes de fait et de type 1, 1bis et 2



Calcaires pour granulats et pierres dimensionnelles

- indifférenciés à l'affleurement
- indifférenciés sous recouvrement de moins de 15 m

Sablons

- à l'affleurement
- sous recouvrement de moins de 10 m

Granulats alluvionnaires

- alluvions récentes
- alluvions anciennes de bas à moyen niveau
- alluvions anciennes de haut à très haut niveau

Source : schéma départemental des carrières de l'Essonne

4/ L'hydrographie

Le territoire de la commune s'adosse sur une partie de la Seine en son nord-est. Evry se situe sur le « bassin versant de la Seine Amont ».

Les principaux cours d'eau du bassin sont :

- La Seine (56 km)
- Le ru des Hauldres (13 km) (sur la commune en face d'Étiolles)
- Le ru de Balory (11 km) (très en amont sur la Seine, au niveau de Seine-Port)
- Le ru de l'Ecoute s'il pleut (7.4 km) (en limite communale Nord)

Plus spécifiquement, sur le territoire communal, la Seine passe en limite est.

Par ailleurs, quelques points d'eau ponctuels sont repérés sur le territoire : pièce d'eau de la Préfecture, petit bassin dans une propriété privée en bord de Seine, bassin de rétention au niveau de la Francilienne, dans une bretelle d'accès.

Réseau hydrographique sur le territoire d'Évry



Source : Géoportail

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE du Bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands)

Le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) du Bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et son programme de mesures sont entrés en vigueur le 1er janvier 2016. Il fixe pour une période de 6 ans, « les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité de l'eau » à atteindre dans le bassin de la Seine. Le SDAGE 2016-2021 compte 44 orientations et 191 dispositions qui sont organisées autour de grands défis comme :

- la diminution des pollutions ponctuelles ;
- la diminution des pollutions diffuses ;
- la protection de la mer et du littoral ;
- la restauration des milieux aquatiques ;
- la protection des captages pour l'alimentation en eau potable ;
- la prévention du risque d'inondation.

L'objectif d'atteinte de qualité des cours d'eau

	Unité hydrographique	Etat écologique à atteindre	Etat chimique à atteindre
La Seine	Seine parisienne (grands axes)	Bon potentiel d'ici 2021	Bon état d'ici 2027

La qualité de l'eau

Une station de mesure de la qualité de l'eau installée à Ris-Orangis, en aval d'Évry donne des résultats plus précis sur la qualité de l'eau (données 2013).

L'état écologique de l'eau est bon en 2013, mais moyen en 2012 (notamment pour la physico-chimie et plus spécifiquement les nutriments (paramètre déclassant : ammonium). On note une amélioration générale de l'état écologique de l'eau depuis 1994.

L'état chimique de l'eau est mauvais, les paramètres déclassants étant les HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques).

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Nappe de Beauce

La commune est concernée par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Nappe de Beauce, outil de planification de la gestion de l'eau, approuvé en 2013, qui fixe les grandes orientations pour une gestion globale de l'eau.

Plusieurs enjeux ont été définis dans le cadre de la révision du SAGE :

GÉRER QUANTITATIVEMENT LA RESSOURCE

- gérer et maîtriser les prélèvements ;
- sécuriser l'approvisionnement en eau potable ;
- limiter l'impact des forages sur le débit des cours d'eau.

ASSURER DURABLEMENT LA QUALITÉ DE LA RESSOURCE

- préserver la qualité de l'eau pour l'alimentation en eau potable (AEP) ;
- réduire les pollutions diffuses par les nitrates et les pesticides ;
- réduire les pollutions issues des rejets des eaux usées et des eaux pluviales.

PRÉSERVER LES MILIEUX NATURELS

- restaurer la continuité écologique et la fonctionnalité morphologique des cours d'eau ;
- préserver les zones humides.

GÉRER ET PRÉVENIR LES RISQUES D'INONDATION ET DE RUISSELLEMENT

- préserver les zones d'expansion des crues et les zones inondables.

Le SAGE a réalisé un inventaire des zones humides sur son territoire, mais aucune zone humide spécifique n'a été recensée sur le territoire d'Évry.

Les zones humides

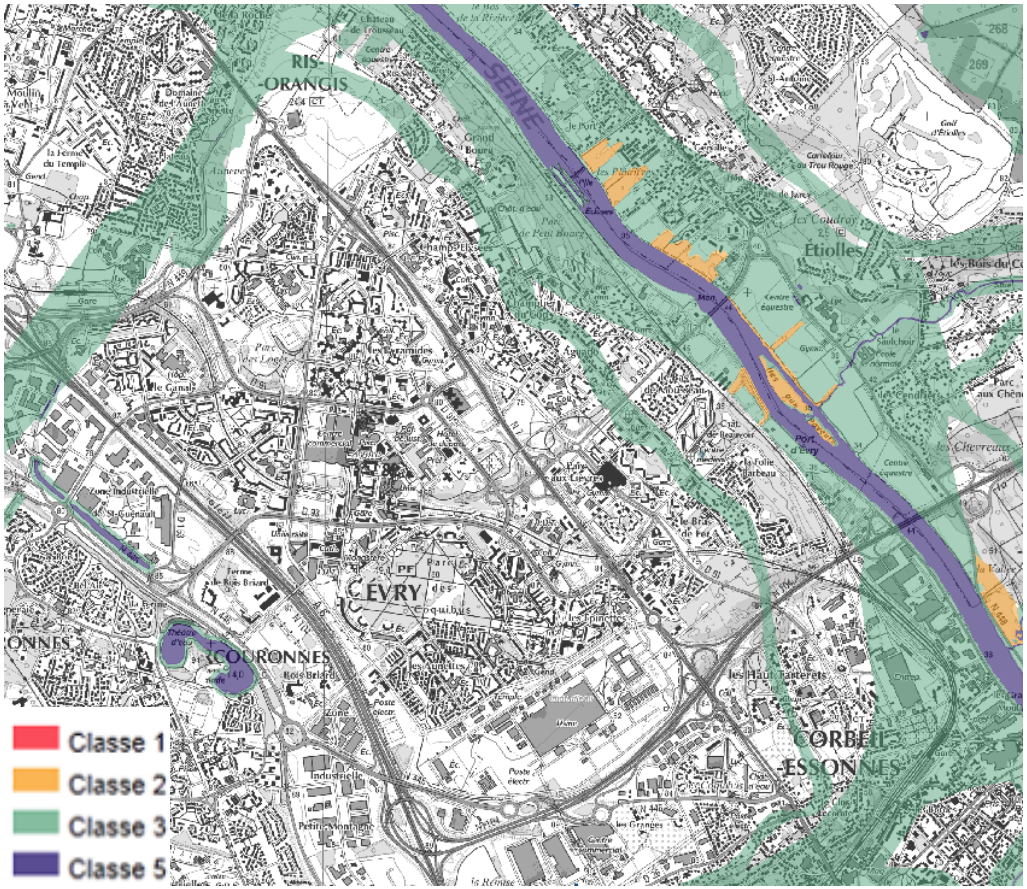
Une étude visant à consolider la connaissance des secteurs potentiellement humides de la région Ile-de-France a été menée par la DRIEE selon les deux critères suivants : critères relatifs au sol et critères relatifs à la végétation.

Cette étude a abouti à une cartographie de synthèse qui partitionne la région en cinq classes selon la probabilité de présence d'une zone humide et le caractère de la délimitation qui conduit à cette analyse.

Sur le territoire communal, on retrouve des zones humides de classes 2, 3 et 5. La classe 3 correspond à des zones pour lesquelles les informations existantes laissent présager une forte probabilité de présence d'une zone humide, qui reste à vérifier et dont les limites sont à préciser, et la classe 5 correspond aux zones en eau.

La zone en eau correspond à la Seine, la zone humide de classe 2 est situé en face de l'île aux Paveurs sur les berges de Seine, et les zones humides de classe 3 correspondent aux abords de la Seine et à une partie du coteau.

Zones humides ou potentiellement humides



Source : DRIEE, 2010

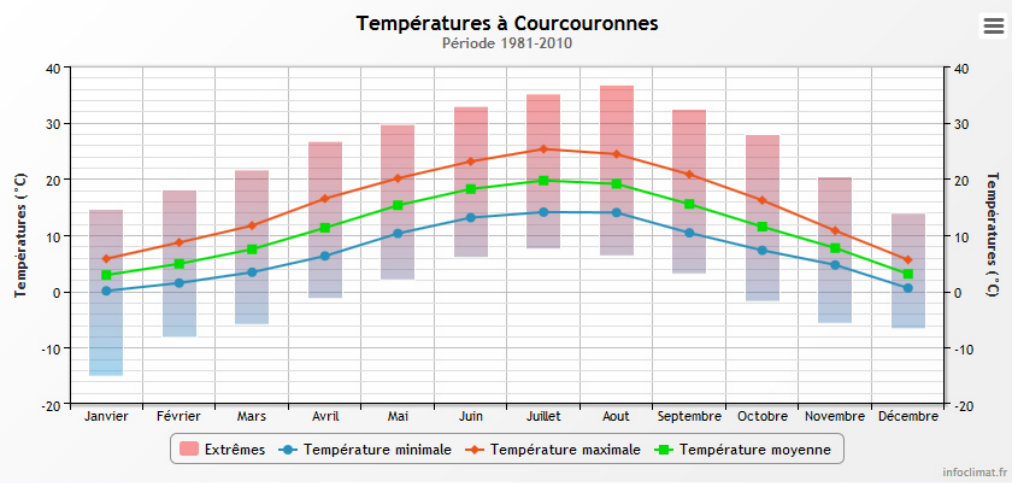
5/ Le climat

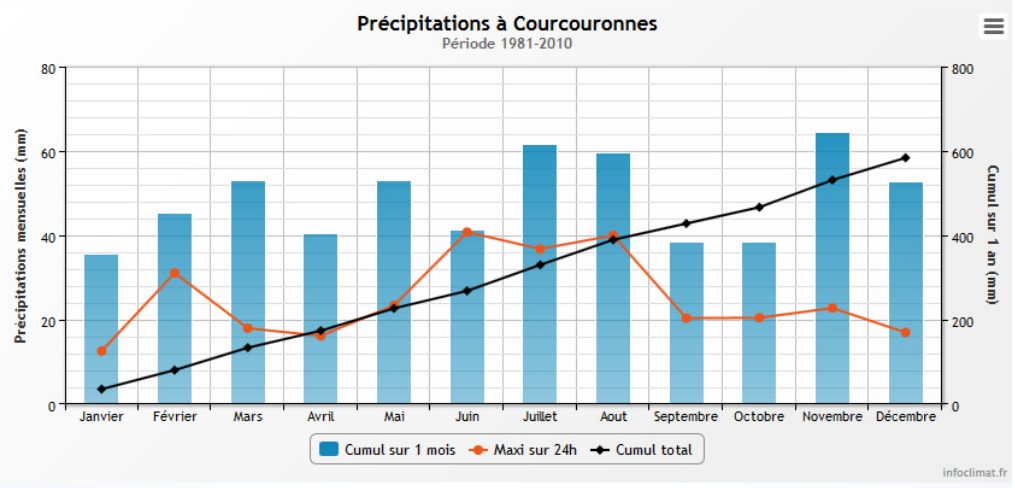
Évry, comme l'ensemble de l'Ile-de-France, est sous l'influence d'un climat océanique dégradé, caractérisé par des températures plutôt douces et une pluviométrie modérée.

Les relevés proviennent de la station météorologique de Courcouronnes.

Les graphiques du dessus présentent les moyennes de température et de précipitations sur la période 1981-2010.

- Durant cette période, la température moyenne annuelle est de 11,4°C, la température maximale moyenne est de 15,7°C et la température minimale moyenne est de 7,1°C. Quelques extrêmes significatifs sont à relever : température la plus élevée : 36,7°C en 2012 et température la plus basse : -15,1°C en 2010.
- Durant cette période, les précipitations ont atteint 584 mm de cumul par an en moyenne. Les mois les plus secs sont janvier, avril, juin, septembre et octobre.





Source : www.infoclimat.fr

Le phénomène d'îlot de chaleur urbain

L'îlot de chaleur urbain est un phénomène thermique créant une sorte de microclimat urbain où les températures sont significativement plus élevées dans le centre-ville qu'en périphérie. Il résulte d'une combinaison de causes et effets liée également à la situation géographique, climatique et topographique de la ville. Les écarts de température sont davantage marqués durant la nuit et pendant la période hivernale.

Cette augmentation de températures en centre-ville s'explique par plusieurs facteurs : l'occupation du sol et son albédo (indice de réfléchissement dune surface), la circulation de l'air et l'activité humaine. Le bâti, selon ses matériaux, absorbe ou réfléchit l'énergie solaire. En journée, la ville absorbe entre 15 et 30% d'énergie en plus qu'une aire urbaine, et cette énergie est

ensuite restituée lentement durant la nuit sous forme d'infrarouge, donc de chaleur. A l'opposé, l'eau et la végétation constituent des moyens de rafraîchissement : par évaporation et évapotranspiration, elles rafraîchissent l'air dans la journée, cependant, l'eau ruisselle tellement rapidement vers les émissaires artificiels (égouts...) à cause de l'imperméabilité du sol urbain qu'elle n'a pratiquement pas le temps de s'évaporer. Ainsi, la minéralité des villes et la densité du bâti sont donc des éléments fondamentaux dans la formation des îlots de chaleur.

L'îlot de chaleur urbain dépend également des vents. Un vent fort va favoriser la circulation de l'air et donc diminuer le réchauffement du substratum urbain par un air chaud. A l'inverse, un vent faible entraîne une stagnation des masses d'air qui ont alors le temps de réchauffer le bâti. De plus, la forme urbaine joue sur le régime des vents : une rue étroite et encaissée, formant un canyon, empêchent les vents de circuler et fait alors stagner les masses d'air.

A cela se rajoute également, la chaleur anthropique, notamment en hiver : chauffage, climatisation, industries, circulation automobile, éclairage, etc.

Une des conséquences notable : les différences de chaleur entre centre et périphéries (tout comme entre des lieux chauds comme les rues et des lieux frais comme les parcs à plus petite échelle) sont à l'origine de "brises de campagne", c'est-à-dire des vents thermiques faibles qui vont des zones froides aux zones plus chaudes, favorisant ainsi la concentration de polluants dans les secteurs les plus urbanisés et les plus denses.

<u>Moyens de lutte contre les îlots de chaleur urbains :</u>

La réduction de l'îlot de chaleur urbain implique d'agir sur plusieurs facteurs que ce soit d'un point de vue architectural ou d'organisation des zones urbaines. La question du revêtement joue un rôle important, en particulier celui des espaces publics qui représentent en moyenne 50% de l'espace occupé et qui ont toujours un albédo faible.

Les moyens d'action sont :

- **Le choix des matériaux**

Opter pour des matériaux clairs et/ou réfléchissants, caractérisés par des albédos élevés permettent de réduire efficacement le phénomène d'îlot de chaleur urbain. Cependant, cela peut avoir des répercussions négatives sur les usagers comme l'éblouissement des piétons ou des automobilistes.

- **L'utilisation du végétal**

Il s'agit de la solution d'aménagement la plus intéressante pour lutter contre les îlots de chaleur urbains. En réintroduisant des espaces naturels et de la végétation en ville, cela permet d'augmenter le taux humidité de l'air grâce à la transpiration des plantes et également d'utiliser les eaux de ruissellement. Ainsi, les zones boisées urbaines sont 2 à 8°C plus fraîche que le reste de la ville. Par exemple, les arbres d'alignement permettent de créer des zones d'ombre sur l'espace public et sur les façades des bâtiments, empêchant ainsi les logements de surchauffer. L'installation de toitures et de murs végétalisés favorisent également la réduction des îlots de chaleur urbains mais ne peuvent se substituer aux espaces verts « traditionnels ».

- **L'exploitation de la ressource en eau**

L'eau est un élément essentiel dans les mécanismes de rafraîchissement de la ville. Les plans d'eau ou les fontaines sont d'importantes sources de rafraichissement grâce aux possibilités d'évaporation qu'ils génèrent. Par exemple, les gouttelettes d'eau provenant des fontaines sont transportées par le vent et créées un effet « brumisateur » naturel.

- **La forme urbaine à éviter**

Les rues canyons (rues étroites bordées par des bâtiments de plusieurs étages) participent fortement au phénomène d'îlot de chaleur urbain car la ventilation naturelle y est difficile. Et sans vent, la chaleur reste « prisonnière » de la rue. La densification de la ville ne doit donc pas se faire au détriment de la ventilation naturelle.

État initial de l'environnement

B/ Les espaces naturels et protections

1/ La trame verte et bleue

Trame verte et bleue

Il s'agit d'une démarche qui vise à maintenir et à reconstituer un vaste réseau de territoires reliés entre eux, tant au plan national que local, pour permettre les échanges entre milieux naturels et entre les espèces animales et végétales qui y vivent. On parle de continuités écologiques.

Elle inclut deux composantes indissociables l'une de l'autre, le vert qui fait référence aux milieux naturels et semi-naturels terrestres (forêts, prairies etc.) et le bleu qui fait référence au réseau aquatique et humide (fleuves, rivières, étangs, marais etc.).

L'objectif est de contribuer à enrayer la perte de biodiversité en garantissant la libre circulation de la faune et de la flore, menacée aujourd'hui par la fragmentation croissante du territoire. En plus de ses fonctions écologiques, la trame verte et bleue assure des fonctions paysagères (qualité et diversité) et sociales (cadre de vie, support de modes de déplacement doux etc.).

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)

Le schéma régional de cohérence écologique, co-élaboré par l'Etat et la Région, est le volet régional de la trame verte et bleue. Il a pour objet principal la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques. A ce titre :

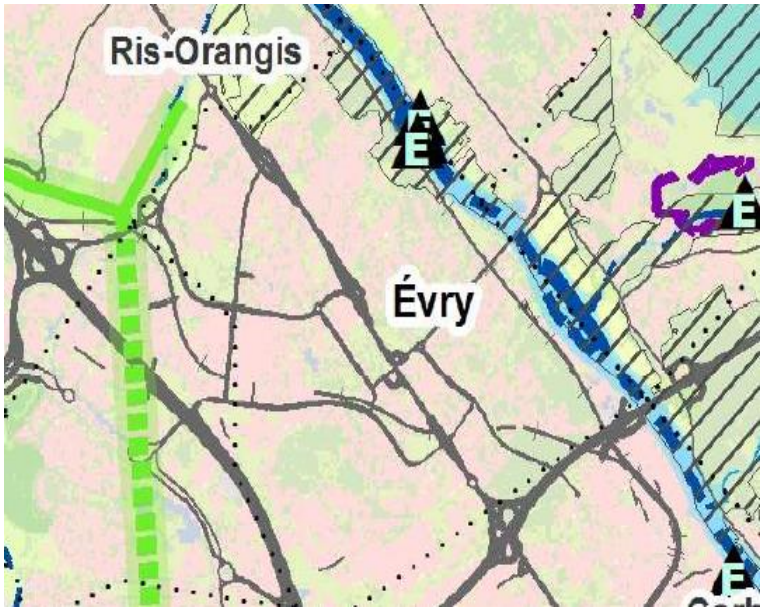
- il identifie les composantes de la trame verte et bleue (réservoirs de biodiversité, corridors écologiques, cours d'eau et canaux, obstacles au fonctionnement des continuités écologiques) ;
- il identifie les enjeux régionaux de préservation et de restauration des continuités écologiques, et définit les priorités régionales dans un plan d'action stratégique ;
- il propose les outils adaptés pour la mise en œuvre de ce plan d'action.

Ce document a été approuvé par délibération du Conseil régional du 26 septembre 2013. Il est composé notamment de différentes cartes : une identifiant les composantes de la trame verte et bleue, et une autre les objectifs de préservation et de restauration de la trame verte et bleue. Ces deux cartes sont présentées ci-après.

État initial de

Les composantes de la trame verte et bleue sont les suivantes :

- La Seine est identifiée comme corridor de la sous-trame bleue, fonctionnel ou à fonctionnalité réduite selon les tronçons,
- Les espaces naturels en bord de Seine et sur le coteau, notamment vers l'aval, sont identifiés comme réservoirs de biodiversité,
- Deux obstacles à l'écoulement sont identifiés le long de la Seine : il s'agit notamment du barrage d'Évry.



CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES

Réservoirs de biodiversité

Réservoirs de biodiversité

Corridors de la sous-trame arborée

Corridors fonctionnels diffus au sein des réservoirs de biodiversité

Corridors fonctionnels entre les réservoirs de biodiversité

Corridors à fonctionnalité réduite entre les réservoirs de biodiversité

Corridors et continuum de la sous-trame bleue

Cours d'eau et canaux fonctionnels

Cours d'eau et canaux à fonctionnalité réduite

Cours d'eau intermittents fonctionnels

Cours d'eau intermittents à fonctionnalité réduite

Corridors et continuum de la sous-trame bleue

ÉLÉMENTS FRAGMENTANTS

Obstacles des corridors arborés

Infrastructures fractionnantes

Obstacles des corridors calcaires

Coupures urbaines

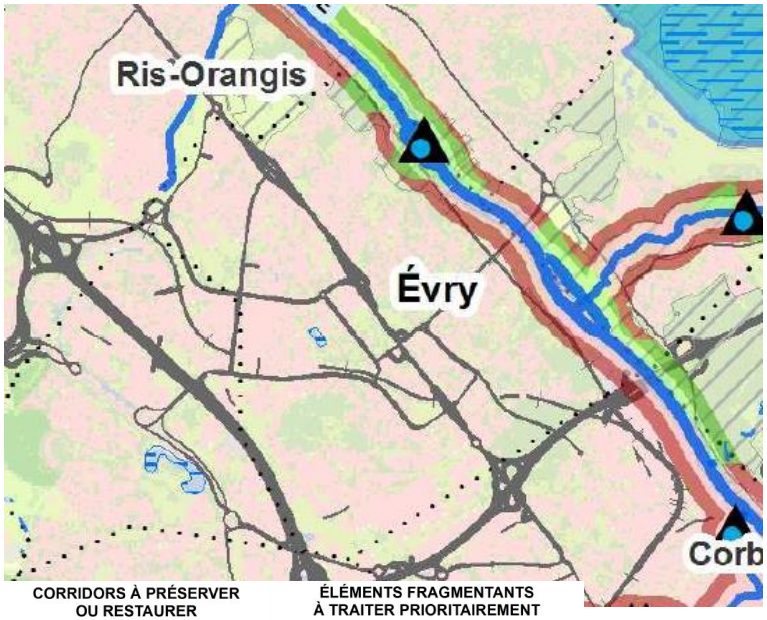
Obstacles de la sous-trame bleue

Obstacles à l'écoulement (ROE v3)

Source : SRCE

Les objectifs de la trame verte et bleue sont les suivants :

- La Seine est identifiée comme corridor de la sous-trame bleue à préserver ou à restaurer selon les tronçons,
- Le barrage d'Évry est identifié comme obstacle de la sous-trame bleue à traiter prioritairement.



CORRIDORS À PRÉSERVER OU RESTAURER

Principaux corridors à préserver

Corridors de la sous-trame arborée

Corridors de la sous-trame herbacée

Corridors alluviaux multitrames

Le long des fleuves et rivières

Le long des canaux

Principaux corridors à restaurer

Corridors de la sous-trame arborée

Corridors des milieux calcaires

Corridors alluviaux multitrames en contexte urbain

Le long des fleuves et rivières

Le long des canaux

ÉLÉMENTS FRAGMENTANTS À TRAITER PRIORITAIREMENT

Obstacles et points de fragilité de la sous-trame bleue

Cours d'eau souterrains susceptibles de faire l'objet d'opérations de réouverture

Obstacles à traiter d'ici 2017 (L. 214-17 du code de l'environnement)

Obstacles sur les cours d'eau

Secteurs riches en mares et mouillères recoupés par des infrastructures de transport

Milieux humides alluviaux recoupés par des infrastructures de transport

Par ailleurs, l'ancienne agglomération Évry Centre Essonne a adopté en 2015 un schéma directeur de la biodiversité urbaine.

Le diagnostic écologique réalisé entre 2013 et 2014 a montré les enjeux écologiques du territoire. Au total, près de 750 espèces animales et végétales ont été inventoriées sur le territoire. Sur ce total, environ 1/5eme peut être considéré comme remarquable.

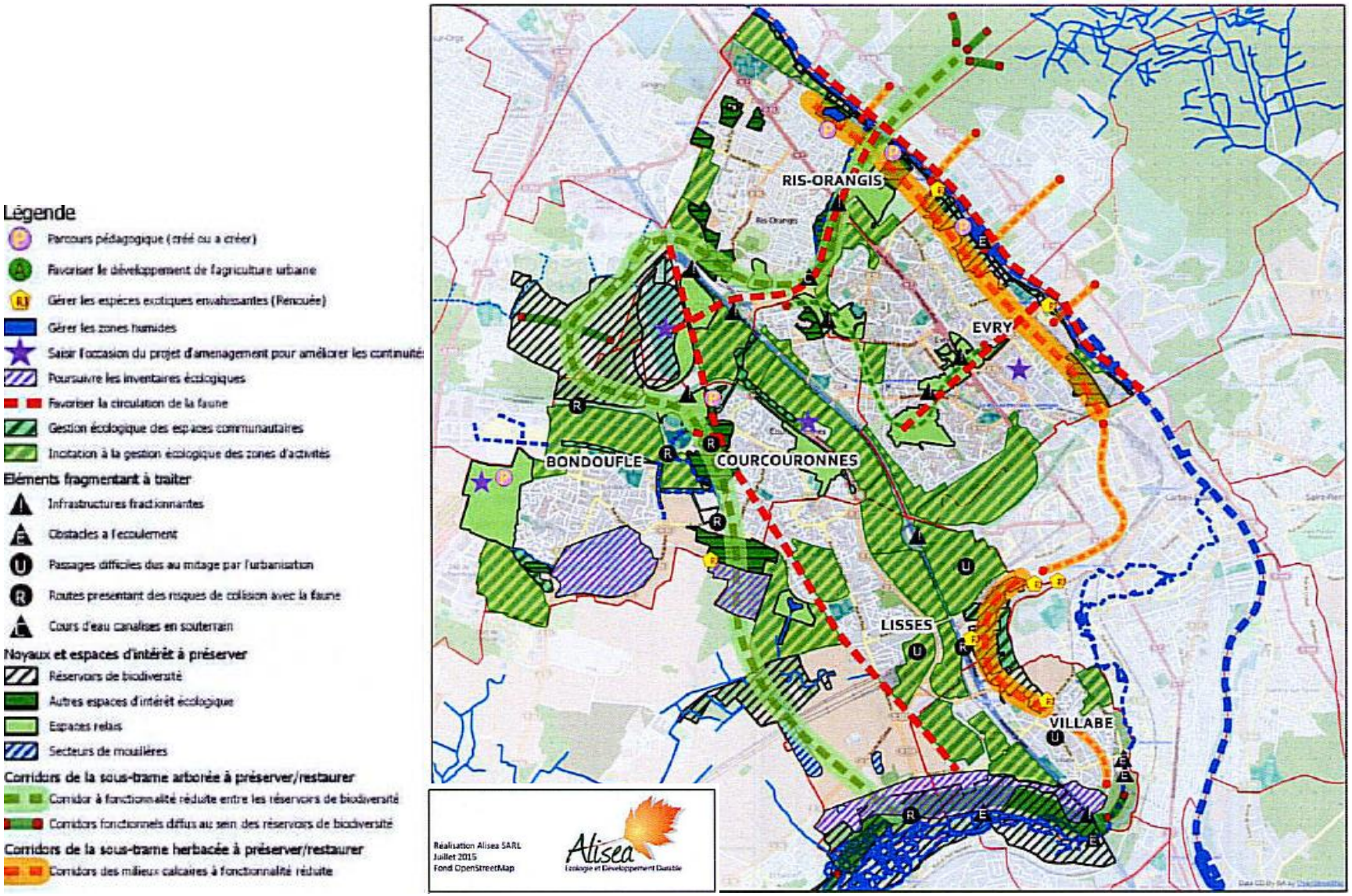
Ce diagnostic a permis de mettre en évidence les composantes d'une trame verte et bleue locale et d'identifier les axes stratégiques du schéma directeur:

- Protéger les réservoirs de biodiversité et les continuités écologiques fonctionnelles,
- Pérenniser les zones d'intérêt en mauvais état de conservation et restaurer les continuités écologiques peu ou non fonctionnelles,
- Supprimer les points de rupture.

D'une manière opérationnelle, les actions qui seront mises en œuvre permettront de prendre en compte la biodiversité dans l'aménagement et la gestion du territoire, d'intégrer ces prescriptions dans les documents d'urbanisme, de développer la connaissance du patrimoine écologique du territoire et de sensibiliser les habitants à la préservation de cette faune et flore locales.

La carte ci-après synthétise les composantes et objectifs de la trame verte et bleue identifiés dans le cadre du schéma directeur de la biodiversité urbaine.

État initial de



Plus spécifiquement, sur le territoire d'Évry, les éléments identifiés sont les suivants :

- Le bas du coteau est identifié comme corridor des milieux calcaires à fonctionnalité réduite
- Les espèces exotiques envahissantes en bord de Seine ainsi que les zones humides doivent être gérées
- Une incitation à mener une gestion écologique des zones d'activités est identifiée
- La gestion écologique des espaces communautaires doit être renforcée
- Les parcs des Coquibus et le parc Henri Fabre sont identifiés comme espaces relais. Plus spécifiquement, la circulation de la faune doit être favorisée entre le parc des Coquibus et les bords de Seine.
- Par ailleurs un corridor à fonctionnalité réduite de la sous-trame arborée existe entre les bords de Seine, le parc Henri Fabre, le parc des Coquibus et le parc des Loges
- La RN7 et la voie de RER constituent des infrastructures fractionnantes



2/ Les espaces verts

Avec près de 220 ha d'espaces verts, la commune d'Évry présente une ambiance végétale importante. Cette présence de la nature est renforcée par les boisements sur les coteaux, les jardins des grandes propriétés, les espaces verts des grands ensembles d'habitat collectif, les arbres d'alignement (environ 5 000 de dénombrés) les abords des axes routiers…

Les principaux parcs et espaces verts publics sont les suivants :

- Parc des Coquibus : 20 ha
- Parc des Tourelles : 11 ha
- Parc Bataille : 8 ha
- Parc Henri Fabre : 15 ha
- Parc des Loges : 15 ha
- Parc Pompidou : 1,5 ha
- Parc en bords de Seine : 8 ha

En termes de gestion de ces espaces, la commune a adopté et accentue la politique « zéro phyto » mise en place et a engagé un travail sur la gestion différenciée. Ce mode de gestion est aujourd'hui appliqué au bois de la Grange. D'autres espaces devraient suivre à l'avenir.

Par ailleurs, les quartiers d'Évry se sont dotés au fil des années de parcelles de terre cultivées de façon éco-responsable et autonome par les habitants. Cette initiative permet de rassembler, de créer du lien social et de sensibiliser la population à l'importance d'une alimentation plus saine.

À ce jour il existe cinq espaces de ce type :

- Jardin des deux bois – Quartier Bois sauvage/Bois Guillaume – collectif habitant en lien avec la maison de quartier
- Le potager des Champs – Quartier Champs Elysées – collectif du quartier des Champs Elysées
- La maison de quartier des Aunettes possède des espaces de culture partagées dans la MQ et sur les espaces publics
- Jardin partagé des Epinettes – Quartier des Epinettes – Géré par l'association réseau d'échange et réciproque de savoir (RERS)
- Jardin Victor Hugo – Quartier Champtier du Coq – collectif habitant

Parc des Coquibus

Ce parc de 20 hectares tient son nom de la Grange « coq qui but », lieu de stockage des récoltes sur le bois. Aujourd'hui il conserve de son passé, le nom de Coquibus et un espace forestier très singulier pour un parc à la française. Ce parc fut réalisé à partir du bois de chasse de la famille noble du château du Petit Bourg et du parc créé par le maréchal de Raies pour ses promenades à cheval.

Afin de l'ouvrir aux Evryens, le cheminement initial composé de trois allées (l'allée du Marquis de Raies, des Rhododendrons, et des Charmes) a été complété par quatre allées traversières (l'allée Traversière, la Promenade du Grand Coquibus, et l'allée Haute) et une allée médiane (l'allée Polaire).

Ainsi, des chênes, bouleaux, érables et tilleuls habités par les écureuils côtoient de grandes étendues de pelouse bordées de platanes. Des larges allées permettent de rejoindre le centre-ville depuis le quartier des Aunettes et des Epinettes. Aires de jeux, grandes plaines gazonnées, accès pour handicapés… font de ce parc un lieu privilégié par les promeneurs, mais aussi les manifestations culturelles, sportives et associatives.

C'est également un lieu de mémoire avec l'Allée des Justes et l'Allée Dumas.



Parc des Tourelles

Dans le vieil Évry, le parc des Tourelles, qui a abrité l'ancien château de la Folie Barbot a été inauguré le 13 juin 2009. Des travaux ont permis de rénover totalement le parc de l'ancien pavillon du gardien. Ce parc de 11 hectares compte de nombreuses essences comme ses platanes à l'écorce banche, ses pins parasols, ses tilleuls, ses superbes sequoias et hêtres pourpres centenaires, sans oublier son majestueux Cèdres du Liban.



Parc Bataille

D'une superficie de huit hectares, ce parc à l'anglaise fait partie de la propriété du château de Grand Bourg. Le parc abrite les ateliers d'arts plastiques de la Communauté d'agglomération. De nombreuses essences y vivent, dont des centenaires : hêtres, charmes, érables, tilleuls, marronniers, platanes, ifs, et un Gingko Biloba de 30 ans.



Parc Henri Fabre

Ce parc, surnommé la Coulée verte, fait 15 hectares et permet de se rendre du centre-ville aux autres quartiers d'Evry en 15 minutes, sans rencontrer une seule voiture grâce à ses passerelles, ses souterrains, et ses cheminements réservés aux piétons et aux cyclistes. Ses petits vallons sont habillés de nombreux conifères.



Parc des Loges

Conçu en un demi cercle de 15 hectares de verdure, ce parc abrite cuvettes et buttes, avec une plaine pour les jeux de balle et les pique-niques en famille. Ses allées bordées de grands saules mènent à des espaces plantés de pins noirs, ou sur de larges étendues de feuillus, tels les Catalpas et les arbres de Judée.



Parc Pompidou

D'une superficie de 1,7 hectares d'espaces arborés, il abrite deux maisons bourgeoises des XVIIIème siècle et XIXème siècles où résident le Foyer Club, l'U.R.E et le service Seniors et Maintien à domicile de la Ville. C'est le lieu régulier de nombreuses manifestations festives tout au long de l'année. Ce parc abrite un tulipier centenaire.



Bords de Seine

Dénommé Parc Missak Manouchian, ce parc de 8 hectares, doté d'une aire de pique-nique et de jeu, est le point de départ d'une promenade en bord de Seine.



Par ailleurs, menacés par l'érosion et l'appauvrissement écologique, de la faune et de la flore, les bords de Seine ont bénéficié d'un projet de conservation et de réaménagement de la rive entre Ris-Orangis et Évry. Aujourd'hui, la végétation est diversifiée, les berges sont stabilisées et des accès à l'eau ont été aménagés, des espaces ont été conçus spécialement pour permettre à certaines espèces d'y vivre et aux poissons de se reproduire. Un chemin « au fil de l'eau », au niveau de Grand Bourg existe, avec un accès aux zones de « plage » par des escaliers. De plus, deux postes de pêche ont été aménagés.

Enfin, Evry a été labellisé « ville fleurie » avec 3 étoiles. Ce label récompense les actions coordonnées par les collectivités locales pour aménager un environnement favorable à la qualité de vie des habitants.

État initial de



Trame végétale libre
- Arbre isolé, bouquet d'arbres
- Arbuste isolé, bouquet d'arbustes
- Berme avec arbres plantés, haie arborescente
- Berme avec ligneux bas plantés, berme avec embuissonnement spontané, haie de ligneux bas, verger (discon.)
- Bande herbeuse (entre 2,5 et 5 mètres de large)
- Bande herbeuse (plus de 5 mètres de large)
- Chemin enherbé, chemin partiellement enherbé (discon.) berme prairiale, prairie naturelle
- Jachère faune sauvage, friche
- Berme avec arbres plantés, haie arborescente, bosquet, bouquet d'arbres
- Berme avec ligneux bas plantés, berme avec embuissonnement spontané, verger (discon.), haie de ligneux bas, verger (discon.),
- Bande herbeuse (plus de 5 mètres de large), berme prairiale, prairie naturelle
- Jachère faune sauvage, Friche

Trame végétale ordonnancée
- Alignement d'arbres, allée continue
- Alignement de ligneux bas
- Haie ornementale dense
- haie réalisée pour le gibier de plaine (discon.)
- Alignement d'arbres, allée continue
- Alignement de ligneux bas
- Haie ornementale dense
- Haie réalisée pour le gibier de plaine (discon.)

Trame végétale humide
- Ripisylve
- Bande herbeuse ripicole (plus de 5 mètres de large)
- Milieux humides
- Milieux humides
- Ripisylve
- Bande herbeuse ripicole (entre 2,5 et 5 mètres de large)
- Bande herbeuse ripicole (plus de 5 mètres de large)

Continuité de la trame
- Discontinu
- Epars
- Discontinu
- Epars

Milieux naturels
- Vergers et petits fruits
- Forêt de feuillus
- Forêt de conifères
- Forêt mélangée
- Végétation clairsemée
- Peupleraie
- Terres labourées
- Prairies, surfaces en herbe
- Maraichage, horticulture
- Cultures intensives sous serres
- Eau fermée, Cours d'eau
- Carrières, sablières
- Espaces vacants
- Berges
- Parcs ou jardins de l'habitat
- Jardins familiaux
- Activités de loisirs

Trame bâtie
- Habitat individuel
- Emprises de transport
- Equipements, ressources
- Habitat collectif
- Centre ancien
- Pylones
- Lignes electriques
- Monuments remarquables
- RER & trans. / TER & gd ligne

3/ La biodiversité (faune et flore)

Le diagnostic écologique réalisé entre 2013 et 2014 a montré les enjeux écologiques du territoire. Au total, près de 750 espèces animales et végétales ont été inventoriées sur le territoire. Sur ce total, environ 1/5eme peut être considéré comme remarquable.

Concernant la faune, avec 12 espèces remarquables, Evry se classe 5ème sur les 6 communes de la CAECE. Concernant la flore, Evry est la troisième commune pour ce qui est du nombre total de taxons et de taxons remarquables.

Habitats remarquables

Trois habitats remarquables ont été cartographiés à Evry. D'autres habitats remarquables ou potentiellement remarquables existent (Bois calcicole, prairies de fauche) mais sont actuellement en trop mauvais état pour être jugés remarquables.

Nom de l'habitat	Code CORINE Biotope	Nom CORINE Biotope	Habitat d'intérêt communautaire	Habitat déterminant de ZNIEFF en Ile-de-France
Aulnaies-Frênaies	44.3	Forêts de frênes et d'Aulnes des fleuves médio-européens	91EO - Forêts alluviales résiduelles	
Sources tufeuses	54.12	Sources d'eaux dures	7220 – Sources pétrifiantes avec formation de tuf	
Prairies mésophiles de fauche	38.2	Prairies de fauche de basse altitude	6510 – Prairies maigres de fauche de basse altitude	Oui

Flore remarquable

278 espèces végétales ont été inventoriées sur Evry soit 25 % de plus que le nombre préalablement connu. La quasi-totalité des espaces à bon potentiel ayant été prospectée, le résultat peut être considéré comme assez proche du chiffre réel (290-320 espèces).

Evry se situe donc dans la moyenne des communes franciliennes pour ce qui est de la diversité floristique.

25 des 99 espèces remarquables ont été reconnues sur la commune mais seulement 3 des 18 espèces d'enjeux reconnus dont aucune menacée :

Taxon	Nom commun	Statut en Ile-de-France		Rareté IDF 2010	Cotation UICN IDF	Statut de protection	Déterminantes ZNIEFF
Cardamine impatiens L.	Cardamine impatiente	Ind.		R	LC	PR	Z3
Spirodela polyrhiza (L.) Schleid.	Spirodèle à plusieurs racines	Ind.		R	LC		Z1
Torilis nodosa (L.) Gaertn.	Torilis noueux	Ind.		R	LC		Z3

Les enjeux se concentrent sur le val de Seine et sur les versants où ont été découverts des habitats à enjeu (ourlets, prairies de fauche, sources tufeuses).

Les espèces non indigènes sont significativement présentes: 44 espèces dont 16 des 31 espèces exotiques envahissantes posant problème sur l'agglomération.

Faune

Douze espèces remarquables ont été recensées à Evry, dont 4 d'insectes (Lucarne cerf-volant, Demi-deuil, Decticelle bariolée et criquet verte-échine) et 8 d'oiseaux (Martin-pêcheur d'Europe, Pic mar, Linotte mélodieuse, Gobemouche gris, Fauvette grise, Bondrée apivore, Sterne pierregarin et le Chevalier guignette).

Ce faible nombre s'explique par une faible diversité d'habitats dans un contexte urbain. Cependant, la présence de la Seine, et de parcs aux arbres relativement anciens, permet de fournir quelques habitats favorables à la faune.

4/ Les recensements et protections du patrimoine naturel

Les sites classés et inscrits

Les sites classés et les sites inscrits sont protégés au titre des articles L. 341-1 et suivants, R. 341-1 et suivants du Code de l'environnement. La commune est concernée par un espace protégé au titre de la loi du 2 mai 1930 qui concerne les monuments naturels et les sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque.

Site inscrit : « Rives de la Seine » (et rectificatif) par arrêté du 19 août 1976 modifié par arrêté du 26 juin 1985

Texte extrait de la fiche de présentation du site inscrit :

« Le site concerne seize communes de la vallée de la Seine sur une longueur de vingt-cinq kilomètres. Les rives et paysages du fleuve présentent, du fait des multiples activités qui s'y sont développées à travers l'histoire, des caractéristiques paysagères très contrastées, où se succédant des zones forestières et rurales, des confluences de petites rivières, des places naturelles inondables, des gravières, des espaces urbains et des secteurs d'activités sur lesquels s'est appuyé, en grande partie, le développement économique de l'est essonnien.

Les coteaux jouent un rôle majeur dans la structure paysagère du site. Ils accueillent les bourgs, les parcs, jardins et vergers subsistants. Les éléments de plateaux inclus dans le site permettent un contraste très valorisant avec des perspectives sur les grands champs ouverts ou les franges d'urbanisation.

Le site porte les traces de nombreux grands domaine, parcs de châteaux de plaisance, qui, dès le XVIII siècle, ont rassemblé de vastes ensembles terriens d'exploitation : Etiolles (La Pompadour), Soisy-sur-École (les Bailleuls), le Petit Bourg Évry (le duc d'Antin)... Ces propriétés se situaient dans la partie la plus remarquable du site, la pente du coteau, afin de bénéficier des vues les plus intéressantes sur la vallée et tirer l'eau des sources afin d'alimenter les bassins et fontaines.

La rive droite, en amont de Draveil présente des paysages très boisés provenant des grandes forêts domaniales de Sénart et du Rougeau. Le relief de la vallée suscite un certain nombre de perspectives visuelles, que ce soit sur le bord du plateau ou en pied de coteau ou encore, au hasard d'un parcours urbain. Ces percées paysagères sont généralement agricoles ou forestières. Elles sont remarquables mais fragiles. »

Site inscrit sur le territoire d'Évry



Source : DRIEE

Les ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique)

Au même titre que les richesses culturelles, la nature fait partie de notre patrimoine commun. Elle contribue à la qualité de notre vie quotidienne en raison de sa valeur biologique et paysagère.

Il existe deux types de ZNIEFF :

- ZNIEFF de type 1 : secteur de superficie généralement limitée, défini par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional. Exemples : tourbière, prairie humide, mare, falaise. Ces espaces doivent faire l'objet d'une attention toute particulière lors de l'élaboration de tout projet d'aménagement et de gestion.
- ZNIEFF de type 2 : grands ensembles naturels riches ou peu modifiés par l'homme ou offrant des potentialités biologiques importantes. Dans une ZNIEFF de type 2, certains secteurs particulièrement riches peuvent aussi être inventoriés en ZNIEFF de type 1. Exemples : massifs forestiers, plateaux.

Le territoire d'Évry compte une ZNIEFF de type 2 : « vallée de la Seine de Saint-Fargeau à Villeneuve-Saint-Georges ».

Vallée de la Seine de Saint-Fargeau à Villeneuve-Saint-Georges :

L'intérêt de la ZNIEFF est tant floristique que faunistique. Elle regroupe de nombreuses plantes déterminantes dont certaines protégées au niveau national et au niveau régional, et des espèces faunistiques déterminantes dont plusieurs protégées (chiroptères, oiseaux, insectes notamment). Ce cortège floristique s'enrichit fréquemment d'espèces considérées comme très rares à assez rares (plus de 75 recensées au sein de la ZNIEFF).

L'entité naturelle de la vallée de la Seine, située au nord-est du département de l'Essonne, s'étend sur plus de 26 km. La vallée de la Seine s'ouvre entre des coteaux entaillés dans le plateau de Brie et surmontés par de grands ensembles boisés (forêts de Rougeau et de Sénart). Le fond de vallée est occupé par une urbanisation très dense avec les agglomérations d'Évry et de Corbeil-Essonnes notamment.

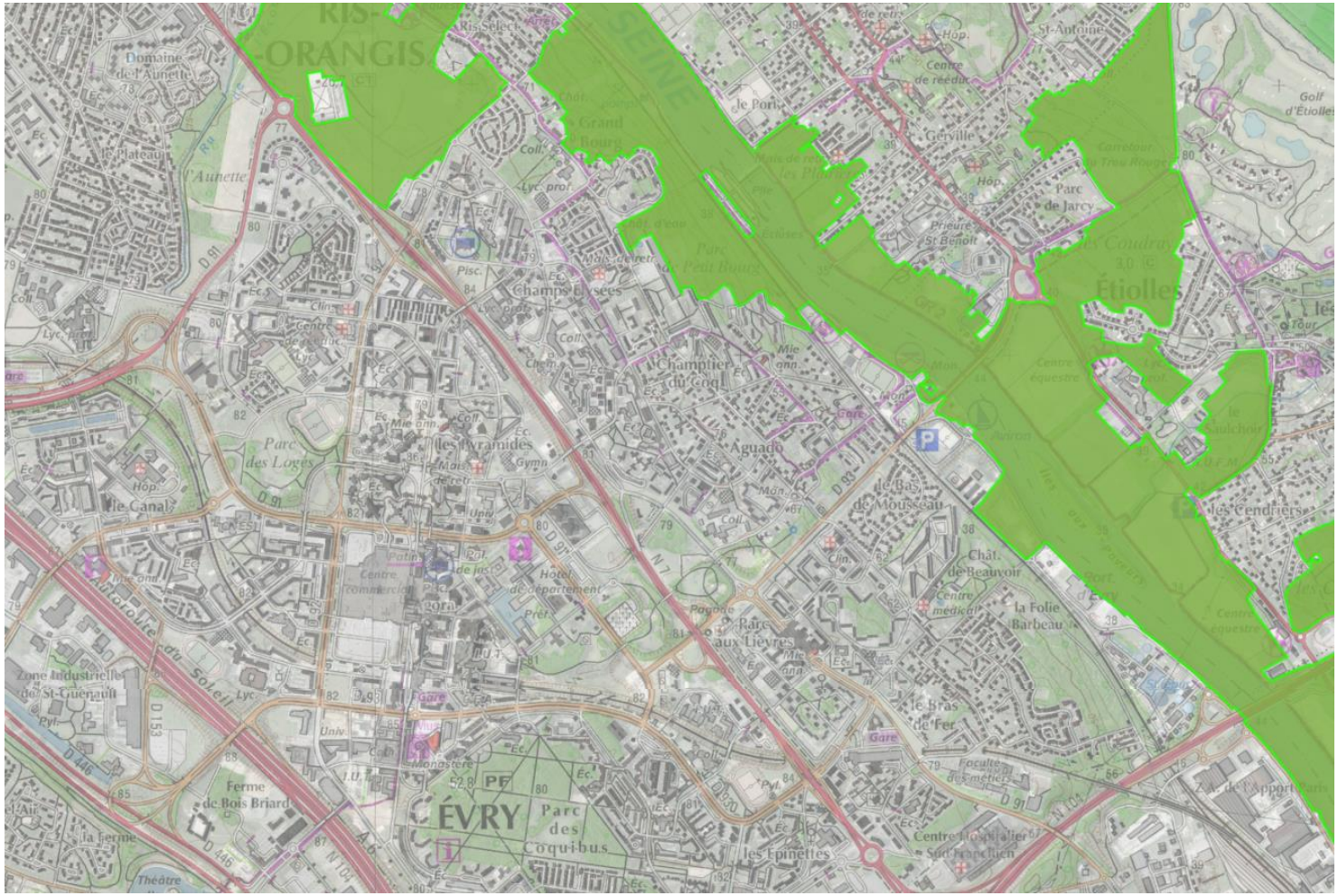
Toutefois, il subsiste des espaces non urbanisés. Il s'agit de boisements, de prairies, de pelouses, d'anciens sites industriels, d'anciennes sablières ou des parcs de châteaux. Ces espaces abritent des milieux naturels intéressants (ripisylves, frayères, friches, espaces agricoles, boisements, mares, étangs) bien que souvent rudéralisés.

Bien que très affectée par le développement de l'urbanisation (agglomérations d'Évry et de Corbeil-Essonnes) et des voies de communication (N7, voie ferrée), cette portion de la vallée n'en constitue pas moins l'un des principaux corridors écologiques du département. C'est pourquoi elle a été retenue comme « Pôle naturel majeur » en mai 2005 par l'Assemblée départementale dans le cadre de sa nouvelle « Stratégie de préservation et de valorisation des espaces naturels et paysagers ».

La vallée de la Seine et ses abords bénéficient de plusieurs périmètres d'inventaires et de protection au titre de sa valeur paysagère et architecturale (châteaux et monuments) et de sa valeur écologique.

Les cours d'eau de cette ZNIEFF présentent des berges relativement artificialisés. Trois espèces de poissons déterminants (Brochet, Bouvière, Able de Heckel) sont inventoriées dans la Seine.

ZNIEFF sur le territoire d'Évry



Source : INPN

État initial de l'environnement

C/ Le diagnostic de vulnérabilité : les risques et nuisances

1/ Les nuisances sonores

Les infrastructures routières

Selon le Code de l'Environnement et en application de la loi relative à la lutte contre le bruit du 31 décembre 1992, le préfet de l'Essonne a établi par arrêtés préfectoraux, le classement sonore des infrastructures de transport.

Ce classement compte 5 catégories de nuisance sonore (la catégorie 1 étant la plus bruyante) et des modalités d'isolement acoustique leurs sont associées. La délimitation de secteurs affectés par le bruit d'infrastructures terrestres oblige les constructeurs à respecter les normes d'isolation acoustique pour les constructions nouvelles.

Niveau sonore de référence Laeq (6h- 22h) en dB (A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
L>81	1	d=300m
76<L<81	2	d=250m
70<L<76	3	d=100m
65<L<70	4	d=30m
60<L<65	5	d=10m

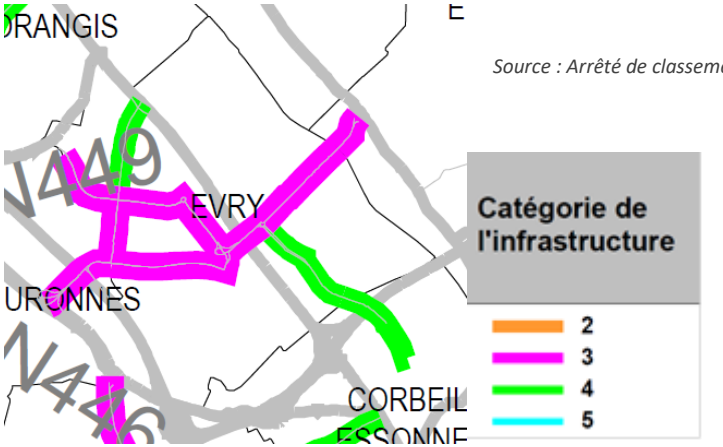
- L'arrêté préfectoral de classement du réseau routier national du 20 mai 2003 classe les infrastructures existantes nationales

Il identifie l'A6 et la RN 104 en catégorie 1, la RN 446 et la RN 7 en catégorie 2 et 3 selon les tronçons et la RN 449 en catégorie 3.

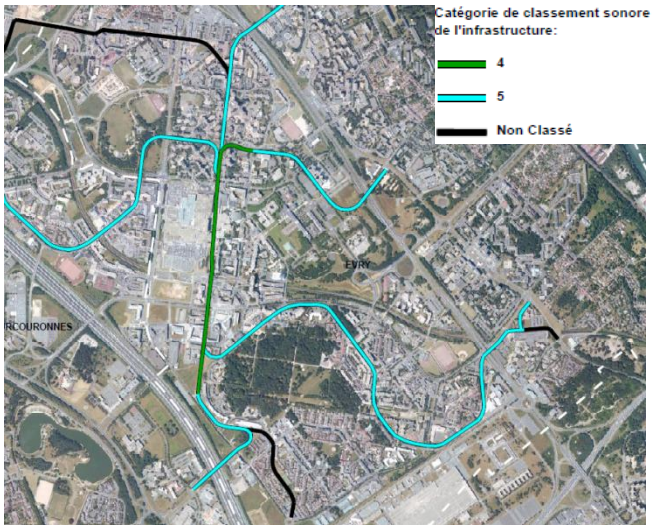
- L'arrêté préfectoral de classement du réseau routier départemental du 28 février 2005 classe les infrastructures existantes départementales dont le trafic dépasse les 5000 véhicules par jour ainsi que les projets du Schéma directeur de la voirie départementale de l'Essonne 2015, vis-à-vis du bruit.

Il identifie la RD 93 en catégorie 3 et les RD 91 et RD 92 en catégorie 3 et 4 selon les tronçons.

- L'arrêté préfectoral de classement du réseau ferroviaire du 20 mai 2013 identifie la voie de RER D en catégorie 2
- L'arrêté préfectoral de classement sonore du transport en commun en site propre de l'agglomération d'Evry identifie le futur tracé en catégorie 5.



Source : Arrêté de classement



Les cartes de bruit

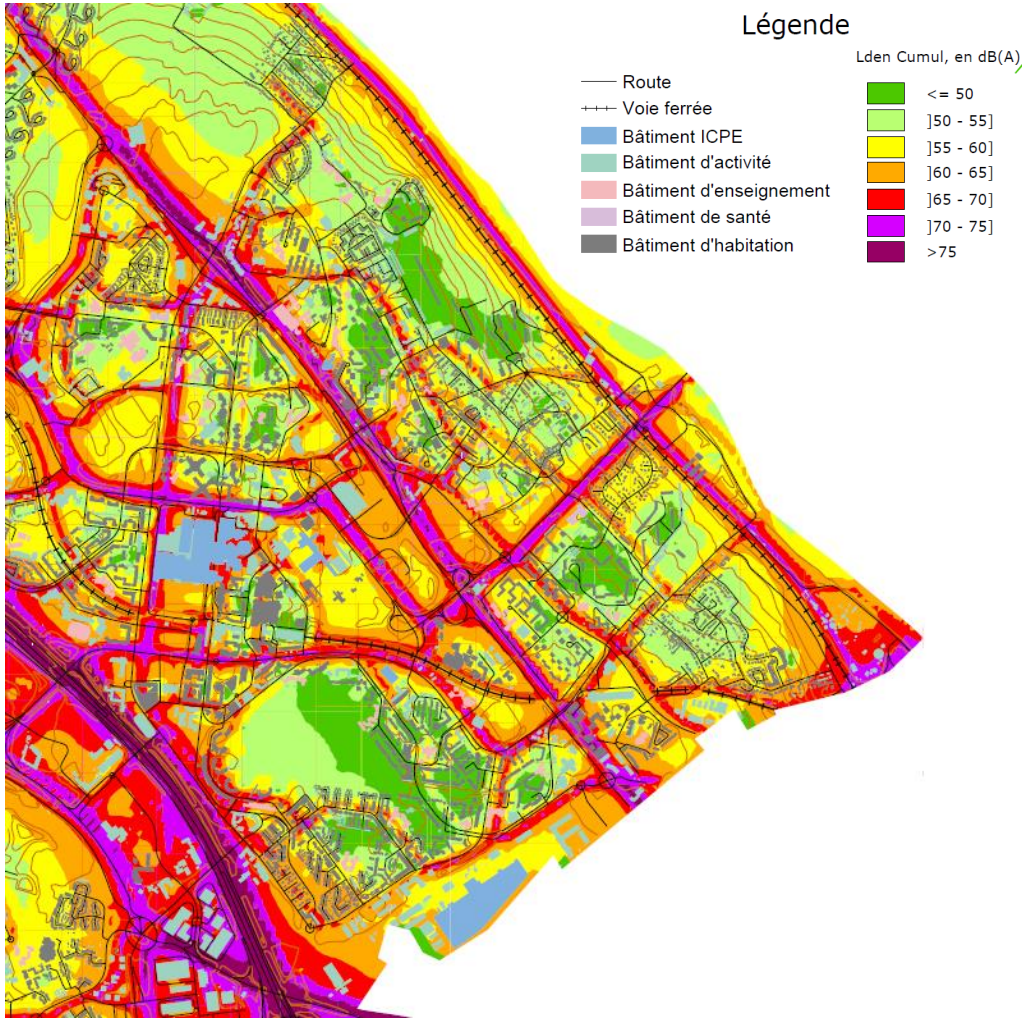
Le bruit des infrastructures routières est prédominant par rapport aux autres sources sonores présentes sur le territoire de l'ex Agglomération d'Evry Centre Essonne. Celles qui contribuent le plus à l'exposition des populations sont l'autoroute A6, la RN7, la N104 et la RD31.

Le bruit des circulations ferroviaires n'est pas très élevé. Il ne concerne qu'une petite minorité de la population (0.1% des habitants sont inscrits dans la tranche 50-55 tant pour le Lden que le Ln, soit moins de 100 habitants).

Quant aux installations classées, celles-ci ne génèrent a priori pas de bruit susceptible de porter atteinte à la tranquillité des riverains.

Le territoire est traversé par des infrastructures terrestres nuisantes et héberge de nombreux parcs d'activités. Néanmoins, la population ainsi que les établissements sensibles sont peu exposés aux nuisances sonores. 0.9 % de la population dépasse les valeurs limites, et de nombreux secteurs constituent potentiellement des zones calmes

Cette maîtrise du bruit dans le périmètre s'explique notamment par le fait que 4 des 5 communes de l'ancienne Communauté d'agglomération constituaient l'ex Ville Nouvelle. En effet, ce statut a permis la prise en compte, dès l'origine, des infrastructures potentiellement bruyantes, permettant ainsi d'anticiper l'exposition au bruit des populations.



Le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) du Département de l'Essonne

Le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement est un document stratégique qui a pour but d'optimiser sur un plan technique, stratégique et économique les actions à engager afin d'améliorer l'environnement sonore, préserver la qualité des endroits remarquables et prévenir toute évolution prévisible du bruit, et ce à l'échelle du territoire.

Conformément aux exigences de la directive européenne 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement, le Conseil départemental de l'Essonne doit élaborer un PPBE qui s'intéresse aux routes départementales principales où le trafic est supérieur à 3 millions de véhicules par an.

Ce PPBE a été établi sur la base des cartes stratégiques de bruit réalisées par le Département et l'Etat, et arrêtées par le Préfet le 12 août 2014. La deuxième échéance du département a été approuvée le 25 avril 2016.

Dans le cadre de ce plan, 5 principaux objectifs sont poursuivis, chacun étant décliné en différentes mesures :

- Protéger le public, les collégiens et les agents départementaux
- Poursuivre les aménagements prévus permettant de diminuer les nuisances sonores
- Observer, communiquer et sensibiliser au bruit
- Protéger les riverains dans les zones prioritaires
- Préserver les zones départementales de ressourcement

Le territoire n'est concerné par aucune mesure particulière, n'étant pas concernée par des zones de points noirs de bruit.

Le tableau suivant résume les mesures de lutte contre le bruit qui seront mises en œuvre pour chaque grande infrastructure routière. La réalisation de ces actions reste soumise aux arbitrages budgétaires annuels.

infrastructures	Mesures de protection du bruit ou ayant attrait au bruit	Coût estimé (si possible)
A6-nord N104	Mesure 1 : isolations de façades ponctuelles Mesure 2 : pose de 2350 m d'écrans entre Wissous et Évry	NC
A6-sud N104	Mesure 1 : reprise des chaussées en béton de Lisses à Saint-Germain-sur-École Mesure 2 : études acoustiques afin d'évaluer les éventuels besoins en protection acoustique supplémentaires nécessaires suite à la reprise des chaussées en béton.	NC
RN 118	Mesure : réalisation d'écrans sur la commune de Bièvres	7,6 M€ HT
RN 104	Suite à l'élargissement de la N104 entre l'A6 et l'A5 sont prévus sur la section comprise entre les RD33 er RD448: • 1620 m d'écrans acoustiques dans le sens A5 vers A6 • une étude acoustique pour évaluer les besoins en protection à mettre en place dans le sens A6 vers A5.	NC

Source : PPBE deuxième échéance du département

2/ La qualité de l'air

La qualité de l'air se mesure depuis 2011 par l'indice CITEAIR, qui varie 0 à plus de 100, selon 5 qualificatifs (de très faible à très élevé).

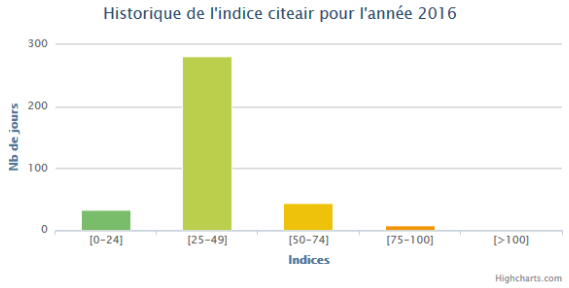


Source : www.airparif.asso.fr

La qualité de l'air est globalement bonne à Évry (314 jours par an de pollution très faible à faible soit environ 85% de l'année, pour 8 jours de pollution élevée à très élevée).

Ces chiffres sont meilleurs qu'à l'échelle de l'ensemble du département (280 jours par an de pollution très faible à faible, pour 12 jours de pollution élevée à très élevée).

Une étude spécifique réalisée sur le territoire en 2011 montre que les normes de qualité de l'air en vigueur sont respectées. Aucune autre étude n'a été réalisée depuis.



Indice Citeair	Nombre de jours	% du nombre de jours
[0-24]	33	9.02
[25-49]	281	76.78
[50-74]	44	12.02
[75-100]	8	2.19
[>100]	0	0

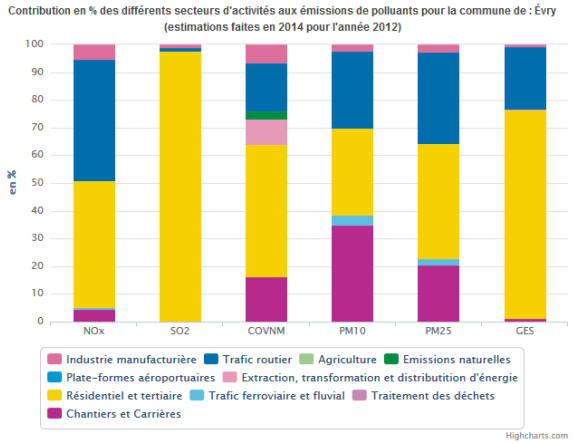
Source : www.airparif.asso.fr

Le graphique ci-dessous recense la part des secteurs d'activités dans l'émission de polluants :

- Le secteur résidentiel et tertiaire est le principal responsable des pollutions atmosphériques.
- Le trafic routier est aussi un facteur polluant important. Les teneurs en polluant atmosphérique sont les plus élevées à proximité des axes subissant une importante circulation et notamment la N7, la N104, et l'A6.

Bilan des émissions annuelles pour la commune de : Évry (estimations faites en 2014 pour l'année 2012)

Polluants :	NOx	SO2	COVNM	PM10	PM25	GES
Emissions totales :	274 t	15 t	156 t	35 t	24 t	129 kt



NOx : oxydes d'azote,

SO2 : dioxyde de soufre,

COVNM : composés organiques volatils non méthaniques,

PM10 : particules dont le diamètre est inférieur à 10µm,

PM25 : particules dont le diamètre est inférieur à 25µm,

GES : gaz à effet de serre.

Source : www.airparif.asso.fr

La région Île-de-France a approuvé le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) le 31 janvier 2018. C'est une boite à outils de 25 défis déclinés en 46 actions concrètes qui seront mises en œuvre avant 2020 pour répondre aux enjeux sanitaires de la pollution de l'air.

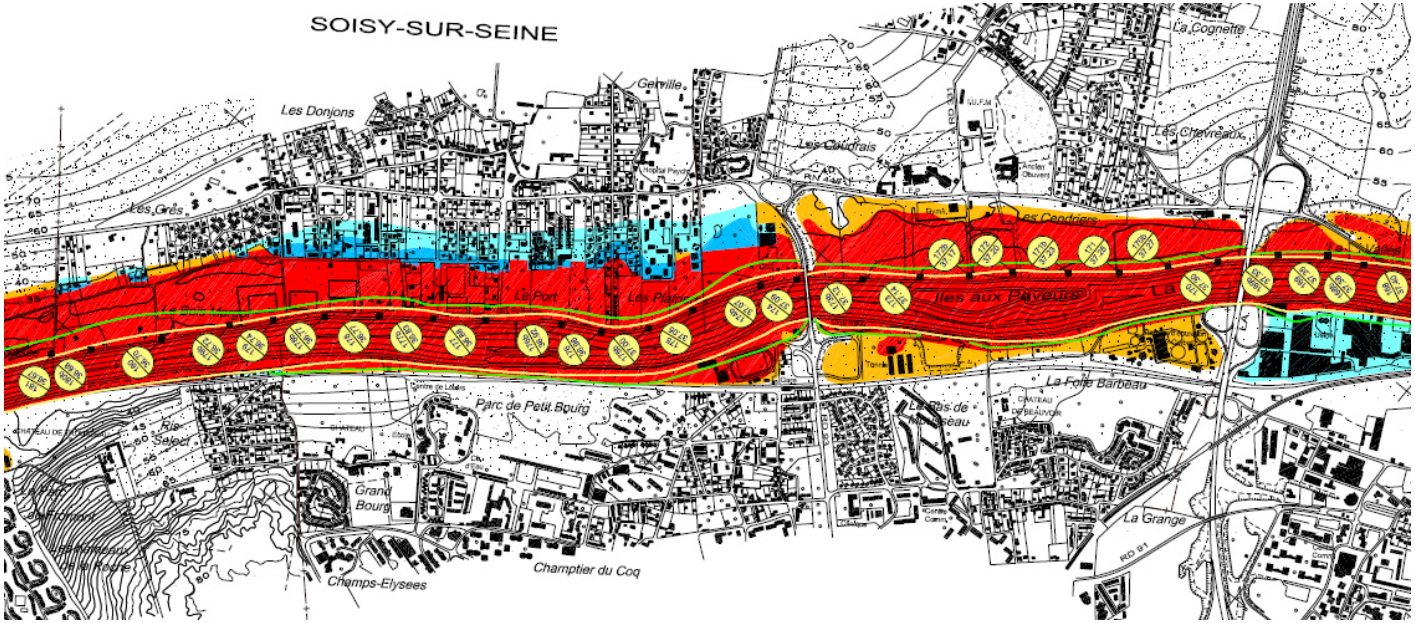
3/ Les risques naturels

Selon le DDRM (Dossier Départemental des Risques Majeurs), les risques naturels suivants sont recensés sur le territoire : inondation, retrait-gonflement des argiles.

Le risque d'inondation par débordement

Le PPRi de la Seine, approuvé par arrêté préfectoral du 20 octobre 2003 définit les zones soumises au risque d'inondation et les prescriptions à respecter selon les zones.

Les inondations qui ont eu lieu en juin 2016 n'ont pas dépassé les zones définies dans le PPRi, donc il n'y a pas lieu de définir des zones sensibles aux inondations en complément du PPRi.



Le risque d'inondation par remontée de nappes

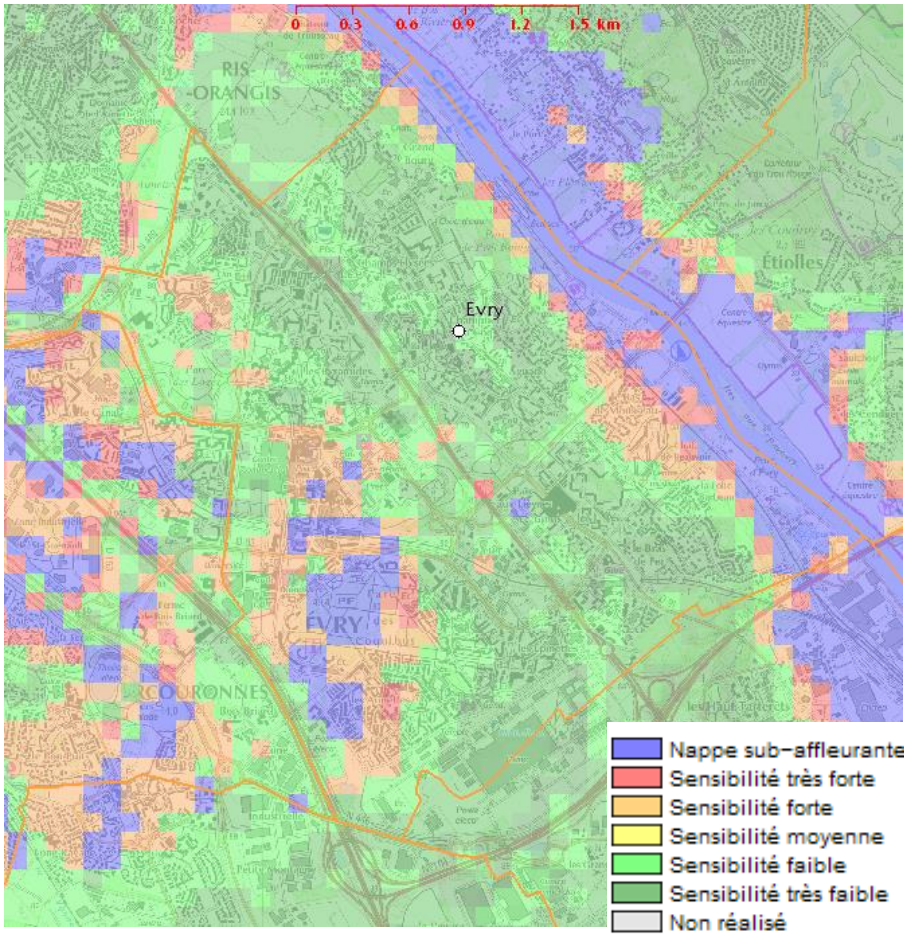
La consultation du site du BRGM « Remontées de nappes » indique que la nappe est sub-affleurante en bord de Seine et sur une partie du plateau (partie la plus à l'est du territoire). Le centre urbain est concerné par ce risque en sensibilité très élevée, étant donné la présence de nappe sub-affleurante.

On appelle zone «sensible aux remontées de nappes» un secteur dont les caractéristiques d'épaisseur de la Zone Non Saturée, et de l'amplitude du battement de la nappe superficielle, sont telles qu'elles peuvent déterminer une émergence de la nappe au niveau du sol, ou une inondation des sous-sols à quelques mètres sous la surface du sol.

Pour rappel, et pour de plus amples informations, vous pouvez consulter la page dédiée à ce risque naturel sur le site suivant :

http://www.georisques.gouv.fr/dossiers/inondations/remontee_nappe

Carte des risques de remontée de nappes



Source : www.inondationsnappes.fr

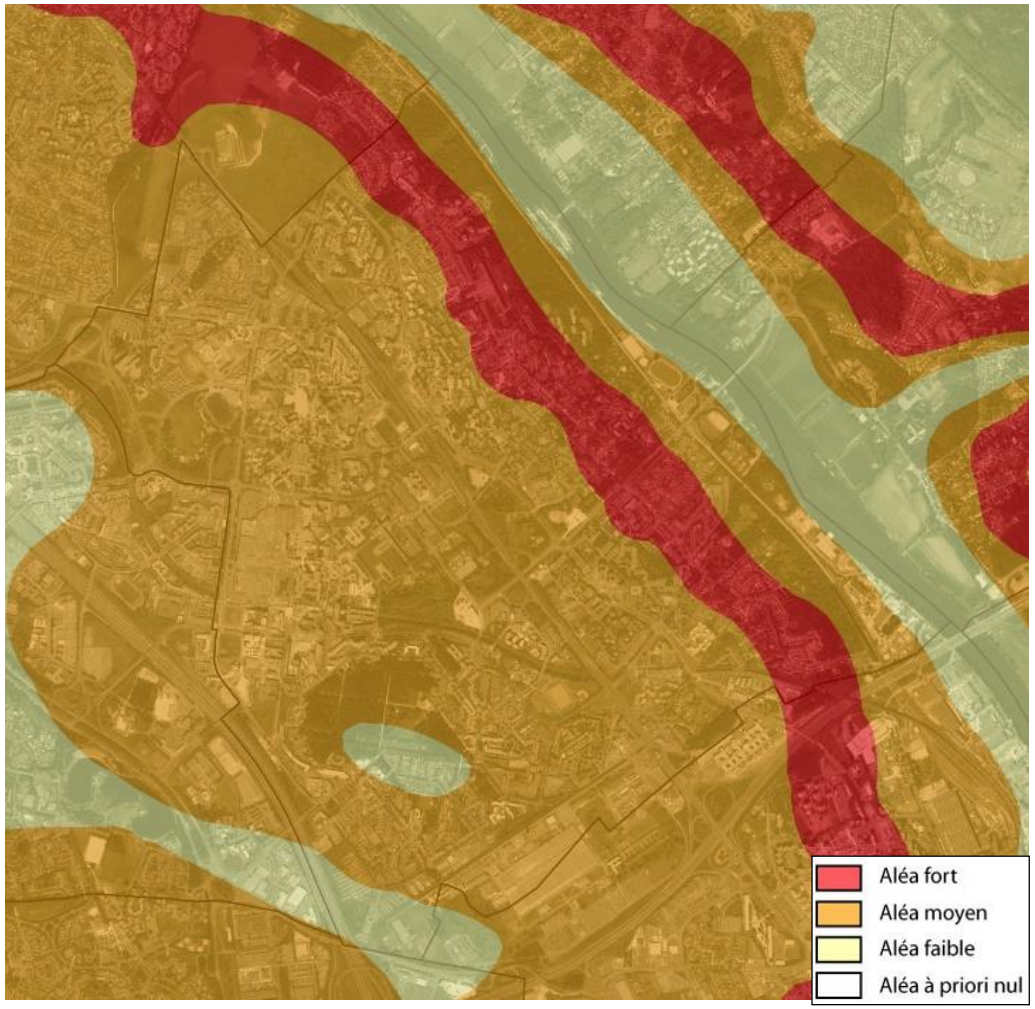
Le risque de retrait-gonflement des argiles

Le territoire communal est, compte tenu de la nature des sols qui le compose, susceptible d'être soumis à des risques provoqués par des phénomènes de mouvement de terrain par retrait et gonflement des argiles résultant de la sécheresse (phénomène de dessiccation) ou d'une forte augmentation de teneur en eau au cours du retour à une pluviométrie normale (ré-imbibition rapide). Ces mouvements de terrain peuvent provoquer la fissuration de certaines constructions. Une cartographie des aléas de retrait-gonflement d'argile dans le département de l'Essonne a été réalisée par le Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM)

La majeure partie du territoire présente un aléa moyen. Le secteur du coteau présente un aléa fort.

Source : www.prim.net

Carte des aléas de retrait-gonflement des argiles



Source : http://www.georisques.gouv.fr

Par ailleurs, la commune a été reconnue de nombreuses fois en état de catastrophe naturelle suite à des inondations et coulées de boue et suite à des mouvements de terrains (cf. tableau ci-dessous).

En effet, depuis 1982, elle a été reconnue neuf fois en arrêté de catastrophe naturelle pour inondation et coulées de boue et une fois en arrêté d'inondation, coulée de boue et mouvement de terrain.

Enfin, la charte d'engagement de la région Île-de-France pour concevoir des quartiers résilients face aux risques d'inondation poursuit 3 objectifs :

- Ne pas aggraver le risque pour les enjeux existants sur le secteur
- Faciliter la gestion de la crise et raccourcir le délai de retour à la normale au sein du quartier et en lien avec les quartiers frontaliers
- Développer de manière pérenne la culture du risque au sein des quartiers

Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
91PREF19990095	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

Inondations et coulées de boue : 8

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
91PREF19830040	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
91PREF19830124	09/04/1983	18/04/1983	21/06/1983	24/06/1983
91PREF19830175	16/08/1983	16/08/1983	15/11/1983	18/11/1983
91PREF19830176	31/08/1983	31/08/1983	15/11/1983	18/11/1983
91PREF19880024	23/07/1988	23/07/1988	19/10/1988	03/11/1988
91PREF19980021	05/08/1997	06/08/1997	12/03/1998	28/03/1998
91PREF19970035	07/08/1997	07/08/1997	17/12/1997	30/12/1997
91PREF20160632	28/05/2016	05/06/2016	08/06/2016	09/06/2016

Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols : 2

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
91PREF19980020	01/01/1990	30/04/1997	12/03/1998	28/03/1998
91PREF19990012	01/05/1997	31/12/1998	22/06/1999	14/07/1999

Source : www.prim.net

4/ Les risques technologiques

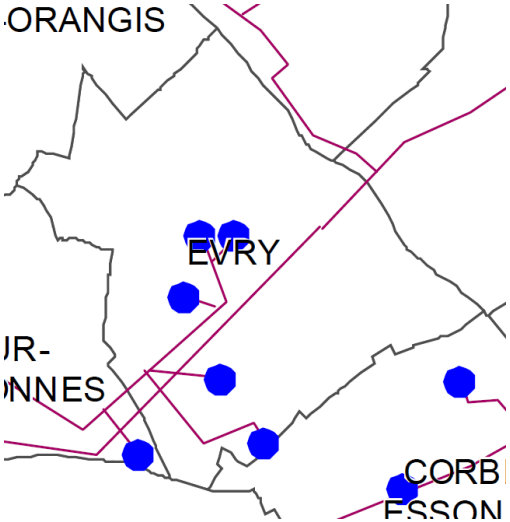
Le risque de transport de matières dangereuses (TMD)

Évry est concernée par le risque lié au transport de matières dangereuses consécutif à un accident se produisant lors du transport. Les produits dangereux sont nombreux ; ils peuvent être inflammables, toxiques, explosifs, corrosifs ou radioactifs.

La commune est citée au dossier départemental des risques majeurs pour les risques liés au transport sous deux formes :

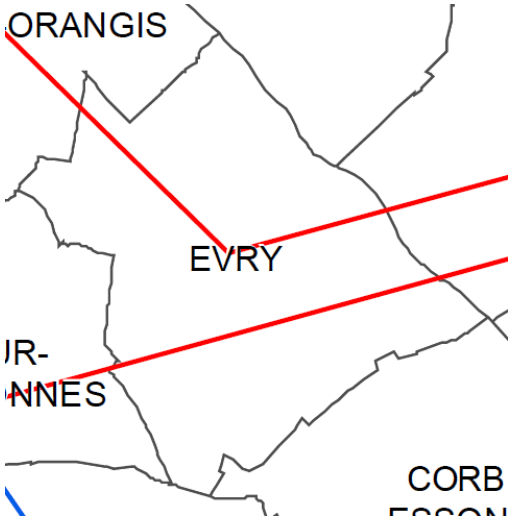
- le risque par canalisation : plusieurs canalisations de gaz et deux pipelines traversent le territoire.
- le risque par voie routière, voie ferrée : le dossier départemental des risques majeurs recense l'A6, la RN7, la RN104 et le RER comme axes susceptibles de supporter un transport de matières dangereuses.
- Le risque par voie fluviale: la Seine présente un risque moyen.

Carte des canalisations de gaz



Source : DDRM Essonne

Carte des canalisations d'hydrocarbures liquides



Source : DDRM Essonne

Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

Le territoire compte 9 installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) dont 7 sont soumises à autorisation.

Les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués)

La base de données BASOL qui nous renseigne sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif identifie 1 site sur le territoire communal : il s'agit de la société Snecma.

Description du site

Il s'agit d'un site sous surveillance après diagnostic, et il n'est pas envisagé de travaux complets de réhabilitation dans l'immédiat.

Cet établissement est le principal site de production de moteurs du groupe. Cet établissement est filiale du groupe SAFRAN (résultat de la fusion des groupes SNECMA et SAGEM).

Cette société est implantée sur les communes d'EVRY et de CORBEIL-ESSONNES. Le site occupe une superficie de 75,8 ha, répartis comme suit :

- bâtiments : 147 000 m2,
- voiries :70 128 m2,
- parking : 76 166 m2,
- espaces verts : 464 683 m2

Le site est encadré par :

- à l'est la RN7,
- au nord, la zone d'aménagement des « Epinettes »,
- au nord-ouest, la zone d'aménagement des « Aunettes », ainsi que l'église de Jésus Christ des Saints des Derniers jours, un centre technique municipal et une salle polyvalente,
- à l'ouest, à 160 m l'autoroute A6,
- au sud la « Francilienne », au delà de laquelle se trouve une zone urbaine formant le quartier des « Coquibus ».

Il n'y a pas d'autres installations voisines dans un rayon de 100 mètres.

La région est largement drainée par la Seine. Sur le site, les eaux souterraines rencontrées se répartissent de la manière suivante :

- des nappes superficielles, peu profondes et peu étendues,
- des nappes libres, située à 4, 5 m de profondeur,
- la nappe des calcaires de Champigny,
- la nappe de l'Albien située à une profondeur de 800 m environ.

Une Etude Simplifiée des Risques (ESR) a été réalisée sur ce site en 1999. Cette étude a montré que la nappe sous-jacente (nappe non exploitée) avait fait l'objet d'une pollution, notamment en raison d'une fuite d'une cuve d'acide chromique, entraînant une pollution de cette nappe au chrome. Cette ESR classe ce site en classe 2, site à surveiller.

Une mesure semestrielle est prescrite par voie d'arrêté préfectoral.

L'exploitant a communiqué le rapport de contrôle du premier semestre 2010 courant août 2010. Les rapports de 2010 ne mettent pas en évidence d'évolutions notables. La surveillance doit être maintenue.

Les sites industriels et activités de service, en activité ou non

Les données présentes dans la banque de données nationale BASIAS constituant l'inventaire des sites industriels et activités de service, en activité ou non, ont été extraites pour la commune d'Évry. Il est important de souligner que l'existence de site industriel dans BASIAS ne préjuge en rien d'une éventuelle pollution au droit de celle-ci mais laisse présager une activité potentiellement polluante. 48 sites sont recensés sur cette base de données. Il s'agit principalement de stations-services, de garages, d'imprimeries…

D'une manière générale, il convient, préalablement à tout projet d'urbanisation, de s'assurer que l'état du sol est compatible avec l'usage du projet, conformément à la réglementation du 8 février 2007 (textes et outils méthodologiques) relative aux modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués.

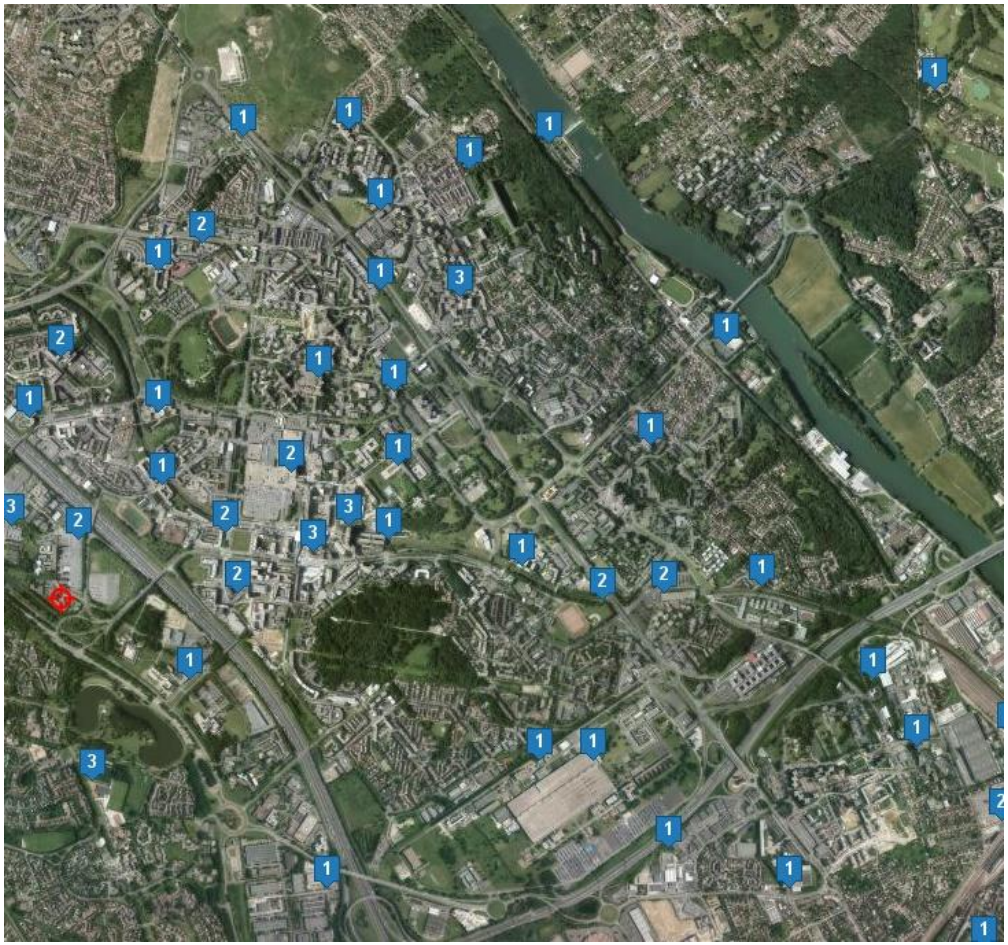
Les ondes radio

La carte ci-dessous présente la localisation des différentes antennes radios et téléphoniques émettant des ondes électromagnétiques. Dans la commune d'Évry, 40 antennes sont installées sur différents supports (pylône, sur bâtiment).

Les lignes Haute Tension

Par ailleurs, la ville est traversée par une ligne haute tension, à savoir la ligne 225kV aqueducs Grigny 1, dérivation Coquibus 1 et 2.

Carte des antennes radios



Source : www.cartoradio.fr

État initial de l'environnement

D/ Les réseaux techniques urbains

1/ L'eau potable

L'alimentation en eau potable

Après des décennies de gestion déléguée du service public de distribution d'eau potable, la Communauté d'Agglomération a pris la décision en septembre 2011 de reprendre en régie publique l'exploitation de la distribution de l'eau potable sur son territoire. C'est ainsi qu'a été créée la régie de l'eau « l'eau de l'agglo » en avril 2012 et qu'un nouveau service public a été mis en œuvre pour être opérationnel au 1er janvier 2013.

Par cette décision, l'agglomération s'est engagée à :

- Garantir la qualité du service auprès des abonnés/usagers,
- Améliorer la lisibilité du service public en associant directement les habitants,
- Mettre en œuvre une réelle politique patrimoniale,
- Baisser le prix de l'eau potable et le maitriser durablement.

Ne disposant pas d'unité de production d'eau potable, la régie achète de l'eau en gros à Eau du Sud Parisien. L'ensemble du territoire est distribuée par de l'eau en provenance de la Seine, rendue potable par l'usine de potabilisation de Morsang sur Seine.

La régie de l'eau est propriétaire des ouvrages de distribution :

- 341 kms de réseau de distribution,
- Une unité de rechloration située à Bondoufle (RD31),
- 16 882 branchements.

Les consommations ont légèrement baissé en 2015, comparativement à 2014, mais restent supérieures à celles de 2013.

La consommation moyenne, qui inclut tous les usages de l'eau (industries, commerces, établissements scolaires, de santé,...) s'établit à : 150 litres/hab/jour.

La Communauté d'agglomération Grand Paris Sud a lancé une étude sur l'approvisionnement en eau de son territoire afin de permettre un approvisionnement plus rationnel à l'échelle de la CA GPS, plus sécuritaire (en situation de pointe et en cas d'incident majeur) et assurant une meilleure maîtrise des coûts. Les conclusions de cette étude pourront conduire à créer de nouveaux réservoirs et à poser de nouvelles canalisation

La qualité de l'eau potable

L'Agence Régionale de Santé Ile de France (délégation territoriale de l'Essonne), organisme d'Etat, est chargée du contrôle sanitaire de l'eau destinée à la consommation humine, pour le compte du Préfet. A ce titre, elle exerce une surveillance programmée de la qualité de l'eau distribuée sur le territoire. En 2015, 182 échantillons d'eau ont été prélevés sur le réseau de distribution : l'eau distribuée a été jugée conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physico-chimiques analysés (pesticides, fluor, nitrates, aluminium,…).

Les perspectives

Dans un souci d'optimisation du service, la collectivité envisage notamment :

- D'adopter sa stratégie sur l'approvisionnement en eau
- poursuivre les travaux de renouvellement du patrimoine en essayant autant que faire se peut de prendre en compte les projets de requalification des voiries des villes et les projets de développement et d'urbanisation du territoire (Tram 12 Express, …),
- poursuivre les travaux engagés dans le cadre de l'expérimentation de la loi « Brottes », notamment fournir et poser des kits d'économies d'eau dans les logements de copropriétés identifiées en difficultés.
- De déployer la télé-relève des compteurs d'eau

2/ L'assainissement

L'ancienne Communauté d'Agglomération Evry Centre Essonne gère les réseaux d'assainissement. A ce titre elle assume la collecte, le transport et l'épuration des eaux résiduaires urbaines sur les communes de Bondoufle, Courcouronnes, Evry, Lisses, Ris-Orangis et Villabé. Depuis le 1er janvier 2016, la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud a récupéré cette compétence.

Depuis le 1er janvier 2013, et pour une durée de 10 ans, un contrat de délégation de service public global et unique a été mis en place pour l'ensemble des ouvrages du territoire de la Communauté d'agglomération, avec la Société des Eaux de l'Essonne (SEE).

L'ensemble des ouvrages de collecte d'eaux usées et d'eaux pluviales des communes d'Evry, Courcouronnes, Lisses, Villabé, Bondoufle et Ris-Orangis est géré par la SEE. Celle-ci assure également l'exploitation des bassins de régulation d'eaux pluviales.

Séparant eaux usées et eaux pluviales, le réseau d'assainissement se compose de :

- 255 kilomètres de canalisations destinées aux eaux usées,
- 352 kilomètres de canalisations pour les eaux pluviales,
- Près de 23 hectares de plan d'eau de régulation,
- Une station d'épuration à Evry, d'une capacité nominale de 250 000 Equivalents habitant, proportionnelle au nombre de la population.

Les eaux pluviales

Concernant la collecte des eaux pluviales, pour une bonne part, elles transitent par le réseau de lacs et canaux d'une superficie totale de 21,6 ha raccordés au ru de l'Ecoute s'il Pleut avant de rejoindre la Seine. 6 ouvrages de traitement existent sur le territoire de l'Agglomération, en amont des bassins de régulation.

L'infiltration à la parcelle est obligatoire sur le territoire, le principe « rejet zéro » étant appliqué sur l'ensemble du territoire.

Les eaux pluviales sont analysées tous les mois afin d'en déterminer la qualité physico-chimique (présence de polluant).

Les eaux usées

L'ensemble des effluents de la commune d'Évry rejoint la station d'épuration de la Communauté d'Agglomération.

Les installations de la station d'épuration d'Evry, mises en service en avril 1991 après extension et modernisation, ont été conçues pour traiter la pollution de 250 000 Equivalents habitants (Eh). Les travaux débutés en 2009 n'ont pas modifié cette capacité mais ils ont permis d'améliorer significativement les performances de traitement et ceci principalement pour les paramètres azote et phosphore. Le débit de référence de la station est désormais de 48 000 m^3/jour. Les effluents subissent un traitement biologique avant d'être rejetés en Seine. Les boues résiduaires issues de la dépollution des eaux font l'objet d'un traitement spécifique avant d'être recyclées en agriculture. Une unité de traitement de produits de curage, utilisant l'eau épurée pour laver les sables, est également implantée sur le site de la station.

Lors des inondations de juin 2016, la situation de la station d'épuration a été limite en terme de surcharge.

Par ailleurs, sur le réseau des eaux usées, quelques points noirs sont connus, notamment en point bas du bassin versant, vers l'avenue Patton et la Cerisaie. De plus, il existe in certain nombre de non-conformités sur les branchements pour la séparativité des réseaux, ce qui pose des problèmes de surcharge et de qualité de l'eau (déversements d'eaux usées dans les eaux pluviales)

La Communauté d'Agglomération a approuvé son schéma directeur d'assainissement le 1er décembre 2015.

Celui-ci définit les zones d'assainissement individuel et collectif sur le territoire. A Évry, quelques secteurs en bord de Seine restent en assainissement non collectif.

3/ La gestion des déchets

La compétence de collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés est confiée à la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud depuis le 1er janvier 2016. Une partie de ces compétences dont la totalité du traitement est déléguée au SIREDOM de la façon suivante :

Flux	Mode de collecte	Collecte	Traitement
Ordures ménagères	Porte à porte	Communauté d'agglomération Évry Centre Essonne	SIREDOM
	Apport volontaire	Communauté d'agglomération Évry Centre Essonne	SIREDOM
Emballages, journaux, magazines	Porte à porte	Communauté d'agglomération Évry Centre Essonne	SIREDOM
	Apport volontaire	Communauté d'agglomération Évry Centre Essonne	SIREDOM
Verre	Porte à porte	Communauté d'agglomération Évry Centre Essonne	SIREDOM
	Apport volontaire	SIREDOM	SIREDOM
Déchets végétaux	Porte à porte	Communauté d'agglomération Évry Centre Essonne	SIREDOM
Encombrants	Porte à porte	Communauté d'agglomération Évry Centre Essonne	SIREDOM
Déchets assimilés	Porte à porte	Communauté d'agglomération Évry Centre Essonne	SIREDOM
Déchèteries	-	SIREDOM	SIREDOM
Déchets dangereux	-	SIREDOM	SIREDOM

Source : RAD, 2013

Les opérations de valorisation et de traitement des déchets ménagers et assimilés se déroulent à l'Eco-site de Vert-le-Grand. Celui-ci réunit sur un même site un ensemble de solutions performantes et innovantes pour le traitement des déchets dans le respect de l'environnement : un centre de tri, un incinérateur, un centre de stockage des déchets ultimes, une plateforme de compostage. Le SIREDOM a confié la gestion de ces installations à une société d'économie mixte : la SEMARDEL. Par ailleurs, les habitants de l'agglomération peuvent accéder aux 14 déchèteries du SIREDOM. Les plus proches du territoire se situent à Vert-le-Grand, Sainte-Geneviève-des-Bois et Corbeil-Essonnes.

Bien que l'essentiel des missions relatives au transfert soient exercées directement par la Communauté d'Agglomération, certains services sont maintenus au niveau communal pour des raisons de réactivité et d'accessibilité pour les usagers.

Il s'agit notamment de :

- la collecte des dépôts sauvages ;
- la collecte des déchets transitant par le centre technique municipal ;
- la distribution d'outils aux usagers (sacs à déchets verts, cartes de déchèterie).

La collecte des déchets sur la commune d'Évry s'organise de la manière suivante :

Déchets	Fréquence de collecte
Ordures ménagères	2 fois par semaine pour le pavillonnaire et 3 fois par semaine pour le collectif
Emballages ménagers / papiers/journaux - magazines	1 fois par semaine
Déchets végétaux	une fois par semaine de mi-mars à mi-décembre
Verre	1 fois tous les 15 jours
Encombrants ménagers	1 fois par mois

En 2013, on constate une baisse de la production des ordures ménagères par rapport à 2012, avec un chiffre de production d'ordures ménagères en kg par habitant et par an de 278, inférieur à l'Ile-de-France (309).

Concernant les emballages ménagers, papiers, journaux et magazines, le taux de déchets triés reste comparable à celui de l'année passée, à environ 10%. Toutefois encore très éloigné d'un objectif de 20% fixé par le programme local de prévention de l'agglomération, lui-même découlant des objectifs du Grenelle de l'environnement.

Concernant le verre, La moyenne constatée en France est de 30 kg/hab./an et même proche de 40kg/hab./an pour l'ile de France mais la performance de collecte sur la CAECE atteint seulement 13kg/hab./an.

Des points d'apport volontaire enterrés ont été installées sur le territoire. De plus, le SIREDOM travaille sur le remplacement des PAV aériens verre avec la volonté de tout enterrer. D'une manière générale, un travail de sensibilisation doit être fait pour que les gens utilisent les bornes enterrées.

À Évry, une problématique spécifique des dépôts sauvages est identifiée. Cela pose d'autant plus problème que les certains déchets laissés par des professionnels peuvent être dangereux. Il existe un véritable travail de sensibilisation à faire sur cette thématique.

4/ Le réseau de chaleur

Le réseau de chaleur de l'ancienne communauté d'agglomération (CAECE), situé sur les communes d'Evry et Courcouronnes, assure la production, le transport et la distribution de chaleur à destination de plus de 2 millions de mètres carrés de bâtiments situés sur le territoire. L'ancienne communauté d'agglomération Evry Centre Essonne a concédé ce réseau de chaleur via une Délégation de Service Public à la société Dalkia (jusqu'en 2017). L'exploitation est assurée par le GIE d'Evry.

Le tableau ci-dessous synthétise les principales caractéristiques du réseau de chaleur.

Eléments	Caractéristiques
Mise en service de la première chaudière	1973
Centrales de production	1 chaufferie centrale (4 chaudières + 1 cogénération) 1 cogénération[6] 5 chaufferies d'îlots
Combustibles	Gaz naturel, fioul, chaleur fatale
Linéaire de réseau	Haute pression : 7,7 km Basse pression : 33 km
Postes de livraison	348
Puissance souscrite	233,89 MW (au 31/05/2012)
Energie distribuée	269 119 MWh (saison 2012-2013)
Bâtiments raccordés	2 096 417 m² $_{SHON}$ (au 31/05/2012)

Figure 12 : Tableau de synthèse des principales caractéristiques du réseau de chaleur (rapport d'activité 2011/2012 du GIE d'Evry, Présentation du projet d'évolution du réseau de chaleur de la CAECE, février 2014)

Le gaz naturel représente 98,6% de l'énergie consommée par ces installations. En plus de ces équipements, la cogénération du site SNECMA fournit de la chaleur aux chaufferies H et F.

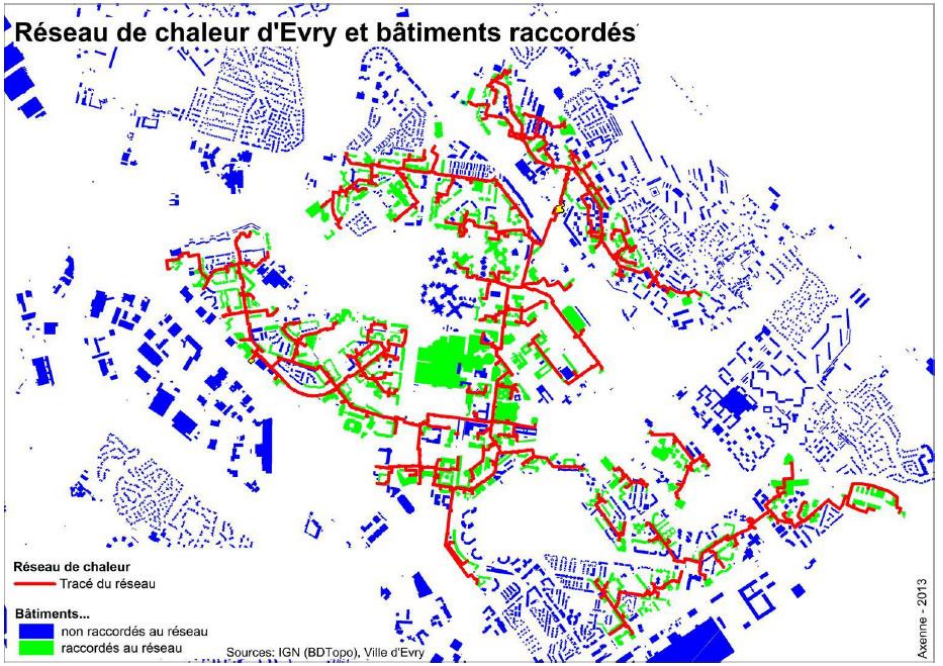
Aujourd'hui, la chaleur du réseau est produite uniquement à partir d'énergies fossiles. L'objectif est d'assurer 80% de la production de chaleur à partir d'énergies renouvelables à terme. Une première étape de 50% devrait être atteinte pour la saison de chauffe 2017-2018.

En terme de mix énergétique, plusieurs études ont été menées afin d'utiliser des énergies renouvelables pour produire de la chaleur : la faisabilité d'une chaufferie biomasse, d'une installation géothermique, et du raccordement à l'Usine d'Incinération des Ordures Ménagères (UIOM) de Vert-le-Grand ont été étudiées et comparées.

Les travaux de raccordement à l'éco-site de Vert-le-Grand devraient bientôt commencer.

Par ailleurs, il est envisagé d'étendre le réseau de chaleur jusqu'à l'Hôpital et le Genopole.

Carte du réseau de chaleur



État initial de l'environnement

E/ Les énergies renouvelables et le développement durable

1/ Les documents supra-communaux

Les documents régionaux en vigueur dans ce domaine sont les suivants : le schéma régional climat air énergie et le schéma régional de l'éolien, tous deux adoptés le 14 décembre 2012 par le Conseil Régional. Ces documents imposent de nouvelles mesures et orientations en matière de développement des énergies renouvelables, de la qualité de l'air et de la prise en compte du climat.

Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE)

Le SRCAE a été prévu par l'article L.222-1 du Code de l'Environnement. Elaboré par l'Etat et la Région, il fixe à l'horizon 2020 et 2050 :

- Les orientations permettant d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter pour diviser par 4 les émissions nationales de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050. A ce titre, il définit notamment les objectifs régionaux en matière de maîtrise de l'énergie ;
- Les orientations permettant, pour atteindre les normes de qualité de l'air, de prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique ou d'en atténuer les effets. A ce titre, il définit des normes de qualité de l'air propres à certaines zones lorsque leur protection le justifient ;
- Par zone géographique, les objectifs à atteindre en matière de valorisation du potentiel énergétique terrestre, renouvelable et de récupération et en matière de mise en œuvre de techniques performantes d'efficacité énergétique

En termes d'urbanisme, il définit notamment l'orientation suivante : promouvoir la densification, la multipolarité et la mixité fonctionnelle afin de réduire les consommations énergétiques, qui se décline selon les objectifs suivants :

- Densifier les zones urbaines tout en respectant les enjeux de la qualité de l'air et de l'adaptation au changement climatique
- Promouvoir la multipolarité à proximité des gares et des pôles intermodaux en lien avec les réseaux de transports en commun existants ou en développement
- Favoriser les modes actifs de déplacement et les transports en commun dans le partage de l'espace public
- Réserver dans l'aménagement urbain des espaces pour la logistique (entrepôts logistiques, espaces de livraison)
- Privilégier la mixité fonctionnelle, les commerces et les services de proximité afin de réduire la portée des déplacements
- Mutualiser les services et les équipements
- Favoriser le développement des réseaux de chaleur et de froid
- Poursuivre les actions pour rendre la ville attractive en privilégiant une qualité de vie agréable

Le Schéma Régional Eolien (SRE)

Il constitue un volet annexé au SRCAE. Le SRE francilien établit la liste des 648 communes situées dans des zones favorables à l'éolien et donc susceptibles de porter des projets éoliens. Elles ont été définies en tenant compte à la fois du "gisement" de vent et des enjeux environnementaux, paysagers ou patrimoniaux dont la région Île-de-France est riche. Leur identification a donné lieu à une concertation dans chacun des territoires de grande couronne, présentant un potentiel éolien. Il revient désormais aux collectivités locales, aux porteurs de projets et à l'ensemble des parties prenantes de se saisir de l'opportunité, pour un plus grand développement des énergies renouvelables dans la région

Par ailleurs, le **Plan Climat Energie Territorial** (PCET) de l'Essonne définit aussi des orientations spécifiques pour permettre de lutter contre l'effet de serre.

S'inscrivant dans les objectifs internationaux et nationaux de lutte contre le changement climatique (protocole de Kyoto et objectif européen des "3*20" en 2020), il s'appuie sur un état des lieux réalisé en 2008, le Bilan carbone essonnien qui évalue les principaux postes d'émissions de gaz à effet de serre induits par le territoire essonnien (émissions directes et indirectes

Il s'organise autour des trois leviers dont dispose le Département pour mettre en mouvement les acteurs essonniens : l'exemplarité, le rôle d'incitateur et le rôle d'animateur. Organisé autour de 7 thématiques (bâtiment et énergie, déplacements et mobilité, achats, consommation et déchets, activités économiques, agriculture et biodiversité, urbanisme et aménagement du territoire, animation), il met en cohérence l'ensemble des actions contribuant à la réduction des gaz à effet de serre essonnienne et à l'adaptation du territoire à l'impact du changement climatique.

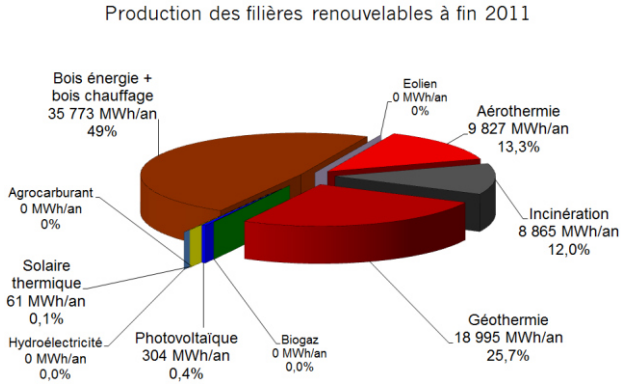
Par rapport au Plan Climat, la question de la vulnérabilité du territoire aux changements climatiques est importante. Une étude va être lancée à l'échelle de l'Agglomération, permettant de décliner des mesures d'adaptation et non plus d'évitement ou de réduction.

Le développement durable

En termes de projets, la création du quartier du Canal-Europe, à Courcouronnes, Ris-Orangis et Évry, est l'un des grands projets de l'Agglomération en matière de développement durable et de réhabilitation innovante, au carrefour des quartiers du Canal, du Bois Sauvage et des Pyramides.

2/ Les potentiels sur le territoire

La production d'énergies renouvelables sur le territoire de l'ancienne agglomération (CAECE)



Le bois-énergie

Le bois énergie est la principale filière de production renouvelable en 2011. Cette production est due aux installations individuelles des particuliers. Une chaudière bois de 3,5 MW avait été mise en place sur l'hôpital Sud Francilien, mais elle a été arrêtée suite à des pannes trop nombreuses. Celles-ci étaient majoritairement dues à une mauvaise qualité du combustible (éléments parasites tels que haches, plastiques, etc.), entrainant des dysfonctionnements (problèmes d'évacuation des cendres, etc.). Une chaudière gaz assure maintenant la totalité des besoins de chaleur du site.

La géothermie

La majeure partie de la géothermie provient du doublet géothermique sur le Dogger alimentant le réseau de chaleur d'Essonne Habitat situé à Ris-Orangis. Cette installation, dite « basse énergie » produit 16 240 MWh/an. Les autres installations, dites « très basse énergie » fonctionnent par le biais de pompes à chaleur, et produisent 3 116 MWh/an.

L'incinération des déchets

L'usine d'incinération des ordures ménagères du SIREDOM n'est pas sur le territoire d'Evry Centre Essonne. Cependant, l'incinération des déchets du territoire concourt bien à la production d'électricité de l'usine. La production indiquée sur le graphique correspond à la part des déchets de la communauté d'agglomération dans l'ensemble du tonnage incinéré, à laquelle on applique un coefficient de 50% conformément à la directive européenne reprise par la France pour l'établissement du bilan énergétique.

Le biogaz

Le biogaz produit par la méthanisation des boues de la station d'épuration d'Evry est valorisé en partie par la chaudière du sécheur thermique ou par les chaudières des digesteurs. Le biogaz non valorisé est brûlé en torchère. La production de chaleur associée à la valorisation n'est pas connue, tout comme la part de biogaz éliminée en torchère. De plus, en 2011, le digesteur a été arrêté pour réhabilitation les 10 premiers mois de l'année. Les volumes de biogaz produits n'ont pas été comptabilisés par la suite, y compris en 2012. Faute d'informations, la production de chaleur via le biogaz n'est pas prise en compte dans le bilan des énergies renouvelables.

PCAET

Le Plan climat-air-énergie territorial (PCAET) de la communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart dont le projet a été approuvé en juin 2019.

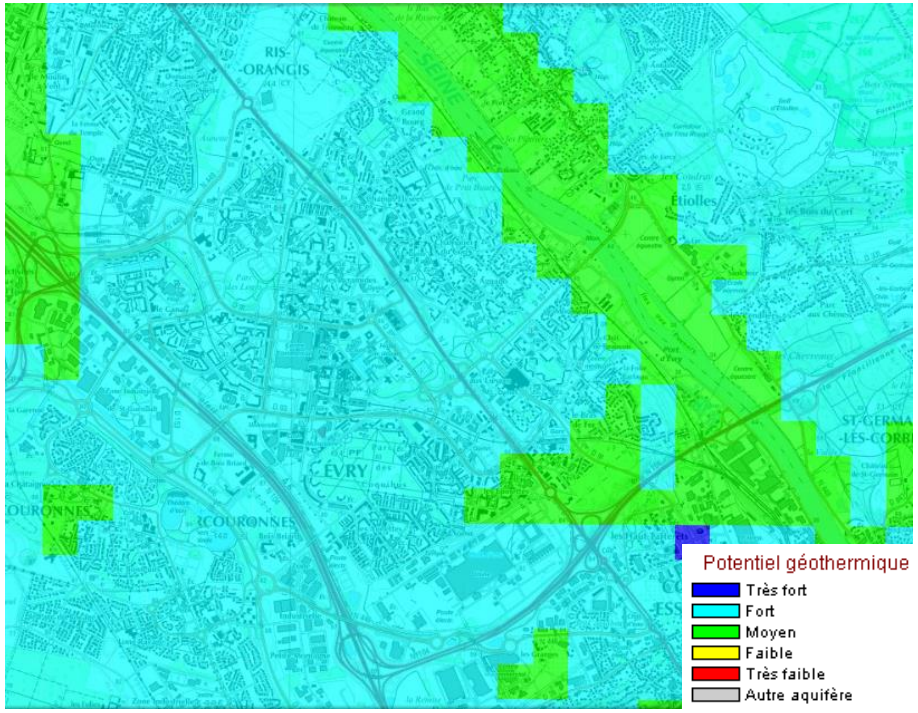
Le plan climat doit participer à l'atteinte des objectifs que la France s'est fixée en matière de lutte contre le changement climatique et de maitrise de l'énergie, à travers la Loi Transition Énergétique pour la Croissance Verte :

- Réduction de la consommation d'énergies finale de 20% en 2030 et de 50% en 2050
- Réduction des émissions de gaz à effet de serre de 40% en 2030
- Part des énergies renouvelables dans les consommations énergétiques de 32% à l'horizon 2030

La géothermie

Le BRGM, l'ADEME, la région Ile de France et EDF ont développé un système d'information géographique d'aide à la décision, qui indique si, en un endroit donné, l'installation de pompes à chaleur sur nappe aquifère est envisageable. Le SIG ne montre que la productivité des nappes superficielles, sans prendre en compte les nappes profondes.

Sur le territoire d'Évry, le potentiel relevé est moyen à fort.



Source : www.geothermie-perspectives.fr

Le potentiel solaire

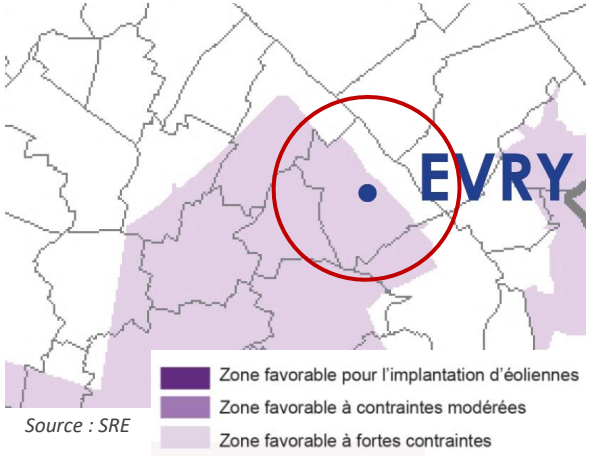
La durée d'ensoleillement moyen dans l'Essonne est de 1 750 à 2 000h par an. Le potentiel énergétique moyen en kwh thermique par an et par m² est de 1 220 à 1 350 kwh d'énergie récupérable par an.

Données plus précises à l'échelle du Département : ensoleillement moyen annuel : 1618 h, alors que la moyenne française est de 1 968 heures. (Source : Météo France).

L'ensoleillement en Essonne est suffisant pour l'exploitation de panneaux solaires thermiques utiles pour l'eau chaude sanitaire. Il convient, lors des études de faisabilité, d'analyser l'orientation et l'adaptabilité environnementale des projets (conception bioclimatique). Néanmoins, la production d'énergie solaire reste limitée pour subvenir aux besoins de chauffage ou d'électricité, sans mise en place d'une énergie complémentaire.

Le potentiel éolien

Selon le schéma régional de l'éolien réalisé en juillet 2012, Évry est une commune qui possède une zone favorable au développement de l'éolien, mais à fortes contraintes.



Source : SRE

évry-courcouronnes

Plan Local d'Urbanisme

de la commune déléguée d'Evry

2.2. Justifications des choix retenus

PLU révisé, approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2019

Espace Ville SCOP

Sommaire

Introduction 5

Explication des choix retenus pour établir le PLU 7

1. Choix retenus pour établir le PADD 7
2. Articulation du PLU avec les autres plans et/ou programmes 25
3. Dispositions qui favorisent la densification des espaces bâtis 49
4. Justification des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le PADD 57
5. Synthèse de la production de logements envisagées et permises par le PLU 73
6. Cohérence des OAP avec les orientations et objectifs du PADD 75
7. Justification du dispositif règlementaire (zonage, règlement) avec les orientations et objectifs du PADD 85
8. Justification des autres dispositions du PLU 129

Introduction

Les présentes justifications des différents documents du Plan Local d'Urbanisme d'Évry ont été construites à partir des articles L.151-4 et R.151-1 à 5 du Code de l'Urbanisme, fixant le cadre légal suivant lequel le rapport de présentation doit être écrit. Les articles rappelés ci-dessous sont ceux sur lesquels s'appuient plus particulièrement l'écriture de la partie du rapport de présentation justifiant les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

Rappel de l'article L.151-4 du Code de l'urbanisme

Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.
Il s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surface et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services.
Il analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers. Il justifie les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques.
Il établit un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités.

Rappel de l'article R.151-2 du Code de l'urbanisme

Le rapport de présentation comporte les justifications de :
1° La cohérence des orientations d'aménagement et de programmation avec les orientations et objectifs du projet d'aménagement et de développement durables ;
2° La nécessité des dispositions édictées par le règlement pour la mise en œuvre du projet d'aménagement et de développement durables et des différences qu'elles comportent, notamment selon qu'elles s'appliquent à des constructions existantes ou nouvelles ou selon la dimension des constructions ou selon les destinations et les sous-destinations de constructions dans une même zone ;
3° La complémentarité de ces dispositions avec les orientations d'aménagement et de programmation mentionnées à l'article L. 151-6 ;
4° La délimitation des zones prévues par l'article L. 151-9 ;
5° L'institution des zones urbaines prévues par l'article R. 151-19, des zones urbaines ou zones à urbaniser prévues par le deuxième alinéa de l'article R. 151-20 lorsque leurs conditions d'aménagement ne font pas l'objet de dispositions réglementaires ainsi que celle des servitudes prévues par le 5° de l'article L. 151-41 ;
6° Toute autre disposition du plan local d'urbanisme pour laquelle une obligation de justification particulière est prévue par le présent titre.
Ces justifications sont regroupées dans le rapport.

Rappel de l'article R.151-4 du Code de l'urbanisme

Le rapport de présentation identifie les indicateurs nécessaires à l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévue à l'article L. 153-29.

Rappel de l'article R.151-5 du Code de l'urbanisme

Le rapport de présentation est complété par l'exposé des motifs des changements apportés lorsque le plan local d'urbanisme est :
1° Révisé dans les cas prévus aux 2° et 3° de l'article L. 153-31 ;
2° Modifié ;
3° Mis en compatibilité.

Explication des choix retenus pour établir le PLU

1. Choix retenus pour établir le PADD

Les objectifs de la délibération prescrivant la révision du PLU

La révision du PLU s'initie par une volonté communale d'adapter son PLU aux nouveaux objectifs municipaux. Par délibération en date du 18 décembre 2014, le Conseil Municipal a prescrit la révision du Plan Local d'Urbanisme, sur l'ensemble du territoire communal. À cette occasion, le Conseil Municipal a délibéré sur les objectifs poursuivis.
Le projet de territoire, soit le Projet d'Aménagement et de Développement Durables s'est tout d'abord construit autour des objectifs suivants :

Evry, cœur d'agglomération, pôle d'excellence scientifique et académique du Sud Francilien

1. Pérenniser et permettre le développement des principaux attracteurs : Le Genopole, l'Université, le cœur de ville et les services publics rayonnants
   - Faire du Genopole un symbole fort du développement économique et un véritable marqueur de l'excellence du territoire
   - Affirmer et mettre en valeur la vocation universitaire du territoire
   - Faire du secteur Agora-Terrasses-Evry 2 le cœur d'un centre-ville moderne, multifonctionnel et attractif
   - Conforter Evry dans son rôle de « ville de services publics »
   - Intégrer la santé dans le projet de ville

2. Mettre en œuvre les conditions nécessaires pour affirmer Evry en tant que centralité et pôle d'excellence
   - Accroître l'attractivité par un niveau de desserte optimal
   - Disposer d'équipements d'envergure et de rayonnement à la hauteur d'un cœur d'agglomération
   - Développer la connectivité et la filière du numérique
   - Accompagner le développement du tissu économique

Evry, ville vivante et attractive pour tous

1. Doter la ville d'un parc de logements diversifié, moderne et attractif, assurant un parcours résidentiel complet
   - Intégrer, de manière transversale, la question de la santé dans les futurs projets et aménagements urbains
   - Mener une action volontariste sur le parc existant en termes d'amélioration de l'habitat
   - Développer une offre nouvelle en logements permettant de diversifier le parcours résidentiel

2. Mettre en œuvre les conditions d'accompagnement des projets
   - Tirer parti du programme « Action cœur de ville »
   - Faire d'Evry un territoire facile à parcourir par tous : développer les liens entre quartiers et faciliter les mobilités
   - Accompagner le développement urbain avec un niveau d'équipements et de services qui réponde au mieux aux besoins des habitants
   - Assurer les conditions de fonctionnement du commerce et des services de proximité

Evry, ville durable et verte, au cadre de vie unique à la porte Sud de Paris

1. S'appuyer sur le caractère vert et durable d'Evry pour conforter la qualité du cadre de vie
   - Préserver et conforter la trame verte et bleue et les continuités écologiques
   - Inscrire la solidarité et la santé au cœur du projet

2. Mettre en œuvre les conditions de confortation du cadre de vie
   - Conforter la vocation de détente et de loisirs des parcs et espaces verts
   - Faire de la Seine et de ses berges une composante à part entière de la ville
   - Améliorer la prise en compte de l'écologie dans la gestion de l'eau et des espaces verts
   - Développer les énergies renouvelables et le réseau de chaleur dans une perspective de transition énergétique et écologique
   - Limiter l'exposition de la population aux risques, et lutter contre les nuisances et les pollutions
   - Protéger, entretenir et valoriser le patrimoine bâti

Justification des choix retenus pour établir le PADD au regard des principales conclusions du diagnostic.

Les tableaux ci-après font apparaitre la synthèse des principaux éléments du diagnostic et la manière dont ils sont pris en compte dans le PADD. Ce chapitre explique de quelle manière les enseignements du diagnostic ont été pris en compte dans l'élaboration des orientations du PADD. Le diagnostic a mis en évidence les caractéristiques de la commune, ses atouts, ses faiblesses et ses besoins. L'élaboration du PADD a été réalisée dans le souci constant de respecter, de protéger, de valoriser l'identité et la diversité de la commune et de mettre en œuvre les réponses nécessaires à la prise en compte des besoins de la commune et de ses habitants au regard des principes de l'article L.101-2 du Code de l'urbanisme.

Les enjeux issus du diagnostic	Les orientations du PADD
Le développement économique de la CA Grand Paris Sud • Evry et le territoire de Grand Paris Sud accueillent plusieurs filières d'excellence Le Biotechnologie / Génomique avec le Genopole, 1er biocluster français dédié à la recherche en génomique, génétique et aux biotechnologies. **Les zones d'activités : Snecma – Genopole**  79 entreprises *58 (en 2013)*  5 145 emplois *4 770 (en 2013)*  91 ha De grandes entreprises sont implantées sur ce parc. Le Genopole, premier biocluster français, accueille des entreprises, des laboratoires et plates-formes technologiques. Le Centre Hospitalier Sud-Francilien (CHSF) est situé à proximité. Le Genopole fait partie des 3 sites de La Communauté d'agglomération de Grand Paris Sud proposés et retenus pour l'appel à projets "Inventons la Métropole du Grand Paris". Il est compris dans le périmètre de l'Opération d'Intérêt National La Porte Sud du Grand Paris.	***1/ Pérenniser et permettre le développement des principaux attracteurs : Le Genopole, l'université, le cœur de ville et les services publics rayonnants*** **Faire du Genopole un symbole fort du développement économique et un véritable marqueur de l'excellence du territoire** • Lui offrir la possibilité de se développer sur les franges de la RN 7 afin de le faire bénéficier d'un « effet vitrine ». • Privilégier les liens entre le Genopole, le campus universitaire et les grandes écoles, Safran, l'Hôpital Sud Francilien, etc. • Intégrer pleinement le Genopole, au sein du territoire et accroître sa visibilité en favorisant son développement dans une logique de campus ouvert sur la ville. • Accompagner la montée en puissance du Genopole par une revalorisation de l'entrée de ville depuis Corbeil-Essonnes.

Les enjeux issus du diagnostic	Les orientations du PADD
Diagnostic foncier et projets connus pour l'avenir • Le pôle de vie Le long de la RN7, en entrée de ville, un autre terrain libre, situé au cœur de Genopole, fait l'objet d'un projet. Sur cette friche de près de 14 000 m², est envisagé un complexe de plus de 20 000 m², dénommé Pôle de vie. Il abritera divers commerces de proximité et services à destination des salariés du site. […]	
La ville nouvelle : l'université Ouverte en 1991, l'université d'Evry-Val d'Essonne est une des quatre universités nouvelles créées dans le cadre du développement de l'enseignement supérieur dans la région Île-de-France et de la déconcentration des universités parisiennes. Elle accueille aujourd'hui environ 10 000 étudiants. Concernant la recherche, l'Université d'Évry a un nombre de laboratoires conséquent. En effet, 18 laboratoires de recherche labellisés sont implantés sur la commune et sont impliqués dans 7 école doctorales partagées avec la comUE Paris-Saclay. De plus, l'université est membre du pôle scientifique Évry Val-de-Seine (PSEVS) et de plusieurs pôles de compétitivité nationaux et mondiaux tels qu'ASTech, Medicen santé, System@tic, Finance Innovation et Cap Digital. Elle développe aussi de nombreux partenariats dans le cadre des domaines d'intérêt majeur (DIM) de la région Île-de-France. **L'Université du temps libre** L'Université du Temps Libre Essonne a été créée en 1999. Elle a pour objet de « favoriser l'accès des personnes de tous âges, en particulier celles qui ont réduit ou cessé leurs activités professionnelles, aux activités culturelles et artistiques, à l'enseignement, à la recherche, à la formation permanente », en liaison avec les centres de formation supérieure, les établissements d'enseignement supérieur et notamment, l'Université d'Evry (UEVE), avec laquelle elle est liée depuis sa création par une convention de partenariat.	***1/ Pérenniser et permettre le développement des principaux attracteurs : Le Genopole, l'université, le cœur de ville et les services publics rayonnants*** **Affirmer et mettre en valeur la vocation universitaire du territoire** • Faciliter les besoins éventuels d'extension ou de restructuration de l'Université Évry Val d'Essonne - Paris Saclay notamment dans un objectif de regroupement des entités universitaires. • Affirmer le caractère urbain de l'Université et faciliter son identification dans le centre urbain. • Renforcer les connexions, organiser des liaisons entre l'Université, les centres de recherche, les Grandes Ecoles, et la ville. • Poursuivre le développement de liens entre l'Université et le tissu économique de la ville, notamment pour favoriser le maintien des jeunes actifs sortant des filières de formation présentes sur la Ville, au sein du territoire. • Développer la formation tout au long de la vie en misant sur l'apprentissage et la formation continue. • Organiser la coopération interdisciplinaire et impulser une synergie Créteil-Evry-Saclay afin de rayonner plus largement encore.

Les enjeux issus du diagnostic	Les orientations du PADD
Un manque de synergies entre les grands pôles d'activité, de formation ou de recherche installés sur le territoire et la ville. Évry accueille sur son territoire de grands pôles ou établissements qui fonctionnent de manière assez introvertie : la cité administrative, l'université, certains établissements ou centres de recherche. Davantage de synergies pourraient être créées entre ces pôles qui accueillent un nombre important d'actifs, d'enseignants et d'étudiants.	
Le centre-ville Il s'agissait d'un quartier qui, dans le cadre de la réalisation de la ville nouvelle, n'avait pas été « finalisé ». En effet, d'une part il restait de nombreuses friches et, d'autre part, il s'agissait essentiellement d'un quartier administratif peu habité et peu animé. L'un des objectifs forts du dernier PLU, dans la continuité de l'étude urbaine menée par Christian Devillers, était de créer un véritable centre-ville à Evry. Ainsi, depuis une dizaine d'années de nombreux projets ont été construits ou sont en cours de réalisation ou à l'étude afin d'atteindre cet objectif. La production de logements se poursuit notamment le long des Champs-Elysées avec le projet Altarea-Cogedim. À terme, d'ici 5 ans, ce sont plus de 1000 nouveaux logements qui seront réalisés. Cependant, l'émergence de ce centre-ville ne s'est pas faite qu'à travers la production de logements. Celle-ci s'est accompagnée d'autres projets : - Rénovation de la gare d'Évry Courcouronnes - Renforcement de l'offre en équipements (groupe scolaire etc.) - Des commerces et services crées en pied d'immeuble La réflexion sur le devenir du centre commercial Evry 2, et notamment son ouverture sur le centre d'Evry, est actuellement un enjeu majeur de réflexion pour la dynamique commerciale du centre-ville. Enfin, l'achèvement du centre-ville s'accompagne d'une réorganisation viaire du quartier et d'un aménagement qualitatif des espaces publics, visant à donner une place conséquente aux liaisons douces.	***1/ Pérenniser et permettre le développement des principaux attracteurs : Le Genopole, l'université, le cœur de ville et les services publics rayonnants*** **Faire du secteur Agora-Terrasses-Evry 2 le cœur d'un centre-ville moderne, multifonctionnel et attractif** • Ouvrir le centre commercial sur le centre urbain afin qu'il y soit totalement ancré et inséré. Cela passe par : o **La poursuite de la requalification du centre commercial** et des espaces attenants notamment à travers la redéfinition des quatre faces du centre commercial. o **Le réaménagement du boulevard des Champs-Elysées** qui est essentiel pour mieux intégrer Evry 2 à la structure urbaine et assurer une meilleure cohésion entre Courcouronnes et Evry, dans la perspective de la fusion des deux communes.

Les enjeux issus du diagnostic	Les orientations du PADD
Les équipements : Evry, commune centre de près de 52 500 habitants et préfecture de l'Essonne, dispose de nombreux équipements sur son territoire, dont des équipements à vocation intercommunale, au rayonnement départemental voire régional. Évry accueille un grand nombre de services administratifs : - La préfecture de l'Essonne et les nombreux services qui y sont rattachés - Le Conseil Départemental de l'Essonne - Le siège de la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud Le centre urbain accueille la part la plus importante de ces grands équipements.	***1/ Pérenniser et permettre le développement des principaux attracteurs : Le Genopole, l'université, le cœur de ville et les services publics rayonnants*** **Conforter Evry dans son rôle de « ville de services publics »** • Favoriser le maintien des grands équipements et services publics sur le territoire. • Travailler à une meilleure connexion et à l'ouverture du centre administratif sur la ville. • Mieux intégrer les grands pôles institutionnels dans la ville en créant des synergies et des porosités.
Les équipements sociaux et santé Du fait de son statut de ville centre et préfecture, Evry accueille de nombreux équipements et services dans le domaine social ou de la santé. Dans le domaine de la santé, la ville bénéficie de la proximité du centre hospitalier Sud Francilien. Cet établissement est né de la fusion en 1999 des hôpitaux « Louise Michel » (Evry/Courcouronnes) et « Gilles de Corbeil » (Corbeil-Essonnes). Il s'agit du premier groupe hospitalier public du département de l'Essonne qui assure la couverture sanitaire d'une population de près de 600 000 habitants de la grande couronne.	***1/ Pérenniser et permettre le développement des principaux attracteurs : Le Genopole, l'université, le cœur de ville et les services publics rayonnants*** **Intégrer la santé dans le projet de ville** • Evry, par son adhésion au Réseau des Villes-Santé de l'OMS marque sa volonté d'inscrire la santé au cœur de son projet de ville. Cela implique de prendre en compte l'objectif de « la santé dans toutes les politiques publiques ».

Les enjeux issus du diagnostic	Les orientations du PADD
Les déplacements domicile/travail Ce sont 2 actifs évryens sur 5 qui utilisent les transports en commun pour se rendre à leur travail, notamment grâce à un réseau de bus assez complet à l'échelle locale, et une bonne desserte en transports ferrés régionaux avec le RER D. **Le réseau ferré** La commune est desservie par deux branches du RER D, l'une en bord de Seine, l'autre sur le plateau, au niveau du centre urbain. La commune d'Evry compte 4 gares desservies par le Transilien. La ligne du RER D est un axe de desserte et de liaison important pour la commune. Cependant, elle connaît de nombreux dysfonctionnements (retards et annulations de trains) qui nuisent à sa fiabilité et au niveau de service rendu. **Le Tram 12 express** Les objectifs du projet Tram 12 express sont de favoriser les déplacements de banlieue à banlieue, d'améliorer le maillage du réseau de transports en commun et de relier deux pôles économiques majeurs Massy et Evry Parallèlement au chantier du Tram, la Communauté d'agglomération de Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart lance un vaste chantier de requalification des espaces publics, à partir de mars 2017, le long de la RD446. **Le projet du TZen 4** Face à la forte fréquentation de certaines lignes de bus dont la ligne 402, le TZen4 a comme objectif d'offrir une plus grande régularité, et un meilleur confort, aux usagers. Le T Zen est un mode de transport à part entière, de performances analogues à celles d'un tramway. Le TZen4, sera quasi exclusivement en site propre. Une partie de cette voie est déjà réalisée (utilisée par le bus 402), d'autres tronçons sont en cours d'achèvement dans le cadre de grands projets de rénovation urbaine. Des correspondances sont prévues avec le RER D, le Tzen 1, le futur tram-train de Massy-Evry….	***2/ Mettre en œuvre les conditions nécessaires pour affirmer Evry en tant que centralité et pôle d'excellence*** **Accroître l'attractivité par un niveau de desserte optimal** • Améliorer la liaison en RER D vers et depuis Paris. • Réussir la connexion au futur Grand Paris Express. • Accompagner les projets structurants qui compléteront le maillage entre les principaux pôles d'attractivité de l'agglomération (ligne 12 ; Tzen 4) • Mettre à profit les projets d'infrastructures de transports, et en particulier la ligne 12 Express Tramway, pour les connexions et les échanges avec les villes voisines. • Atténuer la coupure physique que constitue la RN7 et y développer, à terme, un transport en commun sur site propre en direction du pôle multimodal de Juvisy et d'Orly – Rungis. • Engager la requalification de la gare du Bras de Fer qui deviendra un pôle multimodal de transports. • Accompagner l'ensemble de ces futurs projets par une exigence dans la qualité et la lisibilité des espaces publics pour tous.

Les équipements culturels La ville d'Evry accueille un nombre important d'équipements culturels, dont des équipements au rayonnement intercommunal. L'offre en équipements culturels d'Evry se compose notamment des équipements à vocation intercommunal de l'Agora : - La salle polyvalente des Arènes de l'Agora - Le théâtre de l'Agora - La médiathèque de l'Agora	***2/ Mettre en œuvre les conditions nécessaires pour affirmer Evry en tant que centralité et pôle d'excellence*** **Disposer d'équipements d'envergure et de rayonnement à la hauteur d'un cœur d'agglomération** • Poursuivre des travaux d'envergure sur les équipements structurants du territoire et réaliser les travaux de rénovation des Arènes de l'Agora à travers une réhabilitation permettant de passer d'un palais des sports à une salle à vocation culturelle, comme le Zénith à Paris.
L'intercommunalité souhaite devenir un territoire à économie positive Pour créer dans la durée de la valeur humaine et économique, Grand Paris Sud génère de l'emploi, s'appuie sur la transition écologique, accompagne les filières et les initiatives. Ce nouveau modèle de développement pense la ville comme un service, dans une logique d'économie de la fonctionnalité, enrichissant l'usage du territoire, sa créativité et ses processus coopératifs. 1. Des filières en mouvement - D'excellence : aéronautique-aéroportuaire, robotique, santé, biotechnologies - En émergence/devenir : éco-activités, agriculture péri-urbaine et biologique, numérique, innovation logistique, sports 2. La transition écologique 3. L'énergie citoyenne »	***2/ Mettre en œuvre les conditions nécessaires pour affirmer Evry en tant que centralité et pôle d'excellence*** **Développer la connectivité et la filière du numérique** • D'œuvrer pour le déploiement du numérique et de la fibre dans la ville, pour chaque foyer, mais aussi dans les écoles, dans les entreprises et garantir l'appropriation par le plus grand nombre des nouveaux usages liés à Internet. • De donner les moyens au C19, cluster numérique, de se développer. • De faire du numérique un outil au service de la transition énergétique (économies d'énergie à distance, etc.).
Les initiatives pour catalyser le développement économique d'Évry - La Zone Franche Urbaine (ZFU) de Corbeil-Essonnes – Evry : La ZFU qui permet d'obtenir des exonérations de taxe professionnelle sur 5 ans et des avantages sur d'autres taxes et charges a été renouvelée en 2014 sous le nouveau nom de « territoire entrepreneurs ». La ZFU du quartier des Pyramides est encore d'actualité, au moins jusqu'en 2020 - La pépinière d'entreprises Le Magelan Le Magellan est inclus dans le périmètre de la Zone Franche Urbaine (ZFU) permettant aux entreprises de bénéficier d'avantages fiscaux et sociaux significatifs.	***2/ Mettre en œuvre les conditions nécessaires pour affirmer Evry en tant que centralité et pôle d'excellence*** **Accompagner le développement du tissu économique** • Réorganiser, rénover, spécialiser et équiper les zones d'activités. • Faciliter la reconquête des locaux vacants et la modernisation du parc de bureaux. • Offrir du foncier et des locaux pour faciliter l'accueil de futures entreprises. • Favoriser le potentiel de développement de l'activité portuaire.

	Cette zone franche est devenue un pôle d'innovation. Le principe est de connecter les porteurs de projets, les start-ups, les étudiants, les chercheurs, les experts et les financeurs pour soutenir et promouvoir le développement de jeunes sociétés innovantes. Elle permet, au travers d'évènements, de rassembler les acteurs et de constituer un véritable effet « réseau ». La pépinière compte un total de 78 locaux, 75 bureaux, 7 ateliers 7 salles de conférence et 2 parkings. Il existe de multiples équipements à proximité dont : un centre de congrès de 700 places	

Les enjeux issus du diagnostic	Les orientations du PADD
La spécialisation d'Evry dans la santé Du fait de son statut de ville centre et préfecture, Evry accueille de nombreux équipements et services dans le domaine social ou de la santé. Dans le domaine de la santé, la ville bénéficie de la proximité du centre hospitalier Sud Francilien. Cet établissement est né de la fusion en 1999 des hôpitaux « Louise Michel » (Evry/Courcouronnes) et « Gilles de Corbeil » (Corbeil-Essonnes). Depuis 2012, ses principaux services de soins en médecine, chirurgie obstétrique, psychiatrie et soins de suite ainsi que la réadaptation sont regroupés dans un bâtiment neuf implanté à la jonction de Corbeil-Essonnes et Evry. Il s'agit du premier groupe hospitalier public du département de l'Essonne qui assure la couverture sanitaire d'une population de près de 600 000 habitants de la grande couronne.	***1/ Doter la ville d'un parc de logements diversifié, moderne et attractif, assurant un parcours résidentiel complet*** **Intégrer, de manière transversale, la question de la santé dans les futurs projets et aménagements urbains.**
L'ancienneté du logement La plupart des logements ont donc été construits durant une période assez restreinte, avec de surcroît une volonté de rationalisation et d'économie dans le processus de construction. Aujourd'hui, nombre des logements construits durant cette période suivant des normes moins exigeantes qu'aujourd'hui peuvent rencontrer des dysfonctionnements, notamment pour ce qui est de l'isolation thermique et phonique, qui peut être parfois déficiente, ou des problèmes de copropriétés dégradées qu'il s'agit de réhabiliter. De ce fait, la municipalité met en œuvre, en collaboration avec l'État et l'Agence nationale d'amélioration de l'habitat des Opérations programmées d'amélioration de l'habitat afin de lutter contre la précarité énergétique, l'habitat indigne, ou encore contribuer au redressement financier de copropriétés. Ces programmes concernent notamment le quartier des Pyramides ou encore la résidence « Parc de petit bourg ». En parallèle, des programmes de rénovation urbaine portés par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine sont en cours sur les secteurs Bois Sauvage-Pyramides et Parc aux Lièvres.	***1/ Doter la ville d'un parc de logements diversifié, moderne et attractif, assurant un parcours résidentiel complet*** **Mener une action volontariste sur le parc existant en termes d'amélioration de l'habitat.** • Favoriser l'amélioration de l'habitat tant dans le parc social, en partenariat avec les bailleurs, que dans le parc privé. ○ Accompagner les copropriétés dégradées dans l'entretien de leur patrimoine bâti, à l'image des actions en cours sur les copropriétés de Petit Bourg par exemple. ○ Accompagner les parcours résidentiels dans le cadre d'opérations de requalification à l'image de celle menée rue Pastré à Evry Village. • Encourager l'amélioration des performances énergétiques de l'ensemble du parc existant et accompagner les occupants d'habitations anciennes pour la rénovation énergétique de leur logement.

La rénovation des quartiers Plusieurs quartiers de la ville nouvelle s'étaient dégradés au fil des années. Un autre enjeu fort était donc d'entamer une phase de rénovation et de requalification ambitieuse de ces quartiers. La ville s'est engagée dans cette démarche pour plusieurs quartiers. Sur la question des logements dégradés ou vieillissants, le programme de rénovation urbaine a permis la réhabilitation du patrimoine de nombreux bailleurs sociaux du quartier mais aussi des copropriétés, notamment grâce au soutien de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat. La rénovation et la transformation notamment du quartier des Pyramides vont se poursuivre dans les années à venir dans le cadre du NPNRU.	
Les principales évolutions urbaines au cours de la période récente des 15 dernières années La ville nouvelle a été achevée à la fin des années 1990. Au début des années 2000 le territoire est quasiment urbanisé en totalité. Le développement de la ville s'est donc logiquement ralenti au cours des dernières années et seuls quelques programmes ont vu le jour sur des friches ou terrains libres qui étaient restés sur le territoire. Pour autant, des projets urbains ambitieux ont vu le jour ou ont été engagés ces dernières années et la ville a connu une période de rénovation qui avait pour objectif de revaloriser la ville et ses quartiers dans de nombreux domaines et lutter contre une certaine tendance à la paupérisation. Cette phase de rénovation engagé dans les années 2000 visait essentiellement deux objectifs : • Faire émerger un réel centre-ville, • Requalifier et rénover les quartiers	***1/ Doter la ville d'un parc de logements diversifié, moderne et attractif, assurant un parcours résidentiel complet*** **Développer une offre nouvelle en logements permettant de diversifier le parcours résidentiel** • Garantir une insertion urbaine et paysagère qualitative pour tous les projets • Développer des modes d'habiter innovants. • Concevoir des programmes de logements à l'architecture soignée. • Permettre la construction de logements aux surfaces généreuses et disposant de prolongements extérieurs.

Les enjeux issus du diagnostic	Les orientations du PADD
	2/ Mettre en œuvre les conditions d'accompagnement des projets **Tirer parti du programme « Action cœur de ville »** • Travailler, dans le cadre du programme « Action cœur de ville », à des actions innovantes permettant d'améliorer durablement le cadre de vie de l'ensemble des habitants et acteurs du territoire.
Les circulations douces Les circulations douces pour piétons et vélos sont importantes pour la ville d'Evry, notamment dans la conception des quartiers de la ville nouvelle (principe de séparation des flux). Cependant, ce réseau manque parfois d'entretien ce qui rend peu agréable l'utilisation de certains chemins et passages. La séparation des flux de déplacements permet de sécuriser les déplacements des piétons et des cyclistes. Cependant, elle pose parfois des problèmes de perception et de fluidité du réseau de circulations douces. Ainsi, en raison d'un manque de lisibilité des points de connexion entre les différents niveaux, le passage de l'un à l'autre n'est pas toujours clair et aisé. Ces dernières années, plusieurs réalisations et aménagements ont eu pour objectif d'améliorer et de compléter le maillage existant ou encore de connecter les différents quartiers entre eux, comme ce fut par exemple le cas aux Pyramides et au quartier Bois Sauvage. Le mail Jules Ferry fait ainsi figure d'exemple. Par ailleurs, les grands projets urbains ont mis en avant les déplacements doux. Ce fut le cas dans le cadre du projet centre-ville avec des aménagements piétons importants. La reconquête des bords de Seine a également permis de développer les circulations douces avec l'aménagement d'un chemin « au fil de l'eau ». **L'offre de bus** Le réseau en site propre est très développé sur le territoire, il s'agit de l'un des acquis importants hérité de la ville nouvelle. Cependant, certaines lignes montrent des dysfonctionnements qui peuvent se révéler contraignant pour l'utilisateur comme une fréquence de bus qui n'est pas	***2/ Mettre en œuvre les conditions d'accompagnement des projets*** **Faire d'Evry un territoire facile à parcourir par tous : développer les liens entre quartiers et faciliter les mobilités.** • Affirmer une logique d'intermodalité et de multimodalité en développant les mobilités actives autour des gares, points majeurs de convergence mais aussi des établissements d'enseignement supérieur, des administrations, des grands pôles économiques et commerciaux, des principaux équipements scolaires, culturels ou sportifs. • Valoriser et rendre plus visible le réseau existant de circulations douces à travers un effort d'entretien. • Relier les pistes cyclables entre elles afin de donner de la cohérence à l'ensemble et de constituer un réseau continu, confortable et sûr. • Définir des axes stratégiques, prioritaires, à développer : o Matérialiser dans l'espace public des parcours, notamment vers le centre urbain, en améliorant la signalétique par exemple. o Etablir des connexions entre le quartier en renouvellement du Bois Sauvage et le futur projet Canal Europe. o Recréer un lien entre Parc aux Lièvres et Bras de fer et reconfigurer les espaces publics à l'échelle du piéton. o Créer des liens entre les quartiers et atténuer les coupures, en particulier l'impact de la RN7. o Développer des liaisons douces vers ou entre les parcs et vers la Seine. Assurer le développement des alternatives à la voiture et notamment : • Développer l'économie du partage, collaborative ou participative : co-voiturage, location de voiture de particulier à particulier, etc.

suffisante ou des trajets qui sont longs au prorata de la distance réelle (par exemple, la seule ligne directe entre la gare d'Évry Courcouronnes et Évry Val de Seine comporte un détour jusqu'au Champtier du Coq, ce qui crée un temps de trajet démesuré). De plus, d'une manière générale, le réseau de bus n'est pas considéré comme très efficient par les habitants, hors site propre. **Les places de stationnement** Toutefois, le taux d'occupation des places de stationnement du parc de logements est faible à Evry. Ce phénomène peut s'expliquer par diverses raisons comme le prix de location des places ou encore l'insécurité. Les conséquences directes sont notamment une saturation des places publiques aériennes alors que des places privées et en sous-terrain ne sont pas utilisées. La ville travaille sur ces questions de manière à trouver des solutions, notamment avec les bailleurs. Par ailleurs, des besoins se font ressentir, notamment aux abords des grands équipements ou encore des gares. **La recherche d'une meilleure fluidité entre circulations automobiles et mobilités douces.** La ville bénéficie d'une desserte importante que ce soit en termes d'infrastructures routières ou de dessertes en transports en commun. L'enjeu pour demain sera de trouver un bon équilibre et une continuité entre ce niveau de desserte et les circulations internes, inter quartiers, notamment à travers un maillage complet en cheminements doux. Par ailleurs, des solutions face aux problèmes de stationnement dans le centre-ville et dans les quartiers seront à trouver. Une réflexion à engager sur les normes de places de stationnement à fixer dans les nouvelles opérations qui seront engagées, en tenant compte des prescriptions du PDUIF.	• Développer un réseau de transports collectifs à la demande, l'électromobilité ou les véhicules autonomes. • Améliorer encore l'offre de bus en renforçant une offre ciblée qui recherche l'adaptation aux modes de vie évolutifs des habitants, salariés etc. (ouverture des magasins le week-end, hausse des déplacements en heures creuses etc.) Prendre en compte la nécessité d'accessibilité en voiture en améliorant la capacité de stationnement. • Développer le stationnement autour des gares et des principaux pôles de vie, de travail. • Reconquérir le stationnement sous utilisé des résidences.
Les équipements du centre-ville Le secteur a connu un renforcement de l'offre en équipements. En effet, la création de ces nombreux logements a été accompagnée de la réalisation d'un nouveau groupe scolaire : l'école Aimé Césaire. Celle-ci se compose de 10 classes au total (6 classes maternelles et 4 élémentaires), mais aussi d'un préau, d'une cour, d'un espace restauration, ou encore d'espaces de vie qui s'ouvrent sur des patios intérieurs végétalisés et arborés.	***2/ Mettre en œuvre les conditions d'accompagnement des projets*** **Accompagner le développement urbain avec un niveau d'équipements et de services qui réponde au mieux aux besoins des habitants** • Poursuivre l'effort concernant la rénovation, la modernisation et la mise aux normes pour les personnes à mobilité réduite d'équipements datant de la Ville Nouvelle parfois vieillissants. • Réfléchir et mettre en œuvre des usages partagés, mutualisés des équipements dans une perspective d'optimisation d'usage.

	• Développer une culture partagée, solidaire, en accordant la priorité à l'éducation artistique et culturelle accessible à tous tout au long de la vie. • Adapter le niveau d'équipements scolaires, périscolaires, et petite enfance aux futurs besoins en prenant en compte les constructions de logements en cours et à venir. • Soutenir l'action éducative et mettre en œuvre un dispositif de seconde chance, palliatif mais aussi préventif (en anticipation des mutations technologiques du monde du travail). • Maintenir le niveau d'équipements et de services pour les jeunes, les personnes âgées… • Garantir un niveau d'équipements administratifs, et de santé, de proximité dans les quartiers. • Faire du sport un facteur de bien-être et donc construire de nouveaux équipements sportifs modernes et durables, permettant de répondre au développement des clubs et à la formation d'athlètes.
Les commerces Au sujet des commerces, des locaux commerciaux ont été créés en pied d'immeuble. Ils viennent compléter une offre commerciale diversifiée avec la tenue du marché deux fois par semaine (mercredi et samedi) sur la place Léopold Sédar Senghor, la présence de food-trucks ou encore du centre commercial Evry 2. La réflexion sur le devenir du centre commercial, et notamment son ouverture sur le centre d'Evry, est actuellement un enjeu majeur de réflexion pour la dynamique commerciale du centre-ville. Des commerces et services sont intégrés à la réhabilitation des quartiers pour incarner ce renouveau.	***2/ Mettre en œuvre les conditions d'accompagnement des projets*** **Assurer les conditions de fonctionnement du commerce et des services de proximité** • Développer une offre commerciale, complémentaire au centre commercial Evry 2, qui soit support d'animation des espaces publics. • Sur Evry Sud, faire émerger une nouvelle polarité commerciale au pied de la gare du Bras de Fer et maintenir un pôle commercial d'hyper-proximité dans le quartier Parc aux Lièvres / Bras de Fer.

Les enjeux issus du diagnostic	Les orientations du PADD
Définition de la trame verte et bleue dans le diagnostic et des objectifs et enjeux qui en découlent. **Description des composantes de la trame verte et bleue** Les composantes de la trame verte et bleue sont les suivantes : • La Seine est identifiée comme corridor de la sous-trame bleue, fonctionnel ou à fonctionnalité réduite selon les tronçons, • Les espaces naturels en bord de Seine et sur le coteau, notamment vers l'aval, sont identifiés comme réservoirs de biodiversité, • Deux obstacles à l'écoulement sont identifiés le long de la Seine : il s'agit notamment du barrage d'Évry. Les objectifs de la trame verte et bleue sont les suivants : • La Seine est identifiée comme corridor de la sous-trame bleue à préserver ou à restaurer selon les tronçons, • Le barrage d'Évry est identifié comme obstacle de la sous-trame bleue à traiter prioritairement. **Présentation approfondie des principales entités (parcs…) et des éventuelles protections qui y sont associées (Site inscrit, ZNIEFF…)**	***1/ S'appuyer sur le caractère vert et durable d'Evry pour conforter la qualité du cadre de vie*** **Préserver et conforter la trame verte et bleue et les continuités écologiques** • Préserver les réservoirs de biodiversité et continuités écologiques que constituent la Seine et les coteaux, ainsi que les zones humides. • S'appuyer sur les parcs et les berges de Seine pour qu'ils constituent une véritable armature structurante de la trame verte et bleue du territoire. Les espaces boisés qui dominent la Seine pourront former, à terme, un parc des coteaux. • Améliorer les continuités écologiques, notamment dans les nouveaux projets et plus spécifiquement, intégrer la question de la trame verte dans les nouveaux projets de construction, à travers la réalisation de toitures ou murs végétalisés notamment.
Le développement durable En termes de projets, la création du quartier du Canal-Europe, à Courcouronnes, Ris-Orangis et Évry, est l'un des grands projets de l'Agglomération en matière de développement durable et de réhabilitation innovante, au carrefour des quartiers du Canal, du Bois Sauvage et des Pyramides.	***1/ S'appuyer sur le caractère vert et durable d'Evry pour conforter la qualité du cadre de vie*** **Inscrire la solidarité et la santé au cœur du projet** • La santé est l'un des meilleurs indicateurs de l'atteinte des objectifs de développement durable par les villes, et contribue à rendre les villes inclusives, sûres et résilientes pour l'ensemble de la population. Cela vaut pour certaines actions qui peuvent être plus explicitement fléchées "santé" en modifiant des conditions de vie potentiellement pathogènes dans des environnements mesurables, tangibles, comme l'habitat, les transports, l'aménagement urbain, mais aussi pour des environnements relationnels comme le lien social, la proximité, les aménités.

Les enjeux issus du diagnostic	Les orientations du PADD
Les espaces verts Avec près de 220 ha d'espaces verts, la commune d'Évry présente une ambiance végétale importante. Cette présence de la nature est renforcée par les boisements sur les coteaux, les jardins des grandes propriétés, les espaces verts des grands ensembles d'habitat collectif, les arbres d'alignement (environ 5 000 de dénombrés) les abords des axes routiers… **Description approfondie des différents parcs présents sur le territoire.**	***2/ Mettre en œuvre les conditions de confortation du cadre de vie*** **Conforter la vocation de détente et de loisirs des parcs et espaces verts** • Permettre un véritable maillage physique de ces espaces, via les transports en commun et/ou les liaisons douces. • Rendre plus urbains les espaces verts pour permettre leur appropriation par les habitants. • Développer les jardins familiaux et les espaces partagés, dans la continuité de ce qui existe déjà dans la commune.
L'hydrographie Le territoire de la commune s'adosse sur une partie de la Seine en son nord-est. Evry se situe sur le « bassin versant de la Seine Amont ». Les principaux cours d'eau du bassin sont : • La Seine (56 km) • Le ru des Hauldres (13 km) (sur la commune en face d'Étiolles) • Le ru de Balory (11 km) (très en amont sur la Seine, au niveau de Seine-Port) • Le ru de l'Ecoute s'il pleut (7.4 km) (en limite communale Nord) Plus spécifiquement, sur le territoire communal, la Seine passe en limite est. Par ailleurs, quelques points d'eau ponctuels sont repérés sur le territoire : pièce d'eau de la Préfecture, petit bassin dans une propriété privée en bord de Seine, bassin de rétention au niveau de la Francilienne, dans une bretelle d'accès.	***2/ Mettre en œuvre les conditions de confortation du cadre de vie*** **Faire de la Seine et de ses berges une composante à part entière de la ville** • Reconquérir les berges de Seine en les rendant accessibles au public, et en y développant des programmations de loisirs (parcours sportif, zones de pique-nique, jardins familiaux, accueil de péniches de loisirs, etc.). • Profiter des aménagements de la Scandibérique (eurovélo 3) pour offrir aux Evryens des possibilités de mobilités douces le long de la Seine.
Les espaces verts En termes de gestion de ces espaces, la commune a adopté et accentue la politique « zéro phyto » mise en place et a engagé un travail sur la gestion différenciée. Ce mode de gestion est aujourd'hui appliqué au bois de la Grange. D'autres espaces devraient suivre à l'avenir. **Les eaux usées** L'ensemble des effluents de la commune d'Évry rejoint la station d'épuration de la Communauté d'Agglomération. Les installations de la station d'épuration d'Evry, mises en service en avril 1991 après extension et modernisation, ont été conçues pour traiter la pollution de	***2/ Mettre en œuvre les conditions de confortation du cadre de vie*** **Améliorer la prise en compte de l'écologie dans la gestion de l'eau et des espaces verts** • Poursuivre la politique « zéro phyto » permettant d'améliorer la biodiversité dans les espaces verts. • Améliorer la qualité des rejets dans la Seine pour permettre une meilleure qualité de l'eau.

250 000 Equivalents habitants (Eh). Les travaux débutés en 2009 n'ont pas modifié cette capacité mais ils ont permis d'améliorer significativement les performances de traitement et ceci principalement pour les paramètres azote et phosphore. Le débit de référence de la station est désormais de 48 000 m^3/jour. Les effluents subissent un traitement biologique avant d'être rejetés en Seine. Les boues résiduaires issues de la dépollution des eaux font l'objet d'un traitement spécifique avant d'être recyclées en agriculture. Une unité de traitement de produits de curage, utilisant l'eau épurée pour laver les sables, est également implantée sur le site de la station. Par ailleurs, sur le réseau des eaux usées, quelques points noirs sont connus, notamment en point bas du bassin versant, vers l'avenue Patton et la Cerisaie. De plus, il existe in certain nombre de non-conformités sur les branchements pour la séparativité des réseaux, ce qui pose des problèmes de surcharge et de qualité de l'eau (déversements d'eaux usées dans les eaux pluviales)	
Les réseaux de chaleur Le réseau de chaleur de l'ancienne communauté d'agglomération (CAECE), situé sur les communes d'Evry et Courcouronnes, assure la production, le transport et la distribution de chaleur à destination de plus de 2 millions de mètres carrés de bâtiments situés sur le territoire. Le gaz naturel représente 98,6% de l'énergie consommée par ces installations. En plus de ces équipements, la cogénération du site SNECMA fournit de la chaleur aux chaufferies H et F. Aujourd'hui, la chaleur du réseau est produite uniquement à partir d'énergies fossiles. L'objectif est d'assurer 80% de la production de chaleur à partir d'énergies renouvelables à terme. Une première étape de 50% devrait être atteinte pour la saison de chauffe 2017-2018. En termes de mix énergétique, plusieurs études ont été menées afin d'utiliser des énergies renouvelables pour produire de la chaleur : la faisabilité d'une chaufferie biomasse, d'une installation géothermique, et du raccordement à l'Usine d'Incinération des Ordures Ménagères (UIOM) de Vert-le-Grand ont été étudiées et comparées. Les travaux de raccordement à l'éco-site de Vert-le-Grand devraient bientôt commencer. Par ailleurs, il est envisagé d'étendre le réseau de chaleur jusqu'à l'Hôpital et le Genopole.	***2/ Mettre en œuvre les conditions de confortation du cadre de vie*** **Développer les énergies renouvelables et le réseau de chaleur dans une perspective de transition énergétique et écologique** • Poursuivre les études concernant le Plan Climat Énergie à l'échelle de l'Agglomération. • Étendre le réseau de chaleur et poursuivre son alimentation par des énergies renouvelables. • Améliorer l'isolation thermique des bâtiments individuels et collectifs afin de limiter les consommations énergétiques. • Favoriser l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments existants et les moderniser (notamment les équipements publics) afin de réduire l'empreinte carbone**.**

Selon le DDRM (Dossier Départemental des Risques Majeurs), les risques naturels suivants sont recensés sur le territoire : inondation, retrait-gonflement des argiles. **Le risque d'inondation par débordement** Le PPRi de la Seine, approuvé par arrêté préfectoral du 20 octobre 2003 définit les zones soumises au risque d'inondation et les prescriptions à respecter selon les zones. Les inondations qui ont eu lieu en juin 2016 n'ont pas dépassé les zones définies dans le PPRi, donc il n'y a pas lieu de définir des zones sensibles aux inondations en complément du PPRi. **Le risque d'inondation par remontée de nappes** La consultation du site du BRGM « Remontées de nappes » indique que la nappe est sub-affleurante en bord de Seine et sur une partie du plateau (partie la plus à l'est du territoire). On appelle zone « sensible aux remontées de nappes » un secteur dont les caractéristiques d'épaisseur de la Zone Non Saturée, et de l'amplitude du battement de la nappe superficielle, sont telles qu'elles peuvent déterminer une émergence de la nappe au niveau du sol, ou une inondation des sous-sols à quelques mètres sous la surface du sol. **Les eaux pluviales** L'infiltration à la parcelle est obligatoire sur le territoire, le principe « rejet zéro » étant appliqué sur l'ensemble du territoire.	***2/ Mettre en œuvre les conditions de confortation du cadre de vie*** **Limiter l'exposition de la population aux risques, et lutter contre les nuisances et les pollutions** • Prendre en compte le PPRi de la Seine dans tout projet d'aménagement concerné par ce document. • Intégrer les risques et nuisances dans les futurs projets dès leur conception. • Rester vigilant sur les pollutions liées aux activités présentes sur le territoire communal et notamment prévoir des études de sol avant de construire sur des sites pollués ou potentiellement pollués. • Favoriser les déplacements alternatifs à la voiture afin de limiter les nuisances sonores mais aussi les émissions de gaz à effet de serre. • Vérifier la capacité des réseaux pour les nouvelles opérations afin d'éviter les problèmes d'engorgement des réseaux et donc des risques d'inondation indirects. • Proposer des mesures alternatives paysagères d'absorption des eaux pluviales, le règlement d'assainissement imposant déjà l'infiltration à la parcelle. Cela permet en effet de limiter les ruissellements et donc les inondations potentielles.
Le diagnostic a recensé en détail le patrimoine existant sur la commune d'Évry. **Exemple de rénovation urbaine :** « Sur la question des logements dégradés ou vieillissants, le programme de rénovation urbaine a permis la réhabilitation du patrimoine de nombreux bailleurs sociaux du quartier mais aussi des copropriétés, notamment grâce au soutien de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat. En 2015 a aussi eu lieu la résidentialisation de la rue des Pyramides et sa complète réfection. »	***2/ Mettre en œuvre les conditions de confortation du cadre de vie*** **Protéger, entretenir et valoriser le patrimoine bâti** • Identifier et préserver le patrimoine du Village et des coteaux. • Identifier et valoriser le patrimoine du 20ème siècle, issu de la Ville Nouvelle. • Donner à voir aux Evryens les sites remarquables qui constituent de véritables écrins tout en se donnant les moyens de la réhabilitation du patrimoine. • Localiser et préserver les principaux cônes de vue qui forment des échappées visuelles vers les parcs et la vallée de la Seine.

2. Articulation du PLU avec les autres plans et/ou programmes

Au-delà du diagnostic, le PADD a également été élaboré en veillant à respecter la prise en compte et la compatibilité avec les différents documents supra communaux (SDRIF, PDUIF, SRCE).

A. Le Schéma Directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF)

Le Schéma Directeur de la Région Île-de-France est un document d'urbanisme et d'aménagement du territoire qui définit une politique à l'échelle de la région Île-de-France.

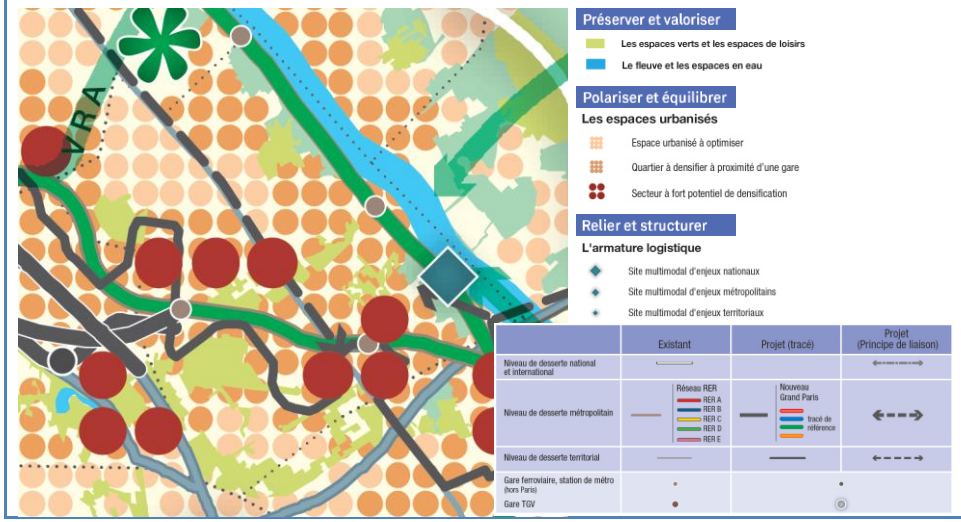
Il vise à contrôler la croissance urbaine et démographique ainsi que l'utilisation de l'espace, tout en garantissant le rayonnement international de la région. Il préconise des actions pour :

- Corriger les disparités spatiales, sociales et économiques de la région ;
- Coordonner l'offre de déplacement ;
- Préserver les zones rurales et naturelles.

Le SDRIF applicable a été approuvé le 27 décembre 2013. Le PLU d'Evry doit être compatible avec le schéma directeur, qui donne plusieurs orientations sur la commune, principalement dans un objectif de confortation de l'existant et de préservation des espaces naturels et agricoles.

Le PLU s'inscrit dans un rapport de compatibilité avec le SDRIF

Orientation du document	Prise en compte dans le PADD
Les espaces à préserver et valoriser Plusieurs espaces verts et de loisirs sont repérés sur le territoire comme étant des espaces à préserver et valoriser. Sont notamment repérés, les parcs des Loges, des Coquibus, ou encore le parc de Petit Bourg. Le SDRIF indique qu'il convient de « pérenniser la vocation des espaces verts publics existants, de valoriser les espaces ouverts privés insérés dans la ville dense, d'optimiser l'ensemble des fonctions ou des services que rendent ces espaces ». **Les espaces à polariser et équilibrer** Plusieurs quartiers sont identifiés comme des espaces urbanisés à optimiser. Il s'agit essentiellement des quartiers du Bois Sauvage, des Pyramides, du Champtier du Coq et des Aunettes. Quelques pastilles correspondant aux secteurs à fort potentiel de densification ont été inscrites. On retrouve ainsi trois pastilles sur Evry Centre et trois autres autour de la gare RER de Bras de Fer. Par ailleurs, la ville disposant de la présence de gares sur son territoire, est concernée par l'orientation suivante : « *À l'horizon 2030, à l'échelle communale, les documents d'urbanisme locaux doivent permettre une augmentation minimale de 15% de la densité humaine et de la densité moyenne des espaces d'habitat* ». **Les espaces à relier et structurer** Dans ce volet, le SDRIF identifie les infrastructures de transport existantes mais également les projets connus, à l'image du Tram Express 12. Par ailleurs, un principe de nouvelle liaison est inscrit au niveau de la RN7.	La préservation et la valorisation des espaces naturels ont été renforcées par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables. **<u>Les espaces à préserver et valoriser</u>** Ces espaces repérés par le SDRIF sont pris en compte dans le PADD, notamment dans l'axe « Évry, ville durable et verte, au cadre de vie unique à la porte Sud de Paris ». Cet axe rappelle notamment que de nombreux espaces naturels et boisés ont été pensés par les concepteurs de la ville nouvelle comme des espaces récréatifs. Les ambitions exprimées dans le PADD sont de valoriser les parcs existants, mais également reconquérir les berges de Seine, notamment pour leur rôle dans la trame verte et bleue et d'espaces de détente et de loisirs. Ces ambitions sont traduites par deux grandes orientations : **1/ S'appuyer sur le caractère vert et durable d'Evry pour conforter la qualité du cadre de vie** - Préserver et conforter la trame verte et bleue et les continuités écologiques - Inscrire la solidarité et la santé au cœur du projet **2/ Mettre en œuvre les conditions de confortation du cadre de vie** - Conforter la vocation de détente et de loisirs des parcs et espaces verts - Faire de la Seine et de ses berges une composante à part entière de la ville - Améliorer la prise en compte de l'écologie dans la gestion de l'eau et des espaces verts **<u>Les espaces à polariser et équilibrer</u>** Une attention particulière est portée sur le développement urbain de la commune. Cette thématique est retrouvée dans l'axe « réparer, protéger, développer » du PADD. Cet axe met en avant la volonté d'intervenir de manière spécifique sur chaque quartier et la nécessité d'engager des projets urbains : - Intégrer de manière transversale la question de la santé dans les futurs projets et aménagements urbains



- Mener une action volontariste sur le parc existant en termes d'amélioration de l'habitat (notamment sur le quartier Pyramides, Bois Sauvage et Parc aux Lièvres)
- Développer une offre nouvelle en logements permettant de diversifier le parcours résidentiel (notamment le centre urbain et Canal Europe)

Les espaces à relier et structurer

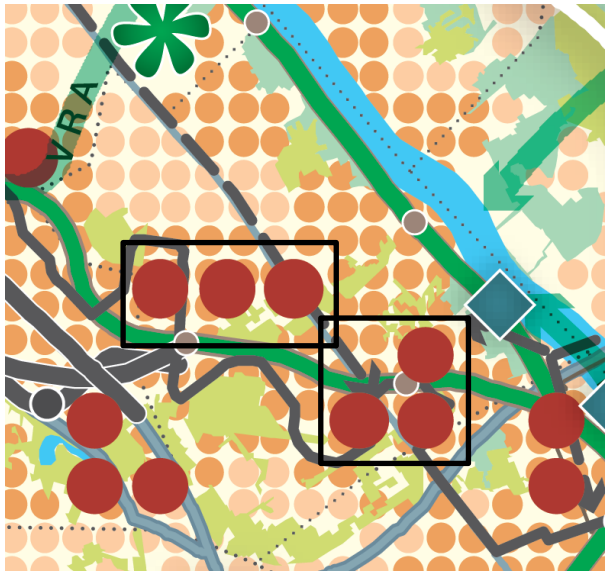
Le PADD traite également du projet Tram Express 12 dans l'objectif « accroître l'attractivité par un niveau de desserte optimal » de l'axe « l'économie de l'innovation, la santé, la culture ». La volonté est d'accompagner les projets structurants notamment la ligne 12 express du Tramway.

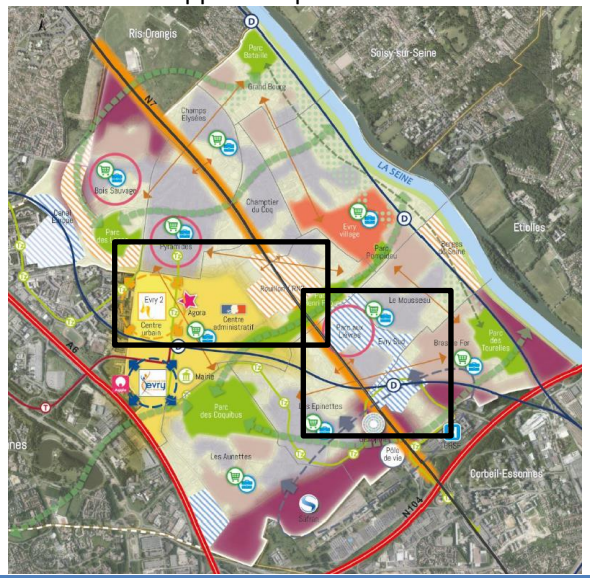
Zoom sur les objectifs de densification de SDRIF :

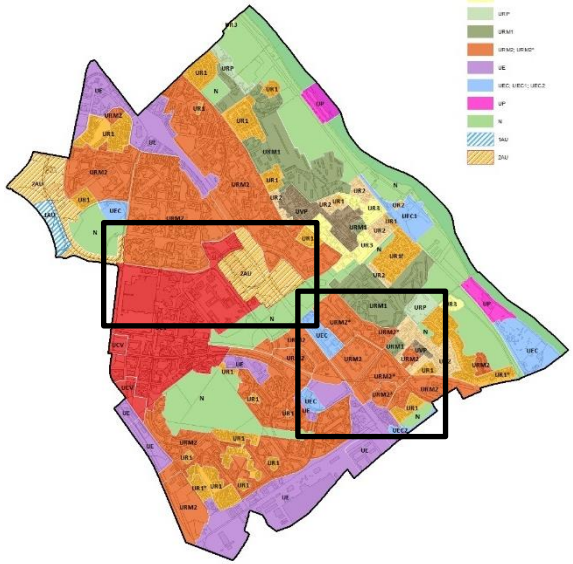
Le SDRIF fixe des orientations importantes en termes de densification des espaces urbains. Ainsi Evry est concerné par deux orientations majeures, à savoir :

Les secteurs à fort potentiel de densification

Le SDRIF	Le PLU
Les secteurs à fort potentiel de densification, espaces urbanisés comprenant des emprises mutables importantes ou des secteurs disposant d'un fort potentiel de valorisation, sont identifiés sur la carte. Il s'agit des secteurs correspondant au centre urbain, au site du Rouillon, ou encore à Evry Sud.	Ces secteurs correspondent à des secteurs de projets ou d'enjeux identifiés au sein du PLU. Ils sont tout d'abord identifiés dans le PADD : - Centre urbain : « *Finaliser le projet centre-ville avec l'ambition d'en faire un centre urbain* » - Evry Sud : « *Faire émerger un nouveau quartier dans Evry Sud : Poursuivre la rénovation des quartiers sur le secteur Evry Sud / Réaliser environ 1 100 logements d'ici 2025 / Engager la requalification urbaine, rétablir la mixité sociale, et améliorer les conditions d'habitat* » - Site du Rouillon : « *Engager une réflexion sur le devenir du site du Rouillon et des abords de la RN 7* » Ces orientations se traduisent ensuite dans le dispositif règlementaire avec : - Un règlement / zonage (UCV), accompagné d'une OAP, permettant la finalisation du projet centre urbain - Un règlement / zonage (URM2*), accompagné d'une OAP, permettant la mise en œuvre du projet Evry Sud - Une identification du site du Rouillon en zone 2AU, constituant ainsi une réserve foncière sur ce potentiel de développement pour l'avenir.







Les quartiers à densifier à proximité d'une gare

Par ailleurs, dans les communes comprenant des quartiers à densifier à proximité d'une gare, ce qui est le cas d'Evry, à l'horizon 2030, à l'échelle communale, les documents d'urbanisme locaux doivent permettre une augmentation minimale de 15% :

- de la densité humaine (cf. 2.1 «Orientations communes»);
- de la densité moyenne des espaces d'habitat.

Pour rappel, en 2013, la densité des espaces d'habitat était de 94,9 logements / ha (source : IAU, référentiel territorial). L'application d'une augmentation de 15% à l'horizon 2030 revient à un objectif de 109,1 logements / ha, ce qui correspond, pour atteindre cette densité, à la construction d'environ 3 200 logements, sur la période 2013 - 2030, en densification des espaces d'habitat.

Or, au cours des 10 dernières années, ce sont environ 3 450 logements qui ont été réalisés, dont une partie importante depuis 2013, et en densification (le centre urbain, etc.).

Le PLU révisé permet de poursuivre cet effort de densification. En effet, parmi les 3 300 à 3 450 logements estimés qui pourront être réalisés dans les années à venir, on estime à environ 2 500 logements ceux qui le seront en densification des espaces urbanisés.

Au final, entre les logements qui ont d'ores et déjà été réalisés sur le territoire en densification des espaces urbanisés depuis 2013, et les logements permis par ce nouveau PLU d'ici à 2030, la ville d'Evry aura très certainement rempli l'objectif du SDRIF d'une densification des espaces d'habitat de 15%.

B. Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique est le volet régional de la trame verte et bleue. Il a pour objet principal la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques. A ce titre :

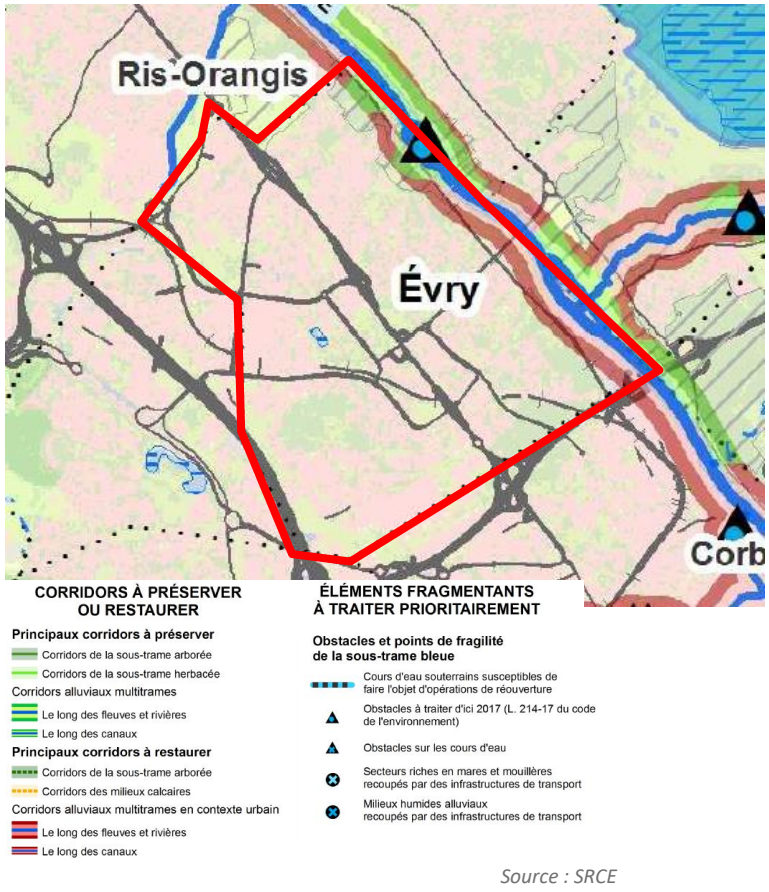
- Il identifie les composantes de la trame verte et bleue (réservoirs de biodiversité, corridors écologiques, cours d'eau et canaux, obstacles au fonctionnement des continuités écologiques) ;
- Il identifie les enjeux régionaux de préservation et de restauration des continuités écologiques, et définit les priorités régionales dans un plan d'action stratégique ;
- Il propose les outils adaptés pour la mise en cœur de ce plan d'action.

Ce document a été approuvé par délibération du Conseil régional du 26 septembre 2013. Il est composé notamment de différentes cartes : une identifiant la trame verte et bleue et une autre les objectifs de préservation et de restauration de la trame verte et bleue.

Le PLU s'inscrit dans un rapport de prise en compte du SRCE.

Les composantes de la trame verte et bleue sont les suivantes :

- La Seine est identifiée comme corridor de la sous-trame bleue, fonctionnel ou à fonctionnalité réduite selon les tronçons,
- Les espaces naturels en bord de Seine et sur le coteau, notamment vers l'aval, sont identifiés comme réservoirs de biodiversité,
- Des obstacles à l'écoulement sont identifiés le long de la Seine, dont notamment le barrage d'Évry.

Orientation du SRCE	Prise en compte dans le PADD
Les objectifs de la trame verte et bleue sont les suivants : - La Seine est identifiée comme corridor de la sous-trame bleue à préserver ou à restaurer selon les tronçons, - Le barrage d'Évry est identifié comme obstacle de la sou-trame bleue à traiter prioritairement.  *Source : SRCE*	***1/ S'appuyer sur le caractère vert et durable d'Evry pour conforter la qualité du cadre de vie*** **Préserver et conforter la trame verte et bleue et les continuités écologiques** • Préserver les réservoirs de biodiversité et continuités écologiques que constituent la Seine et les coteaux, ainsi que les zones humides. • S'appuyer sur les parcs et les berges de Seine pour qu'ils constituent une véritable armature structurante de la trame verte et bleue du territoire. Les espaces boisés qui dominent la Seine pourront former, à terme, un parc des coteaux. • Améliorer les continuités écologiques, notamment dans les nouveaux projets et plus spécifiquement, intégrer la question de la trame verte dans les nouveaux projets de construction, à travers la réalisation de toitures ou murs végétalisés notamment. ***2/ Mettre en œuvre les conditions de confortation du cadre de vie*** **Conforter la vocation de détente et de loisirs des parcs et espaces verts** • Permettre un véritable maillage physique de ces espaces, via les transports en commun et/ou les liaisons douces. • Rendre plus urbains les espaces verts pour permettre leur appropriation par les habitants. • Développer les jardins familiaux et les espaces partagés, dans la continuité de ce qui existe déjà dans la commune. **Faire de la Seine et de ses berges une composante à part entière de la ville** La Seine est une composante forte du territoire, et la ville doit s'ouvrir vers ce secteur porteur d'enjeux environnementaux majeurs : paysage, continuité écologique… mais également porteur de développement. • Reconquérir les berges de Seine en les rendant accessibles au public, et en y développant des programmations de loisirs (parcours sportif, zones de pique-nique, jardins familiaux, accueil de péniches de loisirs, etc.). • Profiter des aménagements de la Scandibérique (eurovélo 3) pour offrir aux Evryens des possibilités de mobilités douces le long de la Seine. **Améliorer la prise en compte de l'écologie dans la gestion de l'eau et des espaces verts** • Poursuivre la politique « zéro phyto » permettant d'améliorer la biodiversité dans les espaces verts. • Améliorer la qualité des rejets dans la Seine pour permettre une meilleure qualité de l'eau.

C. Le Plan de Déplacements Urbains d'Île-de-France (PDUIF)

Le Plan de Déplacements Urbains d'Île-de-France (PDUIF) est un document stratégique relatif aux modes de déplacement des franciliens et des marchandises, à l'horizon 2020. Il traite des politiques de mobilité sur l'ensemble du territoire régional, intègre tous les modes de transport (transports collectifs, voitures particulières, deux-roues motorisés, marche et vélo) ainsi que les politiques de stationnement ou encore d'exploitation routière. Il fixe ainsi les objectifs des politiques de déplacement d'ici à 2020.

Le Code de l'urbanisme introduit une hiérarchie entre les différents documents d'urbanisme, plans et programmes, et un **rapport de compatibilité entre certains d'entre eux**. **La notion de compatibilité n'est pas définie juridiquement**. Cependant la doctrine et la jurisprudence nous permettent de la distinguer de celle de conformité, beaucoup plus exigeante. Le rapport de compatibilité exige que **les dispositions d'un document ne fassent pas obstacle à l'application des dispositions du document de rang supérieur.**

Le PLU s'inscrit dans un rapport de compatibilité avec le PDUIF.

Normes du PDUIF	Prise en compte dans le PADD
Le stationnement voiture : Logement : A moins de 500 mètres d'une gare ou d'une station de transport public guidé ou de transport collectif en site propre et dès lors que la qualité de la desserte le permet : • Pas plus d'une place de stationnement par logement Le PDUIF préconise que les règlements des PLU n'exigent pas un nombre de places par logement supérieur à 1,5 fois le taux de motorisation constaté sur la commune (0,95 véhicule par ménage en moyenne sur la commune, soit : 0,95 (taux de motorisation des ménages) x 1,5 = 1,42 Le PDUIF préconise donc que le PLU n'exige pas plus de 1,42 places par logement. Bureaux : Il ne peut être construit plus d'une place pour 45 m² de surface de plancher. **Le stationnement vélo :** Habitat collectif : • 0,75 m² par logement jusqu'à 2 pièces principales • 1,5 m² par logement dans les autres cas • Superficie minimale de 3 m² Bureaux : • 1,5 m² pour 100 m² de surface de plancher Activités / commerces de plus de 500m², industrie et équipements publics : • Une place pour 10 employés Établissements scolaires et universitaires : • Une place pour 8 à 12 élèves	Le PADD rappelle qu'il est nécessaire de prendre en compte l'accessibilité en voiture en améliorant la capacité de stationnement. Notamment en développant le stationnement autour des gares et des principaux pôles de vie, de travail et en « reconquérant » le stationnement sous utilisé des résidences. De plus, le dispositif réglementaire qui en découle respecte les préconisations du PDUIF. Ce point est développé dans la partie dédiée à la justification du règlement, page 115 du présent document.

D. Le schéma régional de l'habitat et de l'hébergement (SRHH)

À ce jour, la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud ne dispose pas de Programme Local de l'Habitat (PLH). Ce document est en cours d'élaboration.
Toutefois, le PLU d'Evry affiche des ambitions fortes sur la thématique du logement, ambitions qui s'inscrivent dans le cadre plus général du Schéma régional de l'habitat et de l'hébergement (SRHH), document de référence à l'échelle régionale, entré en vigueur le 27 décembre 2017. Ce dernier décline des défis, enjeux et orientations ainsi que des déclinaisons territoriales des orientations.
Si la plupart de ces enjeux et orientations ne se déclinent pas forcément dans le PLU (d'autres outils spécifiques sur la question du logement existent et sont davantage appropriés), celui-ci, sur de nombreux thèmes, va dans le sens du SRHH.

Orientation du SRHH	Prise en compte dans le PADD
Volet 1 : défis, enjeux, orientations **Produire une offre de logement et d'hébergement adaptée aux besoins des ménages** - Augmenter la production de logements - Accroitre la part de logements financièrement accessibles dans la production neuve, notamment par une production soutenue de LLS - Répondre aux besoins d'hébergement et de logements adaptés - Adapter l'offre produite aux évolutions des modes de vie des ménages - Proposer des solutions aux besoins particuliers des jeunes et des étudiants **Favoriser la mobilité des ménages et les parcours résidentiels** - Préserver la capacité d'accueil du parc locatif privé pour les ménages mobiles	La majorité des thématiques et orientations déclinées par le SRHH sont reprises à travers des orientations spécifiques du PADD et notamment celles-ci : **Mener une action volontariste sur le parc existant en termes d'amélioration de l'habitat.** Favoriser l'amélioration de l'habitat tant dans le parc social, en partenariat avec les bailleurs, que dans le parc privé. • Accompagner les copropriétés dégradées dans l'entretien de leur patrimoine bâti, à l'image des actions en cours sur les copropriétés de Petit Bourg par exemple. • Accompagner les parcours résidentiels dans le cadre d'opérations de requalification à l'image de celle menée rue Pastré à Evry Village. Encourager l'amélioration des performances énergétiques de l'ensemble du parc existant et accompagner les occupants d'habitations anciennes pour la rénovation énergétique de leur logement. **Développer une offre nouvelle en logements permettant de diversifier le parcours résidentiel** Il s'agit de permettre à tous les Evryens de rester à Evry dans un objectif de mixité sociale : développement d'une offre pour les jeunes, les familles, les personnes âgées, les classes moyennes ou supérieures, etc. L'ambition de la ville est de produire des logements de qualité qui répondent aux besoins actuels d'habiter et qui s'intègrent harmonieusement dans leur environnement. La nouvelle offre de logements et d'hébergements diversifiée doit intégrer la production de logements individuels notamment. • Garantir une insertion urbaine et paysagère qualitative pour tous les projets • Développer des modes d'habiter innovants. • Concevoir des programmes de logements à l'architecture soignée.

Orientation du SRHH	Prise en compte dans le PADD
- Créer les conditions de préservations de la vocation sociale d'une partie du parc locatif privé - Repenser la place du logement social dans les parcours résidentiels - Offrir des parcours adaptés vers l'accession - Développer des passerelles de la rue au logement autonome **Garantir l'accès aux droits des personnes les plus fragiles et les plus exclues** - Garantir la réponse aux besoins fondamentaux et renforcer l'accès aux droits des personnes dans domicile stable - Faire évoluer les pratiques et dispositifs d'accompagnement favorisant l'insertion par le logement et le maintien - Vers un décloisonnement des politiques publiques et des dispositifs pour répondre aux situations complexes - Vers une meilleure intégration des gens du voyage **Rénover les logements, les quartiers et développer un cadre de vie répondant aux modes de vie et aux attentes des habitants** - Articuler les politiques du logement et de l'hébergement avec les politiques d'aménagement - Contribuer à la transition énergétique de la région - Améliorer et requalifier le parc existant francilien - Lutter contre les spirales de dégradation du parc privé	• Permettre la construction de logements aux surfaces généreuses et disposant de prolongements extérieurs. De nombreux quartiers ont bénéficié d'opérations de rénovation et de requalification urbaine ces dernières années, notamment à travers le programme ANRU. Il s'agit aujourd'hui de finaliser ce travail sur certains quartiers, mais aussi de poursuivre les efforts sur d'autres, notamment dans le cadre du NPNRU, dans une approche systémique (intégrant transports, commerces, insertion, etc.) et en articulant rénovation-peuplement-efficience des bailleurs. **Le quartier Pyramides** • Poursuivre les actions engagées sur le secteur de l'ex-Caravelle. • Poursuivre la réhabilitation du secteur des Miroirs **Le quartier Bois Sauvage** • Poursuivre l'aménagement d'espaces publics de qualité. • Ouvrir le quartier avec notamment la création de nouvelles rues. • Accompagner ces aménagements par l'implantation de commerces d'hyper-proximité et services. **Le quartier Parc aux Lièvres** • Aménager des espaces urbains caractérisés par la diversité des fonctions et des types d'habitat, l'ouverture et les relations avec le reste de la ville, la qualité des espaces publics. • Renforcer la diversification et le désenclavement du quartier. Pour qu'Evry reste une ville vivante, dynamique, et attractive pour tous, il faut également poursuivre son développement à travers des projets ambitieux qui s'intègrent dans un projet de territoire global et cohérent. Cela concerne des projets qui ont été engagés et qu'il convient désormais de poursuivre, à l'image du centre urbain, de nouveaux projets structurants pour le territoire à court et moyen terme (Canal Europe, Evry Sud), ainsi que des secteurs de réflexion à plus long terme. **Le centre urbain** • Finaliser le projet centre-ville avec l'ambition d'en faire un centre urbain habité, vivant, animé. **Canal Europe** • Être ambitieux dans la volonté de réaliser un quartier 100% durable en déclinant cette démarche dans toutes les composantes du futur quartier. • Accueillir environ 470 logements au sein de ce quartier pour la partie située sur le territoire d'Evry. • Penser en amont les liens de ce futur quartier avec les quartiers Bois Sauvage et Pyramides ainsi que le centre-ville. **Evry Sud** • Poursuivre la rénovation des quartiers sur le secteur Evry Sud avec les projets sur Bras de Fer et Parc aux Lièvres. • Réaliser environ 1 100 logements d'ici 2025 sur le secteur Bras de Fer et Parc aux Lièvres, dans le prolongement du projet îlot dit « Caisse d'Épargne ».

Orientation du SRHH	Prise en compte dans le PADD
Renforcer la solidarité entre les territoires, promouvoir un développement équilibré de l'offre de logements - Renforcer la solidarité et le développement équilibré des territoires - Lutter contre les dynamiques spontanées de spécialisation territoriale, en particulier dans les zones de projet identifiées - Mieux diffuser et rééquilibrer l'offre sociale et d'hébergement **Volet 2 : objectifs globaux et déclinaison territoriale des orientations** **Produire une offre de logements contribuant au développement équilibré des territoires** **Réguler l'offre d'hébergement et de logement adapté, en se donnant les moyens de maitriser la tendance au développement des réponses d'urgence** **Renforcer la mixité sociale des territoires par la diversification de l'habitat et l'accès au logement** **Adaptation et amélioration du parc existant** **Objectifs chiffrés territorialisés :** <u>Les objectifs de construction de logements :</u> - CA Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart : 2 400 logements / an <u>Les objectifs de production de logement sociaux :</u> CA Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart : - Objectif lié à l'extension du parc (échéance 2030) : 725 LLS	• Engager la requalification urbaine, rétablir la mixité sociale, et améliorer les conditions d'habitat sur le secteur Parc aux Lièvres **Les Aunettes** • Réaliser un programme de logements dans un environnement entre ville et jardin. • Donner priorité à la diversité fonctionnelle (logements, artisanat, petites entreprises) mais aussi de typologie d'habitat (de l'individuel au collectif avec le souci d'offrir un maximum d'espaces extérieurs par logement). • Apporter une haute qualité environnementale au projet. **Bois Sauvage** • Créer une nouvelle offre de logements de qualité dans ce secteur, aux abords du parc des Loges et à proximité de toute commodité et du projet de Tzen 4. • Développer un équilibre social dans ce secteur à travers une nouvelle offres en logements. • Créer du lien, des porosités, à travers ce projet, entre Coucouronnes, le quartier Bois Sauvage, les Pyramides et le centre urbain, en complément du projet Canal Europe. Tirer parti du programme « Action cœur de ville » Travailler, dans le cadre du programme « Action cœur de ville », à des actions innovantes permettant d'améliorer durablement le cadre de vie de l'ensemble des habitants et acteurs du territoire. Faire d'Evry un territoire facile à parcourir par tous : développer les liens entre quartiers et faciliter les mobilités. Accompagner le développement urbain avec un niveau d'équipements et de services qui réponde au mieux aux besoins des habitants Assurer les conditions de fonctionnement du commerce et des services de proximité Développer les énergies renouvelables et le réseau de chaleur dans une perspective de transition énergétique et écologique <u>Les objectifs chiffrés :</u> Au-delà des orientations du PADD, qui se traduisent ensuite dans le dispositif règlementaire, ce nouveau PLU permettra à la ville d'Evry de participer, à sa hauteur, à la production de logements. En effet, avec une constructibilité estimée à environ 3 300 à 3 450 logements à horizon 2030, soit légèrement plus de 300 nouveaux logements / an en moyenne, c'est une part importante des 2 400 logements / an affichés dans SRHH (environ 12,5%) que prendra à son compte la ville d'Evry.

E. Le SDAGE du Bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands

Le PLU s'inscrit dans un rapport de compatibilité avec le SDAGE.

Le SDAGE	Prise en compte dans le PADD
Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et son programme de mesures a été approuvé le 1er décembre 2015. Il fixe pour une période de 6 ans, « les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité de l'eau » à atteindre dans le bassin de la Seine. Il a défini 8 objectifs : 1. Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques 2. Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques 3. Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les substances dangereuses 4. Réduire les pollutions microbiologiques des milieux 5. Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future 6. Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides 7. Gérer la rareté de la ressource en eau 8. Limiter et prévenir le risque d'inondation	**Faire de la Seine et de ses berges une composante à part entière de la ville** La Seine est une composante forte du territoire, et la ville doit s'ouvrir vers ce secteur porteur d'enjeux environnementaux majeurs : paysage, continuité écologique… mais également porteur de développement. • Reconquérir les berges de Seine en les rendant accessibles au public, et en y développant des programmations de loisirs (parcours sportif, zones de pique-nique, jardins familiaux, accueil de péniches de loisirs, etc.). • Profiter des aménagements de la Scandibérique (eurovélo 3) pour offrir aux Evryens des possibilités de mobilités douces le long de la Seine. **Améliorer la prise en compte de l'écologie dans la gestion de l'eau et des espaces verts** • Poursuivre la politique « zéro phyto » permettant d'améliorer la biodiversité dans les espaces verts. • Améliorer la qualité des rejets dans la Seine pour permettre une meilleure qualité de l'eau. **Limiter l'exposition de la population aux risques, et lutter contre les nuisances et les pollutions** • Prendre en compte le PPRi de la Seine dans tout projet d'aménagement concerné par ce document. • Intégrer les risques et nuisances dans les futurs projets dès leur conception.

F. Le SAGE Nappe de Beauce

La commune est concernée par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Nappe de Beauce, outil de planification de la gestion de l'eau, approuvé en 2013, qui fixe les grandes orientations pour une gestion globale de l'eau. Le SAGE a défini plusieurs enjeux et a réalisé un inventaire des zones humides sur son territoire, mais aucune zone humide spécifique n'a été recensée sur le territoire d'Évry. Le PLU s'inscrit dans un rapport de compatibilité avec le SAGE.

Le SAGE	Prise en compte dans le PADD
Plusieurs enjeux ont été définis dans le cadre de la révision du SAGE : **Gérer quantitativement la ressource** • Gérer et maîtriser les prélèvements ; • Sécuriser l'approvisionnement en eau potable ; • Limiter l'impact des forages sur le débit des cours d'eau. **Assurer durablement la qualité de la ressource** • Préserver la qualité de l'eau pour l'alimentation en eau potable (AEP) ; • Réduire les pollutions diffuses par les nitrates et les pesticides ; • Réduire les pollutions issues des rejets des eaux usées et des eaux pluviales. **Préserver les milieux naturels** • Restaurer la continuité écologique et la fonctionnalité morphologique des cours d'eau ; • Préserver les zones humides. **Gérer et prévenir les risques d'inondation et de ruissellement** • Préserver les zones d'expansion des crues et les zones inondables.	Les choix du PADD sont concordants avec les orientations du SAGE. Le PADD donne comme orientation d'améliorer la prise en compte de l'écologie dans la gestion de l'eau et des espaces verts. Deux déclinaisons viennent renforcer l'orientation : • Poursuivre la politique « zéro phyto » permettant d'améliorer la biodiversité dans les espaces verts. • Améliorer la qualité des rejets dans la Seine pour permettre une meilleure qualité de l'eau.

G. Le Plan Régional d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PREDMA) et le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA)

Le PLU s'inscrit dans un rapport de prise en compte du PREDMA et du PDEDMA. La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (article 48) et son décret d'application n°2005-1472 du 29 Novembre 2005 ont donné à la Région Ile-de-France la compétence d'élaborer un Plan Régional d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés alors que cette planification reste départementale et de la responsabilité des Conseils Départementaux partout ailleurs en France.

Le Plan régional d'élimination des déchets ménagers et assimilés (PREDMA) concerne :

- Les déchets des ménages (ex : les emballages, les journaux-magazines, les encombrants, les déchets verts (tontes, branchages…), les ordures ménagères résiduelles…),
- Les déchets non dangereux et non inertes des entreprises et des administrations,
- Les boues de l'assainissement collectif.

Conformément aux dispositions de l'article L.541-15 du Code de l'environnement :

« Dans les zones où les plans visés aux articles L. 541-11, L. 541-13 et L. 541-14 sont applicables, les décisions prises par les personnes morales de droit public et leurs concessionnaires dans le domaine de l'élimination des déchets et, notamment, les décisions prises en application du titre Ier du présent livre doivent être compatibles avec ces plans. »

Il en résulte que les décisions de l'Etat (services Préfectoraux), des collectivités territoriales (leurs marchés publics, leurs décisions en matière de collecte et traitement, etc.) et des concessionnaires (les exploitants intervenant au titre de missions de service public dans le cadre des déchets) doivent s'inscrire dans une relation de compatibilité avec le plan.

Le PDEDMA de l'Essonne a été approuvé le 19 novembre 2002.

Le PREDMA et le PDEDMA	Prise en compte dans le PADD
Les objectifs du PREDMA pour 2019 sont les suivants : - Diminuer la production de déchets de 50 kg/habitant par an, - Augmenter de 60 % le recyclage des déchets ménagers, - Doubler la quantité de compost conforme à la norme, - Diminuer de 25 % les déchets incinérés et de 35 % les déchets enfouis, - Favoriser une meilleure répartition géographique des centres d'enfouissement.	Le PADD dans son orientation « mettre en œuvre les conditions de confortation du cadre de vie » donne comme déclinaison de mettre en place une politique écologique transversale en étudiant les possibilités de production locale notamment dans le domaine des déchets. De plus, l'objectif « d'améliorer la gestion et la collecte des déchets, et plus spécifiquement les pratiques de tri des déchets en favorisant le recyclage et le développement de l'économie circulaire » répond totalement aux objectifs d'augmenter le recyclage des déchets ménagers du PREDMA.

H. Les documents relatifs aux risques et nuisances

Les risques naturels et technologiques

La loi du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs prévoit que le citoyen a le droit d'être informé sur les risques qu'il encourt en certains points du territoire, et sur les mesures de sauvegarde pour l'en protéger.

À Évry, l'information relative aux risques majeurs se base sur le DDRM (Dossier Départemental des Risques Majeurs), réalisé par la préfecture. Ce dernier identifie les risques naturels suivants sur le territoire : risque d'inondation, aléa retrait-gonflement des argiles (rouge – fort) Transport de matières dangereuses : canalisations, voie ferrée.

❖ Le risque d'inondation

Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRi)

Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) est une servitude s'appliquant au PLU.

LE PPRi	Prise en compte dans le PADD
Le risque d'inondation par débordement Le PPRi de la Seine, approuvé par arrêté préfectoral du 20 octobre 2003 définit les zones soumises au risque d'inondation et les prescriptions à respecter selon les zones. Les inondations qui ont eu lieu en juin 2016 n'ont pas dépassé les zones définies dans le PPRi, donc il n'y a pas lieu de définir des zones sensibles aux inondations en complément du PPRi.	**Le territoire communal présente des risques naturels, notamment des risques d'inondation liés à la présence de la Seine.** Le PADD prend en compte ce risque en inscrivant des orientations spécifiques et rappelant ainsi la nécessité de prendre en compte le PPRI : **Limiter l'exposition de la population aux risques, et lutter contre les nuisances et les pollutions** • Prendre en compte le PPRi de la Seine dans tout projet d'aménagement concerné par ce document. • Intégrer les risques et nuisances dans les futurs projets dès leur conception. • Vérifier la capacité des réseaux pour les nouvelles opérations afin d'éviter les problèmes d'engorgement des réseaux et donc des risques d'inondation indirects.

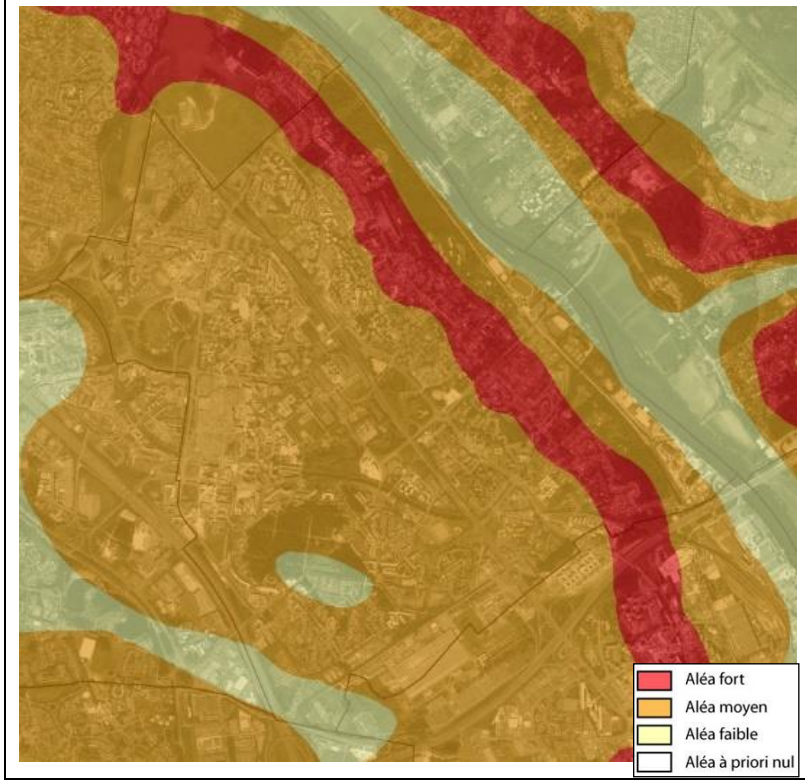
Le Plan de Gestion des Risques Innondations (PGRi)

Le Plan de Gestion des Risques Inondations (PGRi) a été approuvé le 7 décembre 2015. Le PLU s'inscrit dans un rapport de compatibilité avec le PGRI.

LE PGRi	Prise en compte dans le PADD
Le PGRI 2016-2021 du bassin Seine Normandie a été arrêté le 7 décembre 2015 par le préfet coordonnateur du bassin. Son application est entrée en vigueur le 23 décembre 2015 au lendemain de sa date de publication au Journal Officiel. Il fixe pour six ans les 4 grands objectifs à atteindre sur le bassin Seine-Normandie pour réduire les conséquences des inondations sur la vie et la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'économie, à savoir : • Réduire la vulnérabilité des territoires • Agir sur l'aléa pour réduire le coût des dommages • Raccourcir fortement le délai de retour à la normale des territoires sinistrés • Mobiliser tous les acteurs pour consolider les gouvernances adaptées et la culture du risque La ville d'Evry fait partie du Territoire à Risques Important d'inondation (TRI) de la Métropole francilienne. Plusieurs dispositions du PGRI s'imposent aux stratégies locales : • Communiquer auprès des porteurs de projets sur la réduction de la vulnérabilité • Élaborer une stratégie de lutte contre les ruissellements à l'échelle des TRI • Identifier les systèmes d'endiguement et leurs gestionnaires • Planifier la gestion de crise à l'échelle des Stratégies Locales • Anticiper la gestion des déchets liés aux inondations pendant et après la crise • Assurer la mise en place et la cohérence des plans communaux de sauvegarde sur les TRI • Veiller aux capacités de continuité d'activité des services impliqués dans la gestion de crise • Mettre en sécurité le patrimoine matériel et immatériel • Collecter les informations relatives aux réseaux d'infrastructures et à leur résilience • Collecter les informations relatives aux réseaux de service et à leur résilience • Développer la gouvernance et mobiliser les acteurs autour des TRI • Mobiliser les outils de gestion du risque pour informer les citoyens	Le PADD prend en compte le risque inondation mais plus globalement la question de la gestion des risques innondation à travrs plusieurs orientations : **Limiter l'exposition de la population aux risques, et lutter contre les nuisances et les pollutions** • Prendre en compte le PPRi de la Seine dans tout projet d'aménagement concerné par ce document. • Intégrer les risques et nuisances dans les futurs projets dès leur conception. • Vérifier la capacité des réseaux pour les nouvelles opérations afin d'éviter les problèmes d'engorgement des réseaux et donc des risques d'inondation indirects.

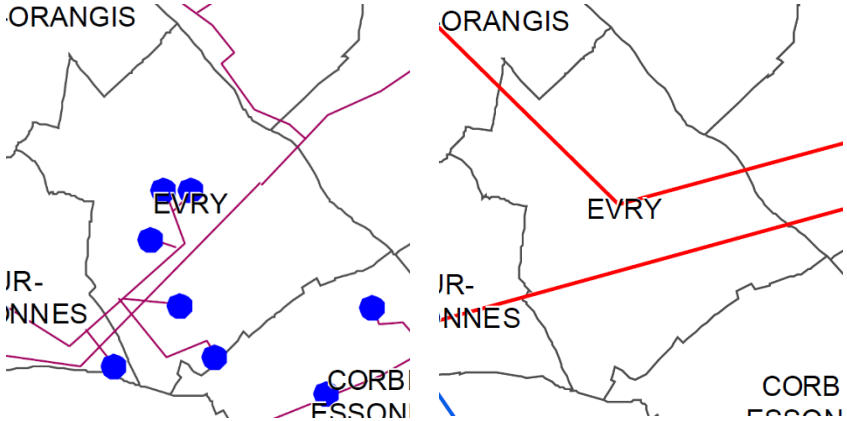
❖ Le risque de retrait et gonflement des argiles

Le territoire communal est, compte tenu de la nature des sols qui le compose, susceptible d'être soumis à des risques provoqués par des phénomènes de mouvement de terrain par retrait et gonflement des argiles résultant de la sécheresse (phénomène de dessiccation) ou d'une forte augmentation de teneur en eau au cours du retour à une pluviométrie normale (ré-imbibition rapide). Ces mouvements de terrain peuvent provoquer la fissuration de certaines constructions. Une cartographie des aléas de retrait-gonflement d'argile dans le département de l'Essonne a été réalisée par le Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM)

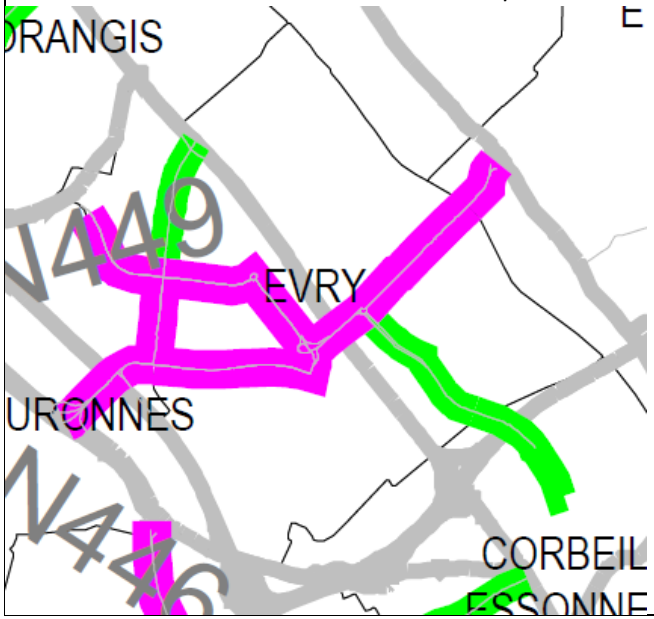
Le risque de retrait et gonflement des argiles	Prise en compte dans le PADD
La majeure partie du territoire présente un aléa moyen. Le secteur du coteau présente un aléa fort. 	Le PADD définit les orientations suivantes dans l'axe spécifique dédié à l'environnement et aux risques naturels : **Limiter l'exposition de la population aux risques, et lutter contre les nuisances et les pollutions** • Intégrer les risques et nuisances dans les futurs projets dès leur conception.

❖ Les canalisations de transport de matières dangereuses

Évry est concernée par le risque lié au transport de matières dangereuses consécutif à un accident se produisant lors du transport. Les produits dangereux sont nombreux ; ils peuvent être inflammables, toxiques, explosifs, corrosifs ou radioactifs.

Canalisations de transport de matières dangereuses	Prise en compte dans le PADD
Le risque de transport de matières dangereuses (TMD) La commune est citée au dossier départemental des risques majeurs pour les risques liés au transport sous deux formes : • Le risque par canalisation : plusieurs canalisations de gaz et deux pipelines traversent le territoire. • Le risque par voie routière, voie ferrée : le dossier départemental des risques majeurs recense l'A6, la RN7, la RN104 et le RER comme axes susceptibles de supporter un transport de matières dangereuses. • Le risque par voie fluviale : la Seine présente un risque moyen. Carte des canalisations de gaz Carte des canalisations d'hydrocarbures liquides  *Source : DDRM* *Source : DDRM Essonne*	Le PADD définit les orientations suivantes dans un axe spécifique, dédié à l'environnement : • Intégrer les risques et nuisances dans les futurs projets dès leur conception. • Rester vigilant sur les pollutions liées aux activités présentes sur le territoire communal et notamment prévoir des études de sol avant de construire sur des sites pollués ou potentiellement pollués.

❖ Le classement sonore des infrastructures de transport terrestre

Le classement sonore des infrastructures de transport terrestre	Prise en compte dans le PADD
Le Préfet de chaque département recense et classe les infrastructures de transport terrestre. Ce classement estime des niveaux de bruit d'après des données de trafic (comptage véhicules et part des poids lourds). Il identifie les infrastructures bruyantes susceptibles d'affecter leur voisinage, les niveaux de bruit à prendre en compte pour la construction de bâtiments et les prescriptions techniques de nature à réduire les émissions sonores. Les informations du classement sonore seront reportées par la collectivité compétente dans les annexes informatives de son document d'urbanisme (PLU). Cependant, le classement sonore n'est ni une servitude ni un règlement d'urbanisme, mais une règle de construction fixant les performances minimales que les futurs bâtiments devront respecter. Le long des voies de circulation classées axes bruyants, les constructions à destination d'habitation devront respecter les règles d'isolation acoustique minimum déterminées par les dispositions de l'arrêté préfectoral relatif au classement sonore du réseau routier départemental et à l'isolement acoustique du n° 2005 - DDE - SEPT - 085 du 28 février 2005 Lors du dépôt de tout permis de construire, le pétitionnaire ou le promoteur devra prendre en compte ces données. *Extrait du classement sonore des routes départementales* 	Le PADD rappelle que le territoire communal est concerné par des nuisances et pollutions émanant notamment des grands axes routiers traversant le territoire (A10, RN7…) et que ces éléments doivent être pris en compte et anticipés en amont de tout projet. Plus précisément, le PADD définit l'objectif suivant dans un axe spécifique, dédié à l'environnement : **Limiter l'exposition de la population aux risques, et lutter contre les nuisances et les pollutions** • Favoriser les déplacements alternatifs à la voiture afin de limiter les nuisances sonores mais aussi les émissions de gaz à effet de serre.

I. Les documents relatifs au climat et à l'énergie

Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) de la Région Ile-de-France

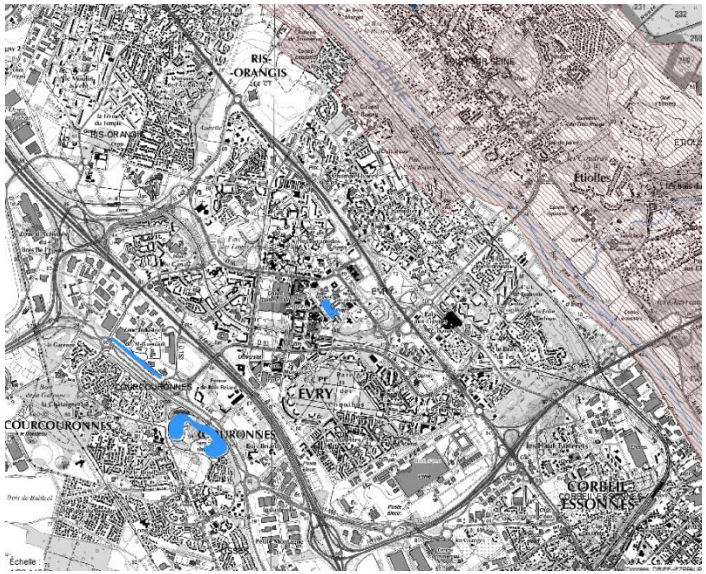
Le PLU s'inscrit dans un rapport de prise en compte avec le SRCAE.

Le SRCAE a été prévu par l'article L.222-1 du Code de l'Environnement. Elaboré par l'Etat et la Région, il fixe à l'horizon 2020 et 2050 :

- Les orientations permettant d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter pour diviser par 4 les émissions nationales de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050. À ce titre, il définit notamment les objectifs régionaux en matière de maîtrise de l'énergie ;
- Les orientations permettant, pour atteindre les normes de qualité de l'air, de prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique ou d'en atténuer les effets. A ce titre, il définit des normes de qualité de l'air propres à certaines zones lorsque leur protection le justifie ;
- Par zone géographique, les objectifs à atteindre en matière de valorisation du potentiel énergétique terrestre, renouvelable et de récupération et en matière de mise en œuvre de techniques performantes d'efficacité énergétique

Orientations du SRCAE	Prise en compte dans le PADD
En termes d'urbanisme, il définit notamment l'orientation suivante : promouvoir la densification, la multipolarité et la mixité fonctionnelle afin de réduire les consommations énergétiques, qui se décline selon les objectifs suivants : - Densifier les zones urbaines tout en respectant les enjeux de la qualité de l'air et de l'adaptation au changement climatique ; - Promouvoir la multipolarité à proximité des gares et des pôles intermodaux en lien avec les réseaux de transports en commun existants ou en développement ; - Favoriser les modes actifs de déplacement et les transports en commun dans le partage de l'espace public ; - Réserver dans l'aménagement urbain des espaces pour la logistique (entrepôts logistiques, espaces de livraison) ; - Privilégier la mixité fonctionnelle, les commerces et les services de proximité afin de réduire la portée des déplacements ; - Mutualiser les services et les équipements ; - Favoriser le développement des réseaux de chaleur et de froid ; - Poursuivre les actions pour rendre la ville attractive en privilégiant une qualité de vie agréable.	La commune d'Évry par le biais du PADD répond à ces différents objectifs dans les orientations suivantes : • Développer les énergies renouvelables et le réseau de chaleur dans une perspective de transition énergétique et écologique (diversification de l'apport énergétique pour le réseau de chaleur, mise en place d'une politique écologique etc.) • Mener une action volontariste sur le parc existant en termes d'amélioration de l'habitat notamment en encourageant l'amélioration des performances énergétiques de l'ensemble du parc existant et en accompagnant les occupants d'habitations anciennes pour la rénovation énergétique de leur logement. • Accroitre l'attractivité par un niveau de desserte optimal : ○ Accompagner les projets structurants du territoire (gare du Grand Paris Express, ligne 12 express du tramway et Tzen4) ○ Engager la requalification de la gare du Bras de Fer qui deviendra un pôle multimodal de transports ○ Accompagner l'ensemble de ces futurs projets par une exigence dans la qualité et la lisibilité des espaces publics • Poursuivre le développement des mobilités et du réseau de circulations douces pour mieux connecter les quartiers, les lieux de vie, de travail et d'habitat (affirmer la logique d'intermodalité et de multimodalité, rendre plus visible le réseau existant, relier les pistes cyclables, etc.) • Assurer le développement des alternatives à la voiture individuelle (économie du partage, transports collectifs etc.). • Mettre en œuvre les conditions de confortation du cadre de vie (conforter la vocation de détente et de loisirs des parcs et espaces verts, reconquérir les berges de la Seine etc.)

J. Les monuments historiques et sites classés et inscrits

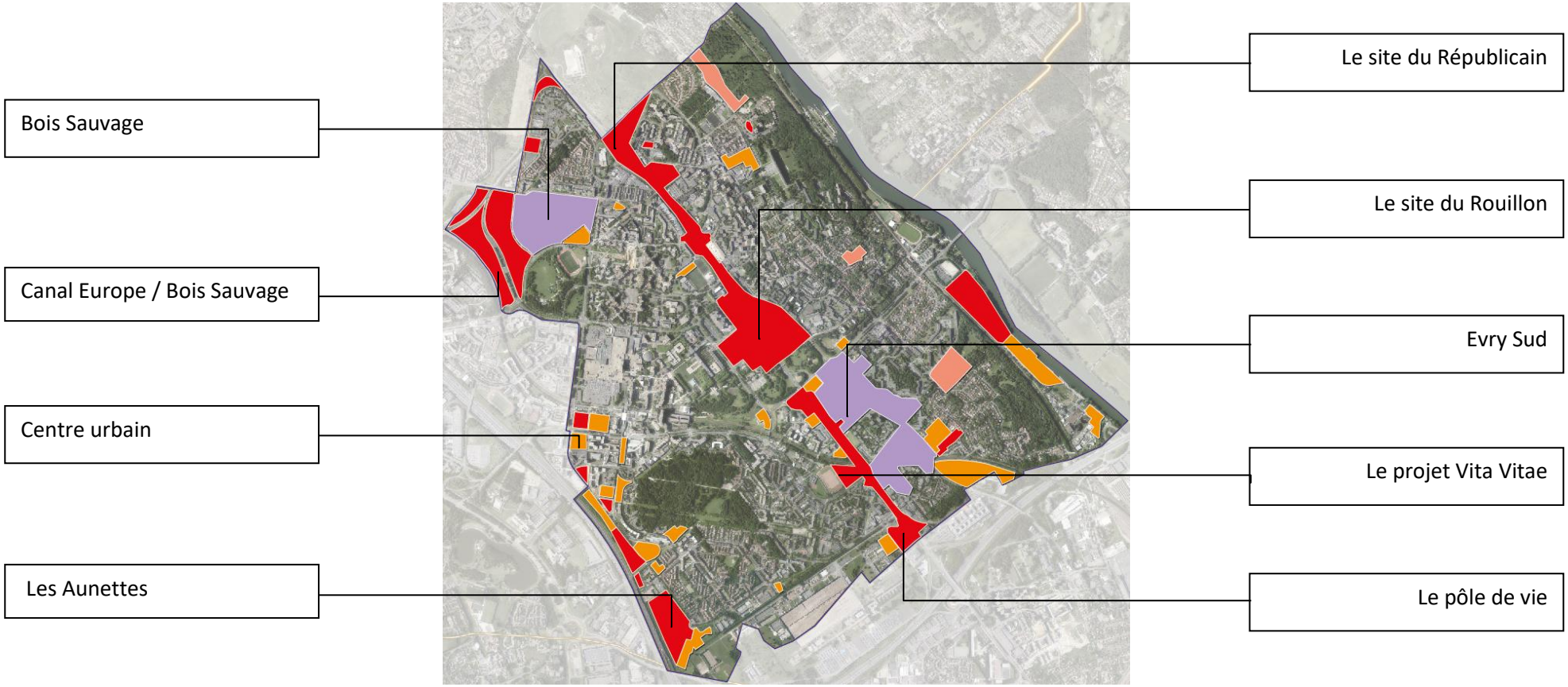
MONUMENTS HISTORIQUES ET SITES CLASSES ET INSCRITS	Prise en compte dans le PADD
Les sites classés et inscrits Les sites classés et les sites inscrits sont protégés au titre des articles L. 341-1 et suivants, R. 341-1 et suivants du Code de l'environnement. La commune est concernée par un espace protégé au titre de la loi du 2 mai 1930 qui concerne les monuments naturels et les sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque. **Site inscrit : « Rives de la Seine » (et rectificatif) par arrêté du 19 août 1976 modifié par arrêté du 26 juin 1985** 	Le site inscrit « Rives de la Seine » est pris en compte par le PADD notamment dans l'axe 3 « Evry, ville durable et verte, au cadre de vie unique à la porte Sud de Paris ». En effet, des orientations sont données en faveur de la préservation et de la valorisation de la Seine et ses berges : **Préserver et conforter la trame verte et bleue et les continuités écologiques :** • Préserver les réservoirs de biodiversité et continuités écologiques que constituent la Seine et les coteaux, ainsi que les zones humides. • S'appuyer sur les parcs et les berges de Seine pour qu'ils constituent une véritable armature structurante de la trame verte et bleue du territoire. Les espaces boisés qui dominent la Seine pourront former, à terme, un parc des coteaux. **Faire de la Seine et de ses berges une composante à part entière de la ville** La Seine est une composante forte du territoire, et la ville doit s'ouvrir vers ce secteur porteur d'enjeux environnementaux majeurs : paysage, continuité écologique… mais également porteur de développement. • Reconquérir les berges de Seine en les rendant accessibles au public, et en y développant des programmations de loisirs (parcours sportif, zones de pique-nique, jardins familiaux, accueil de péniches de loisirs, etc.). • Profiter des aménagements de la Scandibérique (eurovélo 3) pour offrir aux Evryens des possibilités de mobilités douces le long de la Seine. **Améliorer la prise en compte de l'écologie dans la gestion de l'eau et des espaces verts** • Améliorer la qualité des rejets dans la Seine pour permettre une meilleure qualité de l'eau. **Protéger, entretenir et valoriser le patrimoine bâti** La ville d'Évry dispose d'un patrimoine riche et diversifié qu'il faut préserver et mettre en avant pour en faire un atout en termes d'image mais aussi et surtout pour valoriser le cadre de vie de tous les Evryens. • Localiser et préserver les principaux cônes de vue qui forment des échappées visuelles vers les parcs et la vallée de la Seine.

3. Dispositions qui favorisent la densification des espaces bâtis

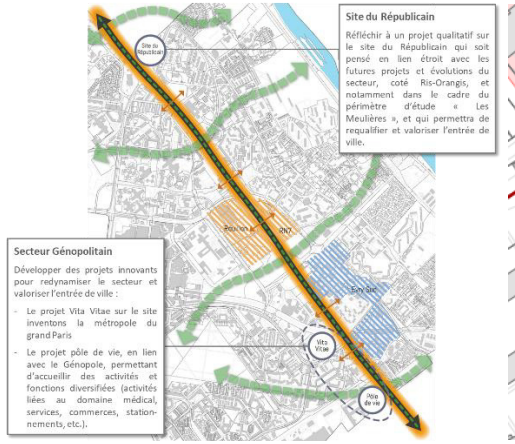
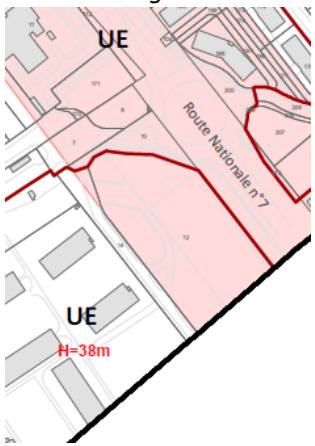
Le diagnostic et état initial de l'environnement comprend une analyse des formes urbaines (p. 31 à 42), ainsi qu'un diagnostic foncier (cf. page 51 du document), qui identifient le potentiel d'évolution et les enjeux liés à chaque quartier et les potentiels de densification du territoire qui ressortent, et notamment :

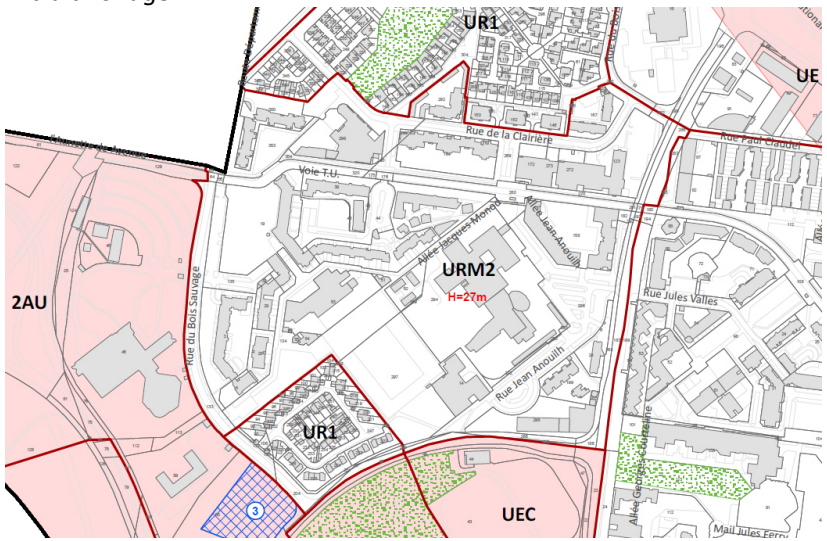
- les sites de projet de requalification urbaine connus et identifiés,
- les disponibilités foncières (sites libres et/ou en friche).

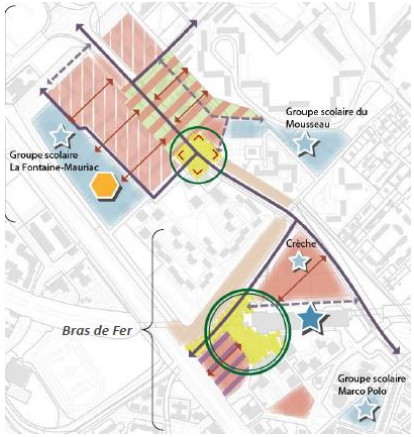
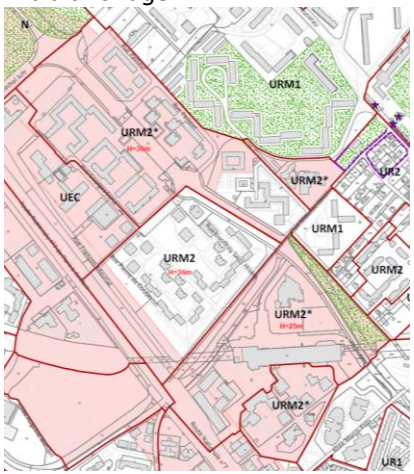
Le dispositif règlementaire, qui traduit le projet de territoire exprimé dans le PADD, permet la mobilisation d'un certain nombre de ces secteurs identifiés, à savoir :

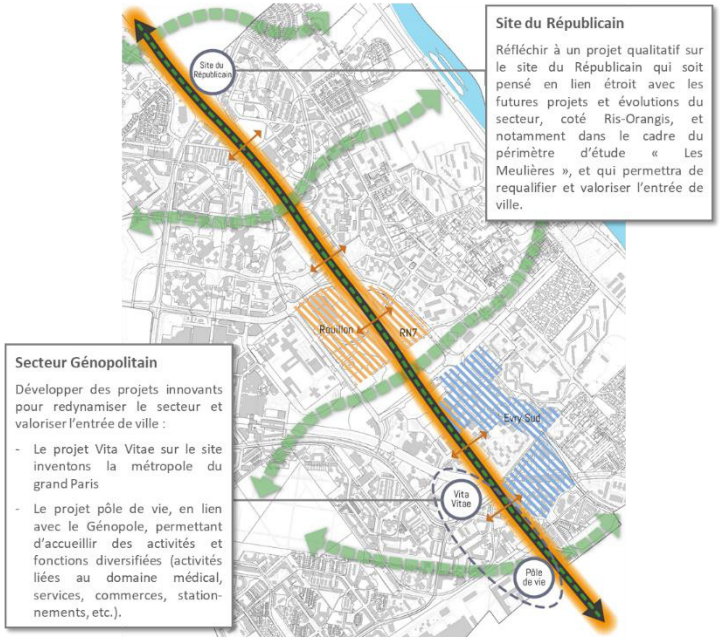
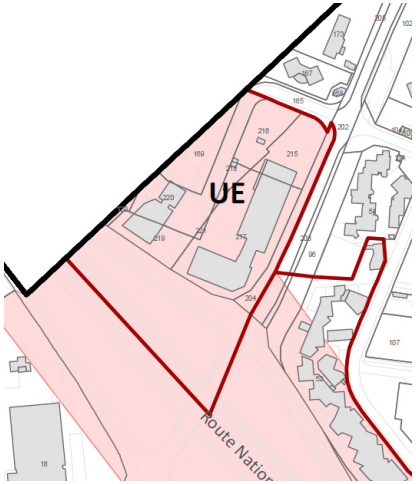


Parmi ces secteurs, certains entrainent une consommation d'espace (cf. chapitre suivant), mais plusieurs vont dans le sens d'une densification des espaces bâtis et urbanisés, à savoir :

Site identifié	Le PADD	Le dispositif règlementaire
Le pôle de vie	***Le secteur RN 7/site du Rouillon*** Engager une réflexion sur le devenir du site du Rouillon après 2030 et des abords de la RN 7. Accompagner la montée en puissance du Genopole par une revalorisation de l'entrée de ville depuis Corbeil-Essonnes. 	Le projet pôle de vie, qui permettra d'accueillir des activités et fonctions diversifiées, liées au domaine médical, mais aussi avec des services, commerces, stationnements, etc. s'inscrit pleinement dans les orientations du PADD. Le dispositif règlementaire a donc pour objectif de permettre la mise en œuvre de ce projet. Cela passe par un classement du site en zone UE, zone adaptée au projet que ce soit en termes de fonctions, destinations, ou de dispositions règlementaires. Par ailleurs, ce projet participe également de la revalorisation de l'entrée de ville et des abords de la RN7. Il est donc tout naturellement identifié et porté par l'OAP RN7. *OAP RN7 :*  *Extrait Zonage :* 

Site identifié	Le PADD	Le dispositif règlementaire
Bois Sauvage	Quartier Bois Sauvage : - Poursuivre l'aménagement d'espaces publics de qualité avec la réhabilitation de la place Camille Guérin, du square, ou encore de la rue Emile Roux - Ouvrir le quartier avec notamment la création de nouvelles rues - Accompagner ces aménagements par l'implantation de commerces d'hyper-proximité et services 	Ce quartier est concerné par des opérations de réhabilitation et requalification urbaine, dans la continuité du programme ANRU. Le projet de territoire (PADD) porte la poursuite et la finalisation de ces opérations qui se traduisent essentiellement par des interventions sur l'espace public mais également des interventions sur le bâti, voire de nouvelles constructions. Un potentiel de 200 à 300 nouveaux logements a été identifié à ce stade. Le classement de ce quartier au sein de la zone URM2 a pour objectif de permettre la poursuite de ces interventions avec un règlement adapté et relativement souple en termes de droit à construire. *Extrait Zonage :* 

Site identifié	Le PADD	Le dispositif règlementaire
Evry Sud	Améliorer durablement le cadre de vie pour les habitants d'aujourd'hui et de demain. - Poursuivre la rénovation des quartiers sur le secteur Evry Sud avec les projets sur Bras de Fer et Parc aux Lièvres. - Réaliser environ 1 100 logements d'ici 2025 sur le secteur Bras de Fer et Parc aux Lièvres, dans le prolongement du projet îlot dit « Caisse d'Épargne ». - Engager la requalification urbaine, rétablir la mixité sociale, et améliorer les conditions d'habitat sur le secteur Parc aux Lièvres, ce qui passe par de la démolition / reconstruction, de la réhabilitation, rénovation en profondeur, du patrimoine conservé, ou encore de la requalification d'espaces publics, avec, à terme, la possibilité de réaliser de nouveaux logements. 	Le dispositif règlementaire vise à traduire les orientations du PADD en permettant la mise en œuvre de ce projet d'envergure mais également en l'accompagnant. Il permet tout d'abord le projet en instaurant un sous-secteur spécifique URM2* sur son périmètre. Ce sous-secteur intègre quelques souplesses règlementaires de manière à ne pas bloquer le projet. Par ailleurs, le dispositif règlementaire accompagne également la mise en œuvre du projet via l'élaboration d'une OAP sur ce secteur. Le démarrage des travaux des premières phases est prévu pour 2020. *OAP Evry Sud :*  *Extrait Zonage :* 

Site identifié	Le PADD	Le dispositif règlementaire
Le site du Républicain	***Le secteur RN 7/site du Rouillon*** Engager une réflexion sur le devenir du site du Rouillon et des abords de la RN 7.	Le site du Républicain ne fait pas l'objet de projets aujourd'hui. Pour autant, il a été identifié comme potentiel de mutation et densification mais aussi comme potentiel de requalification de l'entrée de ville Nord d'Evry et des abords de la RN7. A ce titre, il est identifié dans l'OAP RN7 avec pour orientation et objectif d'y développer un projet qualitatif pensé en lien étroit avec les futurs projets et évolutions du secteur, coté Ris-Orangis, de requalification et valorisation de l'entrée de ville. Pour le reste, il n'était pas possible, en l'état d'avancement de la réflexion, d'élaborer un règlement spécifique sur ce terrain. Le règlement et zonage n'ont donc pas évolué sur ce secteur dans le cadre de la révision du PLU. En revanche, le site fera certainement l'objet d'un dispositif spécifique, en parallèle du PLU, de périmètre d'étude par exemple, afin de pouvoir engager des réflexions plus approfondies. *OAP RN7 :*  *Extrait Zonage :* 

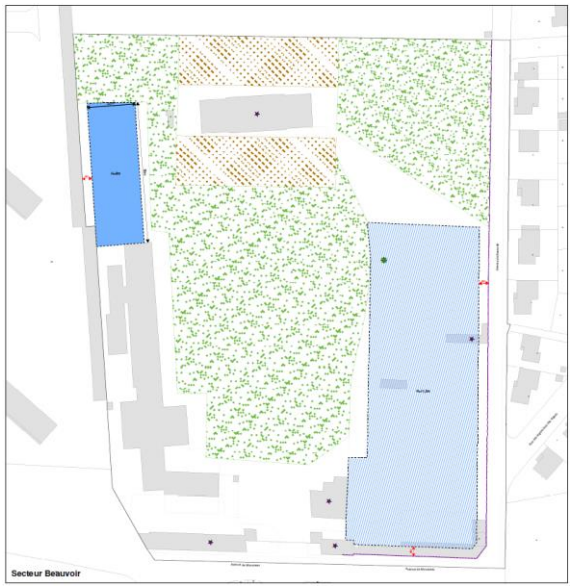
Autres secteurs de densification, développement :

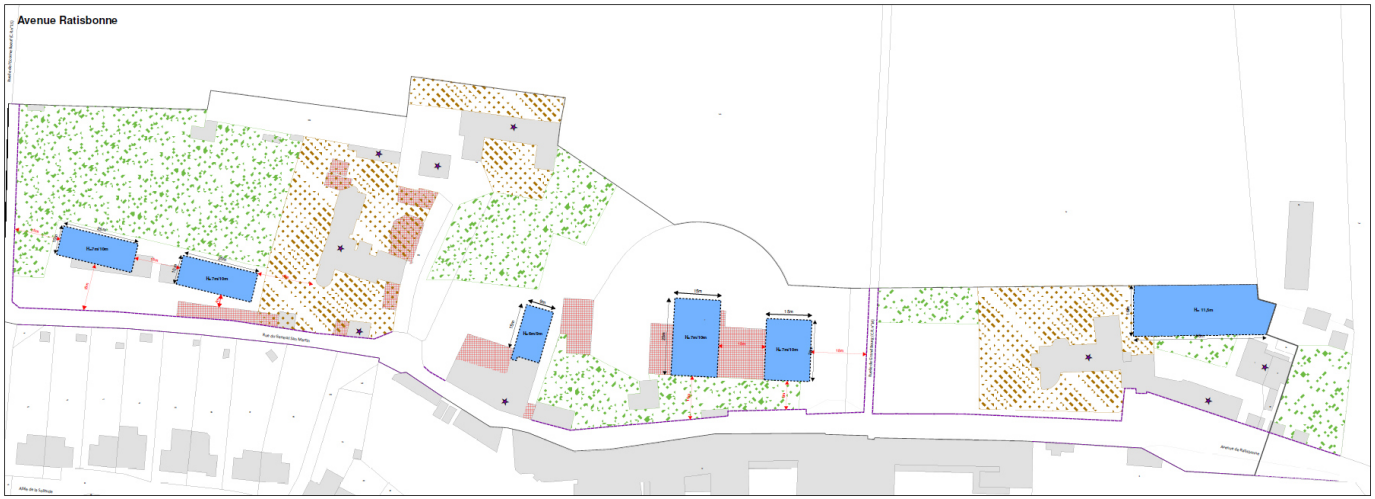
Au-delà de ces sites de projet identifiés et qui ont été intégrés au PLU, le dispositif règlementaire permet une intensification et une densification urbaine, essentiellement dans les secteurs très urbains du territoire (zone URM2) ainsi que sur les zones d'activités (zone UE).

En effet, les quartiers denses et mixtes, réalisés dans le cadre de la ville nouvelle, ont vocation à faire l'objet d'interventions de réhabilitation, requalification, ou densification sur certaines dents creuses ou certains sites en friches, délaissés, etc. qui peuvent encore exister. Le règlement mis en place permet de mobiliser ce potentiel.

Les zones d'activités (zones UE), présentent également un potentiel de densification significatif. Plusieurs terrains sont restés libres alors que d'autres présentent une occupation du sol peu optimisée. Cela laisse paraitre un potentiel d'optimisation du foncier de ces zones qui, avec le dispositif règlementaire mis en place, pourra être mobilisable dans les années à venir.

Enfin, un dernier secteur avait été identifié dans le cadre du diagnostic foncier comme présentant un certain potentiel de densification. Il s'agit des ensembles de grandes propriétés, châteaux, parcs, etc. situés sur les coteaux. Pour autant, ce potentiel est à nuancer au regard de la valeur paysagère et patrimoniale de ces ensembles. Afin de permettre une certaine valorisation et mobilisation de ce potentiel, tout en prenant en compte les spécificités et richesses de ces ensembles, un dispositif particulier a été mis en place. Il s'agit d'une zone spécifique URP sur laquelle ont été définis, après une analyse fine de chaque secteur, des polygones d'implantation possibles de futures constructions, localisés précisément et cotés dans les 3 dimensions. Cela permet d'y réaliser des logements tout en préservant les constructions remarquables, parcs, perspectives, cours, etc. qui par ailleurs sont protégés via divers outils règlementaires. Le potentiel global d'accueil de logements sur ces deux secteurs est d'environ 130 à 150 logements (environ 30 logements avenue Ratisbonne et 100 à 120 logements sur Beauvoir).





Secteurs à préserver, protéger :

Pour le reste, le dispositif règlementaire traduit également d'autres orientations du PADD qui concernent la préservation du cadre de vie, la maitrise de l'évolution de certains secteurs, la préservation d'espaces naturels mais aussi de corridors écologiques, de présence de nature en ville, etc.

Ainsi, les zones urbaines à vocation résidentielle (zones UR1, 2, 3 et zones UVP et URM1), qui soit présentent un potentiel de densification très limité (zone UR1), soit une valeur paysagère et environnementale à préserver (zones UR2, 3 et URM1), n'ont pas vocation à être densifiés. Le dispositif règlementaire de ces différentes zones, à travers le règlement mais aussi des dispositifs spécifiques (identification des espaces verts à protéger sur le zonage par exemple), traduit donc les orientations du PADD en étant restrictif et protecteur.

Enfin, les zones naturelles ou les principaux espaces verts, poumons verts, de la ville sont, conformément aux orientations du PADD, protégés par le dispositif règlementaire via notamment le classement en zone naturelle N mais également d'autres outils (EBC, espaces verts à protéger, etc.).

4. Justification des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le PADD

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) affiche un objectif chiffré de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain (cf. extrait PADD ci-dessous).

> La volonté de privilégier un urbanisme de renouvellement urbain, sur un principe de faire la ville sur la ville, se traduit dans ces différents projets visant à réparer, rénover.
>
> Pour autant, les nouveaux projets (Canal Europe, Rouillon, etc.) nécessitent un développement de l'espace urbain. Celui-ci sera maitrisé et se limitera à 3,5 à 4% environ de la superficie du territoire.

Cet objectif s'inscrit dans une volonté globale de concilier développement urbain et préservation de l'environnement au sens large, notamment par la préservation des espaces naturels mais aussi le maintien et le développement de la trame verte.

Un développement indispensable

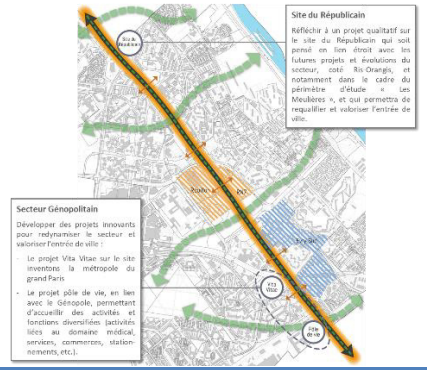
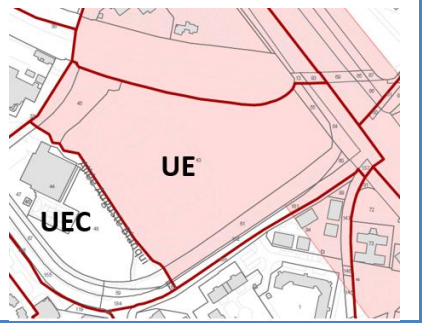
Tout d'abord, il convient d'appréhender l'objectif chiffré de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain au regard du projet global de territoire porté par la ville.
En effet, Evry, à travers son PADD, réaffirme son rôle de centralité essentielle du Sud francilien dans un contexte en mouvement à l'échelle locale et métropolitaine (nouvelle intercommunalité, projet de fusion avec Courcouronnes, émergence et construction de la métropole du Grand Paris).
Ce rôle se traduit par un développement nécessaire dans plusieurs domaines.
Au niveau de l'enseignement supérieur, de l'économie, et de la recherche notamment, Evry est un pôle attractif avec la présence de l'Université, d'un pôle de recherche, de la faculté des métiers, celle du Genépole, premier biocluster français dédié aux biothérapies, aux biotechnologies et à la recherche génétique et génomique, de nombreuses entreprises des filières de l'innovation, ou encore du centre hospitalier Sud francilien. Le projet de territoire vise à s'appuyer sur ces atouts pour relever les défis de l'économie de l'innovation et de la santé dans les années à venir.
Au niveau de la réponse aux besoins, que ce soit en termes de logements ou de niveau de services et d'équipements, Evry a également un rôle majeur à jouer. De par son histoire, la ville d'Evry, ville préfecture, a toujours accueilli une population diversifiée à laquelle elle s'est efforcée d'offrir un niveau de services et d'équipements à la hauteur. Aujourd'hui, le territoire dispose de nombreux équipements, qu'il s'agisse d'équipements au rayonnement large ou de proximité, ainsi que d'une desserte importante. C'est donc tout naturellement que la ville continue à prendre sa part dans la réponse aux besoins en logements en veillant à maintenir un niveau d'ambition élevé d'accompagnement en termes de services et de qualité du cadre de vie. L'objectif est de gagner en attractivité en s'appuyant sur les atouts du territoire pour améliorer la qualité de vie de tous, habitants d'aujourd'hui et de demain.

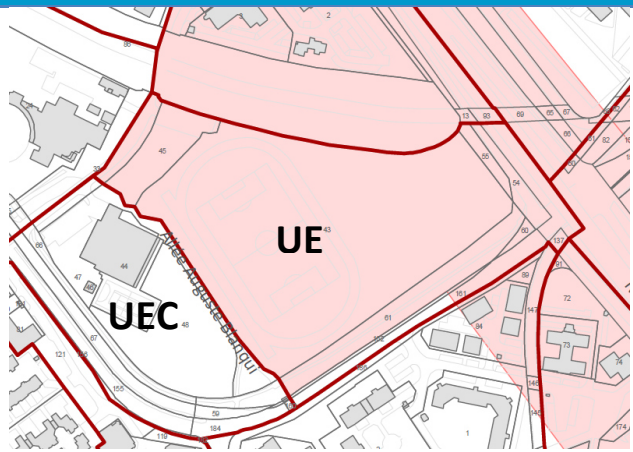
Une volonté de poursuivre ce développement sans consommer d'espaces naturels ou agricoles

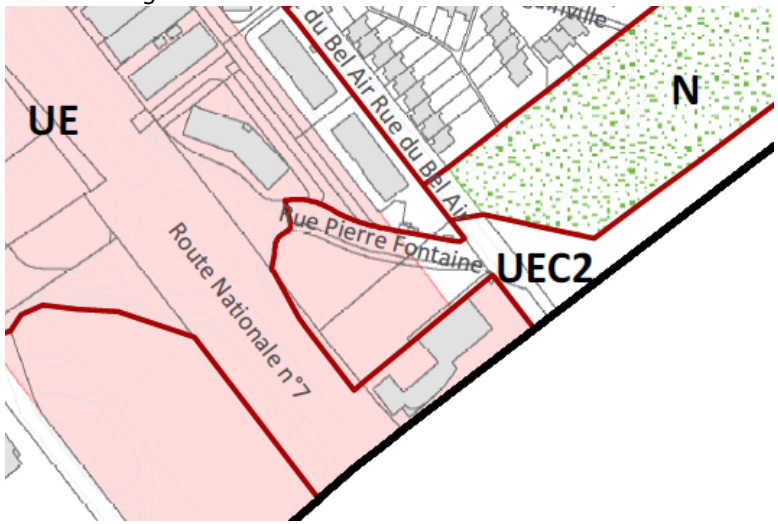
Pour de nombreuses raisons, la ville d'Evry se doit donc de poursuivre son développement. C'est ce qui est exprimé dans le PADD. Cependant l'objectif affiché est bien de limiter la consommation d'espace au maximum et de privilégier une logique de « faire la ville sur la ville ».
Cela se traduit à travers de nombreux projets et dans différents domaines.
Ainsi, la volonté de finaliser le centre urbain et de le rendre plus attractif passe par des actions de densification, d'intensification urbaine (développement de l'université, du centre commercial) ou encore de modernisation, par exemple de l'Agora ou des travaux d'envergure sont programmés. Tout cela est rendu possible par le PLU, avec la zone UCV et son règlement (cf. chapitre précédent).
L'objectif de développement économique passe également, dans le cadre du PLU, par un zonage et un règlement (zones UE, URM2, UCV) qui permet d'intensifier des espaces urbanisés ou déjà dédiés aux activités économiques. C'est par exemple le cas du projet Pôle de vie (voir chapitre précédent) qui permet le développement du secteur génopolitain sur des espaces déjà urbanisés, sans consommer d'espace naturel ou boisé.
Le site du Républicain (voir chapitre précédent) est également ciblé comme un potentiel à valoriser en renouvellement urbain, même si, à ce stade, la réflexion vient seulement d'être engagée.
Dans le domaine des logements aussi, le projet de territoire (PADD) cherche à mobiliser les opportunités en renouvellement urbain ou en densification des espaces urbanisés pour répondre aux besoins et objectifs.
C'est tout l'objet des chapitres « Réparer » mais également « Protéger » de l'axe 2 du PADD.
En effet, la poursuite des opérations de requalification, rénovation, urbaine de certains quartiers sera accompagnée d'une densification et de la création de nouveaux logements en renouvellement urbain. Sur le secteur Evry Sud (voir chapitre précédent), le PLU permet la mise en œuvre d'un projet d'envergure qui traduit cette volonté avec la réalisation de 1 100 logements au total d'ici 2025.
Le PLU permet également la réalisation de logements dans d'autres quartiers, notamment en zones URM, qui recouvrent une partie importante du territoire mais aussi dans des secteurs spécifiques comme la zone URP (voir chapitre précédent) où des polygones constructibles ont été définis avec l'objectif d'accueillir des logements attractifs tout en veillant à leur bonne insertion dans le paysage.

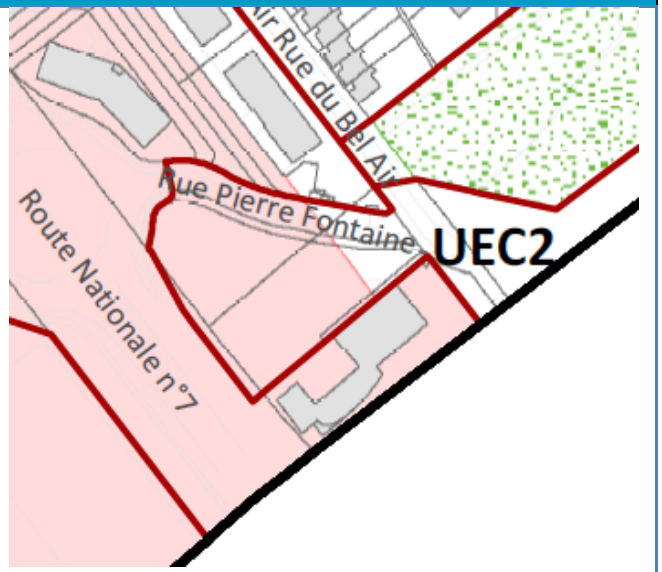
Une consommation d'espace mesurée mais nécessaire

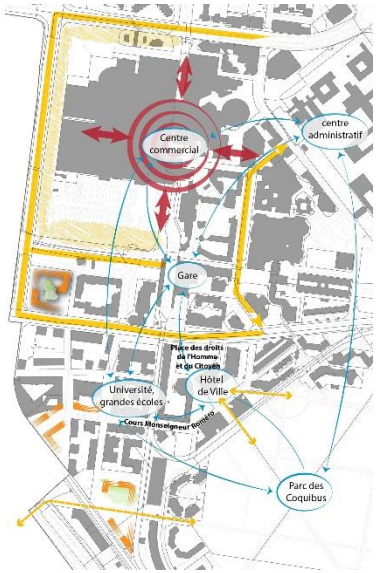
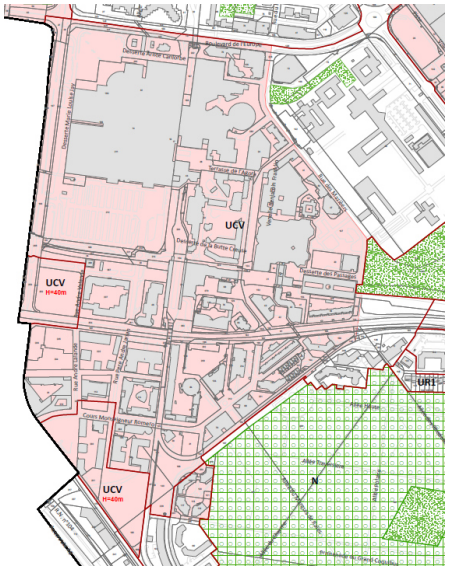
Pour autant, au regard des objectifs et ambitions définis dans le PADD, les potentialités en renouvellement urbain n'étaient pas suffisantes. Il était donc nécessaire de prévoir une certaine consommation d'espace qui a été limitée de manière à répondre aux objectifs affichés dans le PADD.
Cette consommation d'espace doit permettre le développement économique d'une part, et de répondre aux besoins en logements d'autre part.

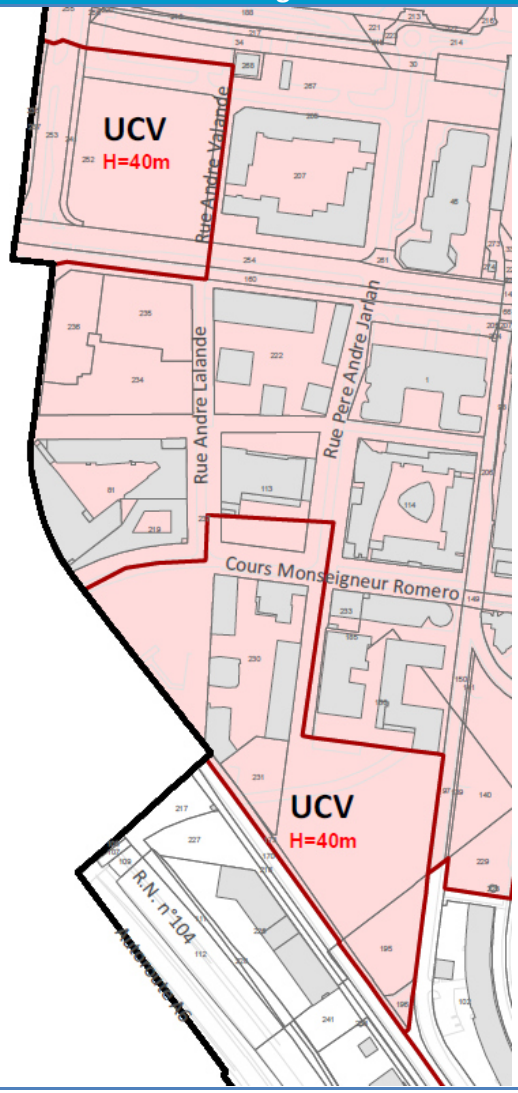
Site identifié	Le PADD	Le dispositif règlementaire
Le projet Vita Vitae	***Le secteur RN 7/site du Rouillon*** Engager une réflexion sur le devenir du site du Rouillon et des abords de la RN 7. Accompagner la montée en puissance du Genopole par une revalorisation de l'entrée de ville depuis Corbeil-Essonnes. Faire du Genopole un symbole fort du développement économique et un véritable marqueur de l'excellence du territoire 	Le projet Vita Vitae s'inscrit dans le cadre de l'appel à projets urbains innovants « Inventons la Métropole du Grand Paris ». Il s'agit d'un projet de campus de bureaux et laboratoires visant à accompagner le parcours immobilier des entreprises et des start-up biotechnologiques du secteur génopolitain, qui s'inscrit pleinement dans les orientations du PADD. Le dispositif règlementaire a donc pour objectif de permettre la mise en œuvre de ce projet. Cela passe par un classement de ce site en zone UE, zone adaptée aux projets que ce soit en termes de fonction, destination, ou de dispositions règlementaires. Par ailleurs, ce projet participe également de la revalorisation de l'entrée de ville et des abords de la RN7. Il est donc tout naturellement identifié et porté par l'OAP RN7. Une première phase du projet est prévue en 2020. *OAP RN7 :*  *Extrait Zonage :* 

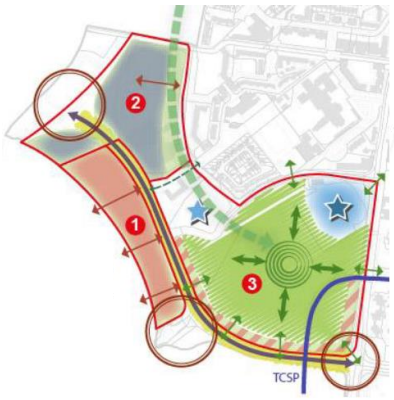
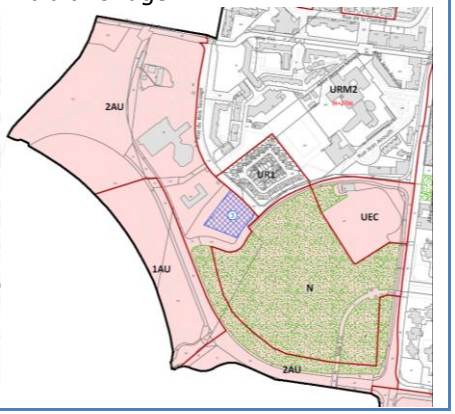
Consommation d'espace engendré et justification	photo aérienne	Zonage
Le projet Vita Vitae Le projet Vita Vitae, dont une première phase est programmée en 2020, engendre une consommation d'espaces verts non bâtis aujourd'hui, à hauteur d'environ 1 ha. Les terrains consommés pour ce projet se trouvent en zone urbaine, à proximité d'infrastructures de transport et en continuité du Genopole.		

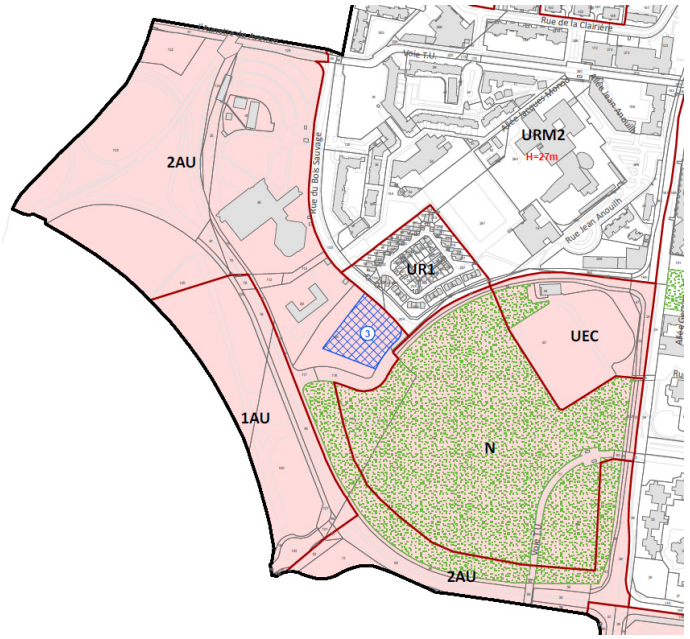
Site identifié	Le PADD	Le dispositif règlementaire
Le projet d'école d'infirmières	Evry se doit également de mettre en place une stratégie globale de santé à la fois innovante et de proximité. Pour cela, elle s'appuiera sur le fleuron que constitue l'Hôpital Sud Francilien. Privilégier les liens entre le Genopole, le campus universitaire et les grandes écoles, Safran, l'Hôpital Sud Francilien, etc. 	Le projet d'école d'infirmière participe de la mise en œuvre de ces orientations du PADD en termes de développement du Genopole et du lien avec l'hôpital sud francilien et plus globalement de la question de la santé. Le dispositif règlementaire a donc pour objectif de permettre la mise en œuvre de ce projet. Cela passe par un classement spécifique (UEC2), sous-secteur avec un règlement particulier adapté au projet. *Extrait Zonage :* 

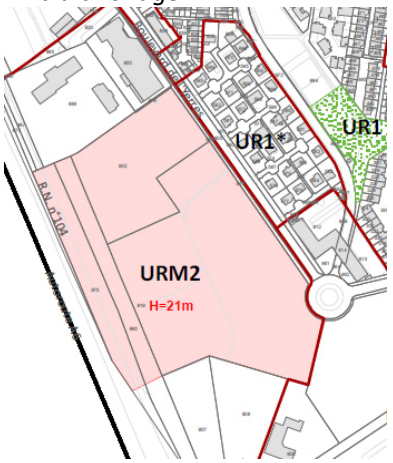
Consommation d'espace engendré et justification	photo aérienne	Zonage
Le projet d'école d'infirmières Ce projet engendre une consommation d'espaces verts non bâtis aujourd'hui, à hauteur d'environ 4500m². Les terrains consommés pour ce projet se trouvent en zone urbaine, à proximité d'infrastructures de transports et en continuité du centre hospitalier Sud Francilien et du Genopole. Par ailleurs, ils sont aujourd'hui occupés par une végétation de friche qui ne dispose pas de qualité particulière.		

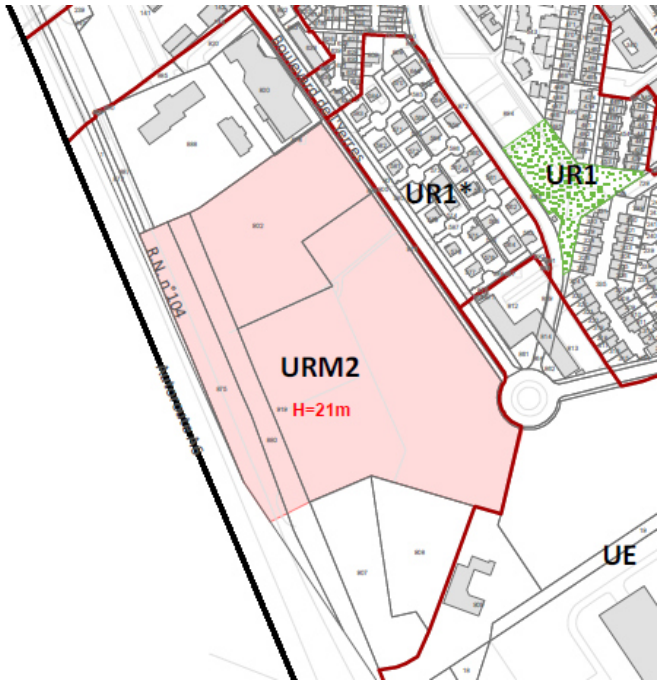
Site identifié dans le diagnostic	Le PADD	Le dispositif règlementaire
Le Centre Urbain	Le projet centre-ville a permis de faire émerger une réelle centralité à Evry qui ne demande qu'à être affirmée et valorisée dans les années à venir. - Finaliser le projet centre-ville avec l'ambition d'en faire un centre urbain habité, vivant, animé. - Intégrer pleinement l'Université au centre urbain dans une logique de mixité fonctionnelle. - Mettre en avant l'atout majeur que constitue la présence du centre commercial en cœur de ville pour développer l'attractivité du centre-ville d'Evry. 	Le projet centre urbain a été en grande partie mis en œuvre. Il s'agit, dans le cadre de la révision du PLU, et conformément à ce qui est exprimé dans le PADD, de permettre sa finalisation mais aussi d'aller plus loin en mettant en avant l'ensemble des atouts et composantes de ce lieu qui a vocation à s'affirmer comme un lieu de centralité et de convivialité majeur. Le classement en zone UCV, et le règlement qui l'accompagne, en permettant une mixité fonctionnelle et une densité importante, ont pour objectif de répondre à l'ensemble des orientations exprimées dans le PADD. Par ailleurs, une OAP spécifique centre urbain vient également préciser les objectifs, orientations, et accompagner les évolutions du secteur. *OAP Centre urbain :*  *Extrait Zonage :* 

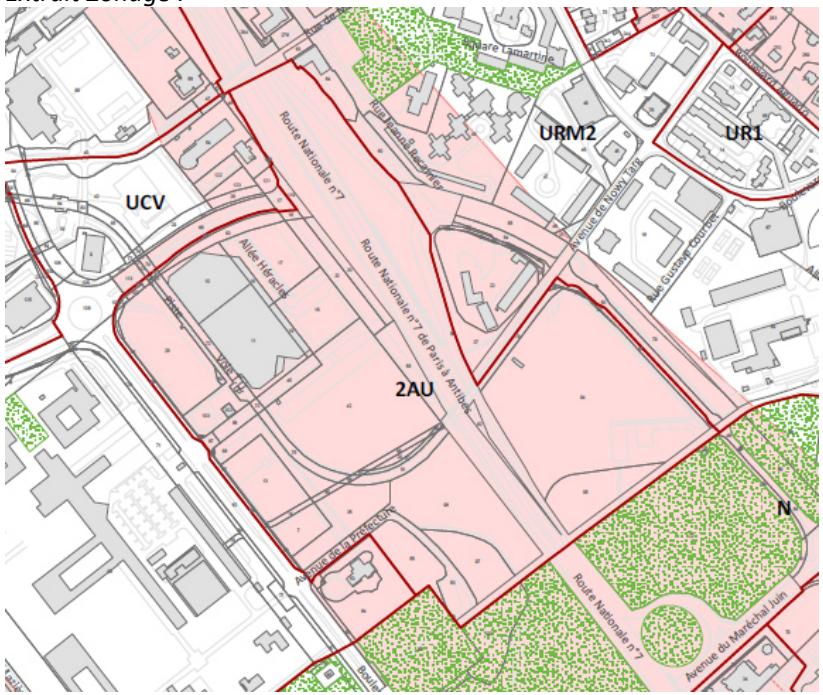
Le projet	photo aérienne	Zonage
Le centre urbain La finalisation du projet centre urbain engendre une consommation d'espace d'environ 0,5 ha au total. Ces terrains accueillent les derniers programmes de logements qui étaient prévus dans le cadre de la ZAC Centre urbain. Ces terrains restants étaient devenus des friches non bâties en plein cœur du centre-ville, à proximité des infrastructures de transport (A6, RN104, gare RER, bus), de grands équipements et services (l'Agora, la cité administrative, l'Université, etc.), de commerces (dont le centre commercial Evry 2), etc. La finalisation du projet permet donc de mobiliser ce potentiel foncier en plein cœur de ville en y développant une densité de logements importante. En effet environ 140 logements restent encore à réaliser (l'ilot TZ).		

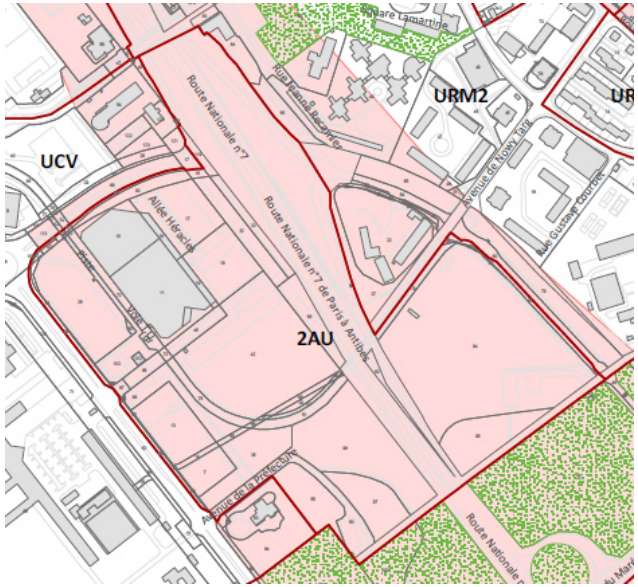
Site identifié dans le diagnostic	Le PADD	Le dispositif règlementaire
Canal Europe / Bois Sauvage	Accueillir des logements diversifiés au sein d'un quartier durable qui valorisera l'entrée de ville depuis la RN449. - Accompagner, en partenariat avec l'Agglomération, la création de cet éco quartier sur deux communes, Courcouronnes et Evry, avec l'ambition de développer les liens, connexions, et porosités. - Etre ambitieux dans la volonté de réaliser un quartier 100% durable en déclinant cette démarche dans toutes les composantes du futur quartier. - Accueillir entre 450 et 500 logements au sein de ce quartier pour la partie située sur le territoire d'Evry. - Penser en amont les liens de ce futur quartier avec les quartiers Bois Sauvage et Pyramides ainsi que le centre-ville. - Accompagner la réalisation du quartier avec l'arrivée du bus à haut niveau de service T-Zen 4. 	Ce secteur a également été identifié dans le projet de territoire (PADD) comme un site majeur de développement pour les années à venir avec une priorité donnée, en termes de temporalité, au projet Canal Europe, puis en identifiant un développement à plus long terme sur les terrains situés entre le projet Canal Europe et le quartier Bois Sauvage ou encore le long du boulevard de l'Europe et sur les franges du parc des Loges. Le dispositif règlementaire traduit cette volonté de développement en deux temps en classant ces terrains comme zones à urbaniser ouvertes à l'urbanisation sur Canal Europe (1AU) et fermées à l'urbanisation pour l'instant sur les autres terrains identifiés (2AU). En effet ce projet est envisagé pour 2022 en ce qui concerne les premières phases, sur Courcouronnes, puis plus tard concernant Evry. Ce dispositif permettra donc la mise en œuvre du projet Canal Europe et identifie clairement le secteur de réflexion à plus long terme sur le reste du secteur. Par ailleurs, l'ensemble du secteur fait l'objet d'une OAP qui précise davantage encore les objectifs que préfigurent le PADD que ce soit en termes d'aménagements, de phasage ou encore de programmation. *OAP Canal Europe :*  *Extrait Zonage :* 

Le projet	photo aérienne	Zonage
Canal Europe, Bois Sauvage Le projet Canal Europe est un projet porté à l'échelle de l'agglomération qui concerne les deux communes d'Evry et Courcouronnes. Il permettra de répondre aux objectifs exprimés dans le PADD d'Evry mais aussi aux objectifs plus larges portés à l'échelle de l'agglomération en mobilisant des espaces déjà urbanisés. En effet, sur la partie Courcouronnaise le projet se fait en renouvellement urbain de l'ancien hôpital Louise Michel. Pour autant, coté Evry, le projet engendrera la consommation d'environ 3,5 ha d'espaces verts non bâtis. Toutefois, l'urbanisation de ces terrains permettra d'accueillir une densité de logements importante (environ 470 coté Evryen) à proximité du centre urbain et de tous ses équipements et services. Pour le reste des terrains, identifiés en zone 2AU, leur urbanisation engendrera une consommation d'espace d'environ 10 ha qui permettra néanmoins de développer l'offre de logements (non connu à ce stade) dans un secteur dense et central, à proximité de toutes commodités. Ce futur projet aura aussi comme objectif de créer du lien entre Courcouronnes et Evry, entre le futur quartier Canal Europe et les quartiers Bois Sauvage et Centre urbain.		

Site identifié dans le diagnostic	Le PADD	Le dispositif règlementaire
Les Aunettes	L'objectif est de réaliser un programme de logements dans un environnement entre ville et jardin. - Donner priorité à la diversité fonctionnelle (logements, artisanat, petites entreprises) mais aussi de typologie d'habitat (de l'individuel au collectif avec le souci d'offrir un maximum d'espaces extérieurs par logement). - Apporter une haute qualité environnementale au projet. 	Dans la continuité du projet centre urbain, le site des Aunettes a été identifié, dans le cadre de cette révision du PLU, comme un secteur de densification et de développement pour l'avenir. Le dispositif règlementaire traduit les orientations du PADD à travers deux éléments. Il classe tout d'abord ce secteur en zone URM2, zone dense avec un règlement qui permet la mise en œuvre d'un futur projet. Par ailleurs, il instaure une OAP spécifique Aunettes qui vient préciser les choses en termes d'objectifs, d'ambitions, de composition urbaine, de programmation, etc. *OAP Aunettes :*  *Extrait Zonage :* 

Le projet	photo aérienne	Zonage
Les Aunettes Ce projet constitue la poursuite du projet Centre urbain et fait partie du périmètre de la ZAC Centre urbain Aunettes. Sa mise en œuvre engendrera une consommation d'espaces verts non bâtis. Celle-ci permettra la réalisation d'environ 400 logements à proximité du centre urbain et de tous ses équipements et services. Par ailleurs, le projet, et l'OAP, prévoient une large bande naturelle et forestière le long de l'autoroute A6. Cela limite donc le périmètre urbanisable et la consommation d'espace à environ 3,6 ha.		

Site identifié dans le diagnostic	Le PADD	Le dispositif règlementaire
Le site du Rouillon	***Le secteur RN 7/site du Rouillon*** Engager une réflexion sur le devenir du site du Rouillon et des abords de la RN 7. 	Le site du Rouillon fait partie des secteurs qui présentent un réel potentiel de densification et de développement à l'échelle du territoire. Pour autant, le PADD l'identifie comme un potentiel à plus long terme qui permettra de répondre aux besoins futurs. Le dispositif règlementaire traduit bien cette identification comme potentiel qu'il est nécessaire de conserver pour le futur, et sur lequel il faudra engager une réflexion en temps voulu, à travers le classement en zone 2AU (zone à urbaniser fermée à l'urbanisation pour l'heure). *Extrait Zonage :* 

Le projet	photo aérienne	Zonage
Le Rouillon Ce site est identifié en zone 2AU, à urbaniser à plus long terme. Il s'agit d'un secteur stratégique pour le territoire, de par sa situation, et d'un des derniers potentiels de développement dans le futur. En effet, ce site se trouve au cœur géographique de la commune, de part et d'autre de la RN7, qui constitue aujourd'hui une fracture importante mais aussi un secteur de potentiel pour les années à venir (cf. projets de réaménagement en boulevard urbain, accueil d'un transport en commun structurant). Son urbanisation pourrait permettre de mieux connecter les quartiers d'Evry entre eux. Les espaces verts non bâtis susceptibles d'être urbanisés dans le futur, et qui compteraient donc dans les chiffres de consommation de l'espace, représentent environ 9 ha. Le reste du périmètre de la zone est aujourd'hui déjà occupé par des infrastructures viaires ou encore des nappes de stationnement. Par ailleurs, une partie du secteur a été classée en zone N, en cohérence avec le PADD, pour confirmer la vocation de parc et la continuité verte Nord / Sud.		

Conclusion :

Au final, le Plan Local d'Urbanisme met en œuvre le projet de territoire défini dans le PADD en limitant la consommation de l'espace à environ 28 ha, ce qui correspond à une urbanisation, à plus ou moins long terme, qui équivaut à environ 3,4% de la superficie totale du territoire.

Sites de projet	Consommation d'espace engendrée
Le projet Vita Vitae (zone UE)	**1 ha**
Le projet d'école d'infirmières (zone UEC2)	**0,4 ha**
La finalisation du Centre urbain (zone UCV)	**0,5 ha**
Le projet Canal Europe (zone 1AU)	**3,5 ha**
L'urbanisation à plus long terme sur les terrains en continuité du site Canal Europe et du quartier Bois Sauvage (zone 2AU)	**10 ha**
Le projet des Aunettes (zone URM2)	**3,6 ha**
L'urbanisation à plus long terme sur le site du Rouillon (zone 2AU)	**9 ha**
TOTAL	**28 ha**

5. Synthèse de la production de logements envisagées et permises par le PLU

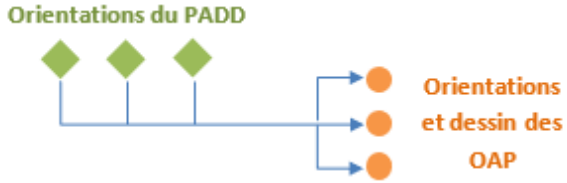
Parmi les sites de projets ciblés et identifiés dans le PLU, que ce soit prioritairement en densification des espaces déjà urbanisés, ou sous la forme d'extensions urbaines, un certain nombre ont vocation à répondre aux besoins en logements. Le tableau ci-dessous synthétise le potentiel en termes de réalisation de logements prévus et permis par le nouveau PLU. Ce potentiel se répartit entre les sites de projets identifiés (et listés dans les chapitres précédents), et les possibilités de construction en diffus.

Secteurs de projets	Nombre de logements envisagés et/ou permis par le PLU
Centre urbain (zone UCV)	Environ 140 logements restants
Evry Sud	Environ 1 100 logements
Bois Sauvage	Environ 200 à 300 logements
Canal Europe	Entre 450 et 500 logements
Les Aunettes	Environ 400 logements
Site du Rouillon	Potentiel non défini à ce stade
Site Pastré (Evry village)	Environ 20 logements
Beauvoir et Av. de Ratisbonne (zone URP)	Environ 130 à 150 logements
Diffus	Environ 800 à 900 logements, soit 70 à 80 logements par an
TOTAL	Environ 3 300 à 3 450 logements, soit légèrement plus de 300 logements / an en moyenne

Au total ce sont donc environ 3 300 à 3 450 logements qui pourront être réalisés à horizon 2030, soit légèrement plus de 300 logements / an en moyenne.
Aujourd'hui la population doit vraisemblablement s'établir entre 55 000 et 56 000 habitants. En effet, l'estimation de la Direction de la prospective et de l'Observation Territoriale indique un chiffre de 54 500 habitants en 2017. Or, plusieurs programmes de logements ont été livrés depuis.
En tenant compte du point mort, dû au phénomène de baisse du nombre de personnes par logement, la production de ces logements devrait permettre de dépasser les 60 000 habitants à horizon 2030 (population estimée entre 62 000 et 63 000 habitants).

6. Cohérence des OAP avec les orientations et objectifs du PADD

Pour accompagner et préciser la mise en œuvre des orientations du PADD, plusieurs OAP ont été définies, chacune répondant à des enjeux particuliers.



Au total, 8 OAP ont été soit reprises et actualisées par rapport au PLU de 2009, soit élaborées dans le cadre de la révision. Pour rappel, le PLU de 2009 comportait 5 OAP (OAP village, centre-ville, Bois sauvage, Pyramides et Berges de Seine).
Les OAP du PLU révisé se répartissent de la manière suivante :

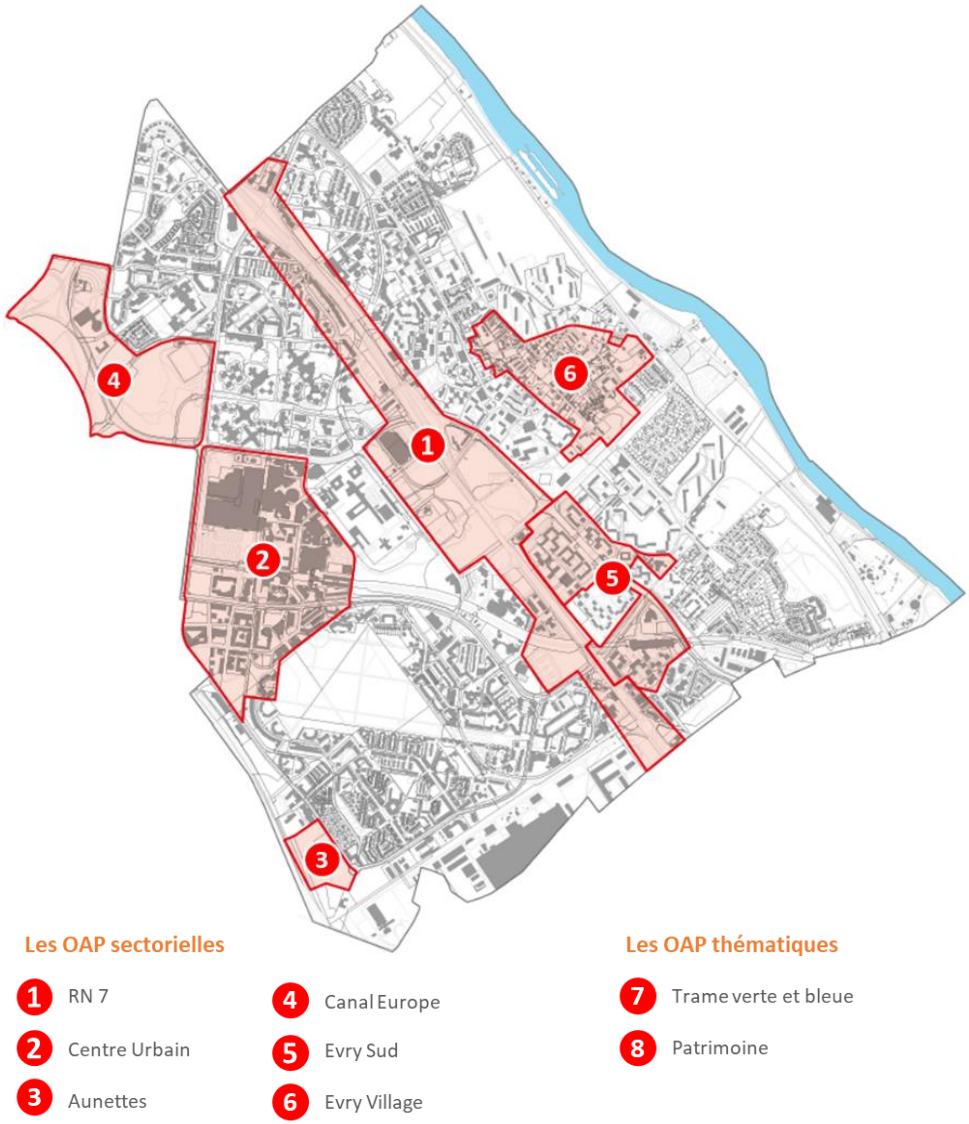
6 OAP sectorielles (dont 2 reprises et actualisées du PLU de 2009) :

- Une OAP RN7 (OAP nouvelle)
- Une OAP sur le centre-ville (OAP du PLU de 2009 actualisée)
- Une OAP sur le projet des Aunettes (OAP nouvelle)
- Une OAP sur le projet Canal Europe (OAP nouvelle)
- Une OAP sur le projet Evry Sud (OAP nouvelle)
- Une OAP Evry village ((OAP du PLU de 2009 actualisée et complétée)

2 OAP thématiques (OAP nouvelles) :

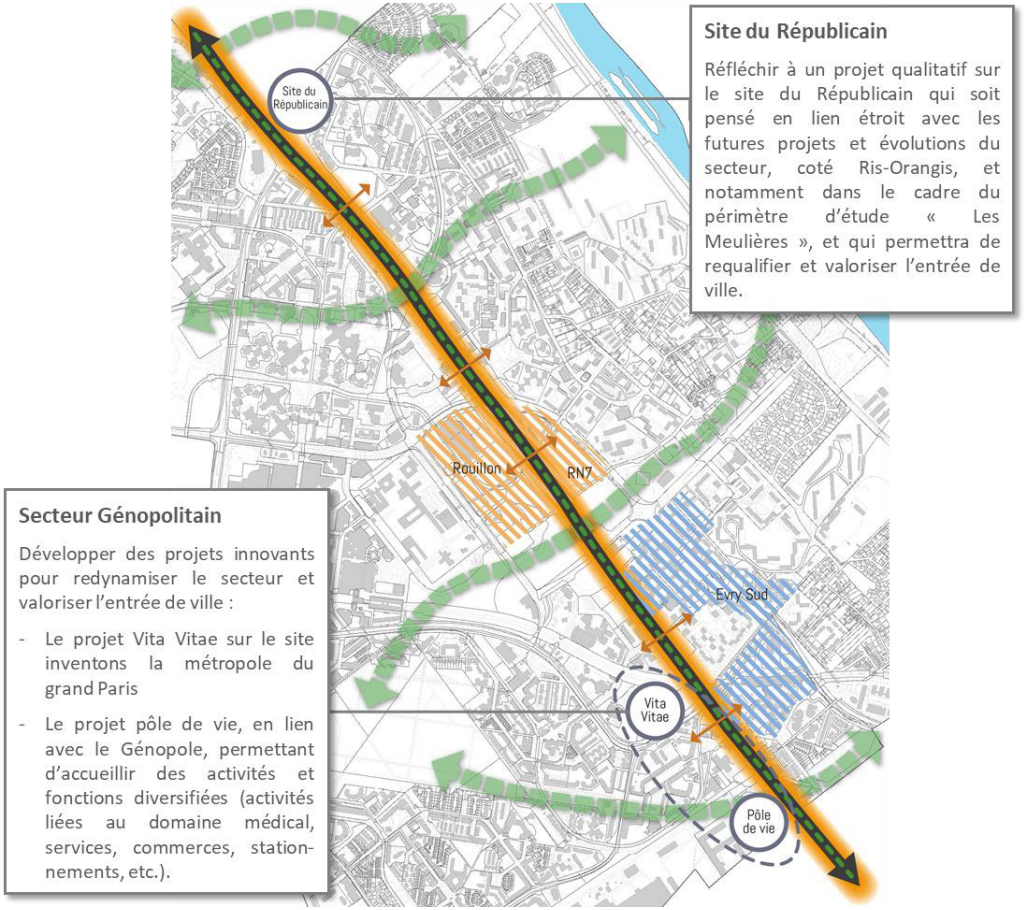
- Une OAP trame verte et bleue
- Une OAP patrimoine

Trois OAP du PLU de 2009 n'ont pas été reprises (les OAP Bois Sauvage, Pyramides et Berges de Seine). Elles correspondaient à des projets qui ont été en grande partie mis en œuvre et réalisés et qui ne justifient donc plus aujourd'hui d'un tel outil dans le PLU. Les deux premières correspondaient à des projets de renouvellement urbain (ANRU 1) et la dernière à des projet d'aménagements le long des berges de Seine.

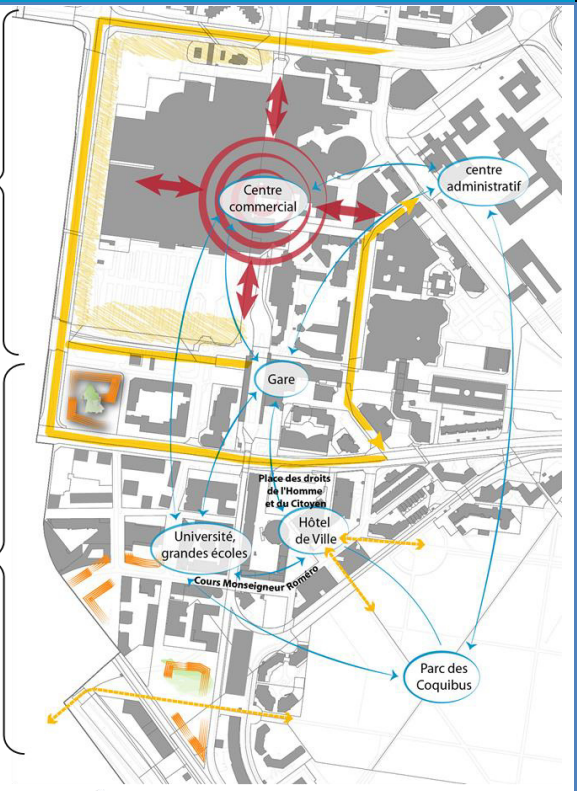


A. L'OAP RN7

Orientations du PADD	Orientations d'Aménagement et de Programmation
Atténuer la coupure physique que constitue la RN7 et y développer, à terme, un transport en commun sur site propre en direction du pôle multimodal de Juvisy et d'Orly – Rungis. *Créer des liens entre les quartiers et atténuer les coupures, en particulier l'impact de la RN7.* *Limiter les nuisances liées aux bruits* *Favoriser les déplacements alternatifs à la voiture afin de limiter les nuisances sonores mais aussi les émissions de gaz à effet de serre.* *Accompagner la montée en puissance du Genopole par une revalorisation de l'entrée de ville depuis Corbeil-Essonnes.* *Améliorer les continuités écologiques, notamment dans les nouveaux projets*	Cette OAP centrée sur la RN7 aborde plusieurs thèmes et était nécessaire pour venir préciser plusieurs aspects du PADD. L'objectif premier est d'œuvrer pour atténuer la coupure que constitue aujourd'hui la RN7. Cela passe par plusieurs actions comme le traitement même de cet axe en boulevard urbain, l'aménagement de ses abords ou encore le travail sur les franchissements. Mais cette OAP vient également rappeler d'autres sujets importants autour de la RN7. Il s'agit notamment de la question de la trame verte et des continuités écologiques. En effet, la RN7 est une coupure urbaine mais aussi une coupure de continuités écologiques. L'OAP réaffirme la volonté de travailler à atténuer ces coupures là aussi. Enfin, cette OAP est également l'occasion de traiter de la question des entrées de ville. En effet, il s'agit d'un axe qui permet d'entrer sur le territoire. L'objectif est donc de valoriser ses abords et notamment au niveau de l'entrée de ville Sud (valorisation du secteur Génopolitain avec les projets pôle de vie et Vita Vitae, Inventons la métropole du Grand Paris) et de l'entrée de ville Nord (la question du devenir du site du Républicain).



B. L'OAP Centre Urbain

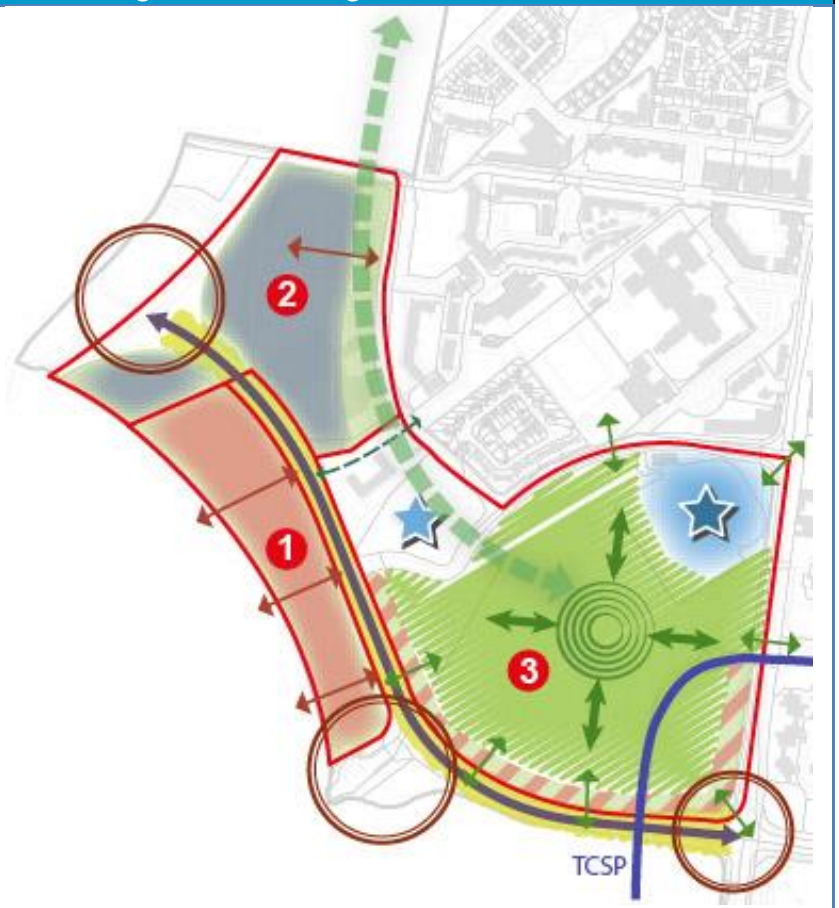
Orientations du PADD	Orientations d'Aménagement et de Programmation
Faire du secteur Agora-Terrasses-Evry 2 le cœur d'un centre-ville moderne, multifonctionnel et attractif. *Conforter Evry dans son rôle de « ville de services publics »* *Le projet centre-ville a permis de faire émerger une réelle centralité à Evry qui ne demande qu'à être affirmée et valorisée dans les années à venir.* *Finaliser le projet centre-ville avec l'ambition d'en faire un centre urbain habité, vivant, animé.* *Intégrer pleinement l'Université au centre urbain dans une logique de mixité fonctionnelle.* *Mettre en avant l'atout majeur que constitue la présence du centre commercial en cœur de ville pour développer l'attractivité du centre-ville d'Evry.* *Evry bénéficie d'un centre commercial en plein cœur de son centre-ville. Celui-ci doit néanmoins évoluer pour mieux contribuer à la montée en gamme du centre-ville.* *Ouvrir le centre commercial sur le centre urbain afin qu'il y soit totalement ancré et inséré.*	Le PLU de 2009 comportait déjà une OAP sur le centre urbain pour accompagner la mise en œuvre de ce projet majeur dans le projet de ville de l'époque. Celui-ci a été en grande partie réalisé. Pour autant, ce nouveau PLU affirme à la fois la volonté de finaliser ce projet, mais aussi de « valider » le travail fait en affirmant ce secteur comme la centralité forte d'Evry dans tout ce que cela comporte (logements, équipements, commerces, espaces publics, lieux de vie, etc.). Dans cette optique, l'OAP affiche deux grandes orientations : - La première concerne donc la finalisation du projet centre urbain. L'OAP vise sur ce sujet à accompagner les dernières opérations du projet. - La deuxième concerne le centre commercial qui est clairement identifié dans le PADD comme un élément majeur et stratégique du devenir du centre urbain, de son attractivité et de son fonctionnement. L'OAP affiche plusieurs orientations et pistes de réflexion pour faire de ce dernier un atout dans le centre urbain de demain. ***Centre commercial*** Travailler au décloisonnement du centre commercial Réaménager les emprises pour créer des espaces d'animation et de convivialité Valoriser les abords du centre commercial ***Centre urbain*** Finaliser les opérations d'aménagement du centre urbain Réaménager des liaisons piétonnes notamment pour une meilleure accessibilité aux personnes à mobilité réduite  Relier et connecter les différentes composantes du centre urbain et prévoir la desserte par les routes départementales

C. L'OAP Aunettes

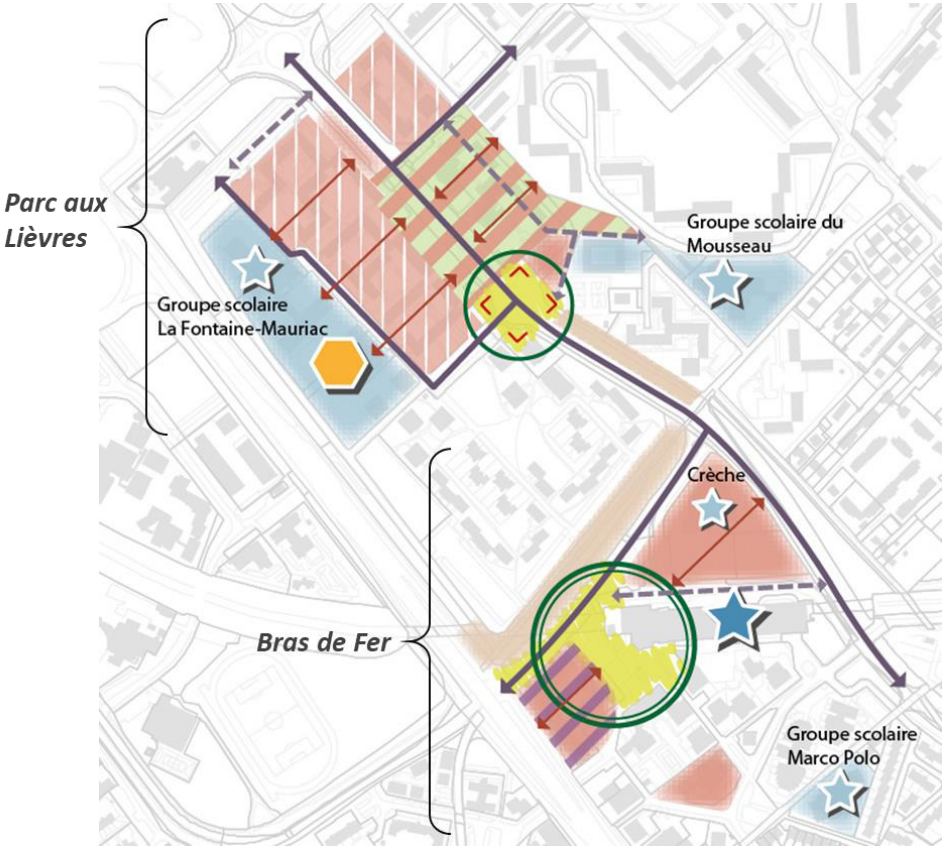
Orientations du PADD	Orientations d'Aménagement et de Programmation
Développer une offre nouvelle en logements permettant de diversifier le parcours résidentiel *Les Aunettes* *L'objectif est de réaliser un programme de logements dans un environnement entre ville et jardin.* *Donner priorité à la diversité fonctionnelle (logements, artisanat, petites entreprises) mais aussi de typologie d'habitat (de l'individuel au collectif avec le souci d'offrir un maximum d'espaces extérieurs par logement).* *Apporter une haute qualité environnementale au projet.*	Le site de projet des Aunettes est identifié depuis longtemps. Il fait partie de la ZAC Centre urbain Les Aunettes. Si le PLU 2009 a permis de mettre en œuvre la partie centre urbain de cette ZAC, la partie Aunettes n'a pour l'heure pas été engagée. Le PLU révisé identifie clairement ce secteur de projet comme une composante de son projet global exprimé dans le PADD. A ce titre, il était important de préciser les intentions du PADD dans une OAP spécifique. L'OAP développe ainsi des principes d'aménagement et de composition qui ont pour objectif : - d'assurer une bonne intégration du futur quartier dans son environnement (travail sur l'interface avec le boulevard, notions d'ouvertures visuelles, le traitement de la frange, zone tampon, avec l'autoroute, etc.) - d'affirmer des ambitions fortes au sein même du quartier (aménagement de cœurs d'ilots verts, espaces verts, potagers, etc. et lieux de vie, aménagement de continuités végétales, noues, bassins secs à ciel ouvert, etc.) Par ailleurs, l'OAP inscrit des principes en termes de programmation avec la volonté à la fois d'accueillir une diversité de fonctions (offre à destination d'artisans, de petites entreprises d'innovation, etc.) mais aussi de typologie de logements (individuel, intermédiaire, collectif). 

D. L'OAP Canal Europe

Orientations du PADD	Orientations d'Aménagement et de Programmation
Canal Europe *Ce projet mené à l'échelle de l'Agglomération constitue une opportunité majeure pour accueillir des logements diversifiés au sein d'un quartier durable qui valorisera l'entrée de ville depuis la RN449.* *Accompagner, en partenariat avec l'Agglomération, la création de cet éco quartier sur deux communes, Courcouronnes et Evry, avec l'ambition de développer les liens, connexions, et porosités.* *Etre ambitieux dans la volonté de réaliser un quartier 100% durable en déclinant cette démarche dans toutes les composantes du futur quartier.* *Accueillir plus de 400 logements au sein de ce quartier pour la partie située sur le territoire d'Evry.* *Penser en amont les liens de ce futur quartier avec les quartiers Bois Sauvage et Pyramides ainsi que le centre-ville.* *Accompagner la réalisation du quartier avec l'arrivée du bus à haut niveau de service T-Zen 4.* *Bois Sauvage* *En complément des actions qui ont été menesé dans le cadre de l'ANRU, il s'agit de créer une nouvelle offre de logements de qualité dans ce secteur, aux abords du parc des Loges et à proximité de toute commodité et du projet de Tzen 4.* *Développer un équilibre social dans ce secteur à travers une nouvelle offre en logements.* *Privilégier une urbanisation en frange du parc des Loges pour offrir des vues dégagées vers ce poumon vert.* *Créer du lien, des porosités, à travers ce projet, entre Coucouronnes, le quartier Bois Sauvage, les Pyramides et le centre urbain, en complément du projet Canal Europe.*	Le projet Canal Europe concerne les villes de Courcouronnes et d'Evry. C'est un des sites importants de développement identifié dans le PADD sur lequel il était indispensable d'élaborer une OAP. Celle-ci a pour objectif d'accompagner le projet de ZAC sur la partie qui concerne Evry en mettant particulièrement l'accent sur les liens et traversés à prévoir avec la partie Coucouronnaise du projet. L'OAP rappelle également la programmation de logements envisagée sur Evry. Au-delà de ce projet, l'OAP intègre aussi les évolutions envisagées à moyen ou long terme sur les Meulières et Bois Sauvage avec toujours pour objectif de chercher à atténuer les coupures et créer du lien entre le futur quartier Canal Europe et les quartiers existants de Bois Sauvage et Pyramides. Cela passera par exemple par l'aménagement du boulevard de l'Europe, la réalisation de traversées, liens, le traitement des entrées de ville et l'anticipation de la desserte du site de projet par les routes départementales ou encore l'aménagement des franges du parc des Loges. Enfin, l'OAP définit des éléments de programmation en localisant : - les futures constructions à destination de logements (sur le secteur Canal Europe), - les futures constructions à destination d'activités, bureaux (secteur Maulières), - les équipements avec un futur groupe scolaire ainsi que des équipements sportifs.



E. L'OAP Evry Sud

Orientations du PADD	Orientations d'Aménagement et de Programmation
Le projet Evry Sud (Bras de Fer et Parc aux Lièvres) *L'ambition est de faire émerger un nouveau quartier dans Evry Sud avec l'objectif d'améliorer durablement le cadre de vie pour les habitants d'aujourd'hui et de demain.* *Poursuivre la rénovation des quartiers sur le secteur Evry Sud avec les projets sur Bras de Fer et Parc aux Lièvres.* *Réaliser environ 1 100 logements d'ici 2025 sur le secteur Bras de Fer et Parc aux Lièvres, dans le prolongement du projet îlot dit « Caisse d'Épargne ».* *Engager la requalification urbaine, rétablir la mixité sociale, et améliorer les conditions d'habitat sur le secteur Parc aux Lièvres, ce qui passe par de la démolition / reconstruction, de la réhabilitation, rénovation en profondeur, du patrimoine conservé, ou encore de la requalification d'espaces publics, avec, à terme, la possibilité de réaliser de nouveaux logements.*	Le projet Evry Sud, qui concerne le secteur Parc aux Lièvres et Bras de fer, est un projet important dans la temporalité du futur PLU dont la réflexion est largement avancée. Dans ce contexte, l'OAP a pour objectif de venir préciser les intentions du PADD, en reprenant des éléments du projet élaboré dans le cadre du NPNRU. Ainsi, elle localise de manière précise les secteurs qui feront l'objet de réhabilitation de logements sociaux, de démolition et reconstruction de logements en accession, d'accueil de nouveaux logements (à court, moyen ou plus long terme) ou encore les secteurs mixtes logements, activités. De la même manière, l'OAP affiche les principes d'organisation et d'aménagement des espaces publics (places, axes structurants, voies à créer, etc.).  Enfin, sont également identifiés les éléments de programmation que ce soit en termes de production de logements (1800 logements au total), en termes d'équipements (secteurs d'équipements à conforter, nouveaux équipements à créer), ou encore en termes de commerces (création d'un pôle commercial, accueil d'une locomotive commerciale). Enfin, la question de la gare, qui participe pleinement de l'objectif global d'amélioration durable du cadre de vie de ce quartier, est également présente dans cette OAP avec la volonté de rénover la gare du Bras de Fer et d'y aménager un véritable pôle multimodal avec l'arrivée du futur TZen. Le démarrage des travaux des premières phases est prévu pour 2020.

F. L'OAP Evry village

Orientations du PADD	Orientations d'Aménagement et de Programmation
Evry village a gardé ses particularités de village ancien et constitue un témoignage du passé de la ville à préserver et à mettre en valeur. *Préserver et mettre en valeur le tissu ancien de village ainsi que l'environnement paysager du quartier.*	Le PLU de 2009 comportait déjà une OAP sur le secteur Evry village. Celle-ci avait pour objectif de préserver les caractéristiques paysagères, patrimoniales, de composition urbaine, etc. de ce tissu ancien du territoire. Le PLU révisé, à travers le PADD, réaffirme ces objectifs pour Evry village. L'OAP qui précise et identifie les choses de manière cartographique est donc maintenue. Pour rappel, celle-ci identifie de manière plus précise : - les éléments de composition urbaine et paysagère à préserver (rues anciennes, parcellaire traditionnel, présence de parcs, grandes propriétés, alignements d'arbres, etc.) - le bâti traditionnel ou remarquable à protéger - des prescriptions pour les futures constructions. - Un projet d'environ 20 logements  Cette OAP a peu évolué par rapport à celle du PLU de 2009. Elle a été actualisée sur certains points et notamment concernant l'identification des bâtiments protégés puisque la liste a été complétée.

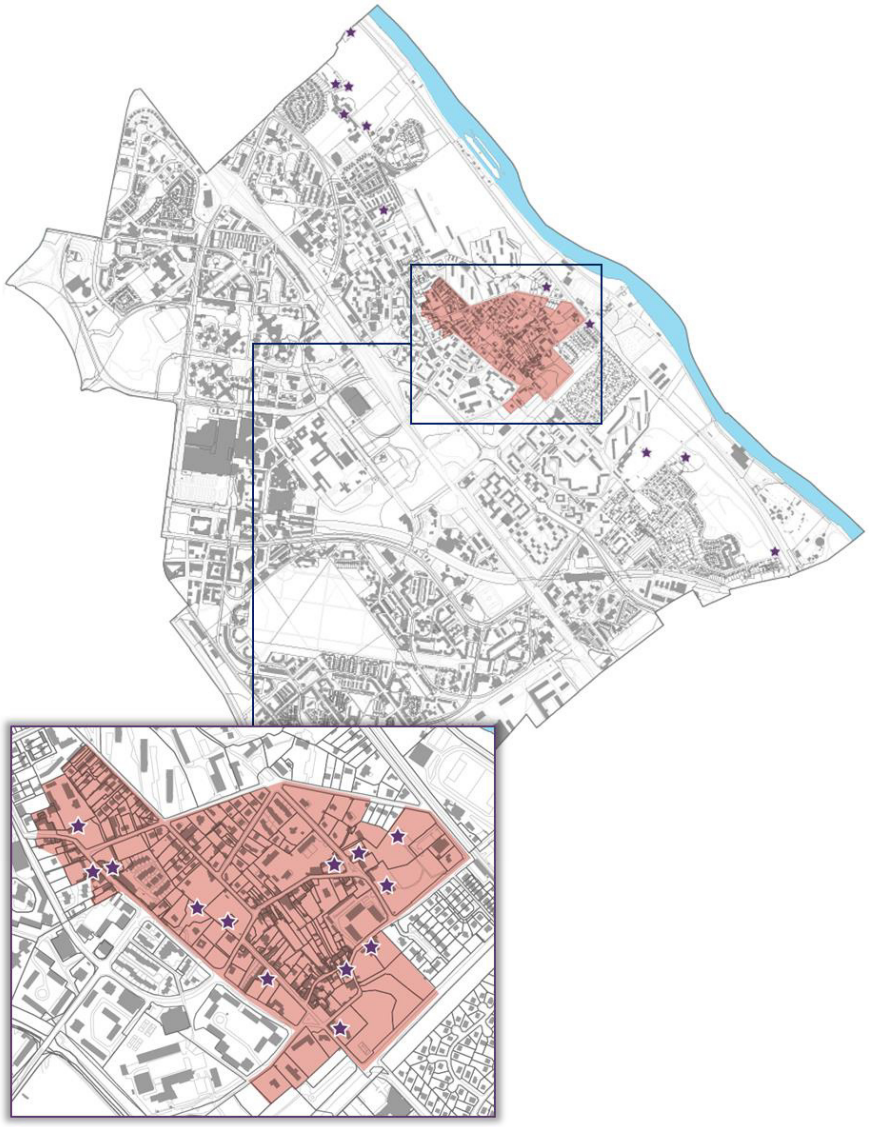
G. L'OAP trame verte et bleue

Orientations du PADD	Orientations d'Aménagement et de Programmation
Préserver et conforter la trame verte et bleue et les continuités écologiques *Préserver les réservoirs de biodiversité et continuités écologiques que constituent la Seine et les coteaux, ainsi que les zones humides.* *S'appuyer sur les parcs et les berges de Seine pour qu'ils constituent une véritable armature structurante de la trame verte et bleue du territoire. Les espaces boisés qui dominent la Seine pourront former, à terme, un parc des coteaux.* *Améliorer les continuités écologiques, notamment dans les nouveaux projets et plus spécifiquement, intégrer la question de la trame verte dans les nouveaux projets de construction, à travers la réalisation de toitures ou murs végétalisés notamment.*	La question de la trame verte et bleue fait l'objet d'une attention particulière exprimée dans le PADD. Ainsi plusieurs orientations visent à préserver et développer cette trame verte et bleue dans toutes ses composantes. L'intégration d'une OAP thématique sur cette question s'est donc naturellement imposée dans le cadre de cette révision. Celle-ci a pour objectif de décliner de manière plus fine les orientations du PADD que ce soit à travers une cartographie détaillée à l'échelle de l'ensemble du territoire ou via des prescriptions adaptées aux différents secteurs. Ainsi, l'OAP identifie : - Les principales composantes de la trame verte à préserver (grands parcs, espaces boisés des coteaux, etc.) - Les corridors et continuités écologiques à préserver ou à développer - Les différentes orientations en termes de maintien ou développement de la trame verte selon les quartiers, tissus urbains concernés (pavillonnaire, collectif, activités, secteurs concernés par de futurs projets, etc.)



H. L'OAP Patrimoine

Orientations du PADD	Orientations d'Aménagement et de Programmation
La ville d'Évry dispose d'un patrimoine riche et diversifié qu'il faut préserver et mettre en avant pour en faire un atout en termes d'image mais aussi et surtout pour valoriser le cadre de vie de tous les Evryens. *Identifier et préserver le patrimoine du Village et des coteaux.* *Identifier et valoriser le patrimoine du 20ème siècle, issu de la Ville Nouvelle.* *Préserver les identités architecturales, urbaines et paysagères propres à chacun des quartiers pavillonnaires de la ville : Grand Bourg, Le Mousseau, Bras de Fer, Les Aunettes, etc.*	De la même manière que pour la question de la trame verte et bleue, une attention particulière est exprimée dans le PADD concernant le patrimoine, et plus globalement le paysage et l'identité urbaine, du territoire. L'OAP thématique patrimoine vise donc à affirmer davantage encore la volonté de préserver et mettre en valeur le patrimoine Evryen dans toute sa diversité et toutes ses composantes. En effet, cette OAP s'attache à mettre en avant autant le patrimoine ancien et historique que le patrimoine plus récent et lié à la réalisation de la ville nouvelle. C'est pourquoi l'OAP se structure en deux chapitres. Le premier concerne le patrimoine ancien où sont repérés différents éléments, à savoir : - Les bâtiments remarquables - Les grandes propriétés - Le secteur Evry Village Concernant les grandes propriétés, l'OAP renvoie à la zone spécifique URP et à son dispositif règlementaire qui a été mis en place (cf. justifications de la zone URP). Concernant Evry village, l'OAP patrimoine fait le lien avec l'OAP spécifique sur ce secteur (cf. justifications de l'OAP Evry village).

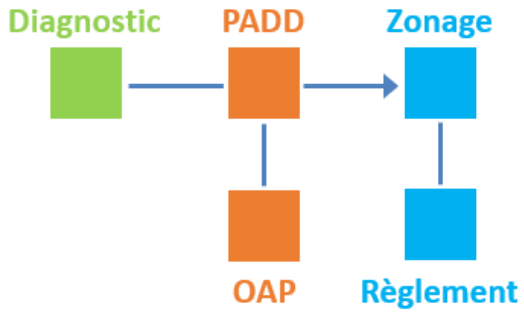


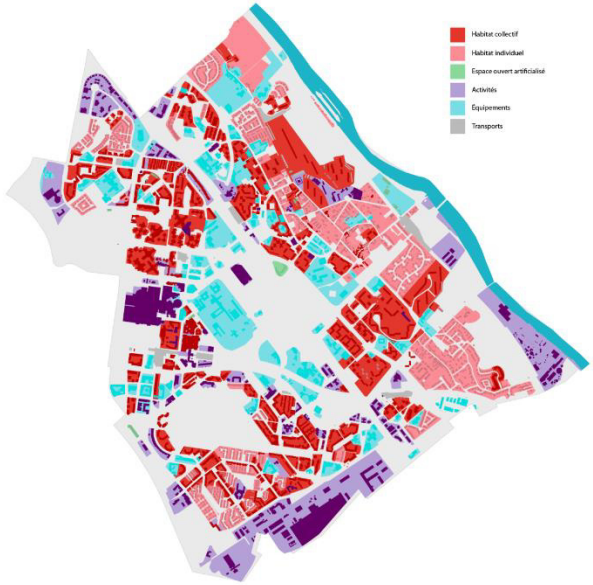
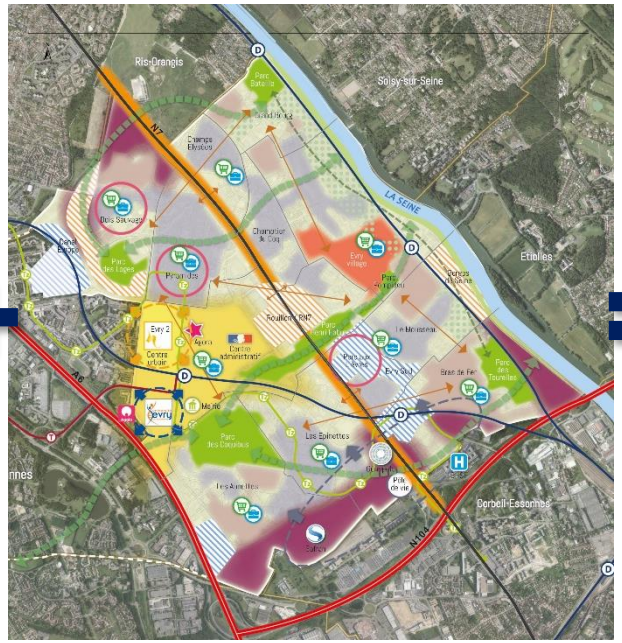
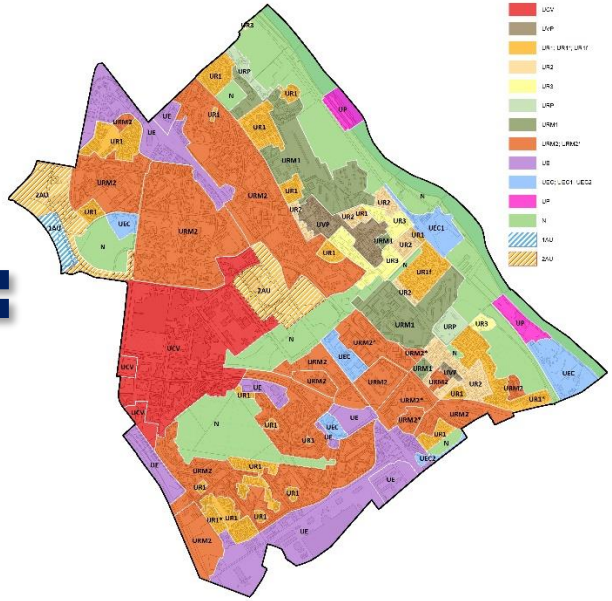
Orientations du PADD	Orientations d'Aménagement et de Programmation
	Pour ce qui est des bâtiments remarquables, l'OAP a deux objectifs. Le premier est de les identifier via un repérage sur plan suivi d'une liste. Le deuxième est d'y associer un certain nombre de prescriptions qui ont pour objectif d'assurer leur maintien et leur mise en valeur. Le deuxième chapitre de l'OAP patrimoine est centré sur le patrimoine du 20ème siècle, hérité de la ville nouvelle. Deux éléments de différentes natures sont repérés, à savoir : - Le patrimoine remarquable du 20ème siècle - Les ensembles urbains singuliers Concernant le premier point, l'OAP s'inscrit dans la démarche engagée par la ville, via le processus de labellisation patrimoine du 20ème siècle, qui vise à identifier et mettre en avant un certain nombre de constructions remarquables et témoins de l'histoire récente de la construction du territoire. Là aussi, l'OAP repère sur plan et liste ces éléments, puis y associe des prescriptions spécifiques.  Pour ce qui est des ensembles urbains singuliers, l'objectif est à la fois d'identifier et de mettre en valeur des quartiers, ensembles, typiques de la réalisation de la ville nouvelle de par leur composition urbaine, leurs architectures, etc. mais aussi d'y inscrire des orientations et prescriptions spécifiques de manière à faire en sorte que l'évolution de ces quartiers ne soit pas de nature à dénaturer ces ensembles.

7. Justification du dispositif règlementaire (zonage, règlement) avec les orientations et objectifs du PADD

La cohérence de la délimitation des zones avec les orientations et objectifs du PADD

La délimitation des zones veille à traduire au mieux les orientations du PADD. Ces orientations ont été fondées notamment sur un travail approfondi de diagnostic. En effet, une analyse fine des quartiers et de leur occupation a été réalisée dans le cadre du diagnostic de manière à respecter au mieux dans le règlement et le zonage, les caractéristiques de chaque quartier ou ensemble urbain. Le PADD définit des orientations en termes de préservation de l'équilibre, de respect des caractéristiques des quartiers existants, ou encore de préservation des espaces urbains ou naturels ayant une valeur patrimoniale, paysagère ou encore environnementale en se basant, entre autres, sur le travail réalisé dans le diagnostic (carte des formes urbaines, de la trame verte et bleue, etc.). Tous ces éléments ont été pris en compte dans le nouveau plan de zonage et règlement.

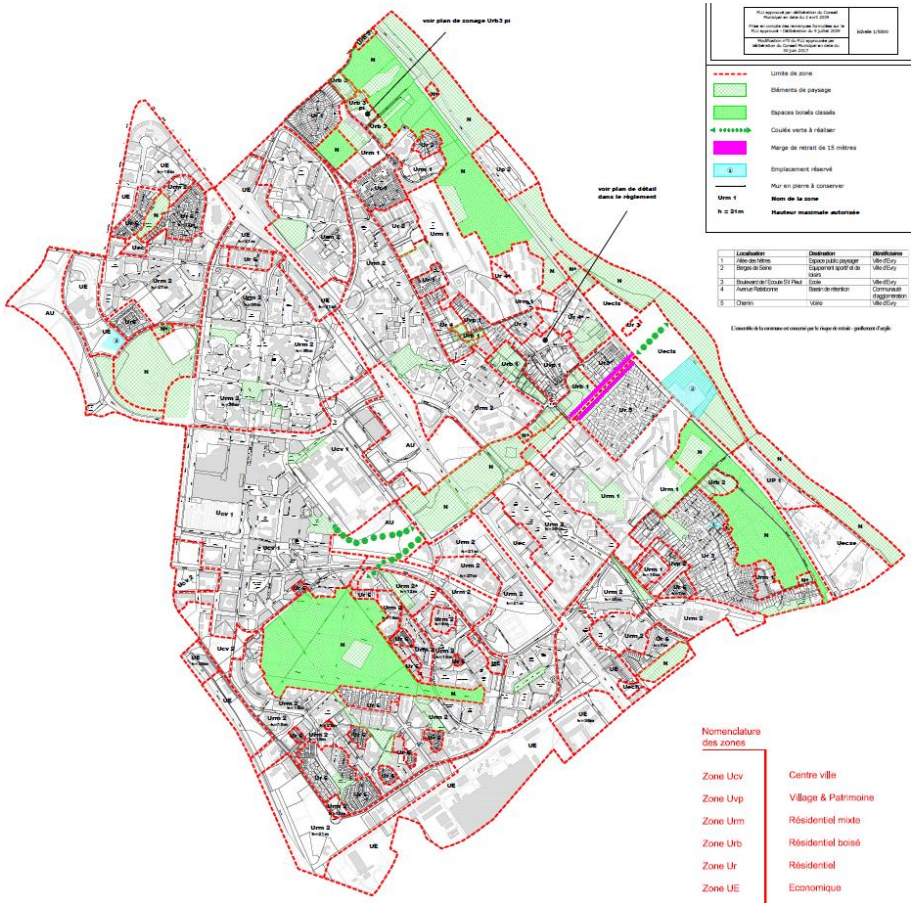
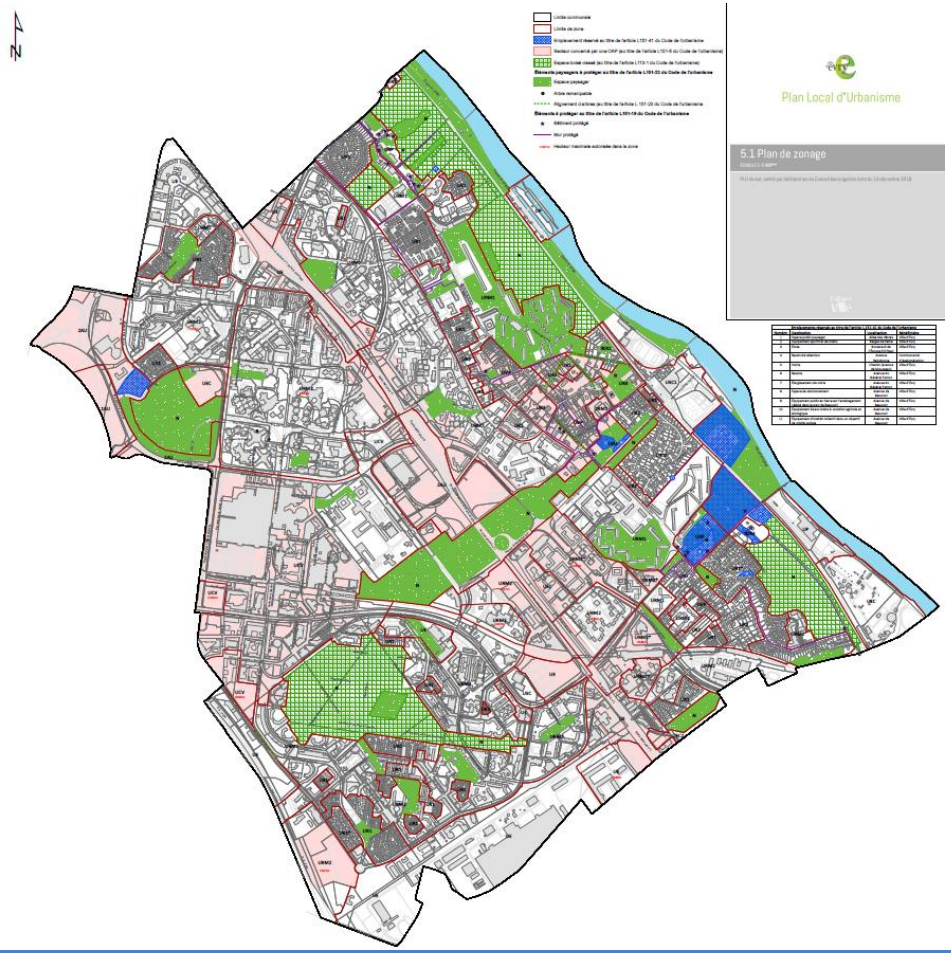


Diagnostic (formes urbaines, trame verte et bleue)	PADD	PLAN DE ZONAGE
 		

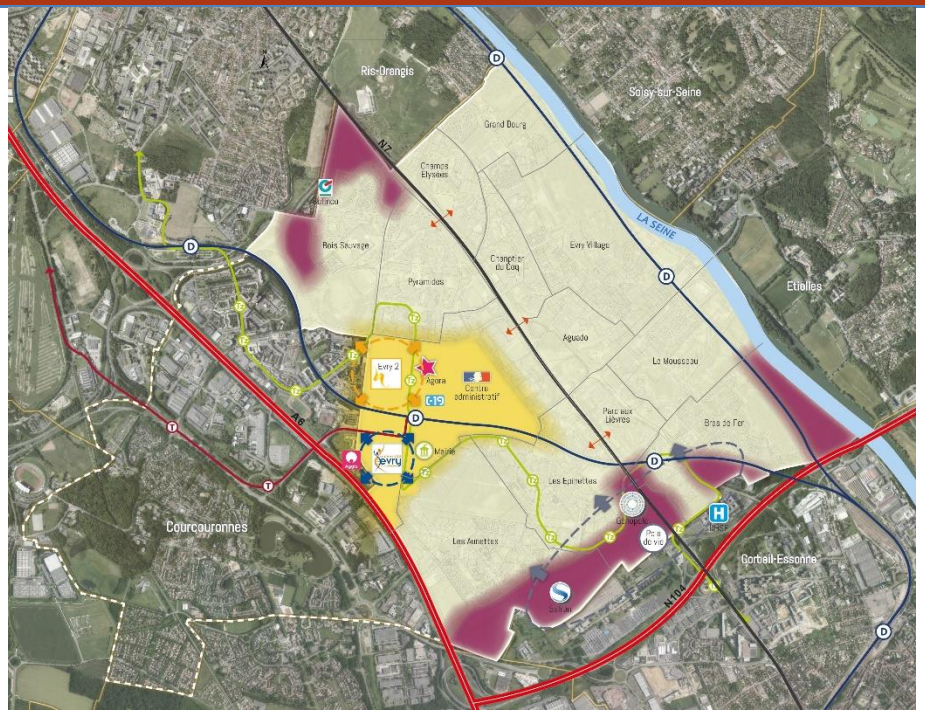
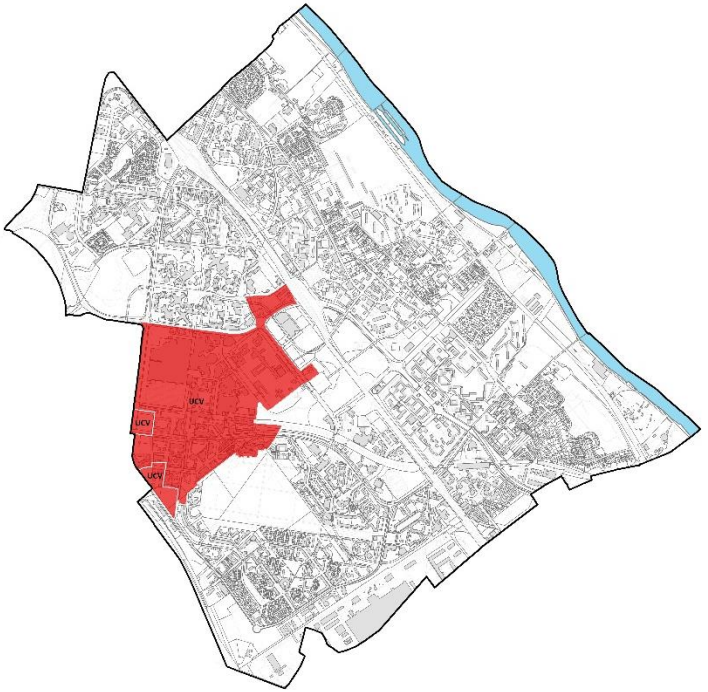
L'exposé des motifs des changements de zonage apportés

Le plan de zonage a été revu de manière plus ou moins importante selon les secteurs dans le cadre de la révision du PLU de manière à répondre à deux objectifs :

- Le premier est de coller davantage à la réalité de l'occupation du sol. En effet, le plan de zonage s'appuie sur l'analyse du territoire qui a été faite lors de la phase de diagnostic de manière à bien prendre en compte les spécificités des différents secteurs, quartiers, d'Evry que ce soit des secteurs de centralité (le centre urbain), à dominante pavillonnaire (les zones UR), d'habitat collectif (zones URM), économiques (les zones UE, UP), mais aussi pour des raisons paysagères (Evry village, la zone URP sur les grandes propriétés) ou encore pour sanctuariser les espaces naturels et verts (zone N).
- Le deuxième est de permettre la mise en œuvre du projet de territoire tel qu'il est défini dans le nouveau PADD, complété par les OAP, dans toutes ses composantes : préservation, développement, évolutions mesurés, secteurs de projets nouveaux, etc.

Le zonage du PLU de 2009	Le zonage du PLU révisé
	

A. La zone UCV

Le PADD	Le zonage du PLU révisé
	

Justifications

La zone UCV (Centre-Ville) est restée quasiment la même dans ses limites. Sa délimitation correspond sensiblement au périmètre de la ZAC Centre Urbain telle qu'elle a été créée à l'origine. Elle englobe le centre-ville actuel, qui se caractérise par une mixité des fonctions et une densité de constructions assez importante ainsi que les derniers sites de projet destinés à accueillir de nouvelles constructions dans le cadre de la finalisation du projet de Ville.

La délimitation de cette zone et la rédaction du règlement qui y est associé ont pour objectif de permettre la finalisation des projets engagés mais également de permettre de futurs projets ou évolutions pour garantir l'attractivité du secteur et répondre à la diversité des besoins (le centre commercial, les équipements, l'Université, etc.)

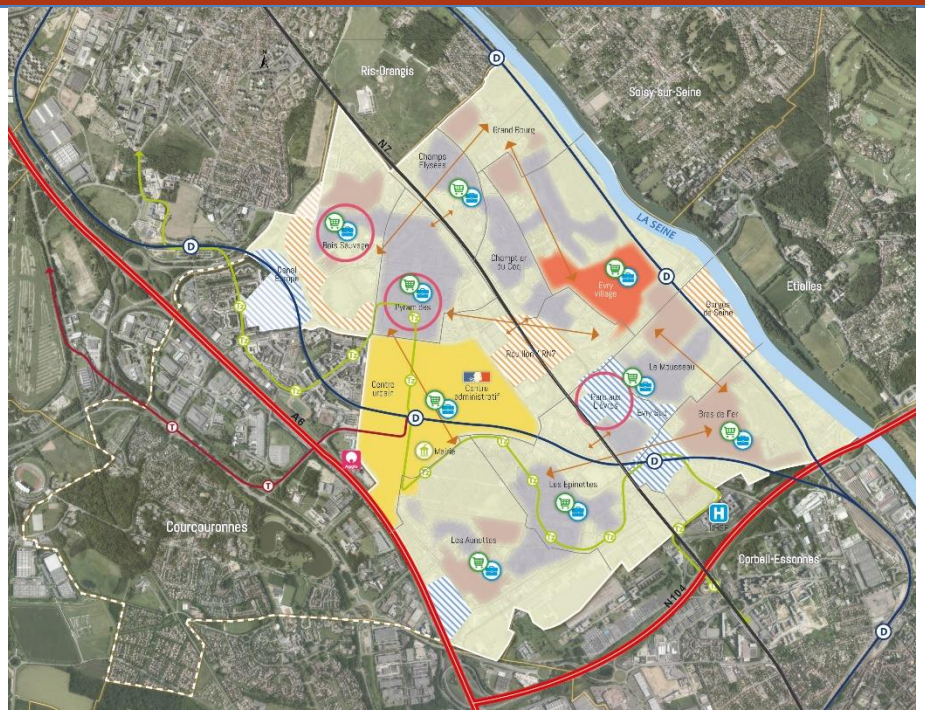
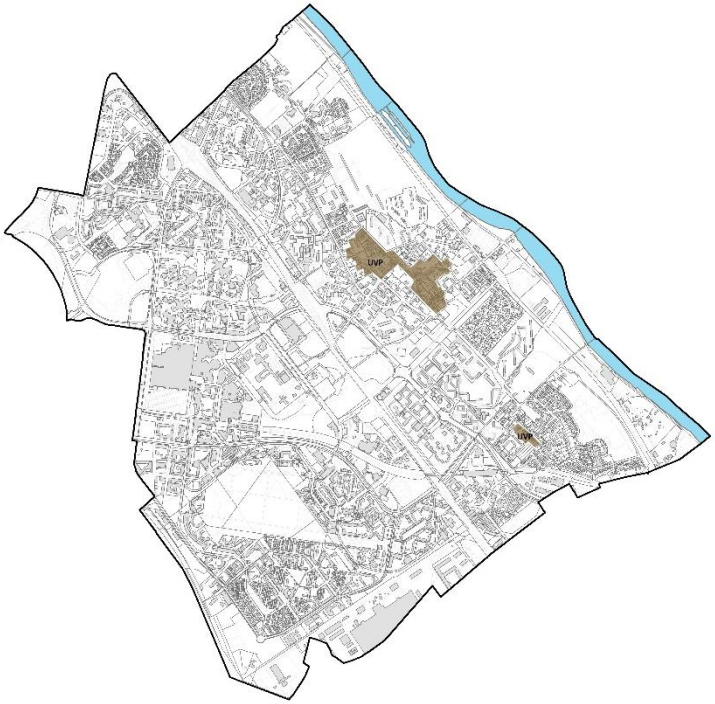
Le chapitre 1 du règlement :

La vocation de centralité de cette zone, qui accueille de nombreuses fonctions (habitations, services, commerces, équipements, activités, bureaux, etc.) est réaffirmée dans le PADD avec la volonté de disposer d'un centre urbain attractif en mettant en valeur ces atouts (présence de grands équipements et services, du centre commercial, de l'Université, etc.). Aussi, le chapitre 1 du règlement autorise la plupart des destinations. Seules les destinations qui n'ont pas vocation à s'implanter dans le centre urbain (commerce de gros, exploitations agricoles et forestières) sont interdites.

L'exposé des motifs des changements de règlement apportés

Le règlement du PLU 2009	Le règlement du PLU révisé	Justifications
Implantation des constructions par rapport aux voies Alignement ou retrait Marge de retrait entre 0 et 10 m	***Implantation des constructions par rapport aux voies*** Alignement ou retrait	Le règlement du PLU de 2009 de la zone UCV a été conservé dans le cadre de cette révision. En effet, il s'agit d'un règlement souple qui avait été élaboré de manière à permettre la mise en œuvre d'un projet maitrisé et concerté, dans le cadre d'une procédure de ZAC. L'objectif exprimé dans le PADD est à la fois de finaliser ce projet centre urbain mais aussi de garder une certaine souplesse pour permettre à l'ensemble des composantes du centre ville d'Evry (l'Université, le centre commercial, les grands équipements, etc.) de se développer, de se moderniser, etc. Le règlement de l'actuel PLU est en phase avec ces différents objectifs et est donc maintenu dans le cadre de la révision.
Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives En limite ou en retrait <u>En cas retrait :</u> Retrait = Hauteur de façade / 4	***Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives*** En limite ou en retrait <u>En cas retrait :</u> Retrait = Hauteur de façade / 4	
Implantation des constructions sur un même terrain Pas de règle	***Implantation des constructions sur un même terrain*** Pas de règle	
L'emprise au sol des constructions Pas de règle	***L'emprise au sol des constructions*** Pas de règle	
Les règles en termes d'espaces verts 20% d'espaces plantés paysagés	***Les règles en termes d'espaces verts*** 20% d'espaces plantés paysagés	
La hauteur des constructions <u>UCV1 :</u> 27m maxi au point le plus haut + surélévation 3m maxi pour construction existante <u>UCV2 :</u> 40m maxi au point le plus haut 50m maxi sur 1/3 de la zone	***La hauteur des constructions*** 27m maxi au point le plus haut + surélévation 4m maxi pour construction existante <u>Secteur de hauteur spécifique :</u> 40m maxi au point le plus haut 50m maxi sur 1/3 de la zone	

B. La zone UVP

Le PADD	Le zonage du PLU révisé
	

Justifications

La zone UVP (Village et Patrimoine) est restée quasiment la même dans ses limites. Elle regroupe les constructions anciennes et d'origine rurale situées dans le village et au niveau du hameau du Bras de Fer qui ont une valeur paysagère et patrimoniale à préserver (cf. PADD).
La délimitation de cette zone et la rédaction du règlement qui y est associé ont donc pour objectif de préserver les caractéristiques de ce secteur (formes urbaines de vieux village, densité du bâti en front de rue, présence de jardins et espaces verts à l'arrière des constructions et en cœur d'ilot, présence de patrimoine, etc.).

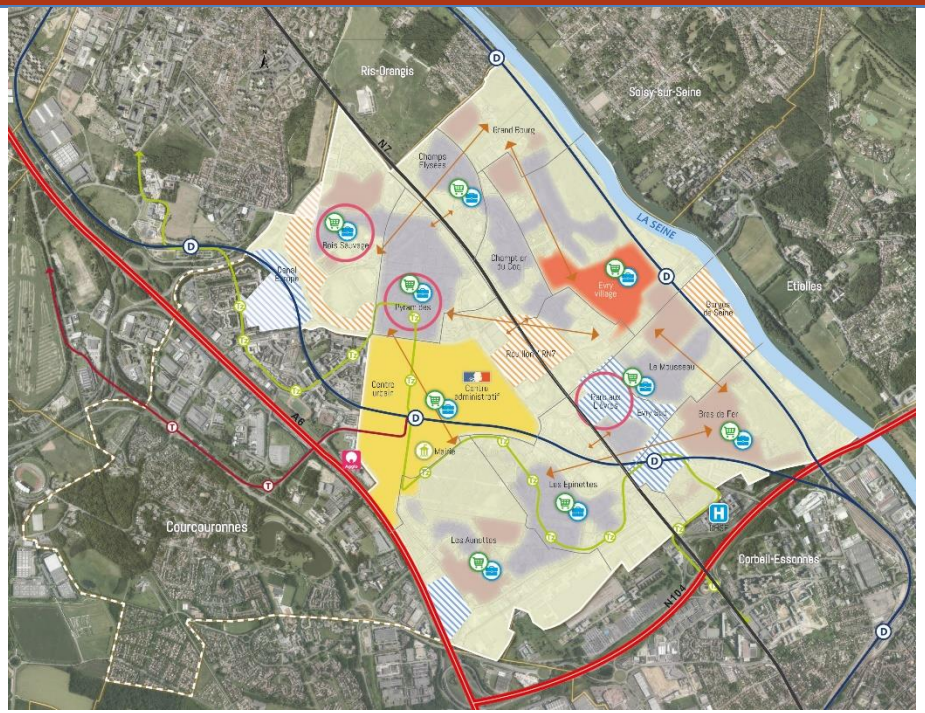
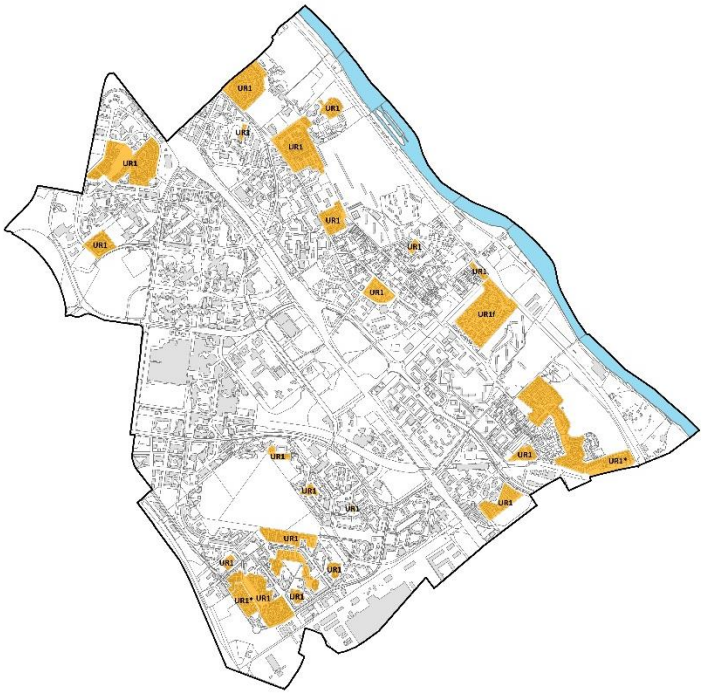
Le chapitre 1 du règlement :
La mixité fonctionnelle de ce secteur est prise en compte dans le règlement puisque celui-ci autorise la plupart des destinations. Toutefois, dans le souci de préservation d'Evry village, les constructions qui sont susceptibles de détériorer ou d'impacter la valeur patrimoniale et paysagère de la zone, telles que les constructions à destination d'industrie, de commerces de gros, d'entrepôts, etc. sont interdites.

L'exposé des motifs des changements de règlement apportés

Le règlement du PLU 2009	Le règlement du PLU révisé	Justifications
Implantation des constructions par rapport aux voies <u>UVP1 :</u> Alignement ou retrait Bande constructible : entre 0 et 17 mètres <u>UVP2 :</u> Alignement ou retrait Marge de retrait entre 0 et 20 mètres	***Implantation des constructions par rapport aux voies*** Alignement ou retrait en fonction de l'implantation des constructions voisines Bande constructible : entre 0 et 17 mètres	Les règles d'implantation des constructions ont légèrement évolué dans le cadre de la révision de manière à davantage traduire les objectifs du PADD. La bande constructible, bien adaptée à la composition urbaine du secteur (construction en front de rue et jardins à l'arrière) est maintenue. Toutefois, par souci de cohérence sur l'ensemble de la zone, une seule règle est maintenue. La règle d'implantation par rapport à la voie fait désormais référence aux constructions voisines de manière à donner une certaine souplesse d'implantation tout en garantissant une meilleure insertion des constructions nouvelles dans le tissu urbain existant. Concernant les règles d'implantation par rapport aux limites séparatives, ou entre deux constructions sur un meme terrain, seules les distances de retrait, légèrement plus importantes, ont évolué. L'objectif, dans ce secteur dense, est de garantir des distances minimum entre les constructions pour des questions de confort pour les habitants, de maintien d'espaces libres, d'espaces verts, etc.
Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives Sur l'une des deux limites séparatives latérales et en retrait par rapport aux autres <u>En cas de retrait :</u> Avec ouvertures : hauteur / 2 (minimum de 4 mètres) Sans ouverture : hauteur / 4 (minimum de 2 mètres)	***Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives*** Sur l'une des deux limites séparatives latérales et en retrait par rapport aux autres <u>Distances de retrait :</u> Avec ouvertures : 6 mètres minimum Sans ouverture : 3 mètres minimum	
Implantation des constructions sur un même terrain <u>Distances de retrait :</u> Avec ouvertures : hauteur / 2 (minimum de 8 mètres) Sans ouverture : hauteur / 2 (minimum de 4 mètres)	***Implantation des constructions sur un même terrain*** <u>Distances de retrait :</u> Avec ouvertures : 12 mètres minimum Sans ouverture : 6 mètres minimum	

L'emprise au sol des constructions <u>UVP1 :</u> 50% maximum <u>UVP2 :</u> 30% maximum	***L'emprise au sol des constructions*** 40% maximum 30% en cas de terrains issues d'une division	Là aussi pour une question de cohérence sur l'ensemble de la zone, une seule règle d'emprise au sol (40%) est établie. Ce taux est cohérent par rapport aux formes urbaines de vieux village et permet une certaine densité en front de rue tout en garantissant des espaces libres de jardin à l'arrière des constructions. Une règle spécifique est introduite, plus restrictive, pour les terrains issues de division. Elle a pour but de conserver au maximum la trame parcellaire existante et garantir, en cas de division, la conservation d'espaces libres. L'évolution de ces règles d'emprise au sol a permis d'augmenter la part d'espaces verts imposés (de 10% à 30%). Par ailleurs, en cohérence avec les objectifs en termes de trame verte, continuités écologiques, etc. le règlement impose de la réelle pleine terre.
Les règles en termes d'espaces verts 10% d'aménagement paysager végétal 60% des surfaces libres de toute constructions végétalisées	***Les règles en termes d'espaces verts*** 30% d'espaces verts de pleine terre	
La hauteur des constructions <u>Toitures à pente :</u> 7 mètres à l'égout, 12 mètres au faitage <u>Toitures terrasses :</u> 9 mètres au point le plus haut	***La hauteur des constructions*** <u>Toitures à pente :</u> 7 mètres à l'égout, 10 mètres au faitage <u>Toitures terrasses :</u> 7 mètres à l'acrotère	L'écart entre la hauteur à l'égout et au faitage du règlement du PLU de 2009 était important et en décalage avec la réalité des constructions anciennes du secteur. L'évolution apportée dans le cadre de la révision est donc justifiée par la volonté de mieux harmoniser les gabarits entre les constructions nouvelles et le bâti ancien.

C. La zone UR1

Le PADD	Le zonage du PLU révisé
	

Justifications

La zone UR1 (Résidentielle 1) correspond en grande partie aux anciennes zones UR1, 5 et 6 du PLU de 2009. Elle regroupe les ensembles pavillonnaires denses, entièrement constitués, réalisés sous forme d'opérations d'ensemble de maisons en bande et/ou maisons groupées, qui se sont majoritairement développés avec la réalisation de la ville nouvelle.
La délimitation de cette zone et la rédaction du règlement qui y est associé ont pour objectif de permettre de légères évolutions des constructions existantes dans le respect des caractéristiques de ces ensembles (architecturaux, de composition urbaine, etc.).

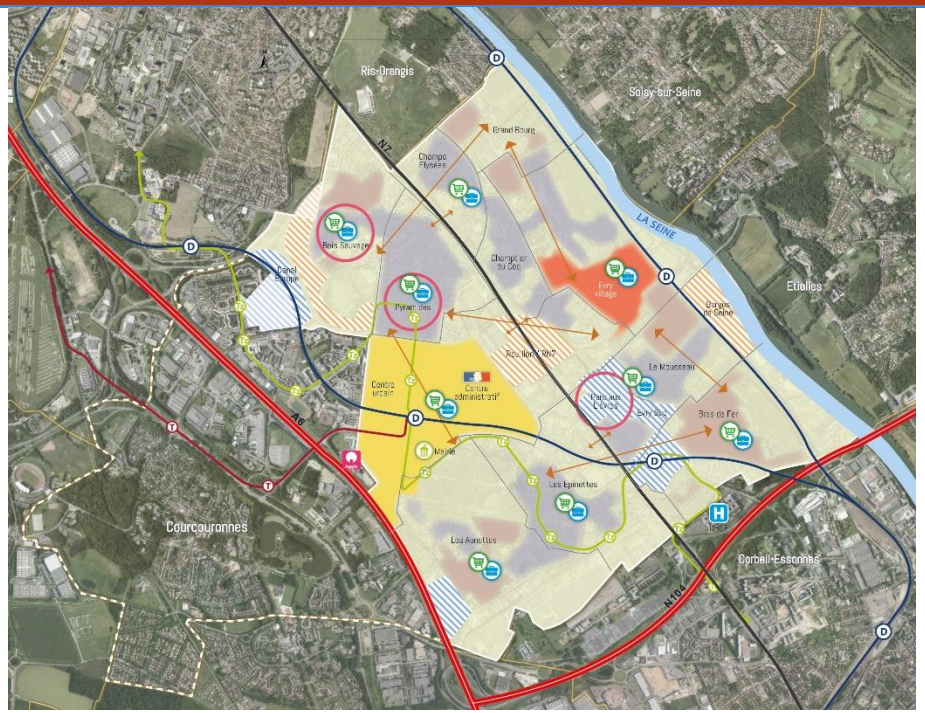
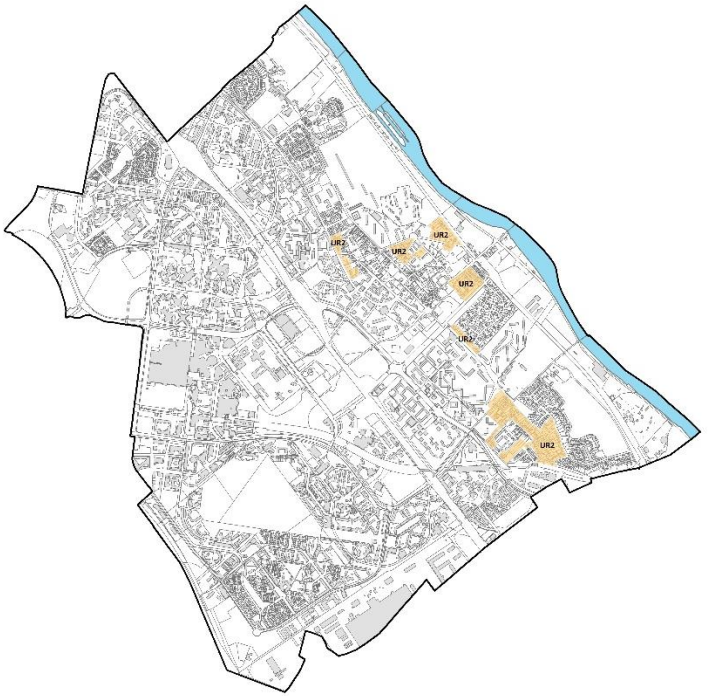
Le chapitre 1 du règlement :
Afin de traduire les orientations du PADD, le règlement n'autorise aucune nouvelle construction dans ces secteurs entièrement constitués. Ainsi, seules les extensions des constructions existantes sont autorisées.

L'exposé des motifs des changements de règlement apportés

Le règlement du PLU 2009	Le règlement du PLU révisé	Justifications
Implantation des constructions par rapport aux voies UR 1 ; UR 5 : En retrait Marge de retrait entre 0 et 5 mètres UR 6 : Alignement ou retrait Marge de retrait de 0,5 mètre minimum	***Implantation des constructions par rapport aux voies*** Dans la marge de recul existante : interdiction de toute extension ou annexe UR1f : Terrain situé à l'angle de deux voies, aucune extension ou annexe autorisée dans la marge de recul augmentée de 3 mètres	Le règlement a évolué de manière significative concernant cette nouvelle zone UR1. Aucune extension n'est autorisée à l'avant des constructions, dans la marge de recul entre les constructions existantes et les voies. Cette règle a pour objectif de préserver l'harmonie architecturale et de composition urbaine de ces ensembles homogènes visibles depuis la rue.
Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives UR 1 : Sur les limites séparatives latérales ou retrait UR 5 : • En retrait si terrain ⩾ 15 mètres • En limite ou retrait si terrain ⩽ 15 mètres En retrait par rapport aux autres limites séparatives UR 6 : Alignement ou retrait des limites séparatives latérales En retrait par rapport aux autres limites séparatives Distances de retrait : Avec ouvertures : hauteur / 2 (minimum de 4 mètres) Sans ouverture : hauteur / 4 (minimum de 2 mètres)	***Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives*** Extension en prolongement de la construction existante autorisée sur une ou des limites séparatives latérales et en retrait par rapport aux autres UR1f : En retrait de toutes limites séparatives. Distances de retrait : Avec ouvertures : 2 mètres minimum Sans ouverture : 4 mètres minimum Fond de parcelle : 6 mètres minimum	Cette règle a pour objectif d'encadrer les possibilités d'implantation des extensions de manière à ce qu'elles s'intègrent bien dans le prolongement des constructions existantes et ainsi qu'elles s'insèrent au mieux dans le tissu urbain existant fortement constitué. Une règle particulière est créée pour le secteur Fragonart qui se justifie par la spécificité de cet ensemble où les constructions sont en retrait de toutes les limites. Les extensions devront donc également rester en retrait des limites séparatives.
Implantation des constructions sur un même terrain Distances de retrait : Avec ouvertures : hauteur / 2 (minimum de 6 mètres) Sans ouverture : hauteur / 4 (minimum de 4 mètres)	***Implantation des constructions sur un même terrain*** Interdiction de construire plusieurs bâtiments hors annexe. Distances de retrait : hauteur de la construction annexe au point le plus haut	Dans la mesure où seules les extensions sont autorisées, ce chapitre ne règlemente que les distances de retrait entre les constructions principales existantes et les éventuelles futures annexes de manière à s'assurer que celles-ci de soient pas implantées trop près des constructions principales.

L'emprise au sol des constructions UR1 : 60% maximum UR5 : 25% maximum UR6 : Emprise au sol existante + 25m² par construction à destination de logement.	***L'emprise au sol des constructions*** Emprise au sol de la maison d'origine augmentée de : UR1, UR1* : 20m² maximum hors annexes UR1f : 30 m² maximum hors annexes	Ce chapitre règlemente l'emprise au sol des extensions. La règle à pour objectif de permettre la réalisation d'un agrandissement ou d'une pièce supplémentaire en restant adaptée à ce que peuvent accueillir les parcelles existantes, souvent de très petite taille au sein de ces ensembles. L'emprise autorisée est légèrement plus importante sur le secteur Fragonart dans la mesure où les terrains sont de plus grande taille.
Les règles en termes d'espaces verts 10% d'aménagement paysager végétal de pleine terre 30% des surfaces libres de toute constructions végétalisées	***Les règles en termes d'espaces verts*** UR1 : 20% de la superficie en pleine terre UR1*, UR1f : 50% de la superficie en pleine terre	L'objectif de cette règle est de s'assurer que, au-delà de l'extension qui peut être faite, les terrains conservent toutefois une part de vrai jardin avec de la pleine terre. Cette part (20%) est relativement faible mais a été établie de manière cohérente avec la réalité de la taille des terrains.
La hauteur des constructions UR1 : Toitures à pente : 7 m à l'égout / 12 m au faitage Toitures terrasses : 9 mètres UR5 : 5 m à l'égout / 7 m au faitage UR6 : 9 mètres	***La hauteur des constructions*** Extensions : 3 m à l'égout, 4 m au point le plus haut Annexes : 2,5 m au point le plus haut UR1f : La hauteur des extensions des constructions existantes est limitée à la hauteur à l'égout de la maison d'origine.	La règle de hauteur des constructions a été établie de manière à s'assurer que seules des extensions en rez-de-chaussée puissent être réalisées afin, là encore, de garantir que cette souplesse d'évolution des constructions existantes impacte le moins possible la composition urbaine globale de ces ensembles. Une règle spécifique est introduite pour le secteur Fragonart avec pour objectif de s'adapter à la forme et hauteur des constructions de cet ensemble (construction base meulière avec un RDC surrélevé).

D. La zone UR2

Le PADD	Le zonage du PLU révisé
	

Justifications

La zone UR2 (Résidentielle 2) correspond à d'anciennes zones UR2, 3 et 4 du PLU de 2009. Elle correspond aux ensembles pavillonnaires diffus qui se sont constitués en continuité du vieux village et sur les coteaux qui présentent une qualité paysagère et de cadre de vie à préserver (cf. PADD).
La délimitation de cette zone et la rédaction du règlement qui y est associé ont donc pour objectif de préserver les caractéristiques de ces secteurs (formes urbaines pavillonnaires, présence de jardins et espaces vert, etc.).

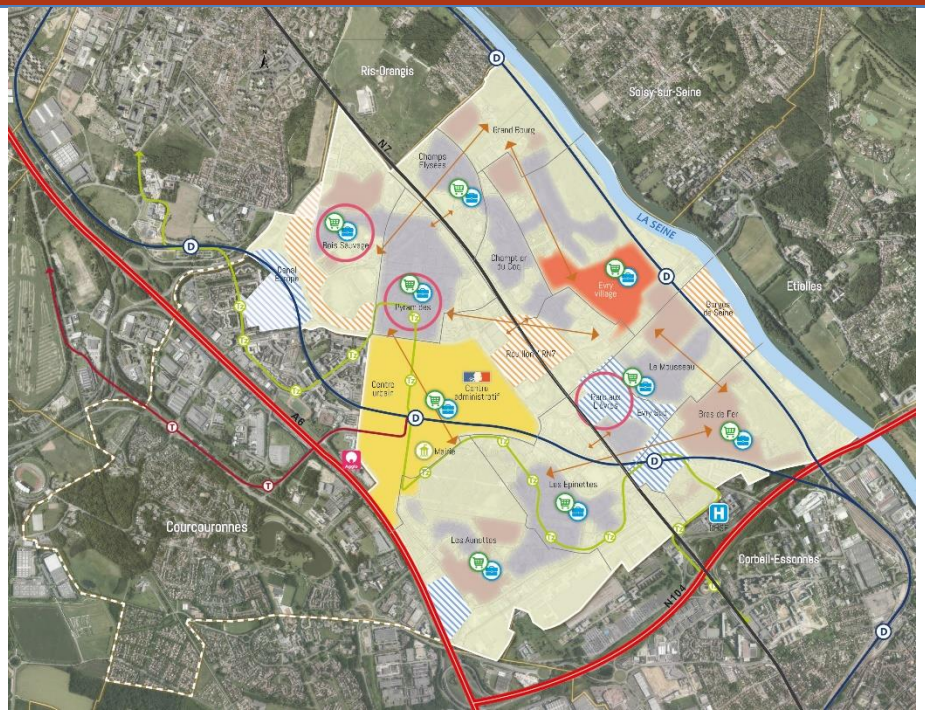
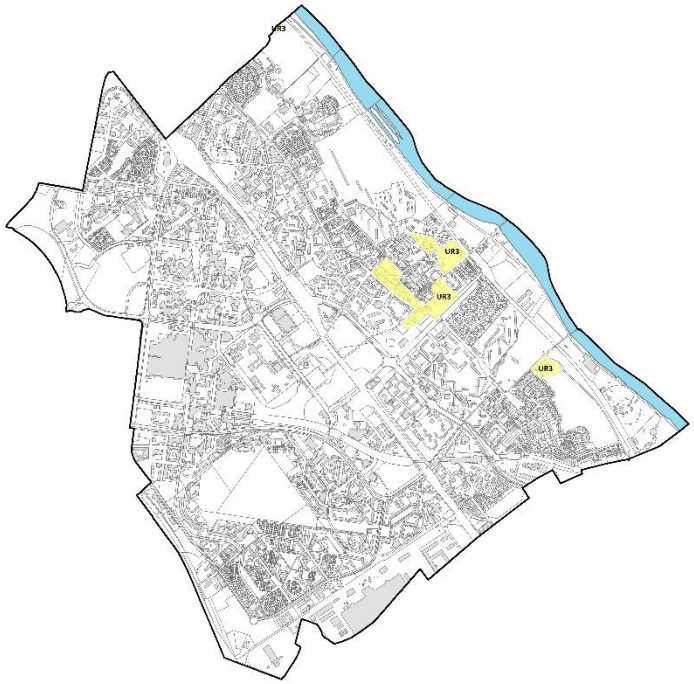
Le chapitre 1 du règlement :
Le règlement vise à préserver le cadre de vie de ces quartiers entièrement résidentiels. Ainsi, seules les constructions à destination de logements ainsi que les équipements d'intérêt collectif et services publics sont autorisés. Toutes autres destinations, qui pourraient compromettre l'équilibre et la qualité de vie de ces secteurs sont interdites.

L'exposé des motifs des changements de règlement apportés

Le règlement du PLU 2009	Le règlement du PLU révisé	Justifications
Implantation des constructions par rapport aux voies En retrait Marge de retrait entre 0 et 5 mètres	***Implantation des constructions par rapport aux voies*** En retrait En retrait minimum de 5 mètres	Le principe d'implantation en retrait depuis la voie a été maintenu. Le retrait imposé est de 5 mètres minimum. Cela permet de maintenir le caractère vert et l'ambiance paysagère de ces quartiers mais aussi d'inciter les habitants à stationner leurs voitures sur le terrain.
Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives • En retrait si façade ⩾ 15 mètres • En limite ou retrait si façade ⩽ 15 mètres En retrait par rapport aux autres limites séparatives <u>Distances de retrait :</u> Avec ouvertures : hauteur / 2 (minimum de 4 m) Sans ouverture : hauteur / 4 (minimum de 2 m)	***Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives*** En retrait de toutes limites séparatives. Terrains existants ⩽ 12 mètres : sur une limite autorisée <u>Distances de retrait :</u> Avec ouvertures : 2,5 mètres minimum Sans ouverture : 8 mètres minimum Depuis au moins une des limites avec 10 mètres minimum	Afin de traduire les orientations du PADD et de maintenir le caractère vert et paysager de ces quartiers, le retrait de toutes les limites séparatives est exigé. Cette disposition a aussi pour objectif de limiter les divisions en petits terrains qui participent de la diminution d'espaces de jardin et qui augmente l'imperméabilisation des sols. L'augmentation des distances de retrait, que ce soit des distances par rapport aux limites séparatives ou entre deux constructions sur un meme terrain, va également dans ce sens. Pour autant, afin de ne pas bloquer toute constructibilité sur des terrains étroits existants, une règle particulière autorisant l'implantation des constructions sur une limite pour les terrains de moins de 12 mètres de facade, est introduite.
Implantation des constructions sur un même terrain <u>Distances de retrait :</u> Avec ouvertures : hauteur / 2 (minimum de 6 mètres) Sans ouverture : hauteur / 4 (minimum de 4 mètres)	***Implantation des constructions sur un même terrain*** <u>Distances de retrait :</u> 16 mètres	
L'emprise au sol des constructions 30% maximum	***L'emprise au sol des constructions*** 25% maximum 200m² maximum par bâtiment	L'emprise au sol autorisée a été légèrement baissée de manière à mieux coller à la réalité de ces quartiers pavillonnaires à conserver leur caractère vert ce qui est un objectif fort du PLU et du PADD pour des raisons de maintien de la qualité du cadre de vie, de maintien de la trame verte, etc.

		Par ailleurs, est introduite dans le cadre de la révision une règle d'emprise au sol par batiment isolé (200m²). Cette règle a pour but d'encadrer la volumétrie des futures constructions de manière à ce qu'elles s'intègrent de façon harmonieuse dans le tissu pavillonnaire existant de ces zones. Il s'agit, sur de grands terrains, de s'assurer que l'emprise au sol globale autorisée (25%) soit utilisée via la création de plusieurs constructions aux gabarits maitrisés qui s'intégreront harmonieusement dans le tissu urbain existant plutôt qu'à travers une construction d'un seul tenant imposante qui s'intègrera mal dans le paysage urbain.
Les règles en termes d'espaces verts 10% d'aménagement paysager végétal de pleine terre 30% des surfaces libres de toute constructions végétalisées	***Les règles en termes d'espaces verts*** 50% de la superficie en pleine terre	Pour les mêmes raisons que l'évolution des autres règles, la part d'espaces verts imposée a été augmentée de manière significative (50%). Cette part minimum d'espaces verts est d'une part plus cohérente avec la réalité de composition de ces quartiers et permettra d'autre part, de garantir la préservation de vrais espaces de jardins, et de pleine terre, garantissant, entre autres, l'infiltration des eaux, la présence de nature en ville, etc.
La hauteur des constructions <u>Toitures à pente :</u> Maximum 7 m à l'égout / 12 m au faitage <u>Toitures terrasses :</u> Maximum 9 mètres	***La hauteur des constructions*** <u>Toitures à pente :</u> 6 mètres à l'égout, 9 mètres au faitage <u>Toitures terrasses :</u> 7 mètres à l'acrotère	L'écart entre la hauteur à l'égout et au faitage du règlement du PLU de 2009 était important et les hauteurs autorisées en décalage avec la réalité des constructions du secteur. L'évolution apportée dans le cadre de la révision est donc justifiée par la volonté de mieux harmoniser les gabarits entre les constructions nouvelles et existantes dans ces zones, à savoir un tissu pavillonnaire avec des constructions en R+c ou R+1+C.

E. La zone UR3

Le PADD	Le zonage du PLU révisé
	

Justifications

La zone UR3 (Résidentielle 3) correspond à d'anciennes zones UR4 et URb du PLU de 2009. Elle regroupe un tissu pavillonnaire peu dense qui présente des espaces verts et de jardin généreux et un fort caractère paysager que le projet de territoire (PADD) a pour objectif de préserver.
La délimitation de cette zone et la rédaction du règlement qui y est associé ont donc pour objectif de préserver les caractéristiques de ces secteurs (formes urbaines pavillonnaires, présence importante de jardins, espaces vert, cœurs d'ilots verts, etc.).

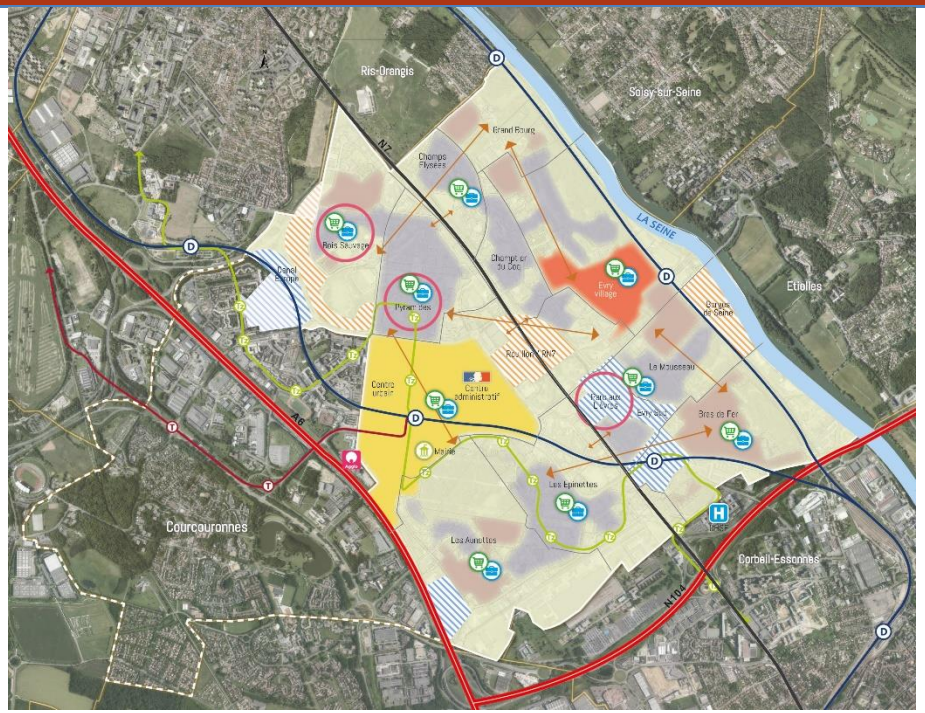
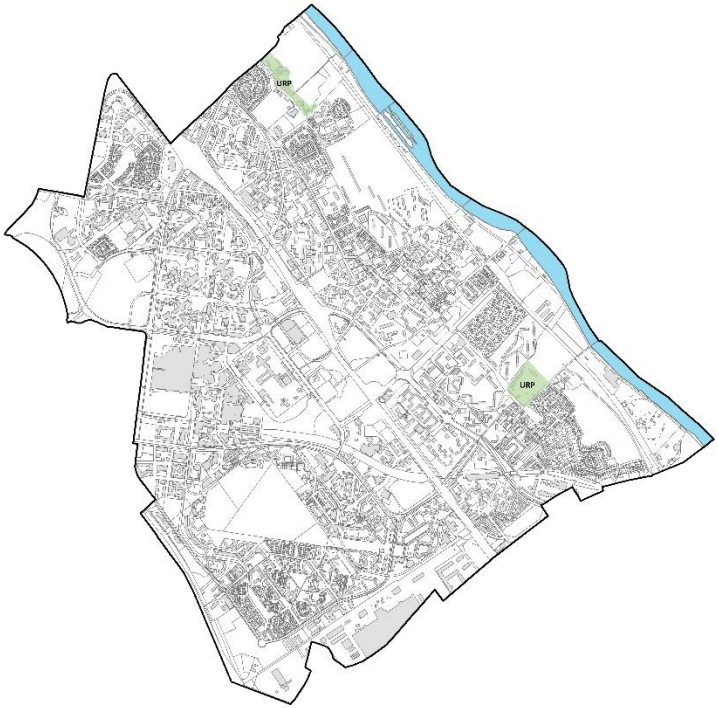
Le chapitre 1 du règlement :
Le règlement vise à préserver le cadre de vie de ces quartiers entièrement résidentiels. Ainsi, seules les constructions à destination de logements ainsi que les équipements d'intérêt collectif et services publics sont autorisés. Toutes autres destinations, qui pourraient compromettre l'équilibre et la qualité de vie de ces secteurs sont interdites.

L'exposé des motifs des changements de règlement apportés

Le règlement du PLU 2009	Le règlement du PLU révisé	Justifications
Implantation des constructions par rapport aux voies UR 4 : En retrait Marge de retrait entre 0 et 5 mètres URB 1 ; URB 2 : En retrait Bande constructible : entre 5 et 25 mètres	***Implantation des constructions par rapport aux voies*** En retrait minimum de 10 mètres	Le principe d'implantation en retrait depuis la voie a été maintenu. Le retrait imposé a été porté à 10 mètres minimum. Cela est d'une part plus cohérent avec la réalité constatée (constructions existantes implantées avec un retrait important depuis la rue), et permet d'autre part de maintenir le caractère vert et l'ambiance paysagère de ces quartiers qui sont fortement marqués dans cette zone UR3.
Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives UR 4 : • En retrait si façade ⩾ 15 mètres • En limite ou retrait si façade ⩽ 15 mètres En retrait par rapport aux autres limites ➢ Distances de retrait : Avec ouvertures : hauteur / 2 (minimum de 4 m) Sans ouverture : hauteur / 4 (minimum de 2 m) URB 1 ; URB 2 : En retrait Avec ouvertures : minimum hauteur de façade (minimum de 6 mètres) Sans ouverture : hauteur / 2 (minimum de 3 m) ***Implantation des constructions sur un même terrain*** UR 4 : Distances de retrait : Avec ouvertures : hauteur / 2 (minimum de 6 m) Sans ouverture : hauteur / 4 (minimum de 4 m) URB 1 ; URB 2 : Distances de retrait : Avec ouvertures : minimum de 6 mètres Sans ouverture : minimum de 3 mètres	***Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives*** En retrait de toutes limites séparatives. Terrains existants ⩽ 15 mètres : sur une limite autorisée Distances de retrait : 10 mètres minimum ***Implantation des constructions sur un même terrain*** Distances de retrait : 20 mètres	Afin de traduire les orientations du PADD et de maintenir le caractère particulièrement vert et paysager de ces quartiers, le retrait de toutes les limites séparatives est exigé. Cette disposition a aussi pour objectif de limiter les divisions en petits terrains qui participent de la diminution d'espaces de jardin et qui augmente l'imperméabilisation des sols. Les distances de retrait ont été augmentées de manière significative, qu'il s'agisse des distances par rapport aux limites séparatives ou entre deux constructions sur un même terrain. Cela conforte l'objectif affiché dans le PADD de conserver les spécificités de ces quartiers qui participent de la diversité aussi bien urbaine, paysagère, de typologie et offre de logements, etc. du territoire et qui jouent également un rôle important dans la trame verte et la présence de nature en ville. Pour autant, si la zone UR3 accueille essentiellement des grands terrains, quelques terrains plus étroits existent. Afin de ne pas bloquer toute constructibilité sur ces terrains, une règle particulière autorisant l'implantation des constructions sur une limite pour les terrains de moins de 15 mètres de facade, est introduite.

L'emprise au sol des constructions <u>UR 4 :</u> 30% maximum <u>U RB 1 :</u> 20% maximum <u>U RB 2 :</u> 15% maximum	***L'emprise au sol des constructions*** 15% maximum 200m² maximum par bâtiment	L'emprise au sol autorisée a été légèrement baissée de manière à mieux coller à la réalité de ces quartiers et à conserver leur caractère particulièrement vert ce qui est un objectif fort du PADD. Par ailleurs, est introduite dans le cadre de la révision une règle d'emprise au sol par batiment isolé (200m²). Cette règle a pour but d'encadrer la volumétrie des futures constructions de manière à ce qu'elles s'intègrent de façon harmonieuse dans le tissu pavillonnaire existant de ces zones. Il s'agit, sur de grands terrains, de s'assurer que l'emprise au sol globale autorisée (25%) soit utilisée via la création de plusieurs constructions aux gabarits maitrisés qui s'intégreront harmonieusement dans le tissu urbain existant plutôt qu'à travers une construction d'un seul tenant imposante qui s'intègrera mal dans le paysage urbain.
Les règles en termes d'espaces verts 10% d'aménagement paysager végétal 60% des surfaces libres de toute constructions végétalisées	***Les règles en termes d'espaces verts*** 65% de la superficie en espaces verts de pleine terre	Pour les mêmes raisons que l'évolution des autres règles, la part d'espaces verts imposée a été augmentée de manière significative (50%). Cette part minimum d'espaces verts est d'une part plus cohérente avec la réalité de composition de ces quartiers et permettra d'autre part, de garantir la préservation de vrais espaces de jardin, et de pleine terre, garantissant, entre autres, l'infiltration des eaux, la présence de nature en ville, etc.
La hauteur des constructions <u>UR 4 :</u> Toitures à pente : maximum 7 mètres à l'égout, 12 mètres au faitage Toitures terrasses : **m**aximum 9 mètres <u>U RB 1 ; U RB 2 :</u> Maximum 7 mètres à l'égout, 12 mètres au point le plus haut	***La hauteur des constructions*** <u>Toitures à pente :</u> 7 mètres à l'égout, 10 mètres au faitage <u>Toitures terrasses :</u> 7 mètres à l'acrotère	L'écart entre la hauteur à l'égout et au faitage du règlement du PLU de 2009 était important et les hauteurs autorisées en décalage avec la réalité des constructions du secteur. L'évolution apportée dans le cadre de la révision est donc justifiée par la volonté de mieux harmoniser les gabarits entre les constructions nouvelles et existantes dans ces zones, à savoir un tissu pavillonnaire avec des constructions en R+c ou R+1+C.

F. La zone URP

Le PADD	Le zonage du PLU révisé
	

Justifications

La zone URP (Résidentielle Patrimoniale et Paysagère) correspond aux anciennes zones UR4 et URb du PLU de 2009. Elle englobe les ensembles patrimoniaux et paysagers (châteaux, grandes maisons bourgeoises, domaines) sur lesquels il est nécessaire d'être attentif à leur évolution.
La délimitation de cette zone et la rédaction du règlement qui y est associé ont pour objectif de préserver et mettre en valeur, conformément à ce qui est exprimé dans (PADD), ces secteurs qui accueillent des éléments remarquables de patrimoine, des parcs paysagers, etc.

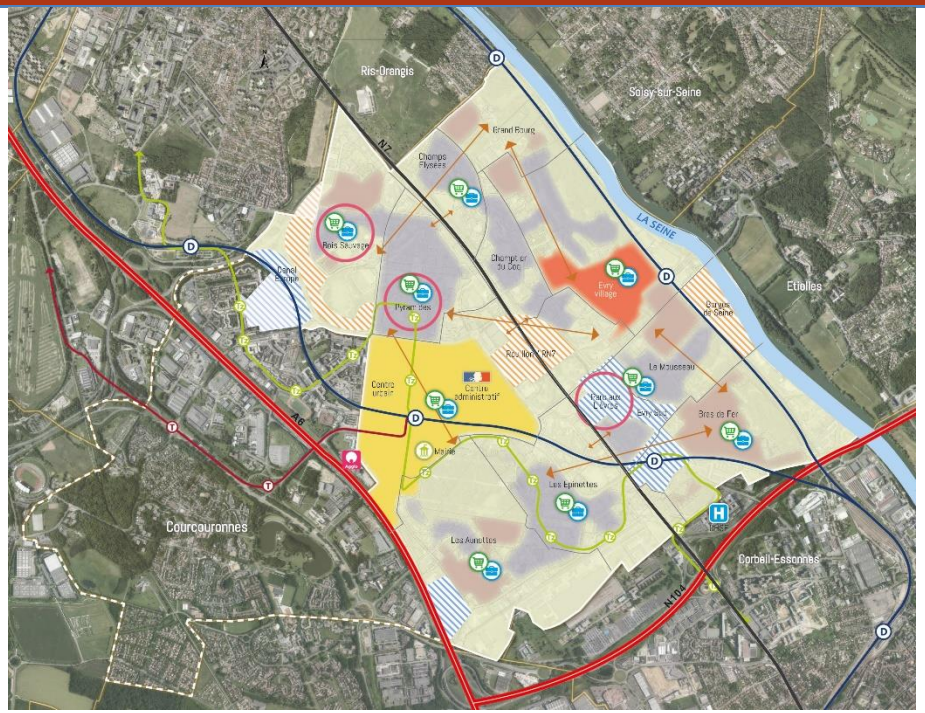
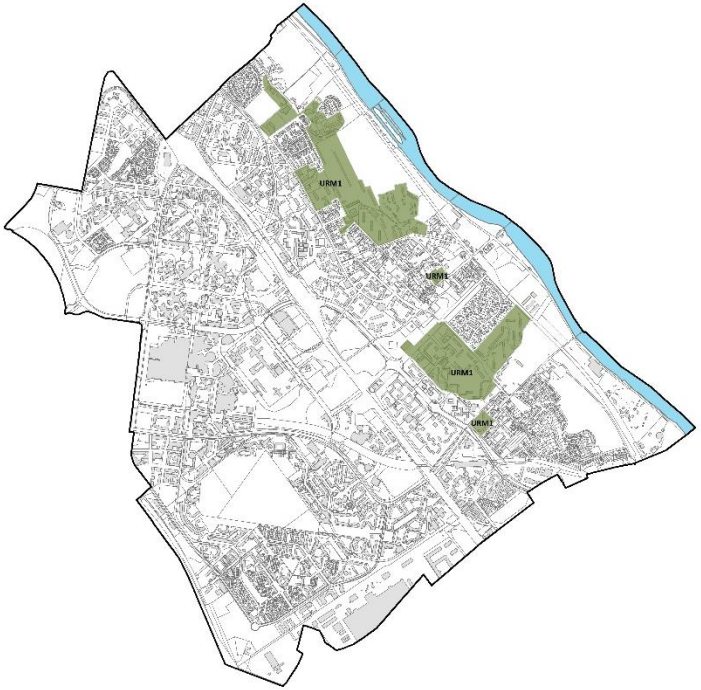
Le chapitre 1 du règlement :
Ces secteurs présentent un potentiel de constructibilité qui est encadré par le zonage et le règlement. Pour autant, le règlement encadre finement les destinations qu'il est possible de réaliser dans ces secteurs spécifiques, à savoir uniquement des constructions à destination de logements. L'ensemble des autres destinations, à l'exception des équipements d'intérêt collectif et services publics, sont interdites.

L'exposé des motifs des changements de règlement apportés

Le règlement du PLU 2009	Le règlement du PLU révisé	Justifications
Implantation des constructions par rapport aux voies <u>U RB 3 :</u> Alignement ou retrait Marge de retrait entre 0 et 5 mètres <u>U RB 3 pi :</u> Alignement ou retrait Marge de retrait minimum : hauteur / 2	***Implantation des constructions par rapport aux voies*** Pas de règle à l'intérieur des polygones Nouvelles constructions hors travaux (extension, réhabilitation…) interdites en dehors des polygones	De manière à traduire les orientations du PADD et à prendre en compte de manière fine le caractère à la fois paysager et patrimonial de ces secteurs regroupés en zone URP, des polygones d'implantation ont été identifiés sur le plan de zonage spécifique (plan de zonage : zoom zone URP). Ces derniers ont été positionnés suite à une analyse spécifique de chaque ensemble de facon à s'intégrer au mieux et à conserver les espaces de parcs, jardins, cours, les perspectives, etc. Ainsi le règlement pour les règles d'implantation par rapport aux voies, par rapport aux limites séparatives, ou entre deux constructions sur un même terrain, renvoie à ces polygones.
Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives <u>U RB 3 :</u> Alignement ou retrait <u>U RB 3 pi :</u> Alignement ou retrait Marge de retrait minimum : hauteur / 2 (minimum 3 m)	***Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives*** Pas de règle à l'intérieur des polygones Nouvelles constructions hors travaux (extension, réhabilitation…) interdites en dehors des polygones	
Implantation des constructions sur un même terrain <u>Distances de retrait :</u> Avec ouvertures : minimum de 6 mètres Sans ouverture : minimum de 3 mètres	***Implantation des constructions sur un même terrain*** Pas de règle à l'intérieur des polygones Nouvelles constructions hors travaux (extension, réhabilitation…) interdites en dehors des polygones	
L'emprise au sol des constructions <u>U RB 3 :</u> 40% maximum <u>U RB 3 pi :</u> Pas de règle	***L'emprise au sol des constructions*** 70% maximum à l'intérieur des polygones Emprise au sol des constructions existantes augmentée de 10% en dehors des polygones	L'emprise au sol est, de fait, limitée par l'emprise des polygones d'implantation qui figurent sur le plan de zonage. Toutefois, pour laisser une souplesse aux futurs projets, les polygones sont suffisament généreux. En revanche, les futures constructions ne pourront utiliser que 70% de l'emprise définie par chaque polygone.

Les règles en termes d'espaces verts 30% d'aménagement paysager végétal 60% des surfaces libres de toute constructions végétalisées	***Les règles en termes d'espaces verts*** Pas de règle	Dans la mesure où la constructibilité ne concerne que les polygones d'implantation et que des dispositions spécifiques visant à protéger les différents éléments repérés ont été introduites (identification et protection du patrimoine remarquable, protection des parcs et jardins, des alignements d'arbres, etc.), ce chapitre n'est pas règlementé.
La hauteur des constructions <u>U RB 3 :</u> Maximum 15 mètres <u>U RB 3 pi :</u> Maximum 7 mètres à l'égout, 12 mètres au faitage	***La hauteur des constructions*** Hauteur maximale fixée sur le plan de zonage	La hauteur maximale des constructions a été fixée au cas par cas, sur chaque ensemble identifié, de manière à s'insérer au mieux. Celui-ci est donc fixé directement sur le plan de zonage.

G. La zone URM1

Le PADD	Le zonage du PLU révisé
	

Justifications

La zone URM1 (Résidentielle Mixte 1) est restée quasiment la même dans ses limites. Sa délimitation correspond aux ensembles à dominante d'habitat collectif, localisés en majorité sur le haut des coteaux de Seine, et présentant un caractère vert et paysager, hérité de la ville nouvelle.
La délimitation de cette zone et la rédaction du règlement qui y est associé ont pour objectif de préserver les caractéristiques de ces secteurs (faible emprise des bâtiments, présence importante d'espaces verts, boisés, etc.).

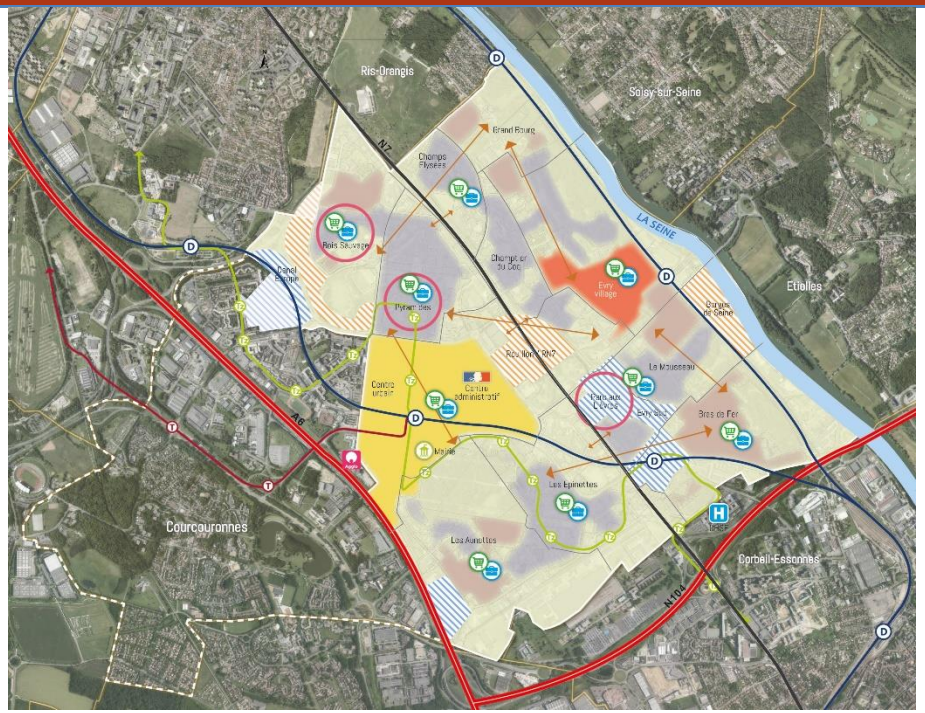
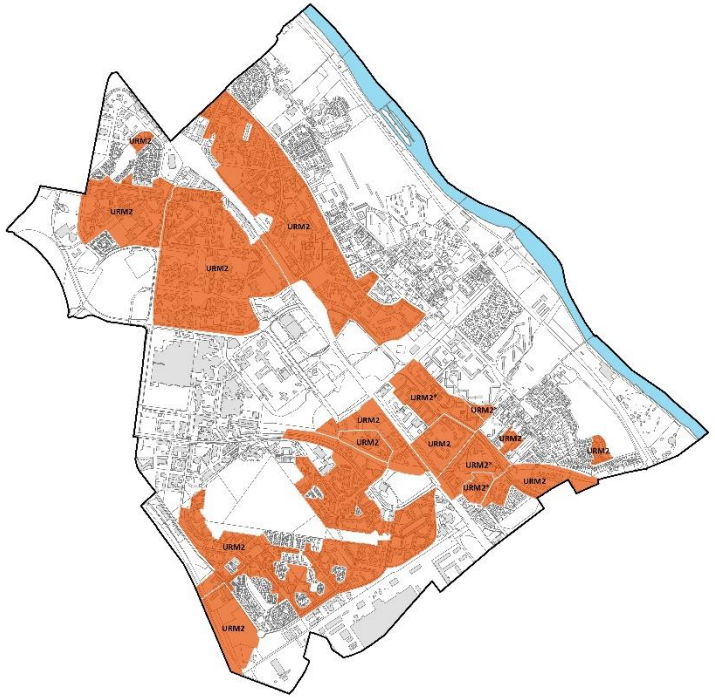
Le chapitre 1 du règlement :
Si cette zone est à dominante résidentielle, elle accueille également des services, commerces, bureaux, etc. Le principe de mixité fonctionnelle est donc repris dans le règlement puisque celui-ci autorise la plupart des destinations. Seules des destinations qui n'ont pas vocation à s'implanter dans des quartiers à dominante résidentielle (commerce de gros, industrie, exploitations agricoles et forestières, etc.) sont interdites.

L'exposé des motifs des changements de règlement apportés

Le règlement du PLU 2009	Le règlement du PLU révisé	Justifications
Implantation des constructions par rapport aux voies En retrait Marge de retrait de 5 mètres minimum	***Implantation des constructions par rapport aux voies*** En retrait Marge de retrait de 10 mètres minimum	Le principe d'implantation en retrait depuis la voie, qui correspond à la réalité de ces résidences de collectifs implantées le plus souvent en cœur d'ilot, a été maintenu. En revanche, le retrait imposé a été porté à 10 mètres minimum. Cela est d'une part plus cohérent avec la réalité constatée, et permet d'autre part de maintenir l'ambiance paysagère caractéristique de ces ensembles. De la même manière, le principe d'implantation en retrait par rapport aux limites séparatives est maintenu. Toutefois, les distances de retrait entre deux constructions sur un même terrain semblaient faibles dans le PLU de 2009. Elles ont été augmentées dans cette révision afin, notamment, de préserver les espaces verts entre les constructions.
Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives En retrait Avec ouvertures : hauteur / 2 (minimum de 8 m) Sans ouverture : hauteur / 4 (minimum de 4 m)	***Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives*** En retrait Avec ouvertures : hauteur / 2 (minimum de 8 m) Sans ouverture : hauteur / 4 (minimum de 4 m)	
Implantation des constructions sur un même terrain <u>Distances de retrait :</u> Avec ouvertures : minimum de 8 mètres Sans ouverture : minimum de 5 mètres	***Implantation des constructions sur un même terrain*** <u>Distances de retrait :</u> Avec ouvertures : minimum de 16 mètres Sans ouverture : minimum de 8 mètres	
L'emprise au sol des constructions 50% maximum	***L'emprise au sol des constructions*** 30% maximum	L'emprise au sol était importante dans l'actuel PLU et ne correspond pas à la réalité de ces ensembles qui présentent justement comme caractéristique une faible emprise des batiments et d'importants espaces verts. L'emprise autorisée est donc baissée pour coller davantage à la réalité et garantir la préservation des espaces verts, conformément aux objectifs définis dans le PADD.

Les règles en termes d'espaces verts 20% d'aménagement paysager végétal 75% des surfaces libres de toute constructions doivent faire l'objet d'un aménagement paysager	***Les règles en termes d'espaces verts*** 40% d'espaces verts de pleine terre	Pour rester cohérent avec les objectifs du PADD d'une part et les ajustements de la règle d'emprise au sol d'autre part, la règle d'espaces verts a été ajustée. Ainsi, le règlement impose désormais une part plus importante d'espaces verts mais également de la vraie pleine terre.
La hauteur des constructions Maximum 13 mètres Construction existante + surélévation de 3 mètres maximum	***La hauteur des constructions*** Maximum 13 mètres Construction existante + surélévation de 4 mètres maximum	La règle de hauteur était cohérente avec les hauteurs des constructions existantes au sein de cette zone. Elle est donc maintenue. La souplesse de surrélévation passe de 3 à 4 mètres car à l'usage il s'est avéré que les 3 mètres pouvaient bloquer certains projets et cela correspond toujours à un seul niveau supplémentaire.

H. La zone URM2

Le PADD	Le zonage du PLU révisé
	

Justifications

La zone URM2 (Résidentielle Mixte 2) est restée quasiment la même dans ses limites. Sa délimitation correspond aux ensembles à dominante d'habitat collectif dense, hérités de la ville nouvelle, qui accueillent également une diversité fonctionnelle (équipements, commerces, services, etc.).
La délimitation de cette zone et la rédaction du règlement qui y est associé ont pour objectif de permettre des évolutions dans le respect de l'organisation urbaine actuelle de manière, notamment, à poursuivre la requalification des quartiers, l'amélioration de l'habitat, etc. autant d'objectifs qui sont portés et réaffirmés dans le PADD.

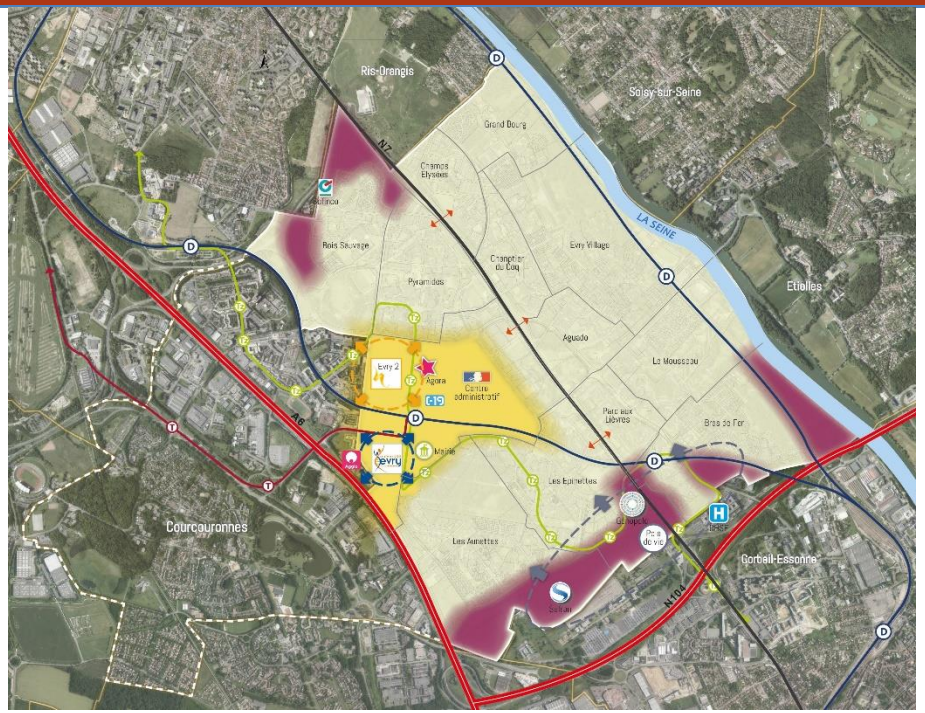
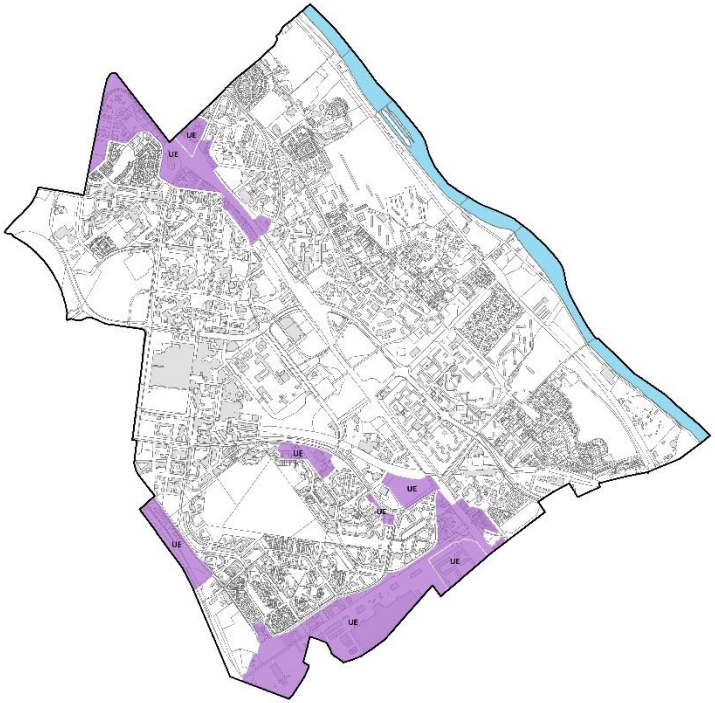
Le chapitre 1 du règlement :
La mixité fonctionnelle qui caractérise cette zone est inscrite dans le règlement puisque celui-ci autorise la plupart des destinations. Seules des destinations spécifiques qui peuvent amener des nuisances de par leurs fonctionnements sont interdites (commerce de gros, industrie, exploitations agricoles et forestières, etc.).

L'exposé des motifs des changements de règlement apportés

Le règlement du PLU 2009	Le règlement du PLU révisé	Justifications
Implantation des constructions par rapport aux voies Alignement ou retrait Marge de retrait de 0,5 mètre minimum	***Implantation des constructions par rapport aux voies*** Alignement ou retrait Pas de règle de distance de retrait	Le règlement du PLU de 2009 a été conservé dans ses grandes lignes en ce qui concerne les règles d'implantation par rapport aux voies et aux limites séparatives. En effet, ce règlement est adapté à ce tissu urbain dense et permet des évolutions, et notamment des opérations de réhabilitation, requalification, etc. répondant aux objectifs du PADD.
Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives Alignement ou retrait <u>Distances de retrait :</u> Avec ouvertures : hauteur / 2 (minimum de 8 mètres) Sans ouverture : hauteur / 4 (minimum de 4 mètres)	***Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives*** Alignement ou retrait <u>Distances de retrait :</u> Avec ouvertures : hauteur / 2 (minimum de 8 mètres) Sans ouverture : hauteur / 4 (minimum de 4 mètres)	
Implantation des constructions sur un même terrain Pas de règle	***Implantation des constructions sur un même terrain*** <u>Distances de retrait :</u> Avec ouvertures : minimum de 16 mètres Sans ouverture : minimum de 8 mètres <u>URM2* :</u> Pas de règle	L'absence de règle entre deux constructions sur un même terrain constituait une fragilité qui laissait la porte ouverte à des projets trop denses et peu qualitatifs pour les habitants et futurs habitants. Afin de répondre aux orientations du PADD et de développer des projets qualitatifs au service des habitants, il était indispensable de fixer une distance minimum entre deux constructions sur un même terrain. Toutefois, une souplesse est conservée sur le secteur URM2* dans la mesure où il s'agit d'un secteur concerné par une opération de renouvellement urbain (NPNRU), qui fait l'objet d'une OAP, et qui est maitrisée par les instances publiques. Afin de s'assurer de ne pas bloquer ce projet, l'absence de règle à cet article est donc maintenue.

L'emprise au sol des constructions 100% maximum si hauteur ⩽ 1 mètre 60% maximum si hauteur > RDC	***L'emprise au sol des constructions*** 60% maximum 80% maximum si hauteur > RDC	Le règlement actuel permettait une imperméabilisation totale des terrains. Si cette zone est dense et qu'il est nécessaire de disposer d'une emprise au sol importante pour permettre des évolutions, conformément aux orientations du PADD, celle-ci a été abaissée de manière à conserver un minimum d'espaces libres.
Les règles en termes d'espaces verts 20% d'aménagement paysager végétal 75% des surfaces libres de toute constructions doivent faire l'objet d'un aménagement paysager	***Les règles en termes d'espaces verts*** 20% d'espaces verts de pleine terre	Pour rester cohérent avec les objectifs du PADD d'une part et les ajustements de la règle d'emprise au sol d'autre part, la règle d'espaces verts à été ajustée. Ainsi, le règlement impose désormais une part minimum d'espaces verts qui soient de la réelle pleine terre.
La hauteur des constructions Maximum 15 m si pas précisé sur le zonage Construction existante + surélévation de 3 m	***La hauteur des constructions*** Maximum 15 m si pas précisé sur le zonage Construction existante + surélévation de 4 m Maximum 9 mètres sur une profondeur de 20 m si limitrophe à la zone UR	La zone URM2 recouvre des constructions aux hauteurs variées. Le PLU de 2009 prenait en compte ces différences en identifiant des secteurs de hauteurs adaptées directement sur le plan de zonage. Ce principe et ces hauteurs ont été maintenus dans le cadre de la révision.

I. La zone UE

Le PADD	Le zonage du PLU révisé
	

Justifications

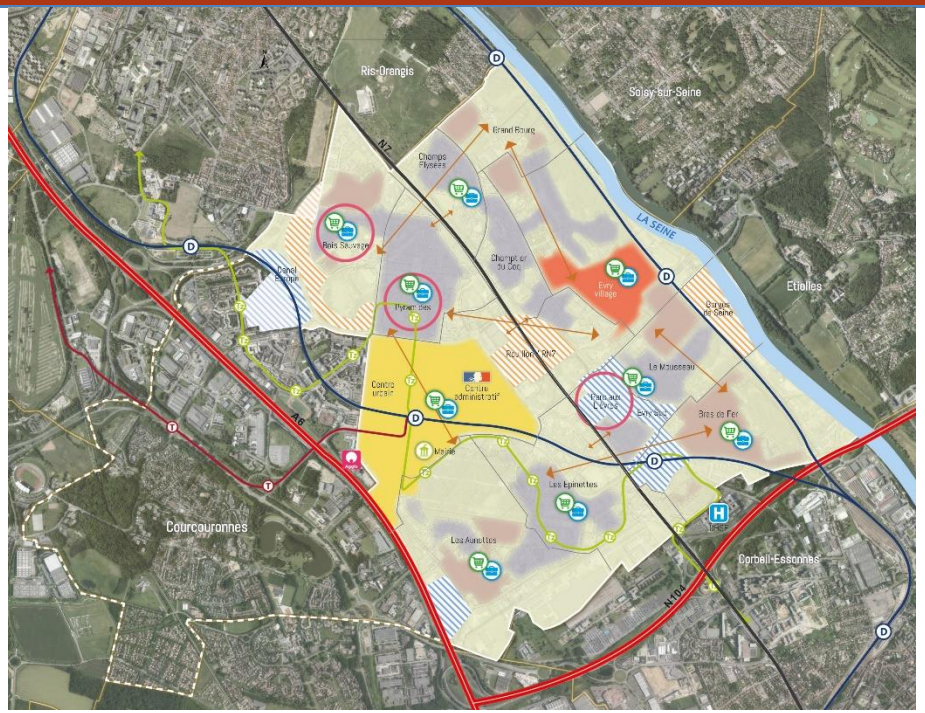
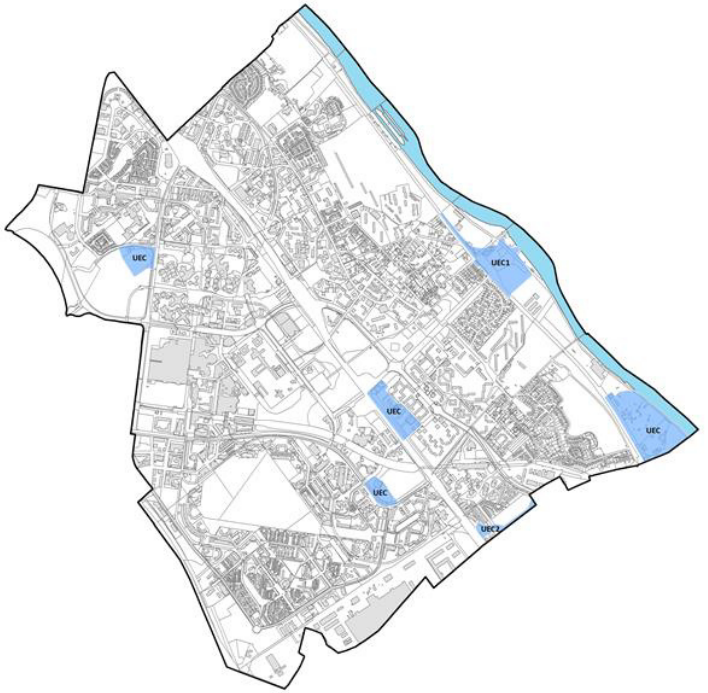
La zone UE (Economique) est restée quasiment la même dans ses limites. Sa délimitation correspond aux secteurs à vocation principale d'activités économiques
La délimitation de cette zone et la rédaction du règlement qui y est associé ont pour objectif de permettre, comme cela est exprimé dans le PADD, des évolutions, adaptations, etc. de manière à répondre au mieux aux besoins des entreprises d'aujourd'hui et de demain pour favoriser leur maintien et leur implantation sur le territoire.

Le chapitre 1 du règlement :
Le règlement vise à préserver la vocation économique de ces secteurs. Aussi, l'ensemble des constructions à destination d'activités (artisanat, bureau, industrie, etc.) sont autorisées. En revanche, les logements ne sont pas autorisés à l'exception de ceux directement liés ou nécessaires à des activités.

L'exposé des motifs des changements de règlement apportés

Le règlement du PLU 2009	Le règlement du PLU révisé	Justifications
Implantation des constructions par rapport aux voies Alignement ou retrait Marge de retrait de 5 mètres minimum	***Implantation des constructions par rapport aux voies*** Alignement ou retrait Pas de règle de distance de retrait	Le règlement du PLU de 2009 de la zone UE a été conservé dans ses grandes lignes. En effet, il s'agit d'un règlement relativement souple qui a pour objectif de répondre aux besoins des entreprises actuellement implantées sur le territoire mais aussi de faciliter l'implantation de nouvelles activités. Ces orientations ont été maintenues et réaffirmées dans le cadre de la révision du PLU et le règlement est donc repris. Pour autant, quelques ajustements ont été opérés pour améliorer le fonctionnement de ces zones ou répondre à des objectifs de qualité urbaine et environnementale. Ainsi, la distance de retrait entre deux constructions sur un même terrain a été augmentée. La règle actuelle était insuffisante pour des raisons de fonctionnement, d'accès, etc. D'autre part, une part minimum de réelle pleine terre est imposée. Même si elle reste faible pour favoriser le développement économique, il s'agit de garantir un minimum d'espaces de pleine terre pour chaque terrain. Enfin, une hauteur maximum est instaurée pour limiter des constructions aux hauteurs trop preignantes. Toutefois la hauteur instaurée (15 mètres) est suffisante pour accueillir des constructions adaptées aux activités économiques.
Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives Alignement ou retrait Marge de retrait de 3 mètres minimum	***Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives*** Alignement ou retrait <u>Distances de retrait :</u> 3 mètres	
Implantation des constructions sur un même terrain <u>Distances de retrait :</u> 3 mètres	***Implantation des constructions sur un même terrain*** <u>Distances de retrait :</u> 6 mètres	
L'emprise au sol des constructions 80% maximum	***L'emprise au sol des constructions*** 80% maximum	
Les règles en termes d'espaces verts 20% d'aménagement paysager végétal 75% des surfaces libres de toute constructions doivent faire l'objet d'un aménagement paysager	***Les règles en termes d'espaces verts*** 10% d'espaces verts de pleine terre	
La hauteur des constructions Pas de règle	***La hauteur des constructions*** Hauteur maximale fixée sur le graphique du plan de zonage Maximum 15 mètres si hauteur non indiquée dans le plan de zonage	

J. La zone UEC

Le PADD	Le zonage du PLU révisé
	

Justifications

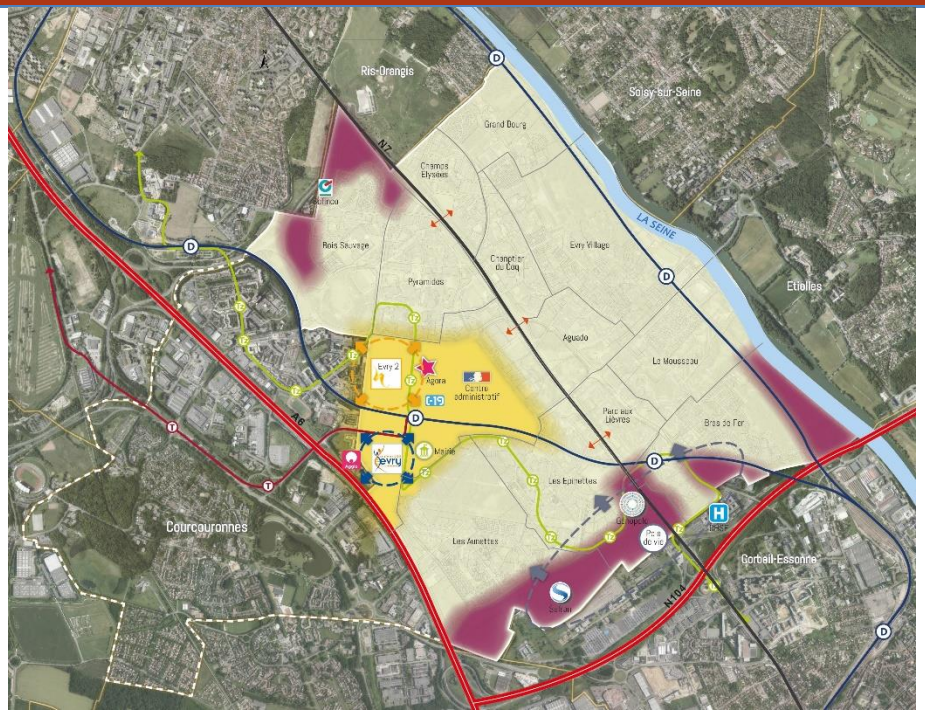
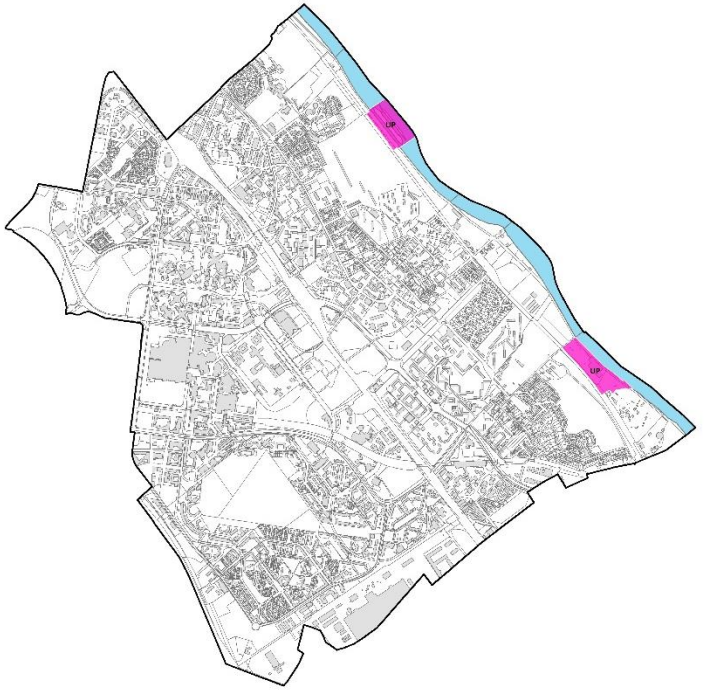
La zone UEC (Equipements Collectifs) est restée quasiment la même dans ses limites. Sa délimitation correspond aux grandes emprises et grands secteurs qui accueillent des infrastructures d'intérêt collectif.
La délimitation de cette zone et la rédaction du règlement qui y est associé ont pour objectif de permettre des évolutions de manière à répondre aux différents besoins en termes d'infrastructures et d'équipements publics ou d'intérêt collectif.

Le chapitre 1 du règlement :
Le règlement vise à préserver la vocation d'équipements de ces secteurs. Aussi, seuls sont autorisés les équipements d'intérêt collectif et services publics ou les logements directement liés ou nécessaires à des activités.

L'exposé des motifs des changements de règlement apportés

Le règlement du PLU 2009	Le règlement du PLU révisé	Justifications
Implantation des constructions par rapport aux voies Alignement ou retrait Marge de retrait de 0,5 mètre minimum	***Implantation des constructions par rapport aux voies*** Alignement ou retrait Pas de règle de distance de retrait	Le règlement du PLU de 2009 de la zone UEC a été conservé dans ses grandes lignes. En effet, il s'agit d'un règlement relativement souple qui a pour objectif de répondre aux besoins en termes d'équipements et infrastructures d'intérêt collectif. Cette souplesse est permise par le fait que le chapitre sur les destinations encadre fortement les constructions qui peuvent y être réalisées et que le foncier est maitrisé par les instances publiques. Dans la mesure où les orientations ont été maintenues et réaffirmées dans le cadre de la révision du PLU sur ces secteurs, le règlement est donc repris. Pour autant, quelques ajustements ont été opérés pour améliorer le fonctionnement de ces zones ou répondre à des nouveaux besoins. Ainsi, les hauteurs ont globalement été augmentées par exemple.
Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives Alignement ou retrait Marge de retrait de 3 mètres minimum	***Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives*** Alignement ou retrait Marge de retrait de 3 mètres minimum	
Implantation des constructions sur un même terrain Pas de règle	***Implantation des constructions sur un même terrain*** Pas de règle	
L'emprise au sol des constructions U EC ls : 20% maximum U EC se, U EC h : pas de règle	***L'emprise au sol des constructions*** UEC 1 : 20 % maximum UEC, UEC2 : pas de règle	
Les règles en termes d'espaces verts U EC se, U EC h : 10 % d'espace libre de pleine terre U EC ls : 80% d'espace libre de pleine terre	***Les règles en termes d'espaces verts*** UEC, UEC2 : 10% minimum d'espaces plantés paysagés UEC1 : 60% minimum d'espaces verts de pleine terre	
La hauteur des constructions U EC ls : 6 mètres maximum U EC se : 15 mètres maximum U EC h : 6 mètres maximum	***La hauteur des constructions*** UEC2 : maximum 21 mètres au point le plus haut UEC, UEC1 : maximum 15 mètres au point le plus haut	

K. La zone UP

Le PADD	Le zonage du PLU révisé
	

Justifications

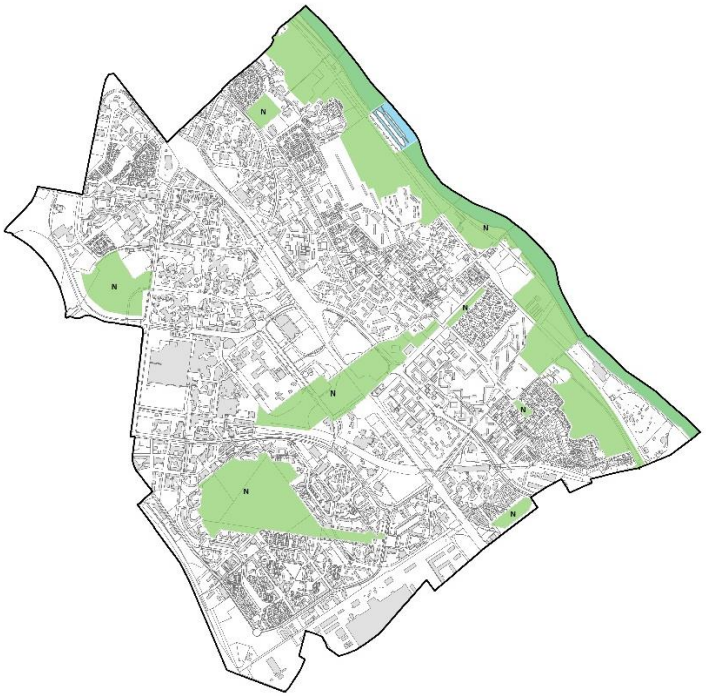
La zone UP (Portuaire) est restée quasiment la même dans ses limites. Sa délimitation correspond aux équipements ou activités qui sont liés à l'activité portuaire.
La délimitation de cette zone et la rédaction du règlement qui y est associé ont pour objectif de permettre des évolutions de manière à répondre aux différents besoins en termes d'infrastructures et d'équipements publics ou d'intérêt collectif et de permettre la mise en œuvre du potentiel de développement portuaire de la zone.

Le chapitre 1 du règlement :
Le règlement vise à maintenir cette activité portuaire en autorisant les destinations d'équipements d'intérêt collectif et services publics ou encore d'activités économiques. En revanche, toutes les autres destinations sont interdites à l'exception des logements directement liés ou nécessaires aux activités de la zone.

L'exposé des motifs des changements de règlement apportés

Le règlement du PLU 2009	Le règlement du PLU révisé	Justifications
Implantation des constructions par rapport aux voies En retrait Marge de retrait de 3 mètres minimum	***Implantation des constructions par rapport aux voies*** En retrait Marge de retrait de 3 mètres minimum	Le règlement du PLU de 2009 de la zone UEC a été conservé dans son ensemble. En effet, il s'agit d'un règlement spécifique qui avait été élaboré pour les zones portuaires. Le chapitre sur les destinations est restrictif et limite fortement les destinations autorisées dans la zone. Dans ces conditions, et dans la mesure où la plupart des constructions et fonctions autorisées dans la zone répondent à des besoins d'intérêt général, les différentes dispositions du règlement sont assez souples.
Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives Alignement ou retrait Marge de retrait de 3 mètres minimum	***Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives*** Alignement ou retrait Marge de retrait de 3 mètres minimum	
Implantation des constructions sur un même terrain Pas de règle	***Implantation des constructions sur un même terrain*** Pas de règle	
L'emprise au sol des constructions 40% maximum	***L'emprise au sol des constructions*** 40% maximum	
Les règles en termes d'espaces verts Pas de règle	***Les règles en termes d'espaces verts*** Pas de règle	
La hauteur des constructions Maximum 15 mètres au point le plus haut	***La hauteur des constructions*** Maximum 15 mètres au point le plus haut	

L. La zone N

Le PADD	Le zonage du PLU révisé
	

Justifications

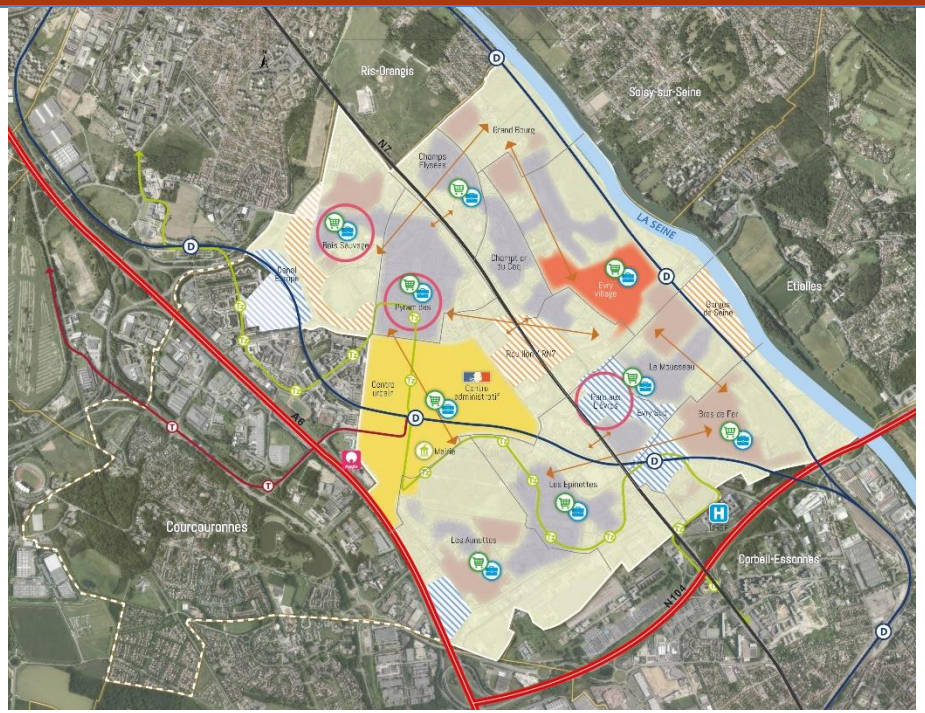
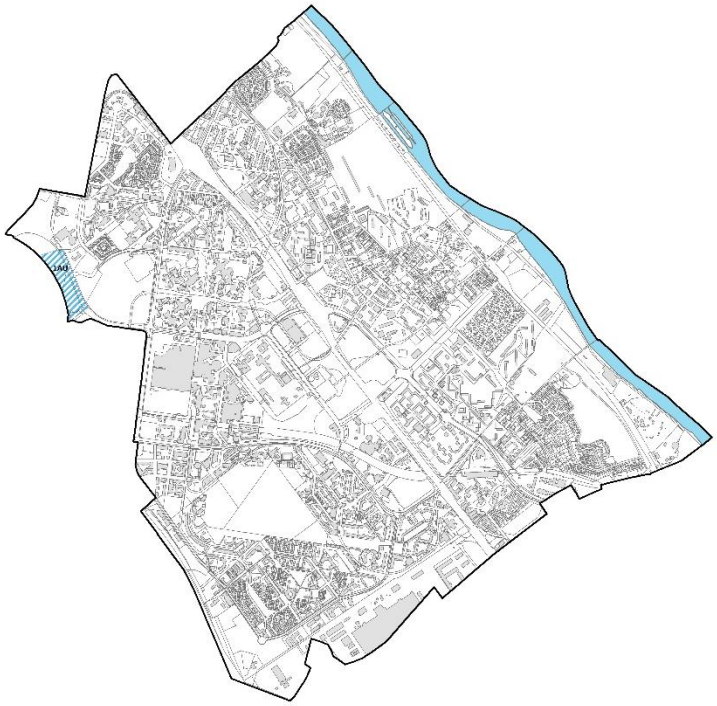
La zone N (naturelle) est restée quasiment la même dans ses limites. Sa délimitation correspond aux espaces naturels, boisés, mais aussi aux principaux parcs et espaces verts du territoire.
La délimitation de cette zone et la rédaction du règlement qui y est associé ont pour objectif, conformément à ce qui est exprimé dans le PADD, de pérenniser et protéger ces espaces dans les années à venir.

Le chapitre 1 du règlement :
Le règlement limite strictement les constructions de manière à préserver le caractère naturel et paysager de cette zone. Seules les extensions des logements qui seraient en zone N sont autorisées. Par ailleurs, les équipements d'intérêt collectif et services publics peuvent être autorisés sous condition de ne pas remettre en cause le caractère naturel de la zone et de s'insérer parfaitement dans l'environnement et le paysage.

L'exposé des motifs des changements de règlement apportés

Le règlement du PLU 2009	Le règlement du PLU révisé	Justifications
Implantation des constructions par rapport aux voies N* : En retrait Marge de retrait de 5 mètres minimum	***Implantation des constructions par rapport aux voies*** En retrait Marge de retrait de 5 mètres minimum	Conformément aux orientations du PADD, le règlement de la zone N a pour objectif de pérenniser les espaces naturels et paysagers du territoire. Ainsi, d'une part, seules les extensions de constructions existantes ou les équipements d'intérêt collectif et services publics sont autorisés et d'autre part la constructibilité est fortement encadrée.
Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives N* : En retrait Marge de retrait de 6 mètres minimum	***Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives*** Alignement ou retrait Marge de retrait de 6 mètres minimum	
Implantation des constructions sur un même terrain Pas de règle	***Implantation des constructions sur un même terrain*** Distances de retrait : 12 mètres	
L'emprise au sol des constructions N* : 10% maximum	***L'emprise au sol des constructions*** 10% maximum	
Les règles en termes d'espaces verts Pas de règle	***Les règles en termes d'espaces verts*** 80% minimum d'espaces verts de pleine terre	
La hauteur des constructions N* : Maximum 6 mètres au faitage	***La hauteur des constructions*** Maximum 6 mètres au point le plus haut	

M. La zone 1AU

Le PADD	Le zonage du PLU révisé
	

Justifications

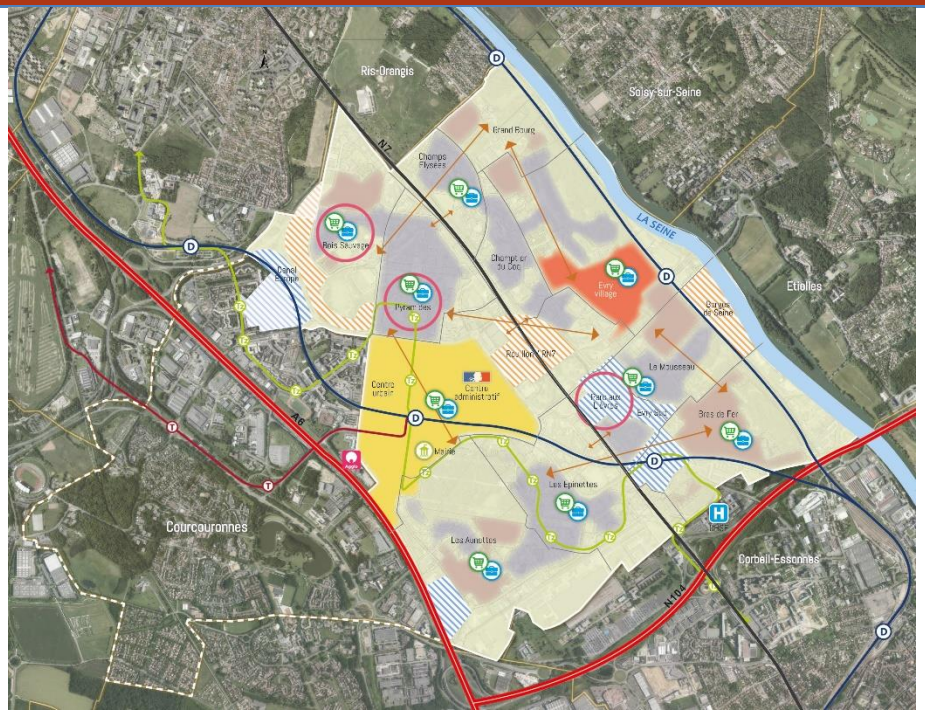
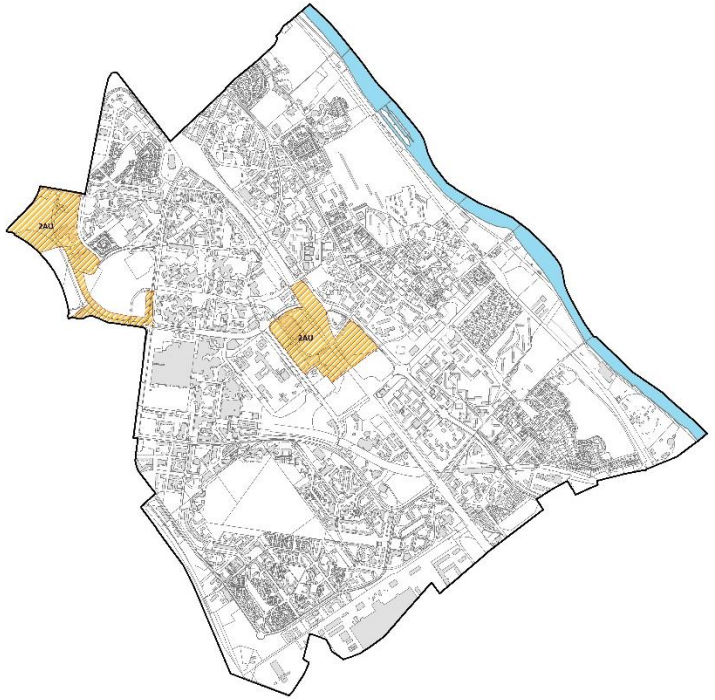
La zone 1AU (A Urbaniser) est une nouvelle zone instaurée dans le cadre de la révision du PLU. Sa délimitation reprend le périmètre du projet Canal Europe pour la partie qui concerne Evry, secteur qui était classé en zone AU fermée à l'urbanisation dans le PLU de 2009.
La délimitation de cette zone et la rédaction du règlement qui y est associé ont pour objectif de permettre la mise en œuvre du projet Canal Europe tel que présenté dans le PADD.

Le chapitre 1 du règlement :
Le règlement traduit le principe de mixité fonctionnelle inscrit dans ce projet et repris dans le PADD puis dans l'OAP. Pour autant, il s'agit d'un projet à dominante résidentielle et les destinations spécifiques (commerce de gros, industrie, exploitations agricoles et forestières, etc.), qui peuvent amener des nuisances de par leur fonctionnement, sont interdites.

L'exposé des motifs des changements de règlement apportés

Le règlement du PLU 2009	Le règlement du PLU révisé	Justifications
Implantation des constructions par rapport aux voies Pas de règle	***Implantation des constructions par rapport aux voies*** Alignement ou retrait Pas de règle de distance de retrait	Le PLU de 2009 avait instauré une zone AU fermée à l'urbanisation sur ce secteur. Aujourd'hui, du moins sur la partie concernée par le projet Canal Europe, les projets et la réflexion ont avancé. Aussi, il était nécessaire d'ouvrir à l'urbanisation ce secteur et d'instaurer un règlement. Celui-ci a été instauré de manière à permettre la mise en œuvre de ce projet d'ensemble, tel qu'exprimé dans le PADD et porté par les collectivités. Par ailleurs, ce règlement est complété par une OAP.
Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives Pas de règle	***Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives*** Alignement si vue(s) ou en retrait <u>Distances de retrait :</u> Avec ouvertures : hauteur / 2 (minimum de 8 mètres) Sans ouverture : hauteur / 4 (minimum de 4 mètres)	
Implantation des constructions sur un même terrain Pas de règle	***Implantation des constructions sur un même terrain*** <u>Distances de retrait :</u> Avec ouvertures : minimum de 16 mètres Sans ouverture : minimum de 8 mètres	
L'emprise au sol des constructions Pas de règle	***L'emprise au sol des constructions*** 60% maximum 80% maximum si hauteur > RDC	
Les règles en termes d'espaces verts Pas de règle	***Les règles en termes d'espaces verts*** 40% d'espaces verts de pleine terre	
La hauteur des constructions Pas de règle	***La hauteur des constructions*** Maximum 15 mètres Construction existante + surélévation de 4 m Maximum 9 mètres sur une profondeur de 20 mètres si limitrophe à la zone UR	

N. La zone 2AU

Le PADD	Le zonage du PLU révisé
	

Justifications

La zone 2AU (A Urbaniser à long terme), à l'exception du périmètre concerné par le projet Canal Europe qui est basculé en zone 1AU, est restée quasiment la même dans ses limites. Sa délimitation correspond au site du Rouillon d'une part, et aux terrains situés entre le site de projet Canal Europe et le quartier Bois Sauvage d'autre part.

La délimitation de cette zone et le règlement qui y est associé (zone fermée à l'urbanisation) ont pour objectif, conformément à ce qui est exprimé dans le PADD, de préserver ces sites et ce potentiel pour de futurs projets à plus long terme.

Le chapitre 1 du règlement :

Dans la mesure où il s'agit de secteurs fermés à l'urbanisation, le règlement interdit toute nouvelle construction. Seuls des équipements d'intérêt collectif et services publics peuvent être réalisés sous condition de ne pas remettre en cause le futur aménagement d'ensemble de ces zones**.**

L'exposé des motifs des changements de règlement apportés

Le règlement du PLU 2009	Le règlement du PLU révisé	Justifications
Implantation des constructions par rapport aux voies Pas de règle	***Implantation des constructions par rapport aux voies*** Pas de règle	
Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives Pas de règle	***Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives*** Pas de règle	
Implantation des constructions sur un même terrain Pas de règle	***Implantation des constructions sur un même terrain*** Pas de règle	Les secteurs qui sont restés en zone AU fermée à l'urbanisation, ne sont pas constructibles en l'état et ne sont donc pas règlementés. Il s'agit de secteurs préservés pour le futur et leur ouverture à l'urbanisation sera subordonnée à une modification ou à une révision du PLU.
L'emprise au sol des constructions Pas de règle	***L'emprise au sol des constructions*** Pas de règle	
Les règles en termes d'espaces verts Pas de règle	***Les règles en termes d'espaces verts*** Pas de règle	
La hauteur des constructions Pas de règle	***La hauteur des constructions*** Pas de règle	

Justification des autres règles transversales à toutes les zones

A. Les conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées, accès et obligations imposés en matière d'infrastructures

Cet article, qui permet de définir les règles relatives aux modalités d'accès aux terrains, est écrit de manière semblable pour l'ensemble du règlement.

Les règles visent trois éléments essentiels à savoir :

- les conditions de desserte des terrains par les voies publiques : voies adaptées à l'importance ou à la destination des constructions ou encore permettant l'approche du matériel de lutte contre l'incendie et des services de sécurité,
- les conditions d'accès aux voies ouvertes au public afin que chaque terrain présente un accès suffisant, adapté et aux normes,
- la réglementation des voies de desserte privées et des accès avec notamment une dimension minimale à respecter.

Il s'agit aussi de veiller à garantir des conditions d'accès et de desserte compatibles avec les projets réalisés que ce soit en termes de fonctionnement ou de sécurité.

B. Le stationnement

Les dispositions concernant le stationnement doivent permettre d'intégrer dans tous les projets de construction la réalisation des places de stationnement nécessaires au bon fonctionnement de la construction. Il s'agit en particulier d'éviter l'encombrement des voies publiques.

Les règles de ce chapitre correspondent à une estimation des besoins en places de stationnement par catégorie de construction : habitation, bureaux, commerces, artisanat et industrie, équipements, etc.

Les besoins en stationnement demeurent importants et ne doivent pas être sous-estimés dans les nouvelles constructions en particulier à usage de logement.

Ainsi, les normes de stationnement imposent un nombre minimal de places. Le nombre de places est fixé suivant la destination de la construction et suivent les prescriptions du PDUIF (cf. tableau page suivante).

Ces principes généraux et normes de stationnement permettent de satisfaire aux orientations du PADD.

Pour le calcul des places de stationnement, il est fait usage d'une règle d'arrondi au nombre entier supérieur.

Pour les constructions ou installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, il est indiqué que le nombre de places à réaliser doit répondre aux besoins propres créés par l'équipement, de son accessibilité par les transports collectifs et des possibilités de stationnement existantes à proximité.

Les prescriptions du PDUIF	Prise en compte dans le PLU
Normes véhicules : <u>Logements :</u> A moins de 500 mètres d'une gare ou d'une station de transport public guidé ou de transport collectif en site propre et dès lors que la qualité de la desserte le permet : - Pas plus d'une place de stationnement par logement Le PDUIF préconise que les règlements des PLU n'exigent pas un nombre de places par logement supérieur à 1,5 fois le taux de motorisation constaté sur la commune, à savoir 0,95 véhicule par ménage en moyenne sur Evry. **0,95 (taux de motorisation) x 1,5 = 1,42** Le PDUIF préconise donc que le PLU n'exige pas plus de 1,42 place par logement. <u>Bureaux :</u> Dans un périmètre de 500 m autour d'une gare : Il ne pourra être construit plus d'une place pour 45 m² de surface de plancher. Au-delà de 500 m autour d'une gare : Il ne pourra être construit plus d'une place pour 55 m² de surface de plancher. ***Normes vélos :*** <u>Habitat collectif :</u> - 0,75 m² par logement jusqu'à 2 pièces principales - 1,5 m² par logement dans les autres cas - Superficie minimale de 3 m² <u>Bureaux :</u> - 1,5 m² pour 100 m² de surface de plancher <u>Activités / commerces de plus de 500m², industrie et équipements publics :</u> - Une place pour 10 employés <u>Établissements scolaires et universitaires :</u> - Une place pour 8 à 12 élèves	***Normes véhicules :*** <u>Logements :</u> Le PLU, en application des articles L151-34 et L151-35 du Code de l'urbanisme, fixe des normes plafond en termes de stationnement pour certaines constructions situées à moins de 500 m d'une gare. La commune est donc concernée et ces obligations sont rappelées dans les dispositions générales du règlement. Pour le reste, le règlement exige la réalisation de 1,5 place par logement. Ce chiffre se base sur les 1,42 issu du calcul et recommandé par le PDUIF, chiffre qui a simplement été arrondi à 1,5 pour faciliter l'instruction et l'application de la règle. <u>Bureaux :</u> Le règlement fixe la règle suivante basée sur les recommandations du PDUIF : « *Il ne pourra être réalisé plus de 1 place pour 45 m² de surface de plancher. Toutefois, à moins de 500 mètres d'un point de desserte en transport en commun structurante le seuil est fixé à 55 m² de surface de plancher.* » ***Normes vélos :*** Le règlement reprend également les recommandations du PDUIF en ce qui concerne le stationnement vélo.

C. Les conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'énergie, d'assainissement et par les réseaux de communications électroniques

Le PLU impose de prendre en compte pour chaque opération de construction, les modalités de desserte par les réseaux d'eau et d'assainissement. Il rappelle les réglementations qui s'imposent en matière de réseaux et précise les modalités de raccordement. Les dispositions prévues s'inscrivent dans une démarche environnementale et de développement durable.

Par ailleurs, le règlement rappelle que dans le respect des objectifs du Grenelle de l'environnement, la limitation maximale de la consommation énergétique des constructions doit être recherchée et que les obligations en matière de performance énergétique en vigueur doivent être respectées.

L'installation de système de production d'énergie renouvelable est autorisée par le règlement sous condition d'être intégrée de façon harmonieuse à la construction et de ne pas présenter de nuisances. Des prescriptions concernant l'installation des panneaux solaires sont également définies (intégration dans la composition architecturale d'ensemble, etc.).

D. La performance énergétique des constructions

Le PADD définis plusieurs orientations volontaristes sur le volet environnemental et énergétique et vise à encourager le développement d'un urbanisme vertueux qui place au cœur de ses préoccupations et ambitions l'enjeu environnemental et climatique.

Afin de traduire ces orientations, un chapitre spécifique concernant la performance énergétique des constructions à été introduit dans le règlement. Celui-ci définis un certain nombre d'exigences et de prescriptions de manière à ce que les futures constructions tendent vers un niveau de performance énergétique le plus élevé possible.

8. Justification des autres dispositions du PLU

A. Les emplacements réservés

En vertu des dispositions de l'article L.151-41 du Code de l'Urbanisme, « *Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués des emplacements réservés :*
1° aux voies et ouvrages publics dont il précise la localisation et les caractéristiques ;
2° aux installations d'intérêt général à créer ou à modifier ;
3° aux espaces verts à créer ou à modifier ou aux espaces nécessaires aux continuités écologiques »

Le PLU désigne par « emplacement réservé » tout terrain bâti ou non bâti pouvant faire l'objet, à l'avenir, d'une acquisition par la collectivité publique dans le but d'y implanter un ouvrage public, une voie publique, une installation d'intérêt général ou un espace vert.
Selon l'article L.152-2 du Code de l'Urbanisme, le propriétaire d'un terrain sur lequel le PLU a inscrit un emplacement réservé « peut, dès lors que ce plan est opposable aux tiers, et même si une décision de sursis à statuer qui lui a été opposée est en cours de validité, exiger de la collectivité ou du service public au bénéfice duquel le terrain a été réservé qu'il soit procédé à son acquisition dans les conditions et délais mentionnés aux articles L 230-1 et suivants ».

Le nombre total d'emplacements réservés est de 11. Les emplacements réservés du PLU de 2009 ont été maintenu et quatre nouveaux ont été instaurés. Ils sont destinés à la réalisation de bassins de rétention d'eau, d'élargissement de voies ou encore de projets sur le secteur Beauvoir.

Emplacements réservés au titre de l'article L.151-41 du Code de l'urbanisme			
Numéro	**Destination**	**Localisation**	**Bénéficiaire**
1	Espace public paysager	Allée des Hêtres	Ville d'Évry
2	Équipement sportif et de loisirs	Berges de Seine	Ville d'Évry
3	École	Boulevard de l'Écoute S'il Pleut	Ville d'Évry
4	Bassin de rétention	Avenue Ratisbonne	Communauté d'Agglomération
5	Voirie	Chemin (avenue de Mousseau)	Ville d'Évry
6	Bassins	Avenue du Général Patton	Ville d'Évry
7	Élargissement de voirie	Avenue du Général Patton	Ville d'Évry
8	Espace de stationnement	Avenue de Beauvoir	Ville d'Évry
9	Équipement public en lien avec l'aménagement réalisé dans le parc de Beauvoir	Avenue de Beauvoir	Ville d'Évry
10	Équipement lié aux loisirs à vocation agricole et écologique	Avenue de Beauvoir	Ville d'Évry
11	Équipement d'intérêt collectif dans un objectif de mixité sociale	Avenue de Beauvoir	Ville d'Évry

B. Les Espaces Boisés Classés (EBC)

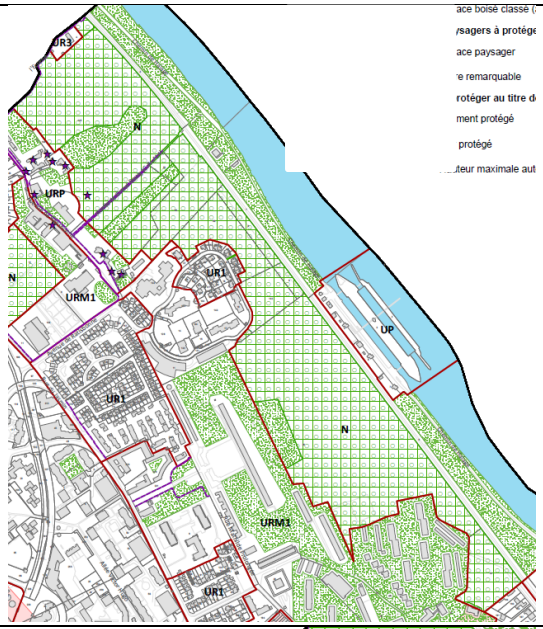
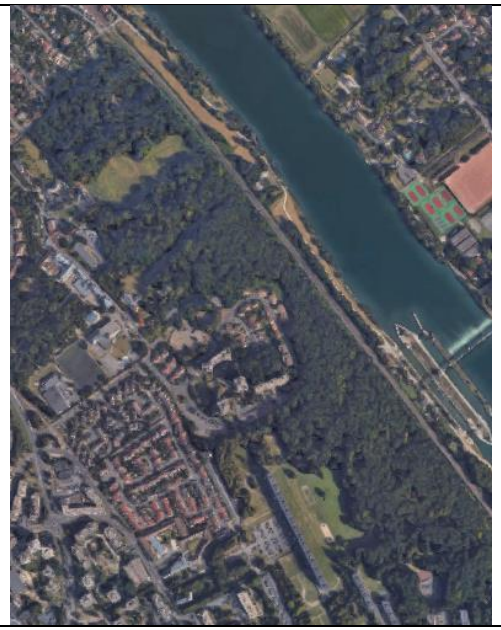
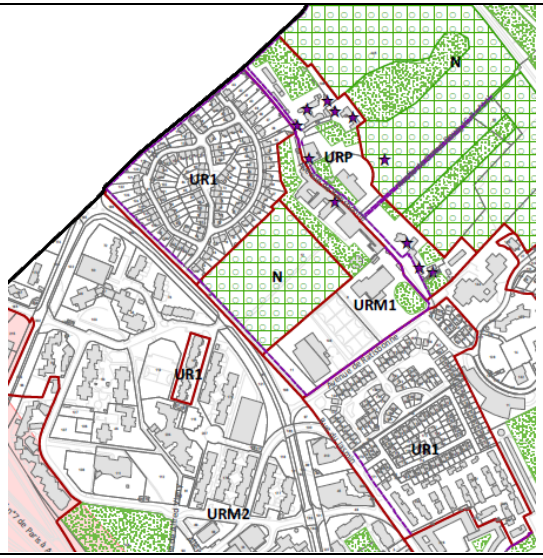
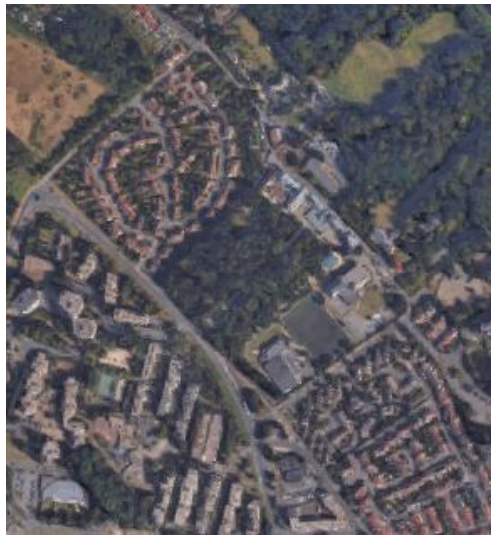
Plusieurs protections ont été mises en place afin de traduire les orientations volontaristes du PADD concernant la protection et la mise en valeur de l'environnement paysager et naturel du territoire et de bien prendre en compte les caractéristiques du territoire.

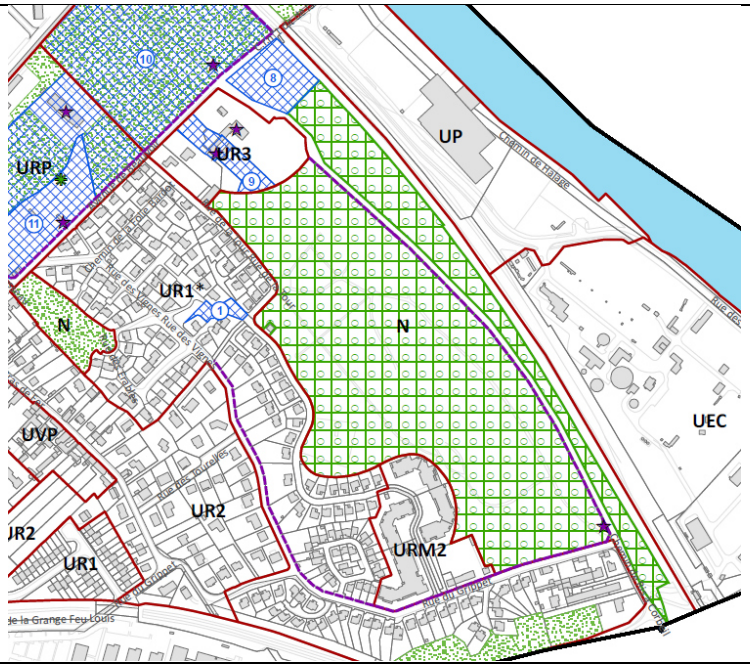
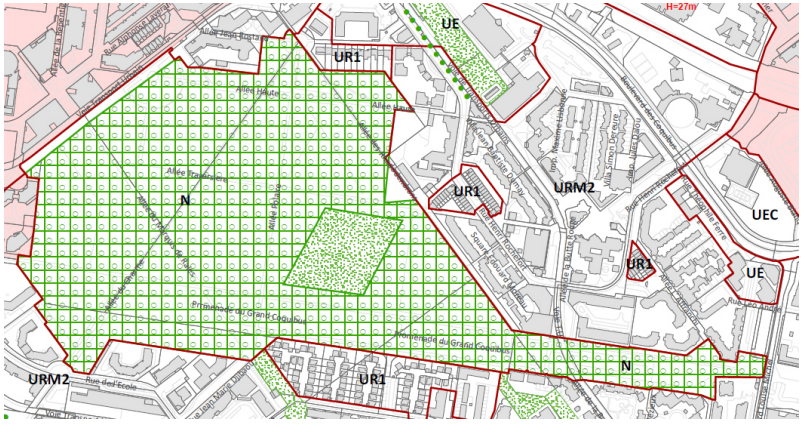
Conformément à l'article L 113-1 du Code de l'Urbanisme, les PLU peuvent classer les espaces boisés, les bois, les forêts et les parcs à conserver, à protéger ou à créer. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignements.

Ce classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation des sols de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création de boisement. En application des dispositions de l'article L.113-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, tout défrichement de ces espaces est interdit, et les coupes et abattages d'arbres sont soumis à déclaration préalable. En outre, seuls peuvent être admis des aménagements et des installations légères nécessaires à l'accueil du public, dès lors qu'ils ne compromettent pas le caractère de ces espaces.

Il s'agit d'une protection forte qui ne peut être supprimée ou réduite uniquement dans le cadre d'une procédure de révision du PLU.

Les espaces concernés sur le territoire sont les suivants : le parc de Petit Bourg sur les coteaux de Seine le long du chemin de Halage (ZNIEFF de type 2), domaine de Sion, le parc des Tourelles et le parc des Coquibus.

Le parc de Petit Bourg		
Domaine de Sion		

Le parc des Tourelles		
Le parc des Coquibus		

C. Les Espaces paysagers et arbres remarquables à protéger

L'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme permet de protéger et de mettre en valeur des éléments de paysage. Pour rappel, cet article indique que : « Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. »

Les principaux éléments de patrimoine paysager sont repérés sur le plan de zonage. Il s'agit d'espaces verts paysagers ou qui participent de la trame verte, et notamment :

- Les berges de Seine,
- Les parcs et espaces verts publics,
- Les parcs des châteaux, grandes propriétés,
- Les principaux cœurs d'ilots verts au sein des quartiers résidentiels
- Les parcs des grandes résidences
- Etc.

Le règlement indique que ces espaces sont à protéger ou à mettre en valeur pour des motifs d'ordre paysager ou écologique. De plus, tous les travaux ayant pour effet de détruire un élément de paysage et notamment les coupes et abattages d'arbres, doivent faire l'objet d'une autorisation préalable. Ces espaces sont inconstructibles.

Par ailleurs, des arbres et végétaux remarquables sont identifiés et protégés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme. Ils sont repérés sur le plan de zonage et leur liste figure en annexe du règlement. Ces arbres et végétaux doivent être conservés.

D. Les Bâtiments et murs protégés

La ville d'Évry dispose d'un patrimoine riche et diversifié qu'il faut préserver et mettre en avant pour en faire un atout en termes d'image mais aussi et surtout pour valoriser le cadre de vie de tous les Evryens.

Le PADD affiche des orientations fortes sur la question du patrimoine qui se déclinent en différents objectifs :
Protéger, entretenir et valoriser le patrimoine bâti

- Identifier et préserver le patrimoine du Village et des coteaux.
- Identifier et valoriser le patrimoine du 20ème siècle, issu de la Ville Nouvelle.

Les constructions et ensembles bâti à protéger

Une OAP thématique sur ce thème décline les orientations du PADD. Elle permet d'identifier, de repérer et de protéger le patrimoine d'Evry dans toute sa diversité (patrimoine historique, ancien, ou plus récent en lien avec la ville nouvelle et le patrimoine du 20ème).
Les constructions à protéger, constituant le patrimoine bâti de la ville et des ensembles bâti à protéger, par leur aspect paysager, leur organisation urbaine typique et les constructions qui les composent ont été identifiés dans cette OAP. Ils sont au nombre de 43, et sont distingués en deux catégories, regroupés suivant leur architecture et leur époque de construction. Les deux catégories sont les suivantes :

- Le patrimoine ancien
- Le patrimoine hérité de la ville nouvelle

L'OAP patrimoine décline des prescriptions spécifiques à chaque catégorie repérée. Ces prescriptions sont ensuite traduites dans le règlement.

En complément avec l'OAP, ces constructions et ensembles bâti, constituant le patrimoine bâti de la ville, sont repérés au titre des dispositions de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme. Ce classement permet de protéger et de mettre en valeur des éléments bâtis. Elles sont repérées sur le plan de zonage et le règlement reprend les prescriptions de l'OAP au titre de l'article L151-19.
Rappel : Article L.151-19 du Code de l'Urbanisme : Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et identifier, localiser et délimiter les quartiers, îlots, immeubles bâtis ou non bâtis, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à conserver, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation, leur conservation ou leur restauration.

Les murs à protéger

Par ailleurs, plusieurs murs remarquables sont identifiés au sein des ensembles bâtis à protéger mais aussi sur d'autres parties du territoire. Ces murs sont identifiés sur le plan de zonage et protégés au titre de l'article L.151-19 du Code de l'urbanisme. Ainsi le règlement précise qu'ils doivent être conservés et restaurés. Toutefois, des ouvertures peuvent être réalisées si elles sont rendues nécessaires pour permettre la réalisation des accès et l'implantation à l'alignement d'une construction nouvelle ou d'une extension.

évry-courcouronnes

Plan Local d'Urbanisme

de la commune déléguée d'Evry

2.3. Évaluation environnementale

PLU révisé, approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2019

Espace Ville SCOP

SOMMAIRE

I. LE CADRE JURIDIQUE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU PLAN LOCAL D'URBANISME 5

1. Le contexte réglementaire 7
2. Le contenu du document 8

II. CARACTÉRISTIQUES DES SECTEURS LES PLUS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TOUCHÉS PAR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN 9

1. Les enjeux environnementaux du territoire 11
2. Caractéristiques des parcelles susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du PLU 15

III. L'ANALYSE DES EFFETS NOTABLES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT 33

IV. LES MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION 45

V. LES INDICATEURS DE SUIVI 49

VI. RÉSUME NON TECHNIQUE 55

I. LE CADRE JURIDIQUE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU PLAN LOCAL D'URBANISME

1. Le contexte réglementaire

La Loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre 2000 a instauré le principe d'une évaluation environnementale des documents d'urbanisme dont les plans locaux d'urbanisme (PLU). Dans ce cadre, les plans locaux d'urbanisme susceptibles d'avoir des incidences sur un site Natura 2000 sont soumis à évaluation environnementale stratégique telle que définie aux articles L.104-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Le décret n° 2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme a modifié les conditions pour déterminer si les communes doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale ; en effet, il a introduit la notion de cas par cas, qui n'existait pas auparavant.

Les articles R.104-28 à R.104-33 définissent la procédure à suivre pour l'examen au cas par cas des documents d'urbanisme.

Dans ce cadre, la Ville a donc saisi au cas par cas l'autorité environnementale (définie à l'article R.104-21 du Code de l'urbanisme) afin de vérifier si la procédure de révision du PLU devait faire l'objet d'une évaluation environnementale.

L'autorité environnementale a répondu par décision délibérée n°MRAe 91-037-2018 adoptée lors de la séance du 9 octobre 2018 que la révision du PLU était soumise à l'obligation de réaliser une évaluation environnementale.

2. Le contenu du document

Lorsque le Plan Local d'Urbanisme doit faire l'objet d'une évaluation environnementale, le rapport de présentation doit être renforcé et complété au regard des dispositions de **l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme**. En effet, cet article précise que le rapport de présentation du PLU :

> *« 1° **Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes** mentionnés à l'article L. 122-4 du Code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;*
>
> *2° **Analyse les perspectives d'évolution** de l'état initial de l'environnement en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;*
>
> *3° **Expose les conséquences éventuelles** de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du Code de l'environnement ;*
>
> *4° **Explique les choix retenus** mentionnés au premier alinéa de l'article L. 151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;*
>
> *5° **Présente les mesures envisagées** pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;*
>
> *6° **Définit les critères**, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;*
>
> *7° **Comprend un résumé non technique** des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.*
>
> *Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée. »*

L'élaboration d'un document d'urbanisme comme le PLU est susceptible d'avoir des impacts sur l'environnement. Ainsi, l'extension ou la création de zones constructibles à vocation résidentielle ou économique peut avoir des impacts négatifs (consommation d'espace, multiplication des transports, destruction d'habitats naturels, de sols agricoles, dégradation de paysages). A l'inverse, le PLU peut contribuer à maîtriser ces impacts (limitation des extensions et du mitage, choix pertinent des zones constructibles, réserves d'emprises foncières pour des équipements collectifs, protection d'éléments naturels…).

L'objectif de cette évaluation est d'évaluer le plus tôt possible l'impact sur l'environnement des projets autorisés dans le PLU en amont de leur réalisation. Ainsi, l'évaluation permet de prendre en compte les incidences éventuelles et d'envisager des solutions pour éviter, réduire et compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document d'urbanisme.

II. CARACTÉRISTIQUES DES SECTEURS LES PLUS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TOUCHÉS PAR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

Le diagnostic territorial et environnemental réalisé dans le cadre du rapport de présentation du PLU a déjà permis d'identifier les enjeux environnementaux sur l'ensemble du territoire communal.

Il s'agit donc là d'une présentation des principaux enjeux du diagnostic environnemental considérés comme significatifs dans le cadre de cette évaluation et localisés principalement sur les zones de projet.

1. Les enjeux environnementaux du territoire

Le diagnostic a permis d'identifier les enseignements et enjeux suivants :

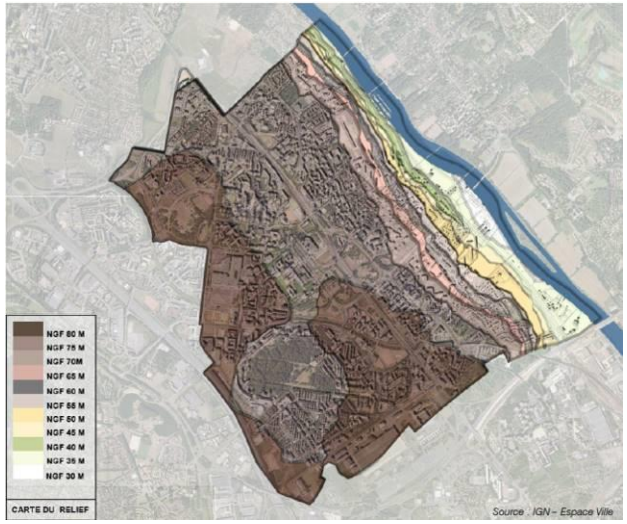
Géographie physique

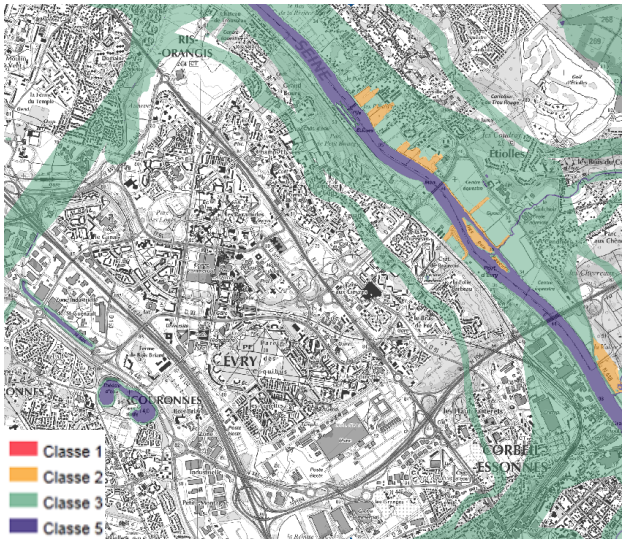
Un plateau et une topographie importante au niveau des coteaux qui engendre des vues vers la vallée de la Seine :

- Un site marqué par la présence de la Seine qui définit 3 entités paysagères :
  - ✓ La vallée de la Seine
  - ✓ Les coteaux
  - ✓ Le plateau

Un réseau hydrographique peu développé hormis la Seine :

- Présence de la Seine mais aussi de quelques points d'eau ponctuels
- Une qualité de l'eau de la Seine moyenne
- Une zone humide en bord de Seine et des zones potentiellement humides en bord de Seine et sur les coteaux





Les espaces naturels

Une trame verte bien développée mais fragile à certains endroits :

- Près de 220 ha d'espaces verts.
- 5 jardins partagés
- Près de 5 000 arbres d'alignement
- Politique « Zéro Phyto » mise en place pour la gestion des espaces verts.
- Gestion différenciée du bois de la Grange

Des espaces naturels bénéficiant de protections ou de recensements :

- 1 site inscrit : « rives de la Seine »
- 1 ZNIEFF : « vallée de la Seine de Saint-Fargeau à Villeneuve-Saint-Georges »



Les risques et les nuisances

Des nuisances sonores limitées

- Classement sonore départemental
  - ✓ A6, RN104, RD446, RN7, RD93, RD91 et 92,
  - ✓ RER D
  - ✓ Futur tram 12 Express
- Des cartes de bruit réalisées à l'échelle de l'ex-agglomération. La population ainsi que les établissements sensibles sont peu exposés aux nuisances sonores. Dès l'origine de la réalisation de la Ville Nouvelle, les infrastructures potentiellement bruyantes ont été prises en compte, permettant ainsi d'anticiper l'exposition au bruit des populations.

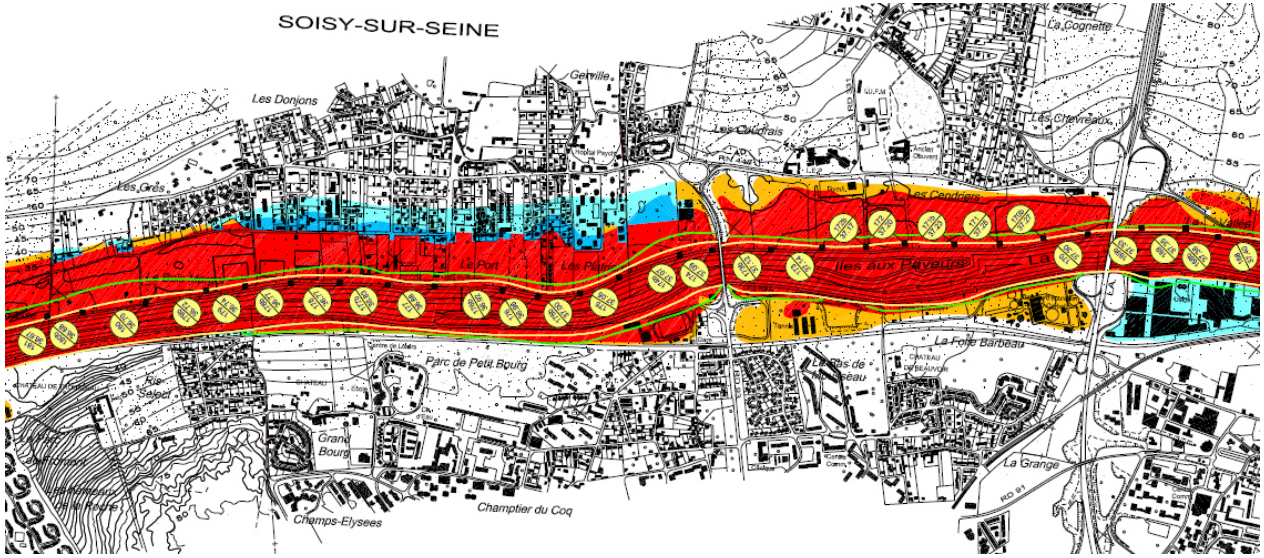
Une bonne qualité de l'air, mais impactée par le trafic routier et le résidentiel et tertiaire

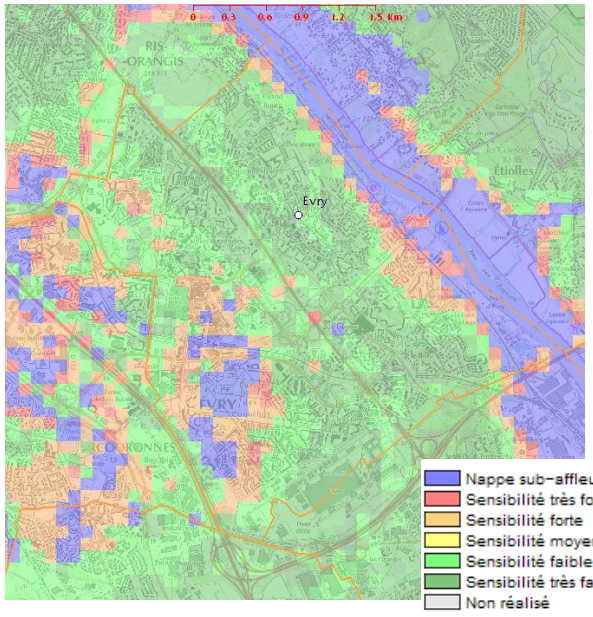
Des risques naturels importants et touchant une partie du territoire urbanisé

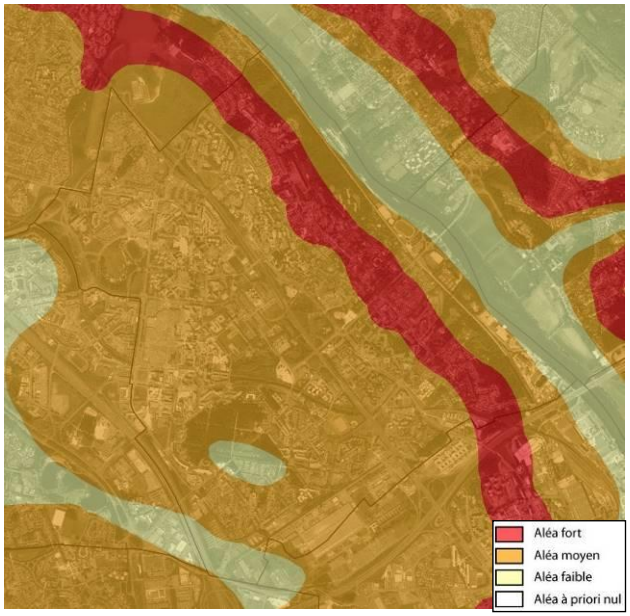
- Risque d'inondation par débordement, identifié par un PPRi (Seine), mais touchant peu le territoire urbanisé
- Risque d'inondation par remontée de nappes, concernant les bords de Seine et la partie sud-ouest du plateau, urbanisée
- Aléa retrait-gonflement des argiles fort sur le coteau urbanisé et moyen sur le reste du territoire

Des risques technologiques connus et maîtrisés

- Transport de matières dangereuses (ferroviaire, routier, fluvial et canalisations (gazoduc, pipeline))
- 9 ICPE dont 7 soumises à autorisation
- 1 site Basol : société SNECMA
- 48 sites Basias
- Une quarantaine d'antennes-radio ou de téléphonie







Les réseaux urbains

Eau potable

- Gérée par l'Agglomération : « l'eau de l'agglo »
- Provient de l'usine de Morsang-sur-Seine
- Bonne qualité de l'eau
- Les consommations de l'eau ont baissé en 2015 par rapport à 2014

Assainissement

- Gérée par l'Agglomération qui a délégué à la SEE
- Réseau séparatif mais de nombreux problèmes de non-conformité des branchements
- Eaux traitées à la station d'épuration d'Évry
- Quelques points noirs sur le réseau, en point bas du bassin versant, vers l'avenue Patton et la Cerisaie
- Schéma Directeur d'assainissement en vigueur : quelques secteurs de la commune en bord de Seine restent en assainissement non collectif.

Déchets

- Gérés par l'Agglomération
- Traitement effectué par le SIREDOM : opérations de valorisation et de traitement des déchets ménagers et assimilés à l'Eco-site de Vert-le-Grand
- Des PAV sont mis en place sur le territoire et notamment dans les nouvelles opérations
- Problématique des dépôts sauvages

Réseau de chaleur

- Réseau de chaleur desservant les communes de Courcouronnes et d'Évry

Aujourd'hui, la chaleur du réseau est produite uniquement à partir d'énergies fossiles. L'objectif est d'assurer 80% de la production de chaleur à partir d'énergies renouvelables à terme. Une première étape de 50% devrait être atteinte pour la saison de chauffe 2017-2018 → Projet de raccordement à l'éco-site de Vert-le-Grand afin de mettre en place un mix énergétique

Les énergies renouvelables

Des potentiels limités sur le territoire

- Potentiel géothermique moyen à fort (pour les nappes superficielles)
- Potentiel solaire moyen

Enjeux environnementaux :

Les principaux enjeux identifiés sur le territoire sont les suivants :

- **La limitation de l'exposition de la population aux nuisances sonores et à la pollution de l'air**
- **La limitation de l'exposition de la population aux risques naturels et technologiques**
- **La préservation de la trame verte et bleue (espaces verts, espaces boisés, cours d'eau, corridors)**

Par ailleurs, le territoire n'est pas concerné par un site Natura 2000, et les sites les plus proches sont les suivants :

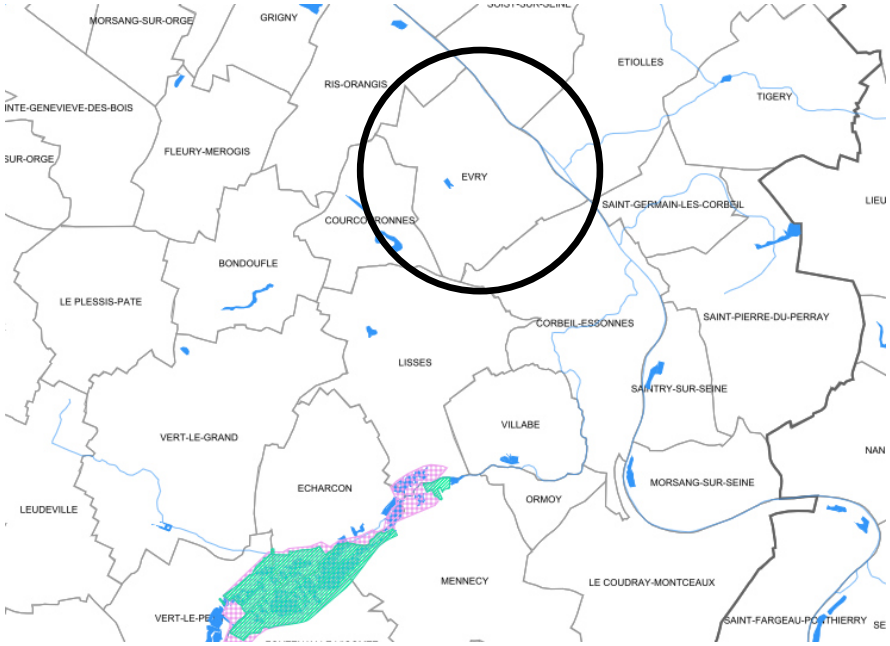
- « Marais d'Itteville et de Fontenay-le-Vicomte », classé en ZPS (Zone de Protection Spéciale) en référence à la Directive Oiseaux
- « Marais des Basses vallées de la Juine et de l'Essonne » référencé en Site d'Intérêt Communautaire (SIC) par rapport à la Directive Habitat.

La partie la plus proche de ces sites se trouve à environ 3 km de la pointe sud-ouest du territoire.

Des périmètres d'influence ont été définis en justifiant les distances en fonction des éléments représentatifs du SIC (l'avifaune). Le périmètre « de proximité » et « éloigné » correspondent à une bande de 300 m et de 1 000 m autour de la zone. Ces périmètres correspondent potentiellement à des espaces-tampons, c'est-à-dire des milieux complémentaires au site Natura 2000 ou de substitution à des espaces dégradés ou trop sollicités et pour lesquels une fonctionnalité avec le site Natura 2000 apparaît (habitat, nourrissage, axe d'échange, alimentation en eau…).

Concernant le SIC (habitat), le territoire d'Évry n'est pas concerné par le périmètre rapproché ni le périmètre éloigné.

Concernant la ZPS, le périmètre de bande tampon est de 3 000 m et concerne une partie tangente du territoire, à l'extrême pointe sud-ouest du territoire, qui correspond au nœud routier entre l'A6 et la RN104. Les projets inscrits dans le PLU n'auront pas d'incidence sur le site Natura 2000. Le seul secteur de projet à proximité de ce nœud routier est le projet de finalisation des Aunettes, secteur à dominante de logements, qui comporte un couvert végétal important et qui prévoit un recul naturel entre l'A6 et les futures constructions. Cet aménagement et notamment le recul entre l'A6 et les futures constructions pourra accueillir des essences qui permettront éventuellement de servir de refuge ou de relais pour certaines espèces d'oiseaux.



2. Caractéristiques des parcelles susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du PLU

Les perspectives d'urbanisation existantes au sein de l'enveloppe urbaine :

Le centre urbain

Localisation et état initial du site

Le projet est situé à l'ouest du territoire. Il est à proximité de la gare d'Évry-Courcouronnes et est constitué d'une urbanisation dense, d'îlots encore vierges (destinés à être urbanisés dans le cadre de la finalisation du centre urbain), et d'un grand centre commercial (Évry 2).

Les enjeux environnementaux présents sur le site sont les suivants :

- La protection des habitants vis-à-vis des nuisances sonores, des pollutions et des risques technologiques



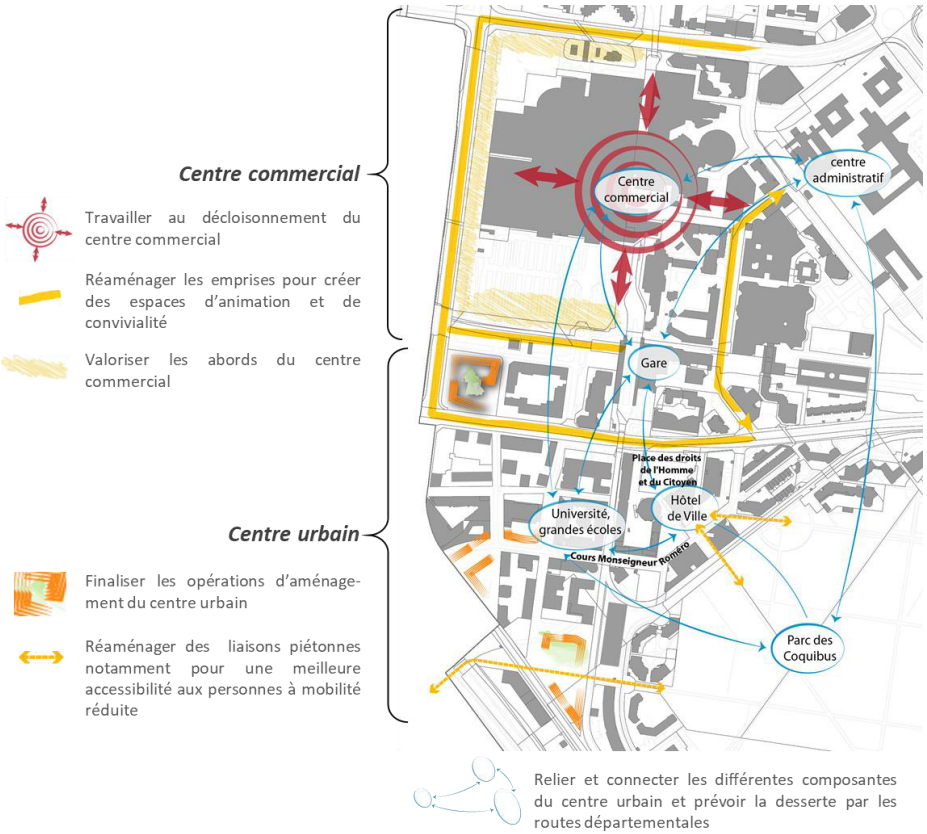
Projet et traduction dans le PLU

Le projet doit permettre de poursuivre l'émergence d'une réelle centralité à Évry en l'accompagnant par des actions de valorisation permettant une meilleure attractivité, un renforcement du dynamisme, et une montée en gamme du quartier. Autour du centre commercial, il s'agit de travailler sur les espaces publics et les équipements publics, afin de participer au décloisonnement du secteur, et de reconnecter les différents espaces. En termes de logements, la quasi-totalité des programmes ont été réalisés ou sont en cours de finalisation et de livraison. Toutefois, environ 140 logements sont encore à prévoir.

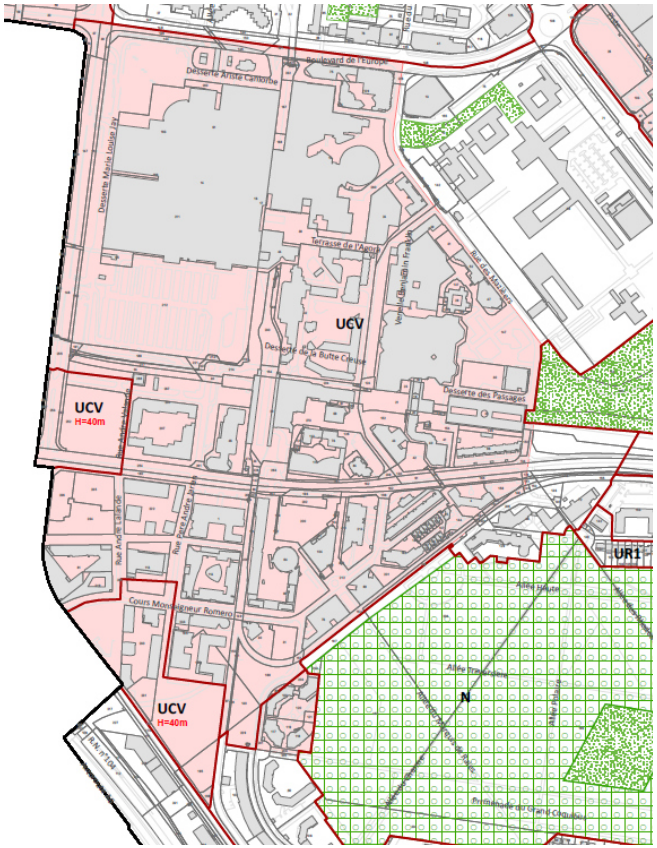
Extrait du PADD :

- Faire du secteur Agora-Terrasses-Evry 2 le cœur d'un centre-ville moderne, multifonctionnel et attractif
- Finaliser le projet centre-ville avec l'ambition d'en faire un centre urbain habité, vivant, animé.
- Intégrer pleinement l'Université au centre urbain dans une logique de mixité fonctionnelle.
- Mettre en avant l'atout majeur que constitue la présence du centre commercial en cœur de ville pour développer l'attractivité du centre-ville d'Evry.

Extrait des OAP



Extrait du zonage



Le secteur de projet est en zone UCV, zone mixte permettant la finalisation du projet centre urbain et le projet autour du centre commercial.

Des secteurs de hauteur dont définis afin de permettre ponctuellement de monter à 40 m contre 27 m dans le reste de la zone.

Impacts sur l'environnement		
Incidences positives	**Incidences mitigées ou négatives**	**Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation**
L'objectif est d'urbaniser ce secteur de friches en plein cœur d'Evry, à proximité de la gare du RER qui accueillera le terminus du futur Tram Train Massy Evry, mais aussi de commerces, services, etc. La proximité d'équipements, commerces et services, permettra de limiter les déplacements du quotidien en voiture pour se rendre dans les équipements, commerces et services et donc aura un impact positif sur la qualité de l'air. Le développement de liaisons douces et leur aménagement adapté pour les personnes à mobilité réduite va favoriser l'accès à ce secteur dense en services et équipements et donc être favorable à l'inclusion des populations au sein de la vie quotidienne.	Le projet va engendrer la suppression d'espaces aujourd'hui perméables du fait des nouvelles constructions sur des secteurs en friche, ce qui peut entraîner un phénomène de ruissellement plus important. Une pression supplémentaire va être exercée sur les réseaux (eau et assainissement) du fait des nouvelles constructions. Du fait de la proximité de voies identifiées comme bruyantes par le classement sonore départemental (RD92, voie ferrée), la population actuelle et nouvelle va potentiellement être exposée à des nuisances sonores et pollutions. Pour autant, la voie ferrée est enterrée et ne crée donc pas de nuisances sonores. Par ailleurs, la RD92 est réalisée en boulevard urbain avec une circulation maîtrisée (vitesse à 50 km/h et carrefours à feux), ce qui fait que les nuisances sonores et pollutions sont limitées. De plus, le développement du tram-train Massy-Evry va potentiellement limiter l'augmentation de trafic sur ces axes. Trois sites Basias sont identifiés dans le périmètre du projet, mais principalement au niveau du centre commercial. Leur incidence est donc très limitée sur les futures constructions, s'agissant de secteurs qui ne sont pas amenés à évoluer.	Définition d'obligation de pourcentage d'espaces verts afin de préserver des espaces perméables (en pleine terre ou sur dalle du fait de la densité importante du secteur). Rappel des prescriptions d'isolation acoustique aux abords des voies bruyantes dans les dispositions générales du règlement. Rappel dans les dispositions générales du règlement de la nécessité de vérifier l'absence de risque pour la santé humaine et l'environnement avant l'urbanisation sur des sols pollués ou potentiellement pollués.

Pour rappel, lors de la saisine de l'autorité environnementale pour la procédure d'examen au cas par cas, il était envisagé un secteur de développement à plus long terme sur les terrains situés à la pointe entre le boulevard de France (RD93) et le boulevard des Coquibus (RD93A).

Or, au vu des enjeux environnementaux forts en termes de trame verte et de continuité écologique entre le parc Henri Fabre et le parc des Coquibus, il a été décidé d'abandonner ce secteur de développement et de le conserver en espace vert, le développement communal prévu pouvant s'effectuer dans les autres sites de projet identifiés.



Évry Sud

Localisation et état initial du site

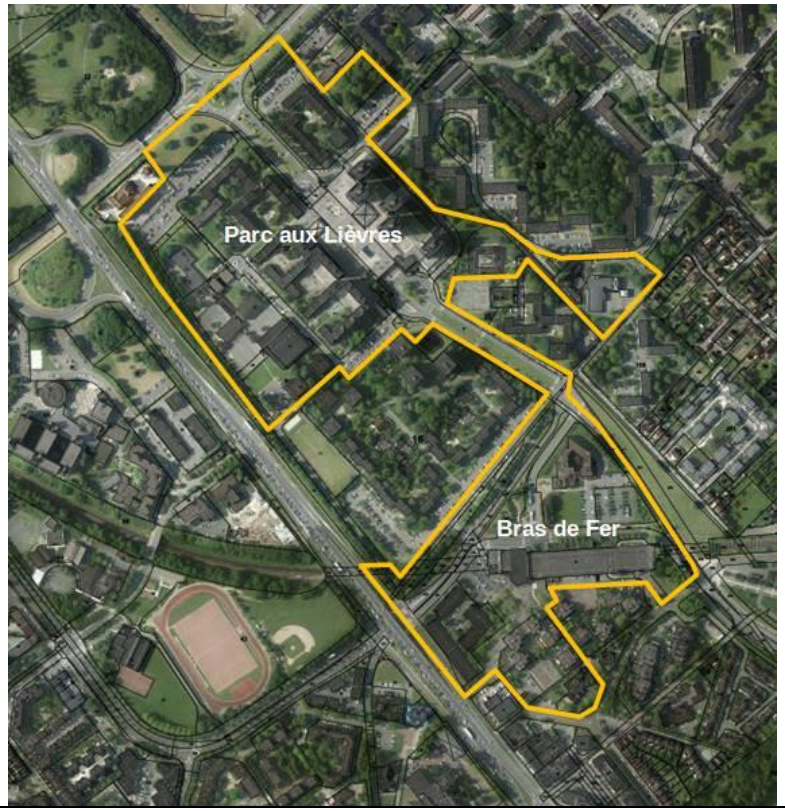
Le secteur Evry Sud est composé des quartiers du Parc aux Lièvres et du Bras de Fer.

Il est bordé à au sud-ouest par la RN7 et est desservi au sud par la gare du Bras de Fer (RER D).

Le secteur présente aujourd'hui une mixité des fonctions : habitat, activités, équipements…

Les enjeux environnementaux présents sur le site sont les suivants :

- La protection des habitants vis-à-vis des risques et des nuisances



Projet et traduction dans le PLU

Le projet doit permettre de faire émerger un nouveau quartier dans Evry Sud avec l'objectif d'améliorer durablement le cadre de vie pour les habitants d'aujourd'hui et de demain.

Le projet Evry Sud est un projet de renouvellement et de requalification urbain. En effet, l'ensemble du site est urbanisé aujourd'hui. L'objectif est d'améliorer la qualité du cadre de vie du quartier en agissant sur plusieurs leviers comme les logements, les espaces publics, la circulation, ou encore les équipements, services et commerces.

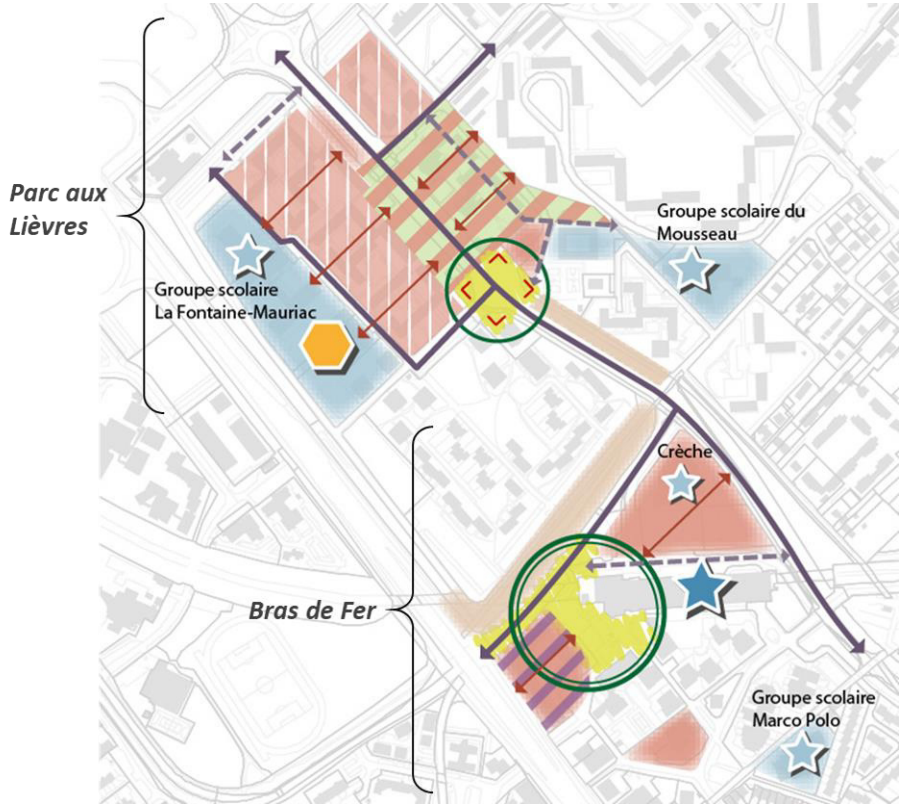
En termes de programmation, le projet prévoit notamment la réalisation de 1 100 logements, répartis de manière sensiblement égale entre le secteur Bras de Fer, qui bénéficie de la présence d'une gare RER, et le secteur Parc aux Lièvres. Une partie de ces logements viendra remplacer l'offre actuelle dans la mesure où le projet intègre de la démolition / reconstruction, liée notamment à la démolition de la dalle du parc aux Lièvre.

La réalisation de locaux à destination de services et commerces ainsi que le développement des équipements (écoles, équipements sportifs, etc.) est également prévue.

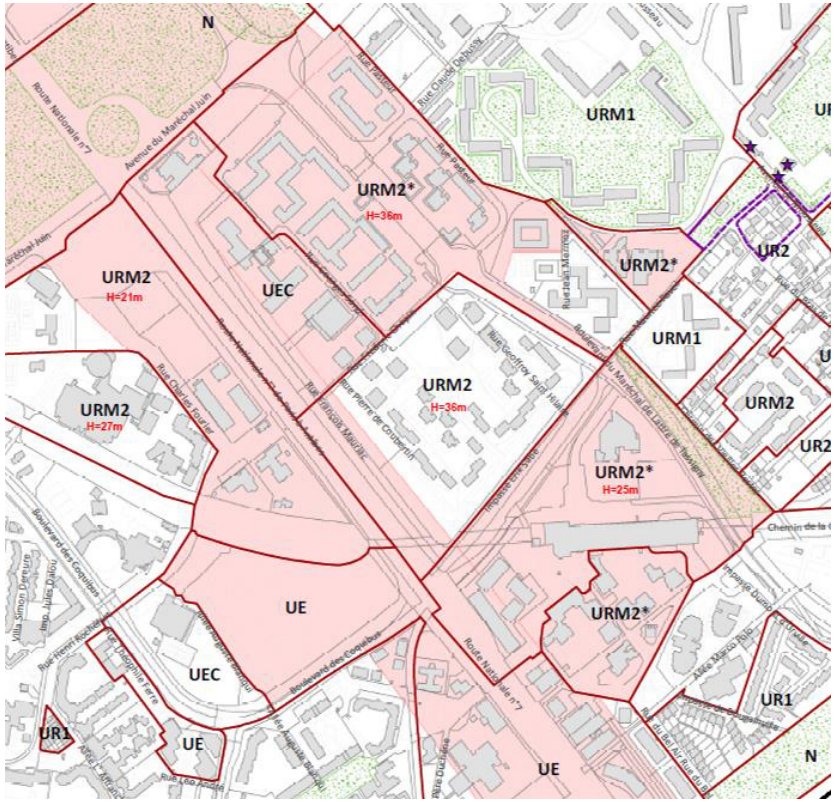
Extraits du PADD

- Poursuivre la rénovation des quartiers sur le secteur Evry Sud avec les projets sur Bras de Fer et Parc aux Lièvres.
- Réaliser environ 1 100 logements d'ici 2025 sur le secteur Bras de Fer et Parc aux Lièvres, dans le prolongement du projet îlot dit « Caisse d'Épargne ».
- Engager la requalification urbaine, rétablir la mixité sociale, et améliorer les conditions d'habitat sur le secteur Parc aux Lièvres, ce qui passe par de la démolition / reconstruction, de la réhabilitation, rénovation en profondeur, du patrimoine conservé, ou encore de la requalification d'espaces publics, avec, à terme, la possibilité de réaliser de nouveaux logements.

Extrait des OAP



Extrait du zonage



Le secteur est en zone URM2, avec des hauteurs différenciées, selon que l'on est au nord dans le secteur du Parc aux Lièvres (36 m) ou au sud dans le secteur du Bras de Fer (26 m). La partie la plus au nord-ouest, dédiée aux équipements, est en zone UEC.

Impacts sur l'environnement		
Incidences positives	**Incidences mitigées ou négatives**	**Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation**
Le projet prévoit le développement des logements, commerces et services à proximité de la gare du Bras de Fer, ce qui limitera les émissions de gaz à effet de serre du fait de l'usage des mobilités actives et des transports en commun. Par ailleurs, l'exposition de la population aux nuisances sonores sera limitée grâce à la réduction des nuisances sonores liées au trafic, dans la mesure où l'usage de la voiture sera limité. Le projet vise également à engager une procédure de renouvellement urbain d'habitat plutôt dégradé. Les nouvelles constructions permettront d'offrir un meilleur cadre de vie, avec des bâtiments aux normes énergétiques, ce qui permet de diminuer les consommations énergétiques importantes aujourd'hui dans ce secteur. Par ailleurs, les logements seront de qualité, ce qui est favorable pour la santé des habitants. Un des objectifs est de préserver des espaces verts généreux tout en densifiant ce secteur, notamment dans la partie du Bras de Fer en raison de la présence d'une gare du RER.	Une pression supplémentaire va être exercée sur les réseaux (eau et assainissement) du fait des nouvelles constructions. La présence d'un pressing qui n'est plus en activité et identifié sur la base de données Basias est à signaler. Cependant, au vu de la petite superficie que cela représente, les impacts négatifs sur les habitants et l'environnement sont limités. Par ailleurs, une ligne GRT Gaz passe au nord du site. Concernant les nuisances sonores, et notamment celles liées à la route, la destruction de la dalle va engendrer la mise à niveau des futures habitations avec la voie routière (RD91) identifiée comme voie bruyante au classement sonore départemental, ce qui pourrait entraîner des nuisances supplémentaires pour les futurs habitants.	Définition d'obligation de pourcentage d'espaces verts afin de préserver des espaces perméables (en pleine terre ou sur dalle du fait de la densité importante du secteur). Rappel dans les dispositions générales du règlement de la nécessité de vérifier l'absence de risque pour la santé humaine et l'environnement avant l'urbanisation sur des sols pollués ou potentiellement pollués. De plus, le projet prévoit un recul des constructions au nord afin de ne pas trop rapprocher les habitants des risques potentiels liés à la canalisation de gaz. Rappel des prescriptions d'isolation acoustique aux abords des voies bruyantes dans les dispositions générales du règlement. Par ailleurs, concernant la problématique spécifique de la RD91, la largeur de la voie actuelle et l'aménagement urbain prévu prennent en compte cette thématique et minimiseront les nuisances potentielles. Le long de la RN7, il a été prévu des secteurs d'équipements ou des secteurs à dominante d'activités, afin de limiter l'exposition des habitants aux nuisances sonores et pollutions de cet axe, même si de par sa constitution (largeur, espaces végétalisés aux abords), les nuisances sonores sont réduites.

Les quartiers résidentiels :

- Les secteurs pavillonnaires :

Ces secteurs présentent une capacité de densification limitée du fait de leur constitution. Par ailleurs, l'enjeu environnemental le plus important dans ces secteurs est la présence de la nature, qui participe au cadre de vie mais aussi à la trame verte et aux continuités écologiques. Il est donc important de préserver une partie de ces espaces. Le PLU vise à renforcer la protection des quartiers pavillonnaires à forte sensibilité paysagère (notamment au niveau d'Evry Village et des coteaux). Pour cela, une OAP traitant du développement ou non de ces secteurs a été élaborée. Elle cadre les possibilités d'évolution afin de préserver le « patrimoine » et les espaces verts de certains de ces ensembles.

- Les grandes résidences collectives :

Ces secteurs présentent une capacité de densification limitée pour certains d'entre eux du fait de leur constitution et de leur forte densité. Pour les autres, il s'agit majoritairement de grandes résidences intégrées dans des parcs (notamment sur les coteaux) que le PLU préserve pour leur rôle à la fois paysager et constitutif de la trame verte. A cette fin, les espaces verts des grandes résidences ont été identifiés en espaces paysagers au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme.

Les perspectives d'urbanisation en extension urbaine :

Canal Europe

Localisation et état initial du site

Le secteur au nord-ouest du territoire, en limite avec Courcouronnes.

Il est aujourd'hui occupé par le parc des Loges, des espaces en friche et des secteurs d'activités. Il est traversé par le boulevard de l'Europe.

Les enjeux environnementaux présents sur le site sont les suivants :

- La préservation de la continuité naturelle
- La protection des habitants vis-à-vis des risques et des nuisances



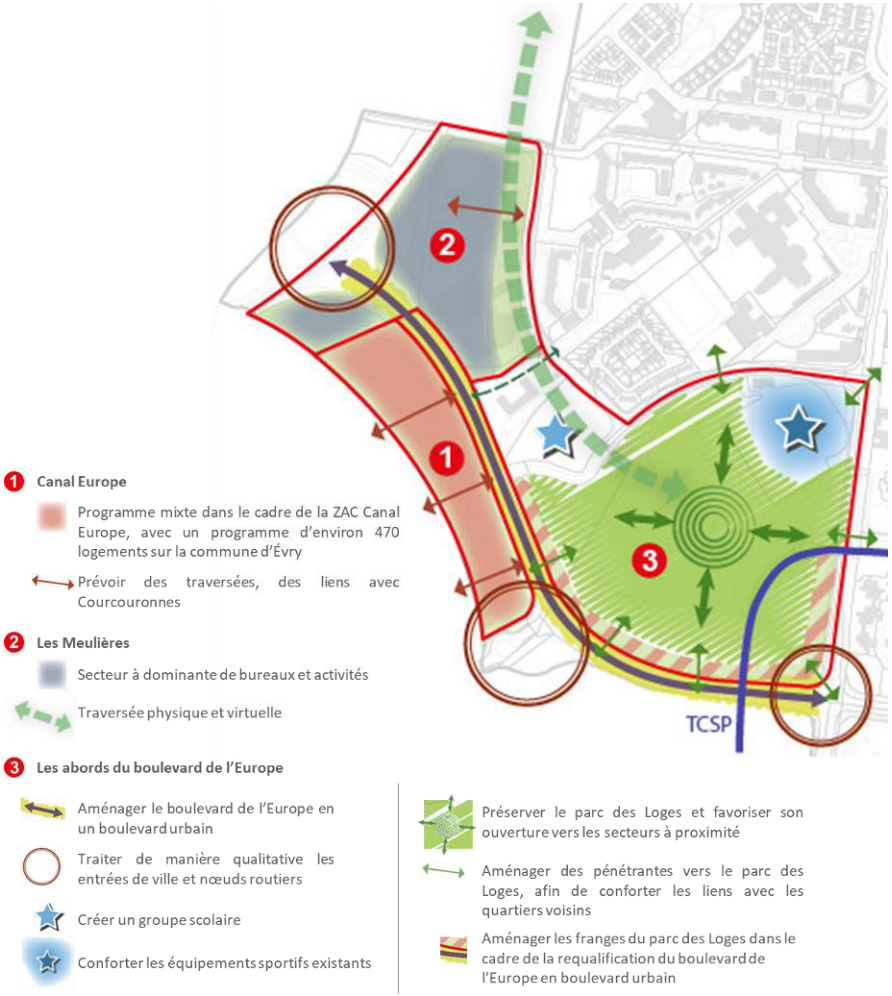
Projet et traduction dans le PLU

Le projet doit permettre la réalisation d'une opération de logements individuels.

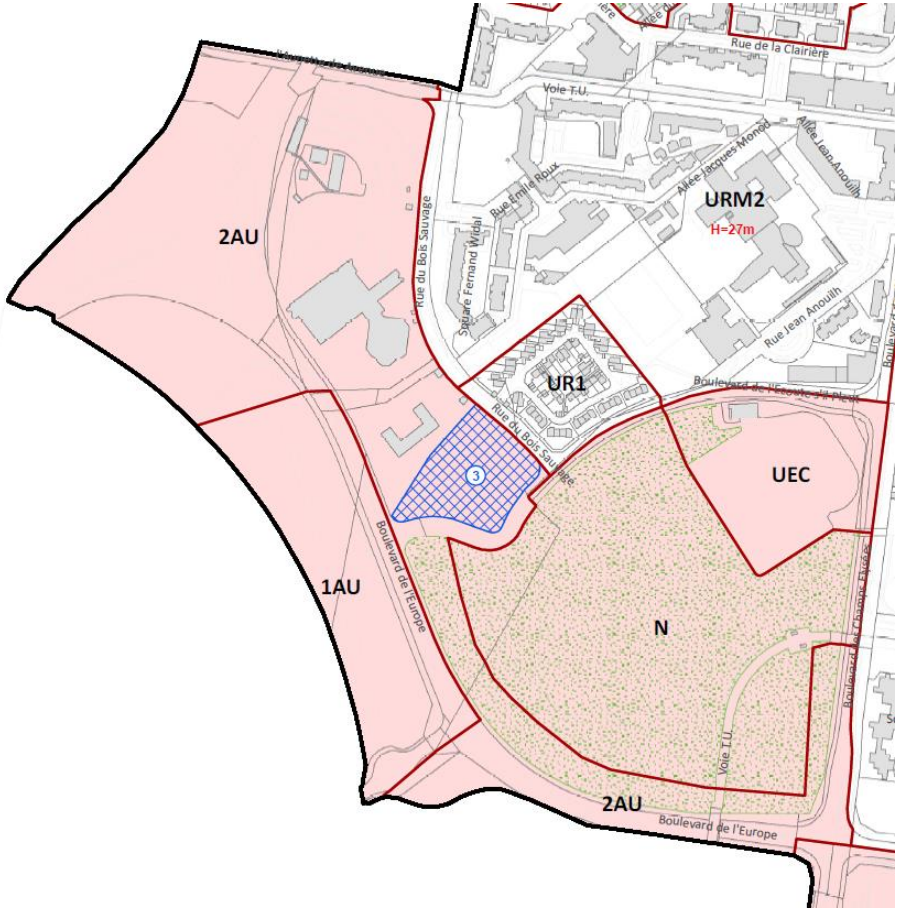
Extrait du PADD

- Accompagner, en partenariat avec l'Agglomération, la création de cet éco quartier
- Être ambitieux dans la volonté de réaliser un quartier 100% durable en déclinant cette démarche dans toutes les composantes du futur quartier.
- Accueillir entre 450 et 500 logements au sein de ce quartier pour la partie située sur le territoire d'Evry.
- Penser en amont les liens de ce futur quartier avec les quartiers Bois Sauvage et Pyramides ainsi que le centre-ville.
- Accompagner la réalisation du quartier avec l'arrivée du bus à haut niveau de service T-Zen 4.

Extrait des OAP



Zonage



Le secteur de projet est en zone 1AU pour la partie Canal Europe à proprement parler, et en 2AU pour le secteur des Meulières et les abords du boulevard de l'Europe. Le parc des Loges est classé en zone N et bénéficie d'une identification au titre des espaces paysagers remarquables (L.151-23 du Code de l'urbanisme). La partie nord-est du parc, déjà aménagée pour des équipements sportifs, est classée en zone d'équipements (UEC).

Impacts sur l'environnement		
Incidences positives	**Incidences mitigées ou négatives**	**Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation**
La création d'équipements permettra de limiter les déplacements du quotidien en voiture et aura donc un impact positif sur la qualité de l'air. La préservation du parc et son ouverture sur les quartiers va permettre de faciliter les déplacements actifs et donc limiter l'usage de la voiture. De plus, le parc s'inscrit dans une trame verte plus large, et sa préservation et sa connexion aux réservoirs de biodiversité plus large sont positifs pour les continuités écologiques (Classement du parc des Loges en zone N et espace paysager, et des franges du parc en espace paysager. En complément, inscription dans l'OAP de la nécessité de conserver une continuité naturelle entre le parc des Loges et les berges de Seine en passant par les abords du ru de l'Ecoute s'il Pleut).	Une pression supplémentaire va être exercée sur les réseaux (eau et assainissement) du fait des nouvelles constructions. Le projet va engendrer la suppression d'espaces aujourd'hui perméables du fait des nouvelles constructions sur des secteurs en friche, ce qui peut entraîner un phénomène de ruissellement plus important. Le projet tel qu'il est présenté sur plan donne l'impression d'exposer les futurs habitants du secteur de Canal Europe notamment aux nuisances sonores et pollutions liées au boulevard de l'Europe et à la voie de RER.	Définition d'obligation de pourcentage d'espaces verts afin de préserver des espaces perméables dans la zone de Canal Europe (en pleine terre ou sur dalle du fait de la densité importante prévue du secteur). Rappel des prescriptions d'isolation acoustique aux abords des voies bruyantes dans les dispositions générales du règlement. Pour autant, la voie ferrée à l'Ouest du projet Canal Europe est très encaissée sur ce tronçon et ne présente donc pas de nuisances particulières. Pour autant, sera créée une voie de desserte routière entre la voie ferrée et les futures habitations de manière à créer une zone tampon et minimiser les éventuelles nuisances. La constitution de la RD91, telle qu'elle est actuellement (voie large, alignement d'arbres, liaisons douces parallèles sécurisées, etc.) fait que les nuisances sonores et les pollutions seront limitées pour les futures constructions aux abords de cette voie. Par ailleurs, la requalification de la RD91 en boulevard urbain va permettre de faciliter les traversées piétonnes sécurisées de cette voie et donc de favoriser les porosités entre les quartiers.

Aunettes

Localisation et état initial du site

Le secteur concerné est localisé au sud-ouest du territoire, entre l'A6 et le boulevard de l'Yerres.

Ce secteur est occupé par des terrains aujourd'hui non urbanisés. Le site est entouré d'urbanisation au nord, à l'est et au sud.

Les enjeux environnementaux présents sur le site sont les suivants :

- La présence de nature sur le site et la présence d'une continuité naturelle dans le site
- La protection des habitants vis-à-vis des nuisances sonores, des pollutions et des risques technologiques



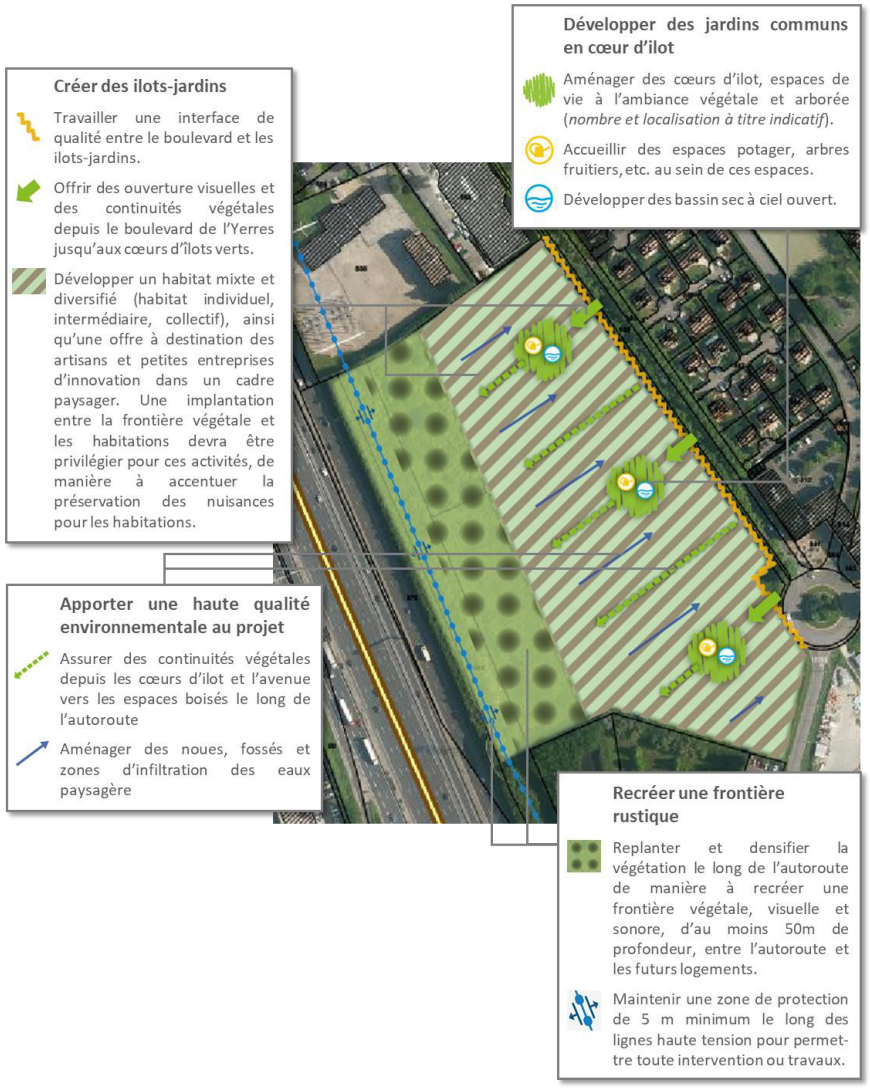
Projet et traduction dans le PLU

Le projet doit permettre la réalisation d'un programme de logements dans un environnement entre ville et jardin.

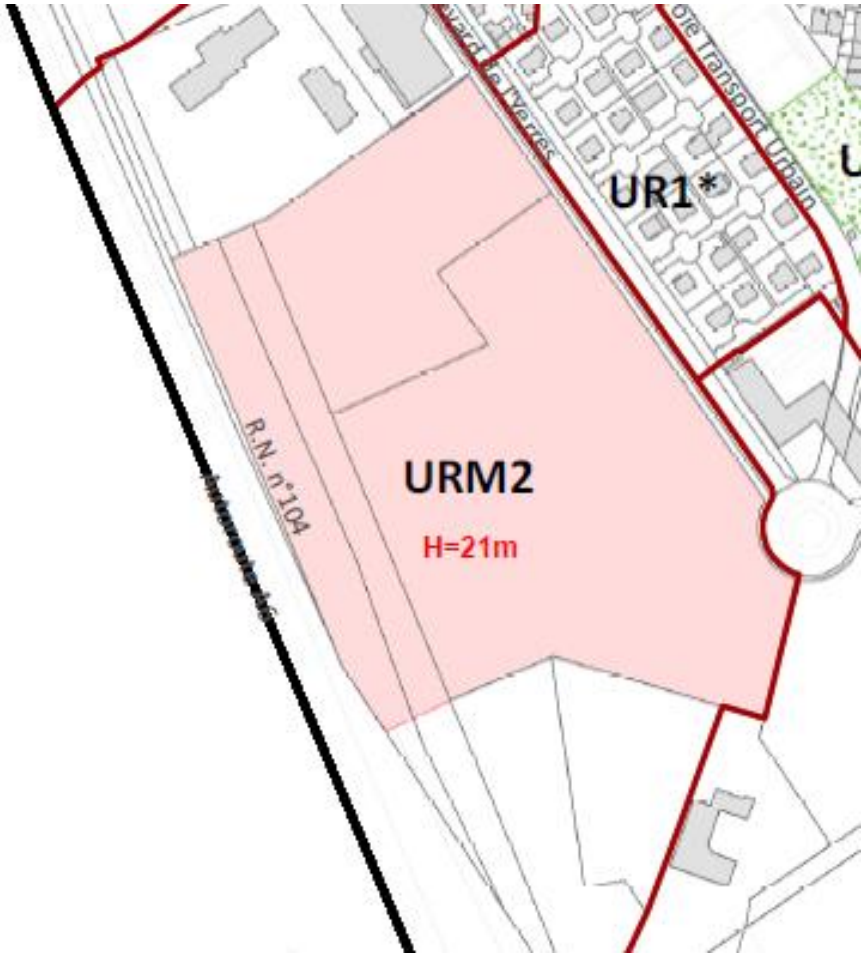
Extrait du PADD

- Donner priorité à la diversité fonctionnelle (logements, artisanat, petites entreprises) mais aussi de typologie d'habitat (de l'individuel au collectif avec le souci d'offrir un maximum d'espaces extérieurs par logement).
- Apporter une haute qualité environnementale au projet.

Extrait des OAP



Zonage



Le secteur de projet est en zone URM2, zonage permettant la réalisation du projet, avec une hauteur maximale à 21 mètres.

Impacts sur l'environnement		
Incidences positives	**Incidences mitigées ou négatives**	**Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation**
Un des objectifs du projet est d'intégrer une haute qualité environnementale au projet. Le projet insiste sur la création d'îlots jardins et de jardins communs, ce qui permet d'offrir un cadre de vie de qualité et de préserver une trame verte importante en milieu qui sera bientôt urbanisé. Le projet permet le développement d'un programme à majorité de logements, mais également d'activités (artisanat et petites entreprises d'innovation), ce qui offre des possibilités de limiter les déplacements domicile-travail et donc de réduire l'usage de la voiture.	Une pression supplémentaire va être exercée sur les réseaux (eau et assainissement) du fait des nouvelles constructions (environ 400 logements envisagés à ce jour). Le projet va engendrer la suppression d'espaces aujourd'hui perméables du fait des nouvelles constructions sur des secteurs en friche, ce qui peut entraîner un phénomène de ruissellement plus important. Le secteur est bordé par deux canalisations de gaz, et à proximité de l'A6 donc des incidences potentielles sur les futurs habitants pourraient exister.	Définition d'obligation de pourcentage d'espaces verts afin de préserver des espaces perméables dans la zone de Canal Europe (en pleine terre ou sur dalle du fait de la densité importante prévue du secteur). Obligation (dans l'OAP), de réaliser des noues, fossés et zones d'infiltration au sein du projet afin de gérer les eaux pluviales sur le site Recul important en vis-à-vis de l'A6 afin de limiter les futurs habitants aux nuisances sonores et pollutions de cet axe routier. Par ailleurs, un recul des lignes GRT Gaz a été défini pour les futures constructions, afin de limiter les risques potentiels.

Le secteur RN7

Localisation et état initial du site

La RN 7 traverse le territoire du nord au sud et forme une « colonne vertébrale » routière du territoire.

Les abords de cet axe routier sont variés : activités, logements, espaces verts…

Les enjeux environnementaux présents sur le site sont les suivants :

- La mise en valeur des entrées de ville
- La préservation des continuités écologiques entre l'est et l'ouest du territoire (notamment au niveau du parc Henri Fabre)
- La protection des habitants vis-à-vis des nuisances sonores, des pollutions et des risques technologiques



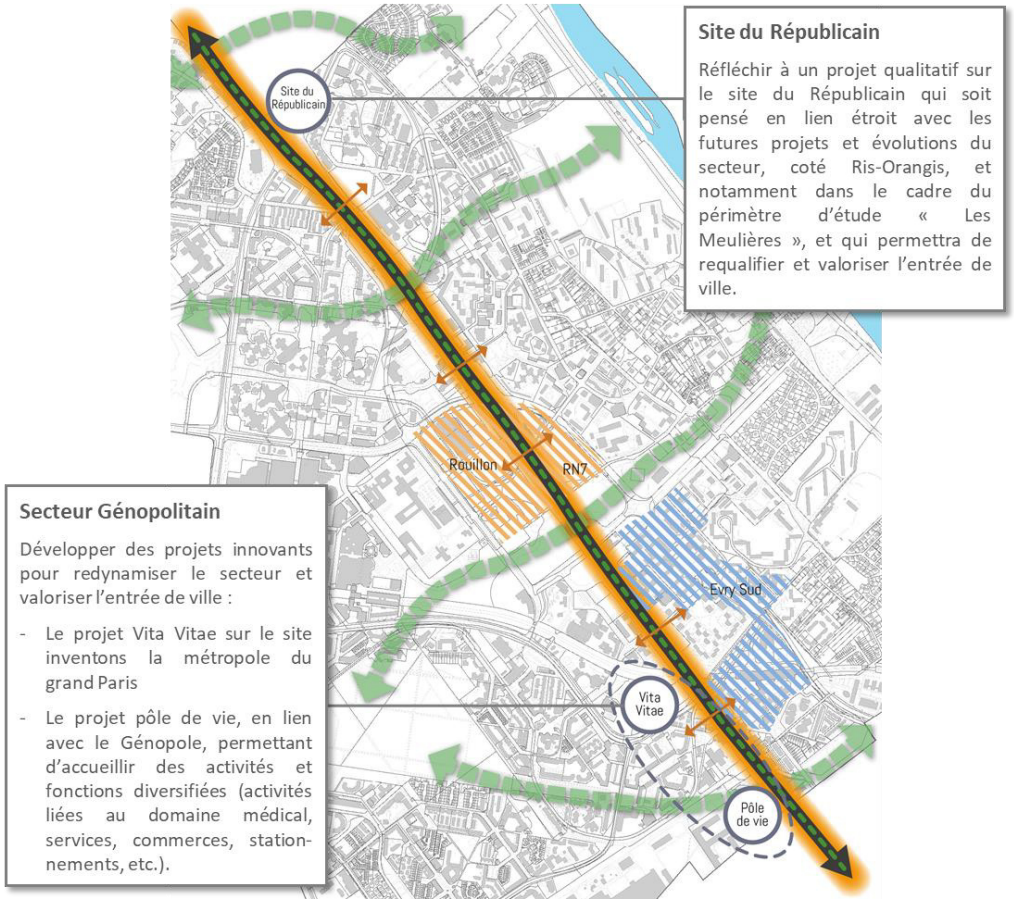
Projet et traduction dans le PLU

Le secteur fait l'objet d'une OAP rappelant les principes d'évolution à plus ou moins long terme de ce secteur.

Extrait du PADD

- Atténuer la coupure physique que constitue la RN7 et y développer, à terme, un transport en commun sur site propre en direction du pôle multimodal de Juvisy et d'Orly – Rungis.
- Engager une réflexion sur le devenir du site du Rouillon et des abords de la RN7.
- Créer des liens entre les quartiers et atténuer les coupures, en particulier l'impact de la RN7.

Extrait des OAP



Site du Républicain

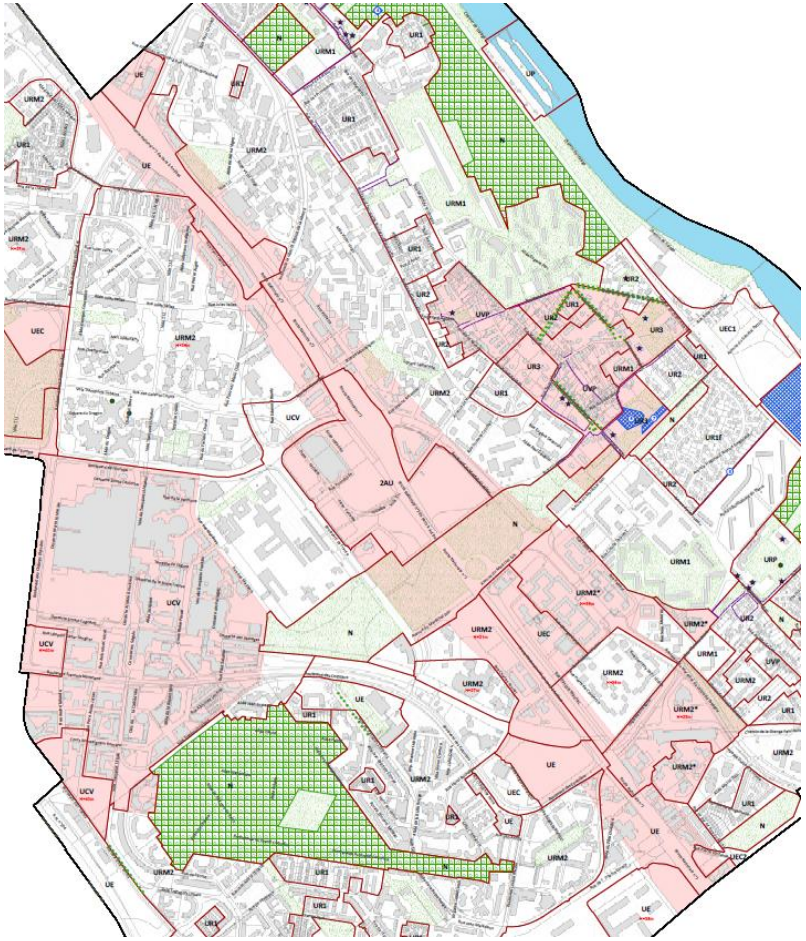
Réfléchir à un projet qualitatif sur le site du Républicain qui soit pensé en lien étroit avec les futures projets et évolutions du secteur, coté Ris-Orangis, et notamment dans le cadre du périmètre d'étude « Les Meulières », et qui permettra de requalifier et valoriser l'entrée de ville.

Secteur Génopolitain

Développer des projets innovants pour redynamiser le secteur et valoriser l'entrée de ville :

- Le projet Vita Vitae sur le site inventons la métropole du grand Paris
- Le projet pôle de vie, en lien avec le Génopole, permettant d'accueillir des activités et fonctions diversifiées (activités liées au domaine médical, services, commerces, station-nements, etc.).

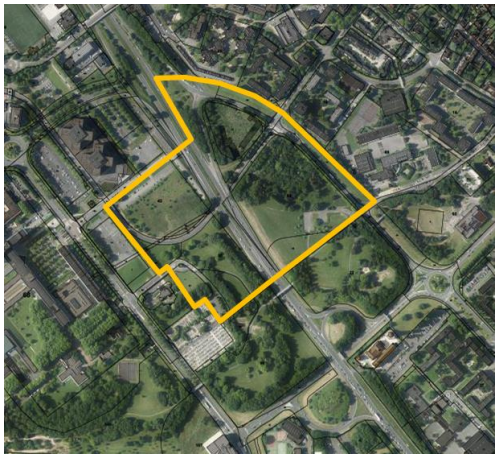
Zonage



Le secteur est classé en différents zonages, prenant en compte l'occupation du sol actuelle, et les projets : au niveau du Républicain, zone UE, et au niveau du Rouillon, zone 2AU (à long terme).

Impacts sur l'environnement		
Incidences positives	**Incidences mitigées ou négatives**	**Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation**
Le projet devra favoriser le développement d'un TCSP sur le linéaire de la RN7, ce qui est positif car un transport en commun structurant permettra de limiter les déplacements en voiture et aura donc un impact positif sur la qualité de l'air et sur les nuisances sonores liées à la circulation automobile. Le fait d'aménager des traversées est-ouest et notamment des traversées piétonnes participera également à ces impacts. La requalification des entrées de ville au nord et au sud devrait avoir un impact positif sur le paysage urbain aux abords de cet axe structurant du territoire.	Une pression supplémentaire va être exercée sur les réseaux (eau et assainissement) du fait des nouvelles constructions. Le projet va engendrer la suppression d'espaces aujourd'hui perméables du fait des nouvelles constructions sur des secteurs en friche, ce qui peut entraîner un phénomène de ruissellement plus important. Quelques sites Basias sont repérés le long de la RN7, et notamment sur le site du Républicain, identifié comme secteur d'entrée de ville à requalifier.	Le projet global de requalification de cet axe devrait se faire en lien avec la réalisation d'un TCSP sur la RN7, donc il s'agit plutôt d'un projet à long terme. Sur le secteur du Rouillon, engendrant de la consommation d'espaces, le projet qui sera travaillé devra générer une certaine densité tout en préservant des espaces de respiration. Rappel dans les dispositions générales du règlement de la nécessité de vérifier l'absence de risque pour la santé humaine et l'environnement avant l'urbanisation sur des sols pollués ou potentiellement pollués. Rappel des prescriptions d'isolation acoustique aux abords des voies bruyantes dans les dispositions générales du règlement.

Le secteur du Rouillon aux abords de la RN7 a été identifié comme potentiel de développement à long terme (au-delà de l'échéance PLU, après 2030). La réflexion n'a pas été entamée sur ce secteur mais l'idée est de réfléchir, dans les années à venir, et en lien avec un futur projet de réaménagement de la RN7 en boulevard urbain qui pourrait accueillir un transport en commun en site propre en direction d'Orly, à la manière de valoriser ce site qui aujourd'hui se compose d'espaces verts et quelques boisements sans réelles fonctions et relativement pauvre d'un point de vue écologique.



Le site présente les enjeux environnementaux suivants :

- Continuité naturelle

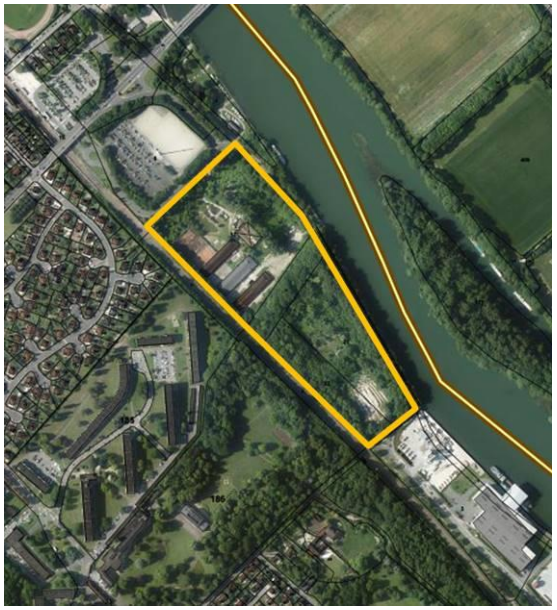
Le projet dans ses limites et son périmètre prend d'ores et déjà en compte la continuité verte constituée par le parc Henri Fabre au sud. Pour autant la présence d'espaces verts et boisés sur le site devra être également prise en compte afin de préserver une trame verte au sein du futur projet.

- Nuisances sonores, qualité de l'air et pollution

Le site de projet est traversé par la RN7 et son urbanisation devra donc prendre en compte cet élément générateur de nuisances sonores et de pollution. En termes de pollution des sols, un ancien pressing est identifié sur la base de données Basias, il faudra donc vérifier toute pollution éventuelle des sols avant urbanisation du secteur.

Pour rappel, lors de la saisine de l'autorité environnementale pour la procédure d'examen au cas par cas, il était envisagé un secteur de développement à plus long terme sur les Berges de Seine.

Ce site composé de boisements sur lequel une zone humide a été repéré sur les franges a été identifié comme un secteur de projet à moyen / long terme essentiellement avec l'objectif de valoriser et ouvrir les berges de Seine au public et d'en faire un espace de loisirs, détentes.



Le site présente les enjeux environnementaux suivants :

- Continuité naturelle

Ce site est un élément à part entière de la trame verte des bords de Seine. Cette continuité devra être préservée dans le cadre d'un futur projet d'aménagement.

Par ailleurs, le site accueille un secteur de zone humide qu'il faudra également préserver de toute urbanisation.

- Les risques naturels

Le projet se situe en zone orange du PPRi pour les risques d'inondations liés aux débordements de la Seine. Le projet de réaménagement tel qu'il sera défini devra donc prendre en compte ces contraintes.

- Nuisances sonores

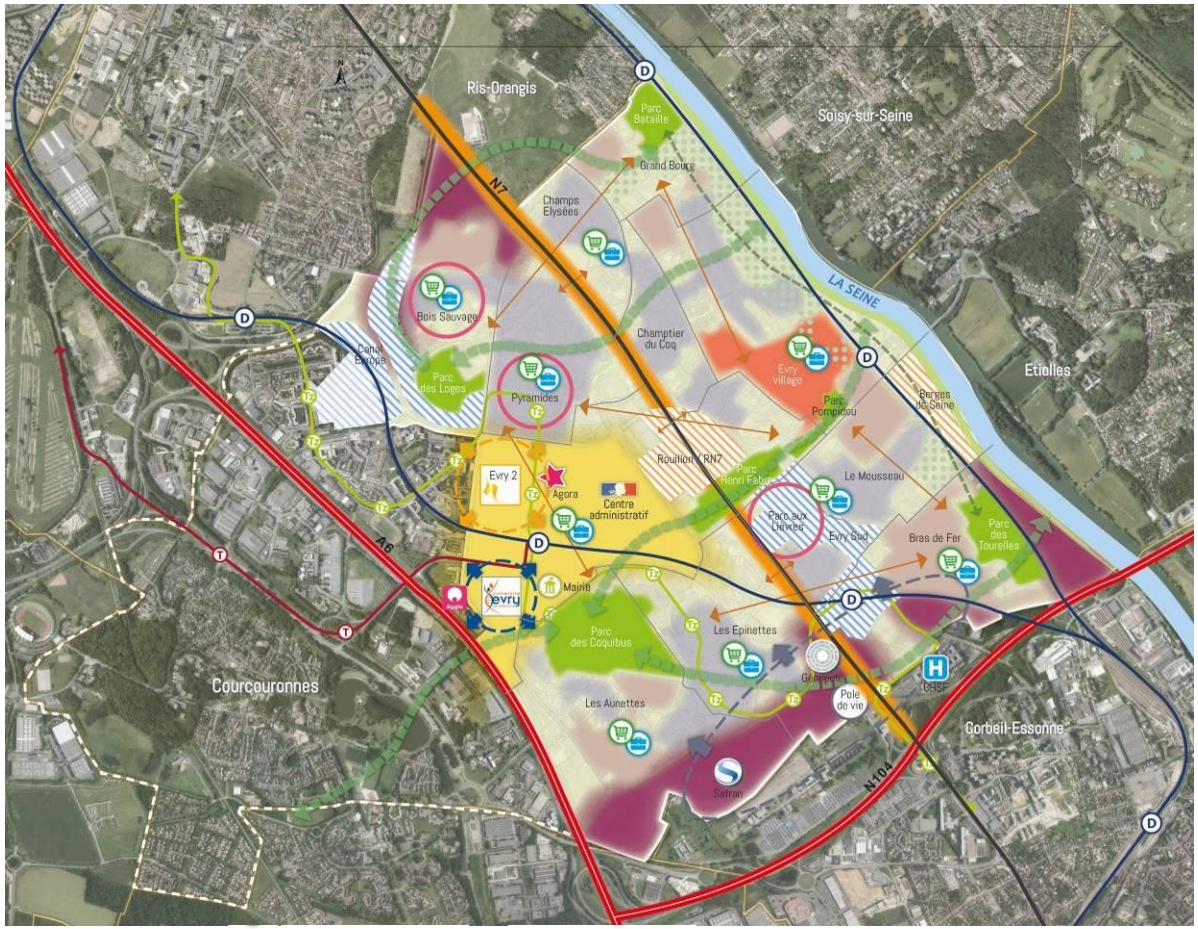
Le site de projet est bordé (au sud-ouest) par la voie ferrée et son urbanisation devra donc prendre en compte cet élément générateur de nuisances sonores.

Or, au vu des enjeux environnementaux forts en termes, il a été décidé d'abandonner ce secteur de développement et de le conserver en espace vert, le développement communal prévu pouvant s'effectuer dans les autres sites de projet identifiés.

III. L'ANALYSE DES EFFETS NOTABLES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

Cette analyse a été effectuée de manière thématique à partir des enjeux environnementaux mais également des autres thématiques environnementales, en identifiant pour chacun les impacts positifs, mitigés et négatifs dans les différents documents composant le PLU. Les mesures compensatoires qui ont dû être prises au fur et à mesure de l'étude sont aussi détaillées.

(Rappel de la légende et carte de synthèse du PADD)



Evry, cœur d'agglomération, pôle d'excellence scientifique et académique du Sud Francilien

Pérenniser et permettre le développement des principaux « attracteurs »

- Le Génopole
- Le centre urbain et toutes ses composantes dont :
- La vocation universitaire, grandes écoles
- Les services publics
- Cœur de ville

Mettre en œuvre les conditions nécessaires pour affirmer Evry en tant que centralité et pôle d'excellence

- Les transports : Tramway 12 Express tramway , Tzen 4
- Les équipements : l'Agora, etc.
- Les activités
- Evry 2

Evry, ville vivante et attractive pour tous

Doter la ville d'un parc de logements diversifié, moderne et attractif

- **Réparer :** finaliser les programmes ANRU, engager les programmes NPNRU
- **Protéger :** les quartiers résidentiels de collectifs
- et de pavillonnaires
- Evry village
- **Développer :** le centre urbain à finaliser
- les projets à court, moyen, terme
- et les secteurs de réflexion à long terme

Mettre en œuvre les conditions d'accompagnement des projets

- Assurer un niveau d'équipements, de commerces, de services qui réponde au mieux aux besoins
- Développer les liens, connexions entre les quartiers

Evry, ville durable et verte, au cadre de vie unique à la porte Sud de Paris

S'appuyer sur le caractère vert et durable d'Evry pour conforter la qualité du cadre de vie

- Conforter la trame verte et bleue en s'appuyant sur les principaux parcs et espaces verts…
- …et notamment le long des berges de Seine
- Améliorer les continuités écologiques
- Préserver et valoriser les berges de Seine
- S'appuyer sur la trame verte pour recréer du lien entre les quartiers
- Limiter les nuisances liées aux bruits

La limitation de l'exposition de la population aux nuisances sonores et à la pollution de l'air

Incidences positives	Incidences mitigées ou négatives
Les risques et nuisances sont identifiés comme ambition au cœur du projet dans le volet environnemental du PADD. L'orientation majeure est de « Prendre en compte et anticiper en amont de tout projet la présence de risques et nuisances. ». Le PADD exprime pour cela l'orientation de « Favoriser les déplacements alternatifs à la voiture afin de limiter les nuisances sonores mais aussi les émissions de gaz à effet de serre. » Par ailleurs, le développement des circulations douces et le fait de développer des mobilités durables permettent de limiter indirectement les nuisances sonores et pollutions émises par les véhicules circulant sur le territoire. Concernant la thématique des transports en commun, les projets de développement tels que la ligne 12 Express du tramway ou le TCSP le long de la RN7 vont développer une offre alternative à la voiture, et donc potentiellement limiter les nuisances et pollutions liées aux déplacements routiers. Concernant la qualité de l'air, le développement du commerce de proximité et des services, le développement des équipements et la confortation du réseau de liaisons douces permettent de limiter les déplacements en voiture, et ainsi de diminuer les émissions de gaz à effet de serre, ce qui est positif pour la qualité de l'air. Ces orientations se traduisent dans les OAP à travers des liaisons douces à conforter. Le zonage et le règlement du PLU autorisent une mixité des fonctions (commerces, équipements, habitat…), ce qui permet de limiter les déplacements en voiture, et ainsi diminuer les émissions de gaz à effet de serre, ce qui est positif pour la qualité de l'air.	Le PADD définit des projets d'urbanisation et de développement engendrant une augmentation de la population et des personnes fréquentant le territoire (ayant un emploi à Evry par exemple), ce qui aura comme conséquence d'exposer potentiellement plus de personnes aux nuisances sonores et pollutions existantes. Cependant, du fait de la constitution même de la Ville Nouvelle, les nuisances sonores sont plutôt limitées. Les pollutions de l'air sont par contre plus importantes. **Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation** Dans les OAP des secteurs de projet à proximité d'infrastructures identifiées comme bruyantes par le classement sonore, le parti d'aménagement a pris en compte des nuisances en prévoyant un recul des constructions à destination d'habitation, ou en prévoyant des constructions à destination d'équipements ou d'activités en premier rideau afin d'isoler les constructions à destination d'habitat. Le règlement rappelle l'obligation de prendre en compte l'isolation acoustique en vis-à-vis des infrastructures identifiées au classement sonore des infrastructures de transports terrestres. Ces mesures répondent à une exigence d'un urbanisme favorable à la santé, en limitant l'exposition de la population aux nuisances sonores et à la pollution de l'air.

La limitation de l'exposition de la population aux risques naturels et technologiques

Incidences positives	Incidences mitigées ou négatives
Les risques et nuisances sont identifiés comme ambition au cœur du projet dans le volet environnemental du PADD. L'orientation majeure est de « Prendre en compte et anticiper en amont de tout projet la présence de risques et nuisances. ». Le PADD exprime pour cela les orientations de : • Prendre en compte le PPRi de la Seine dans tout projet d'aménagement concerné par ce document. • Intégrer les risques et nuisances dans les futurs projets dès leur conception. • Rester vigilant sur les pollutions liées aux activités présentes sur le territoire communal et notamment prévoir des études de sol avant de construire sur des sites pollués ou potentiellement pollués. • Vérifier la capacité des réseaux pour les nouvelles opérations afin d'éviter les problèmes d'engorgement des réseaux et donc des risques d'inondation indirects. • Proposer des mesures alternatives paysagères d'absorption des eaux pluviales, le règlement d'assainissement imposant déjà l'infiltration à la parcelle. Cela permet en effet de limiter les ruissellements et donc les inondations potentielles. Dans l'OAP Trame verte et bleue, le fait de protéger les espaces boisés, les parcs et espaces verts, la nature en ville… permet de conserver des espaces de pleine terre assurant une certaine perméabilité des sols et donc limitant les risques notamment de ruissellement. La préservation d'espaces verts au titre des EBC ou de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme ainsi que les règles de préservation d'espace de pleine terre dans chaque zone permettent de conserver des espaces perméables, ce qui permet une infiltration des eaux et limite donc le risque d'inondation.	Le PADD définit des projets d'urbanisation et de développement engendrant une augmentation de la population et des personnes fréquentant le territoire (ayant un emploi à Evry par exemple), ce qui aura comme conséquence d'exposer potentiellement plus de personnes aux risques déjà existants. Cependant, les risques existants sur le territoire sont connus et pris en compte dans les projets d'aménagement. Par exemple, le PPRi est une servitude qui définit si oui ou non une zone est constructible. De plus, le PPRi impacte peu les espaces d'habitat. Une partie du territoire est aujourd'hui sensible au phénomène de ruissellement du fait des pentes sur le coteau. L'imperméabilisation supplémentaire liée à une nouvelle urbanisation pourrait accentuer ce phénomène. Cependant, Les principaux sites de développement urbain ne sont pas sur des secteurs de pente et donc le risque d'augmentation du ruissellement est limité. Par ailleurs, une partie des secteurs urbanisés du territoire est localisée en zone d'aléa moyen pour le retrait-gonflement des argiles, ce qui pourrait augmenter le nombre de personnes exposées. Cependant, les futures constructions envisagées sur ces secteurs sont peu nombreuses et seront soumises à des prescriptions de construction prenant en compte cet aléa, ce qui limite les risques. Les sites de projet sont peu concernés par les pollutions des sols, seuls quelques sites Basias sont identifiés sur certains secteurs de projet. Ces problématiques sont prises en compte dans les partis d'aménagement. Le territoire est traversé par de nombreuses canalisations de gaz et deux pipelines qui sont proches de certains sites de projet.
	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation
	Définition d'un coefficient de pleine terre dans la plupart des zones et protection des espaces verts et boisés (notamment sur les coteaux) en EBC ou espace paysager remarquable afin de préserver des espaces perméables et donc de limiter le phénomène de ruissellement. Le PPRi est rappelé dans les dispositions générales du PLU. La plupart des zones les plus touchées sont en zone N. Cependant, la zone rouge concerne une partie de l'espace urbain

	près de la Seine, et notamment la zone UP (port) et la zone de la station d'épuration ; ces zones sont donc classées en zone U avec un rappel de la présence du PPRi dans les dispositions générales. Pour les zones concernées par l'aléa retrait-gonflement des argiles, les prescriptions de construction sont rappelées en annexe du PLU. Rappel dans les dispositions générales du règlement de la nécessité de vérifier l'absence de risque pour la santé humaine et l'environnement avant l'urbanisation sur des sols pollués ou potentiellement pollués. Dans les OAP des secteurs de projet à proximité de canalisations de matières dangereuses, le parti d'aménagement a pris en compte des risques en prévoyant un recul des constructions à destination d'habitation.

La préservation de la trame verte et bleue (espaces verts, espaces boisés, cours d'eau, corridors)

<table>
<tr><th>Incidences positives</th><th>Incidences mitigées ou négatives</th></tr>
<tr><td rowspan="2">Un des 3 axes du PADD concerne la ville verte au cadre de vie unique, et au sein de cet axe, la trame verte et bleue est une des ambitions à intégrer au cœur du projet.

Le PADD exprime pour cela les orientations de :
• Préserver et conforter la trame verte et bleue et les continuités écologiques
• Conforter la vocation de détente et de loisirs des parcs et espaces verts
• Améliorer la prise en compte de l'écologie dans la gestion de l'eau et des espaces verts

Ces orientations ont des incidences positives sur les milieux naturels, sur les continuités écologiques, et sur la biodiversité.

Le PADD identifie les éléments de trame verte et bleue de manière cartographique, dont la protection sera traduite d'une part dans une OAP thématique dédiée et d'autre part dans le dispositif réglementaire.

Au sein des OAP de projet, la trame verte et bleue est très présente comme élément de composition du projet, ce qui est positif pour la préservation des continuités écologiques au sein du territoire.

Le PLU définit des zones naturelles (zones N) qui protègent les éléments de patrimoine naturels identifiés dans le PADD et les OAP tels que les espaces boisés, les espaces naturels et les parcs et espaces verts

Le PLU définit également des outils de protection tels que les EBC ou l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme qui protège notamment les arbres, alignements d'arbres et les espaces paysagers remarquables. Ce zonage et ces prescriptions permettent de protéger le patrimoine naturel du territoire.

Dans le règlement, des règles spécifiques à la préservation d'espaces verts sont définies et adaptées au caractère de chaque quartier afin de préserver la trame verte en espace urbain.</td><td>La réalisation de nouveaux logements, de commerces, d'équipements ou d'activités peut avoir des incidences négatives sur l'environnement en engendrant une artificialisation des sols, notamment dans certains secteurs très denses, comme le centre urbain ou Evry Sud où la végétation est peu présente, hormis sur l'espace public.

Les nouvelles constructions peuvent également constituer des éléments de fragmentation de la trame verte et bleue, notamment en espace urbain où la trame verte est parfois fragile.</td></tr>
<tr><th>Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation</th></tr>
<tr><td></td><td>Prise en compte de la trame verte et bleue au sein de la majorité des projets.

Définition d'un coefficient de pleine terre dans la plupart des zones et protection des espaces verts et boisés (notamment sur les coteaux) en EBC ou espace paysager remarquable afin de préserver les composantes de la trame verte.</td></tr>
</table>

Les autres enjeux environnementaux :

○ La préservation du patrimoine et du paysage

Incidences positives	Incidences mitigées ou négatives
Le PADD définit de protéger, entretenir et valoriser le patrimoine bâti sous toutes ses formes. En effet, Evry présente un patrimoine riche et diversifié (Village, Coteaux, patrimoine du 20ème siècle…) que le PLU entend préserver, à travers notamment des OAP dédiées (Evry Village, OAP Patrimoine), et un dispositif réglementaire venant compléter ces OAP (identification au titre de l'article L.151-19 du Code de l'urbanisme des éléments de patrimoine…) Le PADD définit également l'orientation de protéger les quartiers pavillonnaires, ce qui a comme incidence indirecte de préserver l'identité de ces quartiers et donc le paysage spécifique à chaque quartier. En effet, le PADD prévoit de préserver ce qui caractérise l'identité de ces quartiers : les gabarits, hauteurs, des constructions, le rapport entre espace bâti et non bâti, la cohérence architecturale, …, mais également de réguler et encadrer les constructions nouvelles ou modifications de constructions existantes de manière à garantir une harmonie et une bonne insertion. Concernant le paysage, la présence de coteaux boisés et de la Seine permet au territoire de bénéficier de vues remarquables, et de paysages spécifiques. Le PADD prévoit de localiser et préserver les principaux cônes de vue qui forment des échappées visuelles vers les parcs et la vallée de la Seine. Par ailleurs, la préservation des espaces naturels sur les coteaux permettra de préserver le paysage spécifique de ces secteurs. Le PLU définit des zones naturelles (zones N) qui protègent les éléments de patrimoine naturels identifiés dans le PADD et les OAP tels que les espaces boisés, les espaces naturels (parcs et jardins), Le PLU définit également des outils de protection tels que les EBC ou l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme qui protège notamment les alignements d'arbres et les espaces paysagers remarquables. Ce zonage et ces prescriptions permettent de protéger le patrimoine naturel et donc le paysage du territoire.	Le fait de permettre de nouvelles constructions sur une grande partie du territoire est susceptible d'avoir des conséquences sur le paysage (mauvaise insertion des constructions, architecture qui ne s'intègre pas avec les constructions environnantes…) malgré les recommandations concernant l'intégration paysagère des constructions. Il faut être attentif pour ne pas assister à une banalisation des paysages évryens.
	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation
	Une OAP spécifique précise les possibilités d'évolution pour chaque quartier, afin de préserver leur identité propre et leur caractère paysager spécifique. Par ailleurs, le règlement donne des prescriptions et recommandations pour la qualité architecturale des constructions.

○ Les réseaux et la santé

Incidences positives	Incidences mitigées ou négatives
Concernant les consommations énergétiques, la construction de logements conjuguée à la volonté de conforter et d'accueillir des activités économiques, vont permettre de diminuer les déplacements domicile-travail, et limiter ainsi la consommation d'énergie pour les transports du quotidien ; de même, pour le développement du réseau de transports en commun et de liaisons douces. Le PADD définit notamment de développer les énergies renouvelables et le réseau de chaleur dans une perspective de transition énergétique et écologique, ce qui est positif. Plus largement, le PADD incite à mettre en place une politique écologique transversale en étudiant les possibilités de production locale dans les domaines de l'énergie, de l'eau, des déchets, etc. Concernant les pollutions, le règlement impose le raccordement aux différents réseaux (eau potable et assainissement), afin de limiter les pollutions du milieu naturel. Il précise que dans tous les cas, la recherche de solutions permettant l'absence de rejet dans le réseau public devra être privilégiée, ce qui incite à l'infiltration à la parcelle. Concernant les déchets, le PADD précise d'améliorer la gestion et la collecte des déchets, et plus spécifiquement les pratiques de tri des déchets et favoriser le recyclage et le développement de l'économie circulaire, ce qui est positif pour la diminution des déchets. Concernant la santé, Evry, par son adhésion au Réseau des Villes-Santé de l'OMS marque sa volonté d'inscrire la santé au cœur de son projet de ville, et ainsi de développer un urbanisme favorable à la santé. Cela implique de prendre en compte l'objectif de « la santé dans toutes les politiques publiques ». Cela se traduit dans le PLU par notamment la modification des conditions de vie potentiellement pathogènes dans des environnements mesurables, tangibles, comme l'habitat, les transports, l'aménagement urbain, mais aussi pour des environnements relationnels comme le lien social, la proximité, les aménités. Par exemple, la prise en compte des nuisances sonores, des pollutions et le développement d'îlots de fraîcheur dans le cadre des nouveaux projets permet de participer à une amélioration de la santé.	Le projet de PLU prévoit une augmentation de la population (habitants et emplois), ce qui aura un impact sur les réseaux (assainissement et eau potable), et qui engendrera une augmentation de la production des déchets. La construction de nouveaux logements/équipements/activités économiques va engendrer une augmentation de la consommation énergétique. **Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation** Pour chaque projet d'urbanisation, il devra être vérifié les besoins en termes de réseaux avec les gestionnaires concernés. Afin de compenser l'augmentation des consommations induites par les constructions nouvelles, il est prévu que ces dernières visent l'excellence en matière énergétique, afin de limiter les consommations, voire d'être en capacité de produire de l'énergie. Par ailleurs, le règlement rappelle la présence d'un réseau de chaleur et la nécessité de s'y raccorder.

Les perspectives d'évolution de l'environnement

Cette partie s'attache à présenter les perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement au cas où le nouveau PLU ne serait pas adopté et l'ancien continuerait à s'appliquer.

Afin de réaliser cette analyse, il a été étudié les conséquences du PLU actuel par rapport à chaque enjeu environnemental identifié dans le cadre du diagnostic.

Enjeu environnemental	Évolution probable par rapport au PLU actuel
Géographie physique **Un plateau et une topographie importante au niveau des coteaux qui engendre des vues vers la vallée de la Seine :** • Un site marqué par la présence de la Seine qui définit 3 entités paysagères : ✓ La vallée de la Seine ✓ Les coteaux ✓ Le plateau **Un réseau hydrographique peu développé hormis la Seine :** • Présence de la Seine mais aussi de quelques points d'eau ponctuels • Une qualité de l'eau de la Seine moyenne • Une zone humide en bord de Seine et des zones potentiellement humides en bord de Seine et sur les coteaux	Concernant la topographie et les vues remarquables, le PLU actuel assure une certaine protection de ces éléments à travers le classement en espaces paysagers remarquables et EBC d'un certain nombre d'éléments identifiés sur le territoire. Aucun projet majeur du territoire ne vient altérer les vues remarquables. Concernant le réseau hydrographique, le PLU rappelle le PPRi actuel. Les abords de la Seine sont en grande partie (au sud) identifiés en zone U, ce qui n'est pas très protecteur. Concernant les milieux humides, le PLU actuel ne les intègre pas du tout : ils sont identifiés en zone U qui est incompatible avec une zone humide.
Les espaces naturels **Une trame verte bien développée mais fragile à certains endroits :** • Près de 220 ha d'espaces verts. • 5 jardins partagés • Près de 5 000 arbres d'alignement • Politique « Zéro Phyto » mise en place pour la gestion des espaces verts. • Gestion différenciée du bois de la Grange **Des espaces naturels bénéficiant de protections ou de recensements :** • 1 site inscrit : « rives de la Seine » • 1 ZNIEFF : « vallée de la Seine de Saint-Fargeau à Villeneuve-Saint-Georges »	Le PLU actuel protège bien les grands éléments de trame verte tels que les bois (en EBC) et les parcs et jardins (en espace paysager remarquable). Le règlement prévoit la préservation d'espaces verts de pleine terre ou d'espaces végétalisés dans la plupart des zones urbaines, ce qui est positif pour la préservation de la nature en ville.

Les risques et les nuisances **Des nuisances sonores limitées** • Classement sonore départemental • A6, RN104, RD446, RN7, RD93, RD91 et 92, • RER D • Futur tram 12 Express • Des cartes de bruit réalisées à l'échelle de l'ex-agglomération. La population ainsi que les établissements sensibles sont peu exposés aux nuisances sonores. Dès l'origine de la réalisation de la Ville Nouvelle, les infrastructures potentiellement bruyantes ont été prises en compte, permettant ainsi d'anticiper l'exposition au bruit des populations. **Une bonne qualité de l'air, mais impactée par le trafic routier et le résidentiel et tertiaire** **Des risques naturels importants et touchant une partie du territoire urbanisé** • Risque d'inondation par débordement, identifié par un PPRi (Seine), mais touchant peu le territoire urbanisé • Risque d'inondation par remontée de nappes, concernant les bords de Seine et la partie sud-ouest du plateau, urbanisée • Aléa retrait-gonflement des argiles fort sur le coteau urbanisé et moyen sur le reste du territoire **Des risques technologiques connus et maîtrisés** • Transport de matières dangereuses (ferroviaire, routier, fluvial et canalisations (gazoduc, pipeline)) • 9 ICPE dont 7 soumises à autorisation • 1 site Basol : société SNECMA • 48 sites Basias • Une quarantaine d'antennes-radio ou de téléphonie	Les risques naturels sont pris en compte à travers le rappel du PPRi. Par ailleurs, les règles de pleine terre dans les espaces urbains permettent de préserver des espaces perméables sur le territoire. Cependant, l'urbanisation permise par le PLU peut engendrer une imperméabilisaiton supplémentaire, ce qui peut entraîner des ruissellements plus importants, et donc aggraver le risque d'inondation. Les risques technologiques sont connus et pris en compte dans les différents projets. Les sites et sols pollués sont également connus et feront l'objet de dépollution s'ils doivent être urbanisés.
Les réseaux urbains **Eau potable** • Gérée par l'Agglomération : « l'eau de l'agglo » • Provient de l'usine de Morsang-sur-Seine • Bonne qualité de l'eau • Les consommations de l'eau ont baissé en 2015 par rapport à 2014	Les capacités de production de l'eau sont suffisantes pour accueillir la nouvelle population qui arrive au fur et à mesure des opérations. Les capacités des réseaux sont suffisantes par contre il est toujours rencontré des problèmes de branchement des eaux pluviales sur les eaux usées, ce qui entraîne une

Assainissement • Gérée par l'Agglomération qui a délégué à la SEE • Réseau séparatif mais de nombreux problèmes de non-conformité des branchements • Eaux traitées à la station d'épuration d'Évry • Quelques points noirs sur le réseau, en point bas du bassin versant, vers l'avenue Patton et la Cerisaie • Schéma Directeur d'assainissement en vigueur : quelques secteurs de la commune en bord de Seine restent en assainissement non collectif. **Déchets** • Gérés par l'Agglomération • Traitement effectué par le SIREDOM : opérations de valorisation et de traitement des déchets ménagers et assimilés à l'Eco-site de Vert-le-Grand • Des PAV sont mis en place sur le territoire et notamment dans les nouvelles opérations • Problématique des dépôts sauvages **Réseau de chaleur** • Réseau de chaleur desservant les communes de Courcouronnes et d'Évry • Aujourd'hui, la chaleur du réseau est produite uniquement à partir d'énergies fossiles. L'objectif est d'assurer 80% de la production de chaleur à partir d'énergies renouvelables à terme. Une première étape de 50% devrait être atteinte pour la saison de chauffe 2017-2018 → Projet de raccordement à l'éco-site de Vert-le-Grand afin de mettre en place un mix énergétique	surcharge du réseau et des problèmes de qualité de l'eau. Le PLU actuel ne prévoit pas de locaux de stockage des ordures ménagères adaptés au tri sélectif, ce qui est négatif. Malgré une augmentation de la population, il est constaté une diminution globale de la production de déchets, ce qui est positif. On peut supposer que ce phénomène va continuer.
Les énergies renouvelables **Des potentiels limités sur le territoire** • Potentiel géothermique moyen à fort (pour les nappes superficielles) • Potentiel solaire moyen	Le PLU actuel, réalisé avant la loi Grenelle, n'aborde pas la question des énergies renouvelables. Le PLU prévoyant une augmentation de la population, on peut estimer que cela va engendrer des consommations énergétiques plus importantes.

IV. LES MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

Au regard des incidences mitigées ou négatives qui ont été identifiées précédemment, des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation ont été définies.

Elles sont synthétisées ci-dessous.

Incidences mitigées ou négatives	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation
Une pression supplémentaire va être exercée sur les réseaux (eau et assainissement) du fait des nouvelles constructions.	**Mesure d'évitement** Pour chaque nouveau projet d'urbanisation, il devra être vérifié les besoins en termes de réseaux avec les gestionnaires concernés.
Certains projets vont engendrer la suppression d'espaces aujourd'hui perméables du fait des nouvelles constructions sur des secteurs en friche ou non urbanisés, ce qui peut entraîner un phénomène de ruissellement plus important.	**Mesure de réduction** Afin de limiter l'imperméabilisation des sols, il est défini des obligations de pourcentage d'espaces verts afin de préserver des espaces perméables (en pleine terre ou sur dalle du fait de la densité importante du secteur). Dans les zones moins denses, des pourcentages d'espaces de pleine terre ont été définis.
Des sites Basias sont identifiés dans certains périmètres de projet, et plus largement sur le territoire et peuvent donc avoir des conséquences négatives.	**Mesures d'évitement** Rappel dans les dispositions générales du règlement de la nécessité de vérifier l'absence de risque pour la santé humaine et l'environnement avant l'urbanisation sur des sols pollués ou potentiellement pollués.
Des sites de projet, mais plus largement le territoire, sont concernés par des lignes GRT Gaz et un pipeline, ces canalisations de transport de matières dangereuses doivent donc être pris en compte dans les aménagements.	**Mesure d'évitement** Rappel des servitudes s'appliquant sur ces canalisations dans les annexes du PLU. **Mesure de réduction** Dans certains projets, afin d'éloigner les futures constructions des canalisations, certains partis d'aménagement ont été pensés, et notamment un éloignement important des constructions en vis-à-vis de ces canalisations (Evry Sud, Aunettes).
Certains projets sont définis aux abords de voies bruyantes (classement sonore départemental), et le territoire est plus largement concerné par des axes routiers identifiés comme bruyants.	**Mesure d'évitement** Rappel des prescriptions d'isolation acoustique aux abords des voies bruyantes dans les dispositions générales du règlement. **Mesure de réduction** Dans certains projets, afin d'éloigner les futures constructions des axes bruyants, certains partis d'aménagement ont été pensés : • Recul important et traitement d'une frange paysagère (Aunettes) • Implantation d'équipements ou d'activités en premier rideau, afin d'« isoler » les habitations des nuisances sonores et pollutions (Evry Sud) • Recul important des constructions et création d'une voie de desserte entre la voie ferrée et les futures constructions (Canal Europe)

Par ailleurs, une partie des secteurs urbanisés du territoire est localisée en zone d'aléa moyen pour le retrait-gonflement des argiles, ce qui pourrait augmenter le nombre de personnes exposées. Cependant, les futures constructions envisagées sur ces secteurs sont peu nombreuses et seront soumises à des prescriptions de construction prenant en compte cet aléa, ce qui limite les risques.	**Mesure de réduction** Pour les zones concernées par l'aléa retrait-gonflement des argiles, les prescriptions de construction sont rappelées en annexe du PLU.
La réalisation de nouveaux logements, de commerces, d'équipements ou d'activités peut avoir des incidences négatives sur l'environnement en engendrant une artificialisation des sols, notamment dans certains secteurs très denses, comme le centre urbain ou Evry Sud où la végétation est peu présente, hormis sur l'espace public. Les nouvelles constructions peuvent également constituer des éléments de fragmentation de la trame verte et bleue, notamment en espace urbain où la trame verte est parfois fragile.	**Mesure d'évitement** Prise en compte de la trame verte et bleue au sein de la majorité des projets. **Mesure de réduction** Définition d'un coefficient de pleine terre dans la plupart des zones et protection des espaces verts et boisés (notamment sur les coteaux) en EBC ou espace paysager remarquable afin de préserver les composantes de la trame verte.
Le projet de PLU prévoit une augmentation de la population (habitants et emplois), ce qui aura un impact sur les réseaux (assainissement et eau potable).	**Mesure d'évitement** Pour chaque projet d'urbanisation, il devra être vérifié les besoins en termes de réseaux avec les gestionnaires concernés.
La construction de nouveaux logements/équipements/activités économiques va engendrer une augmentation de la consommation énergétique.	**Mesures de compensation** Afin de compenser l'augmentation des consommations induites par les constructions nouvelles, il est prévu que ces dernières visent l'excellence en matière énergétique, afin de limiter les consommations, voire d'être en capacité de produire de l'énergie. Par ailleurs, le règlement rappelle la présence d'un réseau de chaleur et la nécessité de s'y raccorder.
Le fait de permettre de nouvelles constructions sur une grande partie du territoire est susceptible d'avoir des conséquences sur le paysage (mauvaise insertion des constructions, architecture qui ne s'intègre pas avec les constructions environnantes…).	**Mesure de réduction** Une OAP spécifique précise les possibilités d'évolution pour chaque quartier, afin de préserver leur identité propre et leur caractère paysager spécifique. Par ailleurs, le règlement donne des prescriptions et recommandations pour la qualité architecturale des constructions.

V. LES INDICATEURS DE SUIVI

Pour apprécier les évolutions et éventuellement réviser ou modifier le document d'urbanisme, il est prévu un dispositif de suivi et la définition d'indicateurs de suivi. Ces indicateurs doivent permettre d'apprécier l'efficacité du PLU pour orienter l'évolution du territoire en fonction des orientations décidées.

Deux types de critères peuvent être définis :

- Des critères quantitatifs : ce sont les plus faciles à utiliser et les plus fiables dans la mesure où ils peuvent reposer sur des données statistiques chiffrées donc objectives,
- Les critères qualitatifs : l'évaluation qualitative est beaucoup plus difficile à mettre en place car elle induit nécessairement une part de subjectivité.

Dans le PLU d'Évry, une majorité de critères quantitatifs a été définie, afin de permettre un suivi efficace de la mise en œuvre du PLU, selon les différentes thématiques environnementales. Pour chaque critère est défini l'indicateur, la source et la périodicité. Ces indicateurs sont mis en relation avec les orientations du PADD.

Orientation du PADD	Variable	Indicateur	Source	Périodicité
Doter la ville d'un parc de logements diversifié, moderne et attractif, assurant un parcours résidentiel complet	Densité humaine et densité des espaces d'habitat	- Nombre de logements construits dans les zones urbaines - Nombre de m² d'activités construits dans les zones urbaines	Commune	3 ans
	Objectif démographique et perspective de construction de logements	- Nombre d'habitants - Classe d'âge - Nombre de personnes par ménage - Vacance - Nombre de logements construits	Commune INSEE SITADEL FILOCOM	3 ans
	Mixité sociale	- Nombre de logements sociaux réalisés - Nombre de logements spécifiques créés (primo-accédant, étudiants, foyer jeunes travailleurs, établissement personnes âgées…) - Evolution des demandes de logements sociaux	Commune Préfecture	Annuelle
Accompagner le développement du tissu économique	Les activités économiques	- Taux d'emploi - Nombre d'entreprises - m² de constructions à usage d'activité réhabilités/créés	INSEE CCI 91 Chambre des métiers et de l'Artisanat	3 ans

Orientation du PADD	Variable	Indicateur	Source	Périodicité
		- Nombre de chômeurs		
Accompagner le développement urbain avec un niveau d'équipements et de services qui réponde au mieux aux besoins des habitants	Les commerces et services	- Nombre de création de commerce/services - Nombre de fermeture - Nombre de reprise de commerce/services	Commune	3 ans
Préserver et conforter la trame verte et bleue et les continuités écologiques	Les espaces naturels protégés Les alignements d'arbres	- Superficie des zones N - Superficie des EBC - Superficie des espaces paysagers remarquables dans le PLU - Linéaire d'alignements d'arbres	Commune	3 ans
	Les espaces libres Les surfaces perméables	- Analyse des superficies d'espaces libres dans les projets d'urbanisme hors voiries - Surface imperméabilisée par projet/surface totale du projet	Commune DDT 91	3 ans
Conforter la vocation de détente et de loisirs des parcs et espaces verts	Les loisirs	- Nombre d'installations de loisirs livrées	Commune	3 ans
Protéger, entretenir et valoriser le patrimoine bâti	Les éléments patrimoniaux	- Nombre d'éléments patrimoniaux protégés	Commune	3 ans

Orientation du PADD	Variable	Indicateur	Source	Périodicité
Disposer d'équipements d'envergure et de rayonnement à la hauteur d'un cœur d'agglomération	Les équipements	- Nombre d'équipements livrés - Travaux, d'amélioration, d'extension,… réalisés - Evolution des effectifs scolaires - Capacité résiduelle des équipements	Commune	3 ans
	Les communications numériques	- Nombre de constructions reliées au Haut Débit	Commune	3 ans
Faire d'Evry un territoire facile à parcourir par tous : développer les liens entre quartiers et faciliter les mobilités.	La circulation	- Nombre de véhicules par jour sur le réseau départemental	CD 91	Annuelle
	Le stationnement	- Nombre de places de stationnement réalisées - Nombre de stationnement vélo réalisés	Commune	Annuelle
	Les circulations douces	- Linéaire de circulations douces réalisé	Commune CD 91	Annuelle
Limiter l'exposition de la population aux risques, et lutter contre les nuisances et les pollutions	Les risques	- Arrêtés de catastrophe naturelle - Nombre d'ICPE - Nombre de sites potentiellement pollués (BASOL) - Nombre de sites industriels ou de service susceptibles d'entraîner une pollution des sols (BASIAS)	Prim.net INSEE Préfecture BRGM BASOL BASIAS	3 ans
Développer les énergies renouvelables et le réseau de chaleur dans une perspective de transition énergétique et écologique	Les nuisances (bruit)	- Nombre d'actions réalisées pour réduire les nuisances - Nombre de voies bruyantes	Commune, Conseil Départemental, Conseil Régional Préfecture DDT	3 ans
	La gestion de l'eau	- Nombre d'abonnés - Nombre de branchements	Gestionnaire ARS	Annuelle

Orientation du PADD	Variable	Indicateur	Source	Périodicité
		- Nombre d'unités de production d'eau potable et capacité totale en m^3 par jour - Nombre de réservoirs et capacité totale de stockage en m^3 - Nombre de mètres linéaires de canalisations de distribution - Bilans annuels, suivi de l'état du réseau et de la qualité de l'eau		
	Le réseau d'assainissement	- Nombre de constructions ou de personnes raccordées au réseau d'assainissement collectif - Bilan annuel des réseaux - Capacité de stockage et d'évacuation	Gestionnaire	Annuelle
	Le réseau de chaleur	- Linéaire du réseau - Pourcentage d'énergies renouvelables alimentant le réseau de chaleur - Nombre de constructions (ou logements) raccordées au réseau de chaleur	Gestionnaire	3 ans
	Les énergies renouvelables	- Nombre de bâtiments équipés d'installations énergétiques bénéficiant de subventions de l'ADEME - Nombre de nouvelles installations de dispositifs d'énergies renouvelables	ADEME et Commune	3 ans
	Déchets	- Nombre de déchets récoltés et traités (tonnage) - Evolution du nombre de déchets récoltés et traités	SIOM	Annuelle

VI. RÉSUME NON TECHNIQUE

Le cadre juridique

Contexte réglementaire

La Loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre 2000 a instauré le principe d'une évaluation environnementale des documents d'urbanisme dont les programmes locaux d'urbanisme (PLU).

Les plans locaux d'urbanisme susceptibles d'avoir des incidences sur un site Natura 2000 sont soumis à évaluation environnementale stratégique telle que définie aux articles L.121-10 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Le décret n° 2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme a modifié les conditions pour déterminer si les communes doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale ; en effet, il a introduit la notion de cas par cas, qui n'existait pas auparavant.

Le PLU d'Evry a fait l'objet d'une procédure de demande d'examen au cas par cas qui a débouché sur une décision de l'autorité environnementale jugeant nécessaire la réalisation d'une évaluation environnementale.

Contenu du document

Le rapport de présentation doit être renforcé et complété au regard des dispositions de l'article R.123-2-1 du Code de l'Urbanisme. En effet, cet article précise que le rapport de présentation du PLU :

- **Expose le diagnostic** et décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération
- **Analyse l'état initial de l'environnement** et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan
- **Analyse les incidences notables prévisibles** de la mise en œuvre du plan sur l'environnement et expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, notamment les sites Natura 2000
- **Explique les choix retenus** pour établir le PADD et expose les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement
- **Présente les mesures envisagées** pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement
- **Définit les critères, indicateurs et modalités** retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan,
- **Comprend un résumé non technique** des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée

La prise en compte des documents supra-communaux

L'élaboration du PLU doit prendre en considération les orientations des plans, programmes et documents ayant une incidence sur l'environnement et qui sont applicables à la ville d'Evry. Il s'agit de documents d'urbanisme et d'aménagement cadre, de documents relatifs à la protection de la biodiversité et de la nature, à la gestion de l'eau et des déchets, aux risques et nuisances, au climat et à l'énergie, au patrimoine. On peut citer notamment les documents suivants :

- Le Schéma Directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF)
- Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)
- Le Plan de Déplacement Urbain (PDU) d'Île-de-France
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands
- Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Nappe de Beauce
- Le Plan Régional d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PREDMA) de l'Ile-de-France qui a remplacé en 2009 le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) de l'Essonne
- Le Schéma régional de l'habitat et de l'hébergement (SRHH),
- Le Plan Régional de Réduction des Déchets en Île-de-France (PREDIF)
- Le Plan Régional d'Élimination des Déchets Dangereux (PREDD)
- Le Plan Régional d'Élimination des Déchets d'Activités de Soins à risques infectieux (PREDAS)
- Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets de Chantiers (PREDEC)
- Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD qui est actuellement en cours d'élaboration
- Le Plan de Gestion des Risques Inondations (PGRi)
- Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRi) de la Seine
- Les différents risques (retrait-gonflement des argiles, transport de matières dangereuses)
- Le classement sonore des infrastructures de transport terrestre
- Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) de la Région Ile-de-France
- Les monuments historiques et sites classés et inscrits

D'une manière générale, le PLU d'Evry prend en compte les orientations définies dans ces différents documents.

L'état initial de l'environnement

L'analyse de l'état initial de l'environnement a permis de définir les enseignements et enjeux propres à chaque thématique. Ils sont présentés ci-dessous.

Le diagnostic a permis d'identifier les enseignements et enjeux suivants :

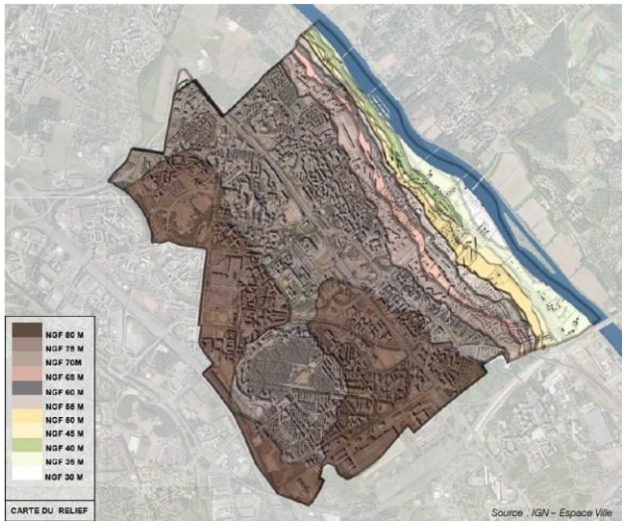
Géographie physique

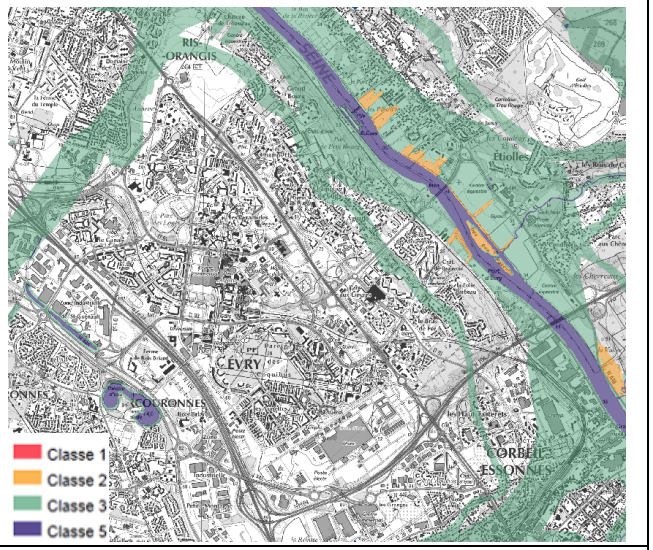
Un plateau et une topographie importante au niveau des coteaux qui engendre des vues vers la vallée de la Seine :

- Un site marqué par la présence de la Seine qui définit 3 entités paysagères :
  - ✓ La vallée de la Seine
  - ✓ Les coteaux
  - ✓ Le plateau

Un réseau hydrographique peu développé hormis la Seine :

- Présence de la Seine mais aussi de quelques points d'eau ponctuels
- Une qualité de l'eau de la Seine moyenne
- Une zone humide en bord de Seine et des zones potentiellement humides en bord de Seine et sur les coteaux





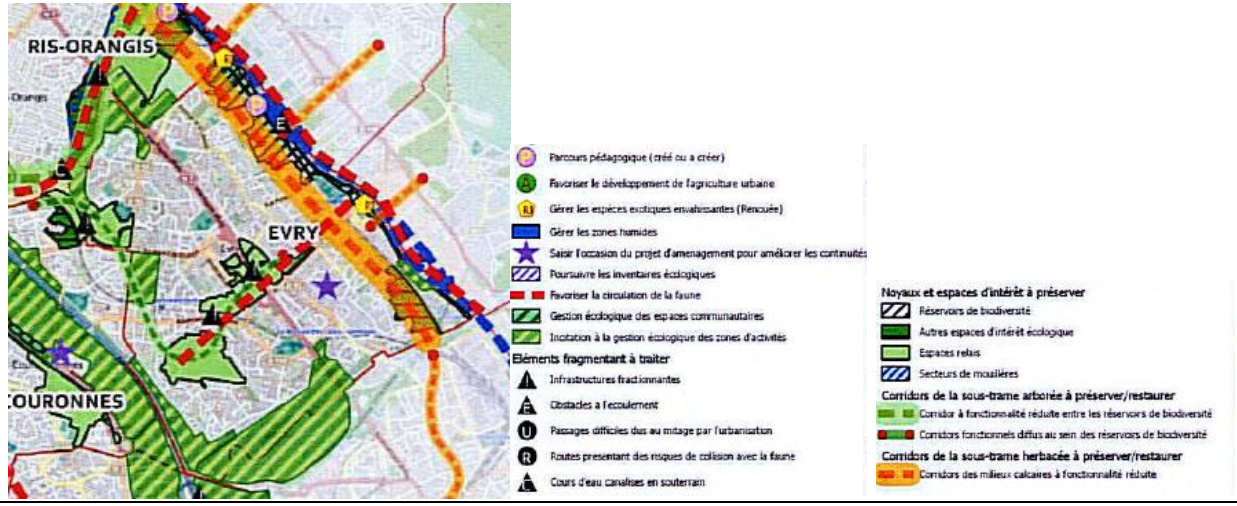
Les espaces naturels

Une trame verte bien développée mais fragile à certains endroits :

- Près de 220 ha d'espaces verts.
- 5 jardins partagés
- Près de 5 000 arbres d'alignement
- Politique « Zéro Phyto » mise en place pour la gestion des espaces verts.
- Gestion différenciée du bois de la Grange

Des espaces naturels bénéficiant de protections ou de recensements :

- 1 site inscrit : « rives de la Seine »
- 1 ZNIEFF : « vallée de la Seine de Saint-Fargeau à Villeneuve-Saint-Georges »



Les risques et les nuisances

Des nuisances sonores limitées

- Classement sonore départemental
  - ✓ A6, RN104, RD446, RN7, RD93, RD91 et 92,
  - ✓ RER D
  - ✓ Futur tram 12 Express
- Des cartes de bruit réalisées à l'échelle de l'ex-agglomération. La population ainsi que les établissements sensibles sont peu exposés aux nuisances sonores. Dès l'origine de la réalisation de la Ville Nouvelle, les infrastructures potentiellement bruyantes ont été prises en compte, permettant ainsi d'anticiper l'exposition au bruit des populations.

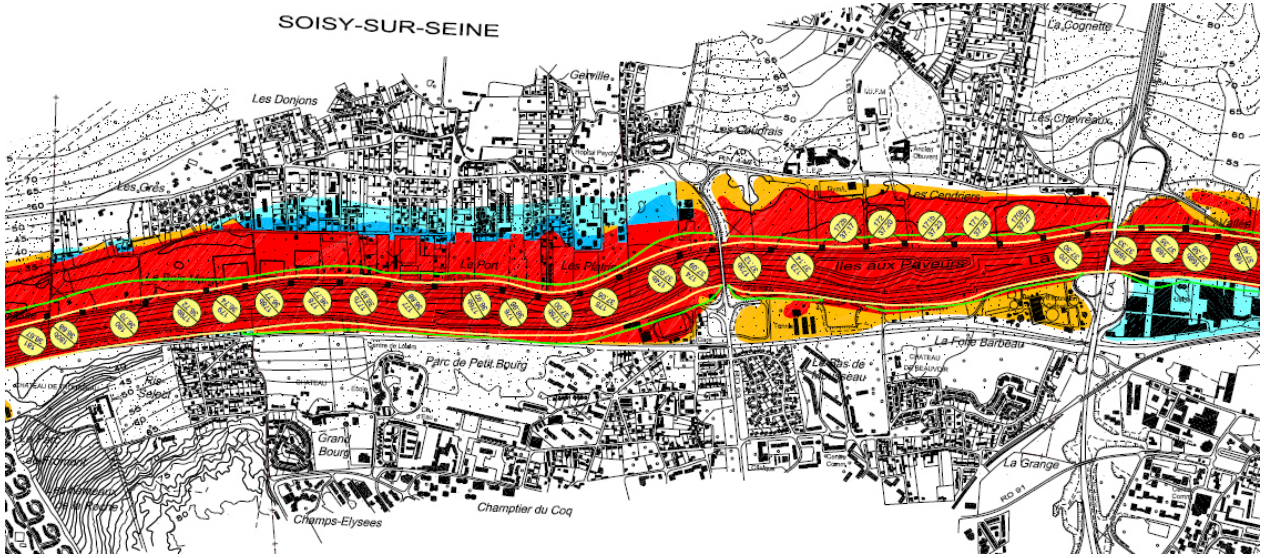
Une bonne qualité de l'air, mais impactée par le trafic routier et le résidentiel et tertiaire

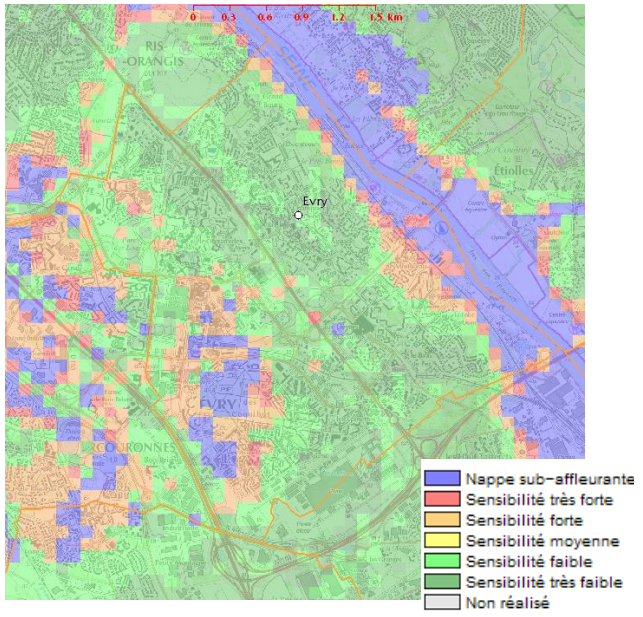
Des risques naturels importants et touchant une partie du territoire urbanisé

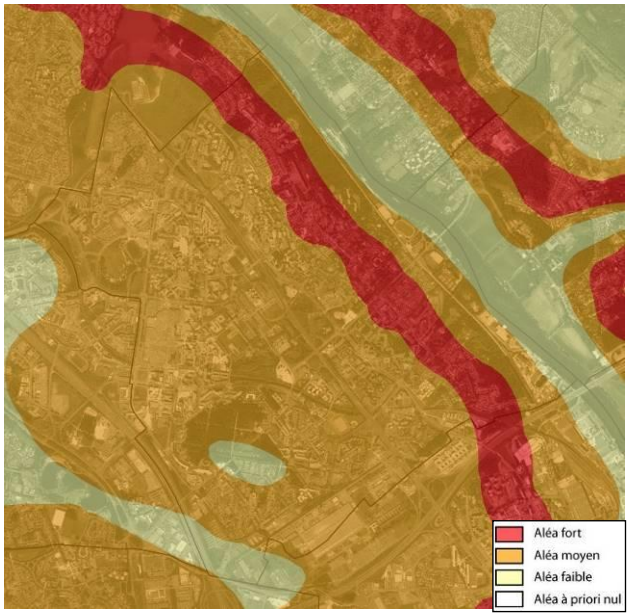
- Risque d'inondation par débordement, identifié par un PPRi (Seine), mais touchant peu le territoire urbanisé
- Risque d'inondation par remontée de nappes, concernant les bords de Seine et la partie sud-ouest du plateau, urbanisée
- Aléa retrait-gonflement des argiles fort sur le coteau urbanisé et moyen sur le reste du territoire

Des risques technologiques connus et maîtrisés

- Transport de matières dangereuses (ferroviaire, routier, fluvial et canalisations (gazoduc, pipeline))
- 9 ICPE dont 7 soumises à autorisation
- 1 site Basol : société SNECMA
- 48 sites Basias
- Une quarantaine d'antennes-radio ou de téléphonie







Les réseaux urbains

Eau potable

- Gérée par l'Agglomération : « l'eau de l'agglo »
- Provient de l'usine de Morsang-sur-Seine
- Bonne qualité de l'eau
- Les consommations de l'eau ont baissé en 2015 par rapport à 2014

Assainissement

- Gérée par l'Agglomération qui a délégué à la SEE
- Réseau séparatif mais de nombreux problèmes de non-conformité des branchements
- Eaux traitées à la station d'épuration d'Évry
- Quelques points noirs sur le réseau, en point bas du bassin versant, vers l'avenue Patton et la Cerisaie
- Schéma Directeur d'assainissement en vigueur : quelques secteurs de la commune en bord de Seine restent en assainissement non collectif.

Déchets

- Gérés par l'Agglomération
- Traitement effectué par le SIREDOM : opérations de valorisation et de traitement des déchets ménagers et assimilés à l'Eco-site de Vert-le-Grand
- Des PAV sont mis en place sur le territoire et notamment dans les nouvelles opérations
- Problématique des dépôts sauvages

Réseau de chaleur

- Réseau de chaleur desservant les communes de Courcouronnes et d'Évry

Aujourd'hui, la chaleur du réseau est produite uniquement à partir d'énergies fossiles. L'objectif est d'assurer 80% de la production de chaleur à partir d'énergies renouvelables à terme. Une première étape de 50% devrait être atteinte pour la saison de chauffe 2017-2018 → Projet de raccordement à l'éco-site de Vert-le-Grand afin de mettre en place un mix énergétique

Les énergies renouvelables

Des potentiels limités sur le territoire

- Potentiel géothermique moyen à fort (pour les nappes superficielles)
- Potentiel solaire moyen

Enjeux environnementaux :

Les principaux enjeux identifiés sur le territoire sont les suivants :

- **La limitation de l'exposition de la population aux nuisances sonores et à la pollution de l'air**
- **La limitation de l'exposition de la population aux risques naturels et technologiques**
- **La préservation de la trame verte et bleue (espaces verts, espaces boisés, cours d'eau, corridors)**

Caractéristiques des parcelles susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du PLU

Les perspectives d'urbanisation existantes au sein de l'enveloppe urbaine :

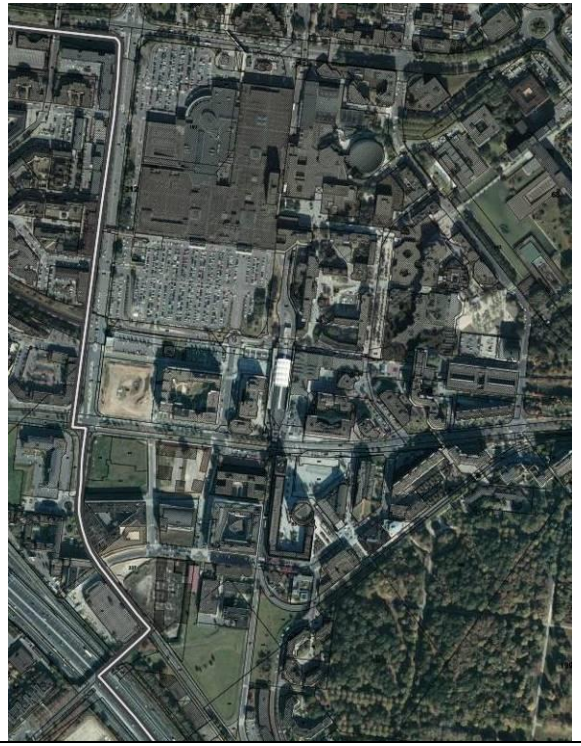
Le centre urbain

Localisation et état initial du site

Le projet est situé à l'ouest du territoire. Il est à proximité de la gare d'Évry-Courcouronnes et est constitué d'une urbanisation dense, d'îlots encore vierges (destinés à être urbanisés dans le cadre de la finalisation du centre urbain), et d'un grand centre commercial (Évry 2).

Les enjeux environnementaux présents sur le site sont les suivants :

- La protection des habitants vis-à-vis des nuisances sonores, des pollutions et des risques technologiques



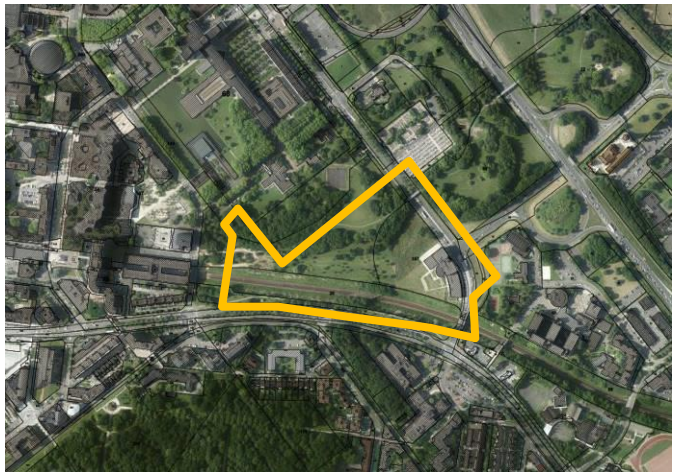
Impacts sur l'environnement

Incidences positives	Incidences mitigées ou négatives	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation
L'objectif est d'urbaniser ce secteur de friches en plein cœur d'Evry, à proximité de la gare du RER qui accueillera le terminus du futur Tram Train Massy Evry, mais aussi de commerces, services, etc.	Le projet va engendrer la suppression d'espaces aujourd'hui perméables du fait des nouvelles constructions sur des secteurs en friche, ce qui peut entraîner un phénomène de ruissellement plus important.	Définition d'obligation de pourcentage d'espaces verts afin de préserver des espaces perméables (en pleine terre ou sur dalle du fait de la densité importante du secteur).

La proximité d'équipements, commerces et services, permettra de limiter les déplacements du quotidien en voiture pour se rendre dans les équipements, commerces et services et donc aura un impact positif sur la qualité de l'air. Le développement de liaisons douces et leur aménagement adapté pour les personnes à mobilité réduite va favoriser l'accès à ce secteur dense en services et équipements et donc être favorable à l'inclusion des populations au sein de la vie quotidienne.	Une pression supplémentaire va être exercée sur les réseaux (eau et assainissement) du fait des nouvelles constructions. Du fait de la proximité de voies identifiées comme bruyantes par le classement sonore départemental (RD92, voie ferrée), la population actuelle et nouvelle va potentiellement être exposée à des nuisances sonores et pollutions. Pour autant, la voie ferrée est enterrée et ne crée donc pas de nuisances sonores. Par ailleurs, la RD92 est réalisée en boulevard urbain avec une circulation maîtrisée (vitesse à 50 km/h et carrefours à feux), ce qui fait que les nuisances sonores et pollutions sont limitées. De plus, le développement du tram-train Massy-Evry va potentiellement limiter l'augmentation de trafic sur ces axes. Trois sites Basias sont identifiés dans le périmètre du projet, mais principalement au niveau du centre commercial. Leur incidence est donc très limitée sur les futures constructions, s'agissant de secteurs qui ne sont pas amenés à évoluer.	Rappel des prescriptions d'isolation acoustique aux abords des voies bruyantes dans les dispositions générales du règlement. Rappel dans les dispositions générales du règlement de la nécessité de vérifier l'absence de risque pour la santé humaine et l'environnement avant l'urbanisation sur des sols pollués ou potentiellement pollués.

Pour rappel, lors de la saisine de l'autorité environnementale pour la procédure d'examen au cas par cas, il était envisagé un secteur de développement à plus long terme sur les terrains situés à la pointe entre le boulevard de France (RD93) et le boulevard des Coquibus (RD93A).

Or, au vu des enjeux environnementaux forts en termes de trame verte et de continuité écologique entre le parc Henri Fabre et le parc des Coquibus, il a été décidé d'abandonner ce secteur de développement et de le conserver en espace vert, le développement communal prévu pouvant s'effectuer dans les autres sites de projet identifiés.



Évry Sud

Localisation et état initial du site

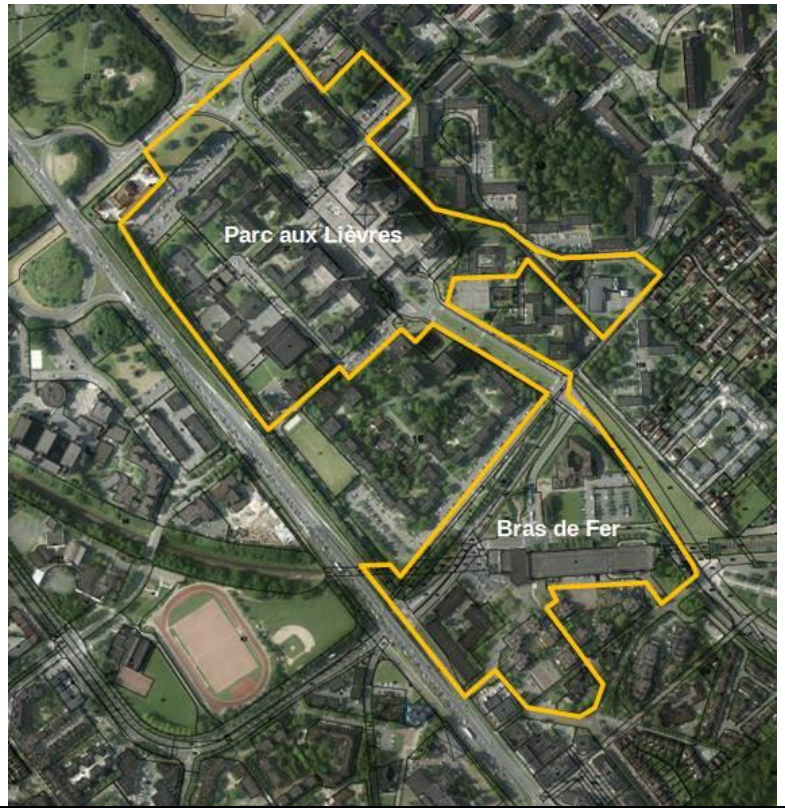
Le secteur Evry Sud est composé des quartiers du Parc aux Lièvres et du Bras de Fer.

Il est bordé à au sud-ouest par la RN7 et est desservi au sud par la gare du Bras de Fer (RER D).

Le secteur présente aujourd'hui une mixité des fonctions : habitat, activités, équipements…

Les enjeux environnementaux présents sur le site sont les suivants :

- La protection des habitants vis-à-vis des risques et des nuisances



Impacts sur l'environnement

Incidences positives	Incidences mitigées ou négatives	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation
Le projet prévoit le développement des logements, commerces et services à proximité de la gare du Bras de Fer, ce qui limitera les émissions de gaz à effet de serre du fait de l'usage des mobilités actives et des transports en commun. Par ailleurs, l'exposition de la population aux	Une pression supplémentaire va être exercée sur les réseaux (eau et assainissement) du fait des nouvelles constructions. La présence d'un pressing qui n'est plus en activité et identifié sur la base de données Basias est à signaler. Cependant, au vu de la petite superficie que cela représente, les impacts négatifs sur les	Définition d'obligation de pourcentage d'espaces verts afin de préserver des espaces perméables (en pleine terre ou sur dalle du fait de la densité importante du secteur). Rappel dans les dispositions générales du règlement de la nécessité de vérifier l'absence de risque pour la santé humaine et l'environnement avant l'urbanisation sur des sols pollués ou potentiellement pollués. De plus, le projet prévoit un recul des

nuisances sonores sera limitée grâce à la réduction des nuisances sonores liées au trafic, dans la mesure où l'usage de la voiture sera limité. Le projet vise également à engager une procédure de renouvellement urbain d'habitat plutôt dégradé. Les nouvelles constructions permettront d'offrir un meilleur cadre de vie, avec des bâtiments aux normes énergétiques, ce qui permet de diminuer les consommations énergétiques importantes aujourd'hui dans ce secteur. Par ailleurs, les logements seront de qualité, ce qui est favorable pour la santé des habitants. Un des objectifs est de préserver des espaces verts généreux tout en densifiant ce secteur, notamment dans la partie du Bras de Fer en raison de la présence d'une gare du RER.	habitants et l'environnement sont limités. Par ailleurs, une ligne GRT Gaz passe au nord du site. Concernant les nuisances sonores, et notamment celles liées à la route, la destruction de la dalle va engendrer la mise à niveau des futures habitations avec la voie routière (RD91) identifiée comme voie bruyante au classement sonore départemental, ce qui pourrait entraîner des nuisances supplémentaires pour les futurs habitants.	constructions au nord afin de ne pas trop rapprocher les habitants des risques potentiels liés à la canalisation de gaz. Rappel des prescriptions d'isolation acoustique aux abords des voies bruyantes dans les dispositions générales du règlement. Par ailleurs, concernant la problématique spécifique de la RD91, la largeur de la voie actuelle et l'aménagement urbain prévu prennent en compte cette thématique et minimiseront les nuisances potentielles. Le long de la RN7, il a été prévu des secteurs d'équipements ou des secteurs à dominante d'activités, afin de limiter l'exposition des habitants aux nuisances sonores et pollutions de cet axe, même si de par sa constitution (largeur, espaces végétalisés aux abords), les nuisances sonores sont réduites.

Les quartiers résidentiels :

- Les secteurs pavillonnaires :

Ces secteurs présentent une capacité de densification limitée du fait de leur constitution. Par ailleurs, l'enjeu environnemental le plus important dans ces secteurs est la présence de la nature, qui participe au cadre de vie mais aussi à la trame verte et aux continuités écologiques. Il est donc important de préserver une partie de ces espaces. Le PLU vise à renforcer la protection des quartiers pavillonnaires à forte sensibilité paysagère (notamment au niveau d'Evry Village et des coteaux). Pour cela, une OAP traitant du développement ou non de ces secteurs a été élaborée. Elle cadre les possibilités d'évolution afin de préserver le « patrimoine » et les espaces verts de certains de ces ensembles.

- Les grandes résidences collectives :

Ces secteurs présentent une capacité de densification limitée pour certains d'entre eux du fait de leur constitution et de leur forte densité. Pour les autres, il s'agit majoritairement de grandes résidences intégrées dans des parcs (notamment sur les coteaux) que le PLU préserve pour leur rôle à la fois paysager et constitutif de la trame verte. A cette fin, les espaces verts des grandes résidences ont été identifiés en espaces paysagers au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme.

Les perspectives d'urbanisation en extension urbaine :

Canal Europe

Localisation et état initial du site

Le secteur au nord-ouest du territoire, en limite avec Courcouronnes.

Il est aujourd'hui occupé par le parc des Loges, des espaces en friche et des secteurs d'activités. Il est traversé par le boulevard de l'Europe.

Les enjeux environnementaux présents sur le site sont les suivants :

- La préservation de la continuité naturelle
- La protection des habitants vis-à-vis des risques et des nuisances



Impacts sur l'environnement

Incidences positives	Incidences mitigées ou négatives	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation
La création d'équipements permettra de limiter les déplacements du quotidien en voiture et aura donc un impact positif sur la qualité de l'air. La préservation du parc et son ouverture sur les quartiers va permettre de faciliter les déplacements actifs et donc limiter l'usage de la voiture. De plus, le parc s'inscrit dans une trame verte plus large, et sa préservation et sa connexion aux réservoirs de biodiversité plus large sont positifs pour les continuités écologiques (Classement du parc des Loges en zone N et espace paysager, et des franges du parc en espace paysager. En complément, inscription dans l'OAP de la nécessité de conserver une continuité naturelle entre le parc des Loges et les berges de Seine en passant par les abords du ru de l'Ecoute s'il Pleut).	Une pression supplémentaire va être exercée sur les réseaux (eau et assainissement) du fait des nouvelles constructions. Le projet va engendrer la suppression d'espaces aujourd'hui perméables du fait des nouvelles constructions sur des secteurs en friche, ce qui peut entraîner un phénomène de ruissellement plus important. Le projet tel qu'il est présenté sur plan donne l'impression d'exposer les futurs habitants du secteur de Canal Europe notamment aux nuisances sonores et pollutions liées au boulevard de l'Europe et à la voie de RER.	Définition d'obligation de pourcentage d'espaces verts afin de préserver des espaces perméables dans la zone de Canal Europe (en pleine terre ou sur dalle du fait de la densité importante prévue du secteur). Rappel des prescriptions d'isolation acoustique aux abords des voies bruyantes dans les dispositions générales du règlement. Pour autant, la voie ferrée à l'Ouest du projet Canal Europe est très encaissée sur ce tronçon et ne présente donc pas de nuisances particulières. Pour autant, sera créée une voie de desserte routière entre la voie ferrée et les futures habitations de manière à créer une zone tampon et minimiser les éventuelles nuisances. La constitution de la RD91, telle qu'elle est actuellement (voie large, alignement d'arbres, liaisons douces parallèles sécurisées, etc.) fait que les nuisances sonores et les pollutions seront limitées pour les futures constructions aux abords de cette voie. Par ailleurs, la requalification de la RD91 en boulevard urbain va permettre de faciliter les traversées piétonnes sécurisées de cette voie et donc de favoriser les porosités entre les quartiers.

Aunettes

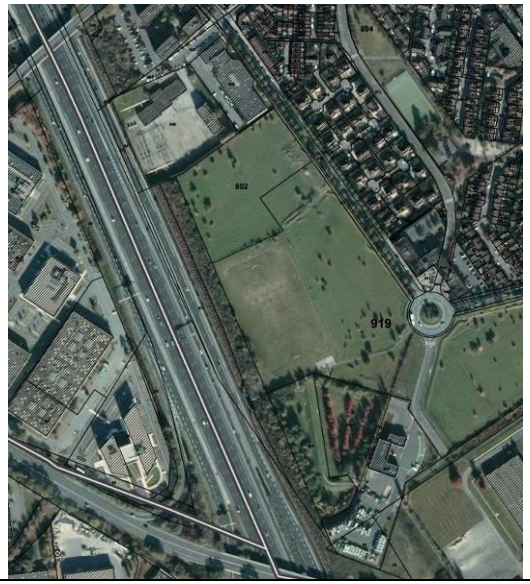
Localisation et état initial du site

Le secteur concerné est localisé au sud-ouest du territoire, entre l'A6 et le boulevard de l'Yerres.

Ce secteur est occupé par des terrains aujourd'hui non urbanisés. Le site est entouré d'urbanisation au nord, à l'est et au sud.

Les enjeux environnementaux présents sur le site sont les suivants :

- La présence de nature sur le site et la présence d'une continuité naturelle dans le site
- La protection des habitants vis-à-vis des nuisances sonores, des pollutions et des risques technologiques



Impacts sur l'environnement

Incidences positives	Incidences mitigées ou négatives	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation
Un des objectifs du projet est d'intégrer une haute qualité environnementale au projet. Le projet insiste sur la création d'îlots jardins et de jardins communs, ce qui permet d'offrir un cadre de vie de qualité et de préserver une trame verte importante en milieu qui sera bientôt urbanisé. Le projet permet le développement d'un programme à majorité de logements, mais également d'activités (artisanat et petites entreprises d'innovation), ce qui offre des possibilités de limiter les déplacements domicile-travail et donc de réduire l'usage de la voiture.	Une pression supplémentaire va être exercée sur les réseaux (eau et assainissement) du fait des nouvelles constructions. Le projet va engendrer la suppression d'espaces aujourd'hui perméables du fait des nouvelles constructions sur des secteurs en friche, ce qui peut entraîner un phénomène de ruissellement plus important. Le secteur est bordé par deux canalisations de gaz, et à proximité de l'A6 donc des incidences potentielles sur les futurs habitants pourraient exister.	Définition d'obligation de pourcentage d'espaces verts afin de préserver des espaces perméables dans la zone de Canal Europe (en pleine terre ou sur dalle du fait de la densité importante prévue du secteur). Obligation (dans l'OAP), de réaliser des noues, fossés et zones d'infiltration au sein du projet afin de gérer les eaux pluviales sur le site Recul important en vis-à-vis de l'A6 afin limiter les futurs habitants aux nuisances sonores et pollutions de cet axe routier. Par ailleurs, un recul des lignes GRT Gaz a été défini pour les futures constructions, afin de limiter les risques potentiels.

Le secteur RN7

Localisation et état initial du site

La RN 7 traverse le territoire du nord au sud et forme une « colonne vertébrale » routière du territoire.

Les abords de cet axe routier sont variés : activités, logements, espaces verts…

Les enjeux environnementaux présents sur le site sont les suivants :

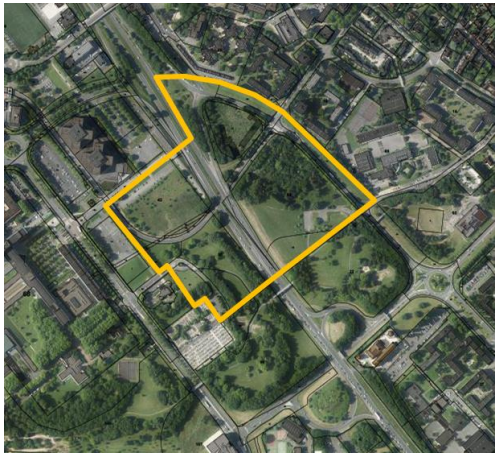
- La mise en valeur des entrées de ville
- La préservation des continuités écologiques entre l'est et l'ouest du territoire (notamment au niveau du parc Henri Fabre)
- La protection des habitants vis-à-vis des nuisances sonores, des pollutions et des risques technologiques



Impacts sur l'environnement

Incidences positives	Incidences mitigées ou négatives	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation
Le projet devra favoriser le développement d'un TCSP sur le linéaire de la RN7, ce qui est positif car un transport en commun structurant permettra de limiter les déplacements en voiture et aura donc un impact positif sur la qualité de l'air et sur les nuisances sonores liées à la circulation automobile. Le fait d'aménager des traversées est-ouest et notamment des traversées piétonnes participera également à ces impacts. La requalification des entrées de ville au nord et au sud devrait avoir un impact positif sur le paysage urbain aux abords de cet axe structurant du territoire.	Une pression supplémentaire va être exercée sur les réseaux (eau et assainissement) du fait des nouvelles constructions. Le projet va engendrer la suppression d'espaces aujourd'hui perméables du fait des nouvelles constructions sur des secteurs en friche, ce qui peut entraîner un phénomène de ruissellement plus important. Quelques sites Basias sont repérés le long de la RN7, et notamment sur le site du Républicain, identifié comme secteur d'entrée de ville à requalifier.	Le projet global de requalification de cet axe devrait se faire en lien avec la réalisation d'un TCSP sur la RN7, donc il s'agit plutôt d'un projet à long terme. Sur le secteur du Rouillon, engendrant de la consommation d'espaces, le projet qui sera travaillé devra générer une certaine densité tout en préservant des espaces de respiration. Rappel dans les dispositions générales du règlement de la nécessité de vérifier l'absence de risque pour la santé humaine et l'environnement avant l'urbanisation sur des sols pollués ou potentiellement pollués. Rappel des prescriptions d'isolation acoustique aux abords des voies bruyantes dans les dispositions générales du règlement.

Le secteur du Rouillon aux abords de la RN7 a été identifié comme potentiel de développement à long terme (au-delà de l'échéance PLU, après 2030). La réflexion n'a pas été entamée sur ce secteur mais l'idée est de réfléchir, dans les années à venir, et en lien avec un futur projet de réaménagement de la RN7 en boulevard urbain qui pourrait accueillir un transport en commun en site propre en direction d'Orly, à la manière de valoriser ce site qui aujourd'hui se compose d'espaces verts et quelques boisements sans réelles fonctions et relativement pauvre d'un point de vue écologique.



Le site présente les enjeux environnementaux suivants :

- Continuité naturelle

Le projet dans ses limites et son périmètre prend d'ores et déjà en compte la continuité verte constituée par le parc Henri Fabre au sud. Pour autant la présence d'espaces verts et boisés sur le site devra être également prise en compte afin de préserver une trame verte au sein du futur projet.

- Nuisances sonores, qualité de l'air et pollution

Le site de projet est traversé par la RN7 et son urbanisation devra donc prendre en compte cet élément générateur de nuisances sonores et de pollution. En termes de pollution des sols, un ancien pressing est identifié sur la base de données Basias, il faudra donc vérifier toute pollution éventuelle des sols avant urbanisation du secteur.

L'analyse des effets notables du PLU sur l'environnement

Cette analyse a été effectuée de manière thématique, en identifiant pour chacune les impacts positifs, mitigés et négatifs dans les différents documents composant le PLU. Les différentes thématiques abordées sont les suivantes :

- **La limitation de l'exposition de la population aux nuisances sonores et à la pollution de l'air**
- **La limitation de l'exposition de la population aux risques naturels et technologiques**
- **La préservation de la trame verte et bleue (espaces verts, espaces boisés, cours d'eau, corridors)**
- **Les autres enjeux environnementaux :**
    - **La préservation du patrimoine et du paysage**
    - **Les réseaux et la santé**

La limitation de l'exposition de la population aux nuisances sonores et à la pollution de l'air

<table>
<tr><th>Incidences positives</th><th>Incidences mitigées ou négatives</th></tr>
<tr><td rowspan="3">Les risques et nuisances sont identifiés comme ambition au cœur du projet dans le volet environnemental du PADD. L'orientation majeure est de « Prendre en compte et anticiper en amont de tout projet la présence de risques et nuisances. ». Le PADD exprime pour cela l'orientation de « Favoriser les déplacements alternatifs à la voiture afin de limiter les nuisances sonores mais aussi les émissions de gaz à effet de serre. »

Par ailleurs, le développement des circulations douces et le fait de développer des mobilités durables permettent de limiter indirectement les nuisances sonores et pollutions émises par les véhicules circulant sur le territoire.

Concernant la thématique des transports en commun, les projets de développement tels que la ligne 12 Express du tramway ou le TCSP le long de la RN7 vont développer une offre alternative à la voiture, et donc potentiellement limiter les nuisances et pollutions liées aux déplacements routiers.

Concernant la qualité de l'air, le développement du commerce de proximité et des services, le développement des équipements et la confortation du réseau de liaisons douces permettent de limiter les déplacements en voiture, et ainsi de diminuer les émissions de gaz à effet de serre, ce qui est positif pour la qualité de l'air. Ces orientations se traduisent dans les OAP à travers des liaisons douces à conforter. Le zonage et le règlement du PLU autorisent une mixité des fonctions (commerces, équipements, habitat…), ce qui permet de limiter les déplacements en voiture, et ainsi diminuer les émissions de gaz à effet de serre, ce qui est positif pour la qualité de l'air.</td><td>Le PADD définit des projets d'urbanisation et de développement engendrant une augmentation de la population et des personnes fréquentant le territoire (ayant un emploi à Evry par exemple), ce qui aura comme conséquence d'exposer potentiellement plus de personnes aux nuisances sonores et pollutions existantes. Cependant, du fait de la constitution même de la Ville Nouvelle, les nuisances sonores sont plutôt limitées. Les pollutions de l'air sont par contre plus importantes.</td></tr>
<tr><td>Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation</td></tr>
<tr><td>Dans les OAP des secteurs de projet à proximité d'infrastructures identifiées comme bruyantes par le classement sonore, le parti d'aménagement a pris en compte des nuisances en prévoyant un recul des constructions à destination d'habitation, ou en prévoyant des constructions à destination d'équipements ou d'activités en premier rideau afin d'isoler les constructions à destination d'habitat.

Le règlement rappelle l'obligation de prendre en compte l'isolation acoustique en vis-à-vis des infrastructures identifiées au classement sonore des infrastructures de transports terrestres.

Ces mesures répondent à une exigence d'un urbanisme favorable à la santé, en limitant l'exposition de la population aux nuisances sonores et à la pollution de l'air.</td></tr>
</table>

La limitation de l'exposition de la population aux risques naturels et technologiques

Incidences positives	Incidences mitigées ou négatives
Les risques et nuisances sont identifiés comme ambition au cœur du projet dans le volet environnemental du PADD. L'orientation majeure est de « Prendre en compte et anticiper en amont de tout projet la présence de risques et nuisances. ». Le PADD exprime pour cela les orientations de : • Prendre en compte le PPRi de la Seine dans tout projet d'aménagement concerné par ce document. • Intégrer les risques et nuisances dans les futurs projets dès leur conception. • Rester vigilant sur les pollutions liées aux activités présentes sur le territoire communal et notamment prévoir des études de sol avant de construire sur des sites pollués ou potentiellement pollués. • Vérifier la capacité des réseaux pour les nouvelles opérations afin d'éviter les problèmes d'engorgement des réseaux et donc des risques d'inondation indirects. • Proposer des mesures alternatives paysagères d'absorption des eaux pluviales, le règlement d'assainissement imposant déjà l'infiltration à la parcelle. Cela permet en effet de limiter les ruissellements et donc les inondations potentielles. Dans l'OAP Trame verte et bleue, le fait de protéger les espaces boisés, les parcs et espaces verts, la nature en ville… permet de conserver des espaces de pleine terre assurant une certaine perméabilité des sols et donc limitant les risques notamment de ruissellement. La préservation d'espaces verts au titre des EBC ou de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme ainsi que les règles de préservation d'espace de pleine terre dans chaque zone permettent de conserver des espaces perméables, ce qui permet une infiltration des eaux et limite donc le risque d'inondation.	Le PADD définit des projets d'urbanisation et de développement engendrant une augmentation de la population et des personnes fréquentant le territoire (ayant un emploi à Evry par exemple), ce qui aura comme conséquence d'exposer potentiellement plus de personnes aux risques déjà existants. Cependant, les risques existants sur le territoire sont connus et pris en compte dans les projets d'aménagement. Par exemple, le PPRi est une servitude qui définit si oui ou non une zone est constructible. De plus, le PPRi impacte peu les espaces d'habitat. Une partie du territoire est aujourd'hui sensible au phénomène de ruissellement du fait des pentes sur le coteau. L'imperméabilisation supplémentaire liée à une nouvelle urbanisation pourrait accentuer ce phénomène. Cependant, Les principaux sites de développement urbain ne sont pas sur des secteurs de pente et donc le risque d'augmentation du ruissellement est limité. Par ailleurs, une partie des secteurs urbanisés du territoire est localisée en zone d'aléa moyen pour le retrait-gonflement des argiles, ce qui pourrait augmenter le nombre de personnes exposées. Cependant, les futures constructions envisagées sur ces secteurs sont peu nombreuses et seront soumises à des prescriptions de construction prenant en compte cet aléa, ce qui limite les risques. Les sites de projet sont peu concernés par les pollutions des sols, seuls quelques sites Basias sont identifiés sur certains secteurs de projet. Ces problématiques sont prises en compte dans les partis d'aménagement. Le territoire est traversé par de nombreuses canalisations de gaz et deux pipelines qui sont proches de certains sites de projet.
	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation
	Définition d'un coefficient de pleine terre dans la plupart des zones et protection des espaces verts et boisés (notamment sur les coteaux) en EBC ou espace paysager remarquable afin de préserver des espaces perméables et donc de limiter le phénomène de ruissellement. Le PPRi est rappelé dans les dispositions générales du PLU. La plupart des zones les plus touchées sont en zone N. Cependant, la zone rouge concerne une partie de l'espace urbain près de la Seine, et notamment la zone UP (port) et la zone de la station d'épuration ; ces zones sont donc classées en zone U avec un rappel de la présence du PPRi dans les dispositions

	générales. Pour les zones concernées par l'aléa retrait-gonflement des argiles, les prescriptions de construction sont rappelées en annexe du PLU. Rappel dans les dispositions générales du règlement de la nécessité de vérifier l'absence de risque pour la santé humaine et l'environnement avant l'urbanisation sur des sols pollués ou potentiellement pollués. Dans les OAP des secteurs de projet à proximité de canalisations de matières dangereuses, le parti d'aménagement a pris en compte des risques en prévoyant un recul des constructions à destination d'habitation.

La préservation de la trame verte et bleue (espaces verts, espaces boisés, cours d'eau, corridors)

Incidences positives	Incidences mitigées ou négatives
Un des 3 axes du PADD concerne la ville verte au cadre de vie unique, et au sein de cet axe, la trame verte et bleue est une des ambitions à intégrer au cœur du projet. Le PADD exprime pour cela les orientations de : • Préserver et conforter la trame verte et bleue et les continuités écologiques • Conforter la vocation de détente et de loisirs des parcs et espaces verts • Améliorer la prise en compte de l'écologie dans la gestion de l'eau et des espaces verts Ces orientations ont des incidences positives sur les milieux naturels, sur les continuités écologiques, et sur la biodiversité. Le PADD identifie les éléments de trame verte et bleue de manière cartographique, dont la protection sera traduite d'une part dans une OAP thématique dédiée et d'autre part dans le dispositif réglementaire. Au sein des OAP de projet, la trame verte et bleue est très présente comme élément de composition du projet, ce qui est positif pour la préservation des continuités écologiques au sein du territoire. Le PLU définit des zones naturelles (zones N) qui protègent les éléments de patrimoine naturels identifiés dans le PADD et les OAP tels que les espaces boisés, les espaces naturels et les parcs et espaces verts Le PLU définit également des outils de protection tels que les EBC ou l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme qui protège notamment les arbres, alignements d'arbres et les espaces paysagers remarquables. Ce zonage et ces prescriptions permettent de protéger le patrimoine naturel du territoire. Dans le règlement, des règles spécifiques à la préservation d'espaces verts sont définies et adaptées au caractère de chaque quartier afin de préserver la trame verte en espace urbain.	La réalisation de nouveaux logements, de commerces, d'équipements ou d'activités peut avoir des incidences négatives sur l'environnement en engendrant une artificialisation des sols, notamment dans certains secteurs très denses, comme le centre urbain ou Evry Sud où la végétation est peu présente, hormis sur l'espace public. Les nouvelles constructions peuvent également constituer des éléments de fragmentation de la trame verte et bleue, notamment en espace urbain où la trame verte est parfois fragile. **Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation** Prise en compte de la trame verte et bleue au sein de la majorité des projets. Définition d'un coefficient de pleine terre dans la plupart des zones et protection des espaces verts et boisés (notamment sur les coteaux) en EBC ou espace paysager remarquable afin de préserver les composantes de la trame verte.

Les autres enjeux environnementaux :

○ La préservation du patrimoine et du paysage

Incidences positives	Incidences mitigées ou négatives
Le PADD définit de protéger, entretenir et valoriser le patrimoine bâti sous toutes ses formes. En effet, Evry présente un patrimoine riche et diversifié (Village, Coteaux, patrimoine du 20ème siècle…) que le PLU entend préserver, à travers notamment des OAP dédiées (Evry Village, OAP Patrimoine), et un dispositif réglementaire venant compléter ces OAP (identification au titre de l'article L.151-19 du Code de l'urbanisme des éléments de patrimoine…) Le PADD définit également l'orientation de protéger les quartiers pavillonnaires, ce qui a comme incidence indirecte de préserver l'identité de ces quartiers et donc le paysage spécifique à chaque quartier. En effet, le PADD prévoit de préserver ce qui caractérise l'identité de ces quartiers : les gabarits, hauteurs, des constructions, le rapport entre espace bâti et non bâti, la cohérence architecturale, …, mais également de réguler et encadrer les constructions nouvelles ou modifications de constructions existantes de manière à garantir une harmonie et une bonne insertion. Concernant le paysage, la présence de coteaux boisés et de la Seine permet au territoire de bénéficier de vues remarquables, et de paysages spécifiques. Le PADD prévoit de localiser et préserver les principaux cônes de vue qui forment des échappées visuelles vers les parcs et la vallée de la Seine. Par ailleurs, la préservation des espaces naturels sur les coteaux permettra de préserver le paysage spécifique de ces secteurs. Le PLU définit des zones naturelles (zones N) qui protègent les éléments de patrimoine naturels identifiés dans le PADD et les OAP tels que les espaces boisés, les espaces naturels (parcs et jardins), Le PLU définit également des outils de protection tels que les EBC ou l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme qui protège notamment les alignements d'arbres et les espaces paysagers remarquables. Ce zonage et ces prescriptions permettent de protéger le patrimoine naturel et donc le paysage du territoire.	Le fait de permettre de nouvelles constructions sur une grande partie du territoire est susceptible d'avoir des conséquences sur le paysage (mauvaise insertion des constructions, architecture qui ne s'intègre pas avec les constructions environnantes…) malgré les recommandations concernant l'intégration paysagère des constructions. Il faut être attentif pour ne pas assister à une banalisation des paysages évryens.
	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation
	Une OAP spécifique précise les possibilités d'évolution pour chaque quartier, afin de préserver leur identité propre et leur caractère paysager spécifique. Par ailleurs, le règlement donne des prescriptions et recommandations pour la qualité architecturale des constructions.

○ Les réseaux et la santé

Incidences positives	Incidences mitigées ou négatives
Concernant les consommations énergétiques, la construction de logements conjuguée à la volonté de conforter et d'accueillir des activités économiques, vont permettre de diminuer les déplacements domicile-travail, et limiter ainsi la consommation d'énergie pour les transports du quotidien ; de même, pour le développement du réseau de transports en commun et de liaisons douces. Le PADD définit notamment de développer les énergies renouvelables et le réseau de chaleur dans une perspective de transition énergétique et écologique, ce qui est positif. Plus largement, le PADD incite à mettre en place une politique écologique transversale en étudiant les possibilités de production locale dans les domaines de l'énergie, de l'eau, des déchets, etc. Concernant les pollutions, le règlement impose le raccordement aux différents réseaux (eau potable et assainissement), afin de limiter les pollutions du milieu naturel. Il précise que dans tous les cas, la recherche de solutions permettant l'absence de rejet dans le réseau public devra être privilégiée, ce qui incite à l'infiltration à la parcelle. Concernant les déchets, le PADD précise d'améliorer la gestion et la collecte des déchets, et plus spécifiquement les pratiques de tri des déchets et favoriser le recyclage et le développement de l'économie circulaire, ce qui est positif pour la diminution des déchets. Concernant la santé, Evry, par son adhésion au Réseau des Villes-Santé de l'OMS marque sa volonté d'inscrire la santé au cœur de son projet de ville, et ainsi de développer un urbanisme favorable à la santé. Cela implique de prendre en compte l'objectif de « la santé dans toutes les politiques publiques ». Cela se traduit dans le PLU par notamment la modification des conditions de vie potentiellement pathogènes dans des environnements mesurables, tangibles, comme l'habitat, les transports, l'aménagement urbain, mais aussi pour des environnements relationnels comme le lien social, la proximité, les aménités. Par exemple, la prise en compte des nuisances sonores, des pollutions et le développement d'îlots de fraîcheur dans le cadre des nouveaux projets permet de participer à une amélioration de la santé.	Le projet de PLU prévoit une augmentation de la population (habitants et emplois), ce qui aura un impact sur les réseaux (assainissement et eau potable), et qui engendrera une augmentation de la production des déchets. La construction de nouveaux logements/équipements/activités économiques va engendrer une augmentation de la consommation énergétique. **Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation** Pour chaque projet d'urbanisation, il devra être vérifié les besoins en termes de réseaux avec les gestionnaires concernés. Afin de compenser l'augmentation des consommations induites par les constructions nouvelles, il est prévu que ces dernières visent l'excellence en matière énergétique, afin de limiter les consommations, voire d'être en capacité de produire de l'énergie. Par ailleurs, le règlement rappelle la présence d'un réseau de chaleur et la nécessité de s'y raccorder.

Les perspectives d'évolution de l'environnement

Cette partie s'attache à présenter les perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement au cas où le nouveau PLU ne serait pas adopté et l'ancien continuerait à s'appliquer.

Afin de réaliser cette analyse, il a été étudié les conséquences du PLU actuel par rapport à chaque enjeu environnemental identifié dans le cadre du diagnostic.

Enjeu environnemental	Évolution probable par rapport au PLU actuel
Géographie physique **Un plateau et une topographie importante au niveau des coteaux qui engendre des vues vers la vallée de la Seine :** **Un réseau hydrographique peu développé hormis la Seine**	Concernant la topographie et les vues remarquables, le PLU actuel assure une certaine protection de ces éléments à travers le classement en espaces paysagers remarquables et EBC d'un certain nombre d'éléments identifiés sur le territoire. Aucun projet majeur du territoire ne vient altérer les vues remarquables. Concernant le réseau hydrographique, le PLU rappelle le PPRi actuel. Les abords de la Seine sont en grande partie (au sud) identifiés en zone U, ce qui n'est pas très protecteur. Concernant les milieux humides, le PLU actuel ne les intègre pas du tout : ils sont identifiés en zone U qui est incompatible avec une zone humide.
Les espaces naturels **Une trame verte bien développée mais fragile à certains endroits :** **Des espaces naturels bénéficiant de protections ou de recensements :**	Le PLU actuel protège bien les grands éléments de trame verte tels que les bois (en EBC) et les parcs et jardins (en espace paysager remarquable). Le règlement prévoit la préservation d'espaces verts de pleine terre ou d'espaces végétalisés dans la plupart des zones urbaines, ce qui est positif pour la préservation de la nature en ville.
Les risques et les nuisances **Des nuisances sonores limitées** **Une bonne qualité de l'air, mais impactée par le trafic routier et le résidentiel et tertiaire** **Des risques naturels importants et touchant une partie du territoire urbanisé** **Des risques technologiques connus et maîtrisés**	Les risques naturels sont pris en compte à travers le rappel du PPRi. Par ailleurs, les règles de pleine terre dans les espaces urbains permettent de préserver des espaces perméables sur le territoire. Cependant, l'urbanisation permise par le PLU peut engendrer une imperméabilisaiton supplémentaire, ce qui peut entraîner des ruissellements plus importants, et donc aggraver le risque d'inondation. Les risques technologiques sont connus et pris en compte dans les différents projets. Les sites et sols pollués sont également connus et feront l'objet de dépollution s'ils doivent être urbanisés.
Les réseaux urbains **Eau potable** • Bonne qualité de l'eau • Les consommations de l'eau ont baissé en 2015 par rapport à 2014	Les capacités de production de l'eau sont suffisantes pour accueillir la nouvelle population qui arrive au fur et à mesure des opérations. Les capacités des réseaux sont suffisantes par contre il est toujours rencontré des problèmes de branchement des eaux pluviales sur les eaux usées, ce qui entraîne une surcharge du

Assainissement • Réseau séparatif mais de nombreux problèmes de non-conformité des branchements • Quelques points noirs sur le réseau, en point bas du bassin versant, vers l'avenue Patton et la Cerisaie **Déchets** • Des PAV sont mis en place sur le territoire et notamment dans les nouvelles opérations • Problématique des dépôts sauvages **Réseau de chaleur** • Réseau de chaleur desservant les communes de Courcouronnes et d'Évry • Aujourd'hui, la chaleur du réseau est produite uniquement à partir d'énergies fossiles. L'objectif est d'assurer 80% de la production de chaleur à partir d'énergies renouvelables à terme. Une première étape de 50% devrait être atteinte pour la saison de chauffe 2017-2018 → Projet de raccordement à l'éco-site de Vert-le-Grand afin de mettre en place un mix énergétique	réseau et des problèmes de qualité de l'eau. Le PLU actuel ne prévoit pas de locaux de stockage des ordures ménagères adaptés au tri sélectif, ce qui est négatif. Malgré une augmentation de la population, il est constaté une diminution globale de la production de déchets, ce qui est positif. On peut supposer que ce phénomène va continuer.
Les énergies renouvelables **Des potentiels limités sur le territoire**	Le PLU actuel, réalisé avant la loi Grenelle, n'aborde pas la question des énergies renouvelables. Le PLU prévoyant une augmentation de la population, on peut estimer que cela va engendrer des consommations énergétiques plus importantes.

Les mesures d'évitement, de réduction ou de compensation

Au regard des incidences mitigées ou négatives qui ont été identifiées précédemment, des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation ont été définies.

Elles sont synthétisées ci-dessous.

Incidences mitigées ou négatives	Mesures d'évitement, de réduction ou de compensation
Une pression supplémentaire va être exercée sur les réseaux (eau et assainissement) du fait des nouvelles constructions.	**Mesure d'évitement** Pour chaque nouveau projet d'urbanisation, il devra être vérifié les besoins en termes de réseaux avec les gestionnaires concernés.
Certains projets vont engendrer la suppression d'espaces aujourd'hui perméables du fait des nouvelles constructions sur des secteurs en friche ou non urbanisés, ce qui peut entraîner un phénomène de ruissellement plus important.	**Mesure de réduction** Afin de limiter l'imperméabilisation des sols, il est défini des obligations de pourcentage d'espaces verts afin de préserver des espaces perméables (en pleine terre ou sur dalle du fait de la densité importante du secteur). Dans les zones moins denses, des pourcentages d'espaces de pleine terre ont été définis.
Des sites Basias sont identifiés dans certains périmètres de projet, et plus largement sur le territoire et peuvent donc avoir des conséquences négatives.	**Mesures d'évitement** Rappel dans les dispositions générales du règlement de la nécessité de vérifier l'absence de risque pour la santé humaine et l'environnement avant l'urbanisation sur des sols pollués ou potentiellement pollués.
Des sites de projet, mais plus largement le territoire, sont concernés par des lignes GRT Gaz et un pipeline, ces canalisations de transport de matières dangereuses doivent donc être pris en compte dans les aménagements.	**Mesure d'évitement** Rappel des servitudes s'appliquant sur ces canalisations dans les annexes du PLU. **Mesure de réduction** Dans certains projets, afin d'éloigner les futures constructions des canalisations, certains partis d'aménagement ont été pensés, et notamment un éloignement important des constructions en vis-à-vis de ces canalisations (Evry Sud, Aunettes).
Certains projets sont définis aux abords de voies bruyantes (classement sonore départemental), et le territoire est plus largement concerné par des axes routiers identifiés comme bruyants.	**Mesure d'évitement** Rappel des prescriptions d'isolation acoustique aux abords des voies bruyantes dans les dispositions générales du règlement. **Mesure de réduction** Dans certains projets, afin d'éloigner les futures constructions des axes bruyants, certains partis d'aménagement ont été pensés : • Recul important et traitement d'une frange paysagère (Aunettes) • Implantation d'équipements ou d'activités en premier rideau, afin d'« isoler » les habitations des nuisances sonores et pollutions (Evry Sud)

	• Recul important des constructions et création d'une voie de desserte entre la voie ferrée et les futures constructions (Canal Europe)
Par ailleurs, une partie des secteurs urbanisés du territoire est localisée en zone d'aléa moyen pour le retrait-gonflement des argiles, ce qui pourrait augmenter le nombre de personnes exposées. Cependant, les futures constructions envisagées sur ces secteurs sont peu nombreuses et seront soumises à des prescriptions de construction prenant en compte cet aléa, ce qui limite les risques.	**Mesure de réduction** Pour les zones concernées par l'aléa retrait-gonflement des argiles, les prescriptions de construction sont rappelées en annexe du PLU.
La réalisation de nouveaux logements, de commerces, d'équipements ou d'activités peut avoir des incidences négatives sur l'environnement en engendrant une artificialisation des sols, notamment dans certains secteurs très denses, comme le centre urbain ou Evry Sud où la végétation est peu présente, hormis sur l'espace public. Les nouvelles constructions peuvent également constituer des éléments de fragmentation de la trame verte et bleue, notamment en espace urbain où la trame verte est parfois fragile.	**Mesure d'évitement** Prise en compte de la trame verte et bleue au sein de la majorité des projets. **Mesure de réduction** Définition d'un coefficient de pleine terre dans la plupart des zones et protection des espaces verts et boisés (notamment sur les coteaux) en EBC ou espace paysager remarquable afin de préserver les composantes de la trame verte.
Le projet de PLU prévoit une augmentation de la population (habitants et emplois), ce qui aura un impact sur les réseaux (assainissement et eau potable).	**Mesure d'évitement** Pour chaque projet d'urbanisation, il devra être vérifié les besoins en termes de réseaux avec les gestionnaires concernés.
La construction de nouveaux logements/équipements/activités économiques va engendrer une augmentation de la consommation énergétique.	**Mesures de compensation** Afin de compenser l'augmentation des consommations induites par les constructions nouvelles, il est prévu que ces dernières visent l'excellence en matière énergétique, afin de limiter les consommations, voire d'être en capacité de produire de l'énergie. Par ailleurs, le règlement rappelle la présence d'un réseau de chaleur et la nécessité de s'y raccorder.
Le fait de permettre de nouvelles constructions sur une grande partie du territoire est susceptible d'avoir des conséquences sur le paysage (mauvaise insertion des constructions, architecture qui ne s'intègre pas avec les constructions environnantes…).	**Mesure de réduction** Une OAP spécifique précise les possibilités d'évolution pour chaque quartier, afin de préserver leur identité propre et leur caractère paysager spécifique. Par ailleurs, le règlement donne des prescriptions et recommandations pour la qualité architecturale des constructions.

Les indicateurs de suivi du PLU

Pour apprécier les évolutions et éventuellement réviser ou modifier le document d'urbanisme, il est prévu un dispositif de suivi et la définition d'indicateurs de suivi. Ces indicateurs doivent permettre d'apprécier l'efficacité du PLU pour orienter l'évolution du territoire en fonction des orientations décidées.

Deux types de critères peuvent être définis :

- Des critères quantitatifs : ce sont les plus faciles à utiliser et les plus fiables dans la mesure où ils peuvent reposer sur des données statistiques chiffrées donc objectives,
- Les critères qualitatifs : l'évaluation qualitative est beaucoup plus difficile à mettre en place car elle induit nécessairement une part de subjectivité.

Dans le PLU d'Evry, une majorité de critères quantitatifs a été définie, afin de permettre un suivi efficace de la mise en œuvre du PLU, selon les différentes thématiques environnementales. Pour chaque critère est défini l'indicateur, la source et la périodicité. Ces indicateurs sont mis en relation avec les orientations du PADD.

Orientation du PADD	Variable	Indicateur	Source	Périodicité	Valeur initiale	Évolution Constatée
Doter la ville d'un parc de logements diversifié, moderne et attractif, assurant un parcours résidentiel complet	Densité humaine et densité des espaces d'habitat	- Nombre de logements construits dans les zones urbaines - Nombre de m² d'activités construits dans les zones urbaines	Commune	3 ans	21 609 logements	
	Objectif démographique et perspective de construction de logements	- Nombre d'habitants - Classe d'âge - Nombre de personnes par ménage - Vacance - Nombre de logements construits	Commune INSEE SITADEL FILOCOM	3 ans	53 237 habitants 21 609 logements 2,5 personnes par ménage 1340 logements vacants	
	Mixité sociale	- Nombre de logements sociaux réalisés - Nombre de logements spécifiques créés (primo-accédant, étudiants, foyer jeunes travailleurs, établissement personnes âgées…)	Commune Préfecture	Annuelle	8248 logements sociaux	

Orientation du PADD	Variable	Indicateur	Source	Périodicité	Valeur initiale	Évolution Constatée
		- Evolution des demandes de logements sociaux				
Accompagner le développement du tissu économique	Les activités économiques	- Taux d'emploi - Nombre d'entreprises - m² de constructions à usage d'activité réhabilités/créés - Nombre de chômeurs	INSEE CCI 91 Chambre des métiers et de l'Artisanat	3 ans	Taux d'emploi : 82,1% 3 247 entreprises 4471 chômeurs	
Accompagner le développement urbain avec un niveau d'équipements et de services qui réponde au mieux aux besoins des habitants	Les commerces et services	- Nombre de création de commerce/services - Nombre de fermeture - Nombre de reprise de commerce/services	Commune	3 ans	973 commerces	
Préserver et conforter la trame verte et bleue et les continuités écologiques	Les espaces naturels protégés Les alignements d'arbres	- Superficie des zones N - Superficie des EBC - Superficie des espaces paysagers remarquables dans le PLU - Linéaire d'alignements d'arbres	Commune	3 ans	Zone N : 160,7 ha EBC : 65,4 ha EPR : 85,32 ha	
	Les espaces libres Les surfaces perméables	- Analyse des superficies d'espaces libres dans les projets d'urbanisme hors voiries - Surface imperméabilisée par projet/surface totale du projet	Commune DDT 91	3 ans	-	

Orientation du PADD	Variable	Indicateur	Source	Périodicité	Valeur initiale	Évolution Constatée
Conforter la vocation de détente et de loisirs des parcs et espaces verts	Les loisirs	- Nombre d'installations de loisirs livrées	Commune	3 ans	-	
Protéger, entretenir et valoriser le patrimoine bâti	Les éléments patrimoniaux	- Nombre d'éléments patrimoniaux protégés	Commune	3 ans	41 éléments ou ensembles patrimoniaux protégés	
Disposer d'équipements d'envergure et de rayonnement à la hauteur d'un cœur d'agglomération	Les équipements	- Nombre d'équipements livrés - Travaux, d'amélioration, d'extension,… réalisés - Evolution des effectifs scolaires - Capacité résiduelle des équipements	Commune	3 ans	-	
	Les communications numériques	- Nombre de constructions reliées au Haut Débit	Commune	3 ans	-	
Faire d'Evry un territoire facile à parcourir par tous : développer les liens entre quartiers et faciliter les mobilités.	La circulation	- Nombre de véhicules par jour sur le réseau départemental	CD 91	Annuelle	-	
	Le stationnement	- Nombre de places de stationnement réalisées - Nombre de stationnement vélo réalisés	Commune	Annuelle	409 places de stationnement pour vélo	
	Les circulations douces	- Linéaire de circulations douces réalisé	Commune CD 91	Annuelle	-	
Limiter l'exposition de la population aux risques, et lutter contre les nuisances et les pollutions	Les risques	- Arrêtés de catastrophe naturelle - Nombre d'ICPE - Nombre de sites potentiellement pollués (BASOL) - Nombre de sites industriels ou de service susceptibles d'entraîner une pollution des sols	Prim.net INSEE Préfecture BRGM BASOL	3 ans	9 arrêtés de catastrophe naturelle 9 ICPE	

Orientation du PADD	Variable	Indicateur	Source	Périodicité	Valeur initiale	Évolution Constatée
Développer les énergies renouvelables et le réseau de chaleur dans une perspective de transition énergétique et écologique		(BASIAS)	BASIAS		1 site BASOL 48 sites BASIAS	
	Les nuisances (bruit)	- Nombre d'actions réalisées pour réduire les nuisances - Nombre de voies bruyantes	Commune, Conseil Départemental, Conseil Régional Préfecture DDT	3 ans	5 voies bruyantes (catégories 1, 2 et/ou 3)	
	La gestion de l'eau	- Nombre d'abonnés - Nombre de branchements - Nombre d'unités de production d'eau potable et capacité totale en m^3 par jour - Nombre de réservoirs et capacité totale de stockage en m^3 - Nombre de mètres linéaires de canalisations de distribution - Bilans annuels, suivi de l'état du réseau et de la qualité de l'eau	Gestionnaire ARS	Annuelle	341 kms de réseau de distribution 16 882 branchements	
	Le réseau d'assainissement	- Nombre de constructions ou de personnes raccordées au réseau d'assainissement collectif - Bilan annuel des réseaux - Capacité de stockage et d'évacuation	Gestionnaire	Annuelle	255 kms de canalisation (eaux usées) 352 kms de canalisation (eaux pluviales)	

Orientation du PADD	Variable	Indicateur	Source	Périodicité	Valeur initiale	Évolution Constatée
					Capacité de 250 000 eh pour la station d'épuration	
	Le réseau de chaleur	- Linéaire du réseau - Pourcentage d'énergies renouvelables alimentant le réseau de chaleur - Nombre de constructions (ou logements) raccordées au réseau de chaleur	Gestionnaire	3 ans	-	
	Les énergies renouvelables	- Nombre de bâtiments équipés d'installations énergétiques bénéficiant de subventions de l'ADEME - Nombre de nouvelles installations de dispositifs d'énergies renouvelables	ADEME et Commune	3 ans	-	
	Déchets	- Nombre de déchets récoltés et traités (tonnage) - Evolution du nombre de déchets récoltés et traités	SIOM	Annuelle	-	

La méthode d'élaboration de l'évaluation environnementale

L'évaluation environnementale du plan local d'urbanisme est une évaluation préalable, en ce sens qu'elle mesure les impacts prévisibles, probables du plan et de sa mise en œuvre, sur l'environnement, pour les années à venir. Etant réalisée pendant l'élaboration du document, c'est également un outil d'aide à la décision. Cette évaluation ne peut être exhaustive car les données concernant l'évolution de l'environnement ne sont ni toutes connues ni toutes maîtrisables.

L'évaluation vise à expliciter les enjeux environnementaux du PLU en définissant les orientations stratégiques en matière d'environnement, Elles fixent les modalités nécessaires au suivi à l'évaluation environnementale à travers les grandes thématiques :

- Biodiversité et espaces naturels
- Paysage et patrimoine
- Ressources naturelles
- Energies, nuisances et pollutions
- Risques

L'évaluation environnementale du PLU d'Evry prend en compte l'analyse de l'état initial de l'environnement comme l'état actuel de la commune à l'instant « t », avant d'y appliquer, d'une façon prospective, l'ensemble des projets en intégrant des enjeux environnementaux.

Les enjeux environnementaux ont été identifiés au regard des enseignements du diagnostic, et avec un croisement de données cartographiques. Pour autant, les incidences du PLU ont été étudiées sur toutes les thématiques environnementales, avec une attention particulière pour les enjeux spécifiques identifiés.

Ensuite, toujours au regard des enjeux environnementaux ont été analysés les orientations du PADD, des OAP, du plan de zonage et du règlement. Cette analyse itérative a permis de revenir sur certains choix de développement sur des secteurs à forts enjeux environnementaux, notamment le secteur des berges de Seine et le secteur entre le parc Henri Fabre et le parc des Coquibus.

L'analyse des documents supra-communaux et des plans et programmes relatifs à l'environnement a permis d'ajuster ou de compléter certains dispositifs afin de mieux les prendre en compte.

La difficulté rencontrée souvent lors de la réalisation des évaluations environnementales est le temps court entre la décision de l'autorité environnementale d'obliger à réaliser une évaluation environnementale et la date prévue d'arrêt du projet, les communes souhaitant souvent avoir un calendrier resserré afin d'avoir le plus rapidement possible un document d'urbanisme applicable. Le temps est donc réduit pour mener les analyses des différents documents composant le PLU.